



Conquête des esprits et commerce des armes : la diplomatie militaire française au Brésil (1945-1974)

Rodrigo Nabuco de Araujo

► To cite this version:

Rodrigo Nabuco de Araujo. Conquête des esprits et commerce des armes : la diplomatie militaire française au Brésil (1945-1974). Histoire. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2011. Français. NNT : 2011TOU20143 . tel-00690336

HAL Id: tel-00690336

<https://theses.hal.science/tel-00690336>

Submitted on 23 Apr 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Université
de Toulouse

THÈSE

En vue de l'obtention du DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par :

Université Toulouse 2 Le Mirail (UT2 Le Mirail)

Discipline ou spécialité :

Histoire

Présentée et soutenue par :

Rodrigo Nabuco de Araujo

le : 12 décembre 2011

Titre :

Conquête des esprits et commerce des armes
La diplomatie militaire française au Brésil (1945-1974)

Ecole doctorale :

Temps, Espaces, Sociétés, Cultures (TESC)

Unité de recherche :

Framespa (UMR 5136)

Directeur(s) de Thèse :

Richard Marin

Rapporteurs :

Olivier Compagnon, Université de Paris 3

Jean Joana, Université de Montpellier 1

Autre(s) membre(s) du jury

Bernard Labatut, IEP, Université de Toulouse - Capitole

Jean-Marc Olivier, Université de Toulouse 2

Université de Toulouse 2 – Le Mirail

Thèse en vue de l'obtention du doctorat d'histoire

Présentée et soutenue publiquement par

Rodrigo Nabuco de Araujo

12 décembre 2011

CONQUÊTE DES ESPRITS ET COMMERCE DES ARMES

La diplomatie militaire française au Brésil (1945-1974)

FRAMESPA – UMR 5136

Thèse dirigée par **Richard Marin**

Jury :

Rapporteurs : Jean Joana, Université Montpellier 1, Olivier Compagnon, Université Paris 3

Autres membres du jury : Bernard Labatut, Université de Toulouse - Capitole, Jean-Marc Olivier, Université Toulouse 2

2011

Résumé :

Les relations internationales du Brésil sont marquées par l'omniprésence états-unienne. Nous proposons ici de déconstruire en partie cette perspective, à l'appui d'archives inédites issues des ministères français des Affaires étrangères et de la Défense. Durant les années 50, 60 et 70, la France a envoyé ses plus grands spécialistes du renseignement au Brésil. Issus d'horizons politiques très différents, ces hommes ont assuré le transfert des doctrines coloniales de l'armée française vers l'armée brésilienne mais ils ont aussi créé des débouchés pour les industries françaises reconstituées dans l'après la Seconde Guerre mondiale. En moins de vingt ans, l'armée française a entièrement remodelé la perception que les militaires brésiliens avaient de leur rôle. La technologie exportée n'était pas uniquement matérielle ; politique, elle a permis la construction d'un nouvel édifice militaire, fondé sur le principe de la guerre anti-subversive, sur l'action des services de renseignement et sur l'hégémonie des groupes industriels liés à l'armement. En ce sens, la France a largement contribué à ce que l'armée brésilienne atteigne son autonomie stratégique. Pourtant, sa technologie n'a pas apporté que des résultats positifs. Bien au contraire, à l'instar des guerres menées par l'armée française dans les colonies, la guerre anti-subversive au Brésil a refondu la société brésilienne.

Summary:

Brazil's international relations are characterized by the overwhelming presence of the United States of America, both in terms of specialized bibliography and in the writings of the political actors involved. In this thesis we propose to put this established perspective into question, with the help of archives we found in the libraries of the French Department of Foreign Affairs and the Department of Defense which had never been studied previously. In the 1950s, 60s and 70s, France sent their best experts in information to Brazil. They came from very different political backgrounds; their mission was to pass on the colonial doctrines of the French Army to the Brazilian officers. They also created new outlets for the recently reformed French industries which had suffered great losses in the War. Within less than twenty years, the French Army has thoroughly reshaped the perception Brazilian officers entertained of their own role. The exported technology was not only of a material nature : it was also a political technology which paved the way for a new military edifice, based on the principle of the anti-subversive war, on the action of the information services and on the leading role given to the industrial groups linked with the armament sector. Thus, France can be said to have greatly contributed to the process leading to the strategic autonomy of the Brazilian Army. And yet, France's imported technologies did not only bring about positive results. On the contrary, as in the wars led by France in the colonies, the anti-subversive war in Brazil has deeply restructured the former Brazilian society.

Table des matières

Remerciements.....	8
Présentation.....	9
Partie 1	
Construction de l'objet de recherche	14
État de la question.....	23
<i>Guerre idéologique et cycle de dissuasion.....</i>	<i>24</i>
<i>La rivalité franco-étatsunienne.....</i>	<i>28</i>
<i>Dépendance et autonomie.....</i>	<i>32</i>
<i>Les relations périphériques entre la France et le Brésil.....</i>	<i>37</i>
<i>L'outil militaire dans les négociations internationales</i>	<i>43</i>
<i>Les forces armées et la politique</i>	<i>51</i>
<i>Les transferts de doctrine</i>	<i>56</i>
L'analyse critique des sources.....	64
<i>Difficultés d'une recherche inhérentes à la nature des sources</i>	<i>64</i>
<i>Une législation contraignante</i>	<i>67</i>
<i>La barrière du secret</i>	<i>69</i>
<i>Des informations brisées.....</i>	<i>72</i>
Partie 2	
France-Brésil : une alliance périphérique (1947-1962)	76
Chapitre 1 : L'héritage de la mission Gamelin	82
<i>Entre doctrine et politique</i>	<i>84</i>
<i>Le déclin militaire français au Brésil</i>	<i>91</i>
Chapitre 2 : La filière des services spéciaux français	96
<i>Du renseignement et de l'action.....</i>	<i>97</i>
<i>Une culture militaire contre-révolutionnaire.....</i>	<i>104</i>
Chapitre 3 : La primauté du politique sur le militaire.....	112
<i>Le nouveau rapport de force.....</i>	<i>113</i>
<i>La difficulté à renouer le dialogue bilatéral.....</i>	<i>129</i>
<i>Le déplacement de l'intérêt stratégique de la France.....</i>	<i>141</i>
<i>Le Brésil et la guerre d'Algérie.....</i>	<i>150</i>
Chapitre 4 : L'échec politique de la coopération militaire.....	166
<i>Le Brésil entre pan-américanisme et atlantisme</i>	<i>167</i>
<i>L'ambassade de France à la recherche d'interlocuteurs.....</i>	<i>177</i>
<i>Le rapprochement militaire.....</i>	<i>186</i>
<i>L'impasse diplomatique.....</i>	<i>200</i>
Partie 3	
La guerre révolutionnaire. Les affinités électives franco-brésiliennes	
(1962 – 1974).....	218
Chapitre 5 : La propagande militaire française auprès de l'armée brésilienne	224
<i>Les transferts de la doctrine française au Brésil.....</i>	<i>225</i>
<i>La guerre révolutionnaire de l'armée française</i>	<i>239</i>
<i>Les doctrines françaises dans l'École supérieure de guerre de Rio</i>	<i>248</i>
Chapitre 6 : innovation, enseignement et technologie.....	260

<i>L'élaboration d'un capital de confiance</i>	261
<i>Une mission de concurrence.....</i>	275
Chapitre 7 : L'ambassade de France et la révolution brésilienne	286
<i>Le contact avec les conspirateurs.....</i>	287
<i>La chute de Goulart.....</i>	300
<i>La difficile reconnaissance politique du nouveau régime.....</i>	310
Chapitre 8 : La primauté du militaire sur le politique.....	321
<i>Les diplomates en uniforme</i>	323
<i>De Gaulle face à « l'interdépendance » militaire brésilienne.....</i>	328
<i>Le rapprochement (re)commence.....</i>	340
<i>Le pari français dans l'industrie brésilienne de défense.....</i>	356
Chapitre 9 : La bataille du Brésil.....	370
<i>« Une révolution à deux détente »</i>	371
<i>La bataille d'Alger à São Paulo</i>	386
<i>Les échanges d'informations secrètes</i>	407
Conclusion.....	416
Index	420
Sources et bibliographie	422
Sigles et abréviations utilisées.....	444
Annexes	448

Remerciements

Cette thèse n'aurait jamais vu le jour sans les échanges continus que j'ai eus, tout au long de ces quatre ans avec Richard Marin, mon directeur de thèse, et Renato Lemos qui a co-dirigé mes travaux depuis l'Université Fédérale de Rio de Janeiro. Je dois beaucoup au soutien indéfectible, à l'attention et aux relectures de la professeure Modesta Suárez.

Je dois aussi remercier l'Université de Toulouse 2 – Le Mirail, avant tout, l'équipe du laboratoire FRAMESPA, en la personne de Jean-Marc Olivier pour l'allocation de recherche. Sans doute ne se souvient-ils plus, mais j'étais un de ses attentifs étudiants en Licence d'histoire, en 2004. Sa confiance renouvelée a couronné mon parcours universitaire et a permis la réalisation de cette thèse en d'excellentes conditions. Ensuite, je remercie le département d'histoire qui m'a recruté pendant un an comme attaché temporaire d'enseignement et de recherche, j'ai pu ainsi enseigner là où j'ai commencé mon histoire toulousaine.

Je ne saurais oublier Maud Chirio avec qui j'ai partagé le même champ de recherche et qui m'a aidé à façonner mes questionnements. Il en va de même pour Mathieu Rigouste et son fort engagement en faveur de la recherche-action dont les conseils n'ont pas manqué d'influencer ma perception du sujet. Angela Moreira mérite aussi d'être citée, une amie attentionnée et une professeure diligente. Toutes nos discussions ont permis d'approfondir bien des aspects sur la présence militaire française au Brésil.

La liste des personnes qui m'ont aidé dans l'élaboration de cette thèse est très longue. Ma recherche n'aurait pas été possible sans le concours de nombreux amis et doctorants à Toulouse, à Paris, à Rio de Janeiro ou à Brasília. Felix Chartreux m'a accueilli pendant des mois, ce qui m'a permis d'accéder aux archives du Quai d'Orsay. Avec Vítor Acselrad, à Rio de Janeiro, j'ai eu des discussions soutenues, son accueil chaleureux m'a aussi permis de poursuivre en de bonnes conditions mes recherches. Eliane Arrais m'a accueillie à Brasília ce qui m'a permis de consulter le fonds d'archives de l'Itamaraty. Mon parcours est aussi parsemé de rencontres et d'échanges très fructueux avec Rodolfo de Roux, Gabriel Périès, Marie-Monique Robin, Antônio Carlos Lessa, Charles Capela, pour n'en citer que quelques-uns.

Mes amis américanistes toulousains : Américo Mariani, Ariela Epstein, Claire Pic, Emanuele de Maupeou, Marion Giralidou. Enfin, je tiens spécialement à remercier Céline Rolland qui m'a supporté dans les dernières et difficiles heures d'écriture de cette thèse ; Olga Nabuco et Marco Nabuco grâce à qui j'ai pu venir en France.

Présentation

Résultat de quatre ans de recherches, le sujet traité ici porte sur les relations entre les armées brésilienne et française et poursuit les travaux commencés dans le cadre de mes masters 1 et 2, également sous la direction de Richard Marin. Le thème s'est ensuite élargi à la suite de fructueux échanges avec le professeur Renato Lemos qui dirige le groupe d'études sur les militaires et la politique au département d'histoire de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro. Je suis également entré en contact avec les travaux du sociologue João Roberto Martins, spécialiste des questions stratégiques. Ses travaux les plus récents portent sur la doctrine française de la guerre révolutionnaire¹ dans l'armée brésilienne, en particulier sur la traduction d'ouvrages français en langue portugaise. C'est grâce au dynamisme des recherches brésiennes et françaises que nous avons développé les premières hypothèses de cette thèse.

Au départ, il s'agissait d'analyser les échanges culturels entre les armées françaises et brésiennes autour de la mission militaire française durant l'entre-deux-guerres. Cette perspective a été progressivement abandonnée afin de privilégier des questions plus récentes. Nous avons tenté d'approfondir le thème suggéré par les professeurs brésiliens devenu central dans cette réflexion : la doctrine française. Le thème était alors plus que jamais brûlant. En effet, en France, les médias évoquent ponctuellement la présence d'anciens officiers de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) en Amérique du Sud, en particulier en Argentine. En 2003, la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale avait même envisagé une enquête parlementaire visant à évaluer le rôle de la France dans le soutien aux régimes militaires latino-américains². Restée lettre morte, elle aurait mis l'accent sur la présence française là où les États-Unis étaient tenus pour hégémoniques. En outre, le film documentaire, *Escadrons de la mort : l'école française*, de Marie-Monique Robin, sorti en 2003 a permis une prise de conscience plus large des transferts militaires français en Amérique latine, jusque-là totalement inconnu de l'opinion française.

À l'appui de nouvelles archives françaises, nous complétons les sources proposées par les professeurs brésiliens. Les premières informations collectées ne permettent pas de cerner directement les transferts de doctrines. Le problème échappe à l'étude sur les forces armées brésiennes et embrasse des aspects propres à la politique étrangère de la France. Plusieurs détours ont été nécessaires avant de trouver quelques réponses.

¹ La doctrine de la guerre révolutionnaire est élaborée à l'École supérieure de guerre (ESG) de Paris et elle s'approprie le nom du mal qu'elle veut combattre, c'est pourquoi la logique voudrait que nous parlions plutôt de guerre contre-révolutionnaire. Cependant, nous utilisons ici le terme employé par ses auteurs.

² Assemblée Nationale, document n° 1295, 16 décembre 2003.

En raison de la décision prise d'un commun accord avec Richard Marin de privilégier la perspective française, nous avons progressivement abandonné les questionnements soulevés à propos des multiples usages brésiliens de la doctrine française. Il n'en reste pas moins que cette recherche s'inscrit dans le courant piloté par des chercheurs brésiliens et français, renouvelant les études sur les forces armées depuis une dizaine d'années. Il s'agit de démontrer que l'armée brésilienne élabore une stratégie de puissance à laquelle sont associés de nombreux alliés, la France en particulier, avec laquelle l'armée brésilienne a une longue tradition d'échanges.

Notre premier objectif a été de reconsidérer la version dominante dans l'historiographie sur les relations inter-américaines, selon laquelle Washington tire les ficelles de tous les dirigeants latino-américains, véritables marionnettes au service de la politique impérialiste. Cependant, nous avons pu mettre en évidence que, plutôt que des alliés, Washington et Brasília deviennent des rivaux.

L'autonomie stratégique de l'armée brésilienne est atteinte en 1974, avec la création de l'Industrie brésilienne de matériel de guerre (IMBel – *Indústria de Material Bélico*). La France a vivement contribué à la constitution de l'autonomie brésilienne, à travers les stages de spécialisation pour les techniciens, la vente des licences de montage puis de fabrication de ces matériels. En comparaison avec l'assistance états-unienne, l'aide française est modeste. Pourtant, le transfert de la doctrine française a eu de très fortes répercussions. Les lectures et les usages que les Brésiliens en font ne concernent plus la France, d'autant que Paris n'impose aucune condition pour l'usage de ses technologies. Dans un second temps nous avons donc cherché à comprendre les transferts de la doctrine de la guerre révolutionnaire au Brésil servent-ils les intérêts de la France ?

À observer les relations franco-brésiliennes aujourd'hui, force est de constater leur enjeu central dans la stratégie de montée en puissance du Brésil. Pour la France, c'est l'intérêt économique, plus précisément commercial, qui prime et oriente le resserrement des liens avec le Brésil, ce dernier étant un de ses seuls clients. Le Quai d'Orsay suit l'évolution de l'économie brésilienne avec toute l'attention requise afin de s'assurer ce marché ; d'autre part, il promeut les rencontres entre les chefs d'État, entre les parties prenantes des échanges industriels, ainsi que diverses manifestations culturelles. La culture et les industries françaises sont traditionnellement bien implantées au Brésil et ces relations se poursuivent encore à la fin du XX^e siècle. Dans les années 90, ces échanges s'intensifient, alors que les compagnies EDF et France Telecom deviennent d'importants actionnaires dans des entreprises énergétiques et de télécommunications brésiliennes. Depuis les années 2000, le taux de croissance élevé atteint par le Brésil encourage l'installation, jour après jour, de nombreuses compagnies françaises privées. De plus, en 2006, le

président Luis Inácio Lula da Silva (2002-2010) annonce officiellement le paiement de la dette extérieure, un an après, l'autonomie énergétique au Brésil. À ceci s'ajoute aussi le renforcement de la coopération géostratégique, depuis les déclarations de la présidente de la République, Dilma Rousseff, concernant la vente à la France d'uranium enrichi.

S'il y a un domaine où une telle intensité des échanges a rarement été atteinte auparavant, c'est bien celui de la coopération géostratégique. Depuis 2005, on assiste au resserrement des liens dans le domaine du commerce des armes. En 2009, le président de la République française, Nicolas Sarkozy, signe avec son homologue brésilien le plus important contrat de transfert technologique : l'achat par les forces armées brésiliennes des licences pour le montage des sous-marins nucléaires³. Cet accord marque le début de l'ascension du Brésil comme puissance mondiale. Sur ce point, il n'existe que deux précédents dans l'histoire du Brésil contemporain : l'accord militaire avec les États-Unis, en 1952, et l'accord nucléaire avec la République fédérale allemande, en 1975. C'est donc le premier accord de ce genre signé par le gouvernement brésilien après la fin de la guerre froide, comme l'affirme le sociologue brésilien João Roberto Martins⁴. Il marque ainsi l'intérêt français à construire des relations privilégiées avec le Brésil.

Les relations franco-brésiliennes n'ont pas toujours été suivies. La France a connu une longue période de difficultés économiques qui l'ont empêchée de soutenir l'implantation de ses industries au Brésil et de signer avec lui des accords géostratégiques. Par ailleurs, les relations militaires bilatérales s'inscrivent dans la longue durée et s'associent à la politique d'équipement et de modernisation des forces armées brésiliennes. Dans ce cadre, les premiers accords bilatéraux datent de 1906 et engagent la mission française auprès de la police de l'État de São Paulo, la mission Balagny⁵. Ensuite, le point culminant du premier cycle des relations franco-brésiliennes est la signature du contrat d'une mission consacrée à l'armée fédérale, en 1919. Commandée par le général Maurice Gamelin, la mission militaire française réunit plus de 200 militaires et officiers français durant ses vingt ans d'activités. La mission Gamelin – comme elle a été connue par la suite – a modifié entièrement les bases de l'institution militaire, ses objectifs à long terme, ses stratégies, son mode de recrutement, son état-major et sa justice militaire⁶. Pourtant, dès la fin des

³ Gabriela Guerreiro, « Sarkozy chega ao Brasil para fechar acordo militar bilionário », *Folha de São Paulo*, 6 septembre 2009.

⁴ Cláudia Antunes, « Acordo marca expectativa de ser potência, diz estudioso », *Folha de São Paulo*, 6 septembre 2009.

⁵ Danielle Nayrolles, *La Mission Militaire Française à Sao-Paulo, 1905-1913, ou Mission Balagny*, mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université Paris I, 1969.

⁶ Manuel Domingos, « L'influence étrangère et la formation de groupes et tendances au sein de l'armée brésilienne (1889-1930) », Alain Rouquié, (dir.), *Les partis militaires au Brésil*, Paris, PFNSP, 1981, p. 43-70.

années 30, les diplomates français s'inquiètent du déclin de la présence économique française au Brésil, concurrencée par les États-Unis⁷.

Rigoureusement constaté par tous les observateurs contemporains, le déclin français est en effet attesté par les archives de l'époque. Un sentiment général de déclin frappe les hommes politiques contemporains. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'éclipse française compromet le suivi des relations diplomatiques. D'ailleurs, le problème de la légitimité de la présence française se pose concrètement entre septembre 1940 et novembre 1944⁸. Effectivement, les relations franco-brésiliennes n'ont plus jamais été les mêmes. Les difficultés diplomatiques ne résultent pas uniquement de la concurrence franco-étatsunienne : c'est plutôt l'état sinistré de l'économie française qui permet de les expliquer. Quinze années durant, le Quai d'Orsay lutte afin de rétablir le rayonnement français outre-Atlantique. Si les diplomates tiennent la mainmise états-unienne pour cause de tous leurs malheurs, malgré l'aide significative du Plan Marshall, c'est pour ne pas laisser entendre à leurs partenaires que la dépendance vis-à-vis de Washington les prive de toute autonomie dans les affaires internationales.

De 1945 à 1956, la France et le Brésil ne trouvent aucun terrain d'entente politique en raison de multiples facteurs et, notamment, à cause des efforts nécessaires à la reconstruction de la première qui fait figure de priorité gouvernementale. À l'évidence, le faible impact des échanges commerciaux sur la balance des paiements des deux pays n'encourage pas le règlement des différends qui les opposent. De fait, depuis 1942, le gouvernement français réclame le règlement des dettes brésiliennes auprès des compagnies françaises nationalisées par le président brésilien Getúlio Vargas, durant la dictature de l'*Estado Novo* (1937-1945)⁹.

Après le coup d'État du 31 mars 1964, les gouvernements français et brésiliens cherchent de nouveaux terrains d'entente, tandis que dans le domaine militaire les ventes d'hélicoptères relancent le commerce des armes. Entre 1968 et 1974, la coopération bilatérale reprend avec plus d'intensité, alors que le régime brésilien entre dans sa phase la plus répressive. En 1973, la France enregistre sa plus importante vente de l'après-guerre : les avions de chasse Mirage 3, produits par la Compagnie générale aéronautique Marcel Dassault et les missiles Matra. À l'exception du Brésil, l'armée israélienne est le seul autre client de l'industrie aéronautique militaire française.

La France réussit donc à s'affirmer dans le contexte très particulier des années 60-70. Alors qu'elle n'apparaissait même pas dans le classement des principaux exportateurs d'armement au

⁷ Georgette Medleg-Rodrigues, *Les attitudes françaises face à l'influence des États-Unis au Brésil (1944-1960)*, thèse d'histoire, Université de Paris 4, 1998.

⁸ En septembre 1940, le dernier représentant militaire de la mission Gamelin est détaché de ses fonctions militaires et diplomatiques, tandis qu'en novembre 1944, le général François d'Astier de la Vigerie arrive à Rio de Janeiro, représentant la nouvelle autorité française, le Comité français de Libération nationale.

⁹ Antônio Carlos Lessa, « Os vértices marginais de vocações universais: as relações entre a França e o Brasil de 1945 a nossos dias », *Revista Brasileira de Política Internacional*, Brasília, n° 43, 2000, pp. 28-58.

Brésil, avant 1956¹⁰, elle accède à la troisième position en 1965. À partir de cette date, son ascension comme puissance exportatrice d'armements devient possible grâce la réorientation de sa stratégie générale. Comment la France parvient-elle à dépasser ces difficultés sur la scène internationale ?

Les réponses sont à chercher dans les nouvelles orientations du gouvernement brésilien mais aussi dans la renaissance économique française. Dans les années 60, ce changement s'opère grâce à l'abandon de la politique coloniale française. Lorsque le général de Gaulle revient au pouvoir et formule le vœu de développer l'autonomie stratégique de la France dans le cadre de la guerre atomique. Il préconise pareillement une réforme des armées. Les industries françaises d'armements se tournent alors vers l'exportation afin d'assurer la continuité dans leur chaîne de production.

Du point de vue géopolitique, l'impact de la fin de la guerre d'Algérie est considérable puisqu'il libère la France du poids que représente l'effort de guerre sur les finances de la V^e République. Le Quai d'Orsay renouvelle son intérêt pour l'Amérique du Sud, symbolisé en 1964 par le voyage du général de Gaulle. La chronologie des relations bilatérales permet de visualiser sur le long terme les variations en intensité des échanges mais aussi les correspondances avec certains moments clés de l'histoire du XX^e siècle. Notre questionnement s'emploie à mettre en évidence les raisons de ces oscillations et, surtout, celles pour lesquelles la France redevient en quelques décennies un des principaux partenaires stratégiques du Brésil.

¹⁰ L'Institut international de recherche sur la Paix à Stockholm (SIPRI – *Stockholm international peace research institute*) collecte depuis 1954 des informations sur tous les échanges commerciaux d'armements dans le monde.

Partie 1

Construction de l'objet de recherche

Nos recherches commencent en 1947, avec les premiers stages d'officiers brésiliens à l'École supérieure de guerre (ESG) de Paris qui contribue à la constitution d'un réseau des militaires nourris par la doctrine française. Afin d'interroger ensuite le rôle de la doctrine française dans le rapprochement diplomatique pendant les années de plomb (1968-1974). La coopération militaire franco-brésilienne se limite, d'abord, à l'accueil d'un ou deux officiers par l'École. En 1948, le départ du premier stagiaire brésilien est considéré comme une grande victoire de la diplomatie militaire française car il symbolise la reprise des contacts avec les anciens élèves des missions militaires d'avant la Seconde Guerre mondiale. Rio est alors engagé sur la coopération à long terme avec Washington et attend beaucoup de cette relation récente, censée remédier aux insuffisances de son appareil militaire. Le rythme d'échanges franco-brésilien reste faible pendant les années 50 : le nombre d'officiers monte à cinq par promotion, en 1958, avant de diminuer en raison de problèmes budgétaires brésiliens. Ce changement est loin d'être anodin. La guerre d'Algérie suscite alors les pires inquiétudes, en particulier dans les forces armées où les officiers discutent des applications politiques de la doctrine française de la guerre révolutionnaire. En l'espace de quatre ans et grâce à cette doctrine, l'armée française ressurgit comme le principal exemple de lutte contre le communisme. Le modèle militaire français est largement accessible aux pays comme le Brésil car il exige un faible investissement, tout en permettant de moderniser ses forces armées et de l'insérer dans le système de la guerre froide.

Le rapprochement entre Français et Brésiliens peut s'interpréter à l'aune du concept d'*affinités électives*¹¹ : cette expression explique l'attraction entre deux politiques a priori sans lien direct, comme par exemple, l'anti-communisme et le colonialisme. Cette affinité est décrite comme naturelle, donc inévitable, dans la littérature romantique. La comparaison avec le roman de Goethe invite, en outre, à mettre en regard l'issue fatale de la fiction avec les conséquences de la coopération franco-brésilienne puisque celle-ci prend une tournure tragique pour la démocratie brésilienne, au moment de la dictature. En effet, les conseils, les méthodes, la technologie apportées par la France, dans cette relation privilégiée, créent un terreau favorable à l'exercice d'un pouvoir autoritaire.

Le partage d'une même vision du monde permet-il de rapprocher deux gouvernements ? Si la réponse peut apparaître d'emblée positive, il faut pourtant nuancer nos propos. Tout d'abord, elle est positive lorsqu'il s'agit des dirigeants et de leurs subordonnés. Par ailleurs, le

¹¹ Le terme trouve son origine dans le discours savant des chimistes du XVIII^e siècle. Il est repris par l'écrivain allemand Johann Wolfgang von Goethe (1749-1832) dans son ouvrage *Les affinités électives*, publié en 1809. Le roman permet de faire passer l'expression dans le langage courant. Dans l'œuvre du poète romantique, quatre personnes se retrouvent liées par un destin commun alors qu'elles ne se connaissaient pas auparavant. Des traits psychologiques communs les rapprochent, ce qui entraîne une nouvelle configuration sentimentale à laquelle ils ne sauraient échapper. En sociologie, le terme est employé pour la première fois par Max Weber, dans l'explication des affinités entre le dogme protestant, l'assiduité au travail et l'épargne propres à une économie proto-capitaliste.

rapprochement s'opère à des moments différents et de manière irrégulière puisque de nombreux facteurs conjoncturels sont en cause. Il convient d'ajouter que le gouvernement français fait un usage large du qualificatif *communiste* qui sert à désigner non seulement l'ennemi soviétique mais aussi les adversaires anti-colonialistes. Sur ce point, il existe une convergence de vues entre les dirigeants français et brésiliens. En revanche, la rhétorique anti-communiste française n'est pas incompatible avec la position brésilienne vis-à-vis des colonies, d'autant que le Brésil ne sanctionne pas le colonialisme français lors des sessions de l'Assemblée de l'Organisation des Nations unies (ONU). Même si les officiers brésiliens décontextualisent la doctrine française de manière à mieux l'appliquer dans le cas du Brésil qui n'a jamais eu de colonie, l'un des canaux de pénétration de la doctrine reste la question coloniale.

Les affinités électives entre les militaires brésiliens et la doctrine française de la guerre révolutionnaire permettent de répondre en partie à l'énigme du rapprochement. Pour ce faire, nous devons alors nous limiter à la période de l'exercice du pouvoir par les militaires anti-communistes et penser en termes d'attitude de gouvernement. Les principes d'ordre intérieur, de maintien du *statu quo* et de défiance vis-à-vis des classes populaires sont largement partagés par les militaires français et brésiliens. Ils constituent un thème de propagande intérieure aussi bien qu'extérieure. Le témoignage des acteurs atteste que la doctrine française est le meilleur exemple de stratégie de lutte contre l'infiltration communiste. Nul doute que l'échange d'officiers s'insère dans le cadre plus large de la propagande française à l'étranger. D'ailleurs, l'intérêt pour la doctrine française est observé par les attachés militaires dès 1954. Bien que cet intérêt soit diffus et limité uniquement à quelques officiers supérieurs, il permet de situer un premier réseau. À l'aune de ces nouvelles observations nous devons interroger l'objectif de la propagande française et ses multiples facettes.

S'il ne s'agit donc pas de formuler une propagande anti-communiste adressée aux élites industrielles, déjà largement anti-subversives, il n'en reste pas moins que la France peut prétendre offrir une doctrine utilisant des tactiques accessibles aux militaires brésiliens. Vis-à-vis de ces élites, l'intérêt est d'affirmer la place de leur pays comme puissance régionale, indépendamment de l'assistance états-unienne. La France et plus généralement l'Europe offrent un contrepoids considérable à la présence de Washington, tout en contribuant au *développement associé* des industries brésiliennes¹². L'alliance franco-brésilienne se consolide en parallèle de l'Alliance Atlantique. Les débats au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) nécessitent de longs pourparlers qui ralentissent la prise de décisions ; c'est pourquoi la France

¹² Le développement économique associé a été promu par le gouvernement de Juscelino Kubitschek (1956-1961), il est basé sur l'idée d'associer les industriels européens et états-uniens dans le projet de construction d'un parc industriel moderne. Cette conception marque une rupture avec la politique nationaliste du gouvernement précédent qui privilégiait les intérêts locaux.

essaie également d'engager des discussions plus directes avec ses alliés, même lorsqu'elle n'est pas la seule en jeu. Alors que les États-Unis et la France connaissent des relations difficiles, après l'échec de l'opération de Suez (1956), le dialogue direct avec le Brésil permet de contourner la mainmise états-unienne sur les relations transatlantiques. Le contexte général de guerre froide renvoie donc à la recomposition des relations franco-brésiliennes.

Loin de s'insérer dans la logique de la guerre intercontinentale, l'équipement exporté par la France répond à une tactique de maintien de l'ordre, en apportant une réponse technique aux problèmes de politique intérieure. Ce sont des armes mais aussi des méthodes permettant d'encadrer la population, de contrôler les frontières, de maîtriser les grèves, etc. En d'autres termes, les officiers brésiliens importent à la fois une technologie politique et une technologie militaire. L'accent mis sur la lutte contre la guérilla complète largement les formations reçues par les officiers brésiliens aux écoles militaires états-uniennes. Plus que concurrents, la France et les États-Unis sont donc complémentaires.

Le Quai d'Orsay ne peut admettre cette complémentarité et essaie, par tous les moyens dont il dispose, de garder les prérogatives de l'expansion internationale. Lorsque les officiers de l'armée d'Algérie sont engagés comme attachés militaires, le ministère des Armées, alors sous la direction de Pierre Messmer (1960-1969), conquiert son autonomie internationale et provoque la subordination de la politique étrangère à la politique militaire. Durant la V^e République, le Quai d'Orsay est au service de la politique élyséenne, ce qui n'était pas le cas sous la IV^e. Des officiers ayant participé aux guerres coloniales sont alors envoyés au Brésil, leur mission est de promouvoir l'armement utilisé en Algérie et de partager leur savoir-faire.

Le contexte politique latino-américain, en particulier brésilien, est un facteur que nous considérons majeur dans le rapprochement bilatéral. Les militaires anti-communistes se rencontrent dans le cadre de l'entrée de l'Amérique latine dans la guerre froide. En effet, la victoire de l'armée révolutionnaire cubaine, en janvier 1959 et, surtout l'adoption du socialisme par Fidel Castro, un an plus tard, provoque le regain d'intérêt pour la révolution et la contre-révolution. D'un autre côté, au Brésil, la politique du gouvernement João Goulart (1961-1964) attise les extrêmes, par l'agressivité de ses discours tiers-mondistes. Dans un contexte de polarisation, les militaires tiennent à leur rôle de garants de l'ordre. Plusieurs partis et groupes militaires prennent position contre le gouvernement et renversent alors le Président, avec l'appui d'organisations politiques clandestines. La doctrine française de la guerre révolutionnaire connaît son maximum d'efficacité dans la guerre interne. Son objectif est le maintien du *statu quo*.

Quoi qu'il en soit, une des raisons du succès français est l'argument stratégique. Autrement dit la propagande française cible les officiers brésiliens les plus engagés dans l'anti-communisme.

Tout l'effort de propagande est fait de manière à les convaincre d'acquérir l'armement français, présenté comme le plus utile dans la lutte anti-subversive. L'argument des dirigeants français n'est absolument pas réfuté par Washington qui reconnaît le besoin d'attribuer des pouvoirs à des leaders régionaux. De fait, la guerre atomique ne fournit aucune réponse tactique aux problèmes brésiliens dans le contexte de la guerre froide. Dans une certaine mesure, l'action de la France est complémentaire de celle des États-Unis, du moins pendant la période 1958-1962. La concurrence stratégique franco-étatsunienne doit donc être nuancée, en même temps que nous devons observer les rivalités économiques. Malgré la complémentarité stratégique, les attachés militaires ainsi que les ambassadeurs insistent sur le besoin de saper l'influence états-unienne. À terme, elle doit être supplantée par celle de la France. Il existe donc une réelle concurrence internationale et une asymétrie des moyens mis en œuvre.

La présence de très nombreux militaires états-uniens au Brésil limite le rapprochement franco-brésilien à la sphère des doctrines. En ce sens, la France conquiert une position de force à partir du retrait de l'assistance militaire états-unienne. Déclinante à partir de 1968, en raison de l'engagement de Washington dans la guerre du Vietnam, l'assistance militaire est inopérante dès 1970. Il est alors remarquable que les principales ventes françaises ont lieu durant cette période. De même, le nombre de stagiaires brésiliens en France quadruple à partir de 1971. Il existe donc une forte corrélation entre le retrait des États-Unis et l'augmentation de la présence française.

Le terme daté et très connoté d'influence ne rend pas assez compte de la réalité. Toutefois, il a l'avantage de situer le sentiment des contemporains : l'action de la France a un impact sur le monde et il est même probable qu'elle modifie le comportement des autres pays. L'influence suppose un centre, à partir duquel émanent ensuite les irradiations vers les périphéries et qui véhicule une représentation européocentrique du monde. Si nous observons à la loupe les relations diplomatiques, il faut comprendre que le concept de *transferts* est bien mieux adapté. Celui-ci admet comme hypothèse l'existence de courants, de circulations, de relectures et, surtout du partage inégal entre la présence française et la présence états-unienne.

Le transfert de technologies est au cœur de notre problématique. Nous évoquons aussi bien la propagande que le transfert. Il s'agit de technologies au sens le plus large : celle des procédés, des méthodes, des instruments et des outils propres au domaine du renseignement. Partant, la technologie de l'information concerne aussi des idées, des modèles et des doctrines. Le transfert de la doctrine française de la guerre révolutionnaire est un des principaux objets de cette étude. En basant notre point de départ en France, il ne s'agit plus d'observer les mouvements spontanés, mais ceux provoqués par l'action des hommes. La France a bien transformé son

savoir-faire militaire en un produit d'exportation capable de créer une communauté d'intérêts avec les pays visés.

Les relations entre les armées françaises et brésiliennes sont appréhendées à travers le prisme des acteurs, les *exécutants* par opposition aux *décideurs*, selon les mots du ministre français des Armées, Pierre Messmer. Dans leur acception la plus étroite, ces relations militaires concernent les échanges entre deux armées. Elles dépassent l'unique cadre des relations officielles. En effet, le regard attentif discerne des aspects plus discrets mais non moins importants, comme le contact entre services secrets ou la liaison entre industriels de l'armement. En somme, les relations militaires embrassent un ensemble de domaines aussi vastes que l'espionnage et le contre-espionnage. L'attaché militaire est également un officier de renseignement, un observateur exceptionnel ou, plus précisément, selon le jargon journalistique, il est un agent secret. Cependant, le secret repose moins sur l'occultation de son identité que sur les actions qu'il entreprend.

La diplomatie militaire suppose des objectifs particuliers et une certaine autonomie d'action. Cela présuppose aussi que les échanges assurés par ces militaires soient l'objet de négociations entre le gouvernement et ses ministères. Si les plus concernés restent ceux des Armées et des Affaires étrangères, il n'en reste pas moins que d'autres administrations sont impliquées. Bien qu'attachés à l'ambassade de France et donc à l'autorité directe de l'ambassadeur, ces hommes jouissent d'une grande liberté de mouvement. Compte tenu de la nature de leur mission, liaison et information, ils dialoguent en grande partie avec le chef de Cabinet du ministre de la Défense nationale et des Forces armées et le Secrétaire général à l'armée de terre. À partir de 1958, la situation change lorsque le général de Gaulle crée le ministère des Armées. Le nombre d'interlocuteurs gouvernementaux diminue, ce qui permet le traitement plus rapide des questions. Dans ce cadre, les attachés militaires jouent un rôle de liaison : ils informent le gouvernement français des politiques brésiliennes mais aussi le gouvernement brésilien des possibilités françaises.

L'outil militaire est indispensable dans la politique étrangère de tous les pays. Il permet d'informer le gouvernement sur des sujets aussi variés que la politique intérieure, la stratégie générale du gouvernement, l'implantation des industries étrangères, la coopération internationale, la possibilité d'y installer des compagnies françaises, etc. L'attaché militaire est un officier de renseignement et, comme nous le verrons, il fournit des informations nécessaires à la conduite de la politique étrangère. Les normes de travail de l'attaché militaire ne s'insèrent pas uniquement dans un rapport de force interne aux ministères français car il s'agit de s'adapter à chaque mission et de répondre aux exigences propres à chaque terrain. La diplomatie est un outil de la puissance

et l'armée reste un auxiliaire du ministère des Affaires. À côté des périodes de dépendance des militaires envers la diplomatie, nous observons des moments de subordination de la politique étrangère à la stratégie militaire. Les frontières de l'autorité sont poreuses.

Notre thèse prolonge et approfondit des recherches brésiliennes sur le rôle politique des militaires. En particulier, notre regard se tourne vers l'importation de modèles et l'usage que les Brésiliens en font. La technologie transférée est l'objet d'une aide technique sur le terrain en vue d'orienter ses usages et permettre l'utilisation optimale du produit. La technologie de l'information est certes celle de l'archivage de renseignements, de la transmission matérielle de données mais aussi celle de l'usage qu'on peut faire de l'outil informatique. À quoi bon réunir un nombre incalculable de données si l'on n'a pas d'objectif, de stratégie, de tactique ? Le transfert technologique exige donc une coopération étroite entre les deux forces armées. La coopération franco-brésilienne dans le domaine de l'information militaire est restée secrète.

Notre travail s'inscrit dans la ligne de l'historien Maurice Vaisse qui s'interroge sur le rôle des militaires en politique étrangère. Il entre aussi dans celle des études inaugurées par le sémiologue Gabriel Périès, dont la thèse de doctorat est consacrée aux transferts de la doctrine française de la guerre révolutionnaire à l'armée argentine¹³. Quoique non publiée en intégralité, sa thèse a ouvert un nouveau champ de recherches basées sur l'analyse textuelle des périodiques militaires, considérés comme l'espace où se forment et se consolident les doctrines. D'un autre côté, en raison du classement secret de nombreuses archives sur la période, Gabriel Périès a recours aux entretiens afin de reconstituer l'histoire de la doctrine française. Il part à la recherche de témoins afin de mieux comprendre l'impact de la doctrine de la guerre révolutionnaire sur le comportement politique des officiers, qu'ils soient français ou argentins. S'il est pionnier dans l'étude de la doctrine de la guerre révolutionnaire, ses études se limitent au cercle des spécialistes.

C'est pourquoi la publication de l'enquête journalistique réalisée par Marie-Monique Robin marque également le choix de notre sujet¹⁴. Parue en 2003, son enquête aborde l'influence militaire française sur l'armée argentine et particulièrement l'éventuelle responsabilité de la France dans la répression menée par la dictature argentine (1976-1983) envers ses opposants¹⁵. Elle insiste alors sur l'importance des expériences militaires françaises en Indochine et en Algérie pour la formation doctrinale des officiers argentins. Les résultats de son enquête ouvrent le débat public sur le rôle de la France en Amérique latine durant les régimes militaires mais aussi sur celui des officiers français dans la formation de l'élite militaire en charge de la répression. Sensibilisée par les révélations de la journaliste, la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée

¹³ Gabriel Périès, *De l'action militaire à l'action politique. Impulsion, codification et application de la 'guerre révolutionnaire' au sein de l'armée française*, thèse de doctorat d'Histoire, Université Paris 1, 1999.

¹⁴ Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort : l'école française*, Paris, La Découverte, 2003.

¹⁵ Assemblée Nationale, document n° 1060, le 10 septembre 2003.

Nationale publie, le 24 décembre 2003, le premier rapport sur le projet d'enquête visant à évaluer le rôle qu'aurait joué la France dans le soutien aux régimes militaires d'Amérique latine entre 1973 et 1984¹⁶.

Bien que très documentée sur l'Argentine, l'enquête n'aborde que superficiellement l'influence française sur l'armée brésilienne. La journaliste évoque alors l'emblématique attaché militaire français au Brésil, le colonel Paul Aussaresses (1973-1975), et son rôle d'instructeur au Centre d'opérations en forêt et d'actions commando (COSAC) créé à Manaus, en Amazonie, en 1964, par décret du président Castelo Branco. À travers les répercussions en Argentine de l'enquête de Marie-Monique Robin, le sociologue brésilien João Roberto Martins s'est intéressé aux transferts des doctrines françaises vers l'armée brésilienne. En suivant un chemin analogue à celui de Gabriel Périès, il a consulté des revues militaires mais aussi des ouvrages ainsi que les premières conférences sur le thème de la guerre révolutionnaire. À l'instar de Gabriel Périès, le sociologue affirme que le Brésil n'est pas le pionnier latino-américain dans l'étude de la guerre révolutionnaire – ce rôle étant dévolu à l'armée argentine – cependant il réunit des éléments issus de différents pays, notamment France, Grande-Bretagne, États-Unis, qui en font un modèle à part¹⁷. João Roberto Martins tient à réfuter l'hypothèse du théologien de la libération Joseph Comblin, selon laquelle la matrice de toutes les doctrines militaires latino-américaines est états-unienne. Ainsi, le sociologue parcourt-il un long chemin jusqu'à prouver l'origine française des doctrines militaires brésiennes. Ses recherches mettent au point l'importance des expériences françaises en Algérie dans l'élaboration des tactiques de lutte contre la guérilla rurale. Il soulève un nombre très important d'hypothèses que nous reprenons dans notre thèse.

Pour éclairer nos questionnements, dont la spécificité et les limites sont évidentes, nous avons largement recouru à une bibliographie spécialisée. Elle fait l'objet de l'état de la question qui suit.

¹⁶ Assemblée Nationale, document n° 1295, le 16 décembre 2003.

¹⁷ Gabriel Périès, « Un modèle d'échange doctrinal franco-argentin : le Plan Conintes 1951-1966 », Renée Frégosi (dir.), *Armées et pouvoirs en Amérique latine*, Paris, IHEAL éditions, 2004, pp. 19-41.

État de la question

Les relations internationales occupent une place importante dans le débat public brésilien. Depuis la Première Guerre mondiale, diplomates et hommes politiques s'interrogent sur le rôle du Brésil sur la scène internationale. Les ouvrages de journalistes et d'anciens ministres sont les premiers à montrer un intérêt qui ne se dément pas même si les relations internationales ne se constituent en discipline universitaire qu'à partir des années 70. Il s'agit pour les observateurs contemporains de s'interroger sur la *Grandeza* (grandeur nationale) et la place du Brésil dans le monde. Cependant, n'ayant jamais eu qu'une seule occasion de participer à un conflit international, le Brésil ne semble pas voué à un grand rôle. Pendant de nombreuses années, il reste un pays d'avenir et sa réalité présente stimule peu les investisseurs. Les trois forces profondes de l'historien français Pierre Renouvin promettent un grand avenir au Brésil : les qualités et les ressources de son territoire, son accès à la mer, ses vastes espaces, son essor démographique et son expansion économique. Quoiqu'importante, la croissance économique et industrielle n'est notable qu'à partir des années 60.

Depuis 1990, les études brésilianistes abordent l'histoire de la diplomatie brésilienne sous ses aspects politiques, sociaux et culturels, jusqu'alors négligés par les spécialistes de la question. Le renouveau a été d'autant plus important que nombre de recherches essaient de déplacer le regard des relations avec les États-Unis et d'aborder aussi les rapports avec l'Europe, l'Afrique et l'Asie. L'histoire des relations internationales a jusqu'alors accordé une exclusivité aux relations avec Washington.

Dans les relations internationales, les militaires brésiliens ont joué un rôle central. Néanmoins, ce rôle a souvent été négligé par les auteurs, en raison de l'absence de guerres extérieures et ce malgré leur importante participation au développement industriel du Brésil. Les recherches sur ce sujet sont pratiquement inexistantes. Il existe actuellement un nombre limité d'études sur la politique étrangère des militaires : la coopération avec l'Allemagne avant la Première Guerre mondiale, la mission militaire française dans l'entre-deux-guerres, les relations avec les États-Unis depuis 1945. Par ailleurs, les relations entre les armées française et brésilienne dans l'après-guerre ne figurent nulle part dans la bibliographie et constitue une des grandes lacunes historiographiques.

Pour répondre à notre problématique, nous avons consulté une bibliographie variée, parfois sans lien direct avec l'objet de notre thèse, en raison des lacunes historiographiques mentionnées. Le faible nombre d'études sur le rôle des militaires en politique étrangère est une des causes principales de notre éclectisme bibliographique.

La guerre froide comprend une quantité si grande de livres et d'articles scientifiques qu'elle rend impossible toute tentative de synthèse. Du lendemain de la capitulation allemande, le 8 mai 1945, jusqu'au discours de Winston Churchill, à Fulton, aux États-Unis, le 5 mars 1946, en passant par les chroniques du journaliste états-unien Walter Lippmann qui popularise le terme en 1947, plusieurs études ont balisé la guerre froide. À l'issue de la conférence de Yalta, en février 1945, Staline est sur une trajectoire ascendante et impose à ses partenaires de circonstance, Franklin Roosevelt et Winston Churchill, ses interprétations sur le partage des sphères d'influence. S'il hérite ses conceptions du XIX^e siècle, lorsque les puissances européennes se partagent le monde en zones d'influence, la nouveauté consiste à réduire ces zones aux deux seuls vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Dans l'ensemble, on retient qu'une grande partie du XX^e siècle est marquée par le choc entre les États-Unis, chef de file des démocraties libérales, et l'Union soviétique, porte-parole des démocraties populaires. En effet, la bibliographie met l'accent sur la guerre psychologique et insiste sur le rôle des services de renseignement, de l'armement nucléaire et du développement de la doctrine de dissuasion dans la reproduction des cycles d'affrontement. Notre objectif est d'identifier les ouvrages permettant de définir l'objet de cette thèse et de comprendre en quoi le sujet choisi s'insère dans l'histoire de la guerre froide.

L'histoire internationale insiste sur l'importance du communisme comme fait politique qui oriente en grande partie les relations entre les États. *L'âge des extrêmes* est celui des idéologies motivant l'action des hommes mais aussi celui de l'affrontement entre les sociétés à économie fermée et les sociétés à économie ouverte¹⁸. À l'instar d'André Fontaine, nous pouvons situer l'origine des rapports de force à l'avènement d'un régime socio-politique nouveau, opposé par sa nature au système capitaliste. La guerre idéologique contre la Russie bolchevique commencerait alors en 1917, avec la répression aux mouvements communistes dans de nombreux pays européens. Durant la première moitié du siècle, la propagande de masse et la guerre psychologique prennent la forme d'une chasse aux sorcières qui n'épargne pas les pays du continent américain. L'anti-communisme des régimes européens et américains s'accroît avec la montée en puissance de l'Union soviétique, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est donc pas un hasard si l'ouvrage d'Éric Hobsbawm commence en 1917 et se termine en 1989 : ces dates marquent respectivement l'ascension et le déclin de l'Union soviétique.

Selon cet auteur, l'Union soviétique et les États-Unis se substituent aux puissances européennes : le concert des nations propre aux relations internationales durant le XIX^e siècle est

¹⁸ Éric Hobsbawm, *L'ère des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 1994.

remplacé par l'affrontement entre deux philosophies que tout oppose. La course vers la libération de l'Europe, dominée par les fascismes, donne naissance à un nouveau partage du monde. La guerre est donc à l'origine de tous les rapports de force durant le XX^e siècle. Au demeurant, l'effondrement des puissances européennes ne fait qu'accentuer la supériorité relative des deux Grands. Avant tout, ce processus est un résultat des effets produits par les deux guerres mondiales¹⁹. Georges-Henri Soutou dans son analyse de la politique internationale sur le long terme, met en lumière la longue durée de l'affrontement idéologique. Le jeu de pouvoir est alors guidé par les questions idéologiques, plus que par le réalisme politique. C'est en priorité un affrontement international, sans doute, aux répercussions sur la politique intérieure des États, mais dont la trame se produit uniquement sur la scène internationale, dans l'affrontement principal. Sa perspective globale est incomplète car elle ne permet d'y inclure ni les changements régionaux ni les bouleversements internes.

La guerre froide ignore les frontières entre politique intérieure et politique extérieure et se nourrit des tensions socio-politiques internes. Pourtant, la guerre idéologique peut avoir bien des limites d'interprétation : d'un côté, le maintien du système stratégique de la guerre froide a pour condition la sauvegarde des acteurs principaux ; d'un autre, le maintien de ce système ne peut s'imposer au détriment de l'intérêt propre des nations. Il est indéniable que l'objectif des États n'est pas la sauvegarde ou le fonctionnement du système car celui-ci figure uniquement dans un calcul politique²⁰. À l'intérieur du système de la guerre froide, poursuit Raymond Aron, les péripéties des conflits partisans à l'intérieur des États sont susceptibles d'entraîner le passage d'un camp à un autre ou de l'engagement à la neutralité²¹. La primauté de la politique permet de freiner la montée des extrêmes. Ainsi, le destin des deux Grands est de s'affronter afin d'empêcher les pays de franchir les frontières stratégiques. En filigrane, l'interprétation d'Aron est fondée sur l'idée de pouvoir qui se traduit comme la capacité d'un État à influencer sur la conduite d'un tiers. En ce sens, toutes les unités politiques cherchent la persuasion, matérialisée à travers l'exercice du pouvoir de coercition.

Les changements de 1989-1991 ne mettent pas fin aux divergences d'interprétations, bien au contraire, car dans différents pays l'ouverture des archives permet de rompre avec l'histoire basée sur une sélection imposée de documents. C'est pourquoi nous avons choisi d'examiner essentiellement les études publiées après cette période, en limitant les écrits antérieurs aux incontournables classiques des relations internationales. D'une manière générale, la bibliographie sur la nouvelle histoire ne met pas en cause la définition de la guerre froide comme un

¹⁹ Georges-Henri Soutou, *La guerre de Cinquante Ans, les relations Est-Ouest, 1943-1990*, AR thème Fayard, 2001.

²⁰ Raymond Aron, *Paix et guerres entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 140.

²¹ *Ibid.* p. 287.

affrontement de valeurs entre deux philosophies de l'histoire érigées en idéologies. Cet affrontement, comme le démontre Pierre Grosser, a une périodicité précise, associée aux politiques menées par le camp occidental et des processus internes au monde soviétique. Selon l'auteur, la période pour laquelle l'adjectif de guerre froide s'applique proprement comprend les années 1947 à 1953. C'est le moment d'établissement de nouvelles dynamiques de l'après-guerre : en l'espace de quatre ans, les deux superpuissances développent la technologie du nucléaire militaire et acquièrent la capacité de se détruire l'une l'autre. La course aux armements devient une fois de plus la réalité des relations internationales et la menace d'une troisième guerre nucléaire hante le monde. La menace de guerre surgit non plus comme une possibilité réelle à prendre en compte mais comme un horizon intangible, puisque l'atteindre compromettrait la survie de l'espèce humaine. En ce sens, la coexistence pacifique, annoncée par le Premier secrétaire du parti communiste soviétique, Nikita Khrouchtchev (1893-1964), doit éviter tout affrontement nucléaire mais aussi révéler les dissensions intérieures aux Alliés. L'objectif de la stratégie soviétique est de conduire le capitalisme à son effondrement qu'ils jugent de toute façon inéluctable. Le but ultime de la doctrine soviétique est d'amener les pays communistes à la victoire finale sur les pays capitalistes. Le mérite de l'ouvrage de synthèse de Pierre Grosser est de montrer les périodes où la cohésion de l'alliance occidentale est fragilisée, particulièrement lorsque l'Amérique latine entre dans le conflit bipolaire, dans les années 60.

Le XX^e siècle est celui de l'hégémonie états-unienne, cadre incontournable de la guerre froide dans lequel s'insère notre thèse. L'analyse des cycles longs montre que les guerres interviennent en période de prospérité économique, lorsque les ressources sont très abondantes. C'est ce qui explique, selon Jacques Sapir, la vigueur de la guerre jusqu'en 1960, quand les gouvernements disposent de crédits abondants pour investir dans la production d'armements et dans la formation des corps d'élite. Cette approche permet de mesurer l'importance de la domination de la puissance états-unienne puisqu'elle met l'accent sur la longue durée de la guerre froide et sur la correspondance entre les cycles d'affrontement et les phases de croissance économique. Le compromis est le fondement de cet ordre international où l'hégémonie consensuelle des États-Unis se fonde sur leur légitimité, acquise durant la reconstruction de l'Europe. En ce sens, ce que nous apprend cet auteur, c'est que ce compromis répond aux attentes de certaines élites économiques, en partageant la perspective d'une force croissante génératrice de richesses²². Pourtant, l'interprétation de J. Sapir a des limites certaines puisque la Seconde Guerre mondiale est un des résultats des problèmes non résolus de la crise économique.

²² Jacques Sapir, *Feu sur le système soviétique ? Permanences politiques, mirages économiques, enjeux stratégiques*, Paris, La Découverte, 1992.

La période 1945-1989 forme un cycle que l'on peut définir par l'opposition entre un imaginaire politique manichéen (communisme, anti-communisme, auto-détermination) et un imaginaire technique sans limites²³. Dans ce cadre, les hommes sont en quête de représentations stratégiques permettant d'utiliser les armes conçues. La production industrielle d'armements est à la base de la société technicienne où la dissuasion nucléaire est la manipulation des terreurs. La production d'armes est ainsi directement liée à la production de doctrines. Alain Joxe articule trois niveaux constituant le système stratégique de la guerre froide. Les représentations expriment à la fois la mémoire et les valeurs éthiques des civilisations, elles évoluent lentement. C'est ainsi que l'anti-communisme paraît traverser toute la période, alors même qu'il revêt des significations différentes en fonction des groupes qui le revendiquent. Les doctrines varient au rythme plus rapide des intérêts et des alliances politiques, de sorte que les rivalités inhérentes à la guerre froide permettent la diversification des théories sur l'affrontement bipolaire. Les doctrines sont aussi le prolongement de nouveaux systèmes tactiques. Ceux-ci varient de manière incontrôlée et souvent accélérée sous l'influence des innovations scientifiques et technologiques²⁴. Le thème du complexe militaro-industriel est central pour l'auteur qui montre la complémentarité d'intérêts entre l'institution militaire et les institutions de production industrielle. En ce sens, selon son analyse, l'innovation technologique stimule l'innovation politique. Autrement dit la pensée stratégique n'est souvent élaborée qu'après la mise au point de nouvelles armes. Les militaires cherchent des solutions technologiques aux problèmes stratégiques. Par ailleurs, Alain Joxe soutient que la chute du mur de Berlin ne marque pas la fin de l'histoire mais l'achèvement du cycle de la dissuasion. La guerre froide n'est qu'une des étapes de l'évolution des représentations stratégiques.

Contrairement à la période de quasi-monopole états-unien sur l'arme nucléaire (1945-1953), les succès technologiques soviétiques, en particulier le lancement du satellite Spoutnik en 1957, remettent en cause la représentation du monde selon Washington. Comme le souligne Alain Joxe, les Soviétiques n'atteignent pas, dans les années 60, le niveau de développement militaire prévu par l'Agence centrale d'intelligence (*Central intelligence agency* – CIA). De plus, la production états-unienne d'armes nucléaires dépasse en dix ans le seuil fixé pour se défendre contre la « pluie de fusées atomiques » promise par Nikita Khrouchtchev. Enfin, à partir de 1958, les fusées à portée intermédiaire (IRBM) sont installées sur différents sites européens en vue d'assurer la ligne de défense contre les attaques soviétiques. Avant tout, l'installation des bases états-uniennes est nécessaire à la défense des États-Unis eux-mêmes. L'extension de ces bases sur un grand espace est entendue comme un service rendu par le pays d'accueil, en contrepartie de la fermeté de

²³ Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion (1945-1990) : essai de stratégie critique*, Paris, La Découverte, 1990.

²⁴ Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les États-Unis des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1976, page 183-185.

l'engagement états-unien. Les bases anti-missiles soudent la solidarité atlantique. La guerre atomique devient l'enjeu des pressions internationales d'un camp comme de l'autre. C'est pourquoi les représentations stratégiques jouent un rôle central dans les relations entre Washington et ses alliés.

La rivalité franco-étatsunienne

Au-delà de la guerre froide, les auteurs insistent de plus en plus sur la fragilité interne aux *blocs* ou groupes de pouvoir. Depuis les années 80, l'école française des relations internationales insiste sur la recherche d'autonomie stratégique afin de comprendre les véritables dynamiques des relations internationales durant la seconde moitié du XX^e siècle. Les relations franco-étatsuniennes sont centrales si nous voulons comprendre l'ambition française d'autonomie et, par conséquent, la position de la France sur la scène internationale. Principale source de conflits et de rivalités dans l'après-guerre, elles peuvent révéler des indices permettant de comprendre l'attitude du Quai d'Orsay, même si Paris a ses intérêts propres, indépendants à assurer.

Jean-Baptiste Duroselle compose une œuvre essentielle dont l'intérêt est de comprendre les relations franco-étatsuniennes sur la longue durée. Elles sont marquées, selon lui, par une certaine indifférence résultant de l'incompréhension entre les deux peuples. La survivance des mythes et des préjugés politiques ne dément pas cette méconnaissance qui renforce aussi la rivalité. L'étrangeté des États-Unis à l'égard des Français est le principal facteur du refus de l'alliance avec Washington : malgré une amitié vieille de deux siècles. Les deux pays se connaissent mal. Fidèle aux forces profondes au-dessus de la volonté des hommes d'État, J.-B. Duroselle examine les forces sur lesquelles les dirigeants ne peuvent pas intervenir, les pulsions et les pressions intérieures et internationales : le mouvement démographique, la croissance économique, la culture politique. En l'espace de trente ans, les rôles s'inversent entre la France, grande puissance du début du XX^e siècle effacée pendant et après la guerre, et les États-Unis, puissance de deuxième rang hissée au premier plan après la Seconde Guerre mondiale. L'historien s'intéresse aussi aux acteurs, entre la politique étrangère qui résulte de l'action des États et celle motivée par la décision d'individus aux destins exceptionnels.

En 1944, selon J.-B. Duroselle, le général de Gaulle conclut une alliance anti-germanique avec l'Union soviétique qui s'inscrit dans la tradition française d'alliances dirigées contre l'Allemagne. Il entend renforcer ses positions dans les régions où l'influence allemande est traditionnellement présente. C'est notamment le cas au Brésil où, dès cette année, Maurice Dejean, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, préconise la mobilisation du Comité français de

libération nationale. Selon l'historien français, la méfiance des vainqueurs de la guerre par rapport à la France se traduit par l'exclusion du président du Gouvernement provisoire de la République française de la conférence des trois grands. Le *mythe de Yalta* explique le sentiment d'infériorité ressenti par les hommes politiques français qui ont des difficultés à assumer leur place de seule puissance vaincue par l'Allemagne nazie. L'origine de la rivalité franco-étatsunienne, selon lui, se trouverait dans le sentiment d'isolement français. Les incertitudes quant à l'avenir de la France Libre se renforcent face aux difficultés du rétablissement économique. L'unique solution trouvée par le gouvernement serait de développer les liens entre Paris et Washington afin de remédier au problème économique. La politique atlantiste de la IV^e République est ainsi à l'origine de la démission de Charles de Gaulle, en 1946. Dans l'après-guerre, Paris et Washington sont côte à côte dans le cadre de l'OTAN et dans l'intégration européenne.

Opposée au bloc soviétique par son engagement auprès de l'alliance Atlantique, comme elle l'est dans le tiers monde de par ses vues colonialistes, la France dispose d'une marge de manœuvre très étroite. Politiquement et économiquement, elle n'est pas en mesure de se montrer à la hauteur de son passé. Dans ces conditions, elle bascule du neutralisme vers le « camp américain »²⁵. Comme l'explique J.-B. Duroselle, l'année 1947 marque le tournant de la politique franco-étatsunienne, lorsque la France entre pleinement dans la guerre froide, pendant les grandes grèves ouvrières. D'un autre côté, le Plan Marshall ouvre cependant une nouvelle étape des relations bilatérales et prouve que Washington se trouve en position d'exercer une influence considérable sur le développement économique de l'Europe occidentale, la France étant l'une des principales bénéficiaires du plan. L'attachement états-unien à relever la puissance française favorise aussi la mise en place du programme d'assistance militaire à l'Europe occidentale. En même temps, il renforce la dépendance économique, militaire et industrielle de la France à l'égard d ses fournitures²⁶.

Contrairement à J.-B. Duroselle, pour qui l'indifférence marque les relations franco-étatsuniennes, l'historien états-unien Irwin Wall soutient que les relations entre Paris et Washington sont fondamentales dans la politique étrangère des États-Unis. En effet, les territoires de métropole et les possessions africaines sont au cœur du dispositif de sécurité états-unien en méditerranée. Il en découle, pour Washington, la volonté de conserver la stabilité politique française en intervenant dans des domaines spécifiques : l'OTAN, la Communauté européenne de défense (CED), la guerre d'Indochine (1946-1954), le plan Marshall, les subventions au réarmement, l'anticommunisme. Malgré l'alignement français sur les États-Unis,

²⁵ *Ibid.* p. 21.

²⁶ Jean-Baptiste Duroselle, André Kashi, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2002 (13^e édition), tome 2, page 59.

ceux-ci n'hésitent pas à encourager les partenaires de la France à se rebeller contre elle²⁷. L'auteur démontre que les relations franco-américaines se caractérisent par un ensemble de contradictions : ce sont des décisions particulières à la France, dans son choix de trouver une voie propre dans le conflit bipolaire qui l'éloignent ou la mettent en concurrence avec Washington²⁸. Les changements d'orientation politique sont aussi des questions de conjoncture et les guerres coloniales jouent un rôle très important dans l'évolution de la politique étrangère française.

La guerre d'Algérie (1954-1962) marque la fin de la période de relations prioritaires entre la France et les États-Unis. La rupture dans l'alliance franco-étatsunienne est la conséquence de l'échec de l'opération de Suez, en 1956. Symbole du déclin des empires coloniaux, le désastre qui conclut l'opération franco-britannique accentue l'isolement français dans l'Alliance Atlantique et stimule des prises de positions chaque fois plus autonomes à l'égard de la stratégie états-unienne. À la suite des menaces soviétiques et, surtout de l'indifférence de la Maison Blanche, la France fait de l'expansion économique et commerciale sa priorité. Irwin Wall rejoint l'analyse de Maurice Vaïsse sur la période gaulliste. Dès 1958, la France se lance dans une politique indépendante en matière de défense, en cherchant à développer la technologie militaire et à sortir de la dépendance stratégique vis-à-vis de Washington. À partir de 1960, le gouvernement français préconise le développement de l'arme nucléaire. Tout le long des années 60, il stimule l'action des ambassades, favorise l'expansion culturelle et accroît les investissements français en Amérique latine. Autant d'attitudes énergiques en matière de politique étrangère qui projettent l'économie française au premier plan sur la scène internationale²⁹. Les relations franco-étatsuniennes se distendent : la distance devient même un abîme lors du retrait français du conseil de sécurité de l'OTAN.

Maurice Vaïsse analyse la politique étrangère des dix premières années de la V^e République comme le résultat de l'action du président de la République. Dans ce cadre, le fonctionnement des chancelleries, où la personnalité des hommes d'État joue un rôle central dans l'élaboration des projets, a une importance capitale dans le déroulement des relations diplomatiques. L'habileté à manipuler les forces profondes en faveur de la grandeur française constitue le point-clé de son interprétation. Il passe à l'examen l'entourage du général de Gaulle. Les grandes lignes fixées par le président de la République marquent toutes les périodes retenues par l'auteur qui explique la politique étrangère par l'influence de la personnalité des hommes politiques. Les diplomates français se fixent l'objectif de parvenir à une position autonome sur l'échiquier politique

²⁷ Irvin M. Wall, *L'influence des États-Unis sur la politique de la France de 1945 à 1954*, Paris, Ballant, 1989.

²⁸ Irvin Wall, *Les États-Unis et la guerre d'Algérie*, Paris, éditions Sole, 2006.

²⁹ Maurice Vaïsse, *La Grandeur : Politique étrangère du général de Gaulle 1958-1959*, Paris, Librairie AR thème Fayard, 1998, p. 63.

international et de se débarrasser des difficultés suscitées par la guerre d'Algérie. La politique intérieure est alors centrale dans la stratégie internationale de la France.

Entre le colonialisme et l'alignement sur Washington, le Quai d'Orsay applique une politique pragmatique incohérente par rapport aux objectifs et aux ressources français. En ce sens, la subordination aux États-Unis ne trouve sa justification qu'en relation à la politique coloniale : sa finalité est de conserver les possessions françaises outre-mer et d'assurer ainsi le maintien de l'Empire colonial, principale source de prestige international³⁰. Mais la décolonisation affaiblit l'économie et divise la société française, qui est plus un handicap qu'un atout. Dans les chancelleries naît la rivalité entre les partisans du protectionnisme colonial et des chantres du libre-échange. Progressivement, les intérêts français se consolident autour de l'opposition aux intérêts du Pentagone et de la Maison Blanche. En France, lorsque les dépenses avec les guerres coloniales deviennent excessives et entravent la croissance économique, l'élite qui accède au pouvoir en 1958 se montre décidée à se libérer du problème algérien. À partir de 1960, les relations avec les États-Unis prennent un tournant décisif.

Alain Joxe situe la rupture dans la stratégie française quelques mois après la signature des accords de cessez-le-feu en Algérie. La crise des missiles de Cuba constitue la preuve ambivalente de la solidarité de la France vis-à-vis des États-Unis tout autant que des dissensions au sein de l'Alliance Atlantique. Charles de Gaulle n'hésite pas à approuver la fermeté du président John Kennedy (1961-1963) et à lui apporter le soutien de la France³¹. Les relations personnelles entre les chefs d'État sont parfois courtoises et la coopération entre les services fonctionne bien. Pourtant, de nombreux différends opposent les deux pays. Durant cette période, comme il le démontre, la politique étrangère de la France se traduit par des décisions qui affirment son autonomie. Le veto contre l'entrée de la Grande Bretagne dans la Communauté européenne doit préserver ses chances de développement ; le retrait du commandement intégré de l'OTAN permet de recouvrer l'autonomie de décision en matière de défense ; la médiation avec les pays communistes surmonte la division du continent européen en sphères d'influence ; enfin, l'ouverture vers le tiers monde trouve des débouchés pour les industries françaises rétablies. D'un autre côté, Maurice Vaïsse formule un jugement nuancé sur la politique étrangère de la France. Selon lui, l'inertie du système international, la faiblesse de l'économie française ainsi que le style quelque peu abrupt du général de Gaulle expliquent en partie son échec dans la contestation de l'ordre bipolaire.

La politique étrangère de la France durant la guerre froide oscille donc entre dépendance et autonomie face aux États-Unis. Dans un cas comme dans l'autre, nous devons connaître ses

³⁰Maurice Vaïsse, *La Grandeur... op. cit.*

³¹ Maurice Vaïsse, *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, éditions Fayard, 2009, p. 178.

relations avec les États-Unis. Il en va de même pour le Brésil. Nous devons alors distinguer les traits caractéristiques des relations entre Rio et Washington.

Dépendance et autonomie

Les relations entre le Brésil et les États-Unis connaissent des périodes de rapprochement et de distance et varient au gré des dialogues qui oscillent entre amitié et indifférence. L'importance des études états-uniennes sur le Brésil fait d'ailleurs émerger une nouvelle approche de ses relations internationales. Durant la Première République brésilienne (1889-1930), comme le montre dès 1966 Bradford Burns, les relations bilatérales suivent le modèle de l'alliance informelle qui résulte de l'amitié entre les dirigeants. Burns fait la part belle, dans son étude, à la personnalité des hommes politiques impliqués dans les Affaires étrangères, en particulier à la figure du ministre de l'Itamaraty, le baron du Rio Branco (1903-1912) qui comprend l'enjeu de l'ascension des États-Unis sur la scène internationale³². Pourtant, l'analyse de la personnalité des chefs d'État ne suffit pas quand il s'agit d'expliquer les rapprochements diplomatiques. Par exemple, Rio Branco signe le traité d'alliance avec le Reich de Guillaume II, opération qui s'avère beaucoup plus bénéfique pour l'économie brésilienne. L'entente avec Washington se fait dans le contexte du système multipolaire durant l'entre-deux-guerres. Cet accord voit le jour sans que les parties subissent de fortes pressions ou manœuvres de coercitions. Burns survalorise le rôle des États-Unis dans ses relations avec le Brésil, au détriment des liens avec les pays européens.

À l'inverse, Franck McCann s'intéresse de près aux relations complexes entre les pays américains et l'Europe. Il analyse l'impact de la pénétration allemande sur les relations entre Rio et Washington³³. L'importance des échanges entre le Reich et les républiques américaines représente, aux yeux de l'historien états-unien, un des facteurs qui stimulent l'action énergique de Washington pour renforcer les positions américaines dans le sous-continent. La perspective élargie des relations triangulaires permet de mieux comprendre l'intérêt des relations bilatérales. Alors que la guerre se profile à l'horizon européen, la sécurité intercontinentale constitue la véritable préoccupation du président Roosevelt. Le Département d'État propose cinq mesures de coopération militaire, même si elles restent encore modestes : entraîner les militaires brésiliens dans les écoles militaires états-uniennes, réaliser des escales fréquentes d'avions et de vaisseaux de guerre, inviter des officiers généraux à visiter les installations militaires, fournir des publications. C'est alors que le Pentagone ajoute une suggestion d'importance, celle promouvoir le commerce

³² Bradford Burns, *The Unwritten Alliance : Rio Branco and Brazilian-American Relations*, New York, Columbia University Press, 1966.

³³ Frank McCann, *The Brazilian-American Alliance, 1937 – 1945*, Princeton, Princeton University Press, 1979.

des armes avec le Brésil³⁴. Les limites de ces initiatives sont cependant soulignées par l'auteur. Elles tiennent à la faiblesse de l'industrie d'armement états-unienne face à ses concurrentes européennes ou à la condition posée par le Brésil de coopérer avec Washington en échange d'un appui inconditionnel en Amérique du Sud face à l'Argentine. Toujours selon McCann, le contexte de rivalité favorise l'établissement de relations militaires suivies.

Son analyse se concentre sur les années postérieures à la Révolution d'octobre 1930. Les politiques centralisatrices favorisent alors la planification de l'économie, l'activité et l'élaboration d'une politique de coopération inter-américaine en cohérence avec les intérêts nationaux. Les liens militaires se renforcent car le Brésil a besoin de renouveler son arsenal. L'objectif n'est plus uniquement de faire face aux ambitions argentines. Il s'agit de répondre à l'attente des dirigeants militaires dont le pouvoir est ascendant après les soulèvements de 1930 et de 1932. L'esprit de corps de l'armée brésilienne s'affaiblit en même temps que la situation politique intérieure devient instable ; l'action énergique du nouveau gouvernement consiste à renforcer le pouvoir de l'armée, à la rééquiper et ainsi l'éloigner de la politique intérieure.

Le contexte particulier de la Seconde Guerre mondiale favorise un rapprochement : les États-Unis ont en effet besoin de s'allier au Brésil pour mieux contrer les ambitions argentines, principale alliée de la puissance allemande en Amérique du Sud.

L'entre-deux-guerres correspond à une période décisive pour la politique étrangère brésilienne. Les pays européens présentent des signes de faiblesse sur le plan international, ce qui permet à la puissance états-unienne de se développer. La décision d'élaborer des relations privilégiées avec les États-Unis est prise en 1938, alors même que l'armée brésilienne reçoit les premières livraisons d'armes allemandes et que la France essaie de continuer à honorer le contrat de sa mission militaire. Mais l'auteur nuance l'importance des facteurs militaires en rappelant que, depuis 1929³⁵, les États-Unis sont les principaux clients du Brésil.

L'entrée en guerre des États-Unis représente une nouvelle phase dans les relations bilatérales car Washington exerce des pressions de plus en plus fortes sur les pays latino-américains. Au-delà de l'appui politique, certains pays comme le Brésil prennent de l'importance grâce à la fourniture de matières premières, en particulier de minerais stratégiques. La participation latino-américaine se produit de manière différenciée. Ainsi, seuls la Colombie, le Mexique et le Brésil choisissent d'entrer en lice directement dans le conflit. Par ailleurs, le gouvernement brésilien est le seul à envoyer des troupes sur le champ d'opérations européen. La formation de la Force expéditionnaire brésilienne (FEB) – envoyée combattre l'ennemi fasciste

³⁴ *Ibid.* p. 93.

³⁵ Franck McCann. « Le Brésil et les États-Unis : des relations complexes à l'épreuve du long terme, XIXème – XXème siècles », Denis Rolland, Amado Luis Cervo (dir.), *Le Brésil et le monde. Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Paris, éd. L'Harmattan, 1998, pp. 25 – 59.

en Italie, en 1944, au sein des unités américaines sous le commandement du général Mark Clark – symbolise le point fort des relations bilatérales³⁶. Le cycle de négociations pour la mise en place de ce corps d'officiers et de soldats acquiert un sens profond puisqu'il représente le point culminant de l'alliance avec Washington. En 1942, la signature de l'accord de coopération est le résultat d'un long processus de rapprochement bilatéral.

La politique étrangère est un instrument de puissance qui peut accélérer le développement national lorsqu'elle associe les capitaux nationaux et internationaux³⁷. La politique brésilienne vis-à-vis des États-Unis s'échafaude, de manière cyclique, au long des négociations. Parallèlement à Franck McCann, Moniz Bandeira s'interroge prioritairement sur les relations économiques. Son analyse est orientée par l'idée d'extension du modèle néo-libéral qu'il ne différencie pas de celui de libre-échange. La politique économique brésilienne durant le gouvernement Dutra (1946-1951) se caractérise par l'application de mesures libre-échangistes et non pas de la privatisation des entreprises de l'État. L'auteur mérite notre attention en raison de son rôle pionnier, il insiste notamment sur les relations étroites entre l'intérêt des compagnies multinationales et celui des gouvernements. Selon lui, les relations avec Washington s'intensifient dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale et figure comme objectif même de la diplomatie brésilienne. L'appui à la politique d'Harry Truman ainsi que la volonté de conserver les liens privilégiés constitués pendant la Seconde Guerre mondiale assurent l'élaboration du système inter-américain durant la guerre froide. Sur le plan militaire, l'auteur souligne la forte présence états-unienne, en 1949, lors de la création de l'ESG, mais il ne s'interroge nullement sur celle de la France. Si les relations militaires s'amplifient, à la satisfaction du gouvernement brésilien, les relations économiques ne sont pas aussi favorables. Il va de soi, en effet, que les démarches états-uniennes visent à maintenir la domination économique de Washington sur Rio.

La diplomatie brésilienne se plie à l'intérêt de son gouvernement. Les décisions sont prises en fonction du pragmatisme des dirigeants plutôt que selon des prises de position véritablement idéologiques³⁸. Les États-Unis sont certes un partenaire commercial essentiel, pourtant, l'Itamaraty entend néanmoins négocier cette alliance tant sur le plan interaméricain que sur le plan mondial. Les dissensions bilatérales occupent dès lors le devant de la scène. Moniz Bandeira considère qu'il est fondamental de prendre en compte l'enchevêtrement des intérêts économiques et politiques. L'historien brésilien met aussi l'accent sur les groupes industriels et leur rôle important dans les négociations qui visent à conclure des alliances internationales. Pour lui, étant à la base de toute la société capitaliste, l'économie est déterminante dans les affaires politiques.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Frank McCann, *The Brazilian-American Alliance...*, *op. cit.*

³⁸ Luis Alberto Moniz Bandeira, *Brasil – EUA : a rivalidade emergente (1950-1988)*, Rio de Janeiro, Editora Civilização Brasileira, 1989.

La rivalité avec l'Argentine structurent une grande partie de ses recherches. Bandeira insiste sur les négociations triangulaires³⁹. L'Argentine consolide son État national dès la fin du XIX^e siècle et dispute au Brésil l'hégémonie sur le sous-continent. Dépendant de ses exportations, le Brésil commence à graviter autour des États-Unis. L'objectif de l'Itamaraty étant d'équilibrer la balance des paiements et de restaurer la position de puissance régionale qui était celle du Brésil à la fin du XIX^e siècle.

Les efforts pour soutenir la coopération régionale donnent un sens aux projets états-uniens. Washington s'oppose systématiquement à toute tentative d'intégration en Amérique du Sud. De nombreux exemples illustrent la suprématie des intérêts états-uniens : la dérobade de l'Opération pan-américaine (OPA – 1960), le lancement de l'*Alliance pour le progrès* (1961), le soutien aux solutions dictatoriales (1964) et l'insistance sur les thèmes de coopération technologique, de désarmement et de non-prolifération des armes nucléaires (1974). Dans ce cadre, Moniz Bandeira insiste sur la rivalité entre Rio et Washington ; il montre qu'il s'agit, plus qu'une volonté de coopération, d'une véritable compétition. En dix ans (1970-1980), parmi les fournisseurs d'armes du Brésil, les États-Unis passent de la première place à l'avant dernière. C'est donc à partir des années 70 que l'Angleterre, suivie de la France, peut s'affirmer comme principale partenaire stratégique du Brésil.

Pendant la guerre froide, l'Amérique latine semble exilée à la périphérie de l'histoire, que ce soit en raison de sa grande proximité avec les États-Unis ou, surtout des politiques anti-communistes de leurs gouvernements respectifs depuis les années 30. Tant que la région semble sécurisée, l'hégémonie états-unienne n'est pas menacée. L'isolement latino-américain est rompu à partir des années 50, d'abord avec l'élection de Jacobo Arbenz (1951-1954) au Guatemala, puis avec la victoire de la Révolution cubaine. Le contexte régional change brutalement. Dans quelle mesure la guerre froide joue-t-elle véritablement un rôle d'intégration politique dans les relations inter-américaines ? Dans quelle mesure le conflit idéologique a-t-il des répercussions économiques et sociales ?

L'identification de la région comme zone d'influence états-unienne détermine des liens économiques, politiques et militaires qui ne peuvent manquer d'avoir de grandes conséquences sur la diplomatie brésilienne. Entre intégration et rivalité, les auteurs insistent sur l'importance des États-Unis dans les relations économiques, envisagées comme la principale motivation des dirigeants politiques. Sonny Davis réalise une étude vaste et bien documentée sur les relations militaires de 1945 à 1977⁴⁰. Dans la ligne développée par Franck McCann, il assigne un rôle

³⁹ Luis Alberto Moniz Bandeira, *Conflito integração na América do Sul. Brasil, Argentina Estados Unidos: da Tríplice Aliança ao Mercosul (1870-2003)*, Rio de Janeiro, Revan, 2003.

⁴⁰ Sonny Davis, *A Brotherhood of Arms. Brazil-United States Military Relations, 1945-1977*, Niwot, 1996.

fondamental à la coopération militaire et au rôle des commissions mixtes dans la coopération militaire. L'alliance Brésil-État-Unis, durant la Seconde Guerre mondiale, devient le modèle idéal de relations internationales⁴¹. Les deux commissions mixtes créées à Rio et à Washington, véritables groupes de pression parlementaire et militaire, sont étudiées par S. Davis. Elles jouent un rôle central dans cette logique de coopération. L'action coordonnée de ces commissions permet d'augmenter considérablement la fourniture d'armements états-uniens à l'armée brésilienne. Le Brésil reçoit alors plus du double d'aide militaire que n'importe quel autre pays latino-américain. Ces échanges ont donc permis une expansion notable de la puissance militaire brésilienne. En ce sens, le gel des relations bilatérales est analysé comme le résultat d'une recherche d'autonomie militaire. Les relations avec les États-Unis ne sont pas toujours synonymes d'atouts pour le Brésil. La lenteur des commissions mixtes, formées de dizaines d'officiers et militaires états-uniens, ralentit les relations inter-américaines. Certes, la relation suivie avec les États-Unis permet au Brésil d'atteindre les objectifs de grandeur et d'insertion internationale visés mais elle crée en contrepartie une relation de dépendance irrémédiable.

Comme l'affirment Carlos Fico et Moniz Bandeira, l'opération Brother Sam (mars 1964) marque le point fort dans les relations Brésil - États-Unis. Grâce à la complicité entre l'attaché militaire états-unien, le colonel Vernon Walters et le président brésilien, Castelo Branco (1964-1964), l'appui inconditionnel au gouvernement issu de la *révolution* de mars 1964 se consolide, ce qui permet de légitimer le nouveau régime sur la scène internationale. Les relations diplomatiques sont en grande partie déterminées par l'amitié entre ces deux hommes qui construisent ensemble un partenariat économique et militaire majeur. Leur rôle est central et leur départ modifie durablement les relations bilatérales. Après 1967, le gouvernement Costa e Silva (1967-1969) essaie sans succès d'asseoir son autonomie. Une distance cordiale se substitue à la relation de proximité alors que l'ascension fulgurante de l'extrême droite dans les affaires de l'État conduit à la détérioration des relations bilatérales⁴². Le gel des relations est dès lors inévitable lorsque le Sénat états-unien refuse de voter les crédits à la vente d'armes, considérée alors comme le point central de la coopération, comme le rappelle Carlos Fico. Le non-respect des droits de l'homme apparaît ainsi comme la raison première du gel des négociations. Cependant, l'historien semble négliger l'impact de la guerre du Vietnam sur le budget états-unien de défense, alors que les dépenses nécessitées par les opérations militaires sont la principale cause du retrait progressif de Washington.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² Carlos Fico, *O grande irmão. Da operação Brother Sam aos anos de chumbo: o governo dos Estados Unidos a ditadura militar brasileira*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2008.

Le contexte de la guerre froide n'empêche pas le Brésil de développer des alternatives de développement économique ainsi que des politiques novatrices au plan international. Le nationalisme intervient alors comme force motrice des relations internationales selon le professeur Paulo Vinentini qui montre l'influence des facteurs politiques internes sur la politique étrangère brésilienne. La lutte idéologique entre les partis de gauche et les partis de droite, lutte propre à la guerre froide, est significative pour la politique nationale. L'alignement sur Washington a des répercussions très sérieuses sur la politique intérieure. Le nationalisme et le libéralisme motivent l'action des gouvernements plus que les intérêts économiques. Paulo Vinentini est un des premiers auteurs à voir le nationalisme comme mobile pivot de la diplomatie. Ses études montrent la cohérence du projet nationaliste de construction de la *Grandeur* brésilienne. Ainsi, l'alternance entre nationalisme et libéralisme influe directement sur les projets politiques. Que ce soit en 1961, avec le projet de politique étrangère indépendante dont l'objectif est d'étendre les frontières commerciales du Brésil à toute l'Amérique latine, ou en 1969, avec la présidence très autoritaire d'Emílio Médici, les gouvernements nationalistes essaient de se débarrasser de l'influence jugée trop importante des États-Unis. La rupture est irréversible dès l'entrée en fonctions du général Ernesto Geisel, en 1974. Il amorce une politique d'apaisement intérieur qui s'accompagne d'une volonté d'expansion à l'extérieur. Il associe différents partenaires internationaux, tels que la République socialiste de Tchécoslovaquie. Quelques années après son investiture en 1977, il dénonce l'accord de coopération bilatérale, en vigueur depuis 35 ans.

La coopération bilatérale, utile pendant un certain temps, devient trop pesante dès lors qu'elle n'obéit plus à un désir de puissance. En partie, la coopération franco-brésilienne s'instaure afin de remplacer l'appui donné par Washington. Le désir de grandeur et les intérêts autonomistes sont les principaux facteurs capitaux dans le déroulement des relations franco-brésiennes. Ces relations politiques ont fait l'objet d'un nombre réduit d'analyses que nous exposons dans la partie suivante.

Les relations périphériques entre la France et le Brésil

Les relations politiques et militaires franco-brésiennes ont fait l'objet d'un nombre réduit d'études universitaires. Au contraire, les relations culturelles suscitent des débats animés sur la formation des élites et les transferts culturels. Les ouvrages fondateurs des études sur les liens politiques et militaires émanent des acteurs, à l'instar de l'ambassadeur brésilien Aurélio de Lira Tavares (1970-1973). Ils portent les marques institutionnelles. Les relations franco-brésiennes

s'inscrivent dans la très longue durée. La nature de ces relations justifie et légitime le rapprochement politique et militaire⁴³. L'hypothèse de l'ambassadeur est justement celle d'une longue durée qui conditionne la teneur des relations politiques avec une relative indifférence face aux accidents événementiels. Les propos des diplomates concordent et sont susceptibles de légitimer les relations bilatérales, sans formuler de critiques constructives. Des analyses critiques émanent des historiens brésiliens et français dont l'intérêt se tourne vers les relations antérieures à la Seconde Guerre mondiale. À l'exception des études d'Antônio Carlos Lessa et de Georgette Medleg-Rodrigues, ce sont les relations culturelles qui l'emportent sur la politique dans les travaux des historiens.

Malgré la tradition d'études brésilianistes et quelques ouvrages plus récents, l'historiographie française sur la politique étrangère du Brésil n'est pas aussi bien fournie que pour d'autres sujets. Depuis 1985, sur les 1323 thèses soutenues sur le Brésil en France, uniquement vingt-huit se consacrent aux relations internationales, contre 89 en histoire, 160 en géographie, 166 en sociologie et 199 en économie. Sur ce nombre, onze se concentrent sur des problèmes économiques et seulement huit sur l'histoire de la politique étrangère. Selon Anita Sabóia, la naissance d'une école française d'études brésilianistes est étroitement liée à la politique des échanges bilatéraux. Les années 70 constituent la période charnière en raison de deux facteurs. D'une part, l'accord de coopération technique et scientifique, signé en 1967, s'enrichit dans les années suivantes de nouveaux accords, ce qui stimule la venue en France de nombreux chercheurs. D'autre part, l'accueil d'un grand nombre d'exilés politiques – avides de connaissances sur leurs adversaires militaires, mais aussi grands entrepreneurs – renforce ce courant d'études⁴⁴. Pourtant, Richard Marin légitimement que le brésilianisme est une promesse non tenue par les universitaires français. Effectivement, les nombreux Brésiliens qui étudient en France durant les années 70 et 80 rentrent au Brésil, à une proportion voisine des 80%. Autrement dit les différentes générations de spécialistes ne concourent pas à la création d'une école française d'études brésilianistes⁴⁵.

Le nombre très important d'économistes parmi eux résulte de la contribution de deux professeurs au développement des études sur le Brésil. Les études dirigées et publiées par Celso Furtado et Ignacy Sachs concernent exclusivement l'économie de la dépendance. À partir d'une perspective structuraliste et historique, leur école de pensée formule une théorie de l'impérialisme

⁴³ Aurélio de Lira Tavares, *Brasil-França ao long de 5 séculos*, Rio de Janeiro, Biblioteca do Exército, 1979.

⁴⁴ Anita Clémens Sabóia, « Vingt ans de thèses françaises sur le Brésil. Normalisation et vitesse de croisière (1985-2004) », *Cahiers du Brésil Contemporain*, 2004-2005, n. 57/58, p. 129-148.

⁴⁵ Richard Marin, « Le brésilianisme en France : histoire d'une promesse non tenue ? », *L'Ordinaire latino-américain*, n° 191, 2003, p. 37-48.

et une interprétation claire de la place des pays latino-américains sur la scène internationale⁴⁶. La plus grande contribution est la démonstration des *situations de dépendance*. Selon Fernando Henrique Cardoso, « le système de domination s'intériorise à travers les pratiques sociales des groupes locaux et des classes sociales qui tentent de renforcer les intérêts étrangers, non tant parce qu'ils sont étrangers mais parce qu'ils peuvent coïncider avec des valeurs et des intérêts que ces groupes croient les leurs⁴⁷. »

L'intérêt se transpose presque sans transition des analyses économiques vers les études culturelles. Dans les années 90, Sous l'impulsion d'une nouvelle génération de chercheurs, animés par Mario Carelli, les pratiques des sciences sociales évoluent grâce à l'exploitation de nouvelles sources. L'innovation procède d'une variété de travaux portant sur les élites et on constate aussi le changement dans l'échelle d'observation, plus proche des individus, de leur personnalité. La publication des études basées sur les correspondances, les journaux privés, les photographies, les cahiers inédits ou encore les récits de voyage favorise la compréhension de la vie culturelle et politique. En effet, les élites laissent derrière elles une somme importante d'écrits personnels, de notes bibliographiques et de fonds de bibliothèques.

Le chercheur Mário Carelli observe la longue durée des relations franco-brésiliennes depuis les premières tentatives d'établir une colonie jusqu'à la fascination pour les idées et les modèles français. Le regard déformant des élites brésiliennes tend à idéaliser la culture française contemporaine sous de nombreux aspects. Les idéologies, les modes et les doctrines françaises sont adaptées au contexte national. L'exemple le plus frappant concerne les multiples lectures d'Émile Littré, à travers lesquelles les idées positivistes d'Auguste Comte parviennent au Brésil. L'idéal positiviste inspire un désir de changement chez les officiers de l'armée de terre, particulièrement intéressés par les mathématiques développées à l'École polytechnique de Paris. La France est présente à travers ses idées, comme référence politique et culturelle.

À partir des années 90, la publication de l'ouvrage de Carelli stimule le regain d'intérêt pour les échanges franco-brésiliens. Un exemple de ce changement de perspective est le recueil dirigé par Denis Rolland, paru en 1998⁴⁸. L'auteur s'intéresse à l'histoire culturelle des relations internationales et souligne le rôle clé joué par le concept de latinité. Cette idée, inventée par la France en 1860, avait pour finalité de faire concurrence à la doctrine politique états-unienne de « l'Amérique aux Américains », lancée en 1823 par le président James Monroe (1817-1825). Les

⁴⁶ Emmanuel Garrot, « Un regard sur l'historiographie de la politique extérieure brésilienne », Denis Rolland (dir.), *Le Brésil et le monde. Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 227 - 248.

⁴⁷ Fernando Henrique Cardoso, Enzo Faletto, *Dépendance et développement en Amérique Latine*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978, p. 18.

⁴⁸ Denis Rolland (dir.), *Le Brésil et le monde. Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Paris, L'Harmattan, 1998

diplomates français insistent sur l'appartenance à une culture commune dont la source se trouve dans la fraternité latine, fer de lance de la politique étrangère de la France.

L'historien français réunit de grands spécialistes afin d'interroger les liens entre représentations culturelles, relations internationales et histoire des politiques culturelles⁴⁹. Il montre ainsi la courbe ascendante de la présence culturelle française des années 1790 à 1870, en insistant sur le déclin de sa présence culturelle dès les années 1870, en raison des difficultés économiques et politiques après la défaite dans la guerre franco-prussienne. Malgré la victoire sur l'Allemagne en 1918, le rôle de modèle incarné par la France s'affaiblit. Les élites nationales sont alors attirées par la technicité de la civilisation états-unienne, considérée plus jeune et plus dynamique. La dialectique des transferts et des guerres est hasardeuse et l'auteur fait l'impasse sur d'importantes questions politiques qui traversent l'histoire des deux pays. Les guerres stimulent la réflexion des militaires mais elles n'expliquent pas l'intérêt des armées latino-américaines envers les modèles européens. De toute évidence, les militaires gardent un œil attentif sur le développement des armées amies et ennemies, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Enfin, le transfert des doctrines est crucial car il implique des changements dans l'organisation, la pensée et l'action militaires.

L'argument de la victoire sur la rivale allemande est largement instrumentalisé mais ne mobilise pas assez les esprits face à la force d'attraction des fascismes européens qui constituent aussi des modèles pour les mouvements politiques ascendants dans les années 30, en Argentine, au Chili et au Brésil. L'ascension de l'Allemagne nazie, la crise économique, la défaite française et l'opposition entre le gouvernement de Vichy et la France Libre, soulèvent le problème fondamental de la légitimité de la présence française.

Le centre de l'observation se déplace des élites elles-mêmes vers les modèles ou le sentiment d'appartenance à une même civilisation, caractérisée par la capacité à comprendre rapidement ce qui est transmis. Le fait que les informations reçues semblent immédiatement significatives montre la possession de codes culturels communs⁵⁰. Le recours à la notion de modèle est inspiré de l'analyse littéraire, il permet d'expliquer la circulation des idées européennes. Toutefois, le modèle s'apparente à une construction intellectuelle, reflet de la représentation culturelle orientée par les relations diplomatiques. Au-delà de la logique de l'emprunt, nous devons nous intéresser aussi aux moyens de transmission.

⁴⁹ Katia de Queiros Mattoso, Idelette Muzart-Fonseca dos Santos, Denis Rolland (dir.), *Modèles politiques et culturels au Brésil: emprunts, adaptations, rejets, XIXème et XXème siècles*, Paris, PUPS, 2003.

⁵⁰ François-Xavier Guerra, « Introduction », in Annick Lemperiere et alii (coord.), *L'Amérique latine et les modèles européens*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 3-15.

Dans cette perspective, les travaux d'Olivier Compagnon constituent une excellente grille de lecture⁵¹. L'auteur s'approprie le concept de sociabilités intellectuelles et insiste sur le rôle des revues et des publications périodiques, notamment dans la diffusion des idées et des modèles étrangers. Il utilise ce concept afin de comprendre la logique de diffusion : « le fonctionnement concret d'une revue et de son comité de rédaction, les diverses réunions accompagnant le projet de tel ou tel numéro spécial, les manifestations organisées pour la sortie d'une livraison, sont autant d'occasions privilégiées pour que fermente, mûrisse et parfois se cristallise le débat d'idées⁵² ». D'après O. Compagnon, il est plus pertinent d'utiliser le concept de *transferts* que de parler de modèle puisqu'un modèle se pense par rapport à une origine. Son étude sur Jacques Maritain le montre bien, la lecture des clercs latino-américains sur l'œuvre de l'écrivain français déforme la pensée originelle et ne permet plus de parler de modèle. Effectivement, pour J. Maritain, la rançon de la gloire auprès des milieux intellectuels de la droite intégriste, c'est d'être très lu mais mal lu. C'est pourquoi le terme de transfert permet de contourner la logique du prêt/emprunt pour insister sur celle de l'appropriation.

Les documents de la diplomatie confirment que le modèle français apparaît pertinent aux yeux des élites intellectuelles mais attestent aussi du déclin économique de la France. Son prestige dans les milieux intellectuels ne rend pas compte de ses faibles échos dans les milieux économiques. Il existe donc une dualité de la représentation française au Brésil, entre les idées et le commerce.

Dans ce cadre, souligne Georgette Rodrigues, la politique de la France s'oppose à celle des États-Unis. Comme le montre l'historienne, l'opposition systématique ne constitue pas une stratégie d'expansion. Les attitudes françaises montrent une préoccupation constante de recouvrer le prestige passé et de tenir le rang face à la puissance états-unienne, sans cautionner les projets élaborés sur le terrain. L'avis des dirigeants ne coïncide pas avec celui de leurs subordonnés, de sorte que le Quai d'Orsay préfère légitimer la politique du gouvernement plutôt que d'élaborer une stratégie d'expansion cohérente avec ses moyens. La politique culturelle trouve une signification profonde dans ses préoccupations de lutte contre l'affaiblissement de la présence française. Pourtant, la France crée une image d'elle-même qu'elle projette sur le Brésil, elle poursuit son propre désir de prestige. Le Quai d'Orsay essaie de montrer l'exception française par une voie qui lui est propre, celle de la culture⁵³, mais il néglige l'importance des

⁵¹ Olivier Compagnon, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud: le modèle malgré lui*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2003.

⁵² Olivier Compagnon, « L'influence de Jacques Maritain en Amérique latine. Contribution à l'étude des échanges intellectuels internationaux », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 11, 2001.

⁵³ Georgette Medleg-Rodrigues, *Les attitudes françaises face à l'influence des États-Unis au Brésil (1944-1960)*, thèse d'Histoire, Université de Paris 4, 1998.

questions économiques. Dans ce cadre, l'insistance sur la politique culturelle se fait au détriment des échanges commerciaux.

Antônio Carlos Lessa soutient une position distincte consistant à examiner les relations bilatérales comme un ensemble cohérent et fermé. La politique de la France ne doit pas se comprendre uniquement vis-à-vis de la place qu'occupent les États-Unis car les conflits et les alliances bilatérales illustrent des modalités de régulation des cycles de négociation. Les différends politiques qui affectent durablement les relations franco-brésiliennes sont propres au dialogue entre Rio et Paris et s'articulent autour de trois éléments : le contrepoids européen à la présence états-unienne, la position brésilienne à l'égard du colonialisme français et l'autonomie stratégique de la France⁵⁴. L'étude qu'il mène dans les archives diplomatiques françaises et brésiliennes s'attache à montrer les objectifs opposés, poursuivis par les deux pays, ainsi que leurs difficultés à planifier le dialogue bilatéral. L'auteur insiste aussi sur l'occasion manquée par la diplomatie brésilienne d'utiliser l'Assemblée de l'ONU comme un espace de négociation des dettes brésiliennes. Mais d'autre part, les objectifs de la politique étrangère française sont très différents et ne valorisent pas le dialogue avec les pays du Tiers-Monde. La France a de grandes ambitions. L'Élysée désire consolider l'espace commun européen sous sa direction, assurer les marchés où écouler les matières premières en provenance des colonies, maintenir son empire colonial et reconquérir le rang de grande puissance. Pour ces raisons, les cycles de négociations aboutissent systématiquement à un résultat nul : les offres du Brésil sont refusées par la France et vice-versa. L'agenda bilatéral est donc perturbé par des contentieux mineurs qui bloquent le dialogue au niveau des chancelleries. Ce dialogue de sourds se maintient jusqu'aux années 60.

La diplomatie militaire ne peut se détacher des problèmes généraux qui affectent les relations franco-brésiliennes. Néanmoins, durant la guerre froide, les forces armées demandent plus d'autonomie à l'égard du pouvoir politique et imposent certaines de leurs prérogatives. D'ailleurs, les objectifs de la politique militaire sont guidés par des référents dépassant le seul cadre des relations politiques. C'est pourquoi nous ne pouvons pas faire l'économie des études sur les forces armées. Ce tableau historiographique demeurerait incomplet sans une analyse de la production scientifique sur les militaires, véritables acteurs de cette histoire.

⁵⁴ Antônio Carlos Lessa, *A parveria bloqueada : as relações entre França e Brasil, 1945-2000*, thèse de doctorat d'histoire, Université de Brasília, 2000.

L'outil militaire est indispensable dans la logique d'expansion et d'affirmation de la présence française, particulièrement lorsque la position du Quai d'Orsay devient inconciliable avec celle du Département d'État. Le Quai d'Orsay essaie d'utiliser l'outil militaire dans les négociations politiques mais la difficulté à concilier les vues entre les divers acteurs entrave ces tentatives. Dans ce cadre, l'outil militaire peut s'avérer très efficace dans les négociations, avec notamment l'envoi de missions militaires. La France aspire toujours à remplacer les États-Unis dans certains domaines afin de s'affirmer comme le principal pays fournisseur d'assistance militaire en Amérique du sud. Quoi qu'il arrive, l'impasse des relations franco-brésiliennes découle de l'instabilité politique à Paris : alors que les gouvernements durent rarement plus d'un an, le Quai d'Orsay représente une certaine continuité dans la IV^e République.

Dans la pensée de Raymond Aron, l'homme politique et le militaire sont sur un même pied d'égalité. R. Aron examine les facteurs spécifiques aux relations inter-étatiques lorsqu'il centre son analyse sur les figures du diplomate et du soldat. Ces deux personnages jouent des rôles majeurs d'abord sur la scène interne, avant de passer à l'action internationale. Selon le penseur français, la différence entre le politique et le militaire est artificielle. Cette prémisse justifie la thèse de l'auteur, selon laquelle le combattant est issu de la même société que les acteurs civils, c'est pourquoi il agit en fonction d'intérêts et d'objectifs semblables. La conjoncture sociale, politique et culturelle est un facteur déterminant dans leur conduite. La coordination de la force armée est nécessaire à l'autonomie de l'État. Le combattant joue ici un rôle essentiel puisqu'il administre les techniques de guerre, identifie la nature des combats, examine la géographie des conflits et établit la discipline des hommes. Enfin, comme il l'affirme, il n'existe pas de grande armée sans une industrie moderne.

Les dirigeants politiques appliquent les connaissances techniques et scientifiques dans le développement de l'armement des munitions, autrement dit l'industrie est au service de la guerre. Pour lui, l'ascension des ingénieurs et des techniciens aux rangs les plus élevés de la politique nationale ont pour conséquence la militarisation de l'industrie. Effectivement, la révolution industrielle approfondit et perfectionne les techniques de guerre, en introduisant sur les champs de bataille un armement plus efficace et de plus grande mobilité. L'influence de la technologie sur le milieu militaire modifie la valeur de la stratégie. La comparaison entre le système industriel et le militaire met l'accent sur le perfectionnement des sciences militaires qui altèrent le comportement des chefs de guerre. Dans la société industrielle il existe donc une relation de plus en plus étroite entre la classe dirigeante et le chef de guerre à travers le complexe militaro-industriel. La

coopération industrielle réaffirme les principes propres à la société militaire, comme la hiérarchie et l'obéissance.

L'analyse de Raymond Aron est essentielle en ce qui concerne les relations entre politique et militaire puisque la nature de la guerre dépend de la volonté politique. Les objectifs de guerre ne sont pas toujours l'anéantissement de l'adversaire ou la victoire dans le conflit armé. La stratégie répond aux intérêts civils et militaires, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. La stratégie joue ainsi un rôle central en-dehors des champs de bataille, intégrée dans le quotidien politique et dans le traitement des questions liées à la sécurité nationale⁵⁵.

L'importance de la politique intérieure dans l'élaboration de la stratégie générale est un objet central des études de J.-B. Duroselle. Il s'interroge alors sur les causes générales du déclin l'État français et l'influence de ces forces profondes sur la mise en place de la politique étrangère française. Celle-ci peut être entendue comme la matérialisation de la stratégie générale de l'État. Dans les deux volumes qu'il consacre à la politique étrangère de la France, l'auteur aborde la période précédant la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'armée française est sur le devant de la scène. L'incapacité de l'armée française à se préparer à la guerre est une conséquence des décisions politiques. Dénoncée par les militants communistes comme responsable de la défaite, pour les députés du Front populaire, la meilleure façon d'éviter la guerre c'est de ne pas la faire, d'où le refus de la préparer. L'historien fait siens les arguments de la droite centriste qui accuse le Front populaire de négliger le développement de l'industrie d'armement.

L'armée est au centre de l'attention de J.-B. Duroselle, par les informations qu'elle fournit au gouvernement ou par les difficultés qu'elle affronte à se moderniser. En plus du nombre très important d'archives inédites, l'auteur livre une synthèse fine des mécanismes de la politique étrangère en passant à la loupe les différents gouvernements, l'ambiance générale, les effets des propagandes étrangères sur l'opinion, les intérêts économiques et, surtout la situation militaire. L'armée est alors un facteur central dans les prises de décisions et se trouvent souvent prisonnière de la guerre ou de la paix. Selon l'historien français, l'armée française de l'entre-deux-guerres n'est pas la hauteur de son passé et le gouvernement néglige la modernisation de l'armement en raison du péril que représente le développement de cette industrie pour l'entrée en guerre. Enfin, nous retenons une de ses conclusions, lorsqu'il souligne que la plus grave imperfection du système français est l'insuffisante liaison entre la diplomatie et l'armée, le désaccord entre le système d'alliances et la stratégie défensive⁵⁶. Quelles sont donc les forces à l'origine de l'action des militaires en politique étrangère ?

⁵⁵ Raymond Aron, *Sur Clausewitz*, Paris, Complexe, 2005.

⁵⁶ Jean Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France. La décadence (1932-1939)*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, p. 288.

La question posée par Duroselle inspire les travaux de Maurice Vaïsse et de Jean Doise qui essaient de mesurer le degré d'autonomie des forces armées dans les prises de décision. Plus qu'une réflexion sur la place de l'outil militaire dans la conduite des affaires étrangères, leur ouvrage est un examen de l'ensemble de la politique d'alliances et ses relations avec la sécurité et la défense⁵⁷. Le calcul politique est propre aussi bien au milieu politique que militaire puisque la guerre est un acte politique. En cas de guerre ou de préparation des forces au conflit, trois éléments sont essentiels selon les auteurs : les armes, l'effectif et l'action collective. La défense nationale dépend de la coordination de ces trois niveaux, alors même que la stratégie générale est formulée par les hommes politiques et les militaires. La tactique est le choix des militaires mais la stratégie dépend directement du pouvoir politique. Ainsi, surgit la différence entre les diplomates et les militaires, selon Maurice Vaïsse : l'objectif de la tactique est de vaincre la guerre, tandis que la stratégie a pour finalité d'atteindre des buts politiques. Ils s'approprient des thèses de Raymond Aron, selon qui le pouvoir politique se manifeste à travers l'application de la force. À l'instar de R. Aron, ils différencient le pouvoir de la force : la force potentielle correspond aux ressources humaines, matérielles et morales de la France, tandis que la force réelle se rapporte aux ressources utilisés en cas de conflit. Le pouvoir, en somme, est l'application de la force, du point de militaire, économique et politique. Selon R. Aron, le pouvoir est la capacité qu'a une unité politique à imposer sa volonté aux autres. Autrement dit le pouvoir politique n'est pas une valeur absolue mais une relation entre les hommes.⁵⁸

La participation des militaires en politique étrangère n'est pas toujours évidente à traiter, d'autant que l'armée établit autour d'elle une atmosphère d'apolitisme. Ce constat confirme les prémisses d'Aron, pour qui il n'existe pas de séparation concrète entre militaire et politique, excepté de manière artificielle, en le pouvoir politique et le pouvoir militaire. Toute analyse tendant à démontrer l'autonomie des forces armées dans l'élaboration de leurs projets internationaux entre en conflit avec la conception que les militaires ont de leur propre rôle. Non qu'ils se tiennent à l'écart de la scène publique, bien au contraire puisque l'armée est sur le devant de la scène, tant dans les conquêtes coloniales que dans le maintien de l'ordre, l'espionnage, le contre-espionnage, le commerce des armes, etc. Ces politiques sont élaborées par les ministres et leurs cabinets mais, malgré les nombreux exemples justifiant leur conception, le rôle des militaires dans les négociations internationales demeure incertain.

⁵⁷ Jean Doise, Maurice Vaïsse, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire (1871 – 1991)*, Paris, éditions du Seuil, 1992 (1988).

⁵⁸ Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, Paris, Gallimard, 2006, p. 99.

La définition donnée nous semble insatisfaisante. Tandis que les diplomates assurent les négociations, les militaires sont responsables de la persuasion⁵⁹. Les auteurs n'insistent pas assez sur l'échange des rôles entre diplomates et militaires. La menace de guerre n'est pas toujours l'unique horizon possible pour la dissuasion puisqu'il existe de nombreux autres moyens de pression sur les États alliés. Sans doute, la paix et la guerre sont en constante relation, comme les deux faces de la même pièce. Dans certains contextes particuliers, les attachés militaires sont les acteurs les plus propices à l'approfondissement du dialogue diplomatique, en raison, par exemple, de leurs affinités avec les dirigeants.

Sur la période couverte, qui s'ouvre en 1871, il ressort que les militaires orientent la prise de décision des diplomates. La présentation des institutions militaires françaises au XIX^e siècle révèle à quel point le rôle de l'attaché militaire change selon les périodes. Jean Doise expose les problèmes techniques et stratégiques de l'armée, grâce à l'analyse des différents plans de campagne entre 1875 et 1914, période qui voit apparaître la routine et la rivalité entre les services. L'historien français scrute la relation étroite qu'entretiennent les attachés militaires avec les services d'information et, souvent, leurs conflits avec les ambassadeurs.

La doctrine militaire française se précise, jusqu'à aboutir à une logique d'offensive à outrance. Maurice Vaïsse se consacre à l'entre-deux-guerres. Durant cette période, l'armée vit de son prestige passé et rencontre beaucoup de difficultés à se réformer. Le désastre de la Seconde Guerre mondiale nécessite la refonte d'une nouvelle armée française. La défaite face à l'Allemagne et les nouvelles formes de guerre que la France affronte en Indochine et en Algérie conduisent à une reformulation complète des stratégies militaires. Touché de plein fouet par la guerre froide et la décolonisation, le régime de la IV^e République (1946-1958) utilise les militaires comme des outils de la politique étrangère. La politique étrangère est ainsi directement associée au jeune Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) dont la mission est d'assurer la liaison entre les armées étrangères et l'état-major de l'armée de terre. Toutefois, le redressement économique se fait attendre ; les armées françaises ne peuvent alors pas compter sur l'armement national en raison de la politique industrielle en faillite. En 1948, la France est devenue une « non-puissance » et ne parvient pas à imposer sa volonté. Elle reste donc tributaire des fournitures états-uniennes. L'empire colonial, considéré comme l'atout principal sur le plan mondial, est de plus en plus menacé et son maintien à tout prix pèse lourd dans les finances publiques. De plus, avec l'avènement de la guerre froide, le rôle des militaires s'accroît brusquement.

⁵⁹ *Ibid.* p. 9.

Au-delà de la synthèse historique, l'apport des auteurs est d'avoir examiné l'évolution de l'armée française en fonction de ses stratégies de défense, directement liées à la politique étrangère. Par ailleurs, ils expliquent clairement le rôle d'informateurs des attachés militaires et la difficulté des gouvernements à interpréter les milliers d'informations parvenues à Paris. Les auteurs ne proposent pas de théorie générale sur les relations entre militaires et politique étrangère mais ils affirment que l'outil militaire a de multiples fonctions dans les négociations politiques, dont la plus notable est certainement la dissuasion. Pourtant, l'attaché militaire agit davantage comme un diplomate que comme un soldat, dans la conception des auteurs, puisqu'il utilise la persuasion autant que la dissuasion afin de parvenir aux objectifs politiques sans le recours à la force. La différence réside moins dans la nature des fonctions de l'attaché militaire que dans l'usage qu'il en fait de la stratégie. La stratégie définit les objectifs, la nature de l'ennemi et les ressources disponibles pour l'emploi de la force.

Les échanges internationaux sont souvent perçus comme des moyens pour renforcer ce pouvoir de dissuasion. L'apport des pays alliés dans la formation d'un corps d'élite militaire familier avec la politique est fondamental. Capables d'intervenir aussi bien sur la scène nationale qu'internationale, les attachés militaires sont avant tout des officiers de renseignement. Leur rôle s'étend bien au-delà de l'information puisqu'il s'agit aussi d'instruire les forces armées alliées au maniement de nouvelles technologies militaires. L'apport européen et notamment français dans la formation des armées latino-américaines est souligné par un nombre croissant de spécialistes. Les auteurs s'accordent sur la corrélation entre la croissante spécialisation des forces armées, la modernisation industrielle accélérée et les interventions militaires en politique.

Dans ce cadre, le politologue français Alain Rouquié coordonne l'activité de recherches d'un groupe d'études sur les militaires latino-américains. Il associe à son travail de nombreux étudiants brésiliens fraîchement arrivés, chassés par la répression durant la dictature brésilienne, en particulier après les années 70. Outre l'aspect synthétique de l'œuvre d'Alain Rouquié, qui réunit en effet un très grand nombre de thèses soutenues en France et à l'étranger sur les militaires latino-américains, l'auteur démontre surtout que le militarisme n'est pas une exception latino-américaine, que le rôle des militaires répond aux réalités spécifiques de chaque nation. Ensuite, il aborde le problème des interventions politiques des armées sous l'angle de la conquête du pouvoir, facteur décisif de l'action militaire. Enfin, l'armée est une institution publique, comme telle, elle accompagne la modernisation de l'État et s'engage dans sa défense face aux problèmes intérieurs. Autrement dit l'armée s'oppose à la menace politique et sociale, le plus souvent en agissant comme un véritable corps de police. La défense de l'ordre face au péril politique se traduit aussi par la domination de l'État par les militaires dont l'objectif est de

préserver l'ordre que l'élite au pouvoir n'a pas su maintenir. De fait, les militaires s'intéressent au pouvoir comme n'importe quel autre acteur politique de la société. Mais dans le processus de modernisation et de consolidation des forces armées, l'apport étranger est souvent très important et ambigu.

Parmi les chercheurs de l'entourage d'Alain Rouquié, Manuel Domingos est sans doute celui qui a le plus inspiré la méthodologie de cette thèse. Précurseur dans l'étude des relations militaires franco-brésiliennes, il examine le premier la documentation des attachés militaires français entre 1889-1930. Il ne parvient pas à prouver l'existence de racines de l'interventionnisme militaire des années 20 dans la doctrine française. Au contraire, il montre le long chemin parcouru par les officiers français pour dissuader les Brésiliens d'engager une mission allemande. La propagande française se tourne alors vers la persuasion afin de les convaincre de recourir plutôt à l'armée française. Bien avant l'armistice du 11 novembre 1918, l'armée française est présente au Brésil grâce à ses attachés militaires. Ils parviennent à négocier la venue d'une mission militaire auprès de la force publique de l'État de São Paulo, étape considérée comme le prélude d'une mission beaucoup plus importante. Cependant, son mérite est de montrer le rôle des attachés militaires dans le commerce des armes et le rôle de la rivalité franco-allemande.

À travers le prisme de la diplomatie française, l'historien brésilien analyse la concurrence franco-allemande comme la principale dynamique du marché d'armement sud-américain. Le rôle des attachés militaires n'est pas uniquement celui de vendre des armes, il s'étend aussi à l'information des dirigeants français. C'est pourquoi la liaison entre les chefs de commissions brésiliennes et les maisons françaises de fabrication d'armements nous importe grandement⁶⁰. Sous la plume de cet auteur, l'expression outil militaire prend tout son sens et son apport est double : d'une part des documents originaux sont mis à jour ; d'autre part, il prouve la corrélation positive entre les stratégies françaises sur le marché de l'armement et les étapes de modernisation de l'armée brésilienne⁶¹. Par *influence étrangère*, l'auteur entend l'ensemble des contributions apportées par divers pays étrangers à l'armée brésilienne. En intervenant dans la préparation des officiers de l'état-major, les officiers de la mission militaire française (1920-1940) ont contribué à la formation d'un courant politique à l'intérieur de l'armée de terre. La formation du commandement sur des bases modernes offre les conditions propices au développement des

⁶⁰ Manuel Domingos, *L'influence étrangère dans la modernisation de l'armée brésilienne (1889-1930)*, thèse de doctorat d'histoire, Université de Paris 3, 1980.

⁶¹ Manuel Domingos, « A disputa pela missão que mudou o Exército », *Estudos de História*, Franca, v. 8, n° 1, 2001.

idées politiques⁶². Il existe des affinités intellectuelles entre les officiers brésiliens et les instructeurs français. En quelque sorte, notre travail est la prolongation de ses analyses appliquées à des périodes plus contemporaines.

Cependant, M. Domingos ne parvient pas à analyser l'impact de la doctrine française sur l'action politique des officiers. Bien au contraire, son étude est très limitée à cet égard. Il ne fait pas de doute que les différents transferts des doctrines militaires prussienne, française et états-unienne créent un nouveau rapport au politique. Plus encore que de dégager les étapes de ce transfert, il convient d'en identifier les moyens. Les militaires ont plusieurs similarités à travers les pays et ils conçoivent leur rôle en comparaison à d'autres militaires, ils gardent donc leur attention sur les innovations des autres militaires. Les institutions militaires sont certes orientées vers la concurrence internationale et, avant tout, liées à la construction des nations.

À cet égard, Frederick Nunn apporte des éclaircissements importants en montrant que l'action des jeunes officiers provoque de sérieuses perturbations dans le déroulement de la mission française. La question principale de l'auteur est de savoir si l'armée se perçoit comme le défenseur du peuple grâce à sa composition nationale, à travers le service militaire obligatoire, ou en raison de sa position apolitique. En s'interrogeant sur l'adaptation du message des militaires français à la situation brésilienne, il montre la ressemblance entre les objectifs des lieutenants brésiliens et ceux de la mission française : moderniser l'État. La contradiction entre les deux se trouve donc sur les moyens de parvenir à cet objectif. L'armée aspire à représenter le peuple et à le guider. En revanche, certains officiers répondent que l'armée ne représente peut-être pas le peuple mais serait plus légitime à exercer le gouvernement que n'importe quelle autre institution.

Selon F. Nunn, la modernisation de l'armée commence en 1919, à partir du contrat de la mission Gamelin. La mission modifie sensiblement l'enseignement militaire, en adoptant des critères plus rigoureux de sélection des élèves, en augmentant le nombre d'heures consacrées aux enseignements et en mettant l'accent sur les exercices pratiques. Pour lui, avec l'appui du gouvernement et les travaux de la mission, l'armée de terre a augmenté son effectif et haussé son prestige auprès de la société.

Les difficultés rencontrées par les officiers français s'accroissent lorsque le mouvement des lieutenants s'allie à une partie de l'élite politique, ce qui place les missionnaires français devant le dilemme de l'obéissance aux nouveaux maîtres du Brésil. Pour lui, les instructeurs français se sont délibérément laissés une grande liberté de pensée et d'actions. Ils n'ont pas intervenu directement

⁶² Manuel Domingos, « L'influence étrangère et la formation des groupes et tendances au sein de l'Armée brésilienne (1889-1930) », Alain Rouquié (dir.), *Les partis militaires au Brésil*, Paris, Presses Nationales de la Fondation des Sciences Politiques, 1980, p. : 59.

dans les affaires brésiliennes qu'ils ont traitées comme des questions extra-professionnelles⁶³. La présence militaire française au Brésil s'étiole en raison de la conjoncture internationale et des décisions françaises en métropole qui consistent à renforcer sa défense intérieure en dépit de l'expansion internationale.

Le débat sur le rôle de la mission française dans la formation des officiers se poursuit dans les années 80 mais l'angle d'observation se déplace de l'impact de la présence française vers les intérêts de la France. L'aspect marchand de la mission française doit donc être souligné. L'élimination des industriels allemands du marché brésilien correspond à la date d'arrivée de la mission française au Brésil. Selon Stanley Hilton, le contrat de la mission est favorisé par la dépendance de l'armée brésilienne à l'égard de l'étranger, en ce qui concerne les fournitures militaires. Le contrat de la mission spécifie que l'armée brésilienne doit privilégier l'industrie française d'armements dans ses acquisitions à l'étranger. Dès lors, la France devient le principal fournisseur de mortiers, mitrailleuses et, surtout le jeune marché de l'aviation militaire. Elle s'assure ainsi un marché lucratif, dans une région où l'armée allemande est traditionnelle influente⁶⁴.

Il existe un lien étroit entre l'armement et la doctrine militaire. La mission Gamelin introduit l'idée selon laquelle la spécificité des ingénieurs militaires ne se résume pas au champ des connaissances mécaniques et physiques. L'ingénieur militaire doit manipuler les armes, combattre, tuer, employer la violence et vaincre son ennemi. Sa spécificité dépasse l'unique champ des connaissances techniques. La doctrine militaire permet de coordonner ces deux aspects, la technique et la violence, en créant le soldat professionnel au service de l'État. La spécificité de l'officier est de savoir utiliser la violence. Néanmoins, comme le rappelle Samuel Huntington, la violence doit être utilisée afin d'atteindre les objectifs définis par la nation. Les militaires ont la responsabilité d'appliquer leurs connaissances afin d'assurer la sûreté de l'État⁶⁵.

Le professionnalisme inauguré avec la mission Gamelin conduit l'armée brésilienne à tracer un nouveau chemin, orientée par un gouvernement intéressé pour se maintenir au pouvoir et à faire émerger le Brésil comme une grande nation, disposant d'un pouvoir militaire important. À la fin des années 30, l'armée brésilienne se rapproche des forces armées états-uniennes et abandonne certaines des préceptes enseignés par les militaires français.

⁶³ Frederick Nunn, « Military professionalism and professional militarism in Brazil, 1870-1970: historical perspectives and political implications », *Journal of Latin American Studies*, vol. 4, n°1, 1972, p. 29-54.

⁶⁴ Stanley Hilton, « The Armed Forces and Industrialists in modern Brazil: The drive for military autonomy (1889-1954) », *The Hispanic American Historical Review*, Duke University Press, vol. 62, n°4, 1982, p. 629-673.

⁶⁵ Samuel Huntington, *The soldier and the state : the theory and politics of civil-military relations*, Cambridge, The Belnak Press of Harvard University, 1985, p. 15.

La comparaison avec la période de l'entre-deux-guerres permet de comprendre l'influence de divers facteurs internationaux sur la relation entre militaires et politique. La France rencontre des difficultés d'ordre similaire dans la période de l'après-guerre où l'ennemi allemand est remplacé par les États-Unis, allié en Europe et adversaire en Amérique latine. La présence française apparaît alternativement comme un contrepoids à la domination des États-Unis ou comme le résultat d'une démarche diplomatique dont l'objectif est de recouvrer son rang de grande puissance. Les études historiques sur ces relations ne sont donc pas détachées du contexte dans lequel évoluent les auteurs : il s'agit de l'affirmation de la puissance militaire états-unienne et de la constitution d'une politique étrangère autonome de la France.

Jusqu'aux années 80, les interventions militaires en politique sont appréhendées du point de vue de l'organisation, l'appartenance à une institution nationale influe de façon décisive sur le comportement politique des acteurs⁶⁶. Le renversement de perspective consiste à examiner les relations entre militaires et groupes d'intérêts économiques et ainsi élargir le cadre des seules relations inter-étatiques. Ce sont les études sur la participation des militaires à la politique intérieure qui permettent de comprendre de nouveaux aspects, en particulier quant à l'introduction des doctrines militaires de guerre froide.

Les forces armées et la politique

Il est convenu de dire que l'Amérique latine n'entre que tardivement dans la guerre froide, alors que l'Europe et les États-Unis en sont déjà sortis. Le climat de tension caractéristique de la guerre des nerfs domine alors le dialogue bilatéral où les dirigeants s'interrogent sur leur dépendance ou, au contraire, sur leur autonomie à l'égard de la politique de sécurité et de défense élaborée au Pentagone. Les relations avec les États-Unis sont constamment présentes à l'horizon, en particulier à travers les questions industrielles et économiques. René Armand Dreifuss, figure de proue de ce courant, a réalisé une des études les plus approfondies sur l'imbrication des intérêts économiques et militaires⁶⁷. Le fonctionnement même de la politique pendant la guerre froide fait l'objet d'un examen détaillé par l'auteur qui analyse les liaisons entre la propagande, la politique et l'économie.

Son étude apparaît également comme décisive. En concentrant son attention sur les intérêts du patronat brésilien après 1945, il met en lumière l'interdépendance entre élites nationales et internationales. Son analyse des réseaux montre à quel point banques, investisseurs

⁶⁶ José Murilo Carvalho, « As Forças Armadas na Primeira República : o poder estabilizador », Boris Fausto (dir.) *História geral da civilização brasileira*, São Paulo, Difel, 1977, Tome 3, v. 2, p. 182-234.

⁶⁷ René Armand Dreifuss, 1964: *A Conquista do Estado. Ação política, poder golpe de classe*, Petrópolis, éd. Vozes, 1981.

et industriels sont liés aux intérêts étrangers et états-uniens. La bourgeoisie industrielle brésilienne démontre une certaine dualité dans son comportement : d'un côté, elle s'associe aux intérêts des compagnies transnationales ; d'un autre, elle cherche des moyens indirects pour se procurer le savoir-faire étranger. À l'auteur de conclure que la bourgeoisie brésilienne est toujours nationale mais pas forcément nationaliste⁶⁸.

Les réseaux sont des formations complexes et basiques affectées à un type d'activité, raccordées à des organisations plus complètes. Ils servent à transporter des matériels, des hommes, mais aussi des informations. Les réseaux sont à la base de toutes les activités et servent aussi bien à obtenir une information qu'à organiser une action. Ils s'organisent autour du duo contenu/contenant qui combine le flux d'informations et le canal de communication. Mais les réseaux s'établissent aussi dans l'équation quadrillage/circulation⁶⁹. À l'intérieur d'un secteur géographique donné, l'implantation dense et méthodique d'établissements (commerciaux, industriels, etc.) et d'organismes (politiques, syndicaux, etc.) permet d'assurer la circulation du flux d'informations, dans l'architecture d'un système.

Grâce à un corpus de textes normatifs et journalistiques contemporains, il ouvre des perspectives à l'étude de la manière dont l'élite organique de la bourgeoisie industrielle se consolide. La propagande est un des outils de la classe dominante pour maintenir son hégémonie. Dreifuss montre que bon nombre de dynasties militaires font fortune et créent des liens solides avec les groupes d'intérêts privés. Et il attire l'attention du lecteur sur la présence des entreprises états-uniennes et françaises. L'identification des réseaux d'entrepreneurs de l'État de São Paulo, par exemple, permet d'examiner précisément les liens idéologiques unissant dirigeants civils et militaires. Le réseau se construit dans les centres d'études, à l'ESG mais principalement dans les instituts d'analyse politiques. Les *think tanks* agissent comme les véritables concepteurs et propagateurs de la doctrine militaire. Si leur objectif n'est pas la conquête de l'État, ils se réunissent néanmoins afin d'assurer leur ascension vers les sphères du pouvoir. Ce faisant, ils gravissent les échelons de l'Administration et parviennent aux hautes fonctions de l'État. Le mouvement d'association des patrons est en vérité une vaste opération de noyautage du gouvernement.

L'armée est une des institutions publiques les plus concernées par les initiatives patronales : accompagnant son processus de modernisation, elle construit le pouvoir de mobilisation

⁶⁸ *Ibid.* p. 26.

⁶⁹ Pierre Musso, « La raison du réseau », *Quaderni, Secret et pouvoir : les faux-semblants de la transparence*, n° 52, 2003, p. 55-66.

nationale. La prise du pouvoir politique par les militaires survient non pas comme un ultime coup d'État mais comme le début d'une révolution nationaliste⁷⁰.

La guerre froide provoque une perception paranoïaque de l'autre. Cependant, la paranoïa est loin d'être symétrique des deux côtés de l'Atlantique. Les services de renseignement jouent alors un rôle plus grand que dans n'importe quelle autre période, leur taille et leur ambition sont sans précédent. L'alliance des renseignements alliés continue après la guerre mais le rôle de l'Angleterre comme principale partenaire décline au profit de la puissance économique états-unienne.

Les relations franco-brésiliennes pendant la guerre froide ont suscité un nombre réduit de recherches et aucune étude publiée sur cette période ne traite des aspects militaires. Souvent, les auteurs considèrent dérisoire le rôle de l'outil militaire dans les négociations bilatérales.

Dans le cas des relations franco-brésiliennes, l'anti-communisme est relativement peu valorisé dans les recherches car les auteurs partent des prémisses que la propagande française ne prêche pas aux convertis. Pourtant, les attachés militaires sont responsables du calcul de la capacité des forces armées brésiliennes à faire face à la menace du moment, qu'elle soit communiste ou de quel qu'autre nature que ce soit. Leur objectif est d'estimer le besoin en matériel, en fonction de la doctrine de guerre et, sur ce point, les militaires français adoptent un anti-communisme virulent et agressif. Face aux stratégies globales des États-Unis, l'armée française offre un modèle militaire peu coûteux, basé sur un armement léger et sur le besoin de mobilité à l'intérieur du territoire. L'industrie d'armement et les techniques de combat jouent un rôle de premier plan dans la discipline de la guerre, notamment en ce qui concerne le choix de la stratégie militaire. L'apport français est de mettre l'accent sur la valeur de combattants : elle peut être mesurée ni par la méthode de guerre ni par l'armement ou les tactiques utilisées. C'est pourquoi ils mettent en avant l'exemple de la guerre d'Indochine, où malgré la supériorité technologique de l'armée française par rapport aux soldats vietminh, le guérillero remporte la victoire sur l'armée. La propagande française s'oriente vers l'anti-communisme afin d'apporter des réponses politiques aux questions militaires soulevées par les officiers brésiliens. La guerre et la politique évolue ensemble, de manière interdépendante. La guerre répond aux volontés politiques et la politique dépend des ressources disponibles. La victoire militaire est remportée lorsqu'un État impose sa volonté sur l'autre.

La stratégie française s'insère pleinement dans la guerre froide. De manière générale, la bibliographie sur les relations internationales ne nous a pas permis de répondre à notre questionnement initial. Nous avons donc consulté les études sur la politique intérieure où la

⁷⁰ Alain Rouquié, *L'État militaire en Amérique Latine*, Paris, Seuil, 1982, p. 347.

doctrine et la stratégie militaires sont l'objet de toute l'attention des chercheurs. En effet, l'intérêt découle plus des recherches sur le rôle politique des militaires que des recherches sur l'insertion internationale du Brésil. Nous avons donc pu trouver des éléments sur les échanges avec l'armée française et sur les emprunts stratégiques à la France.

Pendant le régime militaire, les intellectuels exilés sont nombreux à dénoncer la violence de la répression et donc à augmenter la pression internationale sur le régime brésilien. Ils produisent une bibliographie riche, stimulée par la recherche de vérité sur la dictature brésilienne. La loi d'amnistie et l'ouverture démocratique (1979-1984) autorisent le retour des exilés et la liberté de parole. Le nombre d'écrits sur la dictature augmente sensiblement. Ils se concentrent sur les mouvements sociaux, la contestation politique et la lutte armée. La possibilité de publier au Brésil des études et des témoignages sur cette période, crée un mouvement intellectuel sans précédent. Le nombre d'écrits sur les adversaires du régime militaire est sensiblement supérieur à celui sur les militaires. Constat qui conduit une nouvelle génération de spécialistes à s'intéresser au régime et aux militaires qui le composent.

Trente ans après le coup d'État, les questions changent et l'intérêt pour cette période si récente de l'histoire nationale va toujours croissant. Dès 1993, un groupe de chercheurs dirigés par l'historienne Maria Celina D'Araujo entreprend de reconstituer une partie du passé dictatorial brésilien. Ce travail aboutit d'abord à la publication, en 1994, du premier recueil de témoignages d'officiers supérieurs responsables des organismes de la répression⁷¹. Toutefois, il s'agit de données brutes, de sources orales disponibles pour les historiens. Ce travail préliminaire ouvre la voie à une série d'études sur la dictature et le fait militaire. Lors du quarantième anniversaire de la *révolution* de 1964, les premiers travaux approfondis ont été publiés sur le point de vue des militaires, afin de rompre le silence imposé à ces acteurs clés du jeu politique. Les travaux des années 90 marquent un tournant dans l'historiographie brésilienne⁷².

Celso Castro attire l'attention sur un cas de figure récurrent dans les pays du cône du sud : à l'inverse de l'historiographie militaire, où les militaires sont surreprésentés, l'histoire des dictatures compte un grand nombre d'études et de témoignages civils. Nous en savons beaucoup sur les organisations de lutte contre la dictature, telle *Tortura Nunca Mais*, toutefois la vision des militaires, c'est-à-dire de ceux qui ont organisé et commandé les opérations de répression, reste mal connue⁷³. Castro se réfère alors aux méthodes sociologiques et anthropologiques de terrain⁷⁴.

⁷¹ Maria-Celina d'Araujo, Glaucio Soares, Celso Castro, *Os anos de Chumbo: a memória militar sobre a repressão*, Rio de Janeiro, Relume – Dumara, 1994.

⁷² Maria Celina d'Araujo, Gláucio Ary Dillon Soares (dir.), *21 anos de regime militar, balanço perspectivas*, Rio de Janeiro, FGV, 1994.

⁷³ Maria-Celina d'Araujo et *alli.*, *Os anos de Chumbo, op. cit.*, p. 8.

⁷⁴ Celso Castro, « A origem social dos militares », Eduardo Raposo (dir.), *1964, 30 anos depois*. Rio de Janeiro, Agir, 1994, p. 199-203.

Il s'agit en effet d'aller à la rencontre des militaires et de les interroger sur leur passé, sur leur vécu et leurs expériences. C'est une lutte contre le silence où l'historien est interpellé en tant qu'expert de la mémoire. La société demande l'établissement d'une vérité afin de reconnaître les pertes et les souffrances.

Le journaliste Élio Gáspari publie alors cinq volumes d'une étude consacrée à la construction de la dictature militaire par l'architecte de la doctrine de la sécurité nationale, Golberi do Couto e Silva⁷⁵. Gáspari paré accorde une place démesurée au rôle de Golberi et d'E. Geisel, sans s'interroger sur les acteurs extérieurs à l'armée de terre. L'auteur réalise un travail exhaustif d'écriture biographique sur les deux principaux acteurs de la trame historique, fondé uniquement sur la sélection de documents fournis par les deux généraux. Son livre est une excellente description chronologique du régime militaire. Il a le mérite de révéler au grand public les relations suivies entre deux personnages clés : le général Ernesto Geisel, officier modèle, nationaliste, qui gravit tous les grades de la hiérarchie militaire ainsi que son bras droit, le général Golberi, remarquable intellectuel en uniforme. Selon Gáspari, les deux personnages sont les maîtres d'œuvre du régime : le premier assume le pouvoir d'une dictature féroce et efficace, il augmente le pouvoir du chef de l'État en même temps qu'il affaiblit les institutions du régime. À l'instar du général de Gaulle en France, E. Geisel cherche à renforcer son pouvoir afin de démanteler un appareil répressif devenu trop puissant, constituant une menace pour la sûreté de l'État. Sous lui, les conspirateurs civils se sont volontairement isolés du régime dès que la répression prend une très grande amplitude. Ensuite, le courant libéral au sein des forces armées brésiliennes a été neutralisé par les officiers de la ligne dure, qui obligèrent leurs congénères à accepter la brutalité de la violence politique. Enfin, le durcissement du régime serait la conséquence d'une pression exercée par les officiers, ce qui révèle une absence de stratégie politique.

Le marqueur de cette historiographie centrée sur la politique *des* militaires est l'ouvrage collectif dirigé par Celso Castro et Vitor Izecksohn⁷⁶. À l'appui d'un grand nombre de contributions brésiliennes et états-uniennes, leur travail confirme la force de la nouvelle histoire militaire. Si les publications les plus récentes nous intéressent particulièrement en raison des nouvelles sources examinées et des nouveaux problèmes traités, les études plus anciennes retiennent notre attention par leur rôle précurseur. Le dernier volet de ce bilan historiographique concerne donc la relation entre doctrine et politique.

⁷⁵ Élio Gáspari, *A ditadura envergonhada. As ilusões armadas*, São Paulo, Companhia das Letras, 2002.

⁷⁶ Celso Castro, Vitor Izeckson, Hendrik Kraay (Dir.), *Nova História militar brasileira*, Rio de Janeiro, éd. FGV, 2004.

Les transferts militaires sont absents de la plupart des ouvrages. Hormis quelques publications datées qui privilégient la notion d'influence, la bibliographie sur ce thème est insuffisante. La plupart des recherches s'intéressent uniquement au contenu des messages et négligent la diffusion, les traductions et la distorsion des messages. La doctrine militaire est tantôt abordée comme un système de pensée proche de la définition d'idéologie, tantôt comme un objet immuable transposé tel quel d'un pays à l'autre.

L'étude de la doctrine est profondément ancrée dans la pratique militaire : réflexion traditionnelle propre aux écoles d'états-majors dont les essais s'inspirent des expérimentations tactiques, la doctrine codifie les pratiques, établit des normes, tire des conclusions et préconise un comportement idéal en vue d'atteindre un objectif, lui aussi idéal. Il s'agit d'une réflexion sur le système de pensée militaire et ses règlements. Jusqu'à une époque récente, la doctrine reste un domaine réservé aux officiers. Néanmoins, l'usurpation du pouvoir et la déformation des lois fondamentales stimulent nombre de réflexions sur l'importance des doctrines dans l'action politique des militaires. Dans les années 70, l'étude de la doctrine s'assimile à la dénonciation de la pensée autoritaire selon un objectif militant revendiqué qui porte préjudice à la qualité des interprétations. L'ouvrage fondateur en la matière est celui, certes aujourd'hui daté, de Joseph Comblin, publié en 1977⁷⁷. Théologien de la libération enseignant au séminaire de Recife, situé dans le brûlant Nord-Est brésilien, il met en évidence le succès de l'*idéologie* de la sécurité nationale.

Par opposition à la doctrine, l'idéologie militaire résulte de l'appareil qui la véhicule plus que de la véracité de son message. Il s'agit d'un usage typique des notions marxistes d'idéologie : une méthode élaborée en vue de reproduire le système de domination. L'idéologie recouvre donc des intérêts sectoriels puisque les groupes dominants l'utilisent pour faire durer indéfiniment leur pouvoir et assurer leur propre reproduction. En d'autres termes, l'idéologie est exploitée à des fins internes, dans une perspective de conservation du système⁷⁸. Mais J. Comblin établit une trop faible nuance entre doctrine et idéologie. Les deux formes d'expression de l'action politique des militaires se traduisent par des termes interchangeables que l'auteur utilise aléatoirement. L'idéologie est porteuse de signification politique puisqu'il s'agit d'une interprétation de la réalité politique et sociale. Elle justifie *a posteriori* l'attitude des militaires. Le concept d'idéologie comprend aussi un sens péjoratif qui disqualifie d'emblée la pensée militaire, jugée comme une

⁷⁷ Joseph Comblin, *Le pouvoir militaire en Amérique latine : l'idéologie de la sécurité nationale*, Paris, Jean-Pierre Delarge éditions universitaires, 1977.

⁷⁸ Pierre Milza, « Politique intérieure et politique étrangère », René Rémond (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, les éditions du Seuil, 1988, p. 315-344.

idée fausse, justifiant les intérêts et les passions. J. Comblin dénigre donc la pensée politique des militaires, les accuse de fausse conscience et trouve, malgré lui, des circonstances atténuantes pour expliquer la répression. Avant tout, il veut éviter la conception neutre de l'idéologie, celle de la mise en forme rigoureuse d'une attitude à l'égard de la réalité sociale ou politique, qui peut s'approcher d'une louange de l'action militaire. Les militaires brésiliens ne sont pas directement responsables de leur action répressive car les véritables coupables de la dégradation économique sont les États-Unis, véhicules d'une idéologie étrangère. La sécurité nationale, telle que définie par l'auteur, est moins une doctrine qu'une idéologie. Selon lui, l'idéologie de la sécurité nationale trouve son origine dans les armées états-uniennes, les seules méritant son attention en raison de la position dominante de Washington. Par ailleurs, il s'agit de trouver des responsables brésiliens de l'importation de ce produit, ainsi l'introduction de la doctrine militaire états-unienne à l'ESG serait essentiellement stimulée par le colonel Golberi do Couto e Silva. Cette analyse est incomplète et limitée puisque l'importation des doctrines s'insère dans un processus complexe d'adaptation des forces armées à la guerre anti-subversive.

La doctrine préconise l'action et encadre les décisions en leur donnant un sens technique. Elle s'insère dans un ordre hiérarchique situé en amont de la stratégie : les décisions sont prises en fonction de règles particulières. Les concepts de base de la doctrine de la sécurité nationale sont la bipolarité, la géopolitique et la nation. Leur transmission a lieu dans les écoles militaires supérieures, durant les années 60 : le *National War College* et l'*Industrial College of the Armed Forces*, à Washington, l'ESG de Rio, l'Académie militaire de sécurité nationale à Santiago du Chili. Ces différentes formations supérieures préparent les officiers à encadrer les décisions, en leur donnant un sens technique, à planifier la stratégie et à préconiser les tactiques. Il ne s'agit pas uniquement d'anticiper la réaction face à la menace communiste mais d'organiser un état-major opérationnel. De plus, l'auteur suggère une corrélation entre la formation militaire et l'action politique des militaires, en observant uniquement la chronologie des régimes militaires latino-américains.

La conclusion de Joseph Comblin est contraire à son objectif puisqu'il démontre que les militaires brésiliens ne sont pas responsables du coup d'État, que celui-ci est organisé et préparé depuis l'étranger par une puissance adverse qui vise à conquérir le pays. Il affirme ainsi que l'ensemble des éléments de l'idéologie de la sécurité nationale vient des États-Unis, qu'ils sont repris sans modification par les écoles militaires latino-américaines chargées de former les disciples des chefs du Pentagone. Si l'auteur attribue au Pentagone l'origine du mal, c'est précisément pour nommer l'ennemi. Le plus grand défaut de ce livre est d'essayer de voir la mainmise des États-Unis partout, même là où ils n'ont aucune influence.

Toutefois, il a bien des points positifs. En premier lieu, il situe l'élaboration de l'idéologie de la sécurité nationale dans le temps et dans l'espace : la guerre froide et les écoles supérieures militaires. D'ailleurs, il insiste sur l'anti-communisme virulent chez certains militaires, ce qui explique le succès de l'idéologie. Puis, il établit une différence entre anti-communisme et anti-subversion, en montrant que l'action répressive des militaires frappe sans distinction. Enfin, il dénonce les débordements de la répression, auxquels il assiste en tant qu'acteur, théologien de la libération engagée en faveur de la défense des droits de l'homme.

Contrairement à ce que montre Comblin, le système de la sécurité nationale fait preuve de beaucoup de souplesse et varie en fonction des pays. La souplesse du système de représentation de la doctrine est l'objet d'un ouvrage particulièrement important d'Eliezer Rizzo de Oliveira. Pour ce dernier, il est plus significatif d'observer le rôle des institutions brésiliennes dans la diffusion de l'idéologie dominante que de chercher les origines de la pensée militaire. Dans son acception, l'ESG agit comme une branche mixte de l'appareil d'État : l'institution est porteuse de marqueurs idéologiques et se définit par une activité plus politique que militaire, car elle critique les fonctions de l'État. La pensée diffusée par l'ESG de Rio de Janeiro légitime l'exercice du pouvoir par les militaires et valorise le modèle de développement économique néo-libéral implanté après le coup d'État de mars 1964. L'élite réunie au sein de cette institution établit une équation entre les problèmes sociaux brésiliens et les réponses techniques – et, par analogie, scientifiques – à apporter. Selon Rizzo de Oliveira, les racines autoritaires du régime brésilien sont à chercher dans la pensée nationale et non pas dans une puissance étrangère. Selon cette acception, il existe un lien fort entre professionnalisation et engagement politique, à l'instar de la pensée originelle de Morris Janowitz.

Un des précurseurs en la matière, Morris Janowitz inaugure les études sur la sociologie militaire, en contribuant à la légitimation de ce type de recherche, dans le contexte d'indifférence et d'hostilité aux militaires, en dépit de l'importance évidente des rapports de violence dans le continent américain. La base de son travail est un échantillon de plus de 1000 biographies d'officiers d'active de tous rangs. Il explique en quoi l'armée est une institution complexe, d'une grande puissance, qui tend, cependant, à revêtir l'aspect de toute bureaucratie non militaire. L'auteur met aussi l'accent sur l'impact des transformations technologiques sur l'organisation militaire et propose une typologie de l'autorité militaire qui distingue deux types idéaux : le leader héroïque, orienté par des valeurs traditionnelles comme l'honneur, admet que la fin explique les moyens ; le gestionnaire (*manager*) militaire, motivé par des valeurs collectives, cherche à atteindre des objectifs spécifiques à son groupe, dont la cohésion renforce sa légitimité. Dans la société militaire états-unienne, le militaire gestionnaire tend à remplacer le leader héroïque, en raison

notamment des adaptations du comportement face aux nouvelles technologies. La révolution technologique des armements modifie la mission traditionnelle des militaires. Ainsi, la préparation à la guerre cède le pas à la mission de dissuasion. Les chefs doivent tenir compte de plus en plus des problèmes politiques, économiques et sociaux⁷⁹.

La professionnalisation militaire est un processus établi sur le long terme. Il conduit progressivement à la formation d'une armée consciente de ses capacités, se croyant apte à exercer des fonctions de management politique. Certains auteurs s'interrogent alors sur l'impact de la doctrine dans le comportement militaire pendant que d'autres enquêtent sur l'ascension des doctrinaires de la sécurité nationale dans l'appareil d'État. Sous la plume du juriste argentin Gabriel Périès la doctrine de la sécurité nationale ressurgit comme un objet légitime de l'analyse des représentations stratégiques durant la guerre froide⁸⁰. La construction de l'ennemi est une opération intellectuelle analysée d'après les textes normatifs : le corpus des doctrines de l'ESG de Paris, centre d'excellence ouvert aux élites militaires latino-américaines. Selon l'auteur, les concepts de guerre psychologique et de guerre révolutionnaire sont forgés dans les années 50 par les officiers vétérans de la guerre d'Indochine (1946-1954) et se trouvent au cœur de la doctrine de la sécurité nationale. La guerre révolutionnaire et la sécurité nationale sont donc intimement liées.

La doctrine militaire offre un discours que produisent les forces armées sur leur rôle, leur fonction, la nature de l'ennemi, les relations qu'elles entretiennent avec la société civile. Ces représentations structurent la relation ami-ennemi à un moment donné des impératifs de la réalité politique et militaire⁸¹. Ceci étant, la doctrine de la guerre révolutionnaire légitime l'action politique des militaires car elle a un « potentiel de transformation » de la réalité qui se manifeste à travers la légitimation de pratiques éprouvées par l'armée française en Indochine et en Algérie.

La métaphore médicochirurgicale propre au vocabulaire politique de l'entre-deux-guerres est reprise dans la doctrine de la guerre révolutionnaire. Elle tend à identifier les communistes et tous les militants anti-colonialistes à un cancer se propageant à l'intérieur du corps social. Par ailleurs, Gabriel Périès tire de ces énoncés de phénomènes complexes comme, par exemple, la fascination pour l'ennemi et l'emprunt de ses pratiques⁸². Les théoriciens de la doctrine française s'approprient et transforment le discours de leurs ennemis à travers le transfert doctrinal. Tout d'abord, les pratiques révolutionnaires du Vietminh font l'objet d'une captation, puis ils

⁷⁹ Morris Janowitz, "Changing patterns of organizational authority: the military establishment", *Administrative Science Quarterly*, vol. 3, N° 4, 1959, pp. 473-493.

⁸⁰ Gabriel Périès, « Construire l'ennemi intérieur », *Cultures & Conflits*, n°43, 2001, pp. 100 – 112.

⁸¹ Gabriel Périès, « Stratégies de la fausse citation dans le discours de la doctrine de la 'guerre révolutionnaire' », Henninger .all., *Histoire militaire et sciences humaines*, Paris, 1999, éditions Complexe, pp. 61-85.

⁸² Gabriel Périès, « L'appel à l'ennemi, structure de la création doctrinale pendant la guerre froide », André Thieblemont (dir.), *Cultures et logiques militaires*, Paris, PUF, 1999, pp. 289-231.

s'approprient des idées révolutionnaires de Mao Tsé Tong et les utilisent dans l'élaboration de la doctrine de l'École de guerre. Leurs discours de pouvoir légitiment la capitulation de pratiques attribuées à l'ennemi. Ensuite, d'après l'auteur, le discours militaire français invente un modèle d'ennemi communiste qui permet d'universaliser la menace. Enfin, ils se préparent pour accueillir des stagiaires étrangers et ainsi exporter la doctrine.

Complémentaire à ses recherches, le travail de divulgation réalisé par la journaliste Marie-Monique Robin ouvre le débat en France et en Amérique latine, bouleversant la situation politique en Argentine, par exemple. Son enquête la conduit du sud de la France à l'Argentine, en passant par l'Algérie. Sur la trace des officiers vétérans des guerres de décolonisation, elle reconstruit le rôle de la France dans le soutien au régime argentin. La transmission aux officiers argentins de techniques codifiées dans l'ESG de Paris a lieu dans l'état-major argentin à Buenos Aires. Le quartier général de la mission militaire française est le lieu de rencontres entre les vétérans de la guerre d'Algérie et les Argentins. Les témoignages et les entretiens réunis par la journaliste complètent les archives du service historique de la défense et enrichissent considérablement cette thèse.

Les résultats de son enquête ont un impact très fort qui attire l'attention des spécialistes. Au Brésil, le sociologue João Roberto Martins commence alors ses recherches dans les revues militaires, où il trouve la trace des doctrines françaises⁸³. Intrigué par la concordance de dates entre la mission militaire française en Argentine et l'envoi de jeunes officiers en formation à Buenos Aires, il enquête sur l'introduction de la doctrine de la guerre révolutionnaire (DGR) au Brésil. En ce sens, dans de nombreux articles de revues militaires brésiliennes, il retrouve les indices d'importation de la doctrine : son analyse se concentre sur les concepts utilisés, permettant de remonter la filière de la *french connection*. Il s'agit au préalable de différencier la doctrine de la sécurité nationale de la DGR, en fonction de leurs origines disparates et des différents concepts utilisés. La guerre révolutionnaire constitue une doctrine de la guerre froide conçue en France pour affronter des menaces intérieures, particulièrement à travers la défense intérieure du territoire, un dispositif élaboré par les officiers français en Algérie. Elle est à l'origine de la doctrine de la sécurité nationale (DSN), avec laquelle elle partage plusieurs définitions. D'un autre côté, la DSN est élaborée aux États-Unis, orientée par des officiers français et fondée sur le besoin de conquérir l'État. La DGR est infiniment plus précise que la DSN, en ce sens qu'elle élabore des liens entre la guerre interne et la guerre externe.

Son objectif est de comprendre comment la doctrine française est introduite dans l'École de commandement et d'état-major de l'armée de terre, centre de formation spécialisé dans la

⁸³ João Roberto Martins, « A educação dos golpistas: cultura militar, influência francesa golpe de 1964 », communication présentée au congrès *The culture of dictatorship*, University of Maryland, USA, 2004.

planification stratégique. Il s'agit donc de comprendre l'impact de la doctrine sur la formation militaire et non plus son influence dans la légitimation de la répression. Mais les ambitions de l'auteur sont très grandes, il inaugure une ligne d'études sur la guerre révolutionnaire, à l'appui de nouvelles archives, dans un premier temps, de l'ESG de Rio de Janeiro⁸⁴. L'étude conceptuelle des énoncés de la doctrine permet de comprendre le lien fort entre l'anti-communisme des militaires brésiliens et l'appropriation de la doctrine française. Entre 1959 et 1974, date de la première conférence à l'ESG de Rio puis de l'écrasement de la dernière guérilla rurale, la DGR se propage très rapidement, à travers les élites civiles et militaires, au point de galvaniser les militants anti-communistes. L'auteur examine alors les usages de la doctrine française dans la planification des opérations contre-guérilla, en particulier en zone rurale⁸⁵. Dans un second temps, les archives de la ville de São Paulo permettent à Mariana Joffily de comprendre l'adaptation de la doctrine française à travers l'étude des opérations de police de grande envergure, menées contre les guérillas urbaines. Les résultats positifs de l'opération *Bandeirantes* encouragent les dirigeants brésiliens à vérifier son applicabilité à de nouvelles situations. En effet, la doctrine française est une technologie de contrôle social fondée sur le travail associé des services de police et militaires. C'est une méthode de classement de l'information et en ce sens elle permet d'exploiter à des fins militaires les renseignements réunis par les interrogatoires de police. Autrement dit, les militaires brésiliens s'inspirent de l'expérience française de maintien de l'ordre. Comme le soutient l'auteur, la capacité d'adaptation fait la force de la doctrine⁸⁶.

À l'instar de ces trois spécialistes nous affirmons que le Brésil n'est pas le pionnier dans l'étude de la guerre révolutionnaire en Amérique latine – ce rôle étant dévolu à l'armée argentine – mais réunit des éléments doctrinaux de différents pays, notamment français, britanniques et états-uniens⁸⁷. Les étapes du transfert des doctrines françaises s'étalent sur plusieurs années : l'armée brésilienne s'enrichit également de ses multiples expériences à l'étranger et entretient des relations suivies avec les États-Unis. Cependant, sur différents aspects la France est une référence politique, représentant l'évolution des orientations du Brésil en sécurité et défense.

Les relations entre les armées françaises et brésiliennes est un sujet d'études peu développé dans l'historiographie militaire et diplomatique. En raison des lacunes dans les études sur les relations militaires franco-brésiliennes, notre bibliographie est diversifiée. La guerre froide

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ João Roberto Martins, « Tortura ideologia: os militares brasileiros a doutrina da guerra revolucionária (1959-1974) », texte préparé pour la conférence de *Latin American Studies Association*, San Juan, Porto Rico, 2006.

⁸⁶ Mariana Joffily, *No centro da engrenagem. Os interrogatórios na Operação Bandeirante no DOI de São Paulo (1969-1975)*, thèse de doctorat d'histoire, Universidade de São Paulo, São Paulo, 2008.

⁸⁷ Gabriel Périès, « Un modèle d'échange doctrinal franco-argentin : le Plan Conintes 1951-1966 », Renée Frégosi (dir.), *Armées et pouvoirs en Amérique latine*, Paris, IHEAL éditions, 2004, p. 19-41.

comprend seulement une partie de notre étude car la périodisation montre l'entrée tardive de l'Amérique latine dans le conflit bipolaire. En d'autres termes, jusqu'aux années 60, l'historiographie des relations internationales du Brésil étudie différents aspects de la politique étrangère. Nous avons signalé l'importance des études culturelles dans l'historiographie sur les relations franco-brésiliennes et économiques dans celle sur les liens entre Rio et Washington. C'est pourquoi nous avons ces lacunes avec les ouvrages publiés en France concernant la guerre froide et traitant de la politique de défense.

Les études consultées analysent l'importance de l'armement dans la politique de dissuasion et insistent sur la relation entre l'industrie de défense et la diplomatie. Cette dimension des relations franco-brésiliennes n'a fait l'objet d'aucune analyse systématique, alors même que la France joue un rôle considérable dans la mise en place de l'autonomie stratégique du Brésil. Au contraire, ce sont des recherches portant sur la volonté d'autonomie internationale qui nous ont le plus enseigné à propos des relations franco-brésiliennes, en particulier la dépendance à l'égard des États-Unis, vécu comme un poids sur les deux rives de l'Atlantique. Cet aspect est directement lié à la renaissance des industries françaises et brésiliennes dans les années 60. Il existe une forte relation entre les stratégies et la politique d'armement, nous avons donc tiré les enseignements de l'historiographie abondante sur les forces armées.

Les forces armées brésiliennes ont fait l'objet d'un nombre très important d'analyses, comparable en France à celles portant sur la période de Vichy et la guerre d'Algérie. En grande partie, les études sont réalisées par des exilés brésiliens, le plus souvent, des anciens militants de gauche chassés par le régime. Mais une nouvelle génération de chercheurs embrasse le thème avec plus de distance et moins de subjectivité. Cette historiographie récente bénéficie de l'ouverture des archives.

L'accès à de nouvelles archives est possible depuis environ une dizaine d'années. Les pouvoirs publics rendent ainsi accessibles les documents sur les périodes d'ombres dans l'historiographie. Pourtant, il existe bien de restrictions quant à l'accès aux informations, comme nous verrons ensuite.

Notre objectif est d'approfondir les hypothèses soulevées par les R. Dreifuss, J. R. Martins et G. Périès. Tout d'abord, la doctrine française est la matrice militaire des régimes dictatoriaux sud-américains, contrairement aux discours militants des années 70 qui dénoncent la mainmise états-unienne sur les armées latino-américaines. Après ce premier constat nous interrogerons la relation entre la politique de sécurité et de défense et les questions politiques et économiques durant la guerre froide. Comme la France joue un rôle fondamental dans la formation des

officiers sud-américains, il existe de multiples transferts de sa doctrine. Les affinités électives entre officiers brésiliens et français suscitent le rapprochement des deux armées dans la conjoncture très particulière du régime militaire brésilien (1964-1985). Enfin, les États-Unis ne sont qu'un des vecteurs de la doctrine française, celle-ci étant à l'origine de nombreuses expérimentations politiques et militaires. Avec l'Argentine, le Brésil constitue l'immense laboratoire de la doctrine de la guerre révolutionnaire.

Nos recherches s'achèment ensuite vers d'autres terrains : le commerce des armes, la propagande française et le rôle des officiers français dans l'assistance aux Brésiliens. Autant de sujets distants des relations diplomatiques officielles qui nous plongent dans un passé occulté par les autorités militaires brésiliennes et françaises. Le déni de réalité s'appuie sur une procédure de protection des informations et la difficulté d'accès aux archives est proportionnelle à la capacité des autorités militaires à limiter la législation sur l'accès aux archives publiques. L'accès limité aux archives traduit la tendance de certains dirigeants à poursuivre la guerre par d'autres moyens, en particulier ceux de la mémoire.

L'étude que nous menons nous a conduits systématiquement à consulter de nombreuses archives diplomatiques et militaires, situées dans des fonds brésiliens autant que français. La documentation que nous avons consultée provient donc de différents fonds d'archives mais en grande partie du Quai d'Orsay, à Paris, et du Service historique de la défense, à Vincennes. Ce corpus de documents s'enrichit des archives diplomatiques de l'Itamaraty, à Brasília. Enfin, une moindre partie de nos sources provient de l'ESG et de l'état-major de l'armée de terre, à Rio de Janeiro.

Au fil de nos recherches ont surgi de nouvelles archives sur la présence française au Brésil. Contrairement à nos premières remarques, la documentation atteste de l'impact des différentes phases de concurrence et de coopération entre les États-Unis et la France dans la poursuite du dialogue avec le Brésil. Le plus souvent dans le cadre de l'Alliance Atlantique, ces relations triangulaires expliquent en partie pourquoi Washington reconnaît la compétence française en matière de lutte anti-guérilla et son utilité dans la stratégie de lutte contre le communisme en Amérique latine.

Les dossiers et les documents déclassifiés sur l'armée française se multiplient année après année, grâce à l'action de nombreux historiens et sociologues auprès du secrétariat Général pour l'administration, chargé d'étudier les demandes d'ouverture des archives. Pourtant, la situation des archives brésiliennes est très différente et nous observons alors l'immense difficulté des chercheurs à étudier l'adaptation de la doctrine française à l'armée brésilienne. La principale difficulté rencontrée est l'accès et l'utilisation de documents provenant du ministère de la

Défense français et du ministère brésilien des Affaires étrangères. Nous nous sommes alors interrogés sur la relation entre secret d'archives et secret politique afin de comprendre les raisons qui nous éloignent de la documentation militaire.

L'analyse critique des sources

Comprendre les conditions d'accès aux archives classées secrètes est une étape fondamentale de notre travail car la subtilisation des archives est la continuité du combat politique mené par les militaires. En effet, l'expérience française durant la guerre d'Algérie montre à la fois le besoin de maintenir le contrôle des informations mais aussi celui d'éliminer les preuves. À l'instar des militaires argentins interviewés par Marie-Monique Robin, les militaires brésiliens savaient que leur lutte intérieure ne s'acheverait pas avec leur victoire sur le terrain militaire. Contrairement à la guerre d'Algérie, la bataille menée par les militaires brésiliens se dirigeait à l'encontre de Brésiliens qui même morts, disparus ou en exil laissaient sur place une partie de leur famille. S'ils ont demandé des réparations, néanmoins, les familles ou les victimes elles-mêmes n'ont pas pu s'appuyer sur des preuves d'archives pour instruire leurs enquêtes.

Difficultés d'une recherche inhérentes à la nature des sources

Le problème de l'accès aux sources est crucial, il provient de la nature même du sujet de cette thèse. Les gouvernements français et brésilien ont pris soin de dissimuler les informations par le biais d'une législation spécifique, que nous tenterons de comprendre. Pour ce faire, nous analyserons les répercussions des choix politiques sur le régime de communication des archives.

Le 31 mars 1964, un coup d'État civil-militaire évince du pouvoir le président constitutionnel João Goulart (1961-1964). Le nouveau gouvernement s'appuie alors sur dix-sept Actes Institutionnels, édictés entre 1964 et 1969, qui se substituent dans leur exécution à la Constitution. Ces normes constitutionnelles ont force de loi et sont la source même du pouvoir militaire. Par ailleurs, la nature autoritaire du régime, son projet de transformation du Brésil et ses connexions avec l'étranger stimulent la production d'un très grand nombre de documents contenant des sujets classés secrets, ayant trait au respect de la sécurité nationale mais aussi à la sécurité du régime lui-même.

Durant les négociations autour de l'ouverture démocratique, ces documents sont jugés *sensibles* par les militaires et par l'élite civile alors au pouvoir. Le qualificatif traduit l'idée d'une menace à l'encontre de certaines affaires, commencées pendant la dictature, à l'encontre de la liberté des fonctionnaires engagés dans la répression politique, ou encore de la hiérarchie militaire. Par ailleurs, la protection des informations constitue le dernier maillon de la chaîne de commandement, où les dirigeants doivent protéger leurs subordonnés. Durant les dernières années du régime, l'armée brésilienne traverse l'une des plus graves crises de son histoire, sur elle pèse le bilan de 21 années de gouvernement autoritaire ou dictatorial. Ainsi, la publication, la diffusion et, surtout l'usage public des informations sur les dirigeants politiques et leurs subordonnés peuvent menacer le compromis démocratique passé entre les élites afin de sortir de l'impasse à la fin du régime militaire. L'accès aux informations fait l'objet de toute l'attention des dirigeants brésiliens, soucieux de ne pas perturber le fragile équilibre démocratique. Un des résultats des négociations, à la fin de la dictature, est la loi d'amnistie, publiée dans le Journal Officiel en 1979. Comme l'affirme John Dinges, à propos des dictatures latino-américaines en général :

À mesure que les gouvernements militaires cédaient la place à un pouvoir constitutionnel, les nouveaux dirigeants politiques choisissaient, malgré leurs volontés démocratiques, de ne pas poursuivre les crimes du passé. La paix fut négociée au prix de la protection des auteurs de crimes innommables, alors que l'armée restait puissante. L'impunité, sanctionnée par les gouvernements démocratiques, prit force de loi.⁸⁸

Les principaux articles et analyses sur l'ouverture démocratique et l'amnistie montrent la disposition peu favorable du gouvernement de transition, de José Sarney (1985-1990), à l'égard de l'ouverture des archives. Une même attitude a été suivie par les gouvernements ultérieurs, aussi bien celui présidé par Fernando Henrique Cardoso (1994-2002), un ancien exilé politique, que celui exercé par un des principaux adversaires du régime militaire, *Lula* (2002-2010). Les gouvernements changent mais le problème demeure : l'armée et ses anciens collaborateurs pressent les gouvernements d'interdire l'accès aux archives, dans l'intention d'empêcher toute tentative d'épuration politique. L'amnistie est une arme politique entre les mains des généraux afin de préserver l'impunité des exécutants et de protéger la chaîne de commandement.

La Commission d'Amnistie, constituée en 1978, conditionne la transition démocratique vers l'immunité pénale des militaires et ouvre le débat sur la possibilité de traduire en justice les agents de l'État dans l'exercice de leurs fonctions. Par conséquent, l'accès aux informations

⁸⁸ John Dinges, *Les années Condor. Comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*, Paris, La Découverte, 2005, p. 36.

publiques concernant la période dictatoriale est mis au centre du débat et il n'est pas question de procès, à l'instar de la France au sortir du régime de Vichy, ou encore de l'Argentine après la chute du régime militaire. Sans doute, l'analogie avec la France des années 40 est hasardeuse car le Brésil n'a jamais été occupé par une autorité étrangère avec laquelle le gouvernement aurait été amené à collaborer. Néanmoins, l'Argentine constitue un exemple bien plus parlant quant à la menace contre la solidarité étroite du corps des officiers.

L'exemple argentin fournit un excellent modèle de comparaison car il est à l'opposé de son voisin brésilien. Les chiffres des morts et des disparus pèsent lourdement contre la dictature argentine, accusée de crime contre l'humanité. Néanmoins, la répression menée par le gouvernement brésilien à l'encontre de ses opposants a aussi concerné un nombre très important de citoyens : traduits en justice, ils ont en grande partie survécu à l'emprisonnement et à la torture. Le groupe *Tortura Nunca Mais* estime ce nombre à plus de 30 000⁸⁹. La différence fondamentale ne réside pas dans les forces militaires ou paramilitaires engagées sur le terrain mais dans la planification de la transition démocratique. D'ailleurs, l'impact relatif de la dictature sur la société a été très fort aussi bien au Brésil dont le nombre de disparus s'élève à environ 385 personnes, qu'en Argentine où certaines estimations s'élèvent au chiffre de 30 000 morts et disparus.

En Argentine, l'ouverture ne s'accompagne à l'origine d'aucun garde-fou : à peine un an après la chute des militaires, les procès contre des militaires de rangs inférieurs débutent. Une des conséquences tragiques des condamnations fut le soulèvement des colonels commandants les troupes de choc responsables de la répression, les *Carapintadas*, en 1984. Solidaires de leurs camarades condamnés par les tribunaux civils, ils prennent d'assaut le palais présidentiel afin d'obliger le gouvernement de transition de Raul Alfonsín (1983-1989) à faire machine arrière. Le modèle argentin est condamné à l'échec.

Au Brésil, l'amnistie s'accompagne d'une amnésie programmée, c'est-à-dire de la volonté délibérée de cacher l'information sur la répression et, même au-delà, toute information provenant d'un organisme public pouvant avoir à faire avec la répression. Afin d'éviter un séisme au sein de l'élite politique, les dirigeants brésiliens ont inséré dans le processus d'ouverture une série de mesures limitant l'accès aux informations. La catégorie des documents *sensibles* peut alors s'élargir indéfiniment.

⁸⁹ *Brasil : nunca mais. Um relato para a história*, Petrópolis, Vozes, 1985 (20^e édition).

Une législation contraignante

Nous avons donc choisi d'être attentifs à la législation des deux pays, ce qui nous permet de connaître certaines limites imposées par la loi quant à l'accès aux informations. Selon la législation internationale relative aux archives, tous les documents antérieurs à 1980 devraient être disponibles. Aussi, logiquement, tant le gouvernement français que son partenaire brésilien devraient ouvrir leurs archives au public et parfaire le dialogue entre gouverneurs et gouvernés. Il s'avère que peu d'institutions respectent cette norme internationale. Effectivement, l'ouverture démocratique a remis à l'ordre du jour des débats publics l'accès aux informations des services de répression et, au-delà même, l'accès à toute la documentation concernant la période, partiellement encore inconnue des chercheurs. La constitution brésilienne de 1988, dans son article 5, paragraphe XXXIII, établit que « toute personne a le droit de recevoir des organismes publics les informations de son intérêt ou d'intérêts collectifs, rendues dans les délais fixés par la loi, sous peine de responsabilité, exceptées celles dont le secret [est] incontournable à la sécurité de la société et de l'État ».

En France, la politique d'État en matière d'archivage intègre une part plus ou moins grande de secret, elle provoque l'éloignement de toute demande d'information et de délibération, au profit de l'ordre et de l'efficacité⁹⁰. Dans l'intention de respecter ces principes généraux, la loi fixe le nombre d'années séparant la date de remise du document aux archives de la date à laquelle on autorise sa consultation publique. Relèvent d'un délai de cinquante ans les documents dont la communication porte atteinte au secret de la défense nationale, aux intérêts fondamentaux de l'État dans la conduite de la politique extérieure, à la sûreté de l'État, à la sécurité publique et au secret en matière de statistiques⁹¹.

L'Assemblée nationale reconnaît la responsabilité de certains ministères quant à la conservation des archives et fait le choix de respecter l'autonomie des ministères des Affaires étrangères et de la Défense. Cela se traduit par la conservation des archives dans des services dédiés ainsi que par l'absence de contrôle des Archives de France⁹². L'autonomie des archives et

⁹⁰ Vincent Duclert, « Le secret en politique au risque des archives ? Les archives au risque du secret politique. Une histoire archivistique française », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, n° 58, avril-juin 2000, p. 10.

⁹¹ *Rapport fait au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale sur le projet de loi relatif aux archives*, Sénat, document n° 146, séance ordinaire, 2007-2008, « Exposé général ».

⁹² *Réaffirmer le principe d'autonomie des assemblées parlementaires garant d'une meilleure accessibilité de leurs archives*, Sénat, <http://www.senat.fr/rap/107-146/107-1462.html#toc102> (adresse Internet consultée le 10 octobre 2009).

donc de l'information préserve l'armée et le Quai d'Orsay de tout contrôle sur l'information qu'ils livrent au public.

Malgré la similitude de ces législations, la réalité dans les deux pays diffère profondément. Contrairement au Brésil, des procédures dérogatoires sont mises en place en France afin de permettre la lecture de certains documents ; ces procédures ne permettent cependant pas la communication de toutes les informations contenues dans les archives. Dans certains cas, elles se limitent à autoriser la lecture des documents. La libéralisation des archives publiques en France, prévue par la loi ratifiée par l'Assemblée nationale en juin 2008, attribue « à la seule autorité politique dont [les archives] émanent le droit de délivrer des autorisations de consultation anticipée, à l'exclusion de tout mandataire »⁹³.

La transparence est le signe d'une démocratie achevée, honorant le contrat social entre les pouvoirs publics et les citoyens. A l'inverse, les régimes qui cultivent un goût prononcé pour le secret et l'opacité dans leur mode de fonctionnement sont rangés parmi les pays peu ou pas du tout démocratiques⁹⁴. Entre les régimes démocratiques et les régimes autoritaires, la différence réside dans le statut du secret en politique et dans l'État. Si les premiers le considèrent comme un moyen de gouvernement et un moindre mal, les seconds en font à l'opposé un principe de gouvernement et une loi supérieure.

D'après Georgette Rodrigues, le gouvernement brésilien a déterminé dès 1977 la façon dont il allait traiter ses archives : destruction des archives secrètes, ultrasecrètes et réservées sous contrôle⁹⁵. En d'autres termes, toutes les informations émanant du gouvernement brésilien qui pourraient servir à l'écriture de cette thèse ont disparu ou se trouvent conservés dans des fonds peu accessibles. L'opacité héritée de la dictature est une difficulté inhérente à cette recherche.

Au demeurant, la comparaison avec la France est révélatrice d'une tendance internationale : durant les années 90, les archives dites *sensibles* se ferment au public. Le projet de loi de 2008 rend plus complexe l'accès à certaines archives de nature éminemment politique, comme celles du Premier Ministre ou du chef de l'État (qui sont en effet les principaux *clients* des services de renseignement), tout en créant des raccourcis administratifs pour que d'autres documents, moins politiques, soient consultables.

Le débat s'oriente vers le contrôle que le ministère des Affaires étrangères peut maintenir sur ses archives, déclassifiant certaines mais en préservant d'autres jugées *sensibles* par la commission interne. Dans ce cas de figure sont rangés les documents sur le voyage du général de Gaulle, en octobre 1964, ainsi que ceux sur la coopération militaire entre 1969 et 1972. Quel que

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ *Rapport fait au nom de la commission des Lois constitutionnelles, op. cit.*

⁹⁵ Georgette Medleg-Rodrigues, « Arquivos, anistia política justiça de transição no Brasil: onde os nexos? », *Revista Anistia política justiça de transição*, Brasília, Ministério da Justiça, n° 1, 2009, pp. 136-152.

soit le degré de protection de la documentation, si elle a déjà fait l'objet d'une consultation, elle ne peut rester protégée par la loi du secret. Pourtant, le délai de consultation peut se prolonger de façon indéterminée et en fonction du danger que représente le document pour la sécurité de la société et celle de l'État. Là où la culture est puissante et où elle déborde la trame de plus en plus serrée des règles édictées par l'institution, le corps est d'élite⁹⁶. C'est pourquoi l'élitisme du corps diplomatique complique les recherches menées par l'historien. Il s'agit aussi bien de la tendance générale du gouvernement brésilien que de l'attitude de ses nombreux partenaires sur la scène internationale.

Les archives militaires ne sont pas accessibles en raison des délais de consultation mais, surtout à cause de l'élimination de nombreuses archives. Il va de soi que la plupart des archives créées pendant les périodes de forte répression ou de coopération stratégique entre la France et le Brésil ont été occultées ou bien détruites. Les informations secrètes échangées entre les militaires brésiliens et français n'ont pas fait l'objet d'un registre écrit. Membres des services de renseignement, riches de l'expérience de la clandestinité, ces observateurs exceptionnels n'ont pas laissé de trace, même si de nombreux indices nous permettent d'émettre l'hypothèse d'une relation très étroite durant les années de plomb (1969-1974).

Cette recherche peut se révéler improductive. En dépit d'une masse fort importante de documents (plus de 9 000 pages consultées dans tous les fonds documentaires tant en France qu'au Brésil), les nombreuses archives lues ne contenaient que peu d'informations pertinentes vis-à-vis des transferts militaires franco-brésiliens. En effet, la bureaucratie diplomatique produit beaucoup d'archives souvent inutiles pour notre thèse. Mais de toute évidence cette difficulté provient aussi de la nature même de notre sujet qui nous oblige à tenter de contourner le secret.

La barrière du secret

L'État doit assurer la confidentialité de certaines informations afin de protéger ses agents et sa propre intégrité. Le paradoxe des régimes démocratiques est précisément d'œuvrer en faveur d'une plus grande transparence tout en préservant leur propre sécurité, celle de leurs projets politiques et, surtout, celle de leurs agents dans l'exercice de leurs fonctions. Par ailleurs, la neutralité des fonctionnaires publics inclut la capacité professionnelle à ne pas dévoiler le motif des décisions ou des mesures prises à l'égard ou à l'encontre de telle ou telle catégorie de citoyens⁹⁷. Enfin, il est attendu des fonctionnaires qu'ils sachent garder la confidentialité des

⁹⁶ André Thiéblemont (dir.), *Cultures et logiques militaires*, Paris, PUF, 1999.

⁹⁷ Claude Giraud, *Du secret. Contribution à une sociologie de l'autorité et de l'engagement*, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 107.

informations secrètes indéfiniment. Cette attente s'accompagne de menaces de sanctions pénales lorsque ce sont des politiques secrètes qu'exécutent les fonctionnaires. Dans notre thèse, le secret politique se confond avec les politiques secrètes, en d'autres termes, la protection des archives vise à protéger une coopération militaire restée secrète.

Le sociologue Claude Giraud propose d'analyser le secret comme une marque de hiérarchie en même temps qu'une mesure de protection de l'information. Le secret agit comme une ligne de défense matérialisée par une série de règlements, établis afin de couper toute communication entre les décideurs et la société civile. Il se traduit tant par une difficulté d'accès aux documents que par une pratique de dissimulation voire de destruction des archives. Toutefois, les secrets qui constituent les politiques secrètes sont distincts de ceux conservés dans les archives. Le secret d'archives ressemble davantage à une routinisation de la hiérarchie institutionnelle, tandis que le secret politique se concentre dans les cercles de pouvoir où se réunissent les décideurs. Partant, les archives secrètes conservent une information dissimulée, parfois sans lien explicite avec les politiques secrètes mais figurant comme l'objet-même de la dissimulation, résultat d'une double procédure visant à protéger l'information et à décourager toute demande de consultation. D'après une observation superficielle, aucun lien de causalité ne surgit entre secrets d'archives et secrets politiques.

À l'inverse des archives françaises réunies soit à la Courneuve soit à Vincennes, dont le classement facilite le travail des chercheurs, la documentation brésilienne se trouve dispersée entre les différentes dépendances de l'Archive à Brasília. Deux institutions conservent des documents diplomatiques, l'*Arquivo Nacional* et les Archives de l'Itamaraty, à Brasília, en revanche aucun classement ne simplifie l'investigation. Cette déviation par rapport à la norme institutionnelle – puisqu'il s'agit des documents produits par l'Itamaraty – n'est pas due au hasard. À la fin des années 90, une personne restée anonyme mais selon toute vraisemblance appartenant à l'ancien Service national d'informations (SNI) dépose à l'entrée du siège des archives, à Rio de Janeiro, plusieurs cartons classés secret défense. L'*Arquivo Nacional* conserve cette série de cartons émanant des différents organismes de l'Itamaraty chargés de l'information et de la répression extérieure : le *Centro de Informações do Exterior* et la *Divisão de Segurança e Informações do Ministério das Relações Exteriores* (DSI/MRE). Même si elle ne figure pas au centre de notre analyse, cette série archivistique a suscité notre intérêt. Un des documents consultables révèle la demande réitérée de l'Itamaraty auprès des autorités françaises pour obtenir des informations provenant d'organismes comme la Division de sûreté du territoire (DST). Ce premier indice d'une collaboration entre services d'informations franco-brésiliens nous a conduits à étendre l'enquête vers d'autres séries archivistiques et à chercher avec minutie les rares noms des agents brésiliens cités.

À l'exclusion de cette série archivistique, les Archives de l'Itamaraty dénotent un fort aspect administratif et leur classement répond à des critères propres au Ministère. Les Archives traduisent la version officielle de la diplomatie brésilienne quant à ses stratégies d'expansion, son intérêt pour les relations militaires, les accords avec la France, les contrats entre instituts militaires, les conflits diplomatiques, etc. Ici plus qu'ailleurs, le secret est à la base de la structure administrative car les archives sont classées en fonction du degré de secret : *secret défense*, *secret*, *confidentiel* et *ostensible*. À l'intérieur de ce classement, on décèle les structures d'origine qui ont produit le document. Le plus souvent, les requêtes auprès de la session de documents *spéciaux* (*Sessão de Correspondência Especial*) sont peu concluantes. D'après l'historien Antônio Carlos Lessa, la plupart des documents ultra secrets, essentiels dans la reconstitution des procédures diplomatiques, se trouvent toujours dans les bureaux des diplomates, des ministres, des hauts fonctionnaires, voire dans les ambassades. Ce dernier cas de figure correspond à l'ambassade du Brésil en France, qui conserve l'intégralité des archives de l'attaché militaire⁹⁸.

Or, la documentation que nous avons consultée au Quai d'Orsay et au ministère de la Défense provient des attachés militaires français au Brésil. Il est impossible de connaître les activités de son homologue brésilien dont les archives sont toujours gardées à l'ambassade du Brésil à Paris. Par ailleurs, il n'existe aucun document sur les attachés militaires brésiliens. En revanche, on peut connaître les activités des services d'information de l'ambassade, déposés à l'*Arquivo Nacional*. Ce croisement des données permet de réunir quelques rares informations sur les officiers brésiliens envoyés en France.

Les Archives du Quai d'Orsay ne sont pas ouvertes dans leur intégralité. Il en va de même du Service Historique de la Défense, où de lourdes restrictions sont imposées. Dans un cas comme dans l'autre, toute communication requiert l'autorisation du responsable du service. En l'état actuel de nos recherches, nous avons consulté une grande partie des documents produits par les attachés militaires. Pourtant, la documentation de l'Itamaraty sur les relations avec la France est fort décevante et ne révèle aucun secret. Nous pouvons à peine connaître l'auteur des documents car de nombreux télégrammes ne sont signés que par les initiales et qu'il n'existe aucun registre accessible sur les membres des chancelleries. Il en va de même pour les documents que l'Itamaraty conserve sur les missions françaises. Sans doute, ce sont les synthèses de la situation politique française que nous intéresse le plus puisqu'elles permettent d'analyser la perception que les Brésiliens ont de la France.

⁹⁸ Entretien avec l'auteur, avril 2009.

Une fois franchie la barrière de protection des archives par l'obtention d'une dérogation, le lecteur se trouve face à un autre problème : celui des rouages internes de l'Administration. La manière de transmettre l'information ainsi que les sujets traités sont le reflet d'une culture politique : passant par différents filtres idéologiques, les informations sont fréquemment manipulées et déformées pour mieux servir les besoins des dirigeants politiques. En passant par ces divers filtres institutionnels, politiques et individuels, les informations s'imprègnent de l'idéologie dominante.

Ces comptes rendus s'adressent, par ordre de priorité, à l'ambassadeur, au Premier ministre, au ministre de la Défense nationale (des Forces Armées ou des Armées selon la période), au Secrétaire général du Quai d'Orsay, au chef de l'état-major de l'armée de terre, aux Secrétaires d'État et enfin au chef d'état-major du 2^e Bureau. Les synthèses d'informations regroupent des renseignements obtenus à travers les contacts dans l'armée brésilienne ; les réseaux d'informateurs de l'attaché militaire constituent des sources importantes qu'il ne parvient pas toujours à transmettre. Enfin, selon le budget alloué à l'ambassade, l'attaché militaire est secondé par un adjoint, appartenant généralement au SDECE. S'il est impossible de connaître à la fois le bien fondé des informations produites et l'usage que les responsables politiques en font, nous pouvons, néanmoins, comprendre l'élaboration des informations. Derrière la structure visible de l'ambassade, les réseaux français mobilisés informent et répandent une information.

Les travaux de l'attaché militaire sont perpétuellement incomplets et compromis par les changements systématiques des responsables de poste. Tous les trois ans, son occupant quitte ses fonctions pour regagner la métropole. Outre les problèmes d'ordre techniques que cela suppose – constituer des archives *in situ* pour assurer la continuité des affaires – ces changements suscitent des difficultés d'analyse : l'échec ou la réussite des missions est-il dû à la qualité professionnelle des attachés militaires ou bien aux circonstances difficiles dans lesquelles ils agissent ? Le principal problème affronté est lié à l'instabilité des gouvernements brésiliens et français. Entre 1945 et 1958, l'instabilité endémique de la IV^e République rend plus difficile le dialogue entre les ambassades et les gouvernements. Le changement de gouvernement est très souvent accompagné d'un changement dans les portefeuilles des Armées et des Affaires étrangères de sorte que la continuité est assurée par des Secrétaires d'État souvent responsable de divers dossiers. Autant dire que les dossiers sont parfois envoyés d'une Direction à une autre, ce qui relègue l'attaché militaire au Brésil à une position marginale dans les priorités du gouvernement.

Le rapport de fin de mission constitue la documentation de base de chaque attaché militaire. Il est analytique, pratique, clair. Aussi, il reproduit les codes du langage du ministère des

Armées et sert donc de guide pour les relations militaires. Le message n'est pas crypté. Mais il requiert aujourd'hui une familiarité avec le thème car le langage est parsemé d'euphémismes et d'allusions évocatrices pour les interlocuteurs. Nous devons malgré tout déchiffrer le message à l'appui d'une analyse de la conjoncture politique. La démarche est d'autant plus riche que certains documents surprennent par leur clarté alors que d'autres ne traduisent aucune activité d'intérêt. L'urgence des situations oblige à une information claire et rapide, même si les informations secrètes sont systématiquement protégées. Les documents clairs sont plutôt rares, en raison de la prudence des attachés militaires et de la réelle efficacité du système de protection des archives. Le registre des documents – inscrits en haut de chaque page – permet de retracer leurs parcours et de déterminer où les lacunes se trouvent. Nous n'avons donc pas accès à tous les documents et certains dont nous connaissons pertinemment l'existence demeurent inaccessibles.

La documentation que nous avons réunie résume les activités de deux ou trois années de séjour souvent intenses. Ce sont des documents techniques et informatifs, dont l'objectif est clairement défini de prime abord : constituer la documentation de base à transmettre aux successeurs. L'économie des détails est regrettable, dans le cas des rapports de fin de mission. Elle est compensée par la richesse des informations dans les comptes rendus mensuels. Ces différents bulletins de renseignement ne sont pas entièrement accessibles et reproduisent une information à caractère urgent, souvent non vérifiable. D'un autre côté, l'analyse des difficultés des missions permet de mesurer le degré d'intégration de l'attaché militaire dans le réseau français au Brésil et la proximité avec les officiers brésiliens. Les rapports de fin de mission constituent des documents précieux et utiles, nous l'avons déjà dit, même s'ils introduisent un filtre déformateur, difficile à évaluer. Notre regard sur l'armée brésilienne demeure donc déformé. La quantité d'informations rassemblées dans les rapports est un indicateur du capital de connaissances accumulé dans les archives de l'ambassade. Ces éléments réunis, nous pouvons alors mesurer la place de l'outil militaire dans la diplomatie française au Brésil et réfléchir sur son degré d'autonomie vis-à-vis de l'ambassadeur.

L'autocensure constitue l'autre difficulté. Mécanisme de contrôle de l'information, elle conditionne les formes d'expression avant d'en permettre la diffusion. Toute recherche basée uniquement sur la documentation ouverte de l'Itamaraty, du ministère de la Défense ou du Quai d'Orsay reste incomplète et, parfois, ne produit aucun résultat satisfaisant. Nous devons alors prendre des précautions liées systématiquement à l'analyse externe du document : des informations sur l'attaché militaire, sur le Secrétaire d'État ou le chef de l'état-major, sur le contexte franco-brésilien et sur les lieux de production du document, etc.

La production des documents diplomatiques répond à une hiérarchie d'accès aux informations : le classement des documents respecte une échelle de valeurs de l'information et correspond à une hiérarchisation des personnels pouvant avoir à connaître ces secrets⁹⁹. En principe, l'information soumise au secret est produite dans les cercles fréquentés par l'élite du pouvoir et ne dépasse pas le cadre des agents exécutants. C'est le cas des archives du ministère des Affaires étrangères et notamment de la coopération militaire durant les années de plomb (1969-1974). Celle-ci constitue une politique secrète et certains documents sont écrits à plusieurs mains. C'est toutefois seulement l'attaché militaire qui signe, de sorte que nous ne pouvons pas connaître avec certitude la composition de son équipe de travail. Cette information nous aurait permis de déterminer s'il collabore avec les services brésiliens.

Contrairement à la politique secrète dont le contenu est souvent censuré, nous pouvons analyser les secrets politiques à travers une étude sur archives. La production du secret est une des étapes de construction de l'édifice hiérarchique de l'État. Il est donc possible de suivre la trajectoire d'un sujet particulier depuis son élaboration par le Secrétaire et l'envoi à son supérieur jusqu'à la décision finale du ministre d'État. En principe, la plupart des documents administratifs, y compris ceux du service de renseignement, sont archivés. Le plus souvent, ils existent en plusieurs exemplaires car il sont reproduits et expédiés à plusieurs institutions, laissant ainsi des traces dans les différents secrétariats d'administration. L'attaché militaire envoie sa correspondance à l'ambassadeur de France, au Secrétaire général du Quai d'Orsay, au Secrétaire d'État aux forces armées, au chef de l'état-major et, à partir de 1958, au Premier ministre.

⁹⁹ Claude Giraud, *Du secret...*, *op. cit.*, p. 112.

Le problème de l'accès aux documents influe directement sur l'écriture de l'histoire : il empêche de jeter une lumière nouvelle sur cette période proche et familière, créant ainsi un déséquilibre entre une mémoire surabondante issue des témoignages et une histoire encore qui reste largement à écrire. La courte distance séparant l'objet de l'historien surgit comme un des principaux obstacles de cette étude et se traduit surtout par une difficulté à obtenir des informations.

Notre principale méthode de travail a été le croisement des données d'archives provenant des différentes institutions. Nous avons essayé de contourner la barrière du secret. Tout d'abord, nous essayons de comprendre quelles sont exactement les fonctions de l'attaché militaire. Ensuite, nous étudierons la trajectoire des attachés militaires qui arrivent au Brésil puis le changement stratégique français durant les guerres coloniales. Enfin, nous analyserons l'impact de la rencontre entre les officiers d'Algérie et les officiers brésiliens, en s'interrogeant sur leurs relations avec les industries françaises installées au Brésil.

À travers ces archives, nous proposons d'observer l'intérieur des chancelleries diplomatiques, le mode opératoire de l'attaché militaire et de son équipe pendant cinquante ans de relations bilatérales¹⁰⁰. Le développement quantitatif et qualitatif des forces armées au Brésil bénéficie du concours de la France, en raison de la qualité de ses ressources humaines ; Paris consolide ainsi sa position auprès de l'armée brésilienne. Nous mettons donc en perspective les objectifs sur le long terme de la diplomatie française pour mieux en examiner les résultats.

¹⁰⁰ D'un côté, le 2^e Bureau constitue la maison mère des services spéciaux français, dont la dénomination varie selon les périodes. L'expression se réfère au Deuxième Bureau de l'état-major général de l'armée de terre, créé en 1871. D'un autre, dans le ministère des Affaires étrangères, la Direction Amérique désigne l'organisme d'État responsable de la coordination et de l'administration des relations avec les pays du continent américain.

Partie 2

France-Brésil : une alliance périphérique (1947-1962)

L'objectif de cette partie est de comprendre les difficultés rencontrées par la France, dans ses relations avec le Brésil. Jusqu'en 1954, nous observons que la politique coloniale française est l'objet d'attaques brésiliennes. La position de l'Itamaraty sur ce point est cependant très ambiguë. Alors qu'il soutient le colonialisme portugais, en même temps et au besoin, les diplomates brésiliens savent utiliser la rhétorique anti-coloniale dans certaines négociations internationales. Compte tenu des priorités brésiliennes d'alliance avec Washington, la France n'est qu'un allié mineur. Vis-à-vis des grands industriels brésiliens, les faibles retombées économiques des échanges commerciaux justifient la distance qui se creuse entre les deux gouvernements, à partir des années 1958.

Le peu d'intérêt à développer les relations politiques est le résultat des faibles échanges économiques jusqu'alors. En 1945, la France occupe la 8^e position parmi les partenaires économiques du Brésil, quinze ans plus tard, sa position n'a guère évolué en raison des difficultés économiques brésiliennes, en partie dues à la crise du café¹⁰¹. En effet, le Brésil n'occupe que le 14^e rang parmi les acheteurs de la France et seulement le 18^e parmi ses fournisseurs. Les exportations françaises vers la France s'élèvent à 23,5 milliards de francs alors que les importations en provenance du Brésil s'élèvent à 20,4 milliards, soit un déficit de 3,1 milliards de francs¹⁰². Pour ouvrir le marché brésilien aux produits français, la France devrait accroître ses importations. Mais les bénéfices tirés du commerce colonial réduisent l'intérêt pour elle d'importer des produits tropicaux : le cacao et le café brésiliens sont en concurrence avec ceux produits dans l'Union française qui jouissent alors de tarifs douaniers préférentiels.

Les investissements de capitaux français vont évoluer au long de la première moitié du XX^e siècle : ils prennent d'abord la forme de prêts à des organismes de droit français (Société de Sucreries brésiliennes, par exemple) ou de droit brésilien (Compagnie de Chemin de fer São Paulo-Rio Grande, Compagnie du *Port of Pará*, Banque Hypothécaire de Minas Gerais, pour citer quelques exemples). Puis, après la Seconde Guerre mondiale, les sociétés françaises créent des filiales : Rhône-Poulenc, Pont à Mousson, Schneider. En 1958, des placements s'effectuent sous la forme d'apports de matériels (Simca do Brasil), marquant l'évolution des échanges économiques lors de la période de plus grande croissance de l'économie brésilienne (en 1960). Au total, le montant des capitaux français investis dépasse largement les 100 milliards de francs et les groupements industriels ou financiers français y investissent depuis longtemps au Brésil des sommes considérables¹⁰³.

¹⁰¹ Antônio Carlos Lessa, « Os vértices marginais... », *op. cit.*, p. 28-58.

¹⁰² *Note sur l'expansion économique française au Brésil*, Jean Claude Morel, 5 octobre 1959, AMAE, carton 72.

¹⁰³ *Ibid.*

Les engagements financiers à moyen terme atteignent le chiffre de 36 milliards de francs et le Brésil est, après l'Iran, le principal débiteur de la France. En présence de ces importants investissements privés, tout litige pourrait avoir des conséquences politiques désastreuses. Jusqu'en 1964, la négociation des dettes brésiliennes limitent les marges du dialogue bilatéral¹⁰⁴. En ce sens, le principal intérêt du gouvernement français est de voir la question de la dette résolue, avant de prendre de nouveaux engagements politiques. C'est pourquoi le dialogue entre chefs d'État est rarement suivi de réalisations importantes. Pour le Quai d'Orsay, le Brésil reste un partenaire lointain. En termes économiques, ce sont des relations marginales. Qu'en est-il des relations politiques ?

Elles le sont d'autant plus si nous les comparons aux échanges suivis que Rio et Paris entretiennent avec Washington. Nul ne doute qu'après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis conquièrent une position hégémonique, en raison de leur soutien très important aux forces alliées ; mais aussi grâce à leur politique d'expansion économique. Dans le cas du Brésil, l'alliance avec les États-Unis remplace le système construit avec l'Europe. La décision de mettre en place ce partenariat résulte moins d'un calcul idéologique que d'un choix pragmatique. Le nouveau contexte exige l'adaptation à l'effort de guerre et seuls les États-Unis sont en mesure de poursuivre la dynamique de modernisation¹⁰⁵.

Il s'ensuit que les relations franco-brésiliennes sont aussi marginales dans le cadre de la guerre froide, système de valeurs dans lequel le concept de tiers monde va prendre sens à partir du milieu des années 50. Dans cette perspective, la réalité de ces relations n'a de sens qu'en rapport à l'affrontement principal avec l'expansion internationale du communisme et par extension de l'Union soviétique. L'unique destin du Brésil serait ainsi de s'agréger ou de se dégager de l'un ou l'autre des camps opposés.

L'exagération de la menace soviétique sert à réaffirmer la domination états-unienne et celle des élites économiques, selon les conjonctures nationales et le degré d'intégration économique du Brésil dans le système international¹⁰⁶. Les politiques d'alignement sur les États-Unis trouvent une explication dans l'importance des groupes industriels de pression, liés aux intérêts de l'industrie d'armement états-unienne ou européenne. Dans une certaine mesure, en fonction des gouvernements et de leurs dispositions plus ou moins favorables aux *lobbys* de l'industrie militaire, l'attitude de la France change.

Du côté français, il est donc primordial de maintenir l'empire colonial, de conserver les derniers vestiges de la puissance française et d'éviter un délitement complet de sa présence dans

¹⁰⁴ Antônio Carlos Lessa, « Os vértices marginais das vocações universais: as relações entre a França o Brasil de 1945 a nossos dias », *Revista brasileira de política internacional*, n. 43, 2000, p. 28-58.

¹⁰⁵ Franck McCann, *The Brazilian-American Alliance, 1937 – 1945*, Princeton, Princeton University Press, 1979.

¹⁰⁶ René Armand Dreifus, *1964 : A conquista do Estado. Ação política, poder golpe de classe*, Petrópolis, Vozes, 1981, p. 26.

le monde. Selon sa diplomatie, les États-Unis et l'Union soviétique rivalisent pour remplir les espaces laissés vacants par la tourmente de la guerre ne lui concédant que peu de place. Il est cependant à noter que la principale difficulté de la France réside d'abord dans ses institutions qui se réforment en 1946. Le passage à la IV^e République va induire une instabilité chronique due à la nature du système parlementaire choisi.

Dans ce contexte, le degré d'autonomie des forces armées par rapport à la politique étrangère change en fonction de l'autorité des gouvernements et des intérêts corporatifs. Nous proposons de subdiviser la période en deux ensembles : de 1945 à 1961 et de 1962 à 1974. D'un côté, ce découpage chronologique s'explique par la décision française de promouvoir l'auto-détermination de l'Algérie, mettant un point final aux guerres coloniales en Afrique du Nord. De l'autre, il s'explique par le basculement de l'Amérique latine dans la guerre froide et, surtout par les changements qu'implique l'entrée en fonctions du président Goulart (1961-1962). À l'intérieur de chaque période, des moments de plus grande autonomie des militaires sont observables. Ensuite, jusqu'en 1958, des deux côtés, les forces armées sont des outils militaires de négociation, bénéficiant de peu d'autonomie, par rapport aux orientations de la politique étrangère. Après cette date, nous observons différents moments où le degré d'autonomie dépend de la hardiesse des deux gouvernements.

Nous nous proposons d'étudier dans cette partie l'échange de correspondance entre l'attaché militaire, le Secrétaire général et le chef de l'état-major de l'armée de terre. Dans un premier temps, nous observerons le changement qu'implique la décolonisation sur la politique étrangère de la France. Lors des guerres coloniales surgissent de nouvelles prérogatives politiques, vis-à-vis de la conservation des territoires et des objectifs français. Puis nous verrons ce qu'implique le déplacement de l'intérêt stratégique de la France, du Sud-Est asiatique vers la Méditerranée. Effectivement, c'est autour des négociations portant sur le contrôle de l'espace Atlantique que les relations franco-brésiliennes reprennent. Il s'agit moins d'un intérêt pour le Brésil que d'une nouvelle perception de l'Atlantique Sud dans la stratégie française. Malgré ce nouvel intérêt pour l'hémisphère Sud, il est important de comprendre pourquoi les tensions politiques freinent le dialogue militaire.

Au Brésil, l'armée française joue un rôle remarquable, surtout lorsque l'on observe soixante ans de relations bilatérales. Certes, le contenu des références à la France varie beaucoup selon les périodes et nous le verrons. Que le Brésil soit confronté à la collaboration de Vichy avec l'Allemagne nazie, durant la Seconde Guerre mondiale, ou à la concurrence avec les États-Unis, dans l'après-guerre, la France n'en reste pas moins une référence constante. Mais les références n'expliquent ni les échecs ni les succès des relations bilatérales que nous devons examiner à partir

de l'intérêt des gouvernements. Le prolongement de la perspective historique fait ressortir les continuités et les ruptures.

Comment l'armée française prépare-t-elle le terrain idéologique sur lequel se fonde l'édifice militaire brésilien ? La réponse à cette question se trouve dans les années 1920-1940. L'armée de terre brésilienne s'inspire de l'armée française. D'ailleurs, la Mission militaire française, ou mission Gamelin, est le principal véhicule de transmission des premières doctrines françaises. Nous ne pouvons pas faire l'impasse sur cette période charnière des relations franco-brésiliennes. Les formations militaires et les expériences de combat constituent des éléments d'une culture politique commune. Les trajectoires étudiées apportent des éléments permettant de reconstituer les principales pièces du mécanisme diplomatique. Ces parcours communs, considérés dans leur ensemble, dessinent un modèle d'officier brésilien.

Chapitre 1 : L'héritage de la mission Gamelin

Le gouvernement brésilien engage la mission Gamelin en septembre 1919, à peine trois mois après la signature du traité de Versailles (28 juin 1919). Les raisons du recours à une mission militaire étrangère pour réformer l'armée de terre sont diverses. Sans entrer dans le détail des facteurs influant sur la décision d'engager une mission française, nous observons l'appel récurrent aux modèles étrangers pour résoudre les problèmes de politique intérieure. En effet, les ministres de la Guerre expriment dans les rapports annuels des revendications communes à l'armée de terre, leurs propositions, formulées dans les longues réunions entre le cabinet du ministre et l'état-major, s'inspirent des exemples étrangers : l'introduction du service militaire obligatoire, la réorganisation des unités militaires et des casernes, la nouvelle répartition spatiale des effectifs militaires, la rénovation des arsenaux, l'adoption d'une doctrine militaire, etc.

Le contrat complète l'ensemble des réformes entreprises dans l'armée de terre, depuis le début du XXe siècle. Ce mouvement est commun à plusieurs pays sud-américains, qui associent à cette œuvre réformatrice les puissances européennes. Mais du côté français, le contrat de la mission répond à une logique d'expansion internationale. Il s'agit de la conquête de nouveaux marchés pour les jeunes industries d'armement, dont l'essor est alors notable. Les intérêts économiques sont un des facteurs de rapprochement. C'est pourquoi la mission rentre dans un contexte plus large de concurrence franco-allemande. En effet, l'établissement d'une zone d'influence est une des formes les plus actives d'expansion des États industriels. Le contrat de la mission marque la victoire de la France dans une zone où l'Allemagne est particulièrement influente.

Dans l'entre-deux-guerres, les relations militaires franco-brésiliennes atteignent leur apogée dès lors que l'armée française obtient un contrat d'exclusivité pour la modernisation de l'armée brésilienne. Ainsi, un rapprochement très fort entre les deux pays marque la période. Au premier contrat, signé à Paris, en 1919, six autres lui succèdent. Lorsqu'on observe l'ensemble des contrats, entre 1919-1938, quatre grands objectifs ressortent en permanence. D'abord, l'instruction des officiers, perçue comme un moyen d'unifier la doctrine de guerre. Puis la réforme de l'état-major, nécessaire pour renforcer l'autorité de la hiérarchie sur le corps des officiers. Par ailleurs, la refonte de l'enseignement militaire supérieur crée un corps d'officiers d'état-major compétents et capables de relayer les officiers français, dès lors que le contrat de la mission se termine. Enfin, la modernisation de l'équipement militaire renforce le pouvoir de l'armée de terre et assure à la France un débouché pour ses industries d'armement. Une des principales clauses du contrat, du moins jusqu'en 1933, consiste en concessions à la France de

l'exclusivité sur la fourniture de matériels de guerre à l'armée brésilienne. En effet, le Brésil acquiert alors son équipement de l'armée française et notamment ses premiers avions et chars de combat. Mais l'héritage le plus important est légué par la réforme de l'état-major.

La mission Gamelin connaît différentes périodes, caractérisées à la fois par la personnalité des chefs militaires et par la conjoncture politique. Nous distinguons trois moments. De 1920 à 1930, les officiers français sont responsables de l'enseignement dans les écoles supérieures militaires : c'est la période de formation des officiers supérieurs. Entre 1930 et 1934, la mission forme les instructeurs brésiliens qui prennent la relève des Français dans les écoles d'état-major. 1934-1940 marque la période de restructuration de l'état-major lorsque les officiers français assument le rôle d'assesseurs et orientent les réformes de l'état-major. La mission française acquiert dès lors une grande influence. Pourtant, à partir de 1934, l'armée française n'assure plus la première clause du contrat, concernant la vente d'armements, ce qui la conduit à perdre le monopole des fournitures à l'armée.

Parmi les plus importants chefs de la mission figure le général Maurice Gamelin (1872-1958). Issu d'une famille française de tradition militaire, fils et petit-fils de généraux de l'armée de terre, il sort de Saint Cyr premier sur 449 élèves. Excellamment noté, il entre en 1899 à l'École de guerre. Joseph Joffre, dont il devient l'officier d'ordonnance en 1906, ne le perd jamais de vue et l'appelle à son état-major en 1914. Il joue alors un rôle notable dans la décision de reprendre l'offensive sur la Marne¹⁰⁷. Ainsi, lorsque le colonel Malan d'Angrogne, l'attaché militaire brésilien à Paris, prend contact avec le maréchal Joffre pour lui demander un officier versé aux études de doctrine et d'organisation d'état-major ; il indique le général de brigade Maurice Gamelin pour exercer le commandement de la mission. Les lignes générales de la doctrine de guerre brésilienne sont formulées pendant son séjour à la tête de la mission.

¹⁰⁷ Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, p. 26.

À l'appui de la mission française, les officiers brésiliens écrivent de nouveaux règlements (intendance), construisent de nouvelles écoles (aviation), réforment les casernes. Avant tout, les instructeurs français introduisent des disciplines jusqu'alors absentes des écoles d'officiers et d'état-major, comme l'histoire militaire. La plus grande avancée concerne les exercices pratiques et les enseignements sur la doctrine militaire. Par ailleurs, la présence française renforce le pouvoir de certains groupes d'officiers. La longévité de ces traditions et l'instrumentalisation dont la mission Gamelin fait l'objet dans les années postérieures est sujet à controverse. Nul doute que la culture militaire française est une référence permanente dans les écrits militaires brésiliens : la plupart des ouvrages sur les doctrines de guerre consacrent au moins quelques paragraphes aux campagnes napoléoniennes (1799-1815), aux batailles de la Marne (1914) et à celles de Verdun (1916). Néanmoins, si un consensus existe quant aux acquis militaires de la France, jusqu'en 1918, les avis divergent quant à l'intérêt de suivre le modèle français après les années 30. Par conséquent, les références à la France dépassent le seul cadre des victoires militaires. Plusieurs facteurs politiques sont aussi considérés. Nombre d'officiers brésiliens considèrent la mission française comme l'événement fondateur de leur état-major puisqu'elle met en place l'administration effective de l'armée, spécialement le ravitaillement et l'entretien des troupes. L'entourage des officiers français ne cesse de valoriser le passé à travers des publications, des lois, des monuments.

L'impact de la mission Gamelin varie selon les périodes et en fonction du type de relation établie entre le chef de l'état-major de l'armée de terre brésilienne et le chef de la mission française. Par ailleurs, l'importance numérique de celle-ci influe considérablement sur sa capacité à exercer une pression sur les officiers de l'état-major. Les résultats les plus probants concernent l'adoption d'une doctrine et la refonte de l'état-major général. L'armée brésilienne adopte le modèle défensif, d'économie de vies et de moyens, entièrement basé sur la protection des frontières. L'état-major développe parallèlement les principaux organismes pour assurer le bon fonctionnement du système. Il devient ainsi opérationnel et efficace. Nous aborderons ici uniquement les questions relatives à la doctrine de guerre et à la réforme de l'état-major.

L'adoption d'une doctrine représente bien plus qu'une réforme institutionnelle : elle sous-entend une préparation à la guerre et présuppose la définition d'un ennemi. La doctrine est un ensemble de documents écrits qui définissent le comportement des officiers et indiquent la relation entre l'officier et le monde extérieur. Les principes énoncés par la doctrine française tendent à uniformiser les comportements militaires à travers des règlements internes, des

enseignements spécialisés et la diffusion d'une bibliographie spécialisée. Ces documents forment en ensemble de règles de service, d'instructions et de responsabilités disciplinaires. Leur objectif est d'inculquer le respect de la hiérarchie et l'idée de séparation entre société civile et société militaire.

L'armée française dispose de plusieurs doctrines conçues pour affronter maintes situations. Elle peut varier de l'offensive à outrance, propre à l'infanterie française durant la Première Guerre mondiale, jusqu'aux lignes immobiles de défense fondées sur la supériorité technologique. Le maréchal Pétain, fort de son expérience de la Grande Guerre, soutient la construction d'une force armée orientée vers la protection des frontières de l'Est. Au fur et à mesure, s'impose l'idée d'une ligne défensive couvrant l'ensemble du territoire. La stratégie préconisée par l'état-major rivalise alors avec d'autres, basées sur l'ouverture d'un espace de manœuvre situé sur la frontière belge. Ces différentes conceptions de la sécurité se répercutent sur l'organisation de la défense.

La supériorité supposée de l'armée française sur sa rivale allemande assure son rôle de modèle en Amérique latine. Elle conduit certains généraux français, notamment Maurice Gamelin, à négliger l'offensive tenue pour responsable de l'hécatombe de la Première Guerre mondiale. Le haut commandement militaire accumule les moyens militaires dans un seul but : la sécurité par la défensive¹⁰⁸. Mais d'autres conceptions de la doctrine française existent. Le maréchal Foch et le maréchal Joffre souhaitent chacun à sa manière placer la ligne défensive sur le Rhin ou bien défendre en profondeur, c'est-à-dire renforcer les moyens de soutenir le feu face à l'adversaire qui traverserait les premières barrières défensives.

Ces discussions stratégiques n'atteignent qu'indirectement les officiers brésiliens. La publication d'un nombre très important d'ouvrages sur la Grande Guerre, dès l'arrivée de Gamelin au Brésil (1920), révèle les tentatives de transmission de la doctrine française.

Dans les enseignements de l'École d'état-major, entre 1920 et 1924, le général Gamelin s'applique à transmettre une doctrine défensive, orientée vers la protection des frontières méridionales et basée sur la soumission des prérogatives militaires aux directives politiques. Pendant les premières années de séjour de la mission française, le nombre de fortifications près des frontières avec l'Argentine augmente. Jamais auparavant le ministère de la Guerre n'avait construit autant de casernes. Au contraire, entre 1938 et 1940, les généraux Pol Noël et Chadebec de la Valade favorisent la traduction d'une doctrine basée sur la maîtrise des ressources nationales et sur l'unité du corps des officiers. Malgré les différences, la doctrine officielle de l'armée française dans l'entre-deux-guerres est essentiellement défensive. Les conceptions qui s'imposent au Brésil se juxtaposent pour renforcer le rôle des officiers dans la société.

¹⁰⁸ Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France...*, *op. cit.*, p. 243.

Les efforts pour la transmission d'une doctrine de guerre proviennent de l'action indirecte des Français : la traduction d'un nombre impressionnant de traités de guerre, la diffusion de divers extraits d'articles d'officiers français, la publication de livres conçus spécialement pour l'armée brésilienne et la parution régulière d'articles des chefs de la mission française dans une des principales revues brésiennes, *A Defesa Nacional*. Fondée par un groupe d'officiers stagiaires dans l'armée allemande, les *jeunes turcs*¹⁰⁹, cette revue répand les idéaux d'une génération marquée par l'influence militaire allemande. Dans les pages de la revue, nous distinguons les traits caractéristiques des différentes doctrines militaires. Le comité éditorial de la revue, formé de fervents partisans de la modernisation de l'armée, discute le fondement de la doctrine et particulièrement les remaniements nécessaires à son adaptation à la conjoncture nationale. Ainsi, la revue réunit-elle les extraits choisis par les éditorialistes pour illustrer la pensée militaire française. La question la plus débattue concerne alors la relation entre militaire et politique. Nous présumons que les écrits français légitiment une idéologie en ascension dans l'armée de terre : la défense des frontières méridionales, le professionnalisme et l'apolitisme. À l'exemple du général Góis Monteiro, ministre brésilien de la Guerre (1934-1935), de nombreux élèves de la mission Gamelin s'appuient sur la doctrine de la *grande muette*¹¹⁰ pour condamner les luttes partisans à l'intérieur de l'armée et maintenir la cohésion du corps des officiers. Cette doctrine peut à première vue paraître très restrictive, mais dans la pratique elle renforce le pouvoir de l'armée vis-à-vis des autres institutions publiques.

De nombreuses versions lusophones des textes français sont reproduites durant les vingt ans de présence militaire française au Brésil. Le général Francisco de Paula Cidade, témoin de la mission, dont les écrits sont postérieurs aux faits relatés, affirme :

La Mission Française a notablement propulsé la bibliographie militaire brésilienne, les nombreux ouvrages sur la doctrine de guerre ont reproduit les enseignements des écoles militaires, souvent sous la forme de conférences. On y inclut la technique, l'histoire, la géographie, l'organisation militaire, etc¹¹¹.

Dès l'arrivée des premiers éléments de la mission, une bibliographie propre est diffusée pour expliquer la doctrine à travers des exemples concrets et vanter le mérite des

¹⁰⁹ En portugais *joventos turcos*, en référence aux officiers turcs stagiaires de l'armée prussienne qui entreprennent la modernisation de l'armée ottomane, à la fin du XIX^e siècle. En 1908, les jeunes turcs renversent le sultan Abdulhamid II.

¹¹⁰ Expression consacrée au début du XX^e siècle pour représenter le comportement apolitique de l'armée française. Elle rappelle que le devoir de l'armée n'est pas de faire sa propre politique mais uniquement d'exécuter en silence la politique que veut la Nation telle que l'exprime et lui en donne les moyens le Parlement.

¹¹¹ Francisco de Paula Cidade, *História da Literatura Militar Brasileira*. Rio de Janeiro: Biblioteca do Exército Editora, 1954, p. 133.

matériels français. De plus, l'augmentation du volume d'ouvrages distribués élargit le public de la mission : le nombre de périodiques distribués passe de 14 à 180 entre 1926 et 1938¹¹² ; entre 1928 et 1939, 140 ouvrages sont commandés pour les écoles de perfectionnement d'officiers et d'état-major¹¹³. Durant les sept premières années de présence militaire française, une grande partie des livres sont écrits spécialement pour le public brésilien¹¹⁴. Entre 1935 et 1938, on distribue plusieurs ouvrages pour illustrer et expliquer la doctrine militaire, le comportement des officiers et la planification stratégique. Parmi les plus distribués : *Mémoires* du maréchal Foch, publié dans la revue *A Defesa Nacional* ; *Du rôle social de l'officier*, du général Lyautey ; et *De la Guerre*, du général allemand Carl von Clausewitz traduit et commenté par le chef de la mission, général Pol Noël. Pour les périodiques militaires, la *Revue Militaire Française* est la plus diffusée et l'École d'officiers de Realengo (*Escola Militar do Realengo*) reçoit régulièrement les numéros de la revue. Les plus prestigieux officiers français y publient. Vétérans de la Première Guerre mondiale, instructeurs de l'École de Saint-Cyr ou chefs d'état-major dans les colonies, les auteurs discutent le rôle des forces armées.

Dans le cas spécifique de la revue *A Defesa Nacional*, la sélection des articles résulte du travail du comité éditorial. Celui-ci se compose en majorité d'officiers brésiliens à l'esprit rénovateur. La large diffusion de la revue augmente beaucoup le nombre d'officiers concernés par le message français. Paradoxalement, la plupart des textes parus privilégient la relation entre militaire et politique, mais surtout le désengagement politique des officiers. L'objectif à atteindre est de sensibiliser les officiers à l'impératif de respecter l'autorité politique. Mais ce paradoxe s'explique, surtout par l'attention que les officiers français prêtent à l'engagement politique des militaires brésiliens. Pour les chefs de la mission française, le professionnalisme est supposé détourner les militaires des questions politiques pour les encourager à se concentrer uniquement sur les aspects guerriers du métier. L'éditorial de la revue de 1923 revendique :

L'établissement de manière durable d'une doctrine de guerre représente l'initiative la plus importante dans l'organisation d'une Armée. [La doctrine] oriente les prises de décision sur le champ de bataille et rallie les volontés individuelles en vue de l'obtention d'un résultat commun, projeté par le commandement suprême¹¹⁵.

Les revues avec leurs comités de rédaction sont des espaces de redéfinition de l'identité militaire. Les revues et maisons d'édition deviennent alors les lieux privilégiés d'une sociabilité

¹¹² Demandes d'achats de périodiques militaires de 1926 à 1939, Service Historique de la Défense, carton 7N3399.

¹¹³ Lettres des chefs de la MMF au ministre de la Défense 1931-1939, SHD, carton 7N3399.

¹¹⁴ *Missão Militar Francesa*, Arquivo Histórico do Exército (AHEx), carton K-18-1.

¹¹⁵ *A Defesa Nacional*, 1923, AHEx, carton Defesa Nacional.

intellectuelle reposant sur une adhésion commune au modèle français. L'adoption d'une doctrine unifiée augmente la centralisation et assure la crédibilité institutionnelle de l'état-major. La doctrine est alors l'instrument d'unification du corps des officiers. Une armée forte projette son image sur la société : disciplinée, hiérarchisée et subordonnée au principe d'unité de commandement.

Pour mesurer la répercussion des enseignements français dans le comportement politique des officiers brésiliens, nous devons analyser dans un premier temps certains aspects de la doctrine française telle qu'on l'enseigne au Brésil. En 1921, dans la deuxième année de l'École de Perfectionnement d'Officiers, le général Gamelin prononce une conférence extraordinaire pour un public de capitaines et majors. Maurice Gamelin profite alors de l'occasion pour stimuler l'intérêt des officiers pour l'histoire militaire et célèbre le centenaire de la mort de Napoléon, personnage de premier plan dans le panthéon des héros militaires français. Il énonce le principe essentiel de la doctrine française, la séparation stricte et nécessaire entre le militaire et l'homme politique. « Pour vous mettre à l'aise sur un tel sujet, je tiens à séparer, en Napoléon, le Chef de Guerre génial et le Conducteur des peuples. Le premier, seul nous appartient, à nous les militaires¹¹⁶ ».

Gamelin résume ainsi le rapport entre l'armée et la Nation : « passez-moi cette comparaison, car elle peint bien ma pensée, la France a conservé pour Napoléon les yeux et le cœur d'une femme pour un amant qu'elle a passionnément aimé, qui – j'ose dire – lui fait honneur – mais pour qui elle a beaucoup souffert¹¹⁷ ». L'intimité entre le héros et la nation est une allégorie de la relation entre l'armée et la société. Si le prestige du chef militaire justifie le pardon de la nation, la société ne peut s'exonérer de juger l'abus du pouvoir. L'instructeur autorise son public à investir l'espace occupé par la nation, pour devenir l'officiant du culte national, le défenseur des valeurs suprêmes de la nation. L'histoire militaire enseignée dans les écoles militaires est faite de leçons tirées d'un jugement du passé. L'objectif défini par Gamelin est de renforcer la règle des forces armées : le respect absolu des valeurs de la nation.

Dès 1934, le général Valentin Benício da Silva, alors chef du cabinet du ministre de la Guerre, Góis Monteiro, s'occupe de l'ensemble des traductions, tandis que les commentaires destinés aux officiers brésiliens sont écrits par les officiers français. L'œuvre qui rencontre le plus vif succès est celle du général Hubert Lyautey, traduite en 1935¹¹⁸. Responsable de la conquête militaire de Madagascar, Lyautey est également un théoricien militaire spécialisé de l'armée coloniale. Ses deux principaux livres sont traduits au Brésil : *Le rôle social de l'officier*, sur le service

¹¹⁶ Maurice Gamelin, *La stratégie de Napoléon*, Rio de Janeiro, Imprensa militar, Estado-Maior do Exército, 1921.

¹¹⁷ *Ibid.* p. 6.

¹¹⁸ Valentin Benício da Silva, *A função social do Oficial*, Rio de Janeiro, Biblioteca do Exército, 1938.

militaire ; *Du rôle colonial de l'officier*, sur l'administration militaire dans les colonies. Dans les deux cas, soutien l'auteur, l'officier a un rôle à jouer dans la société.

La doctrine coloniale de l'armée contraste avec la doctrine enseignée dans les premières années de la mission française. Mais ces différentes conceptions de la fonction de l'armée ont pu coexister. Le changement dans les enseignements s'inscrit dans l'évolution des objectifs de la mission Gamelin : la première phase consiste à réformer l'enseignement militaire, à rééquiper l'arsenal de guerre et à sécuriser les frontières méridionales ; la seconde consiste à réformer l'état-major, la justice militaire et le Conseil de sécurité nationale. Avant tout, la doctrine coloniale de l'armée codifie le comportement des officiers dans les états-majors d'outre-mer, afin de permettre à l'armée française d'administrer des régions très distantes les unes des autres. De plus, elle insiste sur le besoin de pacifier les régions, autrement dit d'imposer la loi. Nous pouvons émettre l'hypothèse que les Brésiliens auraient emprunté à la doctrine coloniale son insistance sur la fonction politique des officiers.

Comme le soutient Hubert Lyautey « le meilleur moyen pour arriver à la pacification dans notre nouvelle colonie est d'employer l'action combinée de la force et de la politique¹¹⁹ ». La doctrine enseignée après la Révolution d'octobre 1930 et l'arrivée au pouvoir de Getúlio Vargas (1930-1945) est entièrement orientée par le souci d'occuper et d'administrer le territoire. En partie, le rôle de l'officier que promeuvent les Français correspond à celui que l'armée brésilienne entend aussi appliquer :

Le soldat se montre d'abord soldat, ainsi qu'il est nécessaire pour en imposer aux populations encore insoumises ; puis, la paix obtenue, il dépose les armes. Il devient administrateur. (...) Quand le secteur assigné à une compagnie a été pacifié et le dernier coup de fusil tiré, cette compagnie ne représente plus seulement l'unité militaire, mais surtout une collectivité, un réservoir de contremaîtres, de chefs d'ateliers, d'instituteurs, de jardiniers, d'agriculteurs, tous portés, sans nouvelles dépenses de la métropole, pour être les premiers cadres de la mise en valeur coloniale, les premiers initiateurs des races que nous avons la mission providentielle d'ouvrir à la voie industrielle, agricole, économique et aussi, oui, il faut le dire, à une plus haute vie morale, à une vie complète¹²⁰.

Cette doctrine traduit la perception que les chefs de la mission française avaient de la réalité brésilienne. Assesseurs du chef de l'état-major, les officiers français guident les travaux de la réforme de l'armée dans une perspective colonialiste.

Le Brésil n'a jamais eu de colonies et ne prétend pas en avoir. Dès lors, les officiers brésiliens s'approprient uniquement certains aspects de l'expérience coloniale française : la naturalisation de l'inégalité sociale et la militarisation de l'administration des conflits sociaux. La

¹¹⁹ Hubert Lyautey, *La fonction coloniale de l'armée*, Paris, Plon, 1900, p. 22.

¹²⁰ *Ibid.* p. 24.

doctrine coloniale de l'armée française a eu un impact sur la perception que les militaires brésiliens ont pu avoir de leur rôle. Il s'agit de fonctions de maintien de l'ordre intérieur, comme l'armée brésilienne les pratique depuis le XIX^e siècle. En ce sens, les enseignements de la mission ont contribué à former chez les officiers la conscience d'avoir une mission sociale. La conscience professionnelle valorise le rôle politique des militaires : les officiers détiennent par les formations d'élite les moyens pour guider le développement économique et social du pays. La déformation des idéaux positivistes propres à l'entreprise coloniale est transmise à l'armée brésilienne. Résultat d'une démarche colonialiste, la mission Gamelin n'échappe pas à la règle et véhicule aussi l'idéologie coloniale. Les éminences grises du système dictatorial brésilien, entre 1937 et 1945, ont pleinement reçu les enseignements français.

L'impact est très fort sur la perception que les militaires ont de leur propre rôle. La Révolution d'octobre 1930 marque une scission dans la mission française et dans les relations entre l'armée et le gouvernement. Le 3 octobre 1930 éclate au Rio Grande do Sul, Paraná, Espírito Santo, Minas Gerais et Paraíba, le mouvement révolutionnaire commandé par les généraux Menna Barreto et Leite de Castro. Le 24 octobre, le palais de Guanabara, siège du gouvernement à Rio de Janeiro, est encerclé par le premier régiment de blindés du District fédéral du major José Pessoa. Le colonel Berthold Klinger incite le président de la République Washington Luis à quitter le siège présidentiel, tandis qu'une junte gouvernementale présidée par les généraux Tasso Fragoso et Menna Barreto nomme Getúlio Vargas (1882-1954) chef du gouvernement provisoire. L'équilibre entre les tendances politiques et militaires est fragile et le coup d'État de 1930 ne représente aucunement un consensus au sein des forces armées. Pendant la période de 1930 à 1934, les divergences sont profondes, même lorsque le pouvoir révolutionnaire se consolide entre les généraux Góis Monteiro, Eurico Dutra et Getúlio Vargas.

L'expérience de la Première Guerre mondiale concerne la plus grande partie des ouvrages diffusés et des conférences prononcées, son impact est sensible dans la politique de sécurisation des frontières, de construction de fortifications et de renouvellement de l'arsenal. Toutefois, après la Révolution d'octobre 1930, les officiers brésiliens sont convaincus que la guerre de tranchées ne s'applique pas au Brésil. Ils reçoivent alors une série de publications sur l'action coloniale de l'armée dont l'objectif est d'administrer des territoires très étendus et séparés entre eux par des milliers de kilomètres. En ce sens, la doctrine française correspond parfaitement aux attentes des jeunes officiers brésiliens. La plupart des périodiques militaires diffusés au Brésil entre 1935 et 1938 reproduisent des articles des officiers coloniaux

Si, avant 1930, l'expérience française de la Grande Guerre représente un modèle pour les officiers brésiliens, après le putsch les officiers brésiliens sont convaincus que les enseignements français sont obsolètes.

Le déclin militaire français au Brésil

Paradoxalement, le déclin de la mission militaire française commence avec l'inauguration de la nouvelle étape de modernisation de l'armée brésilienne. Plusieurs facteurs entrent en considération lors de l'examen des raisons de ce déclin. L'instabilité politique de la III^e République ne favorise pas la construction d'une stratégie cohérente. Dans un pays où aucun parti n'a à lui seul la majorité, aucune politique extérieure partisane n'est possible, encore que, par moments, les querelles de politique intérieure prennent à leur compte les problèmes extérieurs¹²¹. De plus, la crise économique des années 30 a de fortes répercussions sur la politique de défense française. Pour rééquilibrer le budget de l'État français, l'un des moyens choisis est la réduction des dépenses militaires, avec l'accord du ministre de la défense nationale. On constate alors une baisse des dépenses militaires qui affectent l'armement, largement sacrifié entre 1932 et 1934. Dans ce cadre, la mission française au Brésil diminue les fournitures à l'armée brésilienne et se concentre sur la réforme de l'état-major brésilien, abandonnant les clauses initiales du contrat signé en 1919. À partir de 1934, l'armée brésilienne se fournit aux États-Unis.

D'un autre côté, le mouvement déclenché par la Révolution de 1930 a de profondes répercussions sur la politique militaire brésilienne. L'appui des forces armées est désormais indispensable et Getúlio Vargas (1930-1934) place la politique de modernisation parmi ses priorités. Progressivement, la participation des militaires dans les décisions politiques augmente. Il propulse au premier plan des militaires nationalistes, disposés à négocier en position de force les concessions brésiennes à la mission militaire française.

La mission Gamelin subit directement les conséquences de ce brusque changement politique. Le général Huntziger (1928-1931) s'inquiète alors du sort de la mission qui périclité face à l'opposition des nouveaux chefs révolutionnaires. Le contrat signé en 1933 modifie entièrement les objectifs, désormais orientés vers la réforme de l'état-major. Le nombre d'officiers français diminue, mais ils sont côte à côte avec les généraux et les colonels brésiliens, anciens élèves de Maurice Gamelin. Nous observons également, à partir de 1935, que les officiers envoyés au Brésil. Les généraux Pol Noël (1935-1938) et Chadebec de la Valade (1938-1940) sortent des rangs de l'armée coloniale.

¹²¹ Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France...*, *op. cit.*, p. 18.

Marquée par le réarmement allemand et la modification des prérogatives françaises, la concurrence internationale affaiblit les relations militaires franco-brésiliennes. Le 10 avril 1932, Adolf Hitler accède au pouvoir, portée par plus de 13 millions de voix lors du scrutin présidentiel. Le 30 janvier 1933, Hitler est appelé par le vieux président Hindenburg à assumer le poste de chancelier du Reich. Il promet alors de relever l'Allemagne face à son ennemi héréditaire. Mais afin de transformer l'Allemagne en une puissance internationale, il est nécessaire d'élargir le territoire et de libérer l'économie. Il est aussi urgent de trouver des marchés où écouler la production industrielle. C'est pourquoi l'Allemagne oriente ses efforts diplomatiques vers des pays comme le Brésil et l'Argentine, où une importante population d'origine germanique agit comme groupe de pression.

Lorsque Jean-Baptiste Duroselle compare l'état des forces françaises entre 1918 et 1933, il constate que les troupes de forteresse absorbent une substantielle partie des forces susceptibles de manœuvrer. Les caractéristiques dominantes dans l'armée française sont alors le prestige intact des officiers généraux et une attitude immuable depuis la victoire de 1918. « En 1935, l'infanterie reste la *reine des batailles*, l'arme principale au profit de laquelle les autres armes s'emploient. De plus, la doctrine officielle se méfie d'une généralisation de la motorisation¹²². » Selon la conception française, la grande masse d'hommes mobilisés doit être minutieusement organisée pour occuper l'intégralité du territoire.

Dès que la France ne peut plus remplir totalement les termes du contrat de la mission militaire, le gouvernement brésilien tourne son attention vers d'autres partenaires. L'objectif des responsables militaires brésiliens est d'atteindre l'autosuffisance industrielle du pays, particulièrement en matière d'armement et d'équipement. Le projet comprend l'installation d'un complexe sidérurgique capable d'assumer les besoins nationaux en acier. Ce métal est alors essentiel à la modernisation du parc industriel. Il semble évident que le projet ne peut aboutir sans l'appui étranger. En raison de la mobilisation militaire française, qui s'appuie faiblement sur le nouvel armement et conserve des conceptions stratégiques d'autrefois, l'Allemagne se révèle plus à même de répondre aux demandes brésiliennes. De plus, le degré d'identification avec les officiers allemands est plus fort : l'armée allemande est plus jeune, emploie une doctrine nouvelle qui a tiré les leçons de la défaite de 1918. Selon F. McCann, dès 1938 le Brésil reçoit les premières livraisons d'armes allemandes à travers des chambres de compensation implantées en Belgique¹²³. Le Reich négocie directement avec le Brésil sous forme de marché de compensation, en raison du

¹²² Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France...*, *op. cit.*, p. 250.

¹²³ Franck McCann, *Aliança Brasil-Estados Unidos...*, *op. cit.*

manque de devises dans l'économie allemande¹²⁴. Ces différents facteurs contribuent à affaiblir la position française.

Malgré les difficultés françaises, le contrat est renouvelé deux fois. La France perd progressivement le leadership sur le marché des armes. L'effectif de la mission est revu à la baisse lors des négociations, en 1934 : cinq officiers, dont nul général. Dans l'École d'officiers de Realengo un seul instructeur français est présent. En 1935, l'effectif de la mission monte à huit, et se stabilise autour de six officiers, en 1938. La modification du contrat traduit les nouveaux objectifs de la mission. De la formation d'un personnel spécialisé, la mission s'oriente vers la réorganisation de l'état-major.

L'action de la mission se détache des écoles de formation d'officiers qu'elle réforme entièrement entre 1920 et 1930. La Mission militaire française (MMF ou mission Gamelin) oriente ses travaux vers la création de nouvelles structures. En 1938, le général Pol Noël stimule la réforme du Tribunal militaire supérieur, responsable du jugement des crimes contre la sécurité nationale. À travers le décret-loi n° 1.187 sont créées des Cours militaires dans chacune des régions militaires, remplaçant les Conseils de guerre. De plus, le décret-loi n° 925 instaure le nouveau Code de la Justice militaire, responsable de son fonctionnement jusqu'en 1969. Entreprise pendant la dictature de l'*Estado Novo* (1937-1945), la réforme renforce l'autoritarisme de la Justice militaire.

Le chef de la mission française conseille au général Eurico Dutra, ministre de la Guerre, (1936-1945), de renforcer le Conseil de la défense nationale, créé sur suggestion du général Huntziger, en 1927. Il adopte le nouveau nom de Conseil de Sécurité nationale, responsables de l'élaboration des plans de la défense nationale et réunissant les principaux chefs militaires brésiliens. L'état-major subit alors une réforme considérable et se dote de différents organismes de collecte d'informations. La création du 2^e Bureau de l'état-major de l'armée de terre se réfère à celui existant dans l'armée française, depuis 1871. A l'instar de son homologue français, le 2^e Bureau brésilien est responsable des informations, des missions militaires à l'étranger, du déchiffrement et de la liaison avec le ministère des Relations internationales. Le cabinet du chef de l'état-major dispose dorénavant d'organismes capables de réunir des informations, de les traiter et de proposer des solutions aux problèmes de la mobilisation nationale. De plus, l'adoption de nouvelles instructions destinées aux unités d'état-major permet de mieux préparer les décisions du ministre de la Guerre et d'élaborer l'organisation de l'armée en temps de guerre.

¹²⁴ L'opération de compensation est une démarche internationale consistant à livrer à un vendeur des marchandises, en paiement des celles qui lui ont été achetées. Cette solution fut utile aux deux pays, à court de devises étrangères. Les opérations de compensations permirent l'échange de matières premières contre des armes.

L'accord signé en 1934 prévoit en outre l'envoi des élèves les plus brillants de chaque promotion de l'école d'état-major à l'ESG de Paris. D'autres établissements d'enseignement militaire français sont aussi visés, notamment l'école de sapeurs de Versailles. Dans tous les cas de figure, la formation en France complète celle dispensée au Brésil, en allant toutefois plus loin dans la réflexion sur les usages combinés de chaque arme. Selon le général André Beaufre (1902-1975), « l'école de guerre est une bonne école secondaire d'état-major, avec quelques échappées intermittentes sur le supérieur. On y enseigne une doctrine étroite où la tactique prend l'aspect d'un devis d'ingénieur, c'est technique et commode, voire rassurant, mais foncièrement faux¹²⁵ ». Parmi les officiers envoyés à l'ESG se trouvent un grand nombre d'officiers qui épouseront la carrière politique à leur retour au Brésil. Entre 1936 et 1938, les dernières promotions avant la guerre, six des plus importants officiers brésiliens sont en stage à Paris : João Batista Magalhães, Fernando Sabóia Bandeira de Mello, Hugo Panasco Alvim, Nestor Penha Brasil, Henrique Baptista Duffles Teixeira Lott et Humberto de Alencar Castelo Branco.

En juin 1940, la France essuie un désastre sans précédent. Les troupes allemandes entrent dans la capitale. En moins d'un mois d'affrontements, Paris est tombé, avec son empire colonial. Jamais la France ne retrouvera ses positions antérieures à la guerre.

Au Brésil, le déclin de la présence française est consommé après l'extinction de la Mission militaire française en décembre 1940. Malgré la nomination de deux représentants du Comité de Libération nationale, quatre ans plus tard rien n'est fait afin d'éviter l'effondrement de la diplomatie française au Brésil. L'effacement de la France peut conduire les pays d'Amérique du Sud à se rapprocher dangereusement du Reich, c'est là une des principales inquiétudes du Département d'État états-unien qui veut éviter la formation d'une zone d'influence nazie. Le rapprochement avec le Brésil répond en partie à cette logique. La signature de l'accord de création de la Commission Militaire Brésil – États-Unis en 1942 marque l'avènement de l'alliance entre Getúlio Vargas et Franklin Roosevelt. Dès lors, la plupart des officiers formés par la mission Gamelin sont envoyés à l'École d'état-major de Fort Leavenworth, dans le Kansas. L'œuvre de la MMF est complétée grâce à l'intervention de Washington.

L'influence de la mission Gamelin sur la formation des officiers brésiliens est notable. Son résultat le plus probant est l'élaboration d'un état-major effectif, capable de centraliser le commandement national et de concevoir les missions et les objectifs de l'armée. Jusqu'aux années 30, la mission française enseigne une doctrine exaltant la loyauté des officiers à la nation, située

¹²⁵ Cité dans J.-B. Duroselle, *Politique étrangère de la France...*, *op. cit.*, p. 262.

au-dessus des gouvernements. Il s'agit de respecter les objectifs approuvés par l'État, dans l'intérêt du plus grand nombre.

L'adaptation au contexte brésilien des écrits du général Lyautey, du maréchal Joffre et des critiques des enseignants saint-cyriens sur l'œuvre de Carl von Clausewitz est le résultat du travail d'officiers brésiliens versés dans la culture militaire française. Désormais des classiques de la littérature militaire sont conservés dans la bibliothèque de l'armée de terre à Rio de Janeiro. Objets d'un véritable culte des origines, grâce aux militaires français, ils fondent la pensée militaire moderne.

Le diplôme de la mission Gamelin est un signe distinctif dans l'armée de terre brésilienne. La culture militaire française est centrale dans la formation des officiers brésiliens et elle marque plusieurs générations. Dans les années 1950-1974, la hiérarchie militaire brésilienne est toute entière tournée vers la culture militaire française. Les réformes engagées par la mission Gamelin ont transformé l'armée brésilienne en une force professionnelle au service de l'État.

Même si le prestige du général Gamelin décline sensiblement après la défaite de juin 1940, alors qu'il est ministre des Armées, il conserve son aura de héros fondateur. Qu'en est-il des mythes fondateurs des officiers français arrivant au Brésil après la guerre ?

Chapitre 2 : La filière des services spéciaux français

Pour le milieu politique français, l'enjeu de l'après-guerre est d'effacer l'image d'une France vaincue. À l'armée française revient le devoir de réaliser ce dessein. Au-delà de l'empire, les États-Unis représentent un obstacle à l'avenir de la France comme grande puissance. « Tant que la France dépendra pour son existence même de la bienveillance des autres, elle n'aura pas le plus indispensable attribut de sa grande puissance¹²⁶ ». Telle est aussi la conviction du général de Gaulle pour qui la grandeur de la France passe par le maintien de son empire colonial, mais aussi par son rayonnement international.

Dès 1944, le Gouvernement provisoire de la République française envoie en mission à l'étranger des officiers formés dans le cadre des services spéciaux. Leur mission vise à procurer au gouvernement des informations vitales pour sa politique étrangère. La guerre renforce cette tendance de la diplomatie française qui fait de l'attaché militaire un agent de la politique étrangère. Héritée du XIX^e siècle, cette pratique a un sens et un objectif : procurer à la France des informations avérées sur l'activité des amis, alliés et rivaux, afin de mieux planifier son action diplomatique. En principe, les missions se consacrent au renseignement extérieur. Néanmoins des exceptions ponctuent l'histoire des services d'informations français. Même si l'objectif est la collecte d'informations, les officiers attachés militaires servent aussi dans d'autres missions dont, au premier chef l'instruction des troupes d'élite (commandos) et le commerce des armes.

D'un autre côté, l'expérience du combat joue un rôle considérable dans la façon d'exécuter les missions. Les différentes trajectoires que nous observons révèlent certains aspects des cultures politiques des officiers français, leurs idéaux et leurs communes expériences. Ce sont autant d'éléments d'un système de représentations fondé sur une certaine vision du monde, sur le choix d'un système institutionnel et d'une société idéale, conformes aux modèles retenus¹²⁷. C'est pourquoi, il convient, dans cette partie, de tenter de comprendre les principales caractéristiques des services spéciaux français, dans l'immédiat après-guerre, afin de mieux analyser l'enjeu des missions.

¹²⁶ Raymond Aron, *L'âge des empires et l'avenir de la France*, Paris, Défense de la France, 1945, p. 446. Cité dans Azema Jean-Pierre, *La France des années noires*, Paris, éditions du Seuil 1993, p. 267.

¹²⁷ François Bourricaud, « 1945-1992 : la crise des référents », Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, tome 1, Paris, Gallimard, 1992, p. 567-599.

En France, les renseignements extérieurs sont exclusivement assurés par des militaires dont la formation a un caractère très élitiste. Ils se sub-divisent en deux grandes familles : la branche action, les troupes de choc ou commandos et la branche information, les services de renseignement à proprement parler. Cette caractéristique tire ses origines de l'expérience de la Résistance et de ses échanges avec les services spéciaux alliés. Dès juin 1940, en effet, l'*Intelligence Service* britannique fournit le 2^e Bureau de la France Libre, aussi bien en Afrique du Nord qu'en métropole, en contrepartie de la copie de tous les renseignements parvenus à Londres. Cette collaboration se révèle profitable. Sans l'appui de l'*Intelligence Service*, le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), installé à Londres, ne peut obtenir des résultats satisfaisants pour le gouvernement français en exil. Ainsi, les Britanniques assument la formation des agents – au parachutisme, à l'usage des codes, des instruments de transmission, au maniement de toutes formes d'armes, au combat rapproché, etc. – aussi bien que la fourniture des moyens matériels (postes de radio) et logistiques (aéronefs, petits vaisseaux, centrales de transmissions, etc.)¹²⁸.

La Seconde Guerre mondiale marque la naissance de nouvelles formations militaires et introduit un saut qualitatif dans les services d'informations français. La raison en est simple. Face à un ennemi plus fort et mieux organisé, la seule alternative viable est une guerre de harcèlement. Le choix de la Résistance n'est pas unanime, il suit une certaine chronologie, de 1940 à 1944, balisé par les étapes de l'exil des responsables politiques et militaires français puis les débarquements alliés. Après la signature de l'armistice, le 17 juin 1940, le gouvernement français se divise en différents groupes. Chacun revendique la légitimité du pouvoir, surtout ceux qui souhaitent continuer la guerre. Dès juin 1940, le général de Gaulle s'exile en Angleterre, tandis que d'autres chefs militaires, plus prestigieux et réputés, gagnent le Maroc, l'Algérie ou la Tunisie. D'ailleurs, l'appel du 18 juin n'obtient qu'un faible retentissement et rares sont les officiers qui rejoignent Londres avant 1942. L'enjeu des conflits de pouvoir est l'appui des autorités britanniques, mais aussi le soutien états-unien (celui-ci ne devient un enjeu qu'après l'attaque japonaise de Pearl Harbor en décembre 1941). Contrairement aux souhaits du général de Gaulle, les États-Uniens estiment que le ralliement des troupes d'Afrique du Nord est essentiel. C'est pourquoi le général Giraud, commandant les garnisons d'Algérie, devient un interlocuteur privilégié. Le débarquement en Afrique du Nord est alors envisagé comme un préalable puisqu'il permet de constituer une base arrière d'opérations.

¹²⁸ Sébastien Albertelli, « Le BCRA, service de renseignement de la France libre » *Revue historique des armées*, n. 247, 2007, mis en ligne le 01 août 2008. URL : <http://rha.revues.org/index1783.html>. Consulté le 12 juin 2010.

Dans ce contexte, certains groupuscules s'établissent à Londres ou à Alger, selon qu'ils suivent l'appel du général de Gaulle ou les plans du général Giraud, tandis que la très grande majorité des réseaux se crée sur le territoire français. Les services britanniques et états-uniens jouent un rôle important dans l'action sans en détenir le monopole. Quant aux groupes français installés en zones occupées, ils occupent une position stratégique notamment pour collecter des renseignements sur l'ennemi. Les groupes installés en France sont le plus souvent responsables de l'interception des messages, de la collecte d'informations sur les forces ennemies, de la liaison avec les maquis et de l'organisation des foyers insurrectionnels.

Les premiers réseaux se constituent à l'initiative d'anciens agents de renseignement français, démissionnaires après la signature de l'armistice. ALIBI est l'un des plus puissants réseaux de renseignements français en zone occupée. L'origine du nom est relativement incertaine : on peut l'attribuer au code de liaison avec les services britanniques, « Allo Londres, Ici Big Island » ; mais aussi au mode de fonctionnement du réseau car il faut systématiquement au moins un alibi pour justifier les déplacements lors d'un contrôle policier. Le réseau agit en dehors des mouvements de résistance, sans passer par le BCRA établi à Londres mais en liaison directe avec l'*Intelligence Service*. Composé d'agents français proches de la démocratie chrétienne ou de la droite nationaliste, le réseau est actif dès juillet 1940, sur l'ensemble de la France. Georges Chareaudau dirige clandestinement le dispositif depuis Madrid. Les objectifs sont le renseignement militaire : les plans des nouveaux équipements allemands en construction ; le renseignement industriel : le chargement et la destination des trains utilisés par les autorités allemandes ; le renseignement politique : les correspondances entre les autorités françaises et allemandes. Le réseau assure la liaison maritime avec Londres et surveille le déplacement des troupes allemandes sur la côte atlantique. En effet, « l'île Grande » située sur la côte d'Armor à Pleumeur-Bodou, constitue une zone stratégique, par sa proximité avec l'Angleterre, placée sous haute surveillance par l'occupant¹²⁹.

Le débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, ouvre une nouvelle période dans la résistance et dans les réseaux des combattants anti-nazis, qui bénéficient alors de l'apport des officiers démissionnaires de l'armée d'armistice. L'occupation de l'Algérie par les alliés est perçue par les généraux français comme une attaque directe. Ils appellent à la défense contre les États-Uniens en Tunisie où le général allemand Rommel débarque afin d'assurer la domination nazie. Malgré la situation confuse, les alliés reconnaissent l'amiral Darlan, chef militaire de la région stratégique de la Tunisie comme commandant du Haut-Commissariat de l'Afrique du Nord. Mais son assassinat, le 24 décembre, oblige États-Uniens et Britanniques à

¹²⁹ Sylvaine Baehrel, *Alibi 1940-1944. Histoire d'un réseau de renseignement pendant la Seconde Guerre mondiale. Préface du général Pierre Lallart*, Paris, Edition Jean-Michel Place, 1994.

revoir leurs positions et à considérer les projets du général de Gaulle. Celui-ci propose à H. Giraud de rassembler toutes les forces françaises « sous un pouvoir central provisoire ». Le général Giraud remplace alors Darlan avec le soutien des généraux français d'Afrique du Nord. Il bénéficie aussi de l'appui de F. Roosevelt qui équipe les troupes françaises engagées dans la campagne de Tunisie.

Convoqué à Casablanca par Roosevelt et Churchill, le 23 janvier 1943, Charles de Gaulle, qui aspire à diriger le Gouvernement provisoire de la France Libre refuse tout compromis avec les alliés. Le général Giraud devient, après l'échec de la conférence alliée, commandant en chef de l'administration civile et militaire de l'Afrique du Nord française et de l'Afrique Occidentale française (AOF). Il crée la même année la Direction générale des services spéciaux (DGSS), où agit une unité militaire des opérations de choc, commandée par Fernand Gambiez¹³⁰.

Un grand nombre d'officiers français quittent l'armée d'armistice en 1942. Alors jeune officier de l'armée de terre, Pierre Lallart essaie d'agrégier des personnes rencontrées lors de son activité en tant que militaire. À cette fin, il se rend en Bretagne où opère le réseau Alibi. Effectivement, le réseau a subi des pertes et a besoin de recruter du personnel. De plus, en raison des besoins en informations afin de préparer les opérations du SOE (Service exécutif d'opérations spéciales – *Special Operations Executive*) après le débarquement allié, le réseau requiert de nouveaux spécialistes. En décembre 1942, P. Lallart est nommé chef de mission dans les Forces Françaises combattantes et, plus tard, chef des réseaux Sud-Ouest et Bretagne. Sa mission consiste à instaurer une nouvelle liaison maritime avec l'Angleterre. Ce sera en Normandie. P. Lallart devient un spécialiste de l'espionnage industriel et des transmissions radio codées. Il connaît parfaitement la logistique d'un réseau de renseignement. Dès 1943, il rencontre le consul des États-Unis auprès du gouvernement français. Il le sollicite pour effectuer plusieurs transferts de valises vers Londres. C'est alors qu'il commence une série de collaborations avec les alliés. Elles lui valent une nomination auprès de l'OSS (*Office of Strategic Service*). Dès le mois de mai 1944, il est chargé de mission à la Direction générale des études et recherches (DGER), où il est détaché en tant qu'officier de liaison auprès de l'armée états-unienne. Il participe alors aux campagnes de Lorraine, de Luxembourg, d'Allemagne et d'Autriche. À la fin des hostilités il s'intègre au BCRA, puis au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE).

En raison de la diversité des chefs militaires, de la disparité des réseaux et des situations, il existe une très forte hétérogénéité dans la formation des officiers des services spéciaux français.

¹³⁰ Claude Faure, « Bref historique des services de renseignement et de sécurité français contemporains » *Revue historique des armées*, 247, 2007, mis en ligne le 01 août 2008. URL : <http://rha.revues.org//index1843.html>. Consulté le 16 juin 2010.

Le capitaine Albert Buchalet quitte l'armée dès le lendemain de l'armistice pour continuer la guerre. Bien qu'il ne suive pas l'appel du général de Gaulle, il se met au service de la Résistance. Quelques mois à peine après son entrée en clandestinité, il se fait arrêter par les autorités allemandes qui l'envoient en déportation. Évadé de son OFLAG, en 1941, il participe alors à de nombreuses opérations commandos en territoire sous administration allemande. Responsable de l'exfiltration des officiers de la Résistance, capturés par les nazis, il est à son tour fait prisonnier et s'évade à plusieurs reprises. Son parcours est particulièrement héroïque et fait de lui un spécialiste de la clandestinité, connaisseur des prisons politiques du III Reich, bien informé sur les résistants français capturés ainsi que sur les chefs militaires nazis¹³¹. Sa dernière évasion le conduit en Algérie, en 1943 et dans la 1^{ère} Armée du général Giraud. L'Algérie est alors un vaste camp d'entraînement militaire où se prépare le débarquement allié de Provence. Les officiers attendent le départ en mission dans le Sud de la France. Breveté parachutiste la même année, Albert Buchalet fait, comme nombre d'officiers français, son entrée dans le service action¹³² de la DGSS. En août 1944, il est parachuté au-dessus de la Provence, comme des centaines d'officiers de choc, de l'unité spéciale de parachutistes. Leurs buts : couper la route aux renforts allemands, réduire les défenses ennemies et détruire les batteries anti-aériennes. La 7^e armée des États-Unis, commandée par le général Alexander Patch et composée du 6^e corps d'armée du général de Lattre de Tassigny, suit l'atterrissage de ces pelotons. Ils dominent les positions libérées par les commandos et progressent à grande vitesse. À la fin de la guerre, Albert Buchalet intègre la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et, peu de temps après, il entre au service du SDECE.

En zone occupée les réseaux de renseignement émaillent le territoire français, tandis qu'à Londres les autorités britanniques forment les nouvelles recrues du service action du gouvernement provisoire de la France Libre. Le BCRA est l'organe des services spéciaux français détachés à Londres. Dans ses premiers mois d'existence, il se compose essentiellement d'officiers fidèles à de Gaulle, dont la légitimité ne cesse de croître.

Parmi les missions du BCRA, Jedburgh doit armer les maquis français, former les résistants aux techniques rudimentaires de la guerre, distribuer équipements radio et établir la liaison avec Londres. L'étude d'armes disparates et de leurs munitions prend une place importante dans le programme de formation. Son volet pratique doit enfin permettre d'identifier n'importe quelle

¹³¹ A. Buchalet a une connaissance fine des réseaux allemands, notamment par la fréquentation des prisons. Il est donc tout désigné pour partir au Brésil afin de traquer les réseaux d'exfiltration nazis vers l'Amérique du Sud.

¹³² Les opérations « d'action » comprennent les sabotages, l'infiltration, l'exfiltration, l'exécution, l'organisation des maquis, etc. Les opérations de « renseignement » comportent la recherche d'informations sur l'ennemi par tous les moyens nécessaires y compris la torture, leur exploitation, la liaison immédiate avec la base arrière et la production d'un rapport d'information.

pièce provenant de n'importe quelle arme et de la remonter le plus rapidement possible¹³³.
D'après le témoignage de Paul Aussaresses :

J'allais accomplir, dans l'intérêt de mon pays et dans la clandestinité, des actions réprouvées par la morale ordinaire : voler, assassiner, vandaliser, terroriser [...]. On m'a appris à crocheter les serrures, à tuer sans laisser de traces, à mentir, à être indifférent à ma souffrance et à celle des autres, à oublier et à me faire oublier. Tout cela pour la France¹³⁴.

Au-delà des arguments avancés par l'auteur afin de justifier son action dans les guerres coloniales puisque ce témoignage est une auto-justification de son attitude en Algérie, nous pouvons apercevoir les principales méthodes utilisées par le service action. Le contenu de la formation Jedburgh est celui de la plupart des filières des services action alliés. Elles habilitent les officiers à mener toute sorte d'opérations spéciales : invasion et évacuation des places fortes ; infiltration et exfiltration des lignes ennemies ; sabotages et réparations des équipements ; guérilla et harcèlement. Quelques semaines avant la capitulation allemande, la mission Jedburgh doit infiltrer les lignes nazies près de Berlin et informer Londres de la progression et des manœuvres ennemies¹³⁵. Certains agents, comme Paul Aussaresses, ne parviennent pas à accomplir l'objectif et sont capturés par l'Armée rouge, alors en marche forcée. Il observe ainsi la progression d'un autre ennemi :

Rares étaient ceux qui avaient pu pénétrer les lignes de l'Armée Rouge et en revenir pour raconter. Nous avons vu beaucoup de choses au cours de ces semaines passées chez le maréchal Joukov. Il était confirmé que l'URSS était désormais un pays hostile et agressif. Nous étions de nouveau en guerre. Entre Staline et Hitler, la différence était vraiment minime. Cette guerre était bien mondiale. Elle était d'autant plus longue que toutes les parties avaient intérêt à ce que les péripéties de ce nouveau conflit, dont les services spéciaux allaient être les principaux acteurs, ne soient pas divulguées¹³⁶.

Paul Aussaresses devient un spécialiste de l'armement, familiarisé à l'emploi de n'importe quel type d'arme dans des opérations difficiles, voire suicidaires. L'expérience de combat fait l'exceptionnalité de cet homme familier des coups durs et dont la diversité des fonctions au cours de sa carrière confirme la compétence dans l'action et le renseignement. En raison de son expérience, Jacques Morlane, chef du SDECE, nomme Paul Aussaresses commandant du 11^{ème}

¹³³ Paul Aussaresses, *Pour la France, services spéciaux 1942-1954*, Paris, Éditions du Rocher, 2001, p. 110.

¹³⁴ *Ibidem*

¹³⁵ Yann Lagadec, « Actions spéciales et transmissions, les opérations de l'été 1944 en France » *Revue historique des armées*, n. 251, 2008, mis en ligne le 09 juin 2008. URL : <http://rha.revues.org//index339.html>. Consulté le 12 juin 2010.

¹³⁶ Paul Aussaresses, *Pour la France, services spéciaux 1942-1954*, Paris, Éditions du Rocher, 2001, p. 158.

bataillon parachutiste de choc. La formation en Écosse lui assure un savoir-faire incontestable qu'il s'applique à retransmettre à ses hommes. Il reprend ainsi le réseau Jedburgh à double titre. D'abord, comme éléments de base du service action, ensuite comme source d'inspiration pour constituer un groupe d'hommes spécialisés dans des opérations clandestines aéroportées, de plasticage de bâtiments, d'actions de sabotage et d'élimination des ennemis¹³⁷.

Les trois exemples retenus révèlent la disparité des profils. La pluralité des parcours fait la faiblesse des services spéciaux français : un manque d'homogénéité qui rend difficile toute démarche de regroupement et suscite des conflits entre généraux, responsables civils et hommes politiques. Côte à côte, anciens résistants, agents de renseignement à Londres ou officiers de l'Organisation de résistance de l'armée partagent les fiches biographiques du BCRA. On sélectionne les officiers selon la spécialité, en fonction de l'objectif des missions et d'après les trajectoires pendant la guerre.

La fusion entre tous les services de renseignement existants pendant la Seconde Guerre mondiale n'est pas facile et s'accompagne d'une grande épuration dans les rangs de l'institution. À cette situation instable s'ajoutent des problèmes spécifiques. En dehors des progrès technologiques réalisés pendant la guerre, les services spéciaux français doivent réorganiser tous les réseaux d'agents, nouer des relations très étroites avec les alliés et tenter de parfaire au mieux les structures de l'institution¹³⁸. Créé en janvier 1946, le SDECE est placé sous l'autorité directe du Premier ministre¹³⁹. La France se trouve alors en présence d'un système diversifié de collecte et d'exploitation de renseignements dont les comptes rendus sont envoyés au 2^e Bureau, responsable des notes de synthèse destinées aux cabinets ministériels. Ses interlocuteurs privilégiés sont donc le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Défense et le chef de l'état-major des armées.

Sous le contrôle du président du Conseil et sous la direction du colonel Dewavrin, alias colonel Passy, le SDECE se charge de « rechercher à l'étranger tous les renseignements et toute la documentation susceptibles d'informer le gouvernement ; détecter et signaler aux administrations intéressées les agents des puissances étrangères dont l'action serait susceptible de nuire à la défense nationale ou à la sûreté de l'État ». Selon Claude Faure, le SDECE apparaît comme l'héritier du BCRA, constitué en majorité de militaires, de socialistes et de gaullistes. Son

¹³⁷ Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort : l'école française*, Paris, La Découverte, 2003, p. 49.

¹³⁸ Douglas Porch, *Histoire des services secrets français*, Paris, Albin Michel, Tome 2, 1997, page 15.

¹³⁹ Bertrand Warusfel, « Le cadre juridique et institutionnel des services de renseignement en France », LACOSTE P. (dir.), *Approches françaises du renseignement, y a-t-il une « culture nationale »*, Paris, Fondation pour les Etudes de Défense, 1997, pages 13-28.

maintien, alors que la paix est rétablie, obéit à une double inquiétude : la menace communiste et le réarmement allemand¹⁴⁰.

La complexité de cette institution en fait un modèle différent des services spéciaux alliés et de ses prédécesseurs français d'avant 1940. Tout d'abord par ses effectifs, 10 000 agents dont guère plus de 10% continuent dans les services spéciaux après les purges et les démissions. De plus, une panoplie d'organismes chargés de la collecte et de l'exploitation d'informations affaiblit la cohérence de l'institution¹⁴¹. Un passé de résistant est un élément important pour l'admission dans le SDECE. Il semble pourtant que les meilleures recrues du BCRA aient démissionné dans le tumulte qui a suivi la Libération. Ce mouvement de départ favorise ainsi le retour des anciens officiers du 2^e Bureau de la III^e République. Selon Claude Faure, jusqu'en 1958 les gaullistes occupent 40% des postes. Avec l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir, le pourcentage monte à près de 60%. Les anciens du 2^e Bureau occupent une position de force et constituent environ le tiers du personnel du SDECE. L'avis des spécialistes divergent sur la part attribuée à chacune des familles politiques. Douglas Porch soutient que, malgré les diverses sources de recrutement, le SDECE conserve une forte présence gaulliste qui marque la rupture au sein de l'institution¹⁴². Cependant, Claude Faure défend qu'il existe une continuité dans les services spéciaux français entre 1939 et 1945. Les deux analyses ne sont pas contradictoires et le SDECE est le résultat de l'association de différentes sensibilités politiques issues de la Seconde Guerre mondiale.

À quelque chose près, ces mêmes caractéristiques se retrouvent chez les officiers français qui serviront au Brésil. La différence réside moins dans l'appartenance aux services gaullistes que dans la diversité des expériences. Les points communs abondent : expérience de la clandestinité, missions derrière les lignes ennemies, planification de la collecte d'informations, opérations de choc, contre-guérilla, instructeur d'élite, etc. La nature de leurs missions est à la frontière du politique et du militaire.

¹⁴⁰ Claude Faure, « Bref historique des services de renseignement et de sécurité français contemporains » *Revue historique des armées*, 247, 2007, [En ligne], mis en ligne le 01 août 2008. URL : <http://rha.revues.org/index1843.html>. Consulté le 16 juin 2010.

¹⁴¹ Douglas Porch, *Histoire des services secrets français*, Paris, Albin Michel, Tome 2, 1997, page 15.

¹⁴² *Ibid.* p. 23.

L'expérience des guerres d'Indochine et d'Algérie est centrale dans la culture politique des officiers français. Les guerres coloniales modifient la culture politique des officiers français et le rapport de l'armée à la nation. La majorité des attachés militaires a participé à ces guerres. Excepté le lieutenant-colonel Albert Buchalet qui sert au Brésil entre 1946-1952, tous les autres ont connu l'expérience du Corps Expéditionnaire français. Engagés en Extrême-Orient, ils se heurtent à un adversaire déterminé à poursuivre la guerre par tous les moyens. Leur difficulté à vaincre ne provient pas uniquement de la conviction des combattants vietminh car une organisation politique encadre et unifie les soldats, de façon à faire de cette guerre un combat éminemment politique.

« Pour moi, comme pour beaucoup de mes camarades, écrit Paul Aussaresses, il y avait une continuité entre le second conflit mondial et la guerre d'Indochine¹⁴³ ». La guerre associe plusieurs acteurs internationaux dans un conflit chaque fois plus marqué par son aspect idéologique. En raison de ce fort ascendant sur la population et des alliances idéologiques engagées par le nouveau pays, la guerre d'Indochine rentre totalement dans le contexte de la guerre froide.

Pendant la guerre froide, la nature de l'ennemi est très différente. En plus de l'altérité qui fonde la perception de la menace, au lieu d'un État structuré, délimité par une frontière tangible, l'armée française affronte une organisation politique clandestine, soutenue par une population qu'elle encadre idéologiquement et organise militairement. La versatilité des guérilleros qui, en se fondant dans la population se rendent invisibles aux troupes françaises, aboutit à un conflit particulièrement meurtrier. C'est pourquoi la population civile paie le prix fort d'un conflit politique. Malgré la supériorité technologique de l'armée française, les troupes vietminh utilisent au mieux leur avantage : connaissance du terrain, infiltration de l'administration coloniale, légitimité de la lutte. Ainsi la France affronte une armée prête à utiliser tous les moyens, dans un conflit où la guérilla n'est que la face émergée d'un complexe réseau politique. La force de celui-ci repose sur l'encadrement idéologique de la population, enjeu central de la guerre. Il faut agir sur la population, repérer l'ennemi infiltré dans les rangs de l'administration, le faire sortir de ses caches. Dans la journée, l'armée française parvient tant bien que mal à garder un certain contrôle du terrain et à éviter les coups de main de la guérilla vietminh. Par contre, la nuit appartient aux guérilleros.

¹⁴³ Paul Aussaresses, *Pour la France, services spéciaux 1942-1954*, Paris, Éditions du Rocher, 2001, Page 208.

Le colonel Charles Lacheroy est un des fondateurs de cette approche politique de la guerre. Instigateur de l'étude de la guerre révolutionnaire, il propage ses idées à partir de l'ESG de Paris. Il insiste sur le point très particulier ci-dessous :

Nous avons compris tardivement que pour gagner contre le Vietminh, il fallait être maître de la nuit, alors que nous étions habitués à nous coucher avec les poules ! [...] La clé de la nuit c'est la population qui la tient, ce que Mao appelait les arrières. Fidèle à ses enseignements, le Vietminh avait très bien compris qu'il fallait soigner les arrières, avant de soigner la troupe¹⁴⁴.

Cet extrait est révélateur d'un état d'esprit particulier. Tout d'abord on souligne la supériorité tactique de l'ennemi car le Vietminh comprend l'utilité de « soigner les arrières, avant de soigner la troupe ». L'ennemi agit donc dans un cadre idéologique, il prépare la population à combattre, en d'autres termes, l'armée encadre la population. D'ailleurs, on observe la transformation des traditions militaires, les officiers investissent l'espace nocturne, en violant ainsi la cadence des journées, l'uniformité. Enfin, on observe la reconnaissance de la supériorité de l'ennemi. Les théoriciens français admettent non seulement que l'adversaire est tactiquement supérieur, sur le plan militaire, mais ils admettent qu'il faut s'adapter à leurs méthodes : « on n'a compris que tardivement ».

Plusieurs systèmes sont alors testés. L'échec des différentes expériences dans le laboratoire indochinois conduisent l'armée française à privilégier deux modes d'action originaires non-militaires : la guerre psychologique et le contrôle des populations. Le premier terme désigne l'ensemble des démarches de propagande : la guerre psychologique est éminemment offensive et elle vise la démoralisation des combattants ennemis, tandis que l'action psychologique tend à souder les combattants français autour d'une idée force, d'une idéologie. Il s'agit de convaincre ses rangs que la guerre menée défend des convictions politiques, matérialisées par le vif désir de maintenir l'empire à tout prix. Ces deux volets de la guerre se basent sur la diffusion de tracts, de messages radiodiffusés, de réunions publiques, etc.

Le contrôle des populations revêt un sens beaucoup plus coercitif : maîtriser les réseaux d'informateurs, neutraliser les agents infiltrés, retourner les sympathisants. Les officiers français ont besoin d'informations précises, avérées, permettant une intervention efficace et immédiate sur le terrain. Dès lors, le renseignement et l'action sont au centre de toutes les opérations militaires. Les vétérans d'Indochine justifient les méthodes utilisées par le souci d'efficacité et la difficulté à lutter contre un adversaire dissimulé. Dans la position de l'occupant, les officiers du

¹⁴⁴ Cité dans Marie-Monique Robin, *Les Escadrons de la mort : l'école française*, Paris, La Découverte, 2003, p. 24.

Corps Expéditionnaire français luttent contre une population apparemment très hostile et appuyée de l'étranger. Désorienté par l'absence de front qui caractérise la *guerre de surface*¹⁴⁵, l'état-major français oscille entre deux choix tactiques : concentrer les forces, au risque d'abandonner le pays au Vietminh, ou disperser les effectifs, au péril de l'attaque ennemie. Or, la confiance en la supériorité militaire conduit l'armée française à ne pas évaluer correctement les informations fournies par son service de renseignement. Elle s'achemine directement vers Diên Bien Phu. En l'absence d'une politique viable, la seule solution au conflit semble une victoire militaire sur le terrain. Objectif improbable car les communistes chinois, à partir de 1949, soutiennent le Vietminh, alors que la France peine à sensibiliser la communauté internationale et se montre divisée sur le plan politique à l'égard des résultats de la guerre.

En Indochine, selon le colonel Lacheroy l'expérience des officiers s'acquiert dans des conditions très sévères et ne doit pas être perdue. Au contraire, elle doit être une leçon profitable pour tous¹⁴⁶. L'armée française apprend à ses dépens les méthodes de la guerre révolutionnaire. Les différents plans d'action militaire ne parviennent pas à s'adapter aux nouvelles conditions de la guerre où l'officier de renseignement occupe une place centrale dans la lutte. À l'inverse, en Algérie, les méthodes de l'armée témoignent de plus souplesse. L'expérience algérienne confirme l'efficacité de la machine de guerre contre-insurrectionnelle et consolide le savoir-faire français.

Tant en Algérie qu'en Indochine les conflits mettent l'efficacité militaire à l'épreuve du politique. Ce sont de vastes champs d'expérimentations militaires. L'armée évalue la capacité de ses officiers supérieurs à assumer le pouvoir lorsque celui-ci se montre défaillant ou incapable de contrôler la population civile. La guerre d'Algérie est un terrain de combat où l'armée française est contrainte d'innover afin d'atteindre les objectifs fixés par le gouvernement. Elle essaie, par différents moyens, d'écraser le soulèvement algérien. En poursuivant les guérilleros algériens au plus profond du territoire, les officiers responsables des états-majors opérationnels organisent une recherche d'informations efficace. Ils détaillent les réseaux d'informateurs, construisent des grilles d'analyse et croisent les données pour faire un tableau utile aux gouvernements. Les affrontements prennent souvent la forme d'embuscades, de guet-apens ou d'attaques nocturnes qui affaiblissent les officiers mais renforcent l'obstination des chefs militaires.

Raphaëlle Branche analyse la corrélation très étroite entre l'augmentation du terrorisme urbain, la diffusion des théories de la guerre révolutionnaire et l'action policière de l'armée. Mais l'ascendant de l'armée sur la police n'est pas sans nuance. Si les moyens utilisés par l'armée sont semblables à ceux de la police, néanmoins, les finalités sont différentes puisque l'activité de

¹⁴⁵ La guerre de surface est un des termes utilisés par les polémologues pour définir les conflits de la guerre froide sans grandes répercussions internationales, caractérisé par l'absence de front et par la guerre civile.

¹⁴⁶ Charles Lacheroy, « Avertissement », *Revue militaire d'information*, février/mars 1957, n° 281, p. 7-9.

l'armée est déconnectée de toute action judiciaire¹⁴⁷. La conclusion de l'historienne est frappante et montre à quel point l'action militaire peut se débarrasser de toute légalité, dès lors qu'elle réalise les enquêtes, trouve les coupables et rend justice.

Le gouvernement se pose des questions sur l'issue de la guerre, alors même que l'armée s'appuie sur des officiers animés par un puissant idéal de reconquête, fidèles à la République. La loyauté des hommes à l'égard du gouvernement, quelle que soit la nature de celui-ci, assure la construction d'une arme efficace de combat politique. Lors de son départ vers Alger, au début de l'année 1957, le capitaine Paul Aussaresses n'a pas été volontaire, il s'en explique en ces termes : « Je n'ai pas pu dire non à Massu. Ou j'acceptais ou je quittais l'armée. Quitter l'armée, c'était quitter les services spéciaux ; c'était renoncer à un idéal, c'était trahir¹⁴⁸ ».

L'intérêt de l'extrait est d'apprécier les valeurs hiérarchiques avancées par l'auteur qui justifie son engagement dans l'état-major clandestin du général Massu. Sa décision est de nature idéologique puisqu'il refuse de quitter l'armée en raison de ses idéaux. L'idéal legaliste assure à l'État une machine de guerre fidèle. Les arguments de Paul Aussaresses lui valent le qualificatif « d'exécutant » par le second ministre des Armées du président de Gaulle, Pierre Messmer (1960-1969), lui aussi parachutiste.

En 1957, la situation est plus dramatique que jamais. Submergé par la multiplication des attentats et immobilisé en raison de la dispersion des forces sur le territoire algérien, le ministre résident Robert Lacoste fait appel aux militaires et particulièrement à la haute hiérarchie. Le 7 janvier 1957, le préfet de police d'Alger remet les pouvoirs de police au général Massu, chef de la 10^e Division Parachutiste. Lorsque ses hommes défilent en tenue léopard dans les rues d'Alger c'est pour montrer la puissance de la nouvelle armée. Les militaires en viennent à ce mode d'action moins par la nature de l'ennemi que par le type d'action que le gouvernement entend appliquer. Détenir les pouvoirs de police laisse aux responsables militaires le loisir d'imposer une conception très particulière de la répression¹⁴⁹.

Les militaires se substituent à la police et à la Justice, ils cherchent à atteindre des objectifs politiques. La stratégie du général Massu se fonde sur une idée force héritée des combats en Indochine : l'information est le nerf de la guerre révolutionnaire, il faut donc la maîtriser afin de contrôler les déplacements ennemis. Ainsi la population se trouve hissée au centre du dispositif militaire. Celui-ci s'oriente selon les principes énoncés par le capitaine Roger Trinquier dans son Dispositif de protection urbaine (DPU). Selon cet officier internationalement reconnu comme un spécialiste de la guerre révolutionnaire, chaque chef de foyer doit recevoir un numéro

¹⁴⁷ Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Gallimard, 2001, page 109.

¹⁴⁸ Paul Aussaresses, *Services Spéciaux. Algérie 1955-1957*, Paris, Perrin, 2001, p. 15-94-96.

¹⁴⁹ Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée...*, *op. cit.*, p. 111.

correspondant à une case. Un groupement de maisons en reçoit un et ainsi de suite jusqu'au quadrillage de l'ensemble de la zone urbaine. Son système encourage aussi la délation et la dénonciation comme instruments de contrôle des déplacements, de manière à repérer les *porteurs de valises*, c'est-à-dire ceux qui transmettent les informations.

Sans langue de bois, Aussaresses décrit le travail de l'armée de terre à Alger :

Indépendamment de l'état-major préfectoral qu'il était en train de constituer à raison de deux officiers par régiment de la 10^e Division Parachutiste, soit une dizaine au total, Massu avait donc jugé utile la création d'un état-major parallèle. Parallèle, pour ne pas dire secret. Cette équipe devait être composée de deux adjoints de confiance. Le premier était déjà nommé. C'était une vieille connaissance : le lieutenant-colonel Trinquier, un homme des services spéciaux. [...] Il allait être plus particulièrement chargé de l'élaboration d'un plan de contre-subversion et du contrôle des populations. [...] Le deuxième adjoint devait entretenir un contact permanent avec les services de police, les commandants des régiments et les Officiers de Renseignement de ces régiments¹⁵⁰.

Roger Trinquier et Paul Aussaresses occupent des postes clés dans le dispositif du général Massu. Ils sont responsables de l'information et de l'action. A l'instar de l'organisation paramilitaire, durant la Résistance, le général Massu met en place un système de surveillance de la population et de neutralisation de l'ennemi. Le dispositif fait preuve d'efficacité au point qu'en moins d'une année le Front de libération nationale (FLN) est écrasé à Alger. Tous les militants sont identifiés et une fiche est créée par cellule de trois hommes. Ensuite, les troupes de choc procèdent à des arrestations nocturnes, à des interrogatoires secrets. Dans ces opérations des personnes disparaissent et les traces sont effacées. En dépit de l'efficacité militaire, un tel bilan est vivement critiqué par une partie de l'opinion publique française.

Elle se dresse contre les militaires et accuse le gouvernement d'atrocités contre la population algérienne. Paul Aussaresses et Roger Trinquier sont mis à l'écart d'Alger. La crise politique commence en métropole où le gouvernement reconnaît son incapacité à maîtriser la situation dans les départements français d'Afrique du Nord. Malgré l'obstination du gouvernement Guy Mollet, la rébellion reprend dans les campagnes, menée par l'Armée de libération nationale (ALN). La chute du gouvernement Mollet met un terme au commandement du général Massu. La révocation du général cause la colère de ses troupes.

Après le 13 Mai 1958, avec l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, Pierre Guillaumat est nommé ministre des Armées (juin 1958- février 1960). Il s'empresse de remplacer les officiers impliqués dans la guerre psychologique en Algérie par des gaullistes. Il oriente ensuite les opérations militaires vers une plus grande mobilité sur le terrain, avec la création d'une force

¹⁵⁰ Paul Aussaresses, *Services Spéciaux...*, *op. cit.*, p. 90-91.

mobile de 40 000 hommes. Parallèlement, les unités territoriales organisées par des réservistes rappelés assure l'autodéfense des villes et soulage l'action des unités d'élite à l'intérieur du pays. Les forces peuvent alors se concentrer sur le combat urbain. En effet, dès octobre 1959, le plan Challe envisage des combats durs contre le FLN et son objectif est presque autant militaire que politique : briser les éléments les plus radicaux de la rébellion algérienne et contraindre le FLN à renoncer à ses positions. Le gouvernement souhaite ensuite négocier avec les leaders de la rébellion en position de force. Le plan consiste à éliminer physiquement les combattants et à occuper la place du FLN dans les grandes villes, Alger en tout premier lieu.

Au-delà de l'innovation technologique, les militaires adaptent les traditionnels outils militaires aux nouvelles conditions de la guerre. Ainsi le chef d'escadron Pierre Lallart commande des unités montées de spahis et découvre que les troupes à cheval sont tout désigné pour travailler là où les véhicules à roues ou à chenilles ne peuvent aller. De plus, les unités blindées sont peu adaptées à la montagne. Dans les zones accidentées des campagnes algériennes les hommes du FLN se volatilisent grâce aux nombreuses dépressions qui s'y trouvent. Les unités de cavalerie spahis peuvent donc suivre les traces ennemis sans se faire repérer et arriver par surprise jusqu'aux caches¹⁵¹. Adaptés à ces conditions difficiles, les spahis réalisent le travail de quadrillage du territoire et de contrôle des populations. Par ailleurs, leur mobilité permet une exploitation immédiate du renseignement puisque les cavaliers atteignent des villages distants de plusieurs kilomètres en quelques heures. Leur rapidité permet de vérifier l'information obtenue dans les interrogatoires.

Dans la sixième année de guerre, des possibilités de négociation se font jour alors que le pouvoir politique se consolide en France. Le commandant Jean Wartel chef du 6^e Régiment d'Infanterie, dans le secteur de Médéa, arrive sur le terrain dans une phase déjà avancée du conflit. Il est envoyé en Algérie pour assumer le commandement du régiment *Corée*, connu pour sa brutalité au combat. Le tournant politique adopté par de Gaulle suscite l'incompréhension chez les jeunes lieutenants-colonels et colonels, J. Wartel est envoyé afin de contrôler ces groupes. Dans cet appareil militaire complexe, les nouvelles technologies jouent un rôle essentiel. Les hélicoptères blindés viennent à l'appui des troupes au sol : équipés en mitrailleuses aux balles explosives, leur entrée en guerre est décisive car même en éclatant à distance, les coups portés par cette nouvelle arme de combat peuvent blesser mortellement l'adversaire. Protégés des tirs adverses, leur efficacité est redoutable.

Que conclure sur le profil de ces officiers dont certains se seront envoyés au Brésil entre 1946 et 1974 ? Ils ont tous un point commun : leur formation dans les services spéciaux français

¹⁵¹ Thierry Noulens, « Les unités à cheval en Algérie, 1954-1962 » *Revue historique des armées*, 249, 2007, [En ligne], mis en ligne le 15 juillet 2008. URL : <http://rha.revues.org/index1003.html>. Consulté le 12 juin 2010.

durant la Seconde Guerre mondiale. Cependant, les expériences sont très disparates. Ils proviennent d'armes différentes, ont servi dans des lieux les plus divers et dans des unités très dissemblables. Par ailleurs, leurs expériences militaires postérieures à la guerre diffèrent sensiblement car tous n'ont pas « fait l'Indochine ». Enfin, l'expérience de l'Algérie est fondamentale et représente un tournant dans leurs carrières.

Les guerres coloniales voient surgir un mythe à la croisée du politique et du militaire, notamment celui du nouvel officier, taillé aux contours d'une idéologie conservatrice et contre-révolutionnaire qui apporte l'idéal civilisateur. Figure devenue célèbre sous la plume de l'écrivain Jean Laterguy dans sa trilogie sur les brigades parachutistes de choc, l'officier français est « le croisé des temps modernes ». Son idéal associe des conceptions conservatrices héritées de Charles Maurras et des positivistes. Ces techniciens de la société s'estiment à même de guider un vieux pays rongé de l'intérieur par la corruption, la subversion et l'antimilitarisme dans la voie de l'ordre et du progrès. Le plus célèbre des colonels en tenue léopard, Marcel Bigeard, commande l'École Jeanne-d'Arc de contre-guérilla où il bâtit les futurs cadres d'une arme redoutable : les forces contre-révolutionnaires.

Le renseignement, l'action et la protection forment le triptyque d'un système cohérent de collecte et d'exploitation des informations auquel sont habilités les hommes de l'armée française. La mise en œuvre de ce système implique des connaissances, des savoir-faire, de l'expérience. Ils sont préparés pour résister et servir sans faiblir. Au-delà de leur professionnalisme, l'élément commun est leur dévouement à la France. D'aucuns sont gaullistes, mais la plupart ne le deviennent que lors de l'accession du général de Gaulle à la magistrature suprême. Ces officiers des services spéciaux français sont maîtres de l'évasion, spécialistes de l'interception des messages, cryptographes chevronnés, experts en infiltration et en opérations de choc.

Les officiers français envoyés au Brésil proviennent des rangs des services spéciaux. Ils ont en commun l'expérience des guerres coloniales, sont formés aux interventions de choc et préparés au travail d'information. Ces hommes de l'ombre habitués à la clandestinité sont capables de commander, de coordonner et d'improviser dans des actions discrètes voire secrètes.

D'une guerre à l'autre, ils sont toujours près du front. Leur rôle se consolide pendant la guerre froide. L'officier nouveau issu des services spéciaux de la France Libre est le principal acteur des conflits de l'après-guerre. Lorsqu'ils arrivent au Brésil, ils ont tous une carrière militaire consolidée. Ils quittent l'armée pour entrer dans la diplomatie où ils jouent un rôle central. Leurs expériences inégalables dans les services spéciaux sont le principal atout de la France. Si leurs moyens ne sont pas adaptés à leur mission, c'est dans les faiblesses de la stratégie française que nous devons chercher les déboires de ces relations militaires.

L'attaché militaire peut être considéré comme un officier de renseignement, qualifié d'OR dans le jargon militaire. Il centralise les informations, résume la situation et élabore des comptes rendus pour les ministres. Les informations réunies révèlent une manière particulière d'envisager la situation et d'en interpréter le déroulement. Ces informations sont à la base de la seconde, l'action psychologique, que le Quai d'Orsay et l'état-major de l'armée de terre entendent développer au Brésil. Le rôle de l'OR est donc primordial dans l'ensemble de la guerre froide.

Chapitre 3 : La primauté du politique sur le militaire

La IV^e République (1946-1958) se construit sur la base d'un régime parlementaire et, de ce fait, le pouvoir exécutif est divisé entre le président de la République et le président du Conseil¹⁵². Ce dernier est dépendant de l'avis du parlement et, en règle générale, ne gouverne pas plus d'un an. Ainsi, l'instabilité des gouvernements constitue-t-elle une des faiblesses du régime, source d'incohérences intérieures et extérieures¹⁵³.

Chargé de coordonner l'action des Secrétaires d'État, le ministre de la Défense n'a d'autorité que sur des directions mineures. Les chefs d'état-major sont placés sous la double autorité du ministre de la Défense pour l'emploi des forces et des Secrétaires d'État pour leur gestion ; ils n'entretiennent plus de relations institutionnelles entre eux. Alors que les problèmes rencontrés sont communs, les projets sont menés isolément. La situation s'aggrave par le fait que les Secrétaires d'État conservent leur portefeuille d'un cabinet à l'autre et acquièrent la légitimité pour préserver de l'instabilité gouvernementale les secteurs dont ils sont en charge. Leur pouvoir tend aussi à renforcer la capacité de résistance aux tentatives de changement d'orientation politique¹⁵⁴.

Nous essaierons de comprendre dans quelle mesure les informations envoyées à Paris influent sur les prises de décisions au Quai d'Orsay. En ce sens, nous questionnerons la cohérence de la diplomatie française. Le principe de cohérence caractérise la politique étrangère, d'où procèdent à la fois une vision du monde, un ordre de priorité et la logique d'une démarche. Il n'existe donc pas une seule politique étrangère mais plusieurs¹⁵⁵. Les principes énoncés par la France sont contradictoires avec ses moyens et le Quai d'Orsay est de moins en moins sensible aux appels de ses ambassadeurs. Dans ces circonstances, comment la France organise-t-elle sa stratégie d'expansion au Brésil ? Dans quelle mesure les difficultés rencontrées sur le plan intérieur empêchent-elles le suivi des dossiers ?

¹⁵² Selon Serge Berstein et Pierre Milza, la Constitution de la IV^e République entérine le nouveau mode de gouvernement, basé sur le primat de l'Assemblée nationale sur le pouvoir exécutif, partagé entre le chef du gouvernement, désigné par l'Assemblée et le président de la République, élu au suffrage indirect. D'ailleurs, le système politique se base sur un double exécutif et un Parlement bicaméral. Le président du Conseil détient le pouvoir exécutif *de facto*, mais il est responsable devant l'Assemblée nationale, alors que le président de la République a des pouvoirs restreints, même s'il jouit d'une large indépendance à l'égard du Parlement et incarne une certaine permanence de la politique française face à des gouvernements changeants. Les forces politiques se scindent en trois grands ensembles, les démocrates-chrétiens du MRP, les socialistes de l'ancienne SFIO et les communistes, première force politique nationale. Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^{ème} siècle. Tome III : 1945-1958*, Bruxelles, éditions Complexe, 1991, p. 29-41.

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ Pierre Guillaumat, « Aéronautique et nucléaire : les ambitions cachées de la IV^e République », Laurent Giovachini (dir.), *L'armement français au XX^e siècle. Une politique à l'épreuve de l'histoire*, Paris, Ellipses, 2000, p. 85-100.

¹⁵⁵ Tanguy de Wilde d'Estmael, « L'Union européenne, acteur international 'atypique' », Claude Rossens, Valérie Rosoux (dir.), *La politique étrangère : le modèle classique à l'épreuve*, Bruxelles, Peter Lang, 2004, p. 267-284.

Le nouveau rapport de force

La Seconde Guerre mondiale affaiblit définitivement les empires coloniaux et crée le vide dans la domination européenne¹⁵⁶. En plus d'une démonstration de force qui stimule la course aux armements avec l'Union soviétique, le lancement de la bombe atomique par les États-Unis crée le vide dans le pouvoir politique dans le Sud-Est asiatique. En ce sens, le 25 août 1945, Nguyễn ái Quốc (1890-1969), alias Hồ Chí Minh, fondateur du Vietminh, se rend maître de Hanoi. Le 2 septembre, le leader proclame l'indépendance et fonde la République démocratique du Vietnam. L'insurrection est dirigée par des communistes. Comme le démontre Catherine Villatoux, le discours anti-communiste est très présent dans les déclarations des militaires ainsi que des dirigeants politiques¹⁵⁷.

Les dirigeants français interprètent l'exaltation du sentiment nationaliste et anti-impérialiste comme le résultat de l'action clandestine du « communisme international » dont l'ambition serait de se substituer aux puissances coloniales. La lutte contre les nationalismes est légitime lorsqu'elle sauvegarde la sécurité du *monde libre* et la souveraineté de la France. C'est pourquoi les dirigeants français utilisent alors la rhétorique de la guerre froide.

La menace de l'affrontement total pèse sur les relations diplomatiques qui se caractérisent par les tentatives de limiter la violence et ainsi réduire les probabilités d'un nouveau conflit mondial. La guerre froide se caractérise par de cycles d'affrontement entre l'Union soviétique et les États-Unis. Elle est aussi le cycle de l'hégémonie états-unienne, fondée sur l'anti-communisme et la conviction que la démocratie est le meilleur des régimes politiques et le libéralisme la solution à tous les problèmes économiques. Le pouvoir est fondé sur le consensus des alliés. La France n'est pas au centre de cette guerre et son rôle tient moins à l'importance de son parti communiste qu'à l'ambition de conserver à tout prix son empire colonial.

La conjoncture politique de l'après-guerre est ainsi inséparable du déclin des empires coloniaux. En Indochine, l'armée qu'affronte la France est d'une nature distincte de celles du dernier conflit mondial. Il ne s'agit plus d'un combat contre un autre État mais contre un peuple.

¹⁵⁶ Même en Algérie où la France ne cède pas face à la volonté d'indépendance, les mouvements de lutte pour l'autodétermination se manifestent et sont violemment réprimés. En revanche, en Indochine, la présence française est bafouée par l'Empire nippon. Depuis 1941, le Front pour l'indépendance du Vietnam (Vietminh) se présente comme un mouvement de résistance intérieure antijaponaise. Chassé par l'administration coloniale, il parvient à s'ouvrir la route vers l'indépendance après l'anéantissement du Japon, le 6 août 1945, à la suite de la bombe d'Hiroshima. La guerre d'Indochine n'est pas la première où le discours communiste est associé aux revendications nationalistes, pourtant, elle marque le début du nouveau cycle d'affrontements. Du côté vietnamien, les combats sont menés au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et trouvent une légitimité dans l'effort entrepris par le Vietminh dans la libération des territoires sous-occupation japonaise.

¹⁵⁷ Marie-Catherine et Paul Villatoux, *La République et son armée...*, *op. cit.*

Populaires, les armées révolutionnaires sont aussi commandées par des chefs éduqués dans les plus prestigieuses écoles de la métropole. C'est une brèche laissée par le système que viennent occuper les leaders politiques de la jeune génération des élites coloniales.

Présidé par le général de Gaulle, le Gouvernement provisoire de la République française n'attend pas une minute avant d'envoyer l'armée combattre les rebelles¹⁵⁸. Commandé par le général Philippe Leclerc, le Corps Expéditionnaire français rejoint rapidement le front en Extrême Orient. Le témoignage des vétérans de cette guerre traduit le sentiment de passer d'un conflit à l'autre sans transition : la guerre dans laquelle la France engage son armée est perçue comme la continuité de la Seconde Guerre mondiale. Au total, près de 450 000 hommes rejoignent le Corps Expéditionnaire en Extrême-Orient, entre 1945 et 1954. De plus, les députés communistes considèrent l'Indochine comme « la sale guerre » et refusent de voter le budget. Les crédits sont souvent maigres et provoquent l'insatisfaction des militaires¹⁵⁹. L'attitude d'hésitation du gouvernement suscite chez les soldats et les officiers un sentiment d'abandon, marquant une première dissension de l'après-guerre entre l'armée et la nation. Ce Corps Expéditionnaire réunit essentiellement des officiers issus des Forces françaises libres ou de la Résistance intérieure qui transposent les pratiques militaires d'un théâtre d'opérations à l'autre, avec un grand pragmatisme. Ce serait là une des raisons de la violence perpétrée contre les forces vietnamiennes, en plus de la traditionnelle violence contre les populations colonisées¹⁶⁰.

Quinze ans se sont écoulés avant que le gouvernement n'assume la contradiction politique entre le maintien de l'empire colonial et la priorité de récupérer le rang de grande puissance. Le maintien de l'empire assure le prestige que la France a besoin pour accepter d'entrer dans la Communauté européenne de défense (CED) en se sentant capable d'y tenir son rang, aux côtés d'une Allemagne en passe de redevenir une grande puissance¹⁶¹. Les guerres coloniales, la reconstruction du pays et la crise économique occupent une place centrale dans les priorités du gouvernement. La IV^e République est donc obligée de concentrer ses forces sur la construction européenne mais aussi sur les guerres coloniales.

¹⁵⁸ L'envoi de l'armée n'est pas l'unique mesure prise par le gouvernement. La Constitution française de 1946 institue un nouveau partage de pouvoirs et change aussi le statut des colonies : l'Union française désigne désormais l'ensemble formé par la France et les divers pays d'outre-mer. Dans ce cadre, l'abolition du code de l'Indigénat est conçue comme une réponse à l'attente des populations colonisées, après la Seconde Guerre mondiale. D'aucuns voient l'Union française comme un système politique original d'assimilation des territoires à la France, dans un cadre différent du système colonial, en vigueur depuis le XIX^e siècle. D'autres la voient moins comme des projets que comme des promesses. Au demeurant, ces concessions rétribueraient politiquement l'effort des colonies dans la libération de la France, en particulier lors du débarquement en Provence.

¹⁵⁹ Alain Ruscio, « L'opinion française et la guerre d'Indochine (1945-1954). Sondages et témoignages », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1991, vol. 29, n° 29, p. 35-46.

¹⁶⁰ Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, Gallimard, 2001.

¹⁶¹ Maurice Vaisse, *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1999 (6^e édition).

Face à ces limitations, les directives des attachés militaires français au Brésil sont très claires et réduisent leur rôle à l'observation stratégique¹⁶². Ces directives concernent uniquement la surveillance de l'activité des ressortissants étrangers et des échanges éventuels avec les territoires coloniaux. Dans les pays où la présence allemande est forte, la France envoie des spécialistes du renseignement afin de repérer les nazis exfiltrés en Amérique du Sud par les services secrets états-uniens. À leur arrivée au Brésil, les attachés militaires essaient donc de reprendre contact avec les officiers brésiliens, anciens élèves de la mission française mais aussi anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. Compte tenu de l'expérience d'Albert Buchalet et de Jean Tassel, pendant la guerre, capturés, transférés vers les camps de prisonniers politiques et évadés, ils connaissent parfaitement les dossiers sur l'armée allemande. Dans le cas où la France serait intéressée par la poursuite des criminels de guerre nazis, ces hommes seraient en mesure de repérer les principaux réseaux d'exfiltration, de l'Europe à l'Amérique du Sud.

Sa quête s'étend à la surveillance des colonies allemandes et italiennes, établies dans les États du Rio Grande do Sul, Santa Catarina, Paraná et São Paulo. Les premières années d'après-guerre sont marquées par la liquidation des anciens réseaux allemands et, connaisseur des réseaux d'exfiltration nazi, Albert Buchalet a pour mission d'enquêter sur cette présence nazie dans l'après-guerre. Il s'agit dans ce cas très particulier d'une continuité dans les travaux d'A. Buchalet. Ses directives suggèrent qu'il travaille en liaison avec le Bureau de documentation, installé dans la zone française d'occupation en Allemagne et lié aux instructions judiciaires ouvertes en France à la Libération¹⁶³.

Empressons-nous de dire que la relation entre les services de contre-espionnage et la répression judiciaire est bien trop complexe pour faire l'objet d'un traitement dans le cadre de cette thèse. La collaboration avec les services de contre-espionnage implantés dans les ambassades des pays sud-américains joue un rôle crucial dans la chasse aux espions nazis. Cette collaboration présente de grandes limitations et peut se montrer incompatible avec les objectifs du contre-espionnage français. En effet, les débuts de la guerre froide stimulent la récupération de techniciens et d'ingénieurs allemands au profit de l'industrie française, au détriment de l'utilisation des ressources du renseignement pour mener la lutte contre les anciens criminels de guerre.

Les débuts de la guerre froide exigent aussi une grande capacité d'adaptation des services français d'information et de contre-information. La prise de conscience de l'action clandestine des services soviétiques constitue l'autre raison favorisant la croissance du contre-espionnage au

¹⁶² *Propositions concernant la mobilisation du poste d'attaché militaire au Brésil*, Albert Buchalet, décembre 1948, SHD, 10T1112*.

¹⁶³ Bertrand Warusfel, *Contre-espionnage et protection du secret. Histoire, droit et organisation de la sécurité nationale en France*, Paris, Charles Lavauzelle, 2000, p. 118.

sein du SDECE. Son activité peut donc comprendre la recherche de renseignements en milieu ouvert mais aussi en milieu fermé. Le travail en milieu ouvert comprend l'essentiel de l'activité des attachés militaires pour la période 1948-1968. Il consiste à exploiter la documentation ouverte (presse, bases de données, ouvrages publiés), à solliciter des informations non confidentielles permettant de comprendre une situation et à prendre contact avec des informateurs, le plus souvent des fonctionnaires, qui indiquent clairement leur appartenance. Au contraire, la recherche en milieu fermé consiste à utiliser des moyens clandestins pour collecter des informations confidentielles, à infiltrer des groupes ou organisations cloisonnées, inaccessibles de l'extérieur. L'attaché militaire utilise différents moyens : l'interception de communications de toute nature, la surveillance sonore et physique, les visites domiciliaires et les effractions. Ces deux derniers cas n'ont existé que marginalement, bien que des moments de forte tension militaire et diplomatique conduise l'attaché militaire et son équipe à utiliser des moyens clandestins pour obtenir des informations. Mais le rôle de l'attaché militaire ne concerne qu'en partie la collecte d'informations sur les ressortissants étrangers. Sa mission principale est d'orienter les échanges militaires franco-brésiliens.

Le rôle de l'attaché militaire français au Brésil est de collecter les renseignements sur les opérations des organisations adverses et de mener des opérations d'intoxication contre elles. Le principal obstacle à l'implantation des industries françaises au Brésil est la pression de Washington sur le gouvernement brésilien. La relation très étroite qu'entretiennent les gouvernements brésiliens et états-uniens contraint le gouvernement français à prendre beaucoup de précautions dans ses contacts avec les dirigeants brésiliens. Le travail de prospection sous-entend l'étroite collaboration entre les fabricants d'armements et les ambassades, en particulier dans le domaine de l'information. Sans doute, le lobby des industries d'armement en France est puissance, en témoigne les groupes d'intérêt civils et militaires, comme celui présidé par le général Pierre Bodet.

L'attaché militaire doit s'assurer alors que les intérêts français ne sont pas atteints par une politique *anti-française* ou les agissements des pays *adverses*. Sans le nommer, la directive du ministère des Armées évoque la concurrence avec les fabricants états-uniens et britanniques. Afin de lutter contre ces éventuelles menaces, la France doit faire usage de ses services secrets. En raison de la présence très importante d'agents états-uniens au Brésil, il n'est pas possible de s'en tenir à la seule information sur le gouvernement de Rio. Il faut aussi prendre en considération la position de Washington vis-à-vis de la politique française¹⁶⁴.

A. Buchalet suggère :

¹⁶⁴ *Propositions concernant la mobilisation du poste d'Attaché militaire français au Brésil*, Albert Buchalet, décembre 1948, Rio de Janeiro, SHD, 10T1108*.

La mobilisation du poste doit être surtout à base de services secrets. Comme nos ressources dans ce cas risquent de s'épuiser rapidement, nous n'avons pas intérêt à entretenir au Brésil trois Attachés à titre coûteux. Il suffira de mobiliser un échelon seulement des postes marins et air sous l'autorité de l'officier adjoint prévu au tableau. L'ensemble sera actionné directement par l'Attaché Militaire ou par l'Attaché Militaire et l'Attaché Naval, si ces deux postes existent encore au Brésil au moment de la mobilisation. Par contre les services spéciaux devront connaître un plein développement, sous le contrôle du chef de poste militaire. Nous avons appelé ce type de poste : Mobilisation à base de Services secrets (Ms)¹⁶⁵.

La « mobilisation dont la base est des services secrets » permet d'obtenir des informations dans un environnement hostile et difficile. Dorénavant, le *poste* est désigné par le terme *mobilisation spéciale*. Il répond aux exigences d'information et de liaison, lorsque l'officier de renseignement réunit la plus vaste documentation possible sur le terrain et sur l'adversaire. Dès lors, le succès du travail de l'officier dépend de la valeur de son chef : pour comprendre les informations transmises il faut un bon analyste. Sans objectif, la stratégie n'a pas de sens, par conséquent la présence d'un état-major militaire composé d'un attaché des forces armées et d'attachés adjoints se révèle parfois coûteuse et improductive.

L'ambassade de France au Brésil est certes un lieu d'excellence où siègent d'importantes figures de la France Libre, comme François d'Astier de la Vigerie, mais leur compétence ne se mesure que dans leur capacité à susciter l'intérêt de Paris envers les questions brésiliennes. Comme le souligne Georgette Rodrigues, l'envoi d'éminents représentants de la France Libre, proches du général de Gaulle, signifie à lui seul l'importance attachée au Brésil. Pour cela, on assiste à la création de nombreux instituts français qui tentent tant bien que mal de prolonger le travail de propagande de la France Libre.

La première mission de l'attaché militaire est donc de réorganiser les réseaux français là où ils existent et en extraire le maximum d'informations. Cette mission n'a toutefois de sens qu'à l'égard des objectifs et des stratégies de la France. Lorsqu'ils ne sont pas clairement définis, ni l'attaché militaire ni l'ambassadeur ne peuvent exploiter convenablement les renseignements qui leur parviennent et ce malgré leur qualité.

Les représentants des puissances amies et l'entourage direct du gouvernement brésilien : chargés d'affaires, attachés militaires, hauts fonctionnaires, dirigeants des grandes compagnies. Puis, les officiers réservistes français qui forment un ensemble d'hommes présentant des fonctions de nature différentes et répartis irrégulièrement sur le territoire brésilien ; ces officiers dormants sont implantés dans différentes branches de l'économie brésilienne, localisés à São

¹⁶⁵ *Ibid.*

Paulo ou à Rio de Janeiro, notamment dans les filiales des multinationales françaises (Rhône-Poulenc, Schneider, etc.), les instituts brésiliens de formation supérieure ou les universités. Leur contact avec les Brésiliens assurent une information sûre et continue, très utile lorsque les contacts officiels sont inaccessibles.

Viennent ensuite les officiers brésiliens, les chefs de grandes unités de l'armée, les commandants des régiments, les commandants des écoles militaires, etc. Dans ce groupe, les principaux protagonistes sont dans les services d'information. Ils peuvent se rencontrer sur demande de l'officier français, mais, le plus souvent, les rencontres ont lieu lors de la visite de hautes personnalités françaises : le général de Gaulle, les groupes d'amitiés parlementaires et, surtout les militaires. Autrement dit l'attaché militaire est responsable de la sécurité des missions diplomatiques et, à ce titre, il prend contact directement avec les services brésiliens qui l'appuient dans l'organisation du système de sécurité. Ces contacts font perdurer l'implantation des grands industriels français et servent également à négocier les accords d'échanges militaires. Enfin, les groupes et groupuscules d'officiers brésiliens en contact avec les branches militaires intéressent les activités de l'attaché militaire. Au premier chef, les directeurs de section d'armements et d'équipements de l'armée de terre, même si ces généraux n'ont pas d'hommes sous leur commandement. L'attaché militaire intervient régulièrement auprès d'eux.

Dès 1948, la convocation de certains officiers de réserve est préconisée par le Quai d'Orsay¹⁶⁶. De longues listes sont alors établies afin de contrôler la circulation de ces officiers qui constituent d'importantes sources d'informations sur la situation brésilienne. Ils forment des groupes hétérogènes permettant d'assurer la continuité de la mission des forces armées, d'intervenir lors de situations de crise, d'apporter une expertise ou de faire le relais avec les industriels, les chefs d'entreprise, les universitaires de haut niveau, etc. L'utilisation, par l'attaché militaire, permet de renforcer les capacités opérationnelles de la mission, de faire intervenir en cas de conflits, de consulter des experts dans des domaines spécifiques – rares et souvent peu sollicités par l'ambassade – et, surtout de faire les relais d'informations et de sensibilisation auprès de différents acteurs de la société brésilienne.

Leurs professions permettent d'obtenir des renseignements rapides et fiables sur des branches spécifiques de l'économie et de la société. Ce sont des véritables réseaux de personnes à même d'offrir des données précises sur la politique, l'économie et le domaine scientifique. Entre 1948 et 1962, les attachés militaires établissent des listes où l'on dénombre environ 280 officiers de réserve résidant au Brésil et prêts à se mobiliser. À Rio de Janeiro et à São Paulo, les colonies sont quantitativement et qualitativement importantes. L'attaché militaire entretient avec la

¹⁶⁶ *Propositions concernant la mobilisation du poste...*, *op. cit.*

communauté française, comme avec un certain nombre de Français installés temporairement ou en permanence, des relations riches d'intérêt et d'enseignement. La mission militaire dispose de sources excellentes d'informations, mais aussi d'analystes aptes à exploiter rapidement ces dernières. Leur mission recommande aussi de suivre la carrière des chefs d'entreprises qui sont aussi officiers réservistes, de les garder en activité, les membres du SDECE en particulier.

Le Brésil n'a d'importance que dans la mesure où il permet d'observer les colonies africaines de la France. La stratégie générale de Paris, ne lui réserve une place que comme base arrière d'opérations dans l'Atlantique Sud. Les premières appréciations de la situation française en Amérique latine ne rendent pas précisément compte des difficultés dans la reprise du dialogue. Les visites de Louis Pasteur Valéry-Radot, de Raymond Ronze et de Jean de Lattre de Tassigny attestent de la volonté française de reprendre l'ancien courant des échanges militaires. Néanmoins, la France ne peut que constater la dilapidation de son capital de confiance. Au lendemain de la guerre, les dirigeants français envoient à chaque ambassade des directives générales afin d'orienter l'action des diplomates sur le terrain. Ils réorganisent alors leurs réseaux¹⁶⁷.

Le gouvernement a donc un grand besoin d'informations pour orienter sa stratégie d'expansion et, surtout, pour faire face à la mainmise états-unienne¹⁶⁸. Afin d'étudier la position des gouvernements sud-américains et les différentes possibilités d'alliance, le gouvernement français envoie des représentants à de nombreuses rencontres inter-américaines, invités en tant qu'observateurs extérieurs. Ces rencontres visent à définir les principes généraux guidant l'action des États. Elles se succèdent rapidement mettant en place le cadre diplomatique. En cas de nouvelle déflagration, les États s'uniraient afin de pacifier la région en guerre. Dans le cadre panaméricain, la dynamique de rencontres commence dès 1942, lorsque sont définies les bases d'un premier accord de coopération militaire. Toutefois, c'est au Mexique, en mars 1945, à la conférence de Chapultepec, que les États américains réaffirment leur principe de défense : toute agression contre un des pays signataires de l'acte sera considérée comme une agression contre tous les signataires. Elles aboutissent à la signature du Traité inter-américain d'assistance réciproque (TIAR), en septembre 1947, à Petrópolis, au Brésil. En partie, le TIAR et la charte de

¹⁶⁷ Georgette Medleg Rodrigues *Les attitudes françaises ...*, *op. cit.*, p. 125.

¹⁶⁸ La montée en puissance de Washington n'est pas un fait nouveau puisque depuis 1933 la politique de bon voisinage du président Roosevelt entretient les liens amicaux avec les républiques américaines. La concurrence franco-étatsunienne ne date pas de l'après-guerre mais s'accroît. Quoi qu'il en soit le retrait européen pendant la Seconde Guerre mondiale achève la construction de l'alliance avec les États-Unis. Cf F. McCann, *Aliança Brasil-Estados Unidos (1937-1945)*, Rio de Janeiro, Biblioteca do Exército editora, 1995.

Bogotá¹⁶⁹ confirment la tendance à la formation d'organismes multilatéraux où l'on privilégie les priorités états-uniennes de défense.

La rencontre qui attire le plus notre attention a lieu à Rio de Janeiro où diplomates et militaires discutent secrètement les termes de la coopération avec l'Amérique du Sud. Dans le programme figure la lutte contre le communisme et les réseaux d'exfiltration de criminels de guerre nazi. Lors de la rencontre précédant de quelques mois la signature du TIAR, les délégations portugaises, françaises et britanniques se réunissent dans une tentative de renouer le dialogue avec les pays américains. Ces initiatives s'insèrent dans une stratégie d'alliances tournées contre les anciens pays de l'Axe dont certains dirigeants persécutés par la justice européenne s'exilent dans les pays sud-américains ; mais pas uniquement puisqu'il s'agit aussi d'unir les efforts militaires contre l'expansion de l'Union soviétique. Ainsi, le débat concerne les moyens de relier la défense européenne à celle de la défense atlantique : les responsables ont en vue la création d'un lien contracté par des pays répondant en commun d'une obligation solidaire¹⁷⁰.

Effectivement, les discussions entamées à Rio de Janeiro prévoient l'institutionnalisation des rapports dans le continent américain. À l'évidence, le maintien de la paix est envisagé comme la seule condition de réussite des relations économiques¹⁷¹. Compte tenu des conséquences de la guerre sur les économies européennes, la paix apparaît comme la garantie de la réussite des affaires. La certitude que le libéralisme conduit inexorablement à la paix admet aussi que la paix ne peut s'obtenir qu'à travers les politiques libérales, révélant ainsi l'impuissance des États à promouvoir la croissance économique. Les accords inter-américains n'offrent aucune garantie formelle afin d'éviter les conflits. La position marginale des pays européens, dans le dialogue régional, constitue la principale cause d'insatisfaction française. Les priorités de défense européenne ne sont absolument pas prises en considération. Vis-à-vis de l'Angleterre et de la France, l'importance de l'Amérique du Sud dépend des possibilités d'y installer des bases militaires.

Au-delà des questions traitées, nous constatons le sentiment d'isolement de la délégation française qui ne parvient pas faire valoir ses arguments, autrement dit sa politique coloniale. L'objectif des militaires français est de constituer des bases arrières afin d'appuyer les opérations militaires en Afrique Occidentale française, en fournissant des informations aux états-majors des

¹⁶⁹ L'Organisation des États américains (OEA) a été créée en avril 1948 par la charte de Bogotá. Ses objectifs sont de parvenir à l'ordre de paix et de justice, de maintenir la solidarité entre ses membres, de renforcer leur collaboration et de défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance.

¹⁷⁰ Charles Zorgbibe, *Histoire de l'Otan*, Bruxelles, Complexe, 2002, p. 11.

¹⁷¹ *Note sur la conférence régionale de Rio de Janeiro*, colonel de la Chenelière, 30 juillet 1947, SHD, 14S538*.

Zones stratégiques¹⁷². Comme le soutient le délégué français, le colonel de l'armée aérienne François Ernoul de la Chenelière (1906-1984), officier du jeune SDECE, attaché de l'air auprès de l'ambassade de France à Buenos Aires :

On put constater qu'il existait un sentiment panaméricain. [...] Cependant, leurs réactions, vis-à-vis des puissances étrangères, furent très différentes. À notre surprise, les Brésiliens, soutenus vraisemblablement par les représentants des États-Unis firent preuve d'une intransigeance qui, dans bien des cas, frisa le manque de courtoisie, sinon l'incorrection. [...]. Les suggestions françaises, émises dans le but d'améliorer et d'uniformiser les procédures en vigueur, furent parfois repoussées avec une mauvaise foi évidente et en termes « peu diplomatiques ». C'est ainsi que, lors de la discussion sur les limites des zones de contrôle sur les côtes africaines, le délégué brésilien, ayant à choisir entre trois solutions – solution française – solution portugaise – solution de compromis – s'écria non à la solution française, « non » pour la solution de compromis, « oui » pour la solution portugaise. Dans le même ordre d'idées, il faut noter que les relations entre délégués brésiliens et délégués français furent correctes, sans plus¹⁷³.

La question de la surveillance du trafic maritime et aérien dans l'Atlantique Sud ne peut se régler sans heurts soit avec le Brésil soit avec ses partenaires. Selon le colonel de la Chenelière, la France ne peut rien faire qui puisse changer son isolement, elle n'a aucun moyen de pression et se trouve impuissante face à la mainmise états-unienne. Les Français assistent « désarmés » au dialogue inter-américain et le colonel Ernoul de la Chenelière observe l'attitude bienveillante des représentants états-uniens à l'égard des décisions brésiliennes. Il observe aussi la réticence des Brésiliens à accueillir les demandes françaises et met en évidence le pessimisme des dirigeants envers les possibilités de reconstruction de la France, compte tenu de l'ampleur de la crise économique de 1947. Il relève clairement à ses supérieurs que le calcul politique des Brésiliens est désormais pragmatique, basé sur une équation des pertes et des profits dans les relations bilatérales : une équidistance pragmatique.

Les diplomates français se rendent compte de leurs faiblesses et, surtout de leur manque de moyens financiers. Conscients que la guerre a créé un nouveau partage de pouvoir, avant 1947, ils n'imaginaient pas l'ampleur des dégâts¹⁷⁴. Face à la nouvelle géopolitique, la diplomatie française est démunie dans sa reconquête de l'Amérique latine. De plus, l'attitude du Quai d'Orsay mène à des conflits avec les dirigeants brésiliens, avides de conquérir, eux aussi, la position de leader régional.

¹⁷² Les zones stratégiques correspondent à des circonscriptions administratives, militaires et politiques. Elles sont implantées en fonction des divisions militaires coloniales. En ce qui nous concerne, il s'agit de la Zone stratégique de l'Afrique centrale.

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ Antônio Carlos Lessa, « Os vértices marginais... », *op. cit.*, p. 28-58.

En insistant sur le soutien états-unien, Ernoul de la Chenelière renforce les thèses de l'hostilité du Département d'État envers Paris. Il contribue ainsi à élaborer l'image en négatif des États-Unis, comme principal adversaire à la puissance française. L'examen de la situation montre à quel point les services de renseignement français peuvent se tromper. Chef de l'antenne du SDECE établie à Buenos Aires, pour lui comme pour nombre de ses contemporains, les liens entre Washington et Rio empêchent le développement des relations suivies avec la France. Le problème est donc déplacé de la France, où l'économie souffre de graves crises, vers l'Amérique du Sud, où les gouvernements appuient inconditionnellement les États-Unis. Il faut aussi tenir compte des pressions de la Maison Blanche sur les gouvernements américains, en grande partie sous dictature, afin de libéraliser leur régime en abandonnant le protectionnisme¹⁷⁵.

Jusqu'à la signature du traité de l'Alliance de l'Atlantique Nord où les intérêts de chaque pays signataire sont censés apparaître, les diplomates français étudient les possibilités d'alliance avec le Brésil. En 1949, avec onze agents consulaires dont un seul se consacre aux affaires militaires, le Quai d'Orsay dispose d'une représentation diplomatique équivalente à celle de la Chine qui vit alors les profonds bouleversements de la période révolutionnaire. Parallèlement, les États-Unis ont la plus importante mission diplomatique avec 35 agents consulaires dont 8 attachés militaires, navals et de l'air¹⁷⁶.

Promu au grade de colonel, à son départ, en 1946, Albert Buchalet (1946-1952) est envoyé en mission de surveillance et d'observation. Héritier d'une famille de militaires, son père a été instructeur à l'École d'intendance au sein de la mission militaire française au Brésil (1920-1940). Il peut ainsi compter sur les contacts établis par son père, Louis Buchalet, ainsi que sur les nombreuses études qu'il a effectuées à propos de l'administration de l'armée brésilienne. Buchalet bénéficie d'un fort capital de sympathie auprès des officiers brésiliens. La présence d'un officier des services spéciaux s'insère pleinement dans le cadre d'observation des colonies de peuplement étrangères au Brésil¹⁷⁷. Il s'agit d'une fonction de surveillance avec un rôle accru des services secrets : sa mission est de réorganiser l'expansion française. S'il souffre de la restriction des

¹⁷⁵ Depuis la signature des accords militaires avec Washington, le dictateur brésilien Getúlio Vargas donne des signes d'ouverture démocratique en prévoyant des élections, en proclamant de nouvelles lois et en autorisant le multipartisme. Getúlio Vargas perd progressivement l'appui des forces armées et se tourne vers son électorat dans les classes populaires. Le mouvement politique connu sous le nom de *queremismo* montre l'aspect démagogique du président sortant. La mobilisation populaire croissante s'empare de la capitale. Stimulée par le président et le Parti communiste brésilien (PCB), la montée en puissance du *péril rouge* est représentée par l'emblématique poignée de mains entre le dictateur et l'ex-capitaine Luiz Carlos Prestes. La foule clame pour la permanence du dictateur au pouvoir. Mais Vargas perd le soutien de l'armée de terre, disposée désormais à empêcher le dictateur à se maintenir au pouvoir à cause de sa nouvelle alliance avec le parti communiste.

¹⁷⁶ *Relatório anual*, annexe B-7, Raul Fernandes, 1949, CRL, <http://brazil.crl.edu/bsd/bsd/u1812/000219.html> (consulté le 13 février 2011).

¹⁷⁷ *Propositions concernant la mobilisation du poste...*, *op. cit.*, SHD, 10T1112*.

crédits de la défense nationale, il n'en propose pas moins le resserrement des liens, alors même que l'alliance Brésil-États-Unis n'a pas de cadre juridique fixe.

Albert Buchalet ne pense plus, comme avant la guerre, à simplement chercher quelle serait la position du Brésil en cas de conflit intéressant la France. Avant tout, il considère la position qu'occuperaient les États-Unis dans ce conflit¹⁷⁸. Selon toute vraisemblance, l'attitude brésilienne pendant la guerre d'Indochine suit de près celle de Washington. Dans le cas d'une guerre n'intéressant que le Brésil, l'intérêt des forces armées françaises serait nul. Seule une guerre intéressant les États-Unis ou l'ensemble du *monde libre*, autrement dit une troisième guerre mondiale, serait susceptible de susciter l'intérêt aussi bien des Français que des Brésiliens. L'auteur retient uniquement les intérêts de la France. Il relève que « le Brésil intéresse la France par sa position face à l'Afrique Occidentale Française ; par sa position face à notre Guyane ; par son influence sur la politique pan-américaine¹⁷⁹ ».

La situation brésilienne mériterait donc plus d'attention. Tout d'abord, sa localisation géographique est stratégique. Comptant 8,5 millions de km², le Brésil partage une frontière avec tous les pays d'Amérique du Sud, à l'exception du Chili et de l'Équateur. Il dispose donc d'importants atouts pour devenir central dans les relations inter-américaines. Par ailleurs, A. Buchalet souligne la position de l'axe Natal-Dakar-Paris et l'importance de ce pont aérien entre l'Afrique et l'Amérique. Il ne fait que reprendre la conclusion des stratèges états-uniens, en privilégiant la perspective atlantiste. La distance entre la zone stratégique du Nord-Est brésilien et la capitale de l'AOF (Afrique Occidentale française) est d'environ 3 000 km, alors que plus de 4000 km séparent Paris de Dakar. La défense de cet axe peut donc éviter la rupture des liaisons avec les colonies africaines, en cas de guerre généralisée.

La situation géographique du Brésil conforte le projet français de l'intersection des trois cercles : atlantique, européen, eurafricain. Ce projet ne se conçoit que dans un cadre bipolaire où la France cherche le leadership en Europe, face à l'Allemagne et la valorisation de ses atouts en Afrique. L'observation des colonies et l'étude des possibilités d'un débarquement en AOF, en partant de Natal, révèle à quel point les intérêts français convergent avec ceux du Département d'État¹⁸⁰. Le désir français de retrouver sa puissance d'antan l'écarte de plus en plus de ses partenaires et crée une logique de concurrence que la diplomatie française ne peut pas assurer. D'après les conclusions du diplomate français, il ne s'agit pas de lutter contre l'influence étatsunienne car la France n'en a pas les moyens¹⁸¹. Ceci explique donc ses hésitations vis-à-vis de

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ *Ibidem*

¹⁸⁰ L'AOF comprenait la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Burkina Faso et le Bénin.

¹⁸¹ *Note sur la conférence régionale de Rio de Janeiro...*, *op. cit.*

l'adoption d'un pacte de défense. À travers les analyses d'A. Buchalet et de F.E. de la Chenelière, Paris se rend compte des grandes difficultés à affronter avant de reprendre ses positions extérieures.

L'attaché militaire reprend également l'argument des stratèges états-uniens qui privilégient une perspective maritime du Brésil ; au contraire, la perspective continentale est dominante dans la pensée géopolitique brésilienne, depuis la Mission militaire française. Les propositions d'Albert Buchalet s'appuient sur trois modèles d'alliances, organisés en fonction des possibles « menaces ». Dans le cas d'une guerre intéressant uniquement la France, le soutien brésilien dépendrait de l'engagement états-unien. Dans ce scénario de guerre, la situation décrite ne correspond pas à une réalité si improbable, étant donné l'état de la contestation de la présence française dans les colonies. L'intérêt du contrôle maritime et aérien de l'Atlantique Sud devient évident en cas d'extension des guerres coloniales à l'Afrique française. Telle serait le cas dans les années 50, lorsque *l'Itamaraty* s'abstient de prendre position vis-à-vis la présence française en Afrique¹⁸². La position brésilienne est hostile par principe anticolonial mais aussi en raison de la position antagonique des États-Unis qui jugent l'attitude française en Indochine très peu énergique. Il convient donc de prendre en considération les relations avec Washington afin de comprendre le sens de l'action diplomatique de la France. L'étude d'A. Buchalet est particulièrement bien documentée avec pour objectif d'attirer l'attention des autorités militaires et diplomatiques sur la question de la défense atlantique :

Le chef de l'État-Major général des forces brésiennes a marqué qu'il souhaitait étudier [...] les mesures préparatoires à prendre afin d'assurer, en temps de guerre, la liberté des communications dans l'Atlantique Sud. En vue d'établir leur plan, les services brésiliens souhaitent connaître les disponibilités prises par l'État-Major français pour assurer la défense du Maroc, de l'Afrique et des communications aéro-maritimes entre la métropole, les territoires de l'Union française et le continent sud-américains. Il est évident que le maintien de la liberté des communications entre Natal et Dakar présente le plus grand intérêt pour permettre le ravitaillement des pays européens en matières premières d'intérêt stratégique¹⁸³.

De tous les territoires coloniaux français, seules la Guyane française et l'AOF ne posent pas de problèmes politiques et stratégiques. Les relations politiques franco-brésiennes ne répondent à aucune urgence politique, elles n'intéressent point les dirigeants français, bien plus préoccupés par les problèmes indochinois ou européen. Vis-à-vis du Brésil, l'océan Atlantique est la seule

¹⁸² *Propositions concernant la mobilisation du poste...*, *op. cit.*.

¹⁸³ *Notes pour le ministre. Conversations franco-brésiennes au sujet de la défense de l'Atlantique Sud*, Paris, 7 août 1951 AMAE, carton 52.

région d'où peut provenir une réelle menace puisque le pays ne craint plus d'agression étrangère par voie terrestre.

L'espace atlantique constitue la frontière avancée et décisive de la sécurité nationale, selon le stratège brésilien Golberi do Couto e Silva. Il faut donc coopérer à « l'immunisation des pays contre l'infection fatale du communisme, être vigilants et attentifs¹⁸⁴. » De fait, de l'océan Atlantique peut provenir une réelle menace contre le Brésil. La stratégie brésilienne s'oriente vers le renforcement du contrôle aérien et maritime de la façade atlantique, en partant de la pointe nord-est du pays¹⁸⁵. Par conséquent, l'équipement de son armée doit répondre à cet impératif : le maillage des côtes par une ligne de fortifications, l'installation d'un système de radars, l'acquisition de porte-avions, d'avions et la création d'une véritable force aéronavale. Dès lors, la politique d'armement se tourne à la fois vers ces trois armes mais c'est la construction d'une force aéronavale qui pose le plus de problèmes logistiques¹⁸⁶. Chaque armée veut disposer en son sein de l'ensemble de la panoplie qui lui semble nécessaire : l'armée de terre veut se doter d'une aviation légère, la marine d'une aviation et d'une infanterie, l'aéronautique de porte-avions. Le renforcement du contrôle aérien favorise l'échange d'informations et le travail des services de renseignement. L'alliance atlantique doit donc s'élargir.

Le contrôle de l'axe stratégique de l'Atlantique Sud permettrait au Brésil de jouer un rôle plus important dans la défense de l'hémisphère sud. L'avantage de la position brésilienne dans l'Atlantique Sud est la possibilité de maîtriser le trafic aérien et maritime de l'axe Natal-Dakar, où le faible peuplement des zones côtières de l'AOF et la difficulté de contourner les courants maritimes en Afrique équatoriale créent des conditions favorables à une politique étrangère expansionniste.

Cependant, la politique brésilienne d'alignement inconditionnel sur Washington entrave les desseins français en Amérique latine. Albert Buchalet insiste particulièrement sur la faible capacité de résistance des militaires brésiliens face aux impératifs des alliances diplomatiques et à l'absence d'une industrie nationale d'armement. Il montre la relation de dépendance des industries d'armement avec le partenaire états-unien¹⁸⁷. Il observe aussi la fracture politique au sein de l'armée brésilienne, à l'égard du type des relations prévues avec Washington.

Ces différentes études orientent la diplomatie française ou tout au moins répondent à une demande d'études stratégiques. Elles soulignent l'importance des questions militaires au sein de la

¹⁸⁴ Golberi do Couto e Silva, *Conjuntura política nacional o poder executivo & geopolítica do Brasil*, Rio de Janeiro, José Olympio, 1981, p 28-29.

¹⁸⁵ *Ibid*, p. 38-46.

¹⁸⁶ La constitution d'une force aéronavale reste en suspens pendant plusieurs années en raison des rivalités entre chefs d'état-major des deux corps.

¹⁸⁷ *Propositions concernant la mobilisation du poste...*, *op. cit.*.

Direction Amérique et mettent en relation défense et diplomatie par le dialogue suivi avec l'état-major des Armées. Nul ne doute qu'Alexandre Parodi, Secrétaire général, considère la question coloniale comme plus importante que les relations atlantiques, du moins jusqu'à Dien Bien Phu. Par ailleurs, les Secrétaire d'État aux forces armées doivent négocier la mise en place des structures de l'OTAN et procéder au réarmement du pays. Paris se trouve dans l'impossibilité d'orienter ses industries d'armement vers l'exportation.

Au Brésil, la politique d'alignement inconditionnel sur Washington prévaut jusqu'en 1951, déterminée comme objectif même de la politique étrangère de Rio de Janeiro. Eurico Dutra (1946-1951) s'appuie sur l'alliance militaire avec les États-Unis dans l'intention de se consolider en contrepartie à l'Argentine dont l'intérêt est de former une alliance régionale avec les gouvernements chiliens et uruguayens. En ce sens, Rio souhaite rompre son isolement à travers l'appui inconditionnel à la politique étrangère des États-Unis, en particulier dans l'Assemblée des Nations unies ; mais aussi dans les nouveaux organismes multilatéraux : Banque inter-américaine de développement et le Fonds monétaire international. La présence de délégations brésiliennes dans l'ensemble des commissions des Nations unies augmente le prestige international de l'Itamaraty. Cependant, le coût financier de cet investissement politique n'apporte que trop peu de ressources économiques au Brésil. L'appui à Washington devient une fin en soi et non plus un moyen de négociation politiques et économiques¹⁸⁸. Compte tenu de l'appui brésilien, Dean Acheson, Secrétaire d'État (1949-1953), considère que la présence des compagnies états-uniennes doit s'étendre jusqu'au Cap Horn afin d'assurer une influence incontestable en Amérique du Sud et promouvoir la démocratie libérale dans la région¹⁸⁹.

Dans ce contexte, le représentant français observe l'affirmation du pan-américanisme là où il n'existe pas vraiment. Ce concept fédérateur anime les alliances régionales depuis les indépendances du XIX^e siècle. De manière générale, il est revendiqué dans les rencontres inter-américaines afin de réclamer la défense du continent américain face aux invasions étrangères mais aussi en vue de justifier les interventions dans la politique intérieure d'un pays latino-américain. Les alliances pan-américaines visent des objectifs à court ou à moyen terme. Il s'agit le plus souvent de régler les questions commerciales ou de servir d'intermédiaire dans la solution de litiges frontaliers. Quelquefois leur but est de promouvoir une perspective de sécurité collective. La guerre froide contribue, quoique dans une moindre mesure, à la crise du système inter-américain, relégué à la périphérie de l'affrontement idéologique entre les démocraties libérales et socialistes. Jusqu'en 1959, l'Amérique latine est relativement à l'écart des logiques bipolaires et

¹⁸⁸ Amado Luiz Cervo, « Relações internacionais do Brasil », Amado Luiz Cervo (dir.), *O desafio internacional: a política exterior do Brasil de 1930 a nossos dias*, Brasília, Editora da Universidade de Brasília, 1994, p. 9-59.

¹⁸⁹ Luiz Alberto Moniz Bandeira, *Conflito integração na América do Sul. Brasil, Argentina Estados Unidos (Da tríplice Aliança ao Mercosul)*, Rio de Janeiro, Revan, 2^a edição, 2003, p. 226.

représente, avant tout, un instrument diplomatique dans la négociation de chacun des pays. Mais, dans ce cas, le pan-américanisme justifie l'incapacité française à rallier les États américains aux impératifs de défense français.

L'attaché militaire justifie ces difficultés par la mainmise de Washington sur le marché brésilien. Il contribue à consolider l'image négative des États-Unis dans la diplomatie française et remplit ainsi une partie de ses fonctions. Autrement dit il ne conteste pas l'argument du Quai d'Orsay selon lequel les États-Unis se substituent aux puissances européennes. L'appui de Washington permet une certaine liberté de mouvement au Brésil qui se permet de contester la position des États américains et européens. De plus, à travers l'OTAN, créée en 1949, les États-Unis cherchent à dominer et à contrôler l'Europe qu'ils sont en train de reconstruire, en la *défendant* contre l'Union soviétique. La construction de l'Europe transforme le système de défense en système de protection¹⁹⁰. Malgré leur anti-colonialisme, les États-Unis sont alliés à la France afin de mettre en place leur stratégie défensive tournée contre l'Union soviétique.

La stratégie d'endiguement de la menace communiste consiste à relever des régions stratégiques – l'Europe occidentale et le Japon, par exemple – et à les lier aux États-Unis, par des traités d'assistance réciproque et ainsi se retrouver en équilibre face à la puissance soviétique¹⁹¹. Le résultat de l'équation des efforts militaires des deux camps opposés est nul. Les alliances doivent donc se répercuter sur différentes régions stratégiques et la France est un maillon très important dans la chaîne d'alliances occidentales. Politique défensive, elle utilise des moyens économiques¹⁹².

En l'espace de quelques mois, le Pentagone doit se rendre à l'évidence de l'incapacité à utiliser la bombe atomique comme arme définitive. Elle agit désormais comme une arme de dissuasion. La guerre de Corée (1950-1953) conduit à un profond changement d'orientation de la politique états-unienne : elle met en cause la théorie des dominos et conduit à la révision de la stratégie d'endiguement. Pareillement, l'explosion par l'Union soviétique de la bombe thermonucléaire, en août 1953, produit un changement considérable dans les représentations stratégiques. La doctrine de représailles massives naît à ce moment-là ainsi que les premières réflexions sur l'usage tactique des armes nucléaires¹⁹³. La guerre propulse l'intérêt stratégique du

¹⁹⁰ Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion...*, *op. cit.*, p. 90.

¹⁹¹ La théorie des dominos est élaborée par le diplomate états-unien Georges Kennan, alors ambassadeur à Moscou. Elle légitime la stratégie de l'endiguement, préconisée par le Département d'État, pour lutter contre l'expansion du communisme. Selon cette théorie, après la victoire du communisme en Chine, en 1949, la chute des différents États coloniaux semble inéluctable : le Tonkin entraînerait ainsi la Thaïlande, la Birmanie, en même temps que l'Indochine entière ; après quoi, la Malaisie et les Philippines seraient peut-être aussi menacées. Cependant, la défense du Tonkin dépend d'abord de la France, d'où l'importante assistance militaire états-unienne : environ 6 milliards de dollars.

¹⁹² Charles Cogan, « L'attitude des États-Unis à l'égard de la guerre d'Indochine », Maurice Vaisse (dir.), *L'armée française dans la guerre d'Indochine (1946-1954) : adaptation ou inadaptation*, Bruxelles, éditions Complexe, 2000, p. 51-88.

¹⁹³ Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion...*, *op. cit.*, p. 93-94.

Sud-Est asiatique au premier plan des préoccupations occidentales et contraint aux plus grandes coupes budgétaires dans les investissements en Amérique latine¹⁹⁴.

L'héritage de la guerre est très inégalement partagé et Washington bénéficie d'un très grand capital de confiance auprès des militaires brésiliens. La faiblesse de la diplomatie française ne provient pas uniquement du contexte latino-américain mais aussi de la concentration d'efforts sur l'Europe, où elle doit assurer ses positions face à l'Allemagne. Enfin, les difficultés du dialogue franco-brésilien sont moins le résultat de la présence états-unienne que des désaccords entre les autorités politiques. Dans quelle mesure la perception des diplomates brésiliens sur la politique coloniale de la France constitue le principal obstacle à la conclusion d'une alliance ?

¹⁹⁴ Sonny Davis, « Brazil-United States military relations in the early post-World War II era », *Diálogos*, Universidade Estadual Paulista de Marília, v.6, 2002, p. 13-29.

La difficulté à renouer le dialogue bilatéral

Le traitement de la question coloniale permet aussi de comprendre les tensions entre le Quai d'Orsay et l'Itamaraty. Les rencontres bilatérales sont souvent l'occasion de rappeler la mission civilisatrice de la France qui relie le maintien de ses colonies à la défense de l'*Occident*, prétextant que les guerres coloniales sont le prolongement de la lutte contre l'expansion soviétique.

Durant les années 50, la politique coloniale est l'objet de toute l'attention des diplomates français et le dialogue avec les militaires brésiliens est souvent l'occasion de faire valoir les arguments de la France, en faveur de sa politique coloniale. Comme nous le verrons, la propagande française est associée à la récupération du passé de la mission française, à travers le général Carpentier, un conférencier au destin exceptionnel qui espère trouver un terrain d'entente autour des questions coloniales. Il s'agit alors de tenter d'expliquer en quoi les positions brésiliennes sont très ambiguës et désorientent les Français.

Réélu président en 1950, Getúlio Vargas désigne aux Affaires étrangères et à la Guerre des hommes politiques susceptibles de faire entendre aux États-Unis et à l'Europe la voix de l'indépendance nationale. Dorénavant, l'alignement sur la politique de Washington est conditionné à l'entrée des capitaux destinés au développement des industries brésiliennes. Le gouvernement Vargas (1951-1954) se démarque par son nationalisme militant, où la politique étrangère est un instrument de pouvoir au service des intérêts du gouvernement. Il s'agit d'associer toutes les questions bilatérales à la négociation des investissements étrangers¹⁹⁵. La relation suivie avec les États-Unis répond à l'exigence de trouver plus aisément des capitaux.

Le projet de Vargas est de renforcer la position brésilienne sur la scène internationale et se prévaloir des financements nécessaires au développement des industries nationales. Les forces armées sont une des principales bénéficiaires de cette politique. Pourtant, l'industrie d'armement ne change pas vraiment, les fournitures créent la dépendance envers les États-Unis et non pas l'autonomie nationale, formulée comme l'objectif essentiel. L'anti-communisme des secrétaires du Conseil de sécurité nationale assurent le rapprochement avec Washington : partisans de l'association des secteurs publics et privés, dans le développement industriel, ils n'assurent pas la croissance de l'industrie nationale. Leurs idées de défense occidentale font écho aux perspectives des militaires états-uniens mais les forces armées restent fortement partagées quant à l'attitude à adopter sur la scène internationale.

¹⁹⁵ Paulo Fagundes Vizentini, *Relações exteriores do Brasil (1945-1964). O nacionalismo e a política externa independente*, Petrópolis, Vozes, 2004.

Vargas infléchit la politique brésilienne vis-à-vis des colonialismes dont il fait le point d'orgue de la rhétorique onusienne de l'Itamaraty. Il n'espère pas trouver en Europe l'appui nécessaire à ses projets et se préserve de toute compromission avec les intérêts français. Son opposition de principes ne se traduit jamais par une attitude ferme. Bien au contraire, l'Itamaraty dénonce le colonialisme français, tandis qu'il renforce les liens d'amitié avec le Portugal, notamment en l'appuyant dans sa politique africaine. La politique anti-coloniale donne une cohérence au nationalisme du gouvernement Vargas, révélant ses préoccupations économiques mais accentuant ses contradictions diplomatiques.

Effectivement, le problème est d'ordre économique et non pas politique puisque les produits de l'Empire colonial bénéficient d'un tarif préférentiel sur le marché français, donc la concurrence est jugée déloyale. C'est une des possibles raisons de l'opposition brésilienne au colonialisme français¹⁹⁶. Les déclarations de Neves da Fontoura, ministre brésilien des Affaires étrangères, ont une grande répercussion aux Nations unies. Il propulse le Brésil sur le devant de la scène où les diplomates brésiliens sont présents à toutes les commissions et peuvent émettre leur avis sur divers problèmes traités dans l'organisation multinationale. Le Brésil est considéré comme un des leaders latino-américains. La capacité de dissuasion de ces délégations peut avoir un effet sur la position d'au moins une des 21 républiques américaines. Dans un organisme à 51 membres, au moment de sa création, c'est une possibilité nullement négligeable.

L'ambiguïté du discours brésilien n'empêche pas l'ambassadeur de France, soucieux de séparer politique et militaire, d'amorcer les négociations en matière de sécurité et de défense. L'action de l'attaché militaire permet alors de renouer le contact avec les dirigeants brésiliens et de propager le message de civilisation de l'armée française. Depuis 1949, telles propositions ne suscitent pas l'intérêt d'Alexandre Parodi qui mesure pourtant l'importance des dégâts subis par la présence française.

En vue de reprendre le dialogue, Albert Buchalet suggère qu'un officier supérieur connu des services brésiliens ancien instructeur de la mission française prononce deux ou trois conférences sur les problèmes stratégiques contemporains. Il suggère le général Carpentier, qu'il estime mieux placé pour l'échange de vues entre militaires. Les prémisses du colonel Buchalet ne se révèlent pas fausses, le contact avec les Brésiliens est facile. Pourtant, l'impact de la mission Carpentier est mineur, en raison du manque à suivi à Paris.

Ancien instructeur à l'école d'état-major de l'armée de terre brésilienne (1934-1937), Marcel Carpentier devient commandant en chef des troupes françaises du Levant, jusqu'à son départ vers l'Afrique du Nord, en 1942, où il rejoint le camp de l'Armée française de Libération. Après la

¹⁹⁶ Waldir José Rampinelli, *As duas faces da moeda: as contribuições de JK e Gilberto Freire ao colonialismo português*, Florianópolis, Editora da UFSC, 2004, p. 28.

guerre, il commande le Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient, poste duquel il est révoqué à cause de la défaite de Cao-Bang, en 1950. De retour en métropole, il commande les forces terrestres alliées de l'Europe centrale, un poste clé dans la stratégie du ministre de la Défense nationale, dans le cadre de l'OTAN. Une conférence du général Carpentier peut à la fois calmer certains esprits anti-colonialistes des milieux politiques et expliquer le rôle de la France dans la stratégie générale de lutte contre l'expansion communiste. Enfin, il peut aussi répondre à toute question concernant l'Alliance Atlantique.

L'occasion se présente lors du déplacement de la mission parlementaire de Pierre Montel, en août 1952. Secrétaire d'État aux Forces Armées du gouvernement Edgard Faure, Pierre Montel se rend au Brésil dans l'intention de prendre part aux commémorations du cinquantenaire du vol de l'aviateur brésilien Alberto Santos Dumont, patron de l'aviation nationale¹⁹⁷. Dans ce cas, il s'agit de remémorer la coopération aéronautique franco-brésilienne mais aussi d'insister sur les possibilités de coopération futures. L'aviation française vit une période difficile de son histoire : dépendante des livraisons britanniques et états-uniennes, elle n'est pas autonome et produit un nombre très limité d'aéronefs. Les propositions françaises ne concernent donc pas la fourniture d'équipements ni le transfert de technologie souhaité par les Brésiliens. Les discussions sont alors orientées vers trois aspects : l'envoi d'officiers brésiliens aux écoles militaires françaises, l'échange d'informations sur la défense de l'Atlantique Sud et la politique coloniale de la France.

Comme le prévoit le colonel Buchalet, la rencontre permet d'étudier sur place les possibilités de resserrer les liens entre les armées françaises et brésiliennes, par l'échange plus fréquent de conférenciers et de stagiaires. L'objectif est d'étudier la stratégie de défense atlantique, de manière à comprendre l'étendue des accords signés en 1952 avec les États-Unis.

Ces accords démontrent l'importance que les États-Unis attachent au Brésil et témoignent de la faiblesse des courants militaires nationalistes. Ils traduisent bien plus qu'un resserrement de liens car ce sont des concessions faites aux courants anti-communistes dont l'objectif est double : assurer un rôle international et s'approvisionner en équipements modernes. En revanche, il couvre la vente de minerais radioactifs. La loi 1310, du 15 janvier 1951, attribue à l'État le monopole du commerce des minerais atomiques mais le Conseil de sécurité nationale précise que les pays acheteurs seraient soumis à l'obligation des « compensations spécifiques » et donc à la fourniture d'aide et d'équipements de nature à permettre au Brésil d'avancer sur la voie de

¹⁹⁷ Les liens entre l'aviateur brésilien et la France sont notoires : il remporte un prix français de l'aviation, en 1901, sur une épreuve de vol entre Saint Cloud et la tour Eiffel. C'est pourquoi le chef de l'état-major de l'armée de l'air invite un groupe de parlementaires français. D'un autre côté, l'armée française a stimulée, pendant l'entre-deux-guerres la création de l'école de l'air brésilienne et a vendu au Brésil ses premiers aéronefs.

l'énergie atomique¹⁹⁸. En 1952, l'accord militaire prévoit la fourniture d'armes et d'équipements militaires en échange d'uranium et d'autres minerais stratégiques¹⁹⁹. Pourtant, il devient de plus en plus évident que Washington ne fournirait aucune assistance technologique au développement de l'industrie nucléaire brésilienne. L'accord avec les États-Unis traduit l'antagonisme d'intérêts entre une nation qui détient la technologie et manque de matière première et une autre qui possède la matière première et cherche à l'échanger contre la connaissance indispensable pour son utilisation²⁰⁰.

L'armée française bénéficie d'une assistance états-unienne très importante, elle est aussi en quelque sorte, dépendante de Washington. Elle n'a donc pas la possibilité d'apporter la moindre aide à l'armée brésilienne. En ce sens, les discussions sur la politique de défense brésilienne n'abordent que des aspects techniques, les deux principaux thèmes débattus étant la prospection d'uranium et l'implantation de la communauté française à Rio et à São Paulo. Pourtant, la préparation de la rencontre avec les milieux militaires est d'autant plus importante que des entreprises françaises effectuent la plupart des prospections de minerais stratégiques. Pierre Montel met l'accent sur les nombreuses précautions prises vis-à-vis des dirigeants brésiliens. Dans le cadre des rencontres diplomatiques et militaires, à la demande d'Albert Buchalet, le général Carpentier prononce une conférence à l'ESG sur les problèmes de défense du théâtre d'opérations Euro-Afrique. Face à 400 officiers généraux et hauts fonctionnaires, il décide de répandre les thèses françaises dans le milieu le plus susceptible d'avaliser ses allégations. Plus que des objectifs militaires, la conférence a un but politique car il s'agit de montrer qu'en Indochine aussi se joue le sort du *monde libre* :

Après avoir fait un exposé sur la défense de l'Europe, j'ai traité la question Maroc-Tunisie. J'ai fait remarquer à mes auditeurs qu'il n'était pas indifférent au Brésil [...] qu'à Dakar et à Casablanca s'établissent des pays à idéologie communiste ou qu'un nationalisme destructeur y apporte le désordre. J'ai souligné également la lourde tâche assumée par la France en Indochine, en indiquant que dans ce lointain pays nous combattons pour le Vietnam et pour le *monde libre* mais certainement pas pour défendre des intérêts français. Mon action [...] sera poursuivie dans les semaines qui suivent puisque à Rio et dans les grandes villes du Brésil vont être projetés des films sur l'œuvre française au Maroc et sur la Guerre d'Indochine, qu'à la demande du Président du Comité Français de Rio, j'ai envoyé au Brésil il y a 3 mois²⁰¹.

¹⁹⁸ Ana Maria Ribeiro de Andrade, « Conflitos políticos no caminho da autonomia nuclear brasileira », communication présentée au XXIV Simpósio nacional de história (Brésil), Unisinos, São Leopoldo (Brésil), 2007.

¹⁹⁹ Paulo Fagundes Vizentini, *Relações exteriores do Brasil (1945-1954). O nacionalismo a política externa independente*, Petrópolis, éditions Vozes, 2004, p. 55.

²⁰⁰ Renato Archer, *Política Nacional de Energia Atômica*, discours prononcé dans la Chambre de Députés, 6 juin 1956, Rio de Janeiro, Diário Oficial, p. 6. (accessible sur le site : <http://www2.camara.gov.br/publicacoes>. Dernière consultation le 24 septembre 2011).

²⁰¹ *Lettre du général de corps d'armée Carpentier au ministre de la Défense nationale et le Secrétaire Général permanent de la Défense nationale*, Marcel Carpentier, 4 novembre 1952, AMAE, carton 42.

Marcel Carpentier prend le contre-pied de l'activité des indépendantistes marocains et tunisiens lorsqu'il s'adresse au public militaire. Nous avons déjà insisté sur l'importance de cette rencontre pour la reprise du dialogue à l'intérieur de l'ESG de Rio. Il est donc important de voir comment il passe, sans transition, vers la politique coloniale. En 1952, la crise de l'autorité française en Tunisie prend de proportions internationales. Paris dépose le gouvernement tunisien, trop nationaliste selon ses vues, contraignant le leader Habib Bourguiba à s'exiler. Les Tunisiens portent l'affaire devant l'Assemblée des Nations unies, à laquelle Washington s'abstient. Le problème colonial se pose de manière définitive. Le silence du Département d'État est à chercher dans la logique du Pentagone, lorsque le Maroc présente un intérêt stratégique élevé face à la possibilité d'installation de bases militaires. Dans une certaine mesure, les États-Unis essaient de supplanter la présence française en se servant de leurs bases militaires²⁰². L'aide états-unienne est substantielle dans tous les domaines. Mais l'engagement de l'armée française en Indochine ne permet pas à la France de remplir le rôle majeur qui lui avait été assigné dans la défense de l'Europe occidentale. Le général Carpentier avait éprouvé des difficultés d'entente avec les militaires états-uniens. Lorsqu'il commandait les troupes françaises en Indochine. Il s'agissait alors de montrer aux principaux alliés des États-Unis sur le continent que la France est très engagée dans la défense de l'Occident. Cette raison, à elle seule, devrait convaincre les Brésiliens de l'intérêt de suivre les positions françaises lors des rencontres internationales.

Le Brésil soutient les puissances coloniales dès lors que celles-ci ne perturbent pas ses exportations de matières premières. Or, les matières premières issues du commerce colonial sont en concurrence directe avec les exportations brésiliennes. C'est le prétexte pour s'attaquer au colonialisme européen. Dans différentes sessions de l'Assemblée des Nations unies, durant les années 50, la délégation brésilienne soutient la création de commissions d'enquête sur la liberté d'information et sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il s'agit alors d'attirer l'attention sur les problèmes politiques et sociaux dans les colonies européennes en Afrique et en Asie et en faire un usage politique. Dans ces circonstances, le ministre Neves da Fontoura déclare au président Vargas que la « délégation brésilienne soutient la pleine compétence des Nations unies pour traiter la situation au Maroc et en Tunisie²⁰³ ». Selon le Ministre, le climat de tension aux Nations unies provient de l'attitude hostile du gouvernement français qui nie « le droit suprême à l'autodétermination des peuples²⁰⁴ ».

²⁰² Annie Lacroix, *Les Protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington : du débarquement à l'indépendance : Maroc et Tunisie 1942-1956*, Paris, L'Harmattan, 1988, p. 101-102.

²⁰³ *Relatório anual do ministro das Relações Exteriores*, João Neves da Fontoura, 1951, CRL, <http://brazil.crl.edu> (consulté le 1^{er} février 2011).

²⁰⁴ *Ibidem*

Depuis 1951, la France est désignée comme bouc émissaire de la politique brésilienne, en particulier à l'ONU. Même s'il s'agit moins d'un choix idéologique que d'un calcul politique, la position de l'Itamaraty gêne beaucoup le Quai d'Orsay qui, en la personne de son Secrétaire général, Alexandre Parodi, limite la portée des négociations militaires.

Face aux mouvements de libération nationale, l'Itamaraty affirme sa position anti-colonialiste. Et, pendant qu'il persuade une grande partie des pays latino-américains de ne pas convoquer la réunion extraordinaire consacrée à la discussion du problème tunisien, il demande la réouverture de négociations bilatérales, entre la France et la Tunisie²⁰⁵. L'ambivalence du discours est la principale cause des problèmes franco-brésiliens. Dans un cas comme dans l'autre, l'Itamaraty court-circuite l'organisme international²⁰⁶. Malgré son attitude hostile à la colonisation, le Brésil se prive d'utiliser son vote comme un moyen pour négocier en position de force les problèmes d'ordre financier avec le gouvernement français²⁰⁷.

S'il existe un problème commun à la diplomatie brésilienne et états-unienne dans leurs relations avec la France, c'est bien la difficulté à concilier l'anti-colonialisme, soutenu par l'Administration et l'anti-communisme reliant les élites industrielles des trois pays. Le principal espace d'expression des positions brésiliennes est l'Assemblée des Nations unies où l'Itamaraty ne parvient pas à constituer une posture anti-colonialiste cohérente. Lorsque la Ligue des États Arabes²⁰⁸ inscrit la question coloniale à l'ordre du jour des Nations unies, le Brésil suit une ligne anti-coloniale sans concession.

Carlos Lessa voit dans cet infléchissement de la diplomatie brésilienne le résultat des pressions des communautés syrienne et libanaise, installées depuis le début du XX^e siècle dans les États de São Paulo, Rio de Janeiro et Mato Grosso. Il exclut donc la possibilité d'une influence de Lisbonne qui n'a de colonies ni en Afrique du Nord ni au Moyen-Orient²⁰⁹. Si cette hypothèse est difficile à prouver, il n'en reste pas moins que les réunions des clubs syro-libanais²¹⁰ attirent

²⁰⁵ La Tunisie est alors un protectorat colonial et bien que le régime ne prévoie en principe aucune administration directe, l'ingérence française se manifeste à plusieurs reprises. L'extension des compétences françaises ne fait pas pour autant de la Tunisie un territoire de la France. Selon la charte des Nations unies, les États-membres doivent refuser l'intervention de l'organisme international dans toutes les affaires intérieures d'un pays. L'argumentaire brésilien consiste à souligner les lacunes juridiques et à les exploiter. La proposition tunisienne d'entrer dans le cercle des Nations unies est favorablement reçue par la très grande majorité des membres, épaulés par la délégation brésilienne. Toutefois, la France plaide l'incompétence des Nations unies, ses dirigeants sont convaincus que la reconnaissance internationale est la première étape pour l'indépendance.

²⁰⁶ Waldir Rampinelli, *As duas faces da moeda...*, *op. cit.*, p. 26.

²⁰⁷ Le contentieux financier franco-brésilien dure depuis 1940 et 1942, lorsque le Getúlio Vargas nationalise les compagnies françaises d'exploitation du port autonome *Port of Pará*, des compagnies ferroviaires Belo Horizonte – São Paulo – Rio Grande. Il ne trouve une solution qu'à la fin des années 60 et provoque beaucoup de rebondissements dans les relations politiques entre les gouvernements français et brésilien.

²⁰⁸ La Ligue des États arabes a été fondée au Caire, en 1945.

²⁰⁹ Antônio Carlos Lessa, « Os vértices marginais... », *op. cit.*, p. 28-58.

²¹⁰ L'*Esporte Clube Sírio*, de São Paulo, fondé le 14 juillet 1917, tandis que le *Clube Sírio-libanês*, de Rio de Janeiro, créé le 17 septembre 1936, rassemblent les communautés d'immigrants syriens et libanais autour de sujets aussi divers que

l'attention du Quai d'Orsay, en raison de leur répercussion politique. Pourtant, lorsque Lisbonne réclame la non-ingérence dans ses affaires coloniales, l'Itamaraty respecte le colonialisme lusitain au nom de l'amitié avec le Portugal²¹¹. En ce sens, l'attitude brésilienne est très contradictoire et ne donne pas lieu à une véritable prise de position contre le colonialisme. Son anti-colonialisme est moins une idéologie qu'une attitude pragmatique. De plus, l'état insatisfaisant des relations franco-brésiliennes n'incite pas l'Itamaraty à adopter une posture conciliante. Dans le meilleur des cas, les diplomates brésiliens s'abstiennent de voter.

Paris accepte l'idée qu'il suffirait de rappeler sa mission civilisatrice pour désamorcer la position brésilienne. Les délégations extraordinaires de parlementaires, ministres et chefs d'états-majors exposent aux dirigeants brésiliens les problèmes coloniaux. La principale conférence avant la fin de la guerre d'Indochine a été celle du général Carpentier, en 1952. Mission de propagande, elle s'accompagne de la projection de films documentaires sur la mission civilisatrice de la France. La rhétorique anti-communiste fait le lien entre la défense du *monde libre* et la guerre d'Indochine.

Dans leurs déplacements, les représentants français transmettent une image positive de la France, à leurs interlocuteurs. Ce qui équivaut à valoriser la mission civilisatrice de la France, en montrant les bienfaits de la présence française, assimilée à l'ensemble des pays se revendiquant de « l'Occident, démocratique et chrétien ». La mission civilisatrice est un rempart contre la pénétration communiste.

À la suite de la conférence de Marcel Carpentier, l'ambassadeur français, Gilbert Arvengas (1949-1953), fait suivre à la Direction Amérique le projet d'accord de défense. Les pourparlers amorcés par Albert Buchalet avec le chef de l'état-major brésilien, Álvaro Fiúza de Castro, ne rencontrent pas l'avis favorable de Paris²¹². L'état-major français estime que la question entre dans un cadre stratégique très vaste où la France n'est pas seule en jeu. Les pourparlers concernent aussi Washington qui vient de signer le plus important accord militaire avec le Brésil. Dans ce cadre, la question dépasse les compétences du Quai d'Orsay, d'après son Secrétaire général qui accorde beaucoup d'attention aux relations avec le Département d'État. Il n'est convaincu ni du besoin de la médiation états-unienne ni de l'intérêt de traiter en tête-à-tête avec l'Itamaraty les sujets abordés dans les organismes multinationaux. Le moment n'est donc pas venu de conclure l'accord franco-brésilien et la décision est moins militaire que diplomatique.

En l'espace de quelques mois, le volontarisme de l'attaché militaire s'est mis à déranger Alexandre Parodi qui rappelle donc que la politique prime sur le militaire :

les sports, les rencontres culturelles et les débats politiques. Leur force vient de la réussite dans le commerce et dans l'industrie, où ils consolident de grandes fortunes familiales.

²¹¹ Waldir José Rampinelli, *As duas faces da moeda...*, op. cit..

²¹² *Position de la France au Brésil du point de vue de la pensée militaire*, Jean Ducousso-Tassel, décembre 1955, SHD, 14S535*.

Je partage votre sentiment en ce qui concerne les raisons qui doivent nous faire souhaiter un resserrement de nos liens avec le Brésil sur le plan militaire. [...] A cet égard, notre État-Major n'est nullement défavorable, il ne l'a d'ailleurs jamais été – à l'ouverture de conversations militaires entre les deux pays. Les directives qu'il avait envoyées à votre attaché militaire pouvaient paraître restrictives dans la mesure où elles soulignaient l'insuffisance des moyens en personnel et en matériel, ainsi que des crédits, dont nous pourrions disposer pour la constitution d'un ensemble défensif de l'Atlantique Sud²¹³.

Paris informe ses représentants que la défense de l'Atlantique Sud occupe une priorité faible dans les tâches du gouvernement et impose la marche à suivre : les négociations militaires ne précèdent pas l'action diplomatique mais simplement la soutiennent. De plus, la défense atlantique est du ressort de la stratégie interalliée et doit être traitée dans un cadre multilatéral :

Dans un premier temps, les deux gouvernements rendraient publiques une déclaration soulignant l'intérêt qu'ils attachent à la stabilité et à la sécurité de la région de l'Atlantique Sud. Dans un deuxième temps, des contacts seraient établis entre notre attaché militaire et l'État-Major brésilien en vue de préparer des conversations entre celui-ci et le commandement de la zone stratégique d'Afrique Centrale. Dans un troisième temps, enfin, notre commandement en Afrique Centrale et l'État-Major brésilien entameraient les conversations ainsi préparées, conformément d'ailleurs à ce qui a déjà été fait entre ce même commandement et d'autres autorités militaires étrangères en Afrique. La conclusion de ces conversations d'État-Major pourrait faire l'objet d'un communiqué qui en soulignerait la portée²¹⁴.

La réponse de Paris est négative et l'affaire semble classée.

La réponse d'Alexandre Parodi s'oppose à tout accord qui ne suivrait pas la procédure et ne semble pas considérer positivement la position brésilienne. Son échange de lettres avec l'ambassadeur et l'attaché militaire ne laisse entrevoir aucune trace ni des déclarations de Paul Raynaud ni des négociations entamées par les parlementaires français. Il ignore à peu près tout ce que l'attaché militaire lui rapporte, en rappelant uniquement le manque de moyens et de capitaux dont souffre la France. Sa réponse accuse un manque de volonté politique qui se répercute alors sur la coopération militaire. Malgré la possibilité d'alliance et les intérêts stratégiques communs, le Quai d'Orsay s'oppose à tout accord militaire.

La réaction du Secrétaire général doit se comprendre dans le cadre de la rhétorique anti-coloniale du gouvernement Vargas. Le Secrétaire Politique de l'Itamaraty, Álvaro Teixeira Soares, prend une position de plus en plus antagonique aux intérêts de la France, notamment lors des

²¹³ *Défense de l'Atlantique Sud*, Direction d'Amérique, Alexandre Parodi, 31 octobre 1953, AMAE, 54.

²¹⁴ *Ibid.*

discussions sur la défense de l'Atlantique Sud. La teneur des discussions multilatérales irrite profondément Alexandre Parodi qui aurait souhaité plus de cohérence dans les débats à l'ONU. Les désaccords sur la politique coloniale se répercutent directement sur les questions militaires. Ainsi, le possible partenariat militaire, dans un moment de convergence de vues entre les deux armées, devient impossible :

La France rencontre des difficultés coloniales croissantes. Sa situation en Indochine périlclite depuis huit ans dans une guerre terrible. Ses erreurs au Maroc risquent de dresser le peuple marocain contre sa domination. En Tunisie, la France promet une autonomie improbable. Pour quelle raison nous discuterions du maintien de la stabilité et de l'intégrité des territoires visés par le projet français ?²¹⁵

À l'Assemblée des Nations unies le Brésil s'abstient, alors que dans les échanges de lettres entre diplomates de l'Itamaraty, aucune concession n'est faite à la France. Cette position ambiguë creuse le fossé. Chantres de l'anti-colonialisme, mais très réservés dans la manière de l'appliquer, les diplomates brésiliens n'utilisent pas le capital de marchandage politique qui leur permettrait de négocier en position de force certains contentieux avec la France. Durant les années 50, le Brésil dilapide son capital de médiation politique à l'ONU²¹⁶.

Pourtant, les guerres coloniales sont perçues très négativement par la diplomatie brésilienne. C'est une guerre pour le maintien du statut de la France comme grande puissance, une guerre aux *terribles* conséquences. De plus, l'imposition de l'autorité sur les pays colonisés est une *erreur*, selon le Secrétaire politique de l'Itamaraty. Son interprétation privilégie les enjeux coloniaux de la guerre, il consolide un capital de négociations que le Brésil néglige. La diplomatie française s'efforce de sensibiliser l'opinion brésilienne à l'égard de l'ampleur du conflit indochinois, tout en esquivant le débat au sein des Nations unies. Le nouveau général en chef, Jean de Lattre de Tassigny (1889-1952), veut amener Washington et ses alliés à admettre que le Vietnam n'est pas le lieu d'une simple bataille coloniale, mais intègre une stratégie de lutte contre le communisme. Ces batailles se jouent alors sur deux fronts, la Corée (1950-1953) et l'Indochine. Cependant, les Brésiliens restent insensibles aux appels français.

Lorsque les guerres coloniales acquièrent une dimension mondiale, l'Itamaraty négocie avec le Département d'État une position favorable aux pays occidentaux. Jamais il n'utilise la politique coloniale comme un instrument de négociation avec la France. Le filtre onusien permet de séparer les questions coloniales des affaires franco-brésiennes. Cette attitude double ne provient

²¹⁵ *Projeto de declaração conjunta França-Brasil*, Álvaro Teixeira Soares, avril 1954, MRE, Seção de correspondência especial.

²¹⁶ Antônio Carlos Lessa, « Os vértices marginais... », *op. cit.*, p. 28-58.

pas d'une bienveillance à l'égard de la France mais du constat qu'elle n'offre ni assez de devises ni la possibilité d'insérer le Brésil dans un système de relations internationales. Durant la guerre d'Indochine (1946-1954) le Brésil suit la position des États-Unis. L'anti-communisme joue un rôle considérable dans le renforcement de l'alliance avec Washington mais il influe assez peu sur la position de Paris, du moins avant la guerre d'Algérie.

Après l'armistice de la guerre de Corée, en septembre 1953, l'Indochine devient le dernier bastion de la lutte contre le communisme dans le Sud-Est asiatique. Désormais, il s'agit d'une lutte pour conserver la puissance française, donc de renforcer l'Alliance Atlantique. La seule façon de poursuivre la guerre et d'empêcher la défaite occidentale est d'augmenter l'aide militaire à la France. Dans le cas contraire, l'économie française ne pourra pas supporter une année de plus. L'Élysée se met alors à envisager la guerre comme un moyen d'empêcher le flot de dollars de s'arrêter et d'équilibrer sa balance de paiements²¹⁷. Malgré l'aide états-unienne²¹⁸, la France perd la guerre et son importance stratégique diminue. D'aucuns jugent que la victoire militaire n'était pas l'objectif du gouvernement, tout entier absorbé par sa survie. Dans tous les cas, la défaite marque le basculement de la politique étrangère française.

En juillet 1954, le gouvernement français reconnaît la défaite de l'armée face à la guérilla. À peine les accords de Genève signés, éclate en Algérie une grande insurrection, déclenchée en novembre 1954. Les attaques rebelles se poursuivent pendant plusieurs semaines et, pour l'opinion internationale, elles n'ont rien à voir avec le mouvement nationaliste indochinois. La guerre d'Algérie échappe au cadre de la guerre froide car le problème de l'adoption du communisme par les leaders de l'insurrection ne se pose pas au début du conflit²¹⁹. En deux ans, le conflit s'internationalise et s'étend aux protectorats français en Afrique du Nord. La propagande française s'intensifie dès le début de la guerre, les conférences diplomatiques soutiennent l'action militaire où l'anti-communisme devient une arme pour conquérir les esprits brésiliens.

La guerre d'Algérie déplace le centre d'intérêt français vers l'espace Atlantique et méditerranéen. C'est donc dans ce nouveau contexte stratégique que les relations militaires franco-brésiliennes se rétablissent. La rencontre militaire la plus importante se produit en 1956, à l'occasion de l'entrée en fonctions du nouveau président brésilien. Nous observons donc l'augmentation de la fréquence des visites officielles, en même temps que l'accroissement de l'intérêt pour le soutien brésilien à l'ONU. En effet, la France modifie sa stratégie pour faire face à un nouveau conflit. Les négociations avec le Brésil sont alors d'une nature distincte et Paris se

²¹⁷ Irwin Wall, *L'influence américaine dans la politique française...*, op. cit., p. 360.

²¹⁸ L'assistance militaire de Washington est jugée très insuffisante par les militaires français dont certains demandent le largage d'une bombe atomique à Dien Bien Phu.

²¹⁹ Irwin Wall, *Les États-Unis et la guerre d'Algérie*, Paris, éditions Soleb, 2004, p. 30.

montre favorable à coopérer avec la modernisation des forces armées brésiliennes. Les pourparlers se heurtent cette fois à l'hésitation des militaires brésiliens.

Face à cette indécision, Bernard Hardion insiste auprès de Christian Pineau : « si nous reprenons [les conversations] sur un plan strictement militaire, nous devons le faire avec la volonté bien nette et sans arrière-pensée de les mener à leur terme²²⁰ ». L'information communiquée à Paris contraste avec les propos de l'attaché militaire qui a « toujours émis l'avis que les conversations sur le plan militaire devaient se faire dans le cadre d'une déclaration préalable sur le plan politique²²¹ ». Le général Tassel rappelle alors les propos d'Alexandre Parodi : « les démarches de l'Attaché Militaire ne sauraient précéder l'action diplomatique mais simplement la soutenir²²² ». Les relations entre l'attaché militaire et son ambassadeur ne sont pas les meilleures. Le Quai d'Orsay essaie d'utiliser l'outil militaire pour reprendre des négociations politiques tombées dans l'oubli ; mais la difficulté de concilier les vues entre l'attaché militaire, l'ambassadeur et le Secrétaire général, enraye ces tentatives.

Le Quai d'Orsay refuse de traiter deux fois les mêmes questions, une première dans les Nations unies et une seconde dans le dialogue bilatéral. L'attitude française est à l'opposé de la pratique brésilienne. Pour l'Itamaraty, il s'agit de négocier séparément avec chaque pays et ainsi d'échapper à la médiation états-unienne ; alors que le Quai d'Orsay délègue à l'Alliance Atlantique les questions du ressort de la stratégie inter-alliée et pousse le Département d'État à prendre aussi position. Effectivement, la stratégie interalliée pousse la France à adopter une attitude contradictoire avec ses intérêts particuliers. Les relations franco-brésiliennes n'atteignent pas les niveaux souhaités par Paris qui n'a donc pas de raison particulière pour négocier en tête à tête des sujets déjà traités dans les organismes internationaux. Enfin, aussi bien la France que le Brésil sont dans une situation de grande dépendance à l'égard des États-Unis : ils ont grand besoin de dollars pour assurer leur croissance industrielle. Mieux vaut éviter toute nouvelle négociation épuisante. Aucun facteur extérieur ne peut alors intervenir dans les décisions du Quai d'Orsay, avant tout irrité à cause de la position du gouvernement brésilien qui s'abstient lors des débats sur le colonialisme.

Le gouvernement brésilien de João Café Filho (1954-1955) adopte une position plus conservatrice, en cherchant l'appui international et le capital étranger nécessaire aux plans de développement économique. L'ouverture aux capitaux étrangers bénéficie peu aux investisseurs français qui figurent alors au 6^e rang des partenaires économiques du Brésil²²³ ; alors même que le

²²⁰ *Mission du général Bodet*, Bernard Hardion, 24 février 1956, AMAE, carton 54.

²²¹ *Conversations que doit avoir le général Bodet avec les autorités militaires brésiliennes sur la défense de l'Atlantique Sud*, Jean Ducouso-Tassel, 24 février 1956, AMAE, carton 54.

²²² *Ibid.*

²²³ Paulo Fagundes Vizentini, *Relações exteriores do Brasil (1945-1964)...*, *op. cit.*.

lien entre les groupes d'intérêt privés brésiliens et états-uniens s'intensifie. En effet, la *diplomatie de l'ESG* consiste à renforcer l'alliance avec les États-Unis, dans l'intention de doter le pays d'un nouvel arsenal et de développer le secteur énergétique. Le partenariat Nord-Sud est envisagé en termes économiques avec l'augmentation des investissements étrangers. Attachés aux valeurs libérales, chrétiennes et démocratiques, ces diplomates et militaires justifient le transfert de technologie par la nécessité de lutter contre le communisme. L'entrée du Brésil dans l'affrontement bipolaire serait le seul moyen d'assurer au pays un rôle au-delà des frontières²²⁴.

L'impasse des relations franco-brésiliennes est aussi une conséquence de l'instabilité politique à Paris et le Quai d'Orsay représente la continuité dans la IV^e République. Les Secrétaires généraux indiquent la marche à suivre dans les affaires étrangères. Dans ce cadre, la personnalité de l'homme politique joue un rôle central mais la conjoncture intérieure aussi est très contraignante et impose des restrictions. Dès le début de la guerre d'Algérie (1954-1962), le centre de gravité de la France se déplace vers la Méditerranée. Dans quelle mesure cette nouvelle guerre influe sur l'attitude française à l'égard du Brésil ?

²²⁴ José Flávio Sombra Saraiva, « La politique étrangère brésilienne de la guerre froide à la « globalisation », Denis Rolland et *alli* (dir.), *Le Brésil et le monde. Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 179-199.

Le déplacement de l'intérêt stratégique de la France

La guerre froide entre dans une phase de coexistence pacifique, annoncée officiellement par le Premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), Nikita Khrouchtchev, lors du XX^e congrès du PCUS. L'analyse de la guerre nucléaire entendue comme un suicide collectif qu'il faut à tout prix éviter, est à l'origine de cette nouvelle orientation politique qui n'évite pas les conflits limités, les soulèvements révolutionnaires, les guerres de libération, les révolutions. La coexistence pacifique est l'affirmation de la possibilité de maintenir les deux systèmes sans guerre mais son objectif est d'affaiblir la cohésion de l'alliance occidentale jusqu'à l'effondrement du capitalisme²²⁵. La coexistence pacifique ouvre un espace pour l'insertion de nouveaux pays sur la scène internationale et nourrit l'espoir d'indépendance chez de nombreux peuples.

En octobre 1955, l'élection de Kubitschek s'inscrit dans une série d'affrontements politiques aux fortes répercussions sur la politique étrangère. Représentant des courants varguistes, son élection semble mettre en échec le projet de resserrement des liens économiques et industriels avec les États-Unis dont l'apport est jugé alors vital pour le développement national. La menace d'une rupture des attaches du Brésil à l'égard de l'alliance occidentale représente l'essentiel de l'argumentaire des opposants du nouvel élu à la présidence de la république. Le résultat du scrutin provoque le mécontentement d'officiers libéraux et anti-varguistes dont la grande peur est de voir leur pays sombrer dans le neutralisme. Dans le cadre d'affrontements politiques afin d'empêcher l'entrée en fonctions de Juscelino Kubitschek le soulèvement de garnisons militaires du Sud et du Sud-Est, dans la marine notamment, conduit le pays au bord de la guerre civile, dès le mois de novembre. Les membres de l'ancien gouvernement s'opposent alors au retour au pouvoir du parti de Getúlio Vargas. Pour assurer la passation de pouvoir au président élu, le ministre de la Guerre, le général Lott (1954-1956) intervient promptement. Il dépose l'ancien président et son vice-président, en même temps qu'il empêche l'accès à la capitale des vaisseaux de la marine nationale transportant les comploteurs. Son attitude prévoyante assure la mise à l'écart des officiers considérés comme des factieux en puissance, ce qui augure de rudes affrontements entre le gouvernement et les militaires.

Les Brésiliens semblent ignorer totalement la réalité nord-africaine. Dans les rubriques de presse consacrées aux questions internationales, la place majeure qu'occupent les États-Unis et l'Europe concourent à occulter l'intérêt pour les guerres coloniales. Lorsque les « événements » d'Algérie se déclenchent, à la Toussaint 1954, l'opinion brésilienne se montre insensible aux

²²⁵ Georges-Henri Soutou, *La guerre de cinquante ans, les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p. 457.

affrontements militaires noyés dans une masse d'informations sur les guerres et les règlements de conflits. De manière générale, l'intérêt pour l'Algérie se manifeste dès lors que la question se pose à l'Assemblée des Nations unies. Pourtant, elle n'est véritablement connue qu'à travers la presse ou les rencontres politiques des militants de gauche. La lutte pour l'émancipation des populations colonisées est dans l'air du temps. Il convient donc de situer ce débat dans un cadre plus ciblé.

La guerre coïncide avec les gouvernements brésiliens de Juscelino Kubitschek, de Jânio Quadros et de João Goulart. Pendant ces trois gouvernements, l'ambassade de France et son attaché militaire essaient de contrer la propagande du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) dont l'objectif est d'élargir le groupe de pression contre le colonialisme français à l'intérieur de l'ONU. Nous analyserons deux moments de la propagande française : durant l'opération de Suez puis après l'avènement de la V^e République et la formation du GPRA, en 1958. En effet, ces deux périodes distinctes éclairent considérablement l'évolution des relations franco-brésiliennes.

Malgré les réticences du Quai d'Orsay, signalées par Alexandre Parodi, les autorités militaires françaises insistent sur l'intérêt de rouvrir de négociations avec le Brésil. D'un autre côté, les forces armées brésiliennes veulent obtenir d'une alliance avec l'Europe l'équipement et le savoir-faire que les États-Unis leur refusent. Ils souhaitent bénéficier de la technologie de transformation de l'uranium et du matériel aéronautique pour l'armée de l'air et la marine. La France est désormais disposée à signer l'accord militaire basé sur sa nouvelle stratégie de défense aérienne et à fournir l'équipement correspondant pour équiper les bases au Brésil. Il manquerait uniquement l'approbation des autorités brésiliennes pour poursuivre les pourparlers.

Pourtant, les dispositions gouvernementales dépendent aussi de l'attitude de l'OTAN. Muté de la Direction Politique du Quai d'Orsay à l'OTAN, Alexandre Parodi explique qu'il est nécessaire de transférer le centre de gravité des forces françaises d'Europe en Afrique pour parer à une menace venue du Sud. Selon le diplomate français, l'Algérie constitue avec l'Angleterre une plateforme essentielle du dispositif sécuritaire de l'OTAN. Le 3 mars 1956, le gouvernement de Guy Mollet (1956-1957) proclame l'indépendance du Maroc. Quelques jours plus tard, il annonce à l'Alliance Atlantique son intention de redéployer plus de forces en Algérie. Comme les trois départements français d'Algérie sont couverts par le Pacte Atlantique et menacés par des nationalistes, il demande aussi l'appui allié. À en croire le député socialiste, la « rébellion » représente une menace pour la sécurité européenne. Désormais, la sécurité de la France se joue le long d'un axe qui relie Alger à Brazzaville. Si le conseil de sécurité de l'OTAN reconnaît

l'importance de l'Afrique du Nord pour la sécurité de l'Europe, il évite cependant de reprendre à son compte les thèses françaises²²⁶.

Le déplacement du centre de gravité vers le sud implique une révision des problèmes stratégiques en Afrique Centrale et du Nord. La guerre s'étend sur les départements français d'Algérie et remet en question la participation française au traité de l'Atlantique nord. Pour le général Pierre Bodet, ancien membre du Grand quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE²²⁷), le contrôle aérien sur l'Atlantique Sud présente un haut intérêt stratégique, il est donc nécessaire d'évaluer les capacités de contrôle d'une menace venant du Sud. Nommé à au poste de commandant en chef de la Zone stratégique d'Afrique Centrale, il est aussi membre du Conseil supérieur de l'air et des forces armées.

Cependant, Bernard Hardion rappelle à Christian Pineau que « les difficultés de tous ordres auxquelles nous avons à faire face en Afrique du Nord peuvent inciter le Gouvernement brésilien à accueillir des ouvertures, même limitées, relatives à la zone stratégique africaine, avec une certaine réticence²²⁸ ».

Les forces armées brésiliennes sont rétives quant à l'intérêt militaire d'une coopération avec Paris. Compte tenu des heurts franco-étatsuniens, la coopération avec l'armée française pourrait compromettre les liens récemment institutionnalisés avec Washington. Il va sans dire que les dirigeants états-uniens dénoncent la course aux armements chaque fois que les armées latino-américaines recourent à des fournisseurs étrangers pour s'approvisionner en équipements modernes. Par ailleurs, l'Amérique latine constitue une zone de basse sécurité, qu'il ne convient pas de surarmer²²⁹. L'opposition de Washington à la coopération militaire franco-brésilienne relève de l'évidence. Moins évident est le désaccord intérieur entre les forces armées brésiliennes. Si la marine et l'aéronautique sont incapables de s'entendre en ce qui concerne l'autorité militaire qui exercerait le contrôle sur les opérations aéronavales, l'armée de terre vit dans une trop grande dépendance envers les fournitures états-uniennes dont la coopération lui est vitale. L'alliance franco-brésilienne se trouve face à une impasse militaire.

Les dirigeants français croient à la réelle possibilité de mener une politique particulière en direction du Brésil afin d'obtenir le relâchement des liens avec Washington, avec l'arrière-pensée d'installer les industries françaises d'armement et bénéficier ainsi des promesses de développement. Dès janvier 1956, le président brésilien annonce son plan national de développement dont la politique économique de recours aux capitaux étrangers renforce les liens

²²⁶ Irwin Wall, *Les États-Unis et la guerre d'Algérie*, Paris, Soleb, 2004, p. 47.

²²⁷ *Supreme Headquarters Allied Powers Europe* a été créé en septembre 1950, à Paris, qui fut son siège jusqu'en décembre 1966.

²²⁸ *Mission du général Bodet...*, *op. cit.*

²²⁹ Alain Rouquié, *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1982, p. 185.

avec les pays industrialisés, en particulier les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et la France. Il cède à Washington dans les discussions sur le commerce de minerais stratégiques et sur l'installation de bases militaires. Son objectif est d'accélérer la courbe de croissance économique en injectant des capitaux étrangers afin de pousser le développement industriel, de stimuler l'innovation technologique, d'augmenter l'offre d'emplois et de favoriser la consommation. Son vaste programme requiert la création de nombreux organismes publics et privés de planification et de conseils pour orienter les décisions du gouvernement : les commissions exécutives. Cette administration parallèle réunit l'élite industrielle afin de permettre aux groupes transnationaux de contourner la lenteur de l'administration nationale : de hauts fonctionnaires d'entreprises publiques, de chefs des principaux groupes industriels et des entrepreneurs aux qualités reconnues d'administrateurs²³⁰.

Dès l'entrée en fonctions de Juscelino Kubitschek, le Quai d'Orsay envoie de hauts dignitaires français au Brésil. Dans les rencontres militaires et politiques, la guerre d'Algérie est à l'horizon en permanence. En janvier 1956, Vincent Auriol préside la délégation française et tient avec Richard Nixon la vedette de la cérémonie officielle. Durant son voyage, Vincent Auriol fait des déclarations au quotidien *varguista* de Rio *Ultima Hora*. Il peut alors souligner l'intérêt français et anticiper les promesses brésiliennes de développement économique. En élevant le niveau de vie de sa population, le Brésil accroît son pouvoir d'achat. Il séduit encore plus le *monde libre*, autrement dit les entreprises françaises²³¹. Il fait figure alors de pôle industriel d'attraction.

Dans ses entretiens officiels, l'ancien président rappelle que la France a recouvré sa place en Europe et qu'elle dispose de crédits d'investissements. Il appuie ses arguments sur l'évolution du produit intérieur brut de la France qui passe de l'indice 100, en 1938, à 185, en 1955 : une évidence, selon lui, de la reprise économique de la France et de ses vastes possibilités. Vincent Auriol profite de son séjour à Rio pour demander à Macedo Soares tout son appui lors du débat aux Nations unies sur la question algérienne. Il rappelle que l'Algérie, avec ses trois départements est couverte par le Pacte Atlantique. Lorsque l'insurrection algérienne devient une véritable guerre, les États-Unis ont une raison de craindre l'extension du conflit et la possibilité de la France se retirer de l'alliance. La guerre coloniale devient une affaire de tous puisque « si l'anarchie et l'insécurité s'installait en Afrique du Nord, le Pacte Atlantique serait mis en cause ; le *monde libre* s'exposerait à son tour aux plus graves menaces²³² ».

L'Itamaraty infléchit la position brésilienne à l'égard du colonialisme français pour une raison de cohérence puisque le projet du gouvernement Kubitschek est d'associer le capital

²³⁰ Renée Armand Dreiffus, 1964 : *a conquista do Estado...*, *op. cit.*, p. 72.

²³¹ *Entrevue accordée par le président Vincent Auriol au journal brésilien Ultima Hora*, Bernard Hardion, 17 février 1956, AMAE, carton 42.

²³² *Mission du président auriol*, Bernard Hardion, 7 février 1956, AMAE, carton 42.

européen à la croissance économique brésilienne. De même que l'anti-colonialisme permet de légitimer une position nationaliste intransigeante, le soutien aux puissances colonisatrices permet de légitimer la politique de développement économique associé²³³. D'ailleurs, la position vis-à-vis de l'Algérie et de la Tunisie se mue peu à peu en un soutien d'office à la présence française en Afrique du Nord. Ce qui conforte les liens traditionnels de l'amitié franco-brésilienne²³⁴.

Macedo Soares se dit personnellement disposé à agir auprès des autres gouvernements sud-américains en vue de les amener à comprendre que la France est la seule juge de ses affaires intérieures. La visite de Vincent Auriol s'inscrit ainsi dans une série de rencontres dont l'objectif est de court-circuiter l'ONU. Il s'agit d'empêcher que les rebelles algériens utilisent l'Assemblée des Nations unies comme une tribune devant laquelle porter leurs revendications. Vincent Auriol entend ainsi se passer de la médiation états-unienne dans les affaires coloniales et profiter de la bienveillance du gouvernement Kubitschek envers les puissances impérialistes.

Juscelino Kubitschek (1955-1960) souhaite marquer son empreinte sur la politique brésilienne. Son désir de ne pas s'aligner inconditionnellement sur Washington rejoint la volonté de faire du Brésil une puissance régionale. Son gouvernement assume des positions relativement indépendantes, ce qui crée une communauté d'idéaux entre le gouvernement brésilien et le Quai d'Orsay autour de la constitution d'une troisième force. La consolidation de l'axe Paris-Rio dépasse les problèmes particuliers à chacun des deux États et revêt l'importance d'un dialogue entre continents.

Après la mission Montel en 1952, dont l'échec retentissant est toujours dans la mémoire à l'Itamaraty, une commission du Quai d'Orsay se rend à Rio pour célébrer l'inauguration de la Maison de France. Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Maurice Faure préside la commission dans le but d'élargir la diffusion culturelle au domaine scientifique et de créer de nombreux instituts français. Lors de la visite officielle de Vincent Auriol, l'attaché militaire saisit l'occasion d'entrer en contact avec les autorités militaires brésiennes et d'organiser une rencontre confidentielle entre chefs militaires français et brésiliens. Quelques mois plus tard, l'inauguration de la *Casa França Brasil*, lieu de rayonnement de la culture française à Rio de Janeiro, marque une nouvelle tentative de relance des relations franco-brésiennes.

À l'appui des informations de l'attaché militaire qui souligne l'intérêt des militaires brésiliens à étendre leur rôle dans la défense de l'espace Atlantique, la délégation française prépare de nouvelles discussions. L'objectif est d'amener l'Itamaraty à appuyer d'éventuelles opérations françaises en-dehors de ses territoires coloniaux. Le Brésil est dorénavant attaché à la Zone

²³³ Paulo Fagundes Vizentini, *Relações exteriores do Brasil (1945-1964)*..., *op. cit.*.

²³⁴ Pio Penna Filho, Antônio Carlos Lessa, « O Itamaraty e a África: as origens da política africana do Brasil », *Estudos históricos*, Rio de Janeiro, n°39, 2007, p. 57-81.

stratégique française dans l'espace atlantique où la France détient de nombreuses colonies. À la Direction Amérique, les principaux responsables de la politique africaine de la France se réunissent pour discuter des positions à adopter à l'égard du Brésil. À l'issue de la réunion, l'amiral Gabriel Rebuffel est désigné comme chef de la délégation militaire pour accompagner Maurice Faure au Brésil.

La rencontre au sommet dans la rue Saint Guillaume, G. Rebuffel discute le terme des pourparlers avec le colonel de Boissieu de la Zone stratégique d'Afrique Centrale (ZSAC) et le commandant Silvy du secrétariat Général permanent pour la Défense nationale. Le général Bodet, récemment nommé commandant de la ZSAC, demande alors une réunion d'information pour les départements ministériels et les états-majors intéressés²³⁵. Dans ses nouvelles fonctions, il est amené à connaître les divers problèmes intéressant la défense de l'Afrique Occidentale et Équatoriale, notamment ceux relatifs à la sécurité de la zone stratégique de l'Atlantique Sud.

La rencontre avec les autorités brésiliennes est l'occasion pour étudier l'installation d'une base arrière d'opérations aériennes, d'où pourrait partir des patrouilles mais aussi des avions pour le transport des troupes entre Dakar et Natal. Un accord avec le Brésil permettrait de contrôler ce trafic aérien et d'intercepter les déplacements des dirigeants du FLN en AOF et en Amérique du Sud où les visites deviennent de plus en plus fréquentes. L'occasion est d'autant plus propice que Pierre Bodet préside une association d'hommes politiques, industriels et militaires, liés à la société française Schneider et Cie ainsi qu'aux compagnies d'aviation militaire. Avant d'entreprendre une discussion à caractère militaire avec les autorités brésiliennes, il lui est nécessaire de comprendre les positions de l'Itamaraty.

Alors que dans les discussions bilatérales l'Itamaraty écoute les desiderata français, dans les rencontres multinationales, il adopte une attitude réservée et prudente à souhait vis-à-vis de la politique coloniale de la France. Selon André Normand, attaché militaire français, la majorité des officiers et des milieux politiques brésiliens s'inquiète du danger que représente le communisme et reconnaît le sens et la portée de la lutte menée par la France en Afrique du Nord²³⁶. Les officiers brésiliens ouverts au dialogue avec la France ne sont pas sensibles à l'argument du gouvernement selon lequel leur pays a une vocation anti-coloniale. Ils sont plutôt intéressés par les priorités du gouvernement français dans l'Atlantique Sud dont les pourparlers sont en discussion depuis 1951, sans résultat.

À la Direction Amérique du Quai d'Orsay, les principaux responsables de la stratégie française en Afrique préparent la rencontre de Rio de Janeiro. L'objet de la réunion est de

²³⁵ *Reprise de conversations franco-brésiliennes au sujet de la défense de l'Atlantique Sud et de l'axe stratégique Dakar-Natal*, Pierre Bodet, 20 février 1956, AMAE, carton 44.

²³⁶ *Rapport de fin de mission*, André Normand, 1^{er} août 1959, SHD, 10T1108*.

confronter les perspectives du ministère de la Défense nationale et celles des Affaires étrangères²³⁷. Supérieur direct du colonel Alain de Boissieu, le brigadier Pierre Bodet insiste sur l'intérêt à reprendre les conversations avec le Brésil à propos des questions ayant trait à la défense de l'Atlantique Sud et à la protection de l'axe aérien stratégique Dakar-Natal, à ses yeux :

Une déclaration commune des deux gouvernements, voire un simple accord avec l'État-Major brésilien renforcerait considérablement notre position lors des conférences du CAP ou de Londres, ainsi qu'au sein des Comités Interalliés d'État-Major qui se tiennent chaque année en Afrique. J'ajoute que je suis prêt à me rendre au Brésil avec la délégation française qui doit aller à Rio le 15 mars, pour l'inauguration de la Maison de France, si telle était l'intention du Gouvernement, afin de fournir un prétexte à la reprise des contacts avec l'État-Major brésilien²³⁸.

L'intérêt pour la sécurité de cette zone révèle chaque jour son importance avec la recrudescence des activités rebelles. Si le Brésil assiste à la décolonisation de la Tunisie et du Maroc en tant que spectateur son attitude vis-à-vis de la guerre d'Algérie est très différente. Loin d'obtenir les résultats attendus, la mission du général Bodet est un nouvel échec. Sans doute, la rencontre permet-elle de souligner l'intérêt pour le développement des liens aéronautiques, avec l'extension des activités industrielles françaises en Brésil. Pourtant, le dialogue militaire se heurte aux difficultés politiques. João Carlos Macedo Soares élabore une politique d'équidistance par rapport aux territoires coloniaux français et de soutien discret à la politique africaine de Lisbonne. La question algérienne ne concerne qu'accessoirement le gouvernement brésilien. Malgré cet intérêt peu marqué, le colonel Tassel et l'amiral Rebuffel interpellent les généraux Fiúza de Castro et Henrique Lott. Dans une réunion en privée dont les contenus sont restés secrets, ils expliquent la stratégie française.

Les diplomates en uniforme commencent par réaffirmer les priorités de la défense de l'Atlantique Sud. Ce n'est qu'après avoir rappelé le rôle des pays riverains qu'ils essaient de trouver l'entente avec le général Lott. Dans les engagements brésiliens avec les États-Unis, la France veut connaître la possibilité d'une éventuelle participation brésilienne à un conflit extérieur²³⁹. La véritable question serait de savoir combien d'unités l'armée de terre pourrait fournir dans une opération combinée, à travers quel organisme et dans quelle mesure elle serait disposée à le faire. Pierre Bodet et Alain de Boissieu nourrissent l'ambition d'une opération internationale pour affirmer l'autorité française sur l'Afrique du Nord. Ils veulent s'assurer que les

²³⁷ *Reprise des conversations de caractère militaire à Rio*, Jean Ducousso-Tassel, 8 mars 1956, AMAE, carton 54.

²³⁸ *Reprise des conversations franco-brésiliennes...*, *op. cit.*

²³⁹ *Reprise de conversations de caractère militaire...*, *op. cit.*

alliés de Washington n'assumeront pas une position contradictoire vis-à-vis des intérêts de la France.

Parallèlement, le gouvernement Guy Mollet n'hésite pas à utiliser les Nations unies pour légitimer l'extension des guerres coloniales à toute l'Afrique du Nord. Pour justifier ses interventions, la France a besoin de montrer l'incapacité des Nations unies à régler le conflit et ainsi se libérer de tout reproche²⁴⁰. L'enjeu est majeur devant la possibilité de porter un coup fatal à l'insurrection algérienne. Le principal projet français vise à établir le contrôle sur le canal de Suez afin de limiter l'approvisionnement en armes des rebelles²⁴¹. L'occasion surgit en 1956, lorsque le président Gamal Nasser (1956-1970) décide de nationaliser l'entreprise de gestion du canal. Après l'insuccès des protestations franco-britanniques, le 23 septembre, la France fait appel au Conseil de Sécurité des Nations unies. En secret, des centaines de parachutistes sont largués sur Suez et Port Saïd. L'opération à peine commencée, l'Union soviétique menace l'Europe d'une salve de missiles nucléaires, en représailles aux autorités françaises et britanniques. Washington y répond en rappelant son engagement aux côtés des Européens.

Le débat est porté devant l'Assemblée des Nations unies où la délégation brésilienne, loin de s'associer à la politique militaire de la France, promeut la création de la Force d'urgence des Nations unies. L'exemple de la crise de Suez montre à quel point le dialogue militaire franco-brésilien est associé à une stratégie française sans lien direct avec les évaluations de l'attaché militaire. L'attitude brésilienne est loin d'être neutre, de plus Washington n'intervient absolument pas en faveur des projets français afin d'éviter la formation d'un bloc anti-colonialiste à l'ONU.

Durant les débats, le Département d'État se démarque par son silence, tandis que l'Itamaraty choisit le rôle de meneur des nations américaines dans la lutte pour la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Rio sanctionne le colonialisme français en adoptant une position audacieuse, notamment vis-à-vis de Washington. Le Brésil participe ainsi à la première opération de maintien de la paix des Nations unies afin d'éviter la reprise des hostilités contre l'Égypte. C'est un des moments de plus grande contradiction de la diplomatie brésilienne vis-à-vis de la France. D'un côté, les conversations particulières entre les militaires brésiliens et français ne doivent pas être entendues des États-Uniens et visent à diversifier les industries lourdes. De

²⁴⁰ Jean-Yves Bernard, *La genèse de l'expédition franco-britannique de 1956 en Égypte*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 14.

²⁴¹ Depuis l'accession de Gamal Nasser au pouvoir, en Égypte, en 1954, la guérilla soudanaise négocie directement avec Prague le prix et la quantité des armes dont la livraison se fait à Port Saïd, dans le canal de Suez. Le gouvernement égyptien apporte également son soutien au FLN : un entraînement militaire pour les guérilleros et l'accueil d'importants leaders en exil. Si la guérilla algérienne s'équipe en armes provenant de l'Égypte, les Français doivent intervenir directement au centre du problème et occuper le canal de Suez. Par ailleurs, dans le cas où la France parviendrait à renverser Nasser, elle porterait un rude coup à l'insurrection algérienne. En fait, l'essentiel est d'élaborer une politique qui isolerait le FLN afin de l'obliger à négocier. Pour plus de détails voir : Keith Kyle, « La Grande-Bretagne, la France et la crise de Suez », *Histoire, économie et société*, Paris, Armand Colin, n. 13, 1994, p. 79-100.

l'autre, les Nations unies sont alors l'un des principaux lieux de dénonciation du colonialisme européen dont l'Itamaraty profite pour se démarquer de Washington. Il va de soi que l'attitude brésilienne est ressentie par la France comme une nouvelle provocation.

La délégation brésilienne présente à la XII^e séance de l'Assemblée des Nations unies est une des plus importantes et compte aussi un conseiller militaire, le général Emílio Maurell. João Carlos de Macedo Soares écrit en ces termes au président Kubitschek :

Dans la réunion extraordinaire, le Brésil a voté pour la cessation des hostilités qui a été rapidement décidée en faveur de la constitution d'une Force d'intervention de l'ONU, destinée à opérer dans cette région pour empêcher la réouverture des hostilités [...]. [L'assemblée a donc] débuté son ordre du jour sous l'impact des événements de Suez. Rapidement on se rendit compte que la séance était bien incapable de résoudre ces questions, pourtant, susceptibles de conduire à une guerre de grandes proportions²⁴².

La délégation brésilienne s'oppose à la position française. Elle préside l'Assemblée et soutient fermement le besoin de créer une force d'intervention neutre. Emílio Maurell intervient même auprès du Département d'État afin d'accélérer la décision du Conseil de sécurité. Nommé commandant du bataillon Suez, le colonel Meira Mattos arrive en Égypte en janvier 1957. La création de l'UNEF (*United Nations Emergency Force*) pour agir dans la zone du canal est considérée comme une réussite de la diplomatie brésilienne qui s'oppose clairement au colonialisme franco-britannique. En assumant cette position, le Brésil conteste la continuité de la présence française en Afrique du Nord.

Le véritable sujet de discussion dans l'organisation internationale est celui de l'influence coloniale de la France en Afrique. Le déplacement du centre d'intérêt français donne une priorité à l'axe stratégique Dakar-Paris et ravive le débat sur la défense de l'Atlantique Sud. L'attitude des représentants français change en raison de l'extension du conflit algérien et de son aggravation. En dépit du déplacement de l'intérêt stratégique de la France vers la Méditerranée et l'Atlantique, les relations militaires franco-brésiennes stagnent. Si un grand problème de la France est son propre régime, le remplacement du parlementarisme par un régime présidentieliste devrait apporter des changements importants dans la conduite de la politique étrangère. Ces changements se produisent lors de la recrudescence des activités militaires du Front de libération nationale (FLN). En mai 1958, le rappel du général de Gaulle et le renversement de la IV^e République forment deux étapes d'un même processus : le renforcement de l'exécutif français²⁴³. La perception que les Brésiliens ont de cette guerre change-t-elle l'image qu'ils ont de la France ?

²⁴² *Relatório anual*, José Carlos Macedo Soares, 1956, CRL, Ministerial reports: relações exteriores, p. 30.

²⁴³ Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle (1958-1974)*, t. 3, Paris, Perrin, 2009.

Le Brésil et la guerre d'Algérie

Avant la victoire de la Révolution cubaine, l'Algérie mobilise l'esprit des intellectuels de gauche et attire l'attention de certains hommes politiques brésiliens. Cuba et l'Algérie évoquent une même guerre révolutionnaire pour la conquête du pouvoir mais la question algérienne dépasse le cadre de l'affrontement Est-Ouest et ne s'inscrit pas dans la logique que sous-tend la guerre froide.

À partir de 1958, elle suscite un grand intérêt sous la plume de Jean-Paul Sartre et à travers des articles de dénonciation du journaliste luso-brésilien Paulo de Castro. L'intérêt des journaux tend aussi à s'accroître au fur et à mesure que la guerre atteint des proportions internationales et touche la Tunisie, le Maroc et l'Égypte. L'impact des guerres coloniales sur le régime politique français concentre l'attention des correspondants de presse brésiliens qui écrivent dans le journal *El Moudjabid*. En outre, l'ambassade du Brésil à Paris observe attentivement le déroulement des faits dans les *colonies françaises*. Les échanges de lettres entre Rio et Paris révèlent l'intérêt particulier pour les revirements dans la situation algérienne. Les diplomates de l'Itamaraty ont une vision très négative de cette guerre qui est perçue comme la cause de la décadence française. Mais l'avis des ambassadeurs n'est pas toujours concordant avec celui des diplomates aux Nations unies. Dans un cas comme dans l'autre, la question coloniale est perçue comme un véritable handicap et une atteinte à la liberté des peuples. Partant de ces premières observations, nous tentons de comprendre la propagande française auprès du gouvernement brésilien, l'armée de terre en particulier.

La guerre d'Algérie sensibilise, tout d'abord, la communauté syro-libanaise brésilienne, pour se répercuter, ensuite, sur une grande partie de l'opinion publique. Après mai 1958, on associe directement la guerre coloniale au type de régime politique français. D'ailleurs, la Division politique de l'Itamaraty ne manque pas d'avertir l'ambassade de France de la difficulté de contrôler les réunions périodiques du club syro-libanais à São Paulo, dont l'objectif est de débattre de l'issue de la guerre et du contenu politique de l'action militaire française en Algérie. En ce qui concerne les conférences des représentants du FLN, de passage en Amérique du sud, l'Itamaraty regrette d'informer l'ambassade de France de l'impossibilité de répondre aux demandes de son attaché militaire, dans le sens d'empêcher la tenue de la conférence. Cependant, le Secrétaire Politique « ne manque pas faire tous les efforts pour limiter, tant que possible, les

objectifs de propagande de la réunion à laquelle ont assisté deux observateurs politiques de l'Itamaraty²⁴⁴ ».

La réaction des Brésiliens aux événements français intéresse en tout premier l'ambassade de France. L'Élysée s'inquiète tout particulièrement des répercussions internationales des changements qui viennent de se produire en France, en mai 1958. C'est pourquoi Bernard Hardion prépare une revue de presse pour rendre compte de l'état d'esprit général dans le pays. Il choisit surtout des périodiques modérés ou conservateurs, mais aussi des articles écrits par les correspondants brésiliens et notamment des francophones. Il va de soi que tous les articles sélectionnés par les services de presse de l'ambassade « formulent le vœu fervent de voir la France surmonter la crise et retrouver au premier rang des grandes nations une place digne de ses traditions²⁴⁵ ». Le traitement de l'information peut alterner de la question coloniale au maintien du régime politique français mais tous reconnaissent le renforcement du pouvoir exécutif.

Beaucoup de journaux qui au début avaient un peu hâtivement assimilé les événements d'Algérie aux « pronunciamientos » militaires de l'Amérique Latine, soulignent aujourd'hui les distinctions qui s'imposent : le *Correio Paulistano* écrivait le 25 mai : « si Pflimlin avait été Cubain, il aurait déjà demandé à l'aviation fidèle à son gouvernement d'aller bombarder Alger. Si de son côté, le général Salan était né au Venezuela, il aurait déjà envoyé les parachutistes sauter sur les Champs-Élysées... les Français infiniment plus civilisés sont rationnels et moins impulsifs ».

La nécessité d'un gouvernement plus fort est relevée par *O Jornal*, la chaîne des *Diários Associados*, qui fait observer que, sur ce point « les vues des militaires d'Algérie et celles du gouvernement de Paris coïncident, ce qui peut constituer un précieux élément de conciliation [...] ». Le 26 mai *O Globo*, modéré, fait un rapprochement entre la situation en France et celle de l'Espagne, en 1936, tandis que Paulo de Castro écrit, dans le *Diário de Notícias* : « Une grande conspiration s'est produite, résultat d'une longue lutte entre les conspirateurs et la République. Le problème que soulevaient jadis les émigrés de Coblenz se pose aujourd'hui à Alger. Si le gouvernement hésite à écraser les conspirateurs, il faillira à sa mission historique et ce sera la guerre civile²⁴⁶ ».

En janvier 1957, le président du Conseil en France, Guy Mollet (janvier 1956-mai 1957), confère au général Massu les pleins pouvoirs à Alger. La victoire de l'armée sur le FLN, dans ce que le général Massu appellera la *bataille d'Alger*, rassure les dirigeants français mais soulève le problème des usages de la torture. La lutte contre le terrorisme urbain à Alger inflige une lourde défaite au FLN dont les principaux leaders s'exilent au Caire, au Maroc et en Tunisie. Pour éviter des frictions diplomatiques, Paris s'oppose aux incursions militaires en territoire tunisien. Cependant, l'armée passe outre les ordres du gouvernement et prouve l'impuissance de celui-ci à

²⁴⁴ *A questão argelina. Conferência no Clube Sírio-Libanês*, Antônio Mendes Vianna, 2 août 1957, AMRE, Arquivo histórico, Telegramas.

²⁴⁵ *Considérations de la presse brésilienne sur les événements de France et d'Algérie*, Bernard Hardion, 31 mai 1958, AMAE, carton 45.

²⁴⁶ *Ibid.*

en finir avec la guerre. Alarmés par la désignation de Pierre Pflimlin pour prendre la tête du gouvernement, les généraux d'Alger forment un comité de Salut Public et prennent en main la situation en Algérie. Ils craignent que Pierre Pflimlin, installé au pouvoir, refuse de voter les crédits nécessaires à la poursuite de la guerre et décide de négocier avec le FLN. Dans ce cadre, les généraux Raoul Salan, Edmond Jouhaud et Jacques Allard se rebellent contre le gouvernement et menacent d'envoyer les parachutistes, sous leurs ordres et stationnés en Corse, s'emparer de la capitale française. Sauf réforme, le régime tombe. Pour remédier à la situation, Robert Schumann rencontre Charles de Gaulle, avec l'accord de Pierre Pflimlin, pour lui demander de revenir au pouvoir et calmer les esprits militaires. Le choix de l'armée aurait porté sur le général Salan mais le général de Gaulle représente alors un certain consensus et la garantie d'un changement. Malgré le changement que suppose l'accession du général de Gaulle, sa politique étrangère s'inscrit dans la continuité de la IV^e République. La présence française en Algérie s'intensifie en raison de la recrudescence des activités militaires. En 1958, la guerre d'Algérie cesse d'être un problème local, pour devenir une question internationale et mobilise différents courants d'opinion.

Pour la survie du mouvement révolutionnaire algérien, l'action politique extérieure et intérieure compte plus que les affrontements militaires ou les attentats. La propagande extérieure du FLN vient renforcer son combat pour l'indépendance et donc concurrencer celle de la France. De fait, l'efficacité des méthodes de propagande au service d'une politique de reconnaissance internationale permet l'affirmation du problème algérien comme une des principales questions du moment. Traitée dans la presse, débattue dans les cercles politiques, nourrie par les nombreuses visites de propagateurs d'un message de lutte, cette guerre de propagandes ne laisse pas l'opinion internationale insensible. Elle prend d'ailleurs différents visages : contacts individuels, rencontres politiques, œuvres littéraires, projections publiques, conférences de presse, etc. En juin 1956, pour épauler sa propagande extérieure, le FLN crée un journal, *El Moudjahid*, qui devient en août 1957 son organe officiel. Ses contacts établis à travers les réseaux de militants de gauche, d'abord en France, ensuite à travers l'Afrique du Nord, l'Asie et les Amériques élargissent les livraisons du journal. Les contributions chaque fois plus importantes des correspondants étrangers participent à la sensibilisation de l'opinion internationale à la cause algérienne.

L'opinion brésilienne ne reste pas insensible. La presse conservatrice et modérée salue le retour du général de Gaulle au pouvoir comme un événement propre à assurer le bon état physique et moral de la France. À l'opposée, seuls Paulo de Castro et le quotidien *O Globo* émettent une opinion contraire au consensus politique. Paulo de Castro est un exilé de la dictature de Salazar, au Brésil depuis le début des années 50. Vétéran de la guerre civile espagnole,

où il a combattu dans les rangs des brigades internationales, il est aussi passé par la France, où il a lutté côte à côte avec les résistants français et a rencontré les principaux dirigeants du Parti communiste français (PCF). Ceux-ci le mettent en contact avec des Brésiliens engagés dans les brigades internationales, à l'instar d'Apôlonio de Carvalho. À partir de 1957, avec Paulo Silveira et le franco-algérien Fatih Bouhayed, il est le correspondant brésilien du journal *El Moudjahid*, où il écrit régulièrement des articles sur le Brésil et l'Algérie. Invité du gouvernement gaulliste, par l'intermédiaire de l'ambassade de France, il effectue un voyage en Algérie en 1958. Pour lui, cette invitation reste un mystère « car j'ai défendu la cause algérienne dès les premiers instants, je ne vois pas comment après une visite j'aurai pu modifier une position établie sur des motifs d'ordre politique²⁴⁷ ». Effectivement, son opinion est engagée mais il se révèle un bon connaisseur des questions coloniales qu'il développe dans le quotidien *Diário de Notícias* où il défend ses arguments anti-colonialistes. Sa sympathie pour l'indépendance algérienne renforce ses liens avec les membres des délégations du Front de libération nationale lors de leurs tournées en Amérique latine.

La perception brésilienne de la situation française est une source d'inquiétudes et exige une action énergique de divulgation de documentation française pour construire une image positive du nouveau régime. Un rapide panorama de la presse révèle que l'intérêt pour la guerre d'Algérie s'accroît après le putsch des généraux. Paulo de Castro compare l'attitude de l'armée à celle des nobles français durant les premières années de la Révolution française : ils seraient donc une menace pour la république. Le Comité de Salut Public en 1792 ne peut qu'évoquer les révolutionnaires les plus intransigeants dont l'ardeur patriotique conduit à un bain de sang sans précédent. Avant tout, le journaliste veut créer la polémique.

L'anachronisme permet aux journalistes de formuler une critique dure du régime français et de son armée. La comparaison avec d'autres périodes de luttes intérieures révèle à quel point la crise de mai 1958 est perçue comme une guerre civile. Dans ce cadre, la guerre d'Algérie semble jouer un rôle comparable à celui de la guerre d'Espagne : les affrontements à l'intérieur des États ou entre eux ont une dimension internationale et la guerre d'Algérie devient le modèle d'un nouvel affrontement mondial. Elle mobilise les esprits de la gauche comme de la droite. Les questions les plus importantes de l'époque se posent : d'un côté, la démocratie et la révolution ; de l'autre, un camp contre-révolutionnaire inspiré par une Église catholique conservatrice ou favorable au retour en arrière ou à l'ordre traditionnel²⁴⁸. Ses répercussions sur le régime politique français concentrent l'attention de l'ensemble des observateurs internationaux.

²⁴⁷ Paul de Castro, « L'Algérie et l'Amérique latine », août 1959, *El Moudjahid*, réédition de Belgrade, 1962, t. 2, p. 445.

²⁴⁸ Éric Hobsbawm, *L'ère des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 1994, p. 212.

Chantre de l'autodétermination, Paulo de Castro accueille les personnalités algériennes en déplacement au Brésil. Il écrit de nombreux articles pour défendre l'indépendance de l'Algérie, dans lesquels il critique violemment la politique coloniale de la France et ses répercussions sur le régime français. L'avènement de la V^e République semble le résultat de la dégradation de la situation algérienne où le gouvernement ne parvient pas à contrôler la population. La France invoque désormais sa sécurité intérieure, au détriment de « son œuvre civilisatrice », afin de justifier son implication dans le conflit. L'attitude même de la France peut conduire à terme, selon ses propos, à ce que le Front de libération nationale choisisse le camp des républiques socialistes. Dans ce cadre les déclarations de Michel Debré, Premier ministre du gouvernement gaulliste, sont périodiquement critiquées et dénoncées comme bellicistes.

Le gouvernement français n'hésite pas à envoyer des missions extraordinaires afin d'interpeller les élites et les dirigeants brésiliens. Son objectif est de convaincre le gouvernement à prendre position en faveur des intérêts français. Les mois précédant chaque assemblée de l'ONU, où l'on inscrit la question algérienne, des émissaires français partent en Amérique latine afin d'assurer le soutien des États latino-américains. En 1959, André Malraux lui-même y prononce des discours sur la troisième voie et s'entretient avec les dirigeants locaux²⁴⁹. Son voyage l'amène de Rio à São Paulo, de Lima à Cuzco, de Santiago du Chili à Buenos Aires et, enfin, à Montevideo.

Devant l'auditoire de la faculté de philosophie de l'Université de São Paulo, André Malraux reçoit un message de sévère condamnation de la politique française en Algérie, en particulier de la part de l'Union nationale des étudiants. Le 27 août, à Rio de Janeiro, Paulo de Castro l'interroge à propos des déclarations de Jean-Paul Sartre, sur le fait que « n'importe quel peuple moderne peut se transformer en bourreaux, tels les Allemands de la Gestapo²⁵⁰ ». Injurié, Malraux lui réplique : « j'ai été face à la Gestapo, pas Sartre, qui faisait jouer des pièces à Paris sous l'Occupation ». Paulo de Castro s'exprime avec passion au sujet de la visite d'André Malraux, qu'il qualifie de « spectacle d'abandon et de trahison » d'un « valet de chambre du général De Gaulle ». Accablé de critiques, le représentant français se retire pour préparer la réunion avec le président Kubitschek.

À Rio de Janeiro, la rencontre avec Juscelino Kubitschek est l'occasion de discuter des problèmes bilatéraux, en particulier du soutien brésilien à la France dans les Nations unies. Selon l'ambassadeur Bernard Hardion :

Ces entretiens ont permis d'aborder un certain nombre de thèmes essentiels, ceux qui intéressent les perspectives à long terme qui s'offrent à l'humanité, le développement et la défense

²⁴⁹ Maurice Vaisse, *La puissance ou l'influence...*, *op. cit.*, p. 440.

²⁵⁰ « La tournée Malraux en Amérique latine », *El Moudjahid*, réédition de Belgrade, 1962, t. 2, p. 463.

du *monde libre*, les conceptions sur lesquelles il conviendrait de bâtir une coopération plus étroite et plus féconde entre le Brésil et la France. [...] Il convient néanmoins de mentionner deux problèmes dont la présence se manifestait comme en filigrane au cours des entretiens : celui de l'Algérie et celui de la place qui sera réservée à la langue française²⁵¹.

La politique brésilienne à l'égard de la France a pour arrière-plan des préoccupations géopolitiques et la crainte de voir la Communauté économique européenne (CEE) fermer l'économie européenne aux produits brésiliens. Si le Brésil est motivé par des raisons économiques, de son côté, la France craint que la langue et la culture françaises ne perdent totalement leur place dans l'enseignement national brésilien. Malgré le renforcement de certains liens institutionnels, autour de l'exploration des gisements uranifères, dans l'ensemble, les relations entre les deux pays se distendent. Dans la réunion avec André Malraux, Augusto Frederico Schmidt, entrepreneur et diplomate brésilien, soumet une nouvelle fois la création d'une commission mixte franco-brésilienne à l'approbation des deux gouvernements. Leur position reste inchangée et on n'aboutit pas à la création d'une structure comparable à la commission mixte Brésil-États-Unis. Les deux pays s'engagent à nommer des diplomates afin de régler le contentieux financier, non résolu depuis quinze ans. L'entente est une fois de plus infondée :

M. Malraux fit au surplus observer, nous dit Bernard Hardion, que les tâches auxquelles le gouvernement français devait faire face, en France métropolitaine, en Algérie, et dans la communauté internationale, lui interdisaient pour un long temps d'envisager à l'extérieur un effort sérieux. Il va sans dire que la situation de capitaux privés était différente et que le Brésil constituait pour ceux-ci une zone à laquelle le rythme de développement suivi par le pays pourrait conférer un attrait particulier²⁵². »

La mission Malraux entre dans le cadre de la propagande du nouveau ministère des Affaires culturelles que lui attribue Charles de Gaulle. Son objectif est de rassurer les amis de la France sur les intentions du nouveau gouvernement, en indiquant les grandes limitations budgétaires du pays. De Gaulle entend montrer une attitude plus énergique et insuffler un changement important dans les orientations diplomatiques. Il consacre toute son énergie à résoudre le problème en Algérie mais aussi à intensifier ses contacts dans différentes parties du monde. La relance des négociations franco-brésiliennes vient aussi de ce nouvel élan de la politique française. Son objectif est aussi de s'assurer l'appui brésilien, dans un moment de recrudescence des

²⁵¹ *Conversation entre Malraux avec M. Kubitschek et M. Schmidt*, Bernard Hardion, 15 septembre 1959, AMAE, carton 45.

²⁵² *Ibid.*

activités internationales du FLN. En réalité, les rencontres politiques entre les partis de gauche et les délégués algériens deviennent de plus en plus fréquentes.

Moins de dix jours après le passage d'André Malraux par le Brésil, il est une fois de plus question de l'affaire algérienne dans la presse brésilienne. En arrivant du Chili, l'abbé Alfred Berenguer tient une conférence de presse à Rio de Janeiro, le 11 septembre 1959. Issu d'une famille d'émigrés espagnols venus en Oranie, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, Alfred Berenguer (1915-1996) était un clerc critique de l'Église d'Algérie, qu'il accusait d'être inféodée au pouvoir d'un pays colonisateur. Expulsé d'Algérie en 1956, il a rencontré au Vatican l'archevêque de Santiago du Chili, qui l'a invité à enseigner la langue française dans la capitale chilienne²⁵³. Pendant cette période, il s'est mis au service du Croissant Rouge algérien. Dans le cadre de « l'Année mondiale des réfugiés », il a parcouru le Chili, l'Argentine, le Brésil, le Venezuela, Cuba et les États-Unis, dans une campagne de dénonciation de la torture, pratiquée par l'armée française. Sur son passage, il a constitué les premiers Comités pour les réfugiés algériens. Son message en faveur de la guerre d'indépendance algérienne a rencontré un vif succès, en particulier à Rio de Janeiro, où Paulo de Castro l'a accueilli, le 9 septembre 1959.

La présence de l'abbé Berenguer inquiète particulièrement l'ambassade de France, qui mobilise ses services de sécurité pour surveiller l'activité du clerc algérien. Si son séjour à Rio se passe sans incident, à São Paulo, il est interpellé par le chef de poste du SDECE, le commandant Geara, consul-adjoint de la France dans cette ville. Empêché de quitter le Brésil, il fait une déclaration au député Wilson Rahal, du Parti socialiste brésilien, reproduite dans le quotidien *Ultima Hora*. Les répercussions de ce voyage, avec celui de Jean-Paul Sartre, ne rentrent pas dans le cadre de la propagande officielle du GPRA mais contribuent amplement à discréditer la France devant ses interlocuteurs brésiliens.

L'innovation du FLN/GPRA vient de son vaste réseau de soutien international, établi surtout au Moyen-Orient, mais aussi au Maroc, en Tunisie, en AOF-AEF, aux États-Unis et dans quelques pays latino-américains. Plus la guerre se prolonge, plus ce réseau s'étend. La stratégie du GPRA combine une action à l'intérieur et à l'extérieur, par la guérilla et à travers la mobilisation des pays du Tiers-Monde. L'objectif est de faire reconnaître son existence par le plus grand nombre d'États-membres de l'organisation et d'y faire voter des résolutions favorables à l'indépendance de l'Algérie²⁵⁴.

Pour influencer sur la position des États-membres des Nations unies, les leaders du FLN installent des représentations dans les pays susceptibles de reconnaître leur légitimité sur l'Algérie,

²⁵³ Pierre Boz, *Une fin des temps. Fragments d'histoire des chrétiens en Algérie*, Paris, Desclée de Brouwer, 2009, p. 222-223.

²⁵⁴ Guy Pervillé, « L'insertion internationale du FLN algérien (1954-1962) », *Relations internationales*, Genève, n. 31, 1982, p. 373-386.

tandis que dans d'autres, moins enclin à leur cause, ils installent des délégations, plus ou moins officielles, dans les ambassades des pays arabes. Au Brésil, ils s'installent notamment dans l'ambassade des Républiques arabes unies (RAU), formée par l'Égypte et le Yémen. Ils préparent tous les ans leur entrée à l'Assemblée des Nations unies, en s'appuyant sur une forte propagande. Henri Lemond alerte Paris de la recrudescence des interventions publiques et dans la presse, qui exprime une opinion sur le problème algérien, à peu près invariablement, pour défendre l'indépendance de l'Algérie. Ce tir groupé s'explique par l'approche du débat sur l'Algérie aux Nations unies, mais « il serait candide d'y voir la seule raison de ce surcroît d'attention : l'effort est trop massif pour ne pas avoir été orchestré par les Ambassades et agences arabes, ou par les propres agents du FLN en Amérique Latine²⁵⁵ ». Il complète :

Cette offensive culminait en quelque sorte avec une soi-disant entrevue de Fatih Bouhayed, citoyen Français de souche nord-africaine résidant à Rio, qui se donne la profession de journaliste, sous prétexte qu'il est le correspondant local d'*El-Moudjahid*. Cette entrevue permettait à un rédacteur du *Correio da Manhã* de publier des déclarations dans lesquelles Fatih Bouhayed insistait sur le côté négatif de la présence française en Algérie²⁵⁶.

L'entretien entre Henri Lemond, pied-noir, et Fatih Bouhayed, représentant local du FLN, tourne court dans la conférence de presse du maire-adjoint d'Oran, en novembre 1960, à la suite du vote brésilien à l'ONU.

Henri Lemond arrive au Brésil directement de l'état-major des forces opérationnelles à Tlemcen, en Algérie, où, avec le grade de lieutenant-colonel, il travaille dans le commandement des opérations psychologiques. Il est donc un des protagonistes de l'effroyable massacre de 1957, lorsque les forces françaises répriment sévèrement les travailleurs locaux accusés de complicité avec les insurgés du Front de libération nationale. L'analyse de la conjoncture est à l'image des exercices théoriques réalisés dans les états-majors français en Algérie, où les officiers évaluent la capacité de résistance de la population. Son langage ne cache ni ses préjugés ni son endoctrinement. Sa présence au Brésil représente une avancée considérable dans les relations militaires franco-brésiliennes.

Entre 1958 et 1961, Henri Lemond défend ardemment l'Algérie française face à une opinion publique de plus en plus acquise à la cause algérienne. Les efforts de l'attaché militaire et de son service de contre-espionnage ne sont pas vains car la position officielle du gouvernement brésilien est plutôt favorable aux thèses françaises. D'ailleurs, le Brésil est divisé politiquement à l'égard du problème algérien. À la Chambre des Députés des voix s'élèvent pour défendre le droit

²⁵⁵ *Compte rendu mensuel : réaction aux événements d'intérêt français*, Henri Lemond, octobre 1960, SHD, 10T1112*.

²⁵⁶ *Ibid.*

à l'auto-détermination des peuples, tandis que l'Itamaraty maintient une position ferme de soutien aux colonialismes européens.

Les ambassadeurs de France et leurs attachés militaires s'inquiètent tous les ans, lorsque la campagne internationale du GPRA s'intensifie, durant les mois précédant la rencontre de l'ONU. Ils essaient de limiter l'impact des activités du gouvernement algérien en exil, appelant le Brésil à prendre position dans différents organismes multilatéraux contre les demandes algériennes. En juin 1960, dans sa demande de souscription aux Conventions de Genève, le Quai d'Orsay demande immédiatement à ses partenaires le besoin de voter contre cette motion²⁵⁷. La position du gouvernement français est claire. Jacques Bayens²⁵⁸ rappelle : « constitué à l'étranger par les dirigeants d'une rébellion ayant pris naissance dans des Départements français, le GPRA ne saurait, à aucun titre, prétendre représenter une *République Algérienne*²⁵⁹ ». Dans sa note à Antônio Mendes Viana, Secrétaire Politique de l'Itamaraty, l'ambassadeur de France demande que « les gouvernements soucieux de maintenir les traditions et les dispositions du Droit international » ne se laissent pas impressionner par ces « prétextes humanitaires²⁶⁰ ». La démarche effectuée à Genève n'a d'autre but, par le biais d'une éventuelle adhésion aux Conventions de 1949, que de voir reconnue la personnalité juridique du GPRA par un nombre croissant d'États.

Comme le siège de l'ONU est à New York, les délégués du FLN, présents comme observateurs, font preuve d'activisme sur le territoire états-unien. Ils font alors une grande publicité aux entorses françaises aux Conventions de Genève. La pratique répandue de la torture, de plus en plus évoquée à travers la presse, contribue à dresser une partie de l'opinion internationale contre Paris ; ce sujet devient une source de problèmes dans les relations avec nombreux États-membres de l'ONU. Dès lors, le gouvernement français juge ses amis selon leur position sur l'Algérie et il perd ainsi confiance dans les Nations unies. Avant comme après l'avènement de la V^e République, la France leur refuse toute compétence pour agir dans les questions coloniales²⁶¹. Elle essaie de consolider des appuis à l'intérieur de l'organisme international pour peser sur le nombre de voix en faveur de sa politique coloniale et ainsi éviter

²⁵⁷ La demande d'adhésion du GPRA est transmise par le ministre des Affaires étrangères libyen au gouvernement suisse, dépositaire des Conventions de Genève pour la protection des personnes en temps de guerre. Dans le cadre de ces démarches, le gouvernement suisse envoie alors deux notes à l'attention des pays signataires de l'acte.

²⁵⁸ J. Bayens arrive au Brésil en 1960, muté de la chancellerie française à Chypre. Il aurait été mêlé d'une façon ou d'une autre à l'opération de Suez, à propos de laquelle il a écrit un recueil de témoignages. Ses opinions politiques seraient en faveur de la présence coloniale française.

²⁵⁹ *Demande d'adhésion du GPRA à la Convention de Genève*, Jacques Bayens, 1 août 1960, AMRE, Arquivo histórico, Notas França-Brasil.

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ Irwin Wall, *Les États-Unis et la guerre d'Algérie...*, *op. cit.*, p. 111-112.

d'autres revers diplomatiques. Elle se livre dès lors à une guerre psychologique pour conquérir l'esprit de ses amis et alliés²⁶².

Le Brésil maintient publiquement sa neutralité mais, dans les discussions à l'intérieur de la chancellerie, l'ambassadeur à Paris insiste sur l'impasse des discussions entre le gouvernement français et les leaders du GPRA. Carlos Alves de Souza met en garde les autorités brésiliennes car « l'attitude intransigeante de la France fait le *jeu de Moscou*. Si le gouvernement français et le GPRA maintiennent leurs positions respectives, rien ne laisse prévoir la paix²⁶³ ». La position internationale des rebelles, néanmoins, s'améliore de jour en jour avec l'accession à l'indépendance de nombreux États africains et la reconnaissance de Moscou. Le rapprochement du FLN (Front algérien de libération nationale) avec le camp soviétique est de nature à inquiéter Washington qui tente d'exercer sur les deux camps une forte pression, afin de favoriser l'entente. L'internationalisation du conflit est alors définitive.

Il devient impératif d'observer l'attitude du Brésil à l'égard des *problèmes français*, autrement dit de la politique française de maintien de l'ordre en Algérie. Selon les diplomates français, le Brésil pourrait jouer un rôle important si jamais il parvenait à orienter la position des 21 États-membres latino-américains, aux Nations unies²⁶⁴. Néanmoins, en raison de sa politique d'appui quasi inconditionnel aux pays colonisateurs, l'Itamaraty ne peut prétendre à ce rôle à l'ONU. Jusqu'en 1960, à l'Assemblée générale, les délégations brésiliennes réaffirment le rôle du Brésil à travers le bataillon Suez qui occupe la bande de Gaza ; mais aussi à travers le vote contre l'autodétermination de l'Algérie. En effet, le ministre brésilien estime que l'organisation n'a pas la compétence pour juger de la politique intérieure d'un pays. La perception des liens traditionnels franco-brésiliens joue favorablement dans cette décision. Toutefois, il se limite à codiriger le projet des pays latino-américains, pour régler pacifiquement la question algérienne²⁶⁵. La position officielle brésilienne est d'une cordiale neutralité.

Outre le maintien du vote brésilien, en faveur de l'Algérie française, Henri Lemond observe à l'ONU l'attitude bienveillante des autorités brésiliennes vis-à-vis des colonies européennes. Il explique le racisme voilé de la position brésilienne :

L'opinion brésilienne a porté un particulier intérêt à la poursuite des débats de l'ONU, où l'on aurait aimé que le Président Kubitschek put ne pas laisser la vedette à des Chefs d'État que les gens de ce pays, malgré tout leur anti-colonialisme, n'hésitent pas à considérer comme d'une

²⁶² Maurice Vaisse, « La puissance ou l'influence (1958-2004) ? », *op. cit.*, p. 863-975.

²⁶³ XV *Assembléia-Geral. Questão da Argélia*, Carlos Alves de Souza, 10 octobre 1960, AMRE, Arquivo histórico, Telegramas.

²⁶⁴ Pio Penna, Antônio Carlos Lessa, « O Itamaraty a África: as origens da política africana do Brasil », *Estudos históricos*, Rio de Janeiro, n°39, 2007, p. 57-81.

²⁶⁵ *Relatório anual*, José Macedo Soares, 1957, CRL, *Ministerial reports*, p. 26 (<http://brazil.crl.edu/bsd/bsd/u1817/000030.html>, consulté le 1^{er} mars 2011).

catégorie inférieure. Bien des conversations permettaient de percevoir [que l'] on déplorait vivement l'importance prise à l'ONU par les jeunes nations africaines, fraîchement émancipées ; on ne cachait pas que, pour accéder aux grands débats internationaux, celles-ci auraient dû préalablement « faire leurs classes »²⁶⁶.

Malgré la mobilité de l'opinion publique brésilienne, en particulier lors des élections, Henri Lemond tire deux conclusions : la volonté du Brésil de jouer les premiers rôles sur la scène internationale et sa prédisposition à se maintenir dans le groupe neutre, en tentant d'y assurer une sorte de conduite des États Africains. Pour l'attaché militaire, la direction des États sud-américains n'est plus jugée suffisante. Cette perspective est à nuancer. La position de l'Itamaraty est très ambiguë envers les colonies africaines puisque l'appui brésilien au système colonial portugais compromet son rôle de nation guide prêtée par l'attaché militaire. Au demeurant, les propos d'Henri Lemond justifient l'intervention du Quai d'Orsay auprès du gouvernement brésilien.

Pour les diplomates français, les raisons de l'intérêt pour le problème algérien leur paraissent évidentes. Elles seraient à chercher dans le séjour de la délégation Benkhedda. Membre important du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA), il est responsable d'une tournée internationale pour recueillir des fonds et éclairer ses positions afin d'obtenir des appuis politiques. Il s'envole pour l'Amérique latine à quelques semaines de la XV^e Session de l'Assemblée des Nations unies. L'objectif du GPRA est de faire adopter une motion favorable à l'autodétermination de l'Algérie, réalisée à travers un référendum organisé et surveillé par les Nations unies. Tel qu'il se pose à l'Assemblée générale, le problème algérien menace la sécurité des pays d'Afrique du Nord et sert d'instrument de pression sur la France pour l'obliger à négocier. Selon Henri Lemond, le GPRA se prive moins de se laver des accusations de liaison avec l'Union soviétique que d'attaquer la France²⁶⁷.

La délégation agit dans les milieux de la presse et se rend aux principaux journaux de Rio. Pourtant, les contacts avec les milieux politique, militaire et religieux sont restreints, tout d'abord avec l'ambassadeur brésilien auprès du Marché commun à Paris. Puis Benyoussef Benkhedda rencontre le député Josué de Castro et, enfin, l'archevêque auxiliaire de Rio de Janeiro, Mgr Dom Helder Câmara. De plus, elle ne parvient à se faire écouter que par un nombre réduit d'hommes politiques, comme Roberto Silveira, le gouverneur de Rio de Janeiro, qui décerne le titre de Citoyen de Rio de Janeiro à Benyoussef Benkhedda. Le Conseil municipal du District fédéral accueille également les membres du GPRA mais l'information semble étouffée par les services de

²⁶⁶ *Compte rendu mensuel : événements internationaux*, Henri Lemond, octobre 1960, SHD, 10T1112*.

²⁶⁷ *Compte rendu mensuel : réaction aux événements d'intérêts français*, Henri Lemond, octobre 1960, SHD, 10T1112*.

sécurité de l'ambassade. La grève des dockers, les préparatifs de l'élection présidentielle et l'agitation générale du District fédéral expliquent la relative modération de la délégation algérienne, privée de tribune politique²⁶⁸. À São Paulo, un hommage à la délégation algérienne est rendu au Club Homs qui profite de l'occasion pour projeter des films de propagande du FLN²⁶⁹.

D'un autre côté, la présence des délégués du GPRA contribue à entretenir les contacts suivis avec les milieux combattants algériens et à maintenir un climat de fraternisation avec la lutte pour l'autodétermination des peuples. Selon l'ambassadeur, l'attaché militaire doit intervenir immédiatement afin d'éviter la sensibilisation de l'opinion brésilienne à la cause algérienne. En raison de son passé d'ancien pays colonisé, le Brésil pourrait partager certaines valeurs avec l'Algérie. L'analyse de Jacques Bayens est très équivoque et montre à quel point il peut ignorer la réalité de son pays de résidence. Une infime partie de l'opinion brésilienne serait consciente des changements qu'implique la chute de la IV^e République.

À l'issue de la XV^e Assemblée des Nations unies, la résolution 1514, sur « l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux », proclame « la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations²⁷⁰ ». Alors que 16 pays africains récemment libérés du joug colonial sont admis au sein des Nations unies, la France refuse systématiquement d'accorder l'indépendance à l'Algérie. Le nouveau gouvernement français semble de plus en plus isolé sur la scène internationale. L'analyse de l'ambassadeur brésilien à Paris est éclairante à cet égard :

La politique du Général de Gaulle est condamnée par les partisans de l'intégration, les intellectuels de gauche et la *Troisième force*, adepte d'une paix négociée immédiate. Néanmoins, il parvient à habituer l'opinion publique à l'inévitable autonomie de l'Algérie y compris jusqu'à la sécession. En Algérie, pour d'autres motifs, la peur se repend et l'incertitude règne en ce qui concerne les Forces Armées.

Les desiderata actuels des divers partis politiques français [...] sont favorables à la réouverture du dialogue avec le FLN pour le cessez-le-feu et pour des négociations simultanées sous condition d'autodétermination. Nombreux sont ceux qui doutent de la capacité du Général de Gaulle à obtenir la paix²⁷¹.

Depuis le discours du président de la République française, le 16 septembre 1959, le gouvernement français prépare les négociations avec le FLN. Les pourparlers commencent à Melun, le 25 juin 1960. Malgré ce premier échec, dû à l'incompatibilité des exigences du FLN et

²⁶⁸ *Compte rendu mensuel : réaction aux événements d'intérêts français*, Henri Lemond, novembre 1960, SHD, 10T1112*

²⁶⁹ *La mission du GPRA au Brésil, El Moudjahid*, réédition de Belgrade, 1962, t. 3, p. 341-342.

²⁷⁰ *Déclaration sur l'Octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux*, Résolutions adoptées par l'Assemblée générale au cours de sa quinzième session, Organisation des Nations unies, 20 septembre 1960, accessible dans le site : <http://www.un.org/french/documents/ga/res/15/fres15.shtml> (dernière consultation le 13 juillet 2011).

²⁷¹ *XV Assemblée générale. Question de l'Algérie*, Carlos Alves de Souza Filho, 10 octobre 1960, AMRE, Arquivo histórico, Telegramas.

du gouvernement français, la rencontre crée l'espoir de la paix en Algérie. En tout état de cause, l'autodétermination ne peut être réelle que si elle résulte d'un choix libre et volontaire, exprimé selon des méthodes démocratiques. Le gouvernement gaulliste fait le choix d'un référendum organisé aussi bien en métropole que dans les départements d'Algérie, prévu pour le 8 septembre 1961. La situation politique française est pour le moins confuse, selon l'ambassadeur brésilien à Paris :

De Gaulle a évité dans son discours d'hier [6 septembre 1961] toute référence explicite aux négociations avec le FLN. Ce qui lui vaudra, sans doute, des pertes plus ou moins équivalentes aux voix favorables. Il préfère lancer un appel, purement personnel, toujours convaincu de la force de son verbe. Ce facteur qui s'ajoute à la complexité du problème et au manque de conviction d'une grande partie des électeurs rend difficile un pronostic. En métropole, sur les 27 millions d'électeurs inscrits, on estime que 6 à 8 millions s'abstiendront, 5 millions voteront « non » et de 14 à 16 millions voteront « oui ». En Algérie, se sont inscrits 50,9 millions musulmans, 7 mille européens et 340 mille militaires. Il peut y avoir, *grosso modo*, 1,5 millions ou 2 millions d'abstentions, 2 ou 2,5 millions pour le « oui » et 600 milles pour le « non »²⁷².

L'ambassadeur brésilien ne se tient pas aux chiffres du gouvernement français et donne une idée très erronée de la population algérienne qui apparaît beaucoup plus nombreuse qu'en réalité : en 1960 elle ne dépasse guère les 10 millions d'habitants dont 8 449 332 musulmans et 984 031 non musulmans. Carlos Alves de Souza ignore à peu près tout sur la situation algérienne et transmet de fausses statistiques au gouvernement brésilien. Devant l'ignorance de l'ambassadeur sur la situation des *colonies françaises*, il n'est pas surprenant que le Brésil adopte une position contradictoire. À sa méconnaissance de la situation algérienne s'ajoute l'incompréhension de la politique du président de la République et la tendance à interpréter son comportement comme essentiellement personnaliste. Compte tenu de ces jugements, nous pouvons conclure qu'il est très ignorant sur la situation politique française.

Le référendum est largement favorable à l'autodétermination de l'Algérie. La veille, alors que 36 États reconnaissent la légitimité du GPRA, le Brésil lui refusait toute autorité sur l'Algérie. La position brésilienne est donc très contradictoire, compromise par la méconnaissance de son ambassadeur. Pour ne pas risquer de nuire aux relations bilatérales, le gouvernement brésilien soutient la légitimité de la présence française en Afrique du Nord. Il existe donc une contradiction fondamentale entre l'attitude du gouvernement Kubitschek et le vœu de certains hommes politiques à la Chambre de députés, en faveur de l'autodétermination. Le milieu politique brésilien est partagé quant à la position à adopter vis-à-vis du problème algérien. Le

²⁷² *Plebiscito na França na Argélia*, Carlos Alves de Souza, 7 janvier 1961, AMRE, Arquivo histórico, Telegramas.

Secrétaire général, Éric de Carbonnel, insiste sur l'importance de la propagande du FLN au Brésil et en Argentine.

Si une initiative dans le sens d'une reconnaissance du GPRA ne paraît pas devoir être à redouter à brève échéance, de la part du gouvernement brésilien, il n'en reste pas moins que ce dernier n'est pas intervenu d'une manière catégorique, contre les manifestations auxquelles s'est livré M. Mabrouk Ha Hussein, délégué permanent du FLN à Buenos Aires, tant à Rio qu'à Sao Paulo et que la Croix rouge brésilienne a pu lancer un appel pour l'envoi de vêtements chauds, de denrées alimentaires et de médicaments aux 'millions de réfugiés algériens' en Tunisie et au Maroc²⁷³.

Les activités politiques du GPRA inquiètent le gouvernement français. Il devient impératif d'obtenir, à l'intérieur, un soutien à la France. La propagande française s'organise concrètement à partir de 1958, en réaction aux initiatives du GPRA. À cet égard, l'attaché militaire, André Normand, envoie au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), au Quai d'Orsay et au cabinet du Premier ministre, une étude bien documentée sur le rôle et la place de l'armée française au Brésil. Le Quai d'Orsay en tire une base de travail d'où lancer un mouvement de reconquête idéologique. Le premier objectif de la propagande est d'influer sur le choix des dirigeants politiques. Dans des pays où les militaires jouent un rôle politique de premier plan, la fonction de l'attaché militaire est propulsée sur le devant de la scène.

Dans un bulletin du SDECE, à l'attention d'André Normand, on observe l'opinion des milieux militaires sur les aspects idéologiques et tactiques de la guerre d'Algérie. Le traitement de la question est alors dépourvu d'assertions morales ou politiques, concentré sur les techniques de maintien de l'ordre. La traduction d'un article paru dans la revue brésilienne *A Defesa Nacional*, signé par le major Serzedelo Coelho, « La technique et la tactique de la guerre révolutionnaire », permet à l'attaché militaire de discerner des aspects idéologiques propres à la doctrine française de la guerre révolutionnaire. Il observe alors l'intérêt des militaires brésiliens, qu'il indique comme une excellente voie à exploiter par la propagande française. Selon Lemond, l'article s'inspire de documents d'origine française. La conclusion attire son attention car elle rejoint une opinion de plus en plus répandue : « la France ne mène pas seulement, en Afrique du Nord, une guerre de défense d'intérêts propres, mais une nouvelle bataille contre l'expansion révolutionnaire communiste²⁷⁴ ». Pour lui, la propagande française au Brésil doit exploiter ce « sentiment de solidarité occidentale contre le danger rouge²⁷⁵ » puisqu'il s'agit « d'éliminer une fois pour toutes

²⁷³ Note pour le ministre des Affaires étrangères : Relations franco-brésiliennes, Éric de Carbonnel, 23 mars 1962, AMAE, carton 44.

²⁷⁴ Opinion d'un militaire brésilien sur la guerre révolutionnaire, André Normand, 16 mai 1958, SHD, 14S537*.

²⁷⁵ Ibid.

les résistances qui empêchent l'unité complète de l'Occident²⁷⁶ ». Il ne s'agit plus de s'équiper contre une attaque nucléaire, très peu probable, face aux engagements états-unis et soviétiques. L'objectif des forces armées est « d'opposer à l'adversaire un front sans brèche qui couvre et défende effectivement le patrimoine spirituel et matériel de la civilisation occidentale²⁷⁷ ».

Henri Lemond souligne :

C'est peut-être dans les Forces Armées que l'on rencontre ici le plus de compréhension des problèmes politiques français du moment, les autres grandes questions internationales déterminant chez eux les mêmes réactions que celles enregistrées dans l'ensemble de la population locale. Pour ce qui concerne nos préoccupations algériennes, le patriotisme des Officiers Brésiliens, ainsi que leur goût de bien faire leur métier, les inclinent à admettre que la France ne peut s'effacer de l'Algérie, sans assurer l'avenir des populations, qui nous ont maintenu leur confiance ou qui s'y sont fixées depuis plusieurs générations. Mieux que les autres classes sociales de la société brésilienne, ils perçoivent également l'immense danger pour leur pays d'un glissement de l'Afrique du Nord, puis de l'Afrique Centrale, dans le communisme²⁷⁸.

L'avis de l'armée n'est pas unanime sur les contenus politiques de la guerre. Bien au contraire, un certain nombre d'officiers de l'armée de terre suit de près l'évolution des affrontements en Afrique du Nord et prend parti pour l'indépendance des colonies françaises. Ces opinions se répandent d'autant que le Brésil s'engage officiellement à surveiller la bande de Gaza afin d'éviter de nouveaux affrontements en Égypte. Dans une interview accordée à Paulo de Castro, le colonel Ruy José da Costa, chef de cabinet du maréchal Lott, désigné pour assumer le commandement des opérations du bataillon Suez, à la suite du colonel Meira Mattos, déclare que « la guerre d'Algérie est la lutte de tout un peuple qui combat pour sa liberté et son autodétermination [il poursuit] un peuple qui lutte pour sa terre trouvera toujours des énergies insoupçonnées qui mettent en échec les plus grands stratèges²⁷⁹ ». En fait, la propagande française ne concerne qu'un groupe restreint et assez exalté d'officiers de l'armée de terre et de l'aéronautique. Il est difficile de connaître les lecteurs des livres français défendant la cause de l'Algérie française mais nous pouvons retrouver les auteurs d'articles. Ceux-là constituent la principale cible de la propagande extérieure française. L'attaché militaire a donc la mission de rencontrer de nouveaux interlocuteurs, plus réceptifs que le maréchal Lott, ministre brésilien de la Guerre, au message officiel de l'armée française.

²⁷⁶ *Ibid.*

²⁷⁷ *Ibid.*

²⁷⁸ *État d'esprit des forces armées*, Henri Lemond, octobre 1960, SHD, 10T1112*.

²⁷⁹ *Déclaration exclusive du colonel da Cruz commandant le contingent brésilien des forces des Nations Unies*, juin 1959, *El Moudjabid*, réédition de Belgrade, 1962, t. 2, p. 372.

Le Brésil conserve sur le plan international une politique très ambiguë. Alors qu'il ne se prononce pas à l'Assemblée des Nations unies afin de réclamer la fin du colonialisme européen, l'Itamaraty prend position contre les guerres coloniales lorsqu'elles s'étendent à plusieurs États nord-africains. Cette contradiction l'empêche d'assumer le rôle de meneur des nations et le prive aussi du soutien des pays européens. Le plus souvent, il négocie avec le Département d'État son attitude vis-à-vis des colonialismes européens, considérés comme archaïques et anachroniques.

De tous les problèmes coloniaux que la France affronte depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est celui de l'Afrique du Nord qui contribue le plus à envenimer ses relations avec ses partenaires internationaux. Washington n'y voit pas l'intérêt d'investir dans la poursuite d'une guerre revendiquée par Paris comme franco-française. Avant tout, les relations franco-étatsuniennes se dégradent à cause de l'extension du conflit à l'Égypte, à la Tunisie et au Maroc. En l'espace de quelques années, la guerre d'Algérie endommage sérieusement le dialogue entre le Quai d'Orsay et ses partenaires atlantiques.

La guerre d'Algérie a de fortes répercussions sur les relations militaires franco-brésiliennes. La position du Brésil vis-à-vis de cette nouvelle guerre aux répercussions internationales est capitale pour le rapprochement bilatéral durant la V^e République. D'une part, l'internationalisation du conflit demande la plus grande vigilance de la France, dès lors que les chefs de la rébellion algérienne augmentent l'intensité de leur propagande révolutionnaire. La propagande française est conçue de façon à contrer les missions diplomatiques du GPRA. D'autre part, l'intérêt politique et militaire pour la guerre d'Algérie est plus grand que pour les autres guerres coloniales. La propagande française au Brésil prend un tournant décisif en 1958 car la guerre d'Algérie devient la principale vitrine de l'armée française, qu'elle utilise pour révéler l'efficacité de ses forces sur le terrain. En effet, la *bataille d'Alger* devient un outil de la propagande française auprès des militaires. L'intérêt pour l'action militaire en Algérie est crucial dans le rétablissement des relations franco-brésiliennes, comme nous le verrons ensuite.

Chapitre 4 : l'échec politique de la coopération militaire

La question de la coopération militaire avec la France remonte aux pourparlers entamés depuis 1951. De nombreux représentants de la commission parlementaire de la défense nationale se rendent au Brésil, accompagnés des commissions des territoires d'Outre-mer et de représentants du groupe d'Amitiés franco-étatsunienne. Autrement dit le Brésil est intégré dans la stratégie atlantique de la France, ce qui ne favorise pas le développement des relations bilatérales.

Les premières négociations aboutissent uniquement à l'échange de quelques télégrammes puisque les désaccords politiques compliquent la consolidation des traités. La question coloniale mais aussi le manque de continuité dans le traitement des dossiers est le principal obstacle à l'élaboration d'un programme bilatéral. L'instabilité des gouvernements brésilien et français ainsi que le changement régulier d'ambassadeurs et d'attachés militaires ralentit les décisions. Même si les projets n'aboutissent pas, ils jettent les bases du rapprochement, repris quelques années plus tard. Entre 1956 et 1962, trois attachés militaires traitent les questions du rapprochement franco-brésilien.

À la même période, en Argentine, les attachés militaires français assurent une position très confortable pour la France, sa première partenaire. La concurrence avec l'Argentine est alors cruciale pour comprendre les raisons conduisant le Brésil à se tourner aussi vers la France. En revanche, dans le cas de Rio, la coopération avec Paris découle des problèmes propres aux relations avec Washington. Ces différentes relations se répercutent sur le dialogue franco-brésilien, comme nous le verrons ensuite.

Plus que la défense atlantique, sur laquelle insistent les militaires français depuis 1951, la concurrence avec l'armée argentine suscite l'accélération de la modernisation de l'armée brésilienne. En d'autres termes, le pan-américanisme motive les alliances stratégiques et, surtout, le renforcement du partenariat avec Washington. La politique brésilienne rencontre alors bien des limites à cause de la crise économique et de la diminution des investissements états-uniens.

En août 1956, le gouvernement argentin du général Aramburu convoque la première conférence sud-américaine sur l'Atlantique Sud²⁸⁰. Son objectif est de déterminer les bases de la coopération militaire sud-américaine. En proposant cette conférence sur l'Atlantique Sud, il veut prouver ses intentions à l'égard de la politique inter-américaine de défense, notamment en inscrivant le débat stratégique dans le cadre de l'Amérique du Sud. Les négociations portent, en particulier, sur la politique de standardisation de l'équipement militaire, sur l'adoption de méthodes analogues pour la défense navale et sur l'organisation de patrouilles mixtes, assurées par les forces aéronavales ou aériennes. L'alliance renforcerait le pouvoir d'intervention des états-majors combinés dans les opérations inscrites dans le cadre de l'Organisation des États américains (OEA) ; mais aussi, elle intégrerait le gouvernement argentin dans le système de défense hémisphérique²⁸¹. Comme le constate l'attaché militaire français :

L'Argentine qui suit toujours de près les efforts d'armement du Brésil et qui constate que ce dernier dispose maintenant d'une véritable *Task force* [sic] depuis l'achat d'un porte-avions en Angleterre et du prêt de deux sous-marins par les USA [sic], ne voudrait pas se laisser distancer. Elle cherche donc à acheter elle aussi un porte-avions, mais il faudrait des crédits qu'elle n'a pas et les Américains sont peu enclins à favoriser une course stérile aux armements²⁸².

La standardisation occupe l'essentiel des discussions car elle suppose que les quatre pays reçoivent des États-Unis une aide militaire, y compris l'Argentine qui souhaite reconstituer sa flotte. Les initiatives argentines de coordination diplomatique des pays du Cône sud se heurtent au refus de l'Itamaraty qui rechigne à associer la défense atlantique, donc du *monde libre*, aux questions sud-américaines. Les dirigeants brésiliens reconnaissent le besoin de négocier

²⁸⁰ Après un long délai, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay répondent à l'appel argentin. Le Chili ne figure pas parmi les invités alors qu'il contrôle les détroits de Magellan et de Beagle, ce qui est un signe des tensions avec l'Argentine. Ministre brésilien, José Carlos Macedo Soares accepte la conférence, à laquelle prennent part d'autres pays du cône sud, en suivant les recommandations de l'Organisation inter-américaine de défense (OID). Mais les États-Unis n'acceptent de se joindre au groupe de nations qu'après l'intervention du gouvernement brésilien.

²⁸¹ Luiz Alberto Moniz Bandeira, *Conflito integração na América do Sul. Brasil, Argentina Estados Unidos. Da Tríplice Aliança ao Mercosul (1870-2003)*, Rio de Janeiro, éditions Revan, 2003, p. 270.

²⁸² *Note sur la conférence de Buenos Aires*, sans nom, 1956, SHD, 10T1103*.

séparément chacune des questions pour déjouer la pression du gouvernement argentin sur leurs partenaires sud-américains.

La contention de l'expansion argentine répond à la logique de rompre l'isolement brésilien en Amérique du Sud. Au lieu de signer le pacte militaire proposé par le gouvernement argentin, l'Itamaraty préfère signer des accords bilatéraux avec ses partenaires régionaux. Progressivement, la politique brésilienne converge vers l'espace sud-américain dans l'intention de le soustraire à l'influence argentine. Selon les stratèges de l'ESG, le principal obstacle à la puissance brésilienne est l'encerclement du pays par des nations d'une même origine hispanique et d'une même unité linguistique. Malgré les dissensions et les divergences entre elles, rien ne leur interdit la formation de coalitions, dans une combinaison d'efforts pour satisfaire des ambitions communes²⁸³.

À l'occasion de la conférence de Buenos Aires, le sentiment de solidarité et le souci d'unité d'action chez les Latino-Américains ne pèsent pas lourd lorsqu'il s'agit d'obtenir l'aide financière des États-Unis. Contrairement au Brésil, l'Argentine détient d'importantes réserves de pétrole dont la proportion avoisine 20 à 25% du total de ses exportations, ce pétrole lui permet de négocier en position de force. Elle fait aussi figure de pays à économie stable, avec un important marché intérieur où les capitaux français peuvent s'investir sans trop de risques²⁸⁴. L'image de l'Argentine contribue ainsi à attirer les investisseurs étrangers qui ouvrent le marché aux industries d'armement.

La situation argentine semble donc favorable à l'expansion de l'économie de marché. La réticence à répondre aux demandes argentines, de la part de certains milieux états-uniens – qui n'oublent pas l'attitude ambiguë de Juan Perón à l'égard du Reich hitlérien –, conduit le gouvernement argentin à se tourner vers l'Europe. Si les financements pour la recherche et la technologie se trouvent à Paris, il n'en demeure pas moins que l'armée française propose aussi l'insertion de ses partenaires dans une stratégie générale, comme nous le verrons plus loin.

L'enjeu est double. Il s'agit de diversifier les sources d'approvisionnement et de légitimer la course aux armements, jugée *stérile* par Washington. La doctrine de la guerre révolutionnaire permet l'extension de la guerre froide à l'Amérique du Sud et ce avant les menaces castristes, à partir de 1962. En ce sens, l'alliance avec la France permet l'insertion de l'armée argentine dans un système stratégique plus étendu, au-delà de son voisin brésilien. Alors que le Brésil n'acquiert que des matériels usages de la part des fournisseurs états-uniens, l'Argentine achète un armement neuf à la France : cinq hélicoptères Djinn, en 1955, dix Max Houst Broussard, en 1957 et deux

²⁸³ Golberi do Couto e Silva, *Conjuntura política nacional o poder executivo & geopolítica do Brasil*, Rio de Janeiro, José Olympio Ed., 1981, page 28-29.

²⁸⁴ Boris Fausto, Fernando Devoto, *Brasil - Argentine. Um ensaio de história comparada (1850-2002)*, São Paulo, Editora 34, 2004, p. 349.

hélicoptères Alouette 2, en 1961. La vente française la plus importante à l'Argentine est celle des 48 Morane-Saulnier 760 Paris, en 1958²⁸⁵.

La coopération entre les armées françaises, et argentines, ne se limite pas au commerce des armes. Comme l'a démontré Marie-Monique Robin, en mai 1957, sous l'impulsion de deux officiers argentins anciens stagiaires de l'ESG de Paris, trois officiers français brevetés d'état-major supérieur sont détachés comme assesseurs à l'école de Guerre argentine²⁸⁶. Dans les dépendances de l'état-major argentin, la France installe sa mission militaire pour orienter la modernisation des forces terrestres à Buenos Aires. L'importation de la guerre révolutionnaire propulse l'État argentin vers la course aux armements. La France essaie de rompre la chasse-gardée états-unienne à travers une forte propagande politique qui vante les mérites de sa propre doctrine d'affrontement contre le communisme. Pour les militaires argentins, les offres françaises répondent à une demande d'insertion internationale. En orientant l'armée argentine vers le combat contre le communisme, à l'intérieur des frontières, la France permet à Buenos Aires de tenir son rôle dans la défense du *monde libre*. Plus précise que la stratégie de la guerre froide, la stratégie de la guerre révolutionnaire consiste à analyser tout mouvement d'opposition armée, voire d'opposition tout court, comme une attaque soviétique. Adapté à une puissance moyenne, le modèle français légitime et justifie la course aux armements, notamment en renouvelant le rôle des militaires sud-américains dans la conjoncture internationale. Celle-ci est alors marquée par la conquête de l'espace.

Face à la croissance du potentiel des Soviétiques, l'armée argentine acquiert un équipement permettant de lutter contre l'expansion communiste à l'intérieur de ses frontières²⁸⁷. Malgré les précautions états-uniennes, la course aux armements s'installe dans le Cône Sud. Le Brésil n'en reste pas moins derrière sa rivale argentine et négocie l'installation d'une base militaire dans le Nord-Est brésilien, complétant ainsi ses techniques d'observation. La distribution des bases d'observations stratégiques permet d'évaluer les risques d'une attaque nucléaire mais aussi de repérer le départ de bombardiers et le lancement de fusées atmosphériques²⁸⁸. Si l'Argentine est à même de combattre le communisme à l'intérieur de ses frontières, en s'appuyant sur une nouvelle stratégie et de nouveaux équipements, le Brésil épaula les États-Unis dans la guerre froide.

Le Brésil occupant la moitié de la surface de l'Amérique du Sud, avec les forces armées les plus nombreuses du sous-continent, il constitue une excellente base d'observations stratégiques,

²⁸⁵ SIPRI, *Arms Transfers Database: Transfers of major conventional weapons. Deals with deliveries or orders made for year range 1952 to 1962. France-Argentina*.

²⁸⁶ Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort...*, op. cit., p. 206.

²⁸⁷ L'accroissement du rayon d'action de leurs bombardiers soviétiques leur conféraient pour la première fois la capacité de toucher les États-Unis, jusque-là invulnérables.

²⁸⁸ Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion...*, op. cit., p. 101.

dans cette région où Washington est tantôt dépeint comme le principal adversaire de Paris, tantôt comme un allié dans la stratégie de contention du communisme. Ces observations stratégiques concernent en partie seulement l'attitude des États-Unis et l'importance du Brésil comme clé de voûte de leur dispositif en Amérique du Sud.

La France a besoin dans le détail des positions états-uniennes et formule des contre-projets aux Brésiliens. L'action des hommes de la diplomatie française s'oriente aussi vers l'observation de la politique de Washington à l'égard de Rio. Il est nécessaire de contourner ce biais des sources car l'anti-américanisme ne constitue pas l'objectif de la France mais uniquement un facteur pour évaluer la position du Brésil. Par ailleurs, le communisme est suffisamment combattu par les États-Unis eux-mêmes et par les gouvernements latino-américains pour que la France puisse tirer un avantage à se placer comme le fer de lance de la lutte contre le bloc de l'Est. Pourtant, la relation de dépendance entre le Brésil, puissance moyenne, envers les États-Unis, superpuissance, est au cœur de l'argumentation de l'attaché militaire. En quelque sorte, l'anti-américanisme sert à attirer l'attention des dirigeants français sur la possibilité des investissements français au Brésil.

À Partir de 1957, le Brésil entre dans la logique du duel entre Washington et Moscou. Juscelino Kubitschek négocie l'installation d'une base anti-missile sur l'île de Fernando de Noronha, la pointe la plus extrême du nord-est brésilien. En observant l'attitude brésilienne, André Normand est certain que les Brésiliens essayent de tirer tout le profit possible des accords intervenus à ce sujet. En particulier, « ils ont présenté une demande de fournitures industrielles. Les Américains, de leur côté, s'en sont tenus strictement au caractère militaire de leurs engagements ». Dans ce cadre, « seront transférés au Brésil les quatre destroyers cédés à titre de prêts-bails²⁸⁹ ». L'attaché militaire observe alors le mode opération de l'alliance entre le Brésil et les États-Unis et l'extension jour après jour de la Commission mixte. Les diplomates français s'interrogent sur la possibilité, pour le Pentagone, d'installer un stock de bombes atomiques au Brésil, comme gage de protection contre une éventuelle attaque soviétique. Les spéculations révèlent alors les nombreuses préoccupations françaises à l'égard du désengagement états-unien en Europe, en particulier après les menaces de retrait des bombes stockées en Méditerranée, à la suite des négociations avec Khrouchtchev.

L'installation de la base de Fernando de Noronha marque l'engagement du Brésil dans la défense hémisphérique²⁹⁰. Les nouvelles bases de détection de missiles sont destinées à contrecarrer la menace soviétique. À partir du premier tir de fusée intercontinentale russe et du premier vol autour de la Terre, par le Spoutnik, la base de Fernando de Noronha aligne le Brésil sur la défense du *monde libre*. L'armée brésilienne reçoit en contrepartie 100 millions de dollars en

²⁸⁹ *Accords militaires USA-Brésil – Ile Fernando de Noronha*, André Normand, 4 novembre 1958, SHD, 10T1110*.

²⁹⁰ Luiz Alberto Moniz Bandeira, *A presença dos Estados-Unidos...*, *op. cit.*, p. 376.

équipements militaires, en provenance de l'OTAN²⁹¹. L'alliance avec les États-Unis couronne le système défensif brésilien qui, en cas d'agression, serait protégé par différents accords, épaulé par son principal partenaire hémisphérique et soutenu par un solide réseau de stations d'observations stratégiques. Cependant, il est toujours en marge du conflit bipolaire.

Contrairement à l'Argentine, les accords avec les États-Unis empêchent le Brésil de s'engager pleinement dans un autre système d'alliances militaires. Effectivement, les relations prennent la forme d'une mission militaire qui oriente la reconstitution de l'armée de terre brésilienne. L'assistance états-unienne se traduit surtout par l'entraînement de militaires, des dons de matériel en surplus et des crédits pour l'achat d'équipements usagés ; mais, en aucun, on n'y prévoit l'installation d'usines de montage voire de réparation des pièces, poussant le Brésil vers une grande dépendance.

De 1953 à 1962, les États-Unis fournissent des équipements, des armes, des procédés techniques pour administrer les bases de détection de missiles, mais se gardent d'offrir un rôle au Brésil dans leur stratégie générale. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les stages dans les écoles supérieures de guerre états-uniennes sont séparés : un premier volet s'est ouvert à tous les officiers étrangers, tandis qu'un autre est exclusivement réservé aux officiers autochtones²⁹². Washington conserve ses secrets et limite la course aux armements à son armée. Son objectif n'est pas uniquement de garder le monopole sur les armes atomiques, mais aussi de maintenir l'état de dépendance envers les fournitures d'armement. En effet, l'administration Eisenhower (1953-1961) n'offre aucune possibilité permettant l'accès de ses partenaires ni à la guerre atomique ni à l'acquisition d'une certaine autonomie stratégique. De plus, les échanges militaires n'apportent qu'un résultat mineur eu égard aux transferts de technologies. L'insatisfaction domine les milieux militaires brésiliens.

La politique états-unienne de fourniture d'armement, assortie de conditions d'utilisation, conduit certains pays sud-américains à se tourner vers l'Europe, en particulier l'Angleterre et la France dont l'industrie d'armement connaît alors un premier saut quantitatif. D'autres raisons favorisent l'irritation des armées latino-américaines vis-à-vis de l'attitude de la Maison Blanche. Pour le politologue Alain Rouquié, la fourniture de matériel, souvent en mauvais état, suivi du contrôle du type d'armement et de son utilisation, provoque une grande insatisfaction chez des généraux soucieux du niveau de leur armement. Le souhait de transformer les armées du sous-continent, des plus industrialisées aux plus modestes, en forces de maintien de l'ordre formées à la contre-guérilla suscite la méfiance à l'égard des écoles inter-américaines, comme celle située dans le canal de Panama. Enfin, les chefs d'états-majors américains réclament, lors des rencontres

²⁹¹ *Ibid.* p. 377.

²⁹² Paul Aussaresses, entretien avec Marie-Monique Robin.

périodiques un matériel lourd et sophistiqué. L'École des Amériques est ainsi peu fréquentée par les armées argentines et brésiliennes, les deux plus puissantes. Les forces de polices envoient régulièrement leurs officiers en formation au Panamá, cependant, les armées fédérales préfèrent puiser directement à Washington et au Kansas les sources de leur inspiration. Dans le cas argentin, le recours aux fournisseurs européens constitue la première étape d'une politique d'affirmation nationale, face à la présence de Washington et contribue à la définition par les militaires d'un projet national de développement²⁹³.

Entre 1956 et 1958, la possibilité d'un désengagement états-unien, face à la coexistence pacifique annoncée comme doctrine soviétique, alarme les dirigeants brésiliens qui redoutent une inflexion des objectifs de défense définis par le traité de 1952. Toute défense anti-missile est obsolète puisque la guerre nucléaire devient un horizon impossible. Dans le cas des continents non concernés par l'arme nucléaire, comme l'Amérique du Sud, il fallait envisager un effort de défense comportant des instruments d'intervention classique ou anti-guérilla. Devant les difficultés d'envisager un engagement direct sur le terrain, comment faire face à la mission de maintenir l'ordre dans le monde ? L'intérêt pour la guerre limitée donne lieu alors à de nombreuses spéculations qui influencent la doctrine politique états-unienne²⁹⁴. Pendant quelques années, un groupe d'intellectuels très influents auprès des milieux politiques états-uniens, avaient esquissé des réponses partielles à ces problèmes. Dans ce cadre, certains hommes politiques reconnaissent le besoin de déléguer des responsabilités à des puissances régionales, chargées de lutter localement contre l'expansion communiste.

Le général André Normand, attaché militaire français, écrit une des analyses les plus pertinentes sur les relations militaires du Brésil. S'il reconnaît la disproportion des moyens entre la France et les États-Unis, il indique l'insatisfaction des Brésiliens vis-à-vis de l'assistance militaire états-unienne. Pour lui, le gouvernement Eisenhower (1953-1961) n'offre aucune doctrine politique permettant le développement au Brésil de la doctrine contre-révolutionnaire.

Jusqu'en 1962, l'Amérique latine ne représente pas une zone à haute priorité de défense états-unienne. Le communisme y est une force politique peu représentative et ne constitue pas un danger pressant. Washington refuse donc de favoriser une course aux armements qui échappe à la logique de la guerre froide²⁹⁵. Lorsque sa présence est contestée ou menacée par la France ou le Royaume-Uni, il élève la voix dans les rencontres internationales pour dénoncer la course aux armements. C'est ainsi qu'entre 1953 et 1962, l'assistance militaire des États-Unis atteint à peine

²⁹³ Alain Rouquié, *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1981, p. 182.

²⁹⁴ Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion...*, *op. cit.*, p. 104.

²⁹⁵ *Ibid.* p. 165.

les 450 millions de dollars pour l'ensemble de l'Amérique latine, alors qu'entre 1962 et 1966 elle représente 488 millions²⁹⁶.

Tel est l'interprétation de l'attaché militaire français qui ressent l'attitude états-unienne comme le résultat des répercussions négatives de l'opération de Suez (1956). André Normand s'inquiète alors des dissensions entre la France et Washington, justement lorsque les États américains reconnaissent le besoin de s'instruire à la tactique anti-guérilla. D'autre part, les projets français sont stimulés par la croissance économique accélérée du Brésil qui lui permette d'accéder au rang de puissance moyenne. Seule la croissance soutenue de l'économie de marché peut stimuler le commerce des armes. Le fait d'accéder au rang de puissance moyenne prouve que l'État brésilien est à même de s'engager dans des opérations d'achat à moyen terme. Dès lors, il intéresse les fabricants français.

La France et le Brésil accomplissent alors de grands progrès. Portée par la demande mondiale dans le domaine de l'armement, l'industrie française s'accroît considérablement. En 1956, elle parvient à équiper l'essentiel des forces françaises et, depuis 1958, le nombre d'industries françaises d'armement installées au Brésil augmente par rapport à 1950. Pour certaines, leur installation est ancienne, soit sous la forme d'un consortium d'entreprises françaises et brésiliennes, soit directement installés, dans une des trois grandes villes du Sud-Est. Sur les 35 entreprises françaises, 14 fournissent des équipements militaires : hélicoptères, engins de mer et avions légers, en majorité²⁹⁷. Parmi les plus représentatives de l'activité française : la Thomson-CSF (Compagnie générale de télégraphe sans-fil), représenté par CSF Eletrônica do Brasil ; le Groupement d'exportation de navires et d'engins de mer en acier (GENEMA) installé à Rio de Janeiro ; la Générale aéronautique Marcel Dassault et la compagnie Nord-aviation, représentés au sein de l'OFEMA (Office français d'exportation de matériel aéronautique) ; les entreprises Matra et Hotchkiss-Brandt ; les compagnies Schneider, Sud-Aviation et la Société française de matériels d'armement, représentées par Bracorep, créée en 1947 sous l'impulsion de Charles Schneider²⁹⁸.

La politique de développement associé du gouvernement Kubitschek ouvre l'économie aux compagnies et aux investisseurs étrangers. La croissance industrielle atteint un maximum de 11%, le secteur des biens d'équipements y contribuant pour plus de la moitié et supprime les autres secteurs de la production industrielle²⁹⁹. Les journaux s'américanisent et se multiplient, un

²⁹⁶ *Ibid.*

²⁹⁷ *Affaires en instance sur le Brésil*, Frédéric Peter, 12 juillet 1961, AMAE, carton 72.

²⁹⁸ *Directive générale pour l'attaché militaire français au Brésil*, capitaine de vaisseau Lambert, chef de la division de renseignement, 7 février 1966, 10T1109*.

²⁹⁹ Luiz Alberto Moniz Bandeira, *A presença dos Estados-Unidos no Brasil*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1973, p. 393.

nouveau mode de consommation s'installe dans les villes où les classes moyennes et supérieures voient leur revenu augmenter et bénéficient de l'arrivée des appareils électroménagers. Pour assurer ce développement économique associé, le pays reçoit un important volume de capitaux, en provenance, surtout des États-Unis et de la République fédérale allemande (celle-ci y consacre 17,6% de ses investissements internationaux). Ces nouvelles caractéristiques de l'économie brésilienne modifient aussi les relations avec la France. Les investissements de groupes d'intérêt privés français augmentent, même si la France figure uniquement comme le 14^e partenaire économique du Brésil. De plus, les graves difficultés financières brésiliennes, ajoutées aux recours successifs aux emprunts étrangers, diminuent l'opportunité de commerce franco-brésilien.

Tournée complètement vers la réalisation des programmes de développement économique, la diplomatie brésilienne cherche par différents moyens à obtenir des financements et à contraindre les États-Unis à assumer une politique d'aide économique aux républiques américaines. En l'espace de quelques mois, les rapports entre le Brésil et les États-Unis se détériorent, comme pour les autres pays de l'Amérique du Sud³⁰⁰. La crise de la fin des années 50 a des origines économiques, dues aux difficultés pour écouler les produits agricoles et les matières premières, les principales ressources des pays sud-américains.

Les difficultés financières, aggravées par le retrait des capitaux étrangers, mettent en échec la politique de développement associé. En 1958, l'Itamaraty abandonne l'idée de la coopération atlantique pour rompre l'isolement brésilien en Amérique du Sud. Dans ces circonstances, Kubitschek abandonne progressivement les projets de coopération avec l'Europe. C'est pourquoi le 28 mai 1958, le président de la République lance l'Opération pan-américaine (OPA), dans laquelle il revendique la solidarité entre les gouvernements, critique la politique impérialiste des États-Unis et exige une aide au développement pour lutter contre la pauvreté³⁰¹. Malgré l'argumentaire progressiste du président de la République, ses conceptions ne sont pas libérales dans tous les domaines. En effet, l'OPA infléchit la politique de développement associé, en revenant sur des aspects nationalistes.

Dans une conférence à l'ESG, le chef du cabinet du ministre des Affaires étrangères, Celso Antônio de Souza e Silva affirme que « les populations américaines plongées dans la misère, la maladie et l'ignorance, sont un poids mort pour le monde occidental et sujettes aux infiltrations des idéologies les plus indésirables³⁰² ». Il souligne qu'un des objectifs de l'OPA est de « prouver que l'ennemi commun ne se trouve pas seulement sur les champs de bataille mais aussi dans les

³⁰⁰ Luiz Alberto Moniz Bandeira, *A presença dos Estados-Unidos...*, op. cit., p. 378.

³⁰¹ Paulo Fagundes Vizentini, *Relações...* op. cit., p. 91.

³⁰² Celso Antônio de Souza e Silva, *A Operação Pan-americana*, ESG, 1959, C-43-59.

lignes arrières³⁰³ ». L'ennemi est nommé et identifié. Il s'agit de l'ennemi communiste, l'agent étranger au service des intérêts soviétiques dont l'objectif est de détruire le capitalisme de l'intérieur. L'OPA cherche un remède à la misère dans le développement économique ; les diplomates se rapprochent de certains économistes et voient la pauvreté comme la principale cause des « infiltrations les plus indésirables³⁰⁴ ». Dans l'esprit du ministre, comme dans celui de son chef de Cabinet, la coopération inter-américaine doit stimuler la lutte contre le communisme.

Lorsqu'il se retourne vers Washington pour demander une aide à l'Amérique latine au même titre que l'aide du Plan Marshall pour l'Europe, son attitude est prévisible. Selon André Normand, « les États-Unis ont été jusqu'ici leurs meilleurs clients, il n'y avait qu'un pas à franchir pour les rendre responsables d'une situation qui s'explique en partie par la dégradation de la conjoncture économique mondiale³⁰⁵ ». Il poursuit en disant qu'au lieu d'exalter les mérites du partenariat avec Washington, les Brésiliens lui rappellent la situation de dépendance dans laquelle survivent les pays latino-américains. Le Brésil « ressentira plus que tout autre les échecs enregistrés par un système qui avait paru propre à résoudre les difficultés de tous ordres que rencontrent les *parents pauvres de l'Occident* »³⁰⁶. L'attaché militaire ne croit absolument pas à l'argument diplomatique de latinité, brandit par le Quai d'Orsay depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Avant les grandes déclarations sur la fraternité entre les peuples, il veut des chiffres pour appuyer la coopération franco-brésilienne.

Deux ans après le lancement de l'OPA, les échanges entre le Brésil et la France demeurent faibles :

Le Brésil n'occupe que le 14^e rang parmi nos acheteurs et depuis deux ans, environ, l'expansion économique française n'a pas marqué de notables progrès : compte tenu des dévaluations monétaires, nos ventes en 1958 n'ont augmenté que de 1,3 milliard par rapport à celles de 1957, tandis que nos achats s'accroissaient ainsi d'un milliard environ ; enfin les commandes importantes de matériels d'équipement pendant cette période ont été en diminution très nette³⁰⁷.

Une des principales raisons de l'insuccès des relations avec la France est la faible incidence sur la balance commerciale brésilienne : grand producteur de matières premières, le Brésil entre en concurrence sur le marché européen avec les produits importés des colonies. La période connaît un net recul dans les négociations bilatérales, alors qu'elle est aussi celle de la plus grande activité de la diplomatie brésilienne en Amérique latine et dans l'espace atlantique. Les deux

³⁰³ *Ibid.*

³⁰⁴ *Ibid.*

³⁰⁵ *Rapport de fin de mission*, André Normand, 1 août 1959, SHD, 10T1112*.

³⁰⁶ *Ibid.*

³⁰⁷ *Le Brésil et la politique de coopération franco-brésilienne*, sans nom, 15 avril 1960, AMAE, carton 43.

moments que nous avons choisis pour illustrer les problèmes dans les négociations militaires portent sur la sécurité en Atlantique Sud et sur le pan-américanisme. L'attitude hésitante de l'Itamaraty vis-à-vis de la France se comprend dans le cadre plus large des relations inter-américaines et d'équilibres politiques par rapport à l'armée argentine qui entretient des relations suivies avec Paris.

À partir de 1960, l'implantation au Brésil d'industriels français s'accroît et le dialogue avec les militaires brésiliens est plus serré. Pour les ambassadeurs français, le Brésil ne se départit de son conservatisme politique que dans la mesure où les initiatives argentes l'y contraignent³⁰⁸. Autrement dit la rivalité entre le Brésil et l'Argentine est un moteur de sa politique étrangère. L'attention de la France se tourne vers l'Argentine, un pays riche, qui ose affronter l'hégémonie hémisphérique des États-Unis, même s'il s'agit de s'allier avec des régimes autoritaires. Au contraire, les attachés militaires insistent sur le besoin de changer les concepts de défense brésiliens, tournés vers la sécurisation des frontières méridionales, pour se tourner soit vers la défense atlantique soit vers la défense intérieure du territoire.

La situation politique française est tout autre. À l'instabilité ministérielle caractéristique de la IV^e République se substitue la stabilité des pouvoirs. Par ailleurs, depuis septembre 1956³⁰⁹, la décolonisation en Afrique du Nord figure à l'ordre du jour de la politique nationale, tandis que sur le plan international, les répercussions politiques de l'affaire algérienne constituent autant d'obstacles à la puissance française. En effet, les bénéfices tirés par la France de son entreprise coloniale sont incomparables en regard des coûts du maintien de la présence coloniale française. Les gouvernements français se succèdent en apportant, avec chaque administration, une perspective différente du projet colonial. Au point qu'on est droit de se demander s'il y a une continuité dans la politique coloniale française. C'est seulement avec l'arrivée du général de Gaulle aux affaires qu'un projet cohérent avec les intérêts économiques de la France est mis en œuvre. La croissance de l'économie française est ralentie par la guerre d'Algérie³¹⁰. Selon les mots du général de Gaulle, prononcés lors de sa conférence de presse du 11 avril 1961, la guerre coûte plus qu'elle ne rapporte à la France. La nouvelle stratégie implique une réorganisation militaire.

Le 5 février 1960, Pierre Messmer assume le ministère des Armées (1960-1969). Gaulliste historique et homme de confiance du Président, il a participé à des nombreuses actions militaires en Afrique du Nord, pendant la Seconde Guerre mondiale et en Indochine comme officier parachutiste où il fut fait prisonnier. Affecté à des cabinets administratifs, en particulier dans les territoires coloniaux, il fut gouverneur de la Mauritanie, de la Côte-d'Ivoire, haut-commissaire de

³⁰⁸ *Rapport de fin de mission : évolution du Brésil – position de la France au Brésil*, Gilbert Arvengas, 10 novembre 1953, AMAE, 42.

³⁰⁹ En mars 1956, le Maroc et la Tunisie accèdent à leur indépendance.

³¹⁰ Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984.

la République au Cameroun, haut-commissaire en Afrique équatoriale française puis en Afrique occidentale française (1958-59). Connaisseur des dossiers de la défense de l'Atlantique et de ceux des guerres coloniales, il doit faire face à la concurrence stratégique entre la France et les États-Unis sur le territoire africain. Il entre en fonctions alors que l'institution militaire se partage en deux groupes. Les atlantistes, qui pensent la « défense de l'occident » uniquement à travers le commandement intégré de l'Alliance Atlantique et le leadership états-unien ; les souverainistes qui gardent la conviction que la France doit conserver le régime de protection occidentale sur l'Afrique car elle détiendrait seule compétence et légitimité pour assurer la mission civilisatrice.³¹¹ L'acquisition de la force de frappe et l'adaptation de la défense à la stratégie de dissuasion sont autant d'instruments de cette nouvelle politique³¹².

Pierre Messmer entreprend une profonde réorganisation des armées françaises favorable réseaux gaullistes. Les réformes de l'armée d'Algérie sont de nature à changer le rapport de force à l'intérieur de l'armée de terre en faveur des positions gaullistes, c'est-à-dire de retrait progressif de la présence française. Pourtant, le sentiment qu'une victoire militaire est possible, après l'extension des modèles de la *bataille d'Alger* à l'ensemble des départements français d'Algérie, suppose la reconquête politique des populations algériennes. Il devient donc impératif pour l'armée française de limiter les excès de la torture, érigée depuis le début du conflit principale arme de guerre. Progressivement, la perception que les autorités politiques et militaires ont du conflit change³¹³. C'est pourquoi les partisans de l'arme psychologique engagent une guerre contre le nouveau gouvernement de la V^e République pour conserver les prérogatives militaires sur la politique algérienne. En ce sens, Pierre Messmer réduit l'effectif militaire en Algérie et met à l'écart les officiers pro-Algérie française. Son rôle est aussi de mettre à l'écart des postes de commandement les officiers partisans de la doctrine de la guerre révolutionnaire, identifiés à des factieux en puissance³¹⁴. S'il ne peut ni les incarcérer ni les condamner pour leurs idées, néanmoins, il peut les écarter du pouvoir³¹⁵. Ainsi, les changements de composition ministérielle influent directement sur la diplomatie militaire française car Pierre Messmer envoie en Amérique du Sud des officiers d'Algérie.

L'ambassade de France à la recherche d'interlocuteurs

³¹¹ Mathieu Rigouste, *L'ennemi intérieur...*, *op. cit.*, p. 118.

³¹² Maurice Vaisse, *La Grandeur. La politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998, p. 70.

³¹³ Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée...*, *op. cit.*, p. 240.

³¹⁴ Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort...*, *op. cit.*, p. 174.

³¹⁵ Pierre Abramovic, « France-Argentine. L'autre sale guerre d'Aussaresses », *Le Point*, n° 1500, 2001.

À son arrivée au Brésil, en octobre 1959, Henri Lemond est aussitôt mis en contact avec le ministre de la Guerre et le commandant de la 1^{ère} Armée, la plus importante circonscription militaire du Brésil, située à Rio de Janeiro. Ses premiers interlocuteurs dans l'armée sont donc les maréchaux Lott et Denis. Quatre mois à peine après son arrivée, il collecte des informations importantes pour la poursuite de sa mission et il analyse la position de ses interlocuteurs. Il ressort de ses analyses que le nouveau ministre lui semble un homme de confiance. Constitutionnaliste et légaliste, il serait très attaché à l'idée de légitimité politique ; il impose une discipline stricte et un respect sans faille à la hiérarchie, pour restreindre la participation politique des militaires. Odílio Denis, francophile par ses origines, n'est cependant pas un diplômé des écoles supérieures françaises comme le sont la plupart de ceux que fréquente l'attaché militaire³¹⁶. Henri Lemond écrit alors :

Le Maréchal Denys [*sic*] est, essentiellement, un exécutant, à la fidélité parfaite, à la loyauté reconnue. Assez brutal dans sa façon de se conduire et de s'exprimer, il est cependant beaucoup plus accessible que le Maréchal Lott. Commandant à l'aide d'une équipe d'Officiers qui le suivent, il tient solidement en main les forces qui lui sont confiées. Homme d'ordre, peu sensible à des considérations purement humanitaires, il n'hésiterait certainement pas, en cas de besoin, à ordonner la répression la plus rigoureuse.

Du point de vue des intérêts français, le tandem Lott-Denys nous paraît également favorable, pour peu que nous mettions de discrétion dans nos rapports avec lui, en sachant notamment tenir compte du nationalisme indiscutable qui l'anime.

On rappellera seulement ici qu'ancien disciple de la Mission militaire française, le Maréchal Lott maintint, quand il fut le Commandant en second de l'École d'État-Major de Rio, les méthodes françaises d'instruction de cette École, dues à cette ancienne Mission. Après avoir été stagiaire de l'École Supérieure de Guerre de Paris (1937-1939), dont il parle toujours avec un souvenir ému, il fut le plus jeune Colonel de l'Armée Brésilienne.

L'attachement à la France du Maréchal Denys ne trouve pas son origine dans une formation militaire française. Sorti du rang et ayant conquis tous ses grades par la diligence de ses services, le nouveau Ministre de la Guerre doit son inclination pour notre Pays à son origine suisse (il est le descendant d'un Sous-Officier suisse des Armées Napoléoniennes, licencié après 1815, et venu, avec quelques dizaines d'Officiers et de Sous-Officiers de même origine placés dans la même situation, se fixer au Brésil, où ils fondèrent notamment la petite ville de Nova Friburgo), ainsi qu'à ses études personnelles d'Histoire, particulièrement napoléoniennes, qui sont sa seule détente et son véritable violon d'Ingres³¹⁷.

La mission Gamelin semble influencer assez peu sur l'attitude politique d'Henrique Lott. Bien que ce souvenir *émouvant* soit très présent et ses marques institutionnelles visibles dans différents espaces du pouvoir militaire, la référence à l'armée française de l'entre-deux-guerres ne suffit pas pour constituer un facteur de formation de groupe. En ce sens, la MMF semble mobiliser moins l'attention des officiers brésiliens que celle des attachés militaires. Ils repèrent ceux qui

³¹⁶ Voir annexe 5.

³¹⁷ *La politique intérieure du Brésil et les Forces Armées*, Henri Lemond, 12 février 1960, SHD, 10T1111*.

connaissent préalablement l'armée française. À la fin des années 50, les diplômés de la MMF sont dans les postes clés de l'administration militaire : au commandement des grandes unités, dans les inspections militaires, dans les tribunaux militaires et dans le conseil de sécurité nationale. Cependant, il n'existe pas de cohésion entre ces hommes mais uniquement le sentiment d'appartenir à une même école militaire. Le degré de proximité avec la France, qu'il soit réel ou imaginaire, est un facteur d'affinité avec les doctrines françaises, plus qu'avec la France elle-même. Le lien culturel ne suffit pas toujours à susciter un lien politique. Ainsi, les courants militaires s'identifient-ils davantage à une certaine idée du nationalisme, qu'à une formation supérieure commune. Ce qui compte pour la formation d'un groupe militaire c'est l'expérience des révoltes de lieutenants, dans les années 30 et l'attitude à l'égard de Getúlio Vargas ou de son héritage politique.

En 1960, la campagne présidentielle s'ouvre officiellement, au Brésil. Henri Lemond observe attentivement l'attitude de ses deux principaux interlocuteurs, en particulier durant le déroulement de la campagne. Il veut savoir comment agiront les militaires face à la grande agitation politique lors de la campagne présidentielle. Jânio Quadros, ancien maire, puis gouverneur de São Paulo, jouit d'un appui incontestable, dans la droite militaire brésilienne. Il se présente sous la bannière de l'Union démocratique nationale, représentant les courants libéraux-conservateurs et s'allie aux partis républicain, démocrate-chrétien et libéral. Le maréchal Juarez Távora est le président d'honneur de la campagne, dans laquelle s'engagent de nombreux officiers de la Croisade démocratique. En particulier, il reçoit l'appui de généraux, d'un certain nombre d'officiers supérieurs³¹⁸. Jânio Quadros apporte l'espoir du changement, en rupture avec la tradition politique de Vargas³¹⁹.

Juscelino Kubitschek appuie la candidature du maréchal Lott à sa succession. Dès février 1960, il le remplace par le maréchal Denis, au ministère de la Guerre, afin d'apaiser les esprits militaires. En 1955, Odílio Denis s'est signalé par la sévérité avec laquelle il réprima les officiers putschistes opposés à l'entrée en fonctions du président élu. Nul ne doute que son action menée à l'encontre des officiers supérieurs lui a valu d'être identifié comme un « exécutant », un homme sans état d'âme. Son action énergique au ministère de la Guerre, espère-t-on, devrait permettre la démobilisation d'Henrique Lott, personnage clé dans le dispositif du président de la République

³¹⁸ Nous retrouvons ainsi les mêmes groupes militaires qui se fréquentent depuis le début des affrontements politiques au sein du *Clube militar*. Nous pouvons nommer certains généraux comme Cordeiro de Farias, Orlando Geisel, Idálio Sardemberg (président de la Petrobrás) et Ademar de Queiroz (commandant de l'importante garnison militaire de la Vila Militar, à Rio de Janeiro). Des colonels impliqués dans les services d'information, comme Golberi do Couto e Silva (alors chef de cabinet du Secrétaire général du Conseil de sécurité nationale) et Ernesto Geisel (chef du Service d'informations de l'armée de terre) et des lieutenants colonels João Baptista Figueiredo et Válder Pires de Carvalho (deux membres du SFICI).

³¹⁹ René Armand Dreiffus, *1964 : a conquista do Estado...*, *op. cit.*, p. 127.

sortant. La coalition des Partis social-démocrate (PSD), travailliste brésilien (PTB), socialiste brésilien (PSB) et de la représentation populaire (PRP) inscrit la candidature du maréchal dans la ligne droite du varguisme, comme le candidat de la continuité. Le scénario de la réélection de Vargas, en 1950, semble se répéter, quand les forces armées se divisent, dans l'ensemble, entre le courant libéral-conservateur et le mouvement militaire constitutionnaliste. L'attitude à l'égard du respect de la constitution sert à mesurer le degré de loyauté des officiers.

João Goulart est le principal candidat de gauche pour les élections à la vice-présidence. Il exerce différentes fonctions ministérielles, sous le gouvernement Vargas, dont celle du Travail, où son action prête à controverses, en raison du doublement du salaire minimum. Il y gagne l'étiquette de *proto-communiste*, de la part de ses adversaires dans les forces armées. D'ailleurs, son beau-frère, Leonel Brizola, mène une politique de gauche, notamment par la nationalisation d'entreprises étrangères, dans l'État de Rio Grande do Sul qu'il gouverne depuis 1959. Comme l'État méridional est l'un des plus importants de l'Union, pour ce qui est de la concentration des contingents militaires, en raison de la triple frontière, c'est là que le maréchal Denis envoie le général Murici pour démasquer *l'infiltration communiste* et saper l'appui de Brizola dans l'armée de terre.

Dès l'arrivée d'Odílio Denis au ministère de la Guerre, les relations avec l'attaché militaire semblent se modifier. Le nouveau ministre s'entoure d'hommes autrefois mis à l'écart des postes de commandement dont son principal conseiller, le général Orlando Geisel. Celui-ci suggère une liste de noms pour le nouveau ministère, composée d'officiers qui gardent vif à l'esprit le souvenir du *contre-golpe*, du 11 novembre 1955 (*novembrada*). De plus, la défaite politique des officiers conspirateurs au *Clube militar* et leur éloignement hors de la capitale consolident l'opposition autour de certains chefs militaires, comme les colonels Antônio Carlos Murici et les frères Figueiredo. Henri Lemond observe alors ce courant très intense dans le corps des officiers : ils ne veulent plus que l'armée « soit un instrument pour assurer la survie d'une certaine politique » et veulent briser l'influence du maréchal Lott.

Au fil des rencontres, l'attaché militaire se lie à ce groupe très actif de militaires et constate que, contrairement à ses pronostics, le maréchal Denis se désolidarise de la campagne présidentielle. Le ministre de la Guerre entreprend une action répressive, dans les forces armées, dirigée contre tous les officiers participant, même indirectement, à la campagne électorale³²⁰. Ces mesures de *pacification des esprits* sont orientées surtout vers les officiers proches d'Henrique Lott.

Henri Lemond est un officier français né en Algérie, rattaché, avant son départ au Brésil, à l'état-major de Tlemcen, pendant l'apogée de la guerre psychologique, dans l'armée française. Le

³²⁰ Paul Manor, « La Cruzada Democrática, un groupe de pression de la droite libérale dans l'armée brésilienne (1952-1962) », *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, 1979, n° 244 – 245, p. 437 – 457.

terme de *pacification des esprits* ne peut que prêter à confusion puisqu'il s'associe à celui de lutte anti-subversive. Selon ce concept, celui qui conquiert la population, remporte la victoire. En effet, la répression à l'intérieur des forces armées semble mettre en valeur les officiers de la Croisade démocratique qui prennent alors des places importantes dans le ministère de la Guerre. En se rapprochant d'Odílio Denis, l'attaché militaire se met aussi en relation avec le cercle d'officiers anti-communistes de la Croisade démocratique, avec lesquels il partage certaines valeurs.

Le scénario politique est plus que jamais brûlant. De fait, l'Amérique latine fait son entrée dans le conflit idéologique, après la victoire du *castrisme* à Cuba et son rapprochement avec Moscou. La guerre froide s'installe durablement dans le sous-continent. Au Brésil, les courants politiques conservateurs sont en état d'alerte et ce malgré les perspectives d'une victoire du candidat de l'Union démocratique nationale (UDN). En octobre 1960, Jânio Quadros fait un voyage officiel à Cuba, accompagné de quelques dirigeants de la gauche brésilienne, notamment l'avocat des ligues paysannes, Francisco Julião³²¹. Or, contrairement aux élections précédentes, celles-ci se caractérisent par leur calme. Il n'en reste pas moins que, derrière l'apparence de tranquillité, se cache une intense activité politique. La campagne électorale mobilise les cœurs et les esprits. Henri Lemond souligne alors le résultat de l'action du maréchal Denis :

Les comptes rendus antérieurs avaient indiqué le très grand calme des Forces Armées Brésiliennes pendant toute la durée de la campagne pour la succession présidentielle. Ce calme n'était d'ailleurs pas le signe d'un manque d'intérêt quelconque porté à ces élections. Bien au contraire, tous les Officiers Brésiliens rencontrés attachaient une grande importance à ce scrutin, duquel ils espéraient un renouvellement des classes politiques dirigeantes et une autre impulsion, plus rationnelle quoique demeurant aussi vive, dans le développement de leur pays et son accession au rang de puissance d'importance mondiale.

Le déroulement des élections a confirmé le jugement porté sur l'attitude de ces Forces Armées qui ne sont, en aucune circonstance, sorties de leur domaine de responsabilité. [...] En fait, tous les Officiers Brésiliens récemment rencontrés ont manifesté leur réelle satisfaction de ces résultats. Mr. Jânio Quadros est vraiment l' élu d'une importante fraction de la nation brésilienne. Son élection satisfait pleinement l'immense majorité des cadres militaires, principalement les Officiers. Toute tentative de coup de force serait immédiatement considérée ici comme d'inspiration communiste, ce qui ne manquerait pas de retourner contre elles l'ensemble des Forces Armées³²².

En réalité, le nouveau Président représente uniquement une petite partie des Brésiliens puisque le droit de vote ne s'étend pas à toute la population. L'examen de la situation politique est donc biaisé. À l'évidence, les personnes consultées dans son enquête sont toutes partisans du

³²¹ À la fin des années 50, dans le Nord-Est brésilien, Francisco Julião organise les travailleurs agricoles pour lutter contre l'exploitation par les potentats locaux, en s'inspirant de la campagne d'éducation populaire durant la Révolution cubaine. Sans doute, son objectif immédiat n'est pas de faire la révolution, mais nous pouvons imaginer l'impact de son voyage à Cuba, accompagné du président de la République, sur l'opinion des droites.

³²² *Compte rendu mensuel : état d'esprit dans les Forces Armées*, Henri Lemond, octobre 1960, SHD, 10T1112*.

candidat de l'UDN. Le constat s'étend aussi aux forces armées. Nous pouvons alors avancer l'hypothèse qu'Henri Lemond ne cherche à rencontrer que des militaires conservateurs, anti-communistes, dans l'entourage d'Odílio Denis, comme nous l'avons indiqué plus haut.

La situation, lors des élections de 1960, est quelque peu confuse. En vertu de la Constitution brésilienne de 1946, les élections pour le président de la République et son vice-président sont indépendantes, l'électeur pouvant choisir des candidats de partis différents. Depuis la chute de l'*Estado Novo*, en octobre 1945, les nouvelles formations politiques se positionnent sur l'échiquier en fonction de leurs affinités avec le dictateur sortant, Getúlio Vargas. Ainsi, l'UDN, qui regroupe des sensibilités éparses et variées, réunies autour de l'anti-varguisme, affronte la coalition varguiste PTB/PSD, se revendiquant nationalistes. Depuis la déposition de Vargas, les victoires aux élections présidentielles du PTB s'alternent avec celles du PSD. Ils placent alors leurs hommes aux ministères les plus influents dont les trois consacrés aux forces armées. Les forces armées sont donc sévèrement fragilisées par les scissions intérieures et par les interventions politiques. La victoire de l'UDN est perçue par un grand nombre d'officiers comme la rupture du cycle varguiste.

À l'issue du scrutin d'octobre 1960, Jânio Quadros, représentant l'UDN, remporte pour la première fois les élections ; mais son vice-président est João Goulart, représentant le PTB. De manière que les deux partis adversaires, depuis quinze ans, partagent la magistrature suprême. Lorsqu'Henri Lemond annonce à Pierre Messmer « la fin de l'ère du *gétulismo*, [...] la fin aussi d'une époque de pouvoir autocratique », il traduit la pensée dominante, dans la droite militaire, pour qui Getúlio Vargas incarne la *bête noire* de la politique nationale. Il se laisse imprégner par les idées de ses interlocuteurs, qu'il fait siennes et omet de signaler la courte victoire de Quadros car la liste victorieuse se compose de deux hommes politiques que tout oppose.

Principal informateur de Pierre Messmer sur la situation au Brésil, Lemond insiste sur l'importance d'une coopération militaire franco-brésilienne, technique, au départ, mais évolutive. Pour lui, la France doit profiter de ce moment, où des officiers familiers avec sa culture militaire assument des postes clés dans l'administration militaire. D'après les déclarations de l'attaché militaire, la nomination du général Castelo Branco à l'administration générale de l'enseignement militaire supérieur serait de nature à favoriser le rapprochement entre les établissements militaires français et brésiliens.

Humberto de Alencar Castelo Branco, né en 1897, fut un proche collaborateur de la Mission militaire française dans les années 30. Une fois décroché le diplôme de l'École d'état-major, il est nommé assistant d'enseignements dans le même établissement. Ses succès à l'École d'état-major lui valent la première place à l'ESG de Paris, dans la promotion 1937-1939, à côté

d'Hugo Panasco Alvim et de Henrique Teixeira Lott. Envoyé quelques années plus tard à fort Leavenworth, dans le Kansas, aux États-Unis, il y suit une formation d'état-major, afin de coordonner et planifier l'action de la 1^{ère} Division d'Infanterie expéditionnaire. Tant sa formation aux États-Unis que son expérience dans la Force expéditionnaire brésilienne (FEB), marquent profondément sa carrière. Parallèlement à ses fonctions dans l'état-major, il poursuit sa carrière dans l'enseignement militaire supérieur et s'investit aussi dans les luttes politiques au sein de l'armée. Il se démarque alors dans l'opposition au président Getúlio Vargas (1950-1954), comme membre du groupe libéral conservateur la *Cruzada Democrática*. En 1954, il assume le commandement de l'École d'état-major, où il fait adopter un nouveau règlement et une série de mesures internes, dont la modification du nom de l'école, désormais appelée École de commandement et d'état-major de l'armée de terre (ECEME – *Escola de Comando e de Estado-Maior do Exército*).

Durant le court mandat de Jânio Quadros, la stratégie de défense nationale prend un tournant fondamental. Les forces armées approfondissent leurs services d'information permettant de spécialiser les 2^e Sections des états-majors, les secrétariats d'État consacrés au renseignement intérieur et extérieur. D'ailleurs, la ressemblance avec le 2^e Bureau français n'est pas fortuite : le service d'information des forces armées a été créé dans les années 30, sur recommandation de la mission militaire française. La coopération militaire franco-brésilienne, dans les années 50, peut alors apporter de nouveaux éléments, en particulier dans les technologies de surveillance et de contrôle des populations, acquises justement par les 2^e Bureaux.

Pendant le premier semestre de 1960, les discussions avec le ministre de la Guerre mettent au point un projet de coopération technique et militaire que les responsabilités d'Odílio Denis mettent entre parenthèses, pendant la campagne électorale. Le calme dans les casernes s'obtient par une sévère action répressive de la part du ministère de la Guerre. Dès la prise de pouvoir du président Quadros, en janvier 1961, le maréchal Denis est reconduit dans ses fonctions, au portefeuille de la Guerre ; sa nomination fait écho à celle de ses deux collègues, reconnus par leur position conservatrice : le brigadier Gabriel Grüm Moos, à l'aéronautique, et le vice-amiral Sílvio Heck, à la marine.

L'attente dans la conclusion des négociations militaires compromet l'avancée de l'affaire. De fait, la politique générale du gouvernement est marquée par de grands revirements et rebondissements qui ralentissent beaucoup les décisions, notamment en politique étrangère. Aux premières déceptions, face aux orientations de la diplomatie brésilienne, suit l'étonnement. Jânio Quadros conçoit son projet de grandeur et d'autonomie internationale dans une conjoncture favorable. Il se sert des craintes de Washington quant au possible non-alignement de l'Amérique

latine et son basculement de l'autre côté du rideau de fer. Son projet est moins idéologique que pragmatique puisqu'il vise avant tout à l'obtention de ressources économiques afin d'accentuer le développement économique du pays³²³. Son objectif est de trouver des instruments pour négocier en position de force avec les États-Unis.

Les premières mesures encouragent le rapprochement. Durant le mois de mars 1961, le gouvernement brésilien annonce une importante réforme économique qui va dans le sens de l'intérêt des entreprises étrangères établies au Brésil. Quadros répond aux exigences du Fonds monétaire international et entend respecter les engagements de Kubitschek. Il dévalorise de 100% le Cruzeiro, renchérit des importations favorisant les entreprises étrangères sur place, réduit la circulation monétaire afin de faire baisser les prix et les salaires et diminue les dépenses publiques. La politique d'austérité économique et de redressement financier renforce le mécontentement populaire, mais rétablit la confiance des investisseurs étrangers vis-à-vis du Brésil. Quadros se base sur ce plan économique pour remédier à la crise, mais aussi sur une politique de développement industriel.

En politique étrangère, la réforme de l'Itamaraty renforce l'indépendance de l'institution, tout en lui attribuant des objectifs plus ambitieux³²⁴. Par ailleurs, le président adopte une ligne de conduite indépendante, en renouvelant le personnel ministériel des affaires étrangères. La politique étrangère indépendante se concrétise sous la direction du ministre Horácio Lafer. Sa stratégie consiste à augmenter les exportations de matières premières tant vers les pays capitalistes que vers les pays socialistes industrialisés, pour les échanger contre des techniques et des biens d'équipement. Son but est de favoriser des relations suivies et de former un front de lutte contre le sous-développement et l'oppression³²⁵. La diplomatie brésilienne constitue donc un instrument du développement économique, qui se traduit, en termes militaires, par la recherche de puissance³²⁶. Elle prolonge et approfondit l'usage de la diplomatie comme d'un instrument permettant l'obtention de devises, de biens d'équipement, etc.

L'Itamaraty diversifie ses partenaires internationaux, multiplie les contacts avec les pays de l'Est européen, renoue avec l'Union soviétique, en entreprenant une action énergique qui renforce les possibilités de développement économique. Dès avril, les relations franco-brésiliennes ressentent les premiers signes de changement, en ce qui concerne les demandes de prêt. La France porte un grand intérêt aux efforts du Brésil. Bayens soutient que le gouvernement français examine toutes les demandes faites, compte tenu de sa situation financière. En échange,

³²³ Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *História da política exterior do Brasil*, Brasília, Editora Universidade de Brasília, 2008 (1992), p. 310.

³²⁴ Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *História da política exterior do Brasil*, op. cit., p. 312.

³²⁵ Paulo Fagundes Vizentini, *Relações exteriores do Brasil...*, op. cit., p. 165.

³²⁶ *Ibid.* p. 148.

le président Quadros affirme sa ferme résolution de développer les liens économiques et culturels franco-brésiliens. À cette fin, il confie à une commission de cinq fonctionnaires, désignées par l'Itamaraty, l'étude de toutes les affaires avec la France³²⁷. Le dialogue de sourds reprend jusqu'à la chute du gouvernement, quelques mois plus tard.

Les courants conservateurs réagissent dès que le président essaie de franchir le rideau de fer à l'appui de sa politique étrangère indépendante. La démission du Secrétaire Politique de l'Itamaraty est un signe avant-coureur de la crise qui affecte le gouvernement. Selon certains historiens, le resserrement des liens avec les alliés de l'Union soviétique aurait suscité le désagrément du diplomate, arguant qu'il signifiait l'abandon de l'alliance occidentale. En effet, la mission diplomatique de João Dantas, propriétaire du périodique *Diário Carioca*, avait signé des accords de coopération culturelle, scientifique et commerciale avec la Bulgarie, la Yougoslavie, la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'Albanie. Elle ouvrait également des pourparlers avec la RDA. En mai 1961, le Brésil envoyait une autre délégation commerciale à Moscou, présidée par le ministre Paulo Leão de Moura, composée de représentants de l'Itamaraty, de la Banque du Brésil, du Conseil national du Pétrole, de la Petrobrás et de l'Institut brésilien du Café. Depuis la démission de Vasco Leitão da Cunha, en juin 1961, Secrétaire Politique de l'Itamaraty, « le ministère n'est plus qu'une officine chargée de placer sur les postes le personnel diplomatique subalterne et de recevoir les Chefs de mission en n'abordant avec eux que des sujets d'intérêt secondaire³²⁸ ». Le titre de la dépêche diplomatique de l'ambassadeur Jacques Bayens est très significative des difficultés rencontrées dans le dialogue avec le gouvernement brésilien : « à la recherche d'un interlocuteur valable ».

Certain de l'intérêt des Européens pour le Brésil et rassuré par l'appui des industriels nationaux, Jânio Quadros se sent libre d'assumer des positions contradictoires. Toutes les affaires courantes du pays remontent jusqu'à lui : les rencontres, les négociations, les décisions. Sa présence sur différents fronts ralentit la résolution de tous les problèmes. « Pour une démarche importante, il faut donc atteindre le cerveau directeur du pays : le président Quadros³²⁹ », s'indigne Jacques Bayens. Les plus grandes difficultés de l'ambassadeur semblent provenir de l'absence d'un interlocuteur, face à un gouvernement inflexible et vindicatif. Le sentiment d'abandon traverse la plupart des pays de l'Europe occidentale, « eux-mêmes doivent pour parvenir au sommet avoir un motif sinon une excuse³³⁰ ». Ainsi, l'ambassadeur doit-il « utiliser la

³²⁷ *Entretien de Jânio Quadros avec Jacques Bayens*, Jacques Bayens, 27 avril 1961, AMAE, carton 54.

³²⁸ *A la recherche d'un interlocuteur valable*, Jacques Bayens, 14 juin 1961, AMAE, carton 44.

³²⁹ *Ibid.*

³³⁰ *Ibid.*

lettre personnelle adressée par le général de Gaulle à M. Quadros pour franchir la porte du saint des saints³³¹ ».

L'utilisation des affaires étrangères pour marquer l'indépendance du gouvernement suscite l'inquiétude dans les milieux militaires. Le rapprochement militaire franco-brésilien se produit dans un moment de profonds bouleversements politiques, desquels les forces armées brésiliennes ne restent pas en écart. Ce n'est donc pas un hasard si le président Jânio Quadros favorise l'acquisition d'une technologie de lutte anti-guérilla. L'armée de terre jouit alors d'une grande liberté de mouvement et élabore d'ambitieux projets de modernisation qui échouent moins en raison des contradictions politiques qu'à cause des grandes difficultés financières. Au demeurant, les projets élaborés par l'équipe ministérielle d'Odílio Denis permettent de jeter les bases d'une coopération franco-brésilienne plus approfondie qui dépasserait les cadres d'un échange de stagiaires.

Le rapprochement militaire

En France, l'heure est aussi à la modification des prérogatives militaires. Pour Pierre Messmer, l'intérêt stratégique de la France doit être revu. L'objectif doit se déplacer du maintien de l'empire colonial vers l'affirmation de la puissance nationale. Plusieurs facteurs concourent à ce changement d'orientation, notamment les répercussions négatives des guerres coloniales sur la politique générale de la France. L'historienne Catherine Villatoux avance d'autres explications, liées à la fameuse *Semaine des barricades d'Alger* (24-31 janvier 1960) : tout ce qui touche de près ou de loin à la mouvance intellectuelle du 5^e Bureau d'Alger est désormais clairement considéré par le gouvernement comme factieux³³² ». Le 11 février 1960, Messmer annonce la décision ministérielle de suppression des 5^e Bureaux, responsables de l'action psychologique en Algérie. Toute référence à la guerre révolutionnaire et à l'action psychologique doit donc disparaître. À la suite de cette dissolution, les officiers d'Algérie engagés directement dans la guerre psychologique sont dispersés. Certains analystes de la guerre révolutionnaire, restés fidèles au pouvoir politique, sont déplacés vers le domaine nucléaire, créant ainsi un pont entre les deux domaines. Pourtant, la doctrine de la dissuasion nucléaire l'emporte sur la doctrine de la guerre révolutionnaire.

Au début des années 60, la question du maintien de l'intégralité des forces françaises se pose, face aux nouvelles orientations stratégiques de la V^e République. Pour continuer le progrès de la technologie militaire – parfois l'équipement développé ne trouve aucune application immédiate dans l'armée française –, le moment arrive de rééquiper les industries d'armement. Sur

³³¹ *Ibid.*

³³² Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La République et son armée...*, *op. cit.*, p. 555.

le plan financier, en raison de leur statut de droit privé, l'appel à celles-ci présente des avantages considérables : elles peuvent autofinancer la partie des dépenses non couvertes par les crédits de l'État. Sur le plan commercial, les dirigeants français trouvent des solutions différentes, en particulier le développement des ventes d'armement à l'exportation, formule appréciée aussi bien au sein des établissements d'État que dans l'industrie privée et fortement soutenue par le ministère des Armées (Direction des affaires internationales ; Société française de matériels d'armement ; etc.)³³³.

La reprise des négociations entre Henri Lemond et Odílio Denis intervient dès février 1961 pour avaliser les pourparlers entamés depuis sa prise de fonctions au portefeuille de la Guerre. Les propos échangés sont enregistrés au ministère des Affaires étrangères et reprennent, surtout les questions diplomatiques, où s'insèrent ces négociations militaires. L'ambassadeur de France, récemment arrivé à Rio de Janeiro, Jacques Bayens, confirme la relation de proximité qu'entretiennent Odílio Denis et Henri Lemond. Leur rencontre se produit sur la demande du ministre de la Guerre, à son domicile et sur les instructions du président Quadros, qu'il vient de voir à Brasília.

Les propos du maréchal Denis ont donc pour objectif de rassurer ses partenaires européens, sur sa politique étrangère mais aussi de faire une nouvelle proposition à l'attaché militaire. Contrairement aux années 50, où ces initiatives ont une portée limitée en raison de l'avis défavorable à Paris, la nouvelle orientation politique des forces armées des deux pays favorise le resserrement des liens : la France cherche à exporter un savoir-faire recherché par les Brésiliens. Jacques Bayens note « que les militaires sont parfaitement d'accord pour prendre à l'égard des États-Unis une attitude aussi indépendante que possible³³⁴ ».

Des propos échangés avec le Maréchal Denys, Ministre de la Guerre, il convient de retenir [qu'il] était devenu nécessaire de *secouer les États-Unis* dont le Brésil n'était devenu qu'un satellite. À ce sujet, le Maréchal prend *l'exemple de l'Argentine* qui, n'ayant pas participé, aux côtés des États-Unis, à la 2^e Guerre Mondiale, ayant su dire NON, en plusieurs circonstances, à Washington, aurait cependant, selon lui, obtenu beaucoup plus de la grande Fédération Nord-Américaine, que le Brésil.

Par des questions posées à l'Attaché Militaire sur l'Europe, sa situation économique et financière, il semble également que le Gouvernement Brésilien serait fort désireux d'une aide européenne. Le Maréchal répète ce qu'il avait déjà dit à l'Attaché Militaire : à savoir qu'il pense que le seul pays qui soit actuellement capable d'apporter des *idées nouvelles* à l'Armée Brésilienne, c'est l'Armée Française. Le Maréchal avait la ferme volonté de détacher, cette année, plusieurs Officiers stagiaires en France. Mais la nécessité d'économies financières est venue s'opposer à la réalisation de ce dessein³³⁵.

³³³ Jean Tison, « Les grandes étapes de la renaissance industrielle », Anne Rasmussen, Christine Gouriellec (dir.), *Les ingénieurs militaires et l'émergence d'une nouvelle industrie française de l'armement, 1945-1960*, Paris, Centre des hautes études de l'armement, 2000, p. 31-39.

³³⁴ *Entretien du maréchal Denys avec le colonel Lemond*, Jacques Bayens, mars 1961, AMAE, carton 54.

³³⁵ *Ibid.*

L'ambassadeur veut croire à la réussite des projets franco-brésiliens et insiste sur le désir d'indépendance des militaires brésiliens. Ses propos s'appuient sur des déclarations réunies sur le terrain, mais la présence états-unienne, au lieu de s'amenuiser, se renforce. Dans ce cadre, l'objectif de Jacques Bayens est d'appuyer la demande de l'attaché militaire, auprès de Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères. Malgré les affirmations de l'ambassadeur, la situation sur place est beaucoup plus complexe puisqu'une réelle situation de dépendance empêche l'armée brésilienne de recourir à d'autres partenaires sans frôler la susceptibilité états-unienne. Si le commentaire peut traduire certaines initiatives de l'Itamaraty, en particulier en Amérique latine, où il essaie de constituer un contre-pouvoir face au Département d'État, le tiers-mondisme de Jânio Quadros ne peut se passer de Washington, à cause, notamment, des emprunts que son prédécesseur a contractés au FMI.

Au moment où le président Kennedy annonce l'important plan d'aide économique aux pays latino-américains, baptisé *Alliance pour le progrès*, le Brésil ne peut réellement contester les positions de Washington. La finalité de ce plan d'aide économique est de lutter contre la pauvreté, en stimulant les capitaux étrangers et l'économie de marché. Mais son objectif ultime est d'éviter de nouveaux soulèvements d'inspiration socialiste, en se réservant le droit de financer l'opposition dans les pays où les gouvernements ne sont pas favorables aux intérêts états-uniens. L'*Alliance pour le progrès* fait l'objet d'un grand nombre de critiques de la part des contemporains, vers lesquels nous renvoyons les lecteurs. Il convient de signaler que son action se propage à travers des associations d'assistance sociale et des organisations non-gouvernementales d'origine états-unienne. Elle stimule donc la prolifération de groupes de pression sous-couverts d'aide humanitaire. Présenté à la Maison Blanche, le 13 mars 1961, ce plan d'assistance économique précède d'un mois la tentative d'invasion de Cuba par la CIA et renforce considérablement la présence économique des États-Unis. Il complète la stratégie de contention du communisme en Amérique latine. En ce sens, la France et les États-Unis deviennent partenaires dans la lutte contre l'expansion communiste en Amérique latine mais aussi concurrents dans l'assistance militaire aux armées sud-américaines.

L'Argentine est le meilleur contre-exemple en Amérique latine car, malgré la nature réactionnaire de ses gouvernements, depuis la déposition de Juan Perón, elle ne bénéficie que très peu de l'assistance états-unienne. Le plus souvent, ses gouvernements recourent aux investisseurs européens. L'exemple argentin, utilisé par Jacques Bayens pour attirer l'attention de Maurice Couve de Murville sur l'intérêt brésilien, évoque pour l'observateur attentif bien plus qu'un choix

pour remédier à la présence états-unienne. En effet, l'Argentine figure alors comme un des pays le plus développés du continent où les taux de croissance industrielle attirent les investisseurs étrangers. Buenos Aires joue alors la récalcitrante de l'alliance avec Washington, en raison de l'ascension de courants nationalistes et de l'élaboration d'une alliance avec la France. Odílio Denis aurait donc pu faire allusion uniquement aux difficultés argentines dans ses rapports conflictuels avec les États-Unis. Cependant, en s'adressant à l'attaché militaire français, il ne peut ignorer l'état de la coopération franco-argentine ni les récentes décisions de son homologue français, Pierre Messmer.

En mai 1960, un an auparavant, André Demetz, chef de l'état-major français, observait l'exceptionnelle alliance qui liait Paris à Buenos Aires :

Deux motifs profonds expliquent l'attraction dont témoignent à l'heure présente, les militaires argentins à l'égard de l'Armée Française : il s'agit d'une part de l'expérience que celle-ci possède de la guerre subversive, objet central et brûlant des préoccupations de l'État-Major Argentin ; d'autre part du caractère économique des solutions étudiées en France et ceci en opposition avec les procédés américains jugés trop coûteux.

Par rapport aux autres Nations de l'Amérique Latine, l'Argentine jouit d'une situation privilégiée, non seulement sur le plan géographique, mais encore sur le plan humain.

Chez elle il n'est point de problème racial, les Indiens ayant été exterminés, les Noirs et les Jaunes n'ayant pas été admis, l'analphabétisme en conséquence étant en voie d'extinction. Ces facteurs favorables ne libèrent cependant pas l'Argentine de toute difficulté. Malgré l'absence de famine et pratiquement de chômage, il existe un problème social aigu et le péronisme a plutôt exacerbé l'esprit revendicatif que remédié aux causes profondes des inégalités³³⁶.

Les archives de la diplomatie militaire attestent de l'intérêt pour l'expérience française de la guerre subversive, depuis le milieu des années 50. En Argentine, il est possible de dater les étapes du transfert et d'affirmer, qu'en 1960, son armée adapte la doctrine française à la situation nationale et applique un plan de sécurité inspiré en grande partie du modèle français³³⁷. Pendant cette période, souligne Gabriel Périès, « la mission couvre deux domaines essentiels pour l'armée argentine. Les besoins en armement, d'une part – on vante alors les mérites des chars AMX 13 – et la doctrine qui accompagne ces armements d'autre part³³⁸ ». Il est à noter que les officiers argentins, stagiaires de l'armée française, fréquentent l'ESG de Paris pendant les mêmes années que leurs homologues brésiliens. Ce lieu de rencontre des élites militaires sud-américaines

³³⁶ *Compte rendu du Général, Chef d'État-Major de l'Armée, relatif à son voyage en Argentine*, André Demetz, 26 mai 1960, SHD, 10T1106*.

³³⁷ L'historien Gabriel Périès situe le premier contact entre officiers argentins et la doctrine française, entre 1951 et 1955, dans l'ESG de Paris. Cette hypothèse semblerait confirmée par la journaliste Marie-Monique Robin, lors d'un entretien réalisé avec l'auteur en juillet 2010.

³³⁸ Gabriel Périès, « Un modèle d'échange doctrinal franco-argentin : le plan CONINTES 1951-1966 », Renée Fregosi (dir.), *Armées et pouvoirs en Amérique latine*, Paris, IHEAL, 2004, p. 19-41.

constitue le principal réceptacle français de la doctrine de la guerre révolutionnaire, du moins jusqu'en 1960.

La chronologie des étapes du transfert vers l'armée brésilienne est plus difficile à établir, en raison des modalités discrètes de circulation de la doctrine. Au Brésil, la présence française est limitée par celle des États-Unis dont la doctrine militaire évolue rapidement, entre 1957 et 1961, vers l'emploi des forces spéciales dans le cadre des guerres limitées. La fin des années 50 est alors une période capitale : elle correspond à l'élaboration de la doctrine de la guerre révolutionnaire en Argentine et à l'application d'un plan de lutte anti-subversive, entièrement orienté par les conclusions des conseillers français, installés dans l'état-major argentin. Comparée à la situation argentine, la marge d'autonomie militaire du Brésil est réduite, en particulier face aux accords bilatéraux signés avec Washington, en 1952. Contrairement à l'exemple argentin, où les textes français sont hâtivement adaptés à la conjoncture nationale pour faire face à la recrudescence des actions de sabotage et de guérilla, au Brésil, le transfert suit une courbe plus longue, dont l'objectif n'est pas l'application immédiate d'un plan de lutte anti-insurrectionnel. Nous pouvons alors avancer l'hypothèse que l'état-major brésilien, commandé par Odílio Denis, sélectionne dans la doctrine française les éléments correspondant à ses besoins, en fonction des rapports avec Washington ; notons que ces besoins vont surtout dans les sens de la consolidation des services de renseignement fédéraux.

Ainsi, la doctrine répond à des besoins différents selon les pays. Comme dans le cas argentin, il existe des similitudes avec la réalité française, en particulier entre les fameux 5^e Bureaux d'action psychologique et les services d'informations brésiliens. La guerre révolutionnaire est formée de textes et de règlements militaires français ; mais ce n'est pas un calque de l'armée française car les officiers brésiliens changent l'ordre de priorité défini par les dirigeants politiques français.

Henri Lemond fait alors une série de propositions à Odílio Denis au sujet des stages dans l'armée française. Il lui propose des enseignements ciblés, ouverts aux officiers brésiliens de l'armée de terre, consacrés à l'étude des technologies françaises et, notamment, de la guerre révolutionnaire. Ces initiatives entrent dans la ligne politique du ministère français des Armées dont les principaux fournisseurs en armes et en équipements se tournent alors vers l'exportation. Les ventes françaises s'appuient sur les principes d'adaptation aux conditions locales de budget, de financement et de « choix judicieux des matériels selon les missions, appui logistique et

technique prolongé, toutes choses qui engendrent la confiance et flattent le sentiment de souveraineté nationale³³⁹ ».

Sur suggestion du chef de l'état-major français, le général André Demetz, Henri Lemond élabore le projet de coopération avec le Brésil pour le transfert de la guerre révolutionnaire. L'échange de lettres entre les deux hommes indique clairement que la France souhaite reproduire au Brésil le modèle des relations franco-argentine. Pendant toute la décennie de 1960, la France essaiera de nouer des relations suivies avec les services de renseignement des pays latino-américains. La CIA n'est donc pas le seul organisme à demander la création d'un système d'échange d'informations entre les pays du sous-continent.

Dans ce cadre, en mai 1960, le général Demetz, chef de l'état-major français, se rend en Argentine, accompagné du colonel Philibert, du lieutenant-colonel Henri Grand D'Esnon et du capitaine Carron de Carrière, afin d'entériner la coopération politique et militaire. La doctrine est clairement revendiquée comme un objet d'exportation, capable d'influer sur le choix de l'armement. L'intérêt pour la France provient des résultats apportés par sa doctrine, en particulier dans le maintien du *statu quo*.

La technologie de défense intérieure du territoire permet de remédier à la défaillance du système de domination. Sur le plan politique, la France peut donc espérer obtenir des résultats, en exportant son modèle et ouvrir des brèches dans la présence états-unienne, ébranlée par la montée des nationalismes de gauche qui font de l'anti-américanisme leur cheval de bataille. Les démarches françaises visent à conquérir l'esprit de leurs interlocuteurs, pour ensuite proposer l'armement adapté à la stratégie contre-révolutionnaire.

L'accord franco-brésilien de coopération technique militaire adapte ses termes au contexte local, où la présence des États-Unis est très supérieure à celle de la France. Par conséquent, les échanges se situent uniquement dans le domaine des doctrines. Malgré la présence d'un nombre important de succursales et de représentants des industries françaises d'armement, les ventes à l'armée de terre brésilienne restent limitées. Plusieurs hypothèses peuvent expliquer l'importante présence des industries françaises. Tout d'abord, il est probable que les courtiers français réussissent des ventes dans le milieu privé, en particulier auprès des milices rurales, dans l'État de São Paulo, mais aussi auprès des polices des États (forces publiques ou polices militaires, selon les unités de l'Union). Un autre facteur de poids, dans la hausse du commerce des armes, tient à la conjoncture internationale et aux risques d'extension de la menace révolutionnaire, après la crise cubaine. Cette nouvelle menace augmente l'intérêt pour l'armement non-conventionnel. Dans ce cadre, les courtiers sont de plus en plus sollicités : ils trouvent les marchés, concluent les accords

³³⁹ Réunion Commandants en Chef des Armées d'Amérique du Sud, Roger Fournier, ambassade de France au Pérou, 23 mars 1961, SHD, 10T1103*.

et s'occupent des questions logistiques pour satisfaire les acheteurs, les vendeurs et d'autres acteurs, comme les représentants des gouvernements, les financiers et les agents de transport. Par ailleurs, il est fort possible que la marine brésilienne achète des vaisseaux à son homologue français, afin d'équiper sa toute nouvelle force aéronavale. Enfin, les industries d'armement ont tendance à fabriquer des produits à double usage, à usages militaires et civils, mais aussi à diversifier leur production et couvrir aussi d'autres domaines d'activité, en particulier, l'équipement pour l'agriculture intensive et l'électroménager.

L'attitude des attachés militaires français équivaut à celle de missionnaires. Leur rôle est d'étudier les possibilités de transferts du dispositif français, pour assurer la transmission de la technologie appliquée en Algérie. Ils se trouvent en amont de toute politique de commerce des armes, à un moment où, justement, cette activité est dominée par l'intérêt des États. Le nombre de courtiers reste alors limité, par rapport au nombre de fournisseurs et acheteurs, d'où l'importance de l'attaché militaire, pour mettre en relation les uns et les autres. Les activités de commerce des armes, en particulier l'étape préliminaire de conquête des esprits, menace fortement la paix, la sécurité intérieure et le respect des droits de l'homme³⁴⁰. Aussi bien Henri Lemond qu'André Demetz sont persuadés de la force idéologique de la doctrine française. Elle permet la constitution d'un esprit de groupe et réunit les officiers autour de quelques principes généraux, entraînant avec eux l'ensemble de l'armée sur laquelle ses membres exerceraient une influence idéologique très forte. La doctrine représente une arme politique redoutable qui permet d'affranchir l'élite militaire du contrôle ministériel et, par extension, de l'Exécutif. Ils reprennent alors contact avec d'anciens stagiaires des écoles supérieures de guerre françaises, pour élaborer un réseau international complexe, qui semble compter des partenaires et des fournisseurs français et états-uniens.

Henri Lemond transpose les pratiques militaires sur un terrain diplomatique et construit ses relations avec des militaires anti-communistes, de sorte qu'il laisse uniquement des registres sur ses rencontres avec l'entourage d'Odílio Denis. D'ailleurs, les données économiques pour sa période de gestion sont assez minces. D'une manière ou d'une autre, toutes ses activités sont liées au transfert de la technologie de maintien de l'ordre. Il laisse peu de traces de ses activités en dehors du cadre diplomatique. Pourtant, certaines notes d'information, destinées à l'état-major des forces armées, suggèrent qu'il fournit l'assistance technique pour les matériels français et rend des services dans la formation militaire supérieure. L'attaché militaire étudie alors la législation locale, en comparant les textes nationaux et internationaux, pour repérer leurs lacunes juridiques, en essayant de contourner les obstacles légaux à toute coopération internationale, dans le

³⁴⁰ Brian Wood, « Les initiatives internationales de lutte contre le courtage illicite d'armes et d'éléments connexes », UNIDIR, *La lutte contre le courtage illicite*, Genève, Forum du désarmement, septembre 2009, p. 5-19.

domaine des transferts de technologies militaires. Ses propositions reprennent les cadres légaux de la coopération technique franco-brésilienne : échange de hauts fonctionnaires, dans le cadre des études supérieures. En raison du budget limité des forces armées et de l'approche des élections, le projet ne peut aboutir, au niveau ministériel. Néanmoins, les pourparlers révèlent les nouveaux cadres de la diplomatie militaire française en Amérique du Sud. Selon Henri Lemond :

Il semblerait maintenant opportun, sur la suggestion du Général Demetz, d'envisager l'établissement d'un accord entre notre Ministère des Armées et le Ministère de la Guerre Brésilien. Cet accord pourrait être analogue à celui qui régit la coopération technique administrative entre la France et le Brésil. Si le Ministre de la Guerre Brésilien peut envisager le détachement à notre ESG et à notre ESI de deux Officiers pour un stage de deux ans, il ne peut absolument pas, surtout dans l'actuelle conjoncture financière du Brésil, considérer de tels frais pour des stages plus nombreux et de courte durée.

L'idée est donc venue d'agir comme nous le faisons au titre de la *Coopération technique* avec le Brésil. On indiquera seulement ici que cette *Coopération technique* est principalement du domaine de notre Ministère des Affaires Économiques, qui, pour ce seul pays, délivre à des candidats Brésiliens une centaine de bourses d'études de trois à six mois en France. La liste des stagiaires proposés par le Ministère de la Guerre Brésilien est soumise à une Commission siégeant à l'Ambassade de France et qui comprend l'Attaché Militaire et l'Attaché de Coopération Technique, sous la présidence de l'Ambassadeur ou de son représentant³⁴¹.

La coopération franco-brésilienne reposerait sur un cadre de formation supérieure, à l'instar de la coopération technique établie par le ministère des Affaires en octobre 1959. Partant de là, le modèle de coopération suit la même logique mais avec quelques restrictions dans sa version militaire. Au demeurant, les deux accords restent sous les auspices du Quai d'Orsay et de l'Itamaraty, dans le cadre d'une formation supérieure des cadres du service public, avec l'échange de fonctionnaires et d'enseignants, sélectionnés dans un contexte bilatéral³⁴². La coopération s'adresse en premier lieu aux élites militaires, aux deux premiers élèves classés dans l'ECEME. Pour l'admission et la compréhension parfaite des enseignements, des stages d'apprentissage de la langue française sont mis en place dans l'école de langues de la mission militaire états-unienne. Il existe donc une réelle volonté de coopérer avec les États-Unis dans la spécialisation des officiers supérieurs. Ainsi, l'étude préalable du projet de coopération technique et militaire révèle l'échange suivi entre les diplomates français et états-unien autour des doctrines contre-insurrectionnelles. Aussitôt mis au courant de l'intérêt général pour la doctrine française, Henri Lemond et André Demetz favorisent la coopération, jusqu'ici limitée, puisqu'elle pourrait créer, par la suite, un débouché pour les ventes de matériels. En ce sens, le colonel Lemond écrit à Pierre Messmer, que « c'est sur le plan des doctrines que nous pouvons espérer le plus de résultats, [qui,] s'ils étaient

³⁴¹ *Coopération technique avec l'Armée Brésilienne*, Henri Lemond, 31 mai 1960, SHD, 10T1111*.

³⁴² *Accord de coopération technique administrative*, Bernard Hardion, 6 octobre 1959, AMRE, Documentação ostensiva.

acquis, seraient le meilleur gage de succès ultérieurs dans les livraisons de matériels³⁴³ ». Le principal argument pour attirer l'attention de l'entourage gaulliste est celui des débouchés pour l'industrie d'armement. Il existe donc une corrélation très forte entre le commerce des armes et la conquête des esprits.

La demande de l'attaché militaire trouve une réponse favorable car le général Paul Ély, chef d'état-major général de la Défense nationale, spécialiste reconnu de la guerre psychologique, se saisit du dossier et donne son avis favorable avant de le faire suivre au ministère des Affaires étrangères, dirigé alors par Maurice Couve de Murville. De ce fait, la nouvelle orientation du ministère des Armées suscite le transfert vers le Quai d'Orsay d'officiers spécialistes de la guerre psychologique, de sorte que nous pouvons alors nous demander dans quelle mesure les représentants de la France ne seraient pas eux-mêmes victimes de leur service de propagande ? En effet, les techniciens de l'alliance militaire sont des spécialistes français de la guerre psychologique ; leur objectif : promouvoir la technologie française de maintien de l'ordre.

En 1961, Henri Lemond demande l'attribution de six bourses de six mois à des officiers brésiliens, pour leur permettre de suivre des stages techniques de l'armée de terre. Il est à noter que la durée des stages correspond à la durée jugée idéale par l'état-major français, dans le cadre des formations offertes au Centre d'instruction et de préparation à la contre-guérilla (CIPCG). Entre 1959 et 1961, le ministère de la Guerre envoie 10 officiers parfaire leur formation à l'ESG de Paris. De fait, le commandant de l'École brésilienne d'état-major, le général Hugo Panasco Alvim, se montre très enthousiaste vis-à-vis de cet échange.

Le général Alvim avait suivi lui-même un stage à l'ESG de Paris, entre 1935-1937 ; et en vertu de l'engagement brésilien du côté des Alliés, durant la Seconde Guerre mondiale, il rejoignit l'École d'artillerie de Fort Still, aux États-Unis, avant de se rendre en Italie au sein de la FEB. C'est ainsi, sur le théâtre d'opérations italien, qu'il commande le 4^e groupement d'obusiers qui participe à de nombreux combats. Sa carrière se poursuit dans l'état-major de l'armée de terre, avant qu'il n'assume, en 1956, le commandement de l'Académie militaire des *Agulhas Negras*.

En février 1960, alors qu'il est transféré vers l'ECEME, le général Alvim prononce la conférence de clôture du cycle d'enseignements consacrés à la « guerre moderne ». Son discours suscite la plus vive polémique dans le cercle d'officiers généraux, en raison de son appel aux réformes. En effet, il préconise la réorganisation complète du commandement militaire, avec le renforcement tactique des groupements légers, afin de les rendre plus mobiles, adaptables et capables de se porter rapidement, sans charges logistiques excessives, sur n'importe quel point du

³⁴³ *Coopération technique avec l'Armée Brésilienne*, Henri Lemond, 31 mai 1960, SHD, 10T1111*.

territoire ou face à n'importe quelle frontière³⁴⁴. Pour lui, les forces armées doivent être en continuelle adaptation : elles doivent étaler leurs unités, plutôt que les regrouper, optimiser la protection de la population, s'équiper en véhicules de reconnaissance blindés, se protéger contre les attaques le long des itinéraires et, avant tout, se démenier pour conquérir l'esprit de la population.

La négation de l'appareil militaire conventionnel, jugé trop lourd, inadapté et dépassé, suggère l'élaboration d'une armée nouvelle, capable d'affronter des conflits irréguliers. Le modèle d'armée revendiqué par Hugo Panasco est typique des opérations en campagne, sur un territoire étendu, accidenté, peu desservi en voie de communications. Enfin, dans les mêmes circonstances, le conférencier aurait suggéré, pour le maintien de l'ordre, que les forces fédérales disposent de quelques bataillons de chasseurs, en garnison dans les principales agglomérations³⁴⁵. En définitive, le commandant de l'Académie militaire réclame, face aux nouveaux cadets, d'importantes réformes pour adapter l'armée aux opérations de maintien de l'ordre.

Le succès de ces conférences aurait dépassé largement l'audience des capitaines et des commandants stagiaires de l'ECEME. Selon des sources proches de l'attaché militaire, « des officiers généraux en service dans les États du Sud auraient fait savoir au général Hugo Panasco que des échos de son enseignement leur étaient parvenus et ils lui auraient demandé de venir répéter ses conférences dans leurs états-majors³⁴⁶ ».

Les propositions de l'attaché militaire s'inscrivent dans cet ensemble de mesures qui visent à réorganiser l'armée de terre. À l'appui d'un nombre réduit d'officiers, convaincus de l'efficacité du système de maintien de l'ordre français, l'attaché militaire démontre l'intérêt que l'armée de terre brésilienne aurait à resserrer ses liens avec les forces armées françaises. L'invocation du passé des relations bilatérales, en particulier par le truchement de la Mission militaire française, semble dépasser ici l'argument institutionnel, pour justifier et légitimer un rapprochement, à l'égard de l'administration française, rétive, face aux retournements politiques du gouvernement brésilien. À partir de 1961, le rôle de l'attaché militaire évolue sensiblement. Il exerce toujours une activité à la frontière de l'information et du commerce des armes, à travers l'échange d'informations avec les clients locaux pour assurer le transfert d'armements. Mais aussi son activité s'écarte de plus en plus du contact direct avec les membres du gouvernement.

³⁴⁴ *Lutte de tendance dans l'Armée Brésilienne*, Henri Lemond, 28 janvier 1960, SHD, 14S537*.

³⁴⁵ Les chasseurs forment la pièce maîtresse de l'appareil de guerre révolutionnaire car ces bataillons sont formés par des hommes entraînés au maniement du fusil d'assaut, avec notamment une section consacrée aux mitrailleuses et, dans certains cas, aux véhicules de combat. Ils sont caractéristiques des bataillons d'infanterie coloniale, depuis la monarchie de Juillet, créées spécialement pour la conquête de l'Algérie (1839) et dont l'usage s'avère très utile dans le maintien de l'ordre.

³⁴⁶ *Lutte de tendance dans l'Armée Brésilienne*, Henri Lemond, 28 janvier 1960, SHD, 14S537*.

De manière quelque peu catégorique, Henri Lemond subdivise le corps des officiers entre les généraux, « qui considèrent que tout va pour le mieux dans cette Armée³⁴⁷ » et les généraux et colonels « qui réfléchissent, suivent le mouvement des idées dans les Armées Étrangères et se demandent si leur Armée est vraiment capable de faire autre chose que du maintien de l'ordre conventionnel³⁴⁸ ». Dans ce cadre, les colonels sont les véritables porteurs des projets de réformes, face à des généraux peu enclins à modifier le mode de fonctionnement actuel de l'armée de terre. Henri Lemond essaie donc de repérer les hommes capables d'innover et de porter des projets de réforme dans lesquels la France pourrait investir son savoir-faire.

Le problème de l'expansion française au Brésil se heurte aux nombreuses mutations de commandement, utilisés par les chefs militaires comme un instrument politique pour mettre à l'écart des officiers opposés au maréchal Lott. Néanmoins, le nom des officiers mutés ne révèle pas d'appartenance à une même promotion de l'enseignement militaire supérieur. Bien au contraire, l'appartenance à une même tendance politique n'a pas de lien direct avec la formation militaire car des officiers que tout oppose sur le plan politique appartiennent à une même promotion de l'École d'état-major : par exemple, Henrique Lott et Castelo Branco. Les établissements d'enseignement sont des lieux de rencontre des élites militaires. Ce sont les affinités intellectuelles qui lient les hommes à des réseaux politiques. Par ailleurs, les mutations successives renforcent le mécontentement dans le rang des officiers, contribuant à la cohésion du groupe, plus qu'à son démantèlement. Enfin, du point de vue de la présence française, la mise à l'écart d'officiers proches des idées françaises forme autant d'obstacles à la consolidation de la propagande française :

Caractère regrettable, du point de vue de notre influence dans l'Armée Brésilienne, de la mutation du Général Hugo Panasco. [...] Parlant admirablement bien le Français, le Général Hugo Panasco est un ami sincère, dévoué et efficace de notre pays. Il voue un véritable culte à la France et à l'Armée Française. Il était très émouvant de constater à quel point, sous son Commandement, l'ECCEM [sic] était restée le foyer de la culture militaire française. [...] Son successeur, le Général Luiz Augusto da Silveira, est pour nous un inconnu. [...] On s'efforcera ici de nouer avec cet Officier Général le maximum de contacts, afin d'entretenir, si possible, le courant d'influence française qui a jusqu'à maintenant pu [y] subsister³⁴⁹.

Ces initiatives étendent à d'autres groupes de l'armée brésilienne l'accès aux « doctrines modernes de notre armée et de l'évolution de la pensée militaire française aux plus hauts

³⁴⁷ *Ibid.*

³⁴⁸ *Ibid.*

³⁴⁹ *Ibid.*

échelons³⁵⁰ ». Par ailleurs, le commandant de l'ESG demande l'envoi à l'ESG de Rio de Janeiro d'une notice d'information sur l'Institut de hautes études de défense nationale (IHEDN) « indiquant le but et l'organisation de cet Institut ainsi que le programme et les méthodes de travail qui y sont suivis³⁵¹ ». Il propose aussi l'échange périodique et dans « les limites permises par la protection du secret³⁵² », la communication des conférences, de travaux individuels, avec la documentation *spécifique* correspondante. L'ambassadeur de France partage d'autant plus ce point de vue que « se serait risquer, en ne répondant pas favorablement à cette manifestation de coopération brésilienne, de voir l'Angleterre, nous être substituée et, au pis-aller, de voir se créer un vide qui pourrait être dangereux pour l'ensemble de l'Alliance Occidentale³⁵³ ».

L'ambiance est donc favorable aux échanges avec la France. Cependant, la nature des relations avec chaque pays de l'Amérique du Sud change en fonction de la situation sur place. La coopération franco-argentine repose essentiellement sur l'appui français à la politique répressive d'Arturo Frondizi. Le plan Conintes (*Conmoción interna del Estado*) confie aux forces armées le maintien de l'ordre public et fait passer sous les ordres de l'autorité militaire la police fédérale et les polices provinciales, pour faire face à la recrudescence des actions de sabotage, menées par des groupes d'action péronistes³⁵⁴. Si dans le cas argentin, la menace au *statu quo* militaire exige l'application immédiate d'une nouvelle technologie de contrôle social, dans le cas brésilien, la menace communiste ne paraît pas encore atteindre des proportions inquiétantes, du moins chez les officiers interrogés par Henri Lemond. Cependant, la situation se modifie soudainement, au cours de l'année 1961, à cause de la démission du président Quadros.

Un an après la conquête du pouvoir par la guérilla castriste à Cuba, dans la zone du canal de Panamá, le Pentagone oriente les opérations inter-armées, dans le cadre de l'OEA : raids aériens, débarquement de troupes par mer, largage de parachutistes, etc. Les différents plans défensifs sont étudiés dans les réunions des chefs d'état-major américains, où l'on discute aussi de la standardisation des matériels et de la rationalisation des efforts³⁵⁵. Ces opérations déterminent le potentiel de défense américain en cas d'agression communiste contre les régions stratégiques du continent, prélude à une intervention directe des États-Unis à Cuba³⁵⁶. Entré en fonction le 20 février 1961, le président Kennedy hérite de l'opération secrète préparée par la CIA. Après l'invasion frustrée de la Baie des Cochons (*Playa Girón*), la CIA et le Pentagone renforcent leurs

³⁵⁰ *Proposition de liaisons entre Établissements d'enseignement militaire supérieurs français et brésilien*, Jacques Bayens, 24 janvier 1961, AMAE, carton 54.

³⁵¹ *Ibid.*

³⁵² *Ibid.*

³⁵³ *Ibid.*

³⁵⁴ Gabriel Périès, « Un modèle d'échange doctrinal... », *op. cit.*

³⁵⁵ *Réunion Commandants en Chef des États d'Amérique du Sud*, Roger Fournier, 23 mars 1961, SHD, 10T1103*.

³⁵⁶ *Actions conjuguées des États-Unis et des Pays Sud-Américains pour les prochaines manœuvres internationales*, Roger Fournier, 3 mars 1960, SHD, 10T1103*.

demandes auprès des chefs d'états-majors américains pour professionnaliser leurs services d'information, afin d'échanger des renseignements, sur les activités des partis communistes³⁵⁷.

Lorsque la crise des missiles éclate, en 1962, Paris est déjà engagé depuis trois ans dans sa reconquête des élites brésiliennes. La concurrence franco-états-unienne n'est pas au niveau de la propagation du message idéologique car sur ce point Français et États-Uniens concordent pour s'unir contre les Soviétiques. Elle se situe au niveau de l'exportation du matériel militaire puisque le complexe militaro-industriel états-unien est beaucoup plus compétitif que le système français et que la Maison Blanche soutient les exportations anglaises. Londres passe à la deuxième place des pays qui fournissent le Brésil, notamment pour l'aviation embarquée. Cependant, il ne s'agit pas de chercher à quel niveau se trouve la concurrence mais de comprendre en quoi Français et États-Uniens peuvent se compléter dans la lutte contre l'*expansion communiste*.

Si l'Europe semble sortir de la guerre froide dans les années 60, l'Amérique latine au contraire fait son entrée dans le système bipolaire. Deux périodes peuvent se distinguer clairement et l'année 1959 marque la radicalisation des discours politiques. La Révolution cubaine modifie la configuration politique du sous-continent. Le cri d'alerte d'une *cubanisation* de l'Amérique latine met en avant la montée en puissance des mouvements sociaux³⁵⁸. Dans le Nord-Est brésilien ces risques semblent d'autant plus forts que les ligues paysannes de l'avocat Francisco Julião menacent le *statu quo*. La société brésilienne se mobilise sous l'effet des secteurs populaires, syndicaux et étudiants. Épaulées par la grande presse nationale, les classes moyennes et supérieures accusent sévèrement le gouvernement de céder à la pression des groupes communistes. Le Brésil se polarise dans les années 60.

Les militaires brésiliens ne restent pas à l'écart des réflexions sur les moyens de lutte contre le communisme. À l'intérieur du Service fédéral d'information et de contre-information (SFICI), créé sous la présidence Dutra, les structures administratives prennent corps en 1959. S'il ne lui manquait ni des fonctionnaires ni des locaux, néanmoins, il n'avait pas d'objectif précis. Or, dès la victoire de Fidel Castro et d'Ernesto Che Guevara, la mission du SFICI est de repérer toutes les manifestations de solidarité ou d'appui à Cuba et éviter l'importation de la révolution au Brésil³⁵⁹. En 1960, le SFICI est dirigé par le colonel Golberi do Couto e Silva, qui, appuyé par les colonels Figueiredo, élabore le système d'informations et conçoit la structure de formation des cadres du

³⁵⁷ *Ibid.*

³⁵⁸ Jaime Massardo, « Les rapports entre les États-Unis et l'Amérique latine pendant la guerre froide », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1999, n° 54, p. 3-8.

³⁵⁹ Lucas Figueiredo, *Ministério do silêncio. A história do serviço secreto brasileiro de Washington Luiz à Lula (1927-2005)*, Rio de Janeiro, Record, 2005, p. 101.

service. Les premiers fonctionnaires du service d'information brésilien sont formés à l'ESG et reçoivent l'enseignement des Français³⁶⁰.

La coopération militaire devient possible dans un espace de temps très court qui suggère le rapport très étroit au changement d'orientation du ministère français des Armées. Plus que le choix pour l'arme atomique, la décision d'exporter la doctrine de la guerre révolutionnaire aux confins de l'Amérique du Sud répond à des prérogatives intérieures. Il s'agit d'éloigner de la métropole les militaires jugés factieux par le gouvernement gaulliste. L'accord militaire ne peut aboutir en raison des problèmes politiques rencontrés dans les relations franco-brésiliennes. L'assistance française au transfert de la technologie de la guerre révolutionnaire devient dès lors impossible, du moins à travers les canaux officiels. L'alliance militaire est dans une impasse politique.

³⁶⁰ *Ibid.*

À partir de 1962, le nombre d'officiers dépendant de l'ambassade, à Rio de Janeiro et du consulat général, à São Paulo, augmente. Grâce au nombre plus important de compagnies françaises implantés dans ces deux États, jour après jour le nombre des informateurs français augmente. D'un seul attaché responsable des forces de terre, air et mer, la mission française passe à deux attachés, en 1962 (terre et mer), puis à trois. Bien des années plus tard, à partir de 1970, l'armée française crée une cellule de coopération l'état-major brésilien.

La culture politique des attachés militaires est extrêmement conservatrice, à l'image de cette analyse du colonel Lemond, en janvier 1961, lors de l'entrée en fonctions de Jânio Quadros :

Des signes de la communisation du pays ne sont pourtant pas encore évidents. Au risque de défendre un paradoxe, on avancera même qu'il y a moins de danger, pour le moment, d'assister à une contamination rapide des masses que de voir se pourrir ce qui est convenu d'appeler les élites. Celles-ci, soit pourvues de fortune, soit riches d'une certaine culture, paraissent prêtes à toutes les aventures pour conserver leurs avantages matériels, ou accéder, par le marchepied de la défense des doctrines révolutionnaires, aux places et à la puissance. Les masses, en revanche, mieux pénétrées par un clergé catholique qui, bien qu'insuffisant et médiocre, est un puissant rempart contre la subversion, plus fatalistes par nature, composées d'unités extrêmement individualistes et qui fuient l'endoctrinement, insuffisamment évoluées, pour procurer l'appareil nécessaire, de nombreux petits cadres paraissent encore capables de se montrer imperméables aux propagandes moscoutaires [*sic*]. Mais leur résistance ne sera pas éternelle : elle cessera à partir du moment où ces masses auront pu être valablement structurées par un encadrement bien endoctrinée et actif, où les conditions matérielles de leur vie en arriveront à être trop négligées³⁶¹.

À partir de 1957, une émulation générale autour de l'obsession du communisme anime les forces armées alliées qui stimulent l'universalisation des concepts de la guerre révolutionnaire. De nombreux officiers brésiliens et français partagent une vision commune de la réalité où le système de hiérarchie sociale est défaillant. Dans ce cadre de déliquescence des valeurs sociales, fragilisées par l'infiltration communiste et la subversion, les officiers incarnent les techniciens de la société, aptes à se substituer aux autorités politiques pour orienter les populations déboussolées. À terme, l'attitude de plus en plus hostile des officiers devait conduire à la destruction de toute illusion, en ce qui concerne la coopération avec les gouvernements élus. Par ailleurs, leur action est motivée par certaines valeurs partagées, légitimant leur analyse sociale : dédain pour les élites nationales, jugées coupables de la dégradation politique du pays ; mépris des classes populaires, manipulables et sans réaction ; sévère critique d'un clergé à la vie dissolue. Nul doute qu'Henri Lemond comparait la situation brésilienne à celle de l'Algérie.

³⁶¹ *Compte rendu annuel : état d'esprit dans les forces armées*, Henri Lemond, janvier 1961, SHD, 10T1112*.

Le regard d'Henri Lemond ne dissimule pas ses nombreux préjugés. D'ailleurs, son analyse conforte la représentation stratégique du communisme comme un cancer se propageant sur le tissu social. Si la situation brésilienne ne justifie pas encore des mesures d'urgence c'est moins en raison de la faiblesse de l'encadrement politique des populations modestes qu'à cause d'un manque de préparation des élites. L'auteur de l'extrait présenté sous-entend que les élites seraient prêtes à s'allier aux partis communistes pour briguer des places dans le gouvernement.

Si l'on juge d'après ce qui apparaît, une partie de l'élite industrielle, dont les revenus dépendent de la consommation par le marché national, doit tabler sur la demande nationale. Elle ne peut ni supporter la concurrence des industriels européens ni exporter sa production, en raison de son faible volume. Ainsi toute une élite industrielle se base sur le marché intérieur et se reconnaît, par conséquent, dans l'alliance avec le gouvernement, guidé par le souci d'augmenter le revenu des ménages et de stimuler la consommation ; elle n'est donc pas hostile à l'augmentation des salaires. Néanmoins, l'élite nationale évoquée par Henri Lemond est une fiction car toute l'élite brésilienne est nationale même si tous ses éléments ne sont pas nationalistes.

La religion catholique, jugée habituellement comme un rempart contre le communisme, n'est pas en mesure d'assumer ses fonctions d'encadrement social, notamment à cause du manque de prêtres. Le parti et le syndicat remplissent la fonction d'encadrement social et exercent une emprise psychologique sur une partie de la population.

L'obsession du communisme que nourrissent officiers, industriels et hommes politiques est en grande partie infondée puisque le peuple brésilien s'éveille à peine aux luttes sociales, à la fin des années 50. Nous avons déjà souligné la faiblesse du Parti communiste brésilien (PCB), dans l'illégalité et l'importance de l'anti-communisme chez les militaires brésiliens. Le risque communiste procède donc de la propagande et les représentants français sont actifs dans l'élaboration du discours belliciste.

L'attitude hésitante du président de la République, en particulier face à ses partenaires européens, conduit progressivement vers son isolement. D'un côté, en politique intérieure, ses mesures énergiques rencontrent des résistances pour l'introduction de réformes ministérielles. D'un autre, l'apogée de la politique étrangère indépendante lui attire les foudres de l'opposition conservatrice, lorsque Jânio Quadros reçoit, le 16 août 1961, Ernesto Che Guevara, au palais présidentiel fin de lui décerner la plus haute distinction brésilienne : la Grand-Croix de l'Ordre Nationale Croix du Sud. La stupeur dans les forces armées est générale.

De manière très inattendue, au sommet de sa contradiction, en août 1961, Jânio Quadros renonce à son mandat, à la faveur de son vice-président, João Goulart. Son revirement est alors

incompréhensible : il transmet la magistrature suprême à son principal rival³⁶². Goulart se trouve alors en mission diplomatique en République populaire de Chine, de l'autre côté du rideau de fer. La perspective du retour de Goulart ouvre une période d'affrontements politiques et nombreux groupes et partis politiques contestent la légitimité présidentielle. Les trois ministres militaires, Silvio Heck, Grün Moos et Odílio Denis forment une junte militaire et posent leur veto à la transmission des pouvoirs.

Odílio Denis montre qu'il pourrait aller plus loin dans son intervention politique mais l'entrée en scène immédiate de l'Assemblée nationale compromet ses plans. Trois semaines après la démission du Président, le maréchal reçoit longuement l'attaché militaire français, dans sa résidence personnelle, à Rio de Janeiro. L'ancien ministre de la Guerre « a affiché au cours de cette conversation un certain optimisme. Il considère, en effet, que la dernière crise a alerté l'opinion sur le danger communiste dont elle n'était pas jusqu'ici suffisamment consciente³⁶³ ».

Il lui aurait, certes, été aisé de prendre lui-même le pouvoir, immédiatement après la démission de M. Quadros, a-t-il observé, mais il a estimé plus sage de chercher à éviter une telle solution, pour laquelle il n'avait aucun goût et qui comportait de gros risques. Il aurait eu, en effet, à lutter sur deux fronts : contre les prétentions de M. Goulart et aussi contre une rentrée en lice qu'il estimait probable du Président démissionnaire.

Dans la meilleure des hypothèses, on en serait venu, après une période intérimaire plus ou moins agitée, de deux ans, peut-être, à des élections qui auraient conduit à l'instauration d'un nouveau pouvoir civil, probablement de type parlementaire. L'amendement constitutionnel voté par le Congrès a permis d'en arriver dès maintenant et à bien meilleur compte, à cette même formule. Ce n'est que si le Congrès avait refusé de se rallier à ce compromis, que le Maréchal aurait poursuivi son action, pour s'opposer à l'investiture de M. Goulart.

En attendant, il avait jugé préférable de temporiser, plutôt que de lancer une offensive contre la III^e Armée *rebelle* du Général Machado Lopes. Non seulement, en effet, une telle décision aurait conduit à la guerre civile, mais elle aurait peut-être aussi entraîné des développements internationaux imprévisibles, car la présence de 4 à 500 communistes argentins et uruguayens avait été signalée à Porto Alegre et ils auraient pu être soutenus, à leur tour, par des volontaires cubains ; le Brésil se serait ainsi trouvé, comme l'Espagne en 1936, transformé en champ de bataille pour des forces étrangères.

Interrogé sur la division dont le Corps des Officiers risque de souffrir, comme séquelle de la crise, le Maréchal n'a pas caché qu'effectivement celle-ci laisserait des traces durables, moins graves, toutefois, que si une véritable lutte avait opposé les deux fractions de l'Armée Brésilienne³⁶⁴.

³⁶² Les parlementaires prennent froidement acte de la démission du président Quadros et, aussitôt, ouvrent les discussions afin de préparer la transition, pour éviter la guerre civile. Pour parer le veto des trois généraux factieux, les parlementaires proposent un amendement constitutionnel et instaurent un régime dans lequel le président est dorénavant sous contrôle de l'Assemblée nationale. Le président de la République aurait uniquement le droit de désigner un Premier ministre, responsable devant l'Assemblée nationale. Le compromis ne plaît à aucune des parties engagées dans le conflit politique mais évite un affrontement militaire. Face à l'impasse, Goulart accepte les conditions de son entrée en fonctions. L'opposition à la junte militaire, présidée par O. Denis s'organise en particulier au Rio Grande do Sul, où L. Brizola s'allie au général M. Lopez, commandant la III^e armée.

³⁶³ *Entretien avec le Maréchal Denis*, Jacques Bayens, 20 septembre 1961, AMAE, carton 54.

³⁶⁴ *Ibid.*

Le message de Jacques Bayens à Maurice Couve de Murville est clair : le milieu politique brésilien est plus que jamais divisé. Le 7 septembre 1961, Goulart assume la présidence de la République sous régime parlementaire. La renonciation du seul président répondant aux attentes des militaires, représentant les courants libéraux, jugé seul rempart contre l'avancée des héritiers à gauche de Vargas, suscite une profonde crise militaire. Le nouveau gouvernement entre en fonction dans les conditions les plus difficiles : l'opposition à l'Assemblée nationale et dans les forces armées est forte. Odílio Denis s'éloigne du ministère de la Guerre, le colonel Golberi, jusque-là chef du SFICI, quitte son poste, en emportant son réseau. Au lieu de veiller à la sûreté de l'État, fonction primordiale des forces armées, ils en viennent à œuvrer pour le renversement du gouvernement. Le SFICI et l'état-major des trois forces armées deviennent alors un réduit de putschistes, tandis que les militaires démissionnaires, mis à l'écart, renforcent le rang de l'opposition armée³⁶⁵.

Goulart inaugure son mandat par l'annonce d'une série de réformes structurelles, dont la plus ambitieuse est destinée à améliorer la condition des populations modestes, nombreuses dans les zones rurales : la réforme agraire. Celle-ci rencontre une opposition même chez les partisans du président Kubitschek, en grande partie potentats locaux dans le Minas Gerais. Pour eux la réforme agraire représente un horizon politique trop radical³⁶⁶. Malgré la portée limitée des réformes, les classes dirigeantes y voient une menace à leur emprise sur l'économie nationale. S'ajoute à la longue liste des reproches à l'encontre de João Goulart, sa recherche d'indépendance diplomatique, sa politique de rapprochement avec les démocraties populaires et le renforcement de l'Itamaraty dans les rencontres internationales. C'est en politique étrangère que les difficultés sont les plus grandes, conduisant à l'isolement du président sur la scène internationale.

Lorsque l'ambassadeur Carlos Alves de Souza sollicite l'appui du gouvernement gaulliste à la candidature brésilienne au Conseil de sécurité des Nations unies, la Direction Amérique évoque les principaux points de friction dans les rapports franco-brésiliens. Le Quai d'Orsay constate alors que les relations avec le Brésil ne sont plus en harmonie avec la traditionnelle amitié franco-brésilienne. Ils ne partagent donc pas les mêmes points de vue, notamment sur les questions internationales. Surtout, les diplomates français regrettent l'attitude autrefois neutre à l'Assemblée des Nations unies à l'égard des guerres coloniales et des expériences militaires françaises :

³⁶⁵ Lucas Figueiredo, *O ministério do silêncio...*, *op. cit.*, p. 102.

³⁶⁶ Le projet reste timide. En ce sens, il prévoit l'expropriation des terres inexploitées, situées à proximité des grands réseaux routiers et ferroviaires et l'indemnisation des propriétaires par des bons du trésor. L'unique avancée touchant au sort des populations rurales les plus modestes consiste à étendre aux paysans les droits sociaux appliqués aux ouvriers. Parmi les autres réformes prévues, les plus emblématiques concernent l'extension du droit de vote aux analphabètes et un contrôle accru des exportations de dividendes de la part des compagnies étrangères implantées au Brésil.

Le Brésil s'est distingué à plusieurs reprises, au cours de cette session de l'assemblée générale des Nations unies, par des interventions assez désobligeantes à notre égard, par la manière dont elles soulevaient sans nécessité des problèmes susceptibles de nous gêner. Toutes ces manifestations, ne peuvent certes être attribuées au hasard, mais elles ne traduisent pas non plus une volonté de s'en prendre systématiquement et particulièrement à la France. La Grande Bretagne peut invoquer également un contentieux dont le règlement ne paraît pas avancer plus rapidement que le nôtre ; les Japonais rencontrent de graves difficultés au sujet de la pêche ; les Pays-Bas, les pays scandinaves et la Suisse, au sujet de leur lignes aériennes ; la langue anglaise autant que la française est affectée par la récente loi cadre sur l'enseignement ; il n'est pas jusqu'au Portugal, malgré les sentiments qui lient encore les deux pays, qui ne soit visé par l'attitude anti-colonialiste et pro-africaine adoptée par le Brésil depuis Jânio Quadros³⁶⁷.

Dans l'esprit de Quadros tout comme de Goulart, l'appui de l'Itamaraty au colonialisme européen traduit une position politique équivoque, suscitant le discrédit du Brésil à l'égard de ses partenaires africains et asiatiques. Pour eux, le Brésil doit servir de lien entre l'Afrique et l'Occident. En ce sens, le ministre brésilien des Affaires étrangères, Santiago Dantas, juriste et ancien partisan de l'intégralisme³⁶⁸ est une figure particulièrement symbolique du nationalisme brésilien ; après la dictature de l'*Estado Novo*, il reprend la carrière juridique et enseigne à l'université ; revenu en politique à la fin des années 50, il se rapproche des idées nationalistes du gouvernement Goulart, cette fois-ci à gauche de l'échiquier politique.

Au-delà des prises de position vis-à-vis de la politique coloniale, il s'agit pour le Brésil de nouer des relations commerciales et économiques avec les pays africains³⁶⁹. Cette politique a des résultats limités et se traduit, surtout par l'abstention aux Nations unies lors du traitement de la question de l'Angola et le vote en faveur de l'autodétermination de l'Algérie. Les différends franco-brésiliens rentrent donc simplement dans le cadre de la politique indépendante suivie par le gouvernement de Brasília.

Pour Jean Crapinet, chargé d'Affaires de France au Brésil :

L'amitié avec notre pays n'est pas incompatible avec la poursuite d'une politique indépendante, que nous pouvons parfaitement comprendre si elle ne consiste pas principalement, voire uniquement, à prendre le contre-pied des liens traditionnels. Sur le plan plus précis, je me réjouis que nos actuels différends avec le Brésil, jusqu'à présent essentiellement traités au niveau des services, soient présentées comme affectant l'ensemble

³⁶⁷ *Relations franco-brésiliennes*, chargé d'Affaires de France au Brésil, Jean Crapinet, 21 mars 1962, AMAE, carton 44.

³⁶⁸ L'intégralisme est un mouvement politique d'orientation nationaliste, anti-libéral et anti-communiste ; il est inspiré par la recrudescence des partis nazi-fascistes en Europe, durant l'entre-deux-guerres. Il prit une place importante sur la scène politique nationale, en raison de son soutien de principe à Getúlio Vargas., alors président de la République (1934-1937). Cependant, lors du coup d'État de 1938, qui instaure la dictature de l'*Estado Novo* (1937-1945), le mouvement passe dans l'illégalité, en raison de la suppression de tous les partis politiques. À l'issue de la dictature, le mouvement perd la plupart de ses membres, affiliés aux nouvelles formations politiques promues par le retour à la démocratie.

³⁶⁹ Paulo Fagundes Vizentini, *Relações exteriores do Brasil...*, *op. cit.*, p. 164.

des relations franco-brésiliennes et viennent ainsi jusqu'au ministre. Le juridisme souvent affirmé de ce dernier n'est pas de pure forme et il n'est pas exclu qu'il soit sensible à nos arguments sur nos problèmes comme ceux du troisième vol hebdomadaire d'Air France ou les droits de nos marins à pêcher la langouste au large des côtes brésiliennes³⁷⁰.

Avec le gouvernement Goulart, les relations franco-brésiliennes prennent un tournant irréversible. La construction médiatique de la guerre de la Langouste détourne l'attention de la presse des luttes politiques et sociales : elle oppose la marine brésilienne aux marins pêcheurs bretons et ruine les relations bilatérales. Dans cette atmosphère de relations bilatérales de plus en plus tendues, de nombreux différends opposent les gouvernements des deux pays, surtout dans les domaines politique et économique. Dès les premiers mois du gouvernement Goulart, tout d'abord, « l'incident de la *Cassiopée* » au large de Recife ouvre un affrontement sourd, entre le Brésil et la France. Cet incident aurait pu rester sans conséquence, si un ensemble d'éléments n'avait nourri le différend politique. Dans la foulée, la question de l'Algérie, des dettes brésiliennes et des relations peu cordiales nourries depuis le gouvernement Quadros reviennent à l'ordre du jour. Les relations bilatérales s'enveniment et le problème le plus important rencontré par le gouvernement fut de trouver des interlocuteurs pour transmettre son message.

La position du gouvernement Goulart, à l'égard des problèmes français, notamment en Algérie, ouvre une série d'incompréhensions et remet à l'ordre du jour la question coloniale. Le Brésil aspire à un rôle international, du moins en Amérique latine et essaie de conquérir cet espace, en dialoguant avec les dirigeants des nouveaux pays africains. Ces tentatives ne laissent pas indifférent Paris. Depuis son arrivée, en novembre 1961, l'ambassadeur de France au Brésil constate la différence d'attitude, du gouvernement face aux élites nationales. L'accueil plutôt amical des élites industrielles contraste avec le comportement distant et froid du gouvernement. En contact étroit avec les grands industriels brésiliens, « de qui, d'ailleurs, [l'ambassadeur] n'a rien à attendre professionnellement », il consolide un soutien là où il l'attend le moins : dans l'opposition au président. Le problème de dialogue avec les ministères n'est sans doute pas linguistique puisque la plupart des interlocuteurs « parlent parfaitement notre langue et se montrent courtois ». Cependant, les diplomates français sentent parfaitement la volonté brésilienne d'exprimer leur indépendance, « en se montrant difficiles à atteindre, en ignorant promesses et engagements, en éludant les questions précises³⁷¹ ». Les représentants brésiliens allèguent le manque de perspective de l'Europe des Six, l'incompréhension de l'Occident vis-à-vis

³⁷⁰ *Relations franco-brésiliennes, op. cit.*

³⁷¹ *Évolution du Brésil à l'égard de ses amis traditionnels*, Jacques Bayens, 14 juin 1962, AMAE, carton 44.

de l'Amérique latine et l'insuffisance de l'aide économique, nécessaire pour lutter contre la pauvreté.

La politique étrangère de Goulart marque l'apogée de la diplomatie indépendante de l'Itamaraty, dans la continuité directe de la politique étrangère depuis Vargas.

La législation sur les bénéfices des sociétés étrangères, la refonte des programmes scolaires qui suppriment l'enseignement de langues étrangères, enfin, la politique suivie par M. Santiago Dantas [sic], va plus loin que son prédécesseur, Afonso Arinos, dans son désir d'affirmer l'indépendance absolue de son pays, devant les forces qui s'opposent dans le monde. Ceci l'amène d'ailleurs à se rapprocher des États de la « 3^{ème} force », tels que la Yougoslavie et à nouer des relations plus étroites avec l'URSS et ses satellites, bien qu'il soit maintenant avéré que le Brésil n'a, à peu près, rien gagné sur le plan des échanges commerciaux avec les soviets³⁷².

Le principe demeure inchangé, l'instrumentalisation du colonialisme, du développement associé et de la croissance industrielle sert à trouver des compromis, avec les principaux partenaires économiques du Brésil. À l'évidence, les relations franco-brésiliennes se détériorent en raison de l'opposition française aux ouvertures politiques de Goulart vers les pays communistes. Dans l'esprit de l'ambassadeur français, cette ouverture se traduit moins par une véritable politique de non-alignement que par un refus de négocier avec les pays occidentaux. La Troisième voie reste donc un objectif diplomatique permanent mais ne devient jamais une réalité, en raison de l'incompatibilité économique entre le Brésil et les pays socialistes.

Le chancelier Afonso Arinos, sous le bref régime parlementaire (1961-1963), s'engage aux côtés des nations africaines nouvellement indépendantes, en raison de l'importante composante démographique d'ascendance africaine dans la population brésilienne. Santiago Dantas prend la direction du ministère des Relations Extérieures dès l'entrée en fonctions de João Goulart. Il continue la politique de Quadros/Arinos, en créant un département consacré à l'Itamaraty. L'idée centrale du projet d'indépendance politique est de défendre, avant tout, les intérêts propres de l'État brésilien, en passant outre les intérêts privés ou corporatistes. Ainsi, le pan-américanisme, les relations avec les pays africains et l'ouverture vers les pays socialistes servent-ils d'instrument d'émancipation économique et sociale du pays³⁷³.

Pour marquer le tournant de la politique étrangère indépendante, Santiago Dantas insiste sur le besoin de rompre avec certains modèles des relations internationales, en particulier les liens traditionnels entre le Brésil et les puissances coloniales. Dans ce contexte d'application de la PEI (politique étrangère indépendante), une série de différends politiques aggravent la situation déjà

³⁷² *Ibid.*

³⁷³ Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *História da política exterior do Brasil*, op. cit., p. 329.

compliquée des relations franco-brésiliennes. L'affaire du contentieux, en instance depuis de longues années, ne parvient pas à trouver une solution satisfaisante et les conversations n'avancent que très lentement, en ce qui concerne le remboursement des actionnaires du *Port of Pará*. La presse brésilienne continue ses attaques contre le Marché commun européen et, particulièrement, à la conférence du GATT, à Genève. Par ailleurs, le gouvernement de Rio maintient son refus d'accorder un troisième vol hebdomadaire Paris-Rio, à la compagnie Air-France. Pour compléter le tableau, une disposition de la loi instituant une réforme de l'enseignement secondaire, votée en décembre 1961, supprime le caractère obligatoire de la langue française dont le nombre d'heures est réduit. Jacques Bayens s'insurge alors contre l'attitude de l'Itamaraty, qu'il attribue à la recherche d'indépendance :

Je crois que c'est à cette nouvelle approche de l'étranger qu'il convient d'attribuer, tout au moins en partie, les difficultés que je rencontre, pour faire aboutir les affaires, dans lesquelles la mauvaise foi brésilienne est indiscutable et pour lesquelles mes correspondants se défendent, en invoquant soit de piètres arguments, soit en évitant l'essentiel.

Le sentiment traditionnel du Brésil pour la *grande nation civilisatrice et libérale tend à s'amenuiser*. C'est d'ailleurs pour cela que le poste voit son travail augmenter et la nature de sa mission se transformer. Nous avons affaire ici à un pays qui ne se livre pas et qui s'estime de plus autorisé à exiger aide et assistance sans contrepartie aucune. C'est certainement pour la France une menace sérieuse pour l'ensemble de ses intérêts au Brésil et pour l'avenir de ses relations avec une nation naguère inconditionnellement amie³⁷⁴.

En pleine période de décolonisation, Brasília affirme sa vocation à n'entretenir de relations cordiales qu'avec les pays du tiers-monde. Le Brésil partage avec les pays non-alignés une même tendance à l'optimisme diplomatique. En d'autres termes, João Goulart voudrait pouvoir faire progresser économiquement son pays sans qu'une contrepartie politique lui soit exigée. Par exemple, ses chanceliers réclament l'assistance économique française tout en refusant de cautionner sa politique africaine. Un an durant, les difficultés diplomatiques franco-brésiliennes s'accroissent, en raison de la position de plus en plus hostile du gouvernement brésilien envers la question algérienne et des expériences nucléaires françaises. En mars 1962, le ministre des Affaires étrangères, Santiago Dantas, soutient le non-alignement lors de la Conférence sur le désarmement. Même s'il désire se mesurer à ses homologues suédois, mexicain, indien et égyptien, qui font preuve d'indépendance à l'Assemblée des Nations unies, le chancelier brésilien est encore bien loin d'adopter une attitude audacieuse. De toute manière, pour lui, le non-alignement ne constitue pas un projet politique mais un moyen de gagner des marchés. Au Brésil, la politique économique d'austérité contraste avec ses ouvertures internationales. Pour le chargé

³⁷⁴ *Évolution du Brésil...*, *op. cit.*

d’Affaires de France, l’attitude brésilienne trouve une explication à travers la « tendance à courtiser, à nos dépens, les pays non-alignés³⁷⁵ ». Dès l’entrée en fonctions du président Goulart, son gouvernement semble affaibli, en particulier après l’intervention des trois ministres militaires dans la crise de succession, c’est pourquoi la politique étrangère est un instrument pour légitimer sa position progressiste. En vérité, il se trouve dans une impasse politique.

Les débats sur les questions coloniales, aussi bien que sur les expériences nucléaires françaises, sont élargies aux problématiques globales, détachant, ainsi, ces discussions du seul cadre bilatéral. La question coloniale rappelle l’Algérie tandis que la « dénucléarisation de l’Afrique » renvoie aux essais nucléaires dans le Sahara. Pour le chef de la délégation française aux Nations unies, « tout se passe donc comme si le représentant du Brésil recherchait avec empressement toutes les occasions de prendre des distances à l’égard de la France ». Malgré cet *a priori* négatif sur les relations franco-brésiliennes, l’ambassadeur français, Jacques Bayens affirme : « on attend ici de la France, désormais reconnue comme le leader de l’Europe et de l’Europe elle-même, une aide ou la promesse d’une aide qui contrebalancerait l’aide et l’influence américaines³⁷⁶ ». L’heure est au partenariat avec de multiples pays, même s’il ne s’agit pas d’inscrire le Brésil dans le cercle des pays non-alignés mais de trouver un contrepoids à la présence états-unienne. Cependant, les fractures dans le milieu politique brésilien, en particulier dans les forces armées et dans l’Itamaraty, se heurtent aux tentatives de création d’un projet cohérent. Les changements d’orientations diplomatiques désolent l’ambassadeur, méfiant à l’égard d’une volte-face de João Goulart et d’une détérioration plus profonde des relations bilatérales.

Lorsque le président Goulart salue l’indépendance de l’Algérie, il compromet d’autant plus la position de l’ambassadeur de France que le communiqué ne définit pas concrètement son destinataire. Celui-là est donc perçu comme une provocation, contribuant à décrédibiliser davantage le gouvernement brésilien.

Bien que certains journaux aient imprimé, intentionnellement ou non, que [le communiqué] était destiné à Youssef Ben Khedda, sa rédaction ne laisse pas douter qu’il soit très correctement adressé à M. Abderamahne Farès. L’absence de la mention du nom de ce dernier n’en est peut-être pas moins une petite habileté destinée à entretenir dans l’opinion intérieure une certaine équivoque.

Il se peut, par ailleurs, que l’envoi de ce texte, rédigé vraisemblablement à Brasília, par les services de la présidence de la République, n’ait pas été la conséquence de la démarche que j’avais faite quelques heures plus tôt à l’Itamaraty où, en l’absence d’un ministre titulaire, une aussi rapide initiative ne m’avait pas été donnée à prévoir³⁷⁷.

³⁷⁵ *Ibid.*

³⁷⁶ *Ibid.*

³⁷⁷ *Le Brésil et l’indépendance d’Algérie*, Jacques Bayens, 14 juillet 1962, AMAE, carton 44.

Le message présidentiel vague et bref suffit à semer le doute dans la chancellerie française. D'entrée en matière, son idée force consiste à soutenir les efforts d'émancipation de l'Algérie, sans distinguer, cependant, le GPRA, ici représenté par Benkhedda, du FLN, représenté par Abderamahne Farès. Une telle attitude est reprouvée par les services diplomatiques français qui comprennent mal le geste du président brésilien. Le chancelier Santiago Dantas rompt avec le traditionnel appui politique aux colonies portugaises et avec la cordiale équidistance vis-à-vis des colonies africaines de la France. Ce changement d'orientation, bien qu'il traduise une tentative de recouvrer une place parmi les non-alignés, n'apporte pas de résultat concret. Compte-tenu du passif avec les fronts de libération mozambicains et angolais, publiquement condamnés par Rio de Janeiro, la position brésilienne est mal comprise par ses partenaires européens, en particulier dans l'Assemblée des Nations unies. Goulart conserve une aura d'adversaire d'un pouvoir gaulliste qu'il semblerait pourtant admirer. S'il est moins contradictoire que son prédécesseur, il est loin d'attirer la sympathie des chefs d'États européens. Bien au contraire, on critique son éloignement et sa volonté obstinée de construire une voie propre à son pays, à l'instar de la France.

L'attitude brésilienne s'oriente de plus en plus vers la rupture. L'incident avec les langoustiers français crée l'occasion pour la France d'affirmer son désaccord à propos de l'orientation politique de l'Itamaraty et pour le Brésil de faire valoir son droit à une position indépendante sur la scène internationale. L'incident révèle l'importance du contentieux franco-brésilien dans le règlement des problèmes bilatéraux, en particulier les compagnies du consortium, nationalisées en 1940. Bien plus que d'un simple incident du droit privé devient en quelques mois un des plus importants désaccords franco-brésiliens.

Le problème avec les langoustiers français est tout d'abord économique puisqu'il résulte de la recherche des langoustes, disparues des côtes africaines en raison de la pêche prédatrice au large des colonies françaises, par les compagnies de pêche bretonnes. Dès lors, celles-ci envoient des vaisseaux braconner ces crustacés, si appréciés en France, sur la plateforme continentale brésilienne. Les avantages de l'exploitation du crustacé, au large des côtes brésiliennes, sont multiples, la pêche se concentre alors sur le littoral allant de l'État de Pernambouc à celui de Ceará. Dès 1961, le gouvernement français demande l'autorisation pour effectuer des recherches, afin d'évaluer la quantité des ressources exploitables dans la région. L'attaché militaire constate alors qu'il existe d'importants intérêts économiques, pendant que le gouvernement brésilien demande l'inscription de tous les vaisseaux français sur une feuille de contrôle dans le district naval de Recife.

D'avril 1961 à l'éclatement de *l'affaire*, en février 1963, plusieurs vaisseaux français sont arraisonnés, sans qu'il y ait besoin d'une intervention des gouvernements³⁷⁸. Le conflit économique devient progressivement social, puis politique et, enfin, militaire. Tout d'abord, les dirigeants syndicaux du nord-est saisissent Miguel Arrais qui fait remonter leurs doléances jusqu'à João Goulart. Selon l'attaché militaire, les syndicats des pêcheurs instrumentalisent l'affaire, aidés de quelques hommes politiques en perte de vitesse, afin de défendre leurs intérêts économiques, profitant ainsi de l'impopularité du gouvernement Goulart³⁷⁹. Celui-ci est alors aux prises avec des difficultés intérieures croissantes.

Au-delà des problèmes diplomatiques, Goulart essaie de récupérer les prérogatives du pouvoir exécutif, que lui avait retirées le Congrès. Le 8 janvier 1963, un plébiscite approuve le retour au régime présidentiel. La presse se focalise alors sur ce qu'elle perçoit comme une volonté de restaurer le pouvoir autoritaire au Brésil. João Goulart pourrait devenir une menace pour de certaines élites, en particulier celles liées à l'exportation : à la monoculture du café, à la canne-à-sucre, au cacao ; les grands propriétaires fonciers, qui tablent sur les terres en friche pour faire monter le prix des terres ; les industriels liés à des sociétés financières étrangères. Le large front des élites contre Goulart s'appuie en grande partie sur la connivence de la grande presse nationale.

La menace présumée de l'ordre public provient aussi des ligues paysannes, dans l'État de Pernambouc, là où les langoustiers français viennent exploiter les ressources de la plateforme continentale brésilienne. Depuis décembre 1962, Pierre Lallart, récemment arrivé à Rio de Janeiro, informe Pierre Messmer des « menaces de subversion », en particulier la découverte d'armes destinées aux ligues paysannes, d'un camp d'entraînement à la guérilla, dans les confins de l'État de Goiás et de la documentation spécialisée pour la formation politique de nouveaux leaders paysans dont le manuel d'Ernesto Guevara, *La guerre de guérillas*. Dans cette conjoncture nationale de crise, la fracture politique est consommée lorsque le commandant de la IV^e région militaire, située à Recife, affirme qu'il ne poursuivra pas les leaders paysans en justice, en cas d'arrestation par la police.

À l'exception des trois ministres militaires, les forces armées se dressent contre le président de la République. Les choix de João Goulart pour les portefeuilles de la Guerre, de la Marine et de l'Aéronautique contribuent à dresser une partie importante des officiers supérieurs contre le président. En effet, le gouvernement affronte une sérieuse opposition des forces armées, sur de nombreux points de la politique intérieure, en particulier à la suite d'une importante grève de 36

³⁷⁸ Antônio Carlos Lessa, « A guerra da lagosta outras guerras: conflito cooperação nas relações França-Brasil (1960-1964) », *Cena Internacional*, n° 1, 1999, p. 109-121.

³⁷⁹ *Compte rendu mensuel (décembre 62 à mai 63) : généralités*, Pierre Lallart, juin 1963, SHD, 14S534*.

jours dans la marine, en décembre 1962. L'incident maritime est une occasion pour l'amiral Suzano, ministre de la Marine, d'exercer son autorité.

Dans ce cadre, survient le principal incident, qui gèle, pendant plusieurs mois, l'ensemble des relations bilatérales :

Malgré le début du carnaval qui normalement devrait accaparer toutes les activités brésiliennes, l'affaire de la langouste continue à tenir la vedette de la presse en termes très violents. Les esprits s'échauffent et la situation s'envenime. Condamnation ferme de l'attitude française par le Ministre de la Marine et le Ministre de la Guerre et le Général Osvaldo Alves.

Presse du dimanche 24 particulièrement violente contre l'attitude française de piraterie et de colonialisme traditionnel. Le ministre des relations extérieures est attaqué violemment pour son manque d'agressivité. Vue du Brésil l'affaire dépasse l'incident diplomatique et l'opinion publique blessée dans sa susceptibilité nationale est excitée par la presse, unanime à prendre position. Les conséquences du conflit auraient pu être catastrophiques pour tous les intérêts français au Brésil. Sur le plan militaire il pouvait ruiner le résultat de 20 ans de travail de la Mission militaire française et le fruit des efforts de mes prédécesseurs. Il n'en a heureusement rien été et au plus fort de la crise j'ai pu mesurer la solidité des amitiés que nous avons ici. Au cours des contacts que j'ai pris alors j'ai notamment eu l'impression que toute cette affaire était montée essentiellement pour utiliser les événements à des fins de politique intérieure et même personnelle³⁸⁰.

L'incident risque de compromettre tout le travail de reconstruction de l'image de la France, en particulier auprès de l'armée brésilienne. Alors qu'on négocie à la Haye un *modus vivendi* pour régler la pêche à la langouste, en plein milieu de la crise, un croiseur français quitte l'Hexagone pour sécuriser les vaisseaux, partis à destination des côtes du Nord-Est brésilien. Le moment inopportun suscite une réaction vigoureuse du gouvernement. Ainsi, l'amiral Suzano espère-t-il mobiliser toute l'escadre brésilienne pour défendre l'intérêt national face aux menaces étrangères. Il envoie donc une importante partie de la flotte de guerre arraisonner les vaisseaux français. L'invasion de l'espace maritime brésilien pourrait mobiliser les efforts militaires et ranger une partie des officiers derrière le Ministre. Le colonel Lallart est immédiatement mobilisé pour une mission d'espionnage dans les arsenaux de guerre de Rio. Il y évalue la capacité exacte de la marine brésilienne.

Durant tout le mois d'avril 1963, le gouvernement évoque la question à diverses reprises, sans qu'aucune décision ne soit prise. Le Sénat brésilien se saisit du problème, en convoquant, le 8 mai, l'ambassadeur du Brésil en France, Alves de Souza, pour qu'il s'explique devant la commission des affaires étrangères. Les sénateurs demandent à l'ambassadeur des éclaircissements, sur la manière dont les autorités françaises traitent les différents problèmes

³⁸⁰ *Ibid.*

bilatéraux. Carlos Alves de Souza révèle alors qu'il n'était pas tenu régulièrement informé par l'Itamaraty. Par exemple, certaines missions brésiliennes, chargées de négocier des points particuliers ne sont notifiées à l'ambassadeur que par l'entremise du gouvernement français³⁸¹. Harcelé de questions, l'ambassadeur passe à l'attaque, dénonçant l'action désordonnée des missions techniques dont les représentations diplomatiques ignorent souvent la venue, l'objet et les instructions³⁸². Carlos Alves de Souza confie alors à l'un de ses proches collaborateurs que « c'est dans son propre pays qu'il semblait ne plus être *persona grata*³⁸³ ». Pour Jean-Paul Angles, chargé d'Affaires de France, en remplacement de Jacques Bayens, rappelé par le gouvernement français, « c'est, d'ailleurs, le pouvoir législatif qui est en partie responsable de l'état des rapports franco-brésiliens puisque l'annulation de l'accord sur le *Port of Pará* a été décidée par le Sénat, en décembre dernier³⁸⁴ ».

La fracture politique continue de se creuser, entre le Sénat, le ministère des Affaires étrangères et la présidence. Les dossiers sur le différend franco-brésilien s'empilent. D'ailleurs, les répercussions de l'incident seraient moindres, voire nulles, si les relations franco-brésiliennes ne se trouvaient pas dans une situation si précaire. L'incident avec les langoustiers met en évidence le très faible soutien français à l'intérieur du gouvernement Goulart. Pour le chargé d'Affaires de France par intérim, J.-P. Angles, après cette affaire, « l'administration brésilienne ne cherche en aucune manière à poursuivre des négociations avec la France ». L'incident dresse le gouvernement français contre son homologue brésilien ; à Rio, l'ambiance devient peu favorable aux intérêts français et la crise politique sert désormais de prétexte aux administrations pour retarder toutes les démarches diplomatiques³⁸⁵.

La seule solution acceptable pour les deux pays est une entente interne, à l'insu de l'opinion publique, afin d'éviter une fuite d'informations vers la presse. Le règlement du litige serait tout d'abord officieux, sous la forme d'un *modus vivendi*, en attendant une réponse officielle, après l'étude par une commission *ad-hoc*. Face à cette conjoncture catastrophique, le gouvernement Goulart perd tout espoir d'une quelconque aide française. Le message du chargé de la chancellerie, à Paris, Pierre Foucher, adressé à Jean-Paul Angles, ne peut être plus clair :

D'une manière générale, on souhaiterait dépolitiser ce qui peut séparer nos deux pays [...]. On ne parlerait plus des relations franco-brésiliennes avant de pouvoir annoncer, le moment venu, le succès d'une mission envoyée en France et qui y aurait obtenu des crédits, parce que telle est, en définitive, l'unique préoccupation brésilienne.

³⁸¹ *Relations franco-brésiliennes*, chargé de la Chancellerie, Pierre Foucher, 9 mai 1963, AMAE, carton 45.

³⁸² *Télégramme à l'arrivée de Rio de Janeiro*, Jean-Paul Angles, le 10 mai 1963, AMAE, carton 45.

³⁸³ *La reprise des contacts franco-brésiliens vue de Rio*, chargé d'Affaires de France au Brésil, Jean-Paul Angles, avril 1963, AMAE, carton 45.

³⁸⁴ *Ibid.*

³⁸⁵ *Ibid.*

M. João Goulart, jusqu'ici peu attentif, dit-on, à la manière de voir de M. Alves de Souza, comme, d'ailleurs, à toutes les questions de politique étrangère, aurait été frappé par l'importance donnée, par les sénateurs, aux déclarations de l'Ambassadeur du Brésil à Paris. On peut se demander cependant si le président de la République, pour en tirer des conséquences, sur le plan économique, sera aussi habile manœuvrier, qu'il peut l'être, pour résoudre les crises internes, s'il aura assez de ténacité, pour résister aux pressions, dont il pourrait être l'objet³⁸⁶.

Le point de non-retour est atteint lorsque la France et le Brésil rappellent leurs ambassadeurs respectifs et les remplacent par des chargés d'Affaires. Désormais, pour remédier à la situation, la France attend la réaction brésilienne, sans quoi, le Quai d'Orsay ne prendrait aucune mesure pour débloquent les crédits de financement demandés par le gouvernement brésilien. Le problème se pose rapidement en termes économiques et financiers. En raison de la crise, le gouvernement français refuse de prêter une attention quelconque aux demandes brésiennes. Il pose le traitement des questions opposant les deux pays comme condition préalable.

Les différends bilatéraux ainsi que le problème de la pêche à la langouste contribuent à mettre une certaine distance entre les gouvernements brésiliens et français. Dans le cadre particulier de l'ambassade de France, cette situation renforce les liens que les diplomates français entretiennent avec les principales figures de l'opposition. En raison du conflit opposant la marine brésilienne et française, le gouvernement français a ressenti un besoin urgent d'informations. Pierre Lallart se déplace alors lui-même ou dépêche un groupe d'officiers pour estimer l'arsenal de guerre brésilien. À travers un certain nombre d'initiatives, il espionne la marine de guerre brésilienne, observe les bases aériennes militaires, rencontre l'opposition militaire, se réunit avec les chefs d'entreprise liés aux intérêts étrangers. Enfin, il se lie avec des hommes politiques hostiles au président de la République. Les difficultés diplomatiques franco-brésiennes lient l'attaché militaire à l'opposition militaire.

En pleine crise, le gouverneur de l'État de São Paulo, Ademar de Barros, redoutable adversaire du président Goulart est invité officiellement par le gouvernement français. Accompagné des représentants du Crédit Lyonnais et d'autres importantes compagnies françaises implantées dans cet État, ils sont reçus par les autorités politiques et militaires françaises, avec les honneurs de véritables représentants diplomatiques³⁸⁷. En octobre 1963, il établit même des relations avec Marcel Dassault et Sud-Aviation.

³⁸⁶ *Relations franco-brésiennes, op. cit.*

³⁸⁷ *Visite officielle d'Ademar de Barros au gouvernement français*, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, mai 1963, AMAE, carton 45.

Les contacts ne se limitent pas au gouverneur de São Paulo : sept mois après la guerre de la langouste, le général Ribeiro de Carvalho, ancien titulaire du portefeuille de l'Aéronautique, saisit l'attaché militaire, Pierre Lallart, pour étudier les possibilités d'achat par le Brésil de matériel aéronautique étranger, en particulier des hélicoptères. Il souhaite notamment visiter les usines Sud-Aviation³⁸⁸. Les contacts militaires ne s'affaiblissent pas. En plein crise, l'aéronautique est la principale cliente des industries françaises d'armement et acquiert, en cette année 1962, les premières unités d'hélicoptères légers, utilisés pour l'entraînement des troupes.

Lallart constate alors que les « rapports avec les trois Forces Armées sont marqués de la plus complète cordialité et souvent d'une grande confiance, [...] le Brésil prend conscience de la nécessité urgente de trouver une solution au contentieux franco-brésilien et de rétablir les conditions d'une coopération accrue avec la France³⁸⁹ ». À l'évidence, les affaires militaires sont largement limitées par les différends politiques, même si les relations personnelles entre les diplomates français et les hommes politiques brésiliens restent confiantes.

À la fin de l'année 1963, le discrédit du président atteint son paroxysme. L'ambassade de France mobilise alors tous ses réseaux, pour essayer de reprendre en main la situation bilatérale. Progressivement, des liens se renforcent avec des milieux d'opposition, prêts à passer à l'offensive. La France suit de près la dégradation de la situation politique nationale et assiste à la rupture finale en tant qu'observateur privilégié.

Ce n'est pas uniquement l'attitude des attachés militaires qui conduit à l'impasse diplomatique, mais toute une série d'éléments de la conjoncture nationale qui compromet la poursuite des négociations. Si les représentants diplomatiques avaient une vision plus lucide de la réalité, sans doute les relations bilatérales n'auraient-elles pas été conduites à l'impasse. Cependant, ni les ambassadeurs ni leurs attachés militaires n'avaient l'intention de remédier à l'incompatibilité entre l'entourage des présidents français et brésilien. Une question de culture politique se pose aussi et empêche le dialogue. Dans le cas contraire, une question si infime comme celle de la pêche à la langouste n'aurait pas envenimé des relations diplomatiques *traditionnelles*.

Jusqu'en 1960, les rencontres et les échanges militaires sont soumis à des priorités politiques, donc limitées dans leurs objectifs et réduits au rôle d'outil diplomatique. À l'exception de quelques hommes politiques qui partagent la même vision du monde, les liens franco-brésiliens concernent uniquement des secteurs très spécialisés de l'activité industrielle. D'ailleurs,

³⁸⁸ *Voyage en Europe du général d'armée de l'Air Ribeiro de Carvalho*, Jacques Bayens juillet 1963, AMAE, carton 45.

³⁸⁹ *Compte rendu mensuel de l'attaché militaire au Brésil*, Pierre Lallart, août 1963, SHD, 14S534.

ces échanges ont un faible impact sur la balance commerciale de la France et ne modifient pas sensiblement la balance de paiements courants. Les ministres se montrent donc de moins en moins prêts à négocier les différends financiers et l'irritation des milieux d'affaires vis-à-vis du gouvernement brésilien est alors croissante.

En septembre 1961, l'entrée en fonctions de João Goulart marque un tournant dans la perception de la vie politique brésilienne. Les relations bilatérales se tendent sous l'effet des maladresses des chefs d'État. Les diplomates ne trouvent donc aucune entente, en raison de la tendance tiers-mondiste du gouvernement brésilien et de la politique étrangère française. Dans un cas comme dans l'autre, ce sont les étapes de la construction d'une puissance nationale qui conduisent les deux pays à l'isolement. Les problèmes proviennent de différends financiers, en particulier des compagnies françaises nationalisées bien des années auparavant. D'ailleurs, la situation s'aggrave à cause des conflits économiques autour de la pêche à la langouste et du refus brésilien d'accorder une troisième ligne aérienne pour la compagnie Air France. Enfin, les difficultés économiques croissantes freinent la reprise de dialogue car le gouvernement français refuse de consentir au Brésil les emprunts sollicités depuis plus de trois ans. Le conflit politique devient irréversible lorsque le Quai d'Orsay refuse d'agréeer le nouvel ambassadeur brésilien à Paris, Vasco Leitão da Cunha, en même temps qu'il rappelle son ambassadeur au Brésil, Jean Binoche. En moins de deux ans, entre 1962 et 1964, les négociations bilatérales se trouvent dans une impasse jetant les représentants de la France au Brésil dans les bras de l'opposition. La propagande française est alors directement liée à la politique intérieure du gouvernement Goulart puisque l'ensemble des services de l'ambassade se consacre à résoudre les conflits bilatéraux.

Le transfert français vers l'armée brésilienne commence dans les années 20. Le rôle de la mission Gamelin est alors fondamental. La traduction de livres, la diffusion de revues, le contact avec les officiers brésiliens, créent une tradition francophile dans l'armée de terre et l'aviation brésiliennes. Le *clan français*, comme le désigne A. Buchalet est porteur de ces traditions mais ne joue pas un rôle politique déterminant. Le passage par la mission Gamelin n'entraîne pas la formation d'une tendance politique, c'est une étape dans l'apprentissage de l'état-major. Il ne permet donc pas de mobiliser les cœurs et les esprits.

Les hommes qui arrivent au Brésil après la Seconde Guerre mondiale sont issus sans exception des forces spéciales françaises. Leurs expériences influent en partie sur leurs actions puisqu'ils appliquent les techniques apprises durant la guerre : information, propagande, traque des réseaux adverses... Malgré la compétence des attachés militaires, ils ne parviennent pas à détacher la diplomatie militaire des relations politiques.

L'examen critique de la documentation montre que la France oriente sa politique étrangère en fonction de ses propres intérêts mais aussi des espaces laissés vacants par les États-Unis qui sont eux constamment présents. Il n'existe donc pas de grille d'analyse valable sans prendre en considération leur présence. Enfin, nous observons que l'anti-américanisme est certes un sentiment général partagé par Français et Brésiliens, mais qu'il ne suffit pas pour élaborer un projet politique.

La coopération militaire franco-brésilienne se renforce à partir de 1959, lorsque de nouvelles directives changent l'orientation des forces armées. Elles s'insèrent pleinement dans le projet de développement économique associé. Paradoxalement, sous l'éphémère gouvernement de Jânio Quadros (1961), on soumet à l'approbation le principal projet d'échanges de stagiaires depuis la mission Gamelin. Si la France et le Brésil partagent un désir de grandeur, néanmoins, ils ne conçoivent pas des rôles semblables pour leur pays. Le changement dans les relations ne provient pas d'une nouvelle perception du Brésil sur l'échiquier international mais d'un déplacement du centre d'intérêt français de l'Extrême Orient vers l'espace méditerranéen et atlantique.

Jusqu'en 1964, les relations militaires ont un impact limité sur les échanges franco-brésiliens. Après le coup d'État du 31 mars 1964, les attachés militaires reviennent sur le devant de la scène, comme acteurs principaux des relations franco-brésiliennes. Nous pouvons alors parler effectivement de diplomatie militaire française au Brésil. Ce rapprochement est possible grâce aux nombreuses années de propagande française auprès des élites brésiliennes mais, surtout, grâce aux affinités entre les officiers brésiliens et la doctrine française de la guerre révolutionnaire.

Partie 3
La guerre révolutionnaire.
Les affinités électives franco-brésiliennes
(1962 – 1974)

Dans les années 60, les gouvernements français et brésilien prennent leur distance politiquement mais se rapprochent militairement. L'anti-communisme semble une des principales raisons de ce rapprochement car il suscite une identification réciproque entre les officiers des deux armées. Il ne constitue pas le thème principal de la propagande française mais permet de trouver le dénominateur commun du camp occidental. Pluriel, l'anti-communisme s'exprimait de manière différente selon les champs politiques nationaux, en fonction du poids du parti communiste et selon les sensibilités politiques de l'époque³⁹⁰. Ses expressions françaises et brésiliennes entrent dans un rapport d'attraction réciproque et de renforcement mutuel.

Certaines analogies significatives et affinités de sens permettent l'élaboration d'une même *vision du monde*, une perception semblable de la conjoncture internationale qui rend possible le rapprochement des groupes politiques et la résolution des problèmes communs. En comparant les figures de l'ennemi et les techniques de combat, l'action militaire dérive d'un imaginaire anti-communiste marqué par l'entrée de l'Amérique latine en guerre froide. Le régime politique mis en place au Brésil, à partir de 1964, est la définition ultime d'une technologie de lutte contre le communisme.

Il n'est point nécessaire de convaincre les Brésiliens du danger que constituent les communistes pour le *statu quo*. Les références au communisme comme pathologie du corps social sont clairement identifiables depuis le soulèvement militaire de 1935³⁹¹. Il agit comme un catalyseur de la mémoire et modifie la vitesse de réaction des familles politiques, sous influence d'une idéologie capable, par sa seule présence, de déclencher une réaction dont l'objectif est d'altérer la constitution même de la société brésilienne³⁹². Il s'oppose à l'ordre politique et aux prérogatives militaires, menaçant ainsi les intérêts suprêmes de la nation.

La tentative du capitaine Luiz Carlos Prestes et de ses camarades de faire la révolution communiste au Brésil provoque une défiance définitive des militaires envers les communistes, en

³⁹⁰ Jean-Jacques Becker, Serge Berstein, « L'anticommunisme en France et l'histoire », *Vingtième Siècle – Revue d'Histoire*, n° 15, 1987.

³⁹¹ Le mouvement commence le 23 novembre 1935, à Natal. Commandée par des sergents, caporaux et soldats, la révolte s'étend à Rio de Janeiro, au 3^e régiment d'infanterie et à l'école d'aviation militaire. Tous les soulèvements se réclament de l'ANL (Alliance nationale de libération). La préparation du mouvement passe par Moscou, avec la participation d'une commission de membres des partis communistes de cinq pays différents, dirigé par le capitaine brésilien Luiz Carlos Prestes. En raison de la précipitation d'une des cellules, celle de Natal, le mouvement est rapidement mis en échec par les forces légalistes, commandées par le général Eurico Dutra. Le soulèvement suscite une réaction extrêmement violente du gouvernement Vargas (1934-1937) qui se raidit. Des milliers de personnes sont arrêtées, communistes, mais aussi sympathisants de l'ANL, socialistes, trotskystes et anarchistes. De plus, la peur du communisme réunit autour de Vargas des forces jusqu'alors dans l'opposition. Fort de ce soutien, en 1936, il peut faire passer de nombreuses mesures de renforcement de son autorité, notamment l'instauration de l'état de siège, jusqu'en 1937. Le régime s'achemine peu à peu vers la dictature.

³⁹² Gabriel Périès, « Du corps au cancer : la construction métaphorique de l'ennemi intérieur dans le discours militaire pendant la Guerre Froide. Partie 1 », *Cultures & Conflits*, 43, automne 2001, [En ligne], mis en ligne le 28 février 2003. URL : <http://conflits.revues.org/index864.html>. Consulté le 12 mai 2011.

particulier au sein des forces armées³⁹³. Nous devons nuancer la version officielle car le communisme au Brésil est une force politique peu représentative. Le PCB ne connaît que trois brèves périodes de légalité : 1922, pour trois mois ; 1927, pendant sept mois ; et de 1945 à 1947. Durant cette dernière période, les effectifs du parti seraient passés de 5 000 à 18 000. De plus, le parti obtient les meilleurs résultats dans le district fédéral, Rio de Janeiro, avec 36% des sièges, dans l'Assemblée municipale. Dans l'Assemblée nationale, les communistes remportent 14 sièges de députés et un de sénateur, Prestes lui-même. En mai 1947, la peur de voir les communistes arriver en tête des élections nationales, conduit le président Eurico Dutra à interdire le PCB, l'accusant d'être un parti de l'étranger et une extension de l'Union soviétique³⁹⁴. Dans l'illégalité, les communistes s'affilient à d'autres partis, notamment le PTB, de Getúlio Vargas. Ces revirements politiques causent l'indignation de nombreux officiers.

Du point de vue doctrinal, l'anti-communisme ne représente aucun programme puisqu'il se fonde essentiellement sur un principe d'opposition. Cependant, il permet l'agglutination de groupes et de tendances militaires, d'horizons assez divers, partageant la même frayeur des communistes. Dans l'armée, le mouvement est particulièrement fort et prend forme lors des élections pour la présidence du *Clube militar*³⁹⁵, ce collège d'officiers dont l'objectif est de promouvoir l'esprit militaire et de représenter l'intérêt des officiers.

L'infiltration communiste est un argument pour lutter contre d'anciennes rivalités politiques. La campagne contre les communistes est sévère durant le gouvernement Dutra mais s'amenuise sous la présidence Vargas. Sans conteste, elle se répercute à différents échelons de l'Administration nationale au point que tous les défenseurs du nationalisme sont assimilés à des *proto-communistes*. Le soulèvement de 1935 joue donc un rôle déterminant dans la construction de

³⁹³ Selon la version officielle, pendant les quatre jours de révolte, Prestes et ses camarades auraient commis plusieurs actes condamnables, conséquence des enseignements de la doctrine communiste. L'instrumentalisation du soulèvement militaire de novembre 1935 renforce considérablement l'anti-communisme dans les forces armées, dorénavant menacées de l'intérieur. Dès lors, l'anti-communisme devient un argument mobilisant d'autres secteurs de la société. Cf Rodrigo Patto Sá Motta, *Em guarda contra o perigo vermelho : o anticomunismo no Brasil (1917-1964)*, São Paulo, Perspectiva, FAPESP, 2002.

³⁹⁴ Lucas Figueiredo, *Ministério do silêncio...*, op. cit., p. 53-54.

³⁹⁵ Les campagnes pour la direction du collège d'officiers est l'objet de nombreux affrontements politiques, au sein de l'armée de terre. Cependant, le *Clube militar* est aussi un élément de liaison entre le milieu politique et les officiers, en ce qu'il traduit l'opinion de divers courants militaires sur les problèmes d'actualité. La formation d'une association pour briguer la direction du *Clube* est aussi une réaction aux prises de position du président Vargas, en particulier l'ambiguïté de son alliance avec Washington et son retournement en faveur de l'ancien rival, Prestes. Pour remédier aux défaites consécutives, face aux candidatures nationalistes, en août 1951, une Commission exécutive se réunit à Rio de Janeiro afin d'éveiller l'hostilité des officiers supérieurs à l'égard de la direction qui épouse les tendances neutralistes du gouvernement. Ce groupe se compose alors des colonels Humberto de Alencar Castelo Branco, Armando Vascolcellos, Estevão Taurino de Rezende Neto et l'ancien attaché militaire à Paris, João da Costa Braga. Tous sont des anciens élèves de l'ESG de Paris. De plus, ces officiers jouissent de l'appui d'un grand nombre d'anciens *tenentes*, à l'instar de Juarez Távora, Nelson de Mello et Alcides Etchegoyen. L'année suivante, ils décident d'une candidature commune, sous la bannière d'un nouveau parti militaire, la *Cruzada democrática* (Croisade démocratique). Le programme du groupe traduit son anti-communisme et son ambition d'un resserrement des liens avec Washington. Cf Antônio Carlos Peixoto, « Le Clube Militar et les affrontements au sein des forces armées (1945-1964) », Alain Rouquié, *Les partis militaires au Brésil*, Paris, PFNSP, 1980, p. 65-81.

la menace communiste car les auteurs exagèrent la force et la durée du soulèvement, qu'ils décrivent dans les moindres détails comme une trahison à l'intérieur des forces armées.

Dès les années 30, le communisme est analysé comme une tumeur maligne due à la multiplication anarchique des cellules dissidentes du tissu social³⁹⁶. Entre 1956 et 1961, l'imaginaire anticommuniste se cristallise autour du vocabulaire médico-chirurgical. La construction de l'ennemi comme une maladie du corps social sert à justifier le rôle thérapeutique des techniques militaires, utilisées alors pour soigner le corps malade. Par ailleurs, la période 1961-1964 connaît une forte expansion des associations et des organismes de lutte contre le communisme. Le plus souvent discrètes, ces associations ont laissé peu de traces et n'ont pas longtemps survécu. Néanmoins, il en existe qui jouent un rôle important dans le coup d'État du 31 mars 1964 contre João Goulart. Ces associations s'organisent et agissent dans la clandestinité, basées sur certaines règles de cloisonnement, de discrétion et d'organisation.

La diffusion de films, de revues, de livres et l'organisation de conférences confèrent force et direction aux sentiments et ambitions du public cible. La propagande n'est pas suffisante pour expliquer la prise de décision : elle ne fait que canaliser un sentiment déjà existant. Dans un pays où ce sentiment n'existe pas, le résultat de la propagande est nul³⁹⁷. Dans le cadre de la propagande française au Brésil, il ne s'agit pas de susciter l'anti-communisme mais de s'organiser en fonction d'une idéologie déjà dominante, en cherchant ses principaux porte-parole pour les convaincre de l'efficacité des tactiques françaises. À travers ses attachés militaires, l'ambassade de France identifie les principaux cadres anti-communistes et organise un travail d'assimilation de la lutte anti-subversive aux guerres coloniales. L'anti-communisme est ainsi construit comme la contrepartie du modèle français de l'entre-deux-guerres dont la référence est synonyme de défaite et d'échec militaire. Il permet de contourner la référence à la mission Gamelin (1920-1940) en créant un nouvel espace de dialogue avec les officiers brésiliens.

La doctrine française conçoit un appareil semi-clandestin de recherche et d'exploitation des renseignements, permettant la sauvegarde du *statu quo*. Conçue pour un contexte colonial, pourtant, elle s'adapte parfaitement à une conjoncture de luttes internes grâce à la polysémie de ses concepts. Le militant indépendantiste devient alors un adversaire communiste, tandis que l'armée de libération nationale se transforme en organisation communiste terroriste et le réseau de soutien à l'étranger des ramifications du communisme international. Ces mutations du sens politique ne sont donc pas des erreurs d'appréciation commises par des officiers ignorant tout de leurs adversaires, bien au contraire, les stratégies discursives permettent d'universaliser la menace

³⁹⁶ Rodrigo Patto Sá Motta, *Em guarda contra o perigo vermelho. O anticomunismo no Brasil (1917-1964)*, São Paulo, Editora Perspectiva, 2002, p. 76-82.

³⁹⁷ Serge Tchakhotine, *Le viol des foules...*, *op. cit.*

et de transformer le discours en une propagande extérieure. Lorsque les officiers brésiliens trouvent un intérêt à s'inspirer des expériences militaires françaises, la doctrine de la guerre révolutionnaire devient un outil de la propagande susceptible d'influer sur le choix de l'armement. En plus des associations clandestines anti-communistes, la transmission du savoir-faire français est directement liée à la naissance des services brésiliens de renseignement.

Nous nous interrogeons ici sur la continuité de la politique étrangère de la France à l'égard du Brésil. Tout d'abord, le point de départ est le transfert de la doctrine de la guerre révolutionnaire, analysée comme une véritable propagande politique. Parallèlement à l'initiative française, des mouvements spontanés et incontrôlés de transferts s'organisent qui modifient le contenu du message français. Ensuite, nous examinons le rapprochement entre l'attaché militaire et les officiers français, à travers l'analyse des relations diplomatiques, où Pierre Lallart assure la continuité des affaires politiques. Dans une certaine mesure, la primauté des affaires militaires sur les négociations politiques garantit le rapprochement diplomatique et rend possible l'alliance franco-brésilienne. Enfin, notre objectif est de comprendre en quoi la doctrine française sert de base à l'élaboration des principales réformes du Conseil de sécurité nationale et de la défense intérieure du territoire.

Chapitre 5 : La propagande militaire française auprès de l'armée brésilienne

La propagande peut se définir comme l'action psychologique qui met en œuvre tous les moyens d'information pour diffuser une doctrine, créer un mouvement d'opinion et susciter une décision. L'assistance matérielle et technique peut aussi être considérée comme une forme de propagande à travers les accords culturels entre les pays. Les exemples les plus courants sont l'installation des missions culturelles, l'attribution des bourses d'études, les facilités douanières pour la diffusion de livres, etc. La propagande est ainsi implicite avec la plupart de ces moyens. L'assistance technique obtient un résultat semblable avec l'importation d'un savoir-faire dans lequel la qualité technique étrangère constitue un motif de propagande³⁹⁸.

La propagande de l'armée française est orientée davantage vers la valorisation des éléments technologiques de sa doctrine que véritablement vers la vente d'un système de pensée. Avant tout, il s'agit de convaincre les officiers brésiliens de l'importance d'acquérir directement à la source la doctrine française. Si, dans le cas argentin, il est aisé d'évoquer une démarche de propagande pour commercialiser la doctrine française, en raison de la présence d'une importante mission militaire et technique au sein de l'état-major argentin, dans le cas brésilien il existe plusieurs biais pour l'introduction de la doctrine française. Le premier passe par les revues militaires qui laissent leurs lecteurs libres de choisir les éléments à retenir. Le deuxième passe par l'ESG de Rio, où l'interprétation plus politique transforme les acceptions originales de la doctrine française. Enfin, les attachés militaires essaient de détourner l'attention des Brésiliens vers les développements récents de la politique de sécurité et défense en France.

Deux éléments du contexte politique viennent modifier cet état des choses. D'une part, les usages que l'armée argentine fait de la doctrine française, dans le cadre de la lutte contre les mouvements révolutionnaires sur son territoire. D'autre part, la proscription en France des principaux doctrinaires de la guerre révolutionnaire, accusés de conspiration contre le chef de l'État après l'indépendance de l'Algérie. Il convient donc de resituer les relations franco-brésiliennes à l'aune de ces nouveaux éléments, pour comprendre en quoi le passage à la clandestinité de différents officiers conduit à un rapprochement politique discret, sans précédent dans l'histoire des deux pays.

En 1959, la doctrine de la guerre révolutionnaire est pleinement acquise par les professeurs de l'ESG qui la propagent auprès des élites industrielles. Conscients de cet intérêt pour la pensée française, les attachés militaires proposent de réorganiser la « mission » des forces armées françaises à l'étranger dans le sens d'une valorisation de cette doctrine. Pour ce faire, tout

³⁹⁸ *A estratégia psico-social*, colonel Ito Justino da Matta Garcia, 1959, ESG, C-19-59.

d'abord, on insiste sur le besoin d'utiliser une bibliographie française, acquise officiellement à travers un travail de diffusion d'ouvrages par l'ambassade de France. Dans ce cas, la mission de propagande est directement rattachée au ministère de l'Information, seul capable d'augmenter ou de diminuer les crédits consacrés à la distribution de revues, d'ouvrages ou de tout autre matériel de propagande.

Pour comprendre ce processus d'appropriation par les forces armées brésiliennes des technologies françaises, nous observons les transferts doctrinaux vers l'ESG. Ainsi, nous interrogeons la nature de la doctrine française, ses racines et les éléments mis en avant par les principaux auteurs traduits au Brésil. Enfin, il convient de situer l'importance de l'ESG dans l'appropriation de la doctrine française par les élites brésiliennes. Elle permet la formation d'une nouvelle doctrine, propre à l'armée brésilienne mais entièrement inspirée des conceptions françaises, en gestation depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les transferts de la doctrine française au Brésil

Plus qu'une doctrine politique formelle, élaborée pour une région donnée, à un moment précis, la doctrine de la guerre révolutionnaire (DGR) est une manière de voir le monde, une école de pensée. Sa force est justement d'universaliser la menace intérieure : elle s'applique à toutes les conjonctures politiques où le *statu quo* est mis en péril. Elle offre une réponse tactique et technique aux luttes intérieures qui affaiblissent le gouvernement ou les structures de la domination. Si, de 1945 à 1980, les auteurs et les interprètes de cette école de pensée concentrent leur attention sur la menace communiste, c'est en raison de l'importance de la guerre froide qui domine l'horizon politique américain et européen. Pourtant, la guerre révolutionnaire produit un vocabulaire qui se veut universel, celui d'une menace intérieure et répond à l'exigence d'une période où l'affrontement politique devient l'enjeu central de la guerre. En retour, l'extension géographique de la guerre froide est le produit de la mondialisation de registres de vocabulaire qui deviennent communs à la quasi-totalité des acteurs politiques de la planète. Ils fonctionnent comme des instruments de communication, à la fois sur la scène intérieure et sur la scène internationale.

Les réseaux de diffusion de la DGR sont multiples et échappent au contrôle de l'armée française – d'où elle est issue – et consolident autant de versants nationaux qui font sa force par la multiplication des alliances internationales. Ainsi, les idées françaises parviennent-elles aux officiers brésiliens par différents réseaux. Tout d'abord, par les stages en France. Les officiers brésiliens envoyés en France, en particulier à l'ESG de Paris, rapportent une bibliographie

nouvelle, qui dès 1953 se concentre sur la recherche et l'exploitation des renseignements, mais aussi, à partir de 1956, sur la guerre psychologique et, après 1958, sur la guerre révolutionnaire. Par ailleurs, un grand nombre d'officiers brésiliens francophones traduisent des articles de revues militaires françaises dans les principaux périodiques militaires, en particulier le *Mensário de Cultura Militar* et *A Defesa Nacional* ; ces articles permettent une compréhension détaillée de la DGR car ils s'appuient directement sur l'expérience des officiers français combattant la guérilla vietminh et algérienne. Enfin, dès 1956, les échanges avec les officiers argentins, en particulier dans l'état-major de l'armée argentine, suscitent un intérêt de plus en plus grand de la part des dirigeants militaires brésiliens.

Les écrits aussi bien que les enseignements reçus, contribuent à créer la légende des « croisés des temps modernes » : les officiers parachutistes et les troupes paramilitaires en lutte contre le communisme international, en Indochine et en Algérie. La bibliographie des conférences de l'ESG de Rio sur la guerre révolutionnaire s'appuie donc sur les écrits des officiers français. D'une part, l'œuvre du lieutenant-colonel David Gallula, *La Contre-insurrection. Théorie et pratique*, de 1960, parvient au Brésil par l'intermédiaire de l'école des forces spéciales états-uniennes, à Fort Bragg. D'autre part, le livre du colonel Gabriel Bonnet, *Les guerres insurrectionnelles et révolutionnaires : de l'antiquité à nos jours*, de 1959, permet une lecture fine des expériences françaises. Le premier fait partie du registre bibliographique d'un nombre important d'officiers brésiliens, qui l'interprètent ; tandis que le second traduit en portugais dès 1963 est une lecture obligatoire pour toute personne inscrite dans les séminaires de l'ESG de Rio.

Le principal espace d'appropriation de la doctrine française n'est pas l'ESG de Rio. Au contraire, ce sont les maisons d'édition des principales revues militaires, c'est l'espace de dialogue au sein de l'état-major de l'armée de terre, avec ses bulletins d'information réguliers ; ce sont, aussi, des officiers marginalisés dans la politique gouvernementale, souvent en déplacement : de brillants élèves des écoles militaires supérieures. L'ESG de Rio est le lieu où se cristallise ce débat d'idées, où la doctrine de la guerre révolutionnaire domine les différentes autres acceptions de la guerre, pour s'affirmer comme doctrine politique de l'élite industrielle et politique. Ainsi, pour comprendre l'intérêt de la France pour la diffusion de sa doctrine, nous devons observer l'ascension de la DGR. En effet, l'intérêt pour une élite militaire marginalisée dans la vie politique nationale et exclue des fonctions de commandement n'intéresse que peu une ambassade de France en quête d'interlocuteurs politiques.

La guerre froide contribue à la diffusion du modèle occidental d'État-nation et son garde-fou : une technologie de contrôle social pour prévenir toute menace pour ce modèle. Cette forme d'occidentalisation prend la suite de l'œuvre coloniale. Les gouvernements latino-américains

puisent dans les ressources idéologiques et les méthodes de construction étatique, proposées par les États-Unis et les Européens pour transformer en État le produit du transfert d'une construction juridique exogène. Le temps de la guerre froide est celui de la prétention au contrôle territorial par les élites anti-communistes. Les États reproduisent l'affrontement de la guerre froide à l'intérieur des frontières afin de recevoir des armes et de l'argent, dans le but de préserver les régimes. Au demeurant, l'aide militaire permet aux régimes d'exercer la violence sur les populations, certes pour garder le pouvoir, mais aussi pour accumuler les richesses et du pouvoir et consolider l'État.

Dans les années 50, la diffusion de la guerre révolutionnaire n'est pas seulement le fait de Français ayant séjourné au Brésil ou de militaires brésiliens ayant importé des séjours parisiens un certain nombre de savoirs ou de livres. Il existe un détour à l'introduction de cette doctrine : un détour argentin mais aussi un détour par l'ambassade de France. Les attachés militaires sélectionnés parmi les vétérans des guerres coloniales arrivent au Brésil avec leur propre bagage intellectuel – forgé à l'aune d'un horizon de combats idéologiques. De cette doctrine, ils impriment les traces dans la publicité qu'ils font aux écoles militaires brésiliennes. L'historien peut alors cerner le double caractère de cette diffusion : d'un côté réfléchi et de l'autre spontanée et non-étatique. La correspondance diplomatique atteste de cette image de la France au Brésil, toutefois, rien ou très peu n'est véritablement dit sur le transfert de cette doctrine vers l'ESG. L'intérêt du ministère français de la Défense est véritablement de renforcer les ventes à l'armée brésilienne et dans ce cadre, la doctrine n'est plus qu'un moyen de propagande, directement lié à la vente de matériels militaires.

Dès 1953, Albert Buchalet, attaché militaire français au Brésil, veut approfondir les relations entre les deux armées afin de « maintenir ou d'accroître notre influence militaire et politique » au Brésil³⁹⁹. Il propose ainsi de « mettre sur pied un système régulier d'envoi de conférenciers militaires [...] qui professerait à l'École d'état-major, à l'École supérieure de guerre, à l'École de guerre navale, à l'École de guerre aérienne⁴⁰⁰ ». Le colonel Buchalet va plus loin en proposant d'organiser la propagande culturelle militaire car « dans l'ordre de la propagande, nous semblent absolument lamentables⁴⁰¹. Selon lui, son successeur doit « faire l'effort sur la diffusion de publications militaires et techniques et d'organiser la diffusion de bibliographies commodées avec prix des ouvrages militaires français⁴⁰² ». Il s'agit aussi de « mener auprès des milieux militaires, qui sont très influents, une propagande en faveur de l'Union Française et de notre

³⁹⁹ *Rapport de fin de mission de l'attaché militaire français au Brésil*, Albert Buchalet, 15 juin 1953, AMAE, carton 54.

⁴⁰⁰ *Ibid.*

⁴⁰¹ *Ibid.*

⁴⁰² *Ibid.*

action coloniale⁴⁰³ ». Ses propositions renforcent considérablement la compétitivité de la France, en rappelant son « matériel de classe internationale à vendre » : auto-mitrailleuses, chars légers, jeep, appareils électroniques, etc. Il n'est donc pas insensible à la situation de dépendance du Brésil et saisit le cœur du problème, c'est-à-dire le refus états-unien d'accorder des licences de fabrication et de former des techniciens brésiliens pour entretenir le matériel vendu. Ainsi, en faisant suivre immédiatement d'offres commerciales, en particulier, « des facilités de paiement, la cession de licences de fabrication, la promesse d'aide technique pour faciliter la fabrication éventuelle (même partielle) au Brésil de ces matériels et des pièces de rechange⁴⁰⁴ », la France prendrait de l'avance par rapport aux offres états-uniennes.

Cependant, Jean Tassel, succédant à Albert Buchalet à l'ambassade de France à Rio, insiste auprès de l'état-major français, dès 1955, et il souligne une fois de plus l'intérêt des stages brésiliens à Paris : l'armée de terre envoie chaque année un colonel suivre les enseignements de l'ESG de Paris. Quand il revient au Brésil, il se voit souvent confier un poste important à l'état-major, « où il défend les intérêts français »⁴⁰⁵. Les anciens élèves de l'ESG de Paris organisent des conférences, proposent des débats et ouvrent des nouvelles perspectives pour la diffusion de la pensée militaire française. Il est nécessaire d'indiquer que l'intérêt pour la doctrine française provient, avant tout, des Brésiliens eux-mêmes et ne résulte pas uniquement d'une propagande française auprès de l'armée brésilienne. Celle-ci s'organise par tâtonnements, fondée sur l'intérêt qu'ont les officiers brésiliens pour l'expérience coloniale française, afin de consolider un marché pour les industriels français de l'armement, récemment remis d'une longue période de réarmement de l'armée française.

Il convient de rappeler ici que l'idée d'une concurrence mimétique entre le Brésil et l'Argentine n'est pas à exclure : ennemis héréditaires, leur édifice défensif se construit sur la base de cet antagonisme, réel ou supposé. Les forces armées s'observent et, souvent, s'inspirent mutuellement de leurs modèles, le plus souvent dans un contexte de confrontation armée internationale. Cependant, il est assez peu important si elles entrent ou non en guerre car elles observent, quoi qu'il en soit, les stratégies et les tactiques de leurs amis et ennemis, en particulier les technologies militaires⁴⁰⁶. L'armée brésilienne aurait importé de son homologue argentin des versants des doctrines anticomunistes, transmises par l'armée française. Ainsi, les institutions militaires présentent entre elles certaines ressemblances.

⁴⁰³ *Ibid.*

⁴⁰⁴ *Ibid.*

⁴⁰⁵ *Position de la France au Brésil au point de vue de la pensée militaire et du matériel de guerre*, Jean Ducousso-Tassel, 13 décembre 1955, SHD, 14S538*.

⁴⁰⁶ Alexandre Barros, *The brazilian military : professional socialization, political performance and state building*, thèse de doctorat de philosophie, University of Chicago, 1978, p. 4.

Dans la logique française, les officiers des écoles militaires françaises deviennent, dès leur retour, des foyers propagateurs de la culture militaire française. Cependant, il ne s'agit pas de n'importe quelle culture. Nous observons une spécialisation importante des stages proposés à l'armée de terre brésilienne, en particulier à partir de 1958. Notons que la mission militaire française en Argentine s'officialise, à quelques mois près, durant la même période.

Les réseaux de diffusion de la doctrine française sont multiples mais se concentrent dans le spectre des droites anti-communistes. Il n'est pas du tout exclu que le travail de propagande de l'armée française au Brésil joue un rôle majeur dans les transferts doctrinaux. La difficulté à le distinguer est justement celle d'attribuer une vie propre aux idées proposées initialement par des hommes. Ainsi, si la propagande française s'organise en fonction des prérogatives du ministère français des Armées et de l'état-major des armées, sous son commandement, il n'est pas possible de parler de propagande avant 1956. C'est à ce moment-là que la Direction générale de l'armement estime que les réserves françaises en armement sont suffisantes et que la France peut désormais exporter sa technologie. Car l'objectif de la propagande est de changer l'orientation des dirigeants politiques pour peu qu'elle soit défavorable à la France, dans le sens de leur reconversion à la technologie française. Par ailleurs, la propagande peut s'adresser aux commandants des grandes unités militaires ou simplement à des colonels en pleine ascension dans leur carrière. Dans ce cas, son objectif est d'influer sur le choix de l'armement, sur le choix d'un modèle militaire et, surtout, de consolider l'appui à la France, dans une armée de terre de moins en moins disposée à acheter le matériel états-unien. Les raisons d'un épuisement du modèle états-unien sont dans les obligations d'employer l'armement selon les prérogatives du Pentagone. En d'autres termes, en achetant des armes états-uniennes, le Brésil s'engage, sur contrat, à suivre la politique étrangère des États-Unis. Il semble que sur ce dernier point, les attachés militaires aient été particulièrement insistants, jusqu'à ce que le Pentagone, lui aussi, importe la technologie française de contrôle social. Ainsi, on observe une nouvelle orientation à partir de 1956 et, notamment, après 1959. Nul ne doute que la politique atlantiste de la France ne modifie considérablement la mission des attachés militaires car ils acquièrent une place centrale. Dès lors qu'il s'agit de transférer au ministère des Affaires étrangères les officiers indésirables en métropole. Pour la France, l'intérêt est donc d'isoler de la scène nationale certains militaires jugés dangereux pour la stabilité du gouvernement. Ce faisant, les principaux émules de la doctrine de la guerre révolutionnaire dominent la politique étrangère de la France.

En vertu de l'absence d'archives, à l'Itamaraty, sur les activités brésiliennes en France, il est très difficile de confirmer nos hypothèses sur l'intérêt du Brésil à collaborer avec les alliés dans le combat international contre le communisme. Ainsi, la rareté des sources ne permet pas de vérifier

l'hypothèse concernant l'extension des réseaux anticomunistes de Paris à Rio, en passant par Lisbonne. Il convient tout de même de rappeler l'importance de ces réseaux pour la création d'un moule idéologique, à l'intérieur de l'OTAN, dont la priorité est de combattre la menace communiste dans les pays où le parti communiste est particulièrement influent. La France est alors avec l'Italie le principal théâtre d'affrontements de la guerre froide. Les contacts avec les dirigeants de la CIA aussi bien qu'avec ceux du SDECE contribuent à consolider des liens discrets, le réseau des *stay behind*⁴⁰⁷. Ce projet international prévoit l'installation de plateformes opérationnelles dans des sites stratégiques, qui abriteraient des caches d'armes, d'explosifs et d'équipements militaires, nécessaires, en cas d'attaque soviétique⁴⁰⁸. Au demeurant, ces réseaux anti-communistes, qu'ils soient vrais ou vraisemblables, sont constitués en même temps que les premiers stages d'officiers brésiliens dans l'ESG de Paris. Il existe de toute évidence une préoccupation internationale autour de la menace communiste.

Dès 1948, des stagiaires brésiliens sont envoyés à l'ESG de Paris. Leur nombre va croissant jusqu'en 1952, neuf au total, mais il redescend à un seul, en 1955. En 1954, l'ESG commence à peine son cycle d'études consacré à la guerre révolutionnaire ; en deuxième année de stage, les colonels prennent contact avec ce débat d'idées. Les enseignements dispensés à l'ESG de Paris s'apparentent beaucoup à ceux de l'école d'état-major brésilienne et à l'Académie nationale de guerre des États-Unis (*National War College*). Au moment de la plus grande effervescence autour des applications de la doctrine de la guerre révolutionnaire en Algérie, en 1957, sept lieutenants-colonels et colonels suivent la deuxième année de stage à l'ESG de Paris⁴⁰⁹. À leur retour, ils dispensent un enseignement à l'ECEME. Ils gardent donc une attention constante sur le développement et les innovations des forces armées étrangères, en particulier celles des pays amis.

Dans ce cadre, l'état-major brésilien n'entend pas seulement envoyer des élèves-officiers en formation en France, il veut s'approprier ces techniques par le biais d'enseignants brésiliens, capables de les retransmettre et de les utiliser. Ainsi, les meilleurs élèves de chaque promotion de l'ECEME bénéficient-ils d'un stage à l'étranger d'un an. Parallèlement, l'état-major accueille de nombreuses personnalités françaises : des professeurs à l'École technique de l'armée de terre (IME – *Instituto militar de engenharia*) et des officiers de ESG-Aérienne. Les voyages de l'ESG-A sont particulièrement importants car leur objectif est de constituer un réseau pour les élèves de cette école. Ceux-ci arrivent à Rio de Janeiro, pour la première fois, le 17 juin 1957, dans un

⁴⁰⁷ Daniele Ganser, *NATO's Secret Armies: Operation GLADIO and terrorism in Western Europe*, New York, Franck Cass, 2005.

⁴⁰⁸ Paul Aussaresses, *Pour la France...*, *op. cit.*

⁴⁰⁹ Les lieutenants-colonels Felipe Vianna, Hélio Richard, José Magalhães Antônio Lopes, Álvaro Monteiro Funari Neto et José Rezende Pereira Neto.

voyage retour d'Argentine, comprenant aussi les Antilles françaises et la Guyane. Le lendemain de leur arrivée à Rio, ils prononcent une conférence à l'ESG, sur les problèmes français de défense contemporains.

La doctrine de la guerre révolutionnaire se consolide aux alentours de 1957 à travers les synthèses des colonels Augusto Fragoso, Carlos Luis Guedes et Alfredo Souto Malan, prononcées en forme de conférence pour les élèves du Cours supérieur de guerre, à l'ESG. Leur travail de propagation d'une nouvelle doctrine au sein de l'état-major est épaulé par les trois officiers détachés en Argentine, en octobre 1961, les lieutenants-colonels Váler Mesquita de Siqueira et Danilo da Cunha e Mello, ainsi que le commandant Paulo Campos Paiva⁴¹⁰. En dépit des relations difficiles entre ces officiers considérés alors comme modernisateurs et l'attaché militaire à Buenos Aires, le colonel Assis Brasil (1957-1960), le chef de l'état-major insiste sur l'intérêt d'envoyer quelques officiers à l'école militaire et à l'état-major où enseignent des spécialistes français de la guerre révolutionnaire⁴¹¹. La courte durée des stages peut s'analyser comme un résultat des rivalités politiques entre les deux pays, en particulier autour de la primauté des études sur la guerre révolutionnaire, une technologie de plus en plus convoitée pour l'élaboration des services d'information efficaces.

Mais la situation change dès 1961, lorsque le colonel Humberto de Souza Mello assume les fonctions d'attaché militaire du Brésil à Buenos Aires. Il entretient alors une correspondance suivie avec le chef de la 2^e session de l'état-major de l'armée de terre, le colonel Newton Castelo Branco Tavares, sur le premier stage interaméricain destiné à l'étude de la guerre révolutionnaire⁴¹². Aussi bien le colonel Mello que son collègue Tavares participent activement à l'élaboration du SFICI, depuis 1956. Il existe par conséquent une corrélation entre les dates indiquant la nomination des officiers supérieurs notoirement anti-communistes et francophiles à des postes clés de la stratégie d'insertion internationale du Brésil.

Ces échanges militaires restent marginaux en raison du manque des ressources financières dédiées à la coopération militaire. La réduction des frais consacrés à la formation militaire supérieure, dans les années 60 stimule, paradoxalement, les relations militaires avec l'Argentine, alors que l'envoi des stagiaires en France se limite à la seule ESG de Paris. Entre 1959 et 1963, le nombre d'officiers en stage subit d'importantes variations et atteint pendant cette période cinq officiers par promotion de deux ans. Les foyers militaires de discussions et de propagation de l'arme psychologique restent à l'écart des accords franco-brésiliens ; mais les échanges discrets

⁴¹⁰ João Roberto Martins, « A educação dos golpistas : cultura militar, influência francesa golpe militar de 1964 », texte présenté dans le congrès *The cultures of dictatorship*, Université de Maryland, 2004.

⁴¹¹ *Ibid.*

⁴¹² *Ibid.*

entre l'ESG de Rio et l'IHEDN ouvrent un espace de dialogue indépendant du contrôle ministériel.

Les échanges s'intensifient au fur et à mesure que des militaires proches des réseaux français gravissent la hiérarchie militaire. Avant de quitter l'ambassade de France, André Normand souligne à Henri Lemond :

Il faut suivre de très près chaque année la question de l'envoi des stagiaires de l'Armée de Terre et de l'Aéronautique à l'École Supérieure de Guerre correspondante. [...] Chaque année également, il y a lieu de provoquer la désignation du ou des professeurs de l'École Technique de l'Armée qui ira suivre en France un cours de perfectionnement. Enfin, il faut profiter des facilités offertes par le Secrétariat d'État aux Affaires Économiques pour obtenir que le plus grand nombre possible de bourses techniques soit accordé aux Officiers brésiliens, ingénieurs militaires⁴¹³.

S'agit-il de renouer avec un courant de pensée militaire établi dans les années 20 ? Selon l'attaché militaire, l'intérêt porté à la pensée militaire française tiendrait à la « fidélité du souvenir des anciens formés par nos missions, mais aussi aux affinités intellectuelles entre les Brésiliens et nous⁴¹⁴ ». La réponse n'est pas univoque puisque la mission militaire française (1920-1940) ne constitue pas un facteur de création de groupe et son prestige dans le cercle d'officiers supérieurs est au plus bas. La référence à la mission Gamelin est abandonnée afin d'orienter l'armée vers la recherche de nouvelles doctrines. Humberto de Alencar Castelo Branco, ancien stagiaire de l'ESG de Paris, cherche des bases pour la doctrine militaire brésilienne, depuis son retour d'Italie. En contact avec des nouveaux procédés et règlements militaires, en provenance des États-Unis, il se rend compte de l'épuisement du modèle militaire français de l'entre-deux-guerres⁴¹⁵. En 1957, devant l'auditoire de l'ESG de Rio, il explique :

La Mission militaire française, imbue de la doctrine militaire de son pays, conçoit un type de guerre différent de l'offensive statique. Bien au contraire, elle préconise la retraite, l'abandon des frontières et la recherche de positions sûres à l'intérieur du territoire. Cette conception a créé une mentalité propre, qui voit l'apogée de la défensive⁴¹⁶.

⁴¹³ *Rapport de fin de mission du général André Normand, attaché militaire, naval et de l'air*, André Normand, 1^{er} août 1959, SHD 10T1108*.

⁴¹⁴ *Rôle des forces armées françaises dans l'effort de propagande et d'expansion actuellement appliqué sur le Brésil*, André Normand, 1958, 10 T 1108*.

⁴¹⁵ Gustavo Moraes Rego Reis, *Gustavo Moraes Rego Reis (depoimento, 1992)*, Rio de Janeiro, CPDOC, 2005. 144 p. Dat. P. 13.

⁴¹⁶ *Doutrina militar brasileira*, Humberto de Alencar Castelo Branco, 1957, ESG, C₂ 15 57.

Ces déclarations rejettent entièrement l'héritage français devant un auditoire composé en majorité d'officiers diplômés de la mission Gamelin. Comment parler de prestige de la mission Gamelin alors même qu'on rappelle son incapacité à vaincre l'ennemi héréditaire de la France, l'Allemagne ? Dans ces termes, il est illusoire de rechercher dans les anciens élèves de la mission française un réseau politique ou même militaire qui appuierait les relations franco-brésiliennes. Bien au contraire, on observe qu'un nombre très grand de diplômés de cette mission ne suivent pas de carrière politique et deviennent de grands administrateurs ou tout simplement se maintiennent à l'écart des violents débats sur les orientations politiques des dirigeants brésiliens. Les facteurs de formation d'un groupe sont à rechercher ailleurs, dans les affinités entre anti-communistes français et brésiliens.

Ainsi, plus qu'un attachement à la France, on devrait évoquer l'anticommunisme comme principal élément de rapprochement entre militaires français et brésiliens. Il s'agit « d'étendre les liens entre les armées française et brésiliennes afin de faire bénéficier l'armée brésilienne des doctrines modernes et de l'évolution de la pensée militaire française aux plus hauts échelons⁴¹⁷ ».

Si les échanges officiels restent marginaux et limités à certains dossiers, en particulier la coopération militaire dans l'Atlantique Sud, néanmoins la circulation de revues militaires françaises constitue le principal moyen d'expansion de la doctrine de la guerre révolutionnaire. Les revues véhiculent des idées nouvelles, comme en témoigne le général Gustavo Moraes Rego :

[Le général] Castelo [...] m'a enfin demandé sans ménagement, ce que je lisais. C'était ma rédemption. J'avais acheté un livre pour le long voyage en bateau, *La Défense Nationale*, une collection de conférences de militaires et de civils prononcées au Centre de Sciences Politiques de l'Institut Juridique de Nice, publiée en 1958. Un livre imposant de plus de six cent pages et très annoté, comme à mon habitude. Castelo [...] déclara ne pas connaître le livre et me sollicita pour l'amener le lendemain afin de le lui prêter⁴¹⁸.

L'ouvrage collectif publié aux Presses Universitaires de France reproduit les actes d'un colloque organisé par le Centre des sciences politiques de Nice, en 1957⁴¹⁹. En plus du contenu de l'ouvrage, son insertion dans un contexte politique et militaire marque un virage dans les études militaires et civiles sur la guerre révolutionnaire. Cette ample production ne peut se comprendre qu'en lien avec les débats sur les pratiques de l'armée française pendant la guerre d'Algérie. La date et l'objectif des ouvrages et des colloques sembleraient donc très significatifs.

⁴¹⁷ *Proposition de liaisons entre établissements d'enseignement militaire supérieurs français et brésiliens*, Jacques Bayens, janvier 1961, AMAE, carton 54.

⁴¹⁸ Gustavo Moraes Rego Reis, *Gustavo Moraes Rego Reis (depoimento, 1992)*, Rio de Janeiro, CPDOC, 2005. 144 p. Dat. P. 15.

⁴¹⁹ *La défense nationale*, Centre de sciences politiques de l'Institut d'Études juridiques de Nice, Presses Universitaires de France, 1958.

En 1957, la *bataille d'Alger* fait rage et ce dont les différents auteurs et intervenants vont débattre c'est de la légitimité de la pratique des interrogatoires « policiers », de l'issue de la bataille en cours et, surtout de la détermination du contenu politique qu'il convient de lui attribuer.

André Normand confirme l'importance des revues pour la diffusion de la pensée militaire française : « dans un récent numéro d'un Bulletin d'Information du Ministère de l'Aéronautique, 9 articles sur 15 sont empruntés à des publications françaises : Revue Militaire Générale, Revue de Défense Nationale, Forces Aériennes Françaises, Revue Militaire d'Information⁴²⁰ ». Le sommaire affiche un grand nombre d'articles concernant la « guerre psychologique », « la guerre d'Indochine » et un numéro spécial de la *Revue de Défense Nationale* entièrement consacré à l'étude de la guerre révolutionnaire. Classés sous la rubrique « généralités » de la *Revue Militaire d'Information*, de 1957, on dénombre treize articles traitant directement de ce thème, 56 consacrés à des sujets proches ou similaires. On trouve aussi une dizaine de livres et de revues publiés et diffusés dans différents pays. Les numéros de la *Revue Militaire d'Information* et de la *Revue de Défense Nationale* attirent particulièrement notre attention car ils traduisent la doctrine officielle de l'état-major français, avant 1960. Par ailleurs, ces deux revues sont régulièrement distribuées par l'attaché militaire français, lors de ses rencontres à l'ambassade de France. À l'évidence, la propagande culturelle militaire revendiquée par Albert Buchalet, quelques années auparavant, porte de nombreux fruits.

La traduction d'articles français sur la guerre révolutionnaire est le plus souvent le résultat d'un travail collectif entrepris par certains lieutenants-colonels et colonels inspirés de documents français. Le lieutenant-colonel Potyguara, fils d'un ancien combattant français de la Première Guerre mondiale, stagiaire de l'ESG de Paris en 1951, est un des principaux traducteurs de la guerre révolutionnaire, qu'il introduit dans le *Mensário de Cultura Militar do Estado Maior do Exército*⁴²¹. Dès 1958, il traduit des articles contenus dans la *Revue Militaire d'Information*. En 1959, lorsque le général Fragozo prononce sa première conférence sur la doctrine de la guerre révolutionnaire devant un auditoire d'officiers supérieurs, industriels, juristes et professeurs et il utilise une bibliographie française⁴²². Dans le même registre, la plupart de conférences sur les thèmes de la DGR, écrits à partir de 1956 utilisent une bibliographie française émanant des organes officiels de l'état-major des armées françaises. Ainsi, les deux principales revues de valorisation de la pensée militaire française, la *Revue Militaire d'Information* et la *Revue de Défense nationale*, traduisent l'idéologie dominante dans les élites françaises. Par conséquent, aucun des

⁴²⁰ *Rôle des forces armées françaises...*, *op. cit.*, SHD, 10 T 1108*.

⁴²¹ Cité dans Maud Chirio, *La politique des militaires...*, *op. cit.*, p. 145.

⁴²² *Introduction à l'Étude de la Guerre Révolutionnaire*, Augusto Fragozo, 1959, ESG, C-85-59.

articles ne se base sur des idées condamnées ou dénoncées par les autorités françaises, bien au contraire.

Nous dénombrons plusieurs écrits purement doctrinaux :

- « La guerre révolutionnaire », par le commandant Jacques Hogard, *Revue de Défense Nationale* (Décembre 1956, Janvier – 1957) ;
- « La révolution en Algérie », par R. Schaefer, dans *France-Empire* ;
- *Contre-Guérilla* de P. Rolland, éd. Lauvois ;
- *La Chine du nationalisme au Communisme*, J.-J. Brieux, éd. Du Seuil ;
- *L'étoile contre la croix*, de R.P. Dufay, Casterman ;
- « La victoire de l'armée sur la guérilla communiste », par J. Denfreville, *Revue de Défense Nationale* (Octobre – Novembre 1955) ;
- « La guerre en Indochine », de Général Chassin, *Revue de Défense Nationale* ;
- *Le vietminh et la guerre psychologique*, par Yvonne Pagniez, éd. Du vieux Colombier.

La plupart de ces articles citent les écrits de révolutionnaires communistes, tel que Lénine, dans *Que Faire ?* (1921), Trotski, *La Révolution Bolchévique* (1926) et Mao Tsé Tong *La guerre révolutionnaire en Chine* (1936). Les citations ont pour unique fonction de légitimer les affirmations des officiers français qui reproduisent dans leurs articles les enseignements de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et de l'ESG de Paris. L'armée française fait sienne la guerre révolutionnaire et s'approprie méthodes et tactiques de ses adversaires, en désignant sa nouvelle doctrine par le nom du mal qu'elle veut combattre. De 1947 à 1962, les défaites politiques et militaires de la France renforcent la légitimité de sa pensée militaire qui s'appuie sur le savoir-faire de ses ennemis. Dans ce cadre, Pierre Lallart souligne l'unanimité des officiers brésiliens à considérer qu'on ne peut réellement parler d'insuccès militaire car les buts de guerre de la France se sont trouvés peu à peu modifiés, même si l'issue des campagnes n'a pas apporté le résultat visé initialement⁴²³.

Cependant, l'opération de transposition des réalités coloniales au Brésil, pays post-colonial, se heurte à une série de problèmes à résoudre, en grande partie d'ordre juridique. Pour éviter toute équivoque en ce qui concerne l'ennemi à combattre, l'état-major de l'armée de terre brésilienne conseille le remplacement du terme *guerre révolutionnaire* par celui plus approprié de *guerre insurrectionnelle*, dans l'éditorial du *Mensário de Cultura Militar* de novembre 1960, écrit par le colonel Meira Mattos. D'après l'exposition du général Aurélio de Lira Tavares à l'ESG de Rio, en 1961, cette nuance serait propre à la sémantique brésilienne, selon laquelle le terme *révolution* a une connotation positive et indique une évolution, alors même que celui d'*insurrection* se prête davantage à l'emploi souhaitée par la doctrine française, c'est-à-dire, foncièrement négatif. Cette distinction évite la confusion sémantique recherchée par les doctrinaires français : l'appropriation

⁴²³ *Les Forces Armées Brésiliennes et leurs Relations avec les Forces Armées Françaises*, Pierre Lallart, 1963, SHD, 10T1112*.

des armes de l'adversaire. Pour Lira Tavares, la guerre révolutionnaire présente des aspects identiques de la guerre insurrectionnelle, qu'elle utilise comme instrument politique. Toutefois elle s'en distingue par son caractère international, ses objectifs globaux et son sens idéologique, permanent et définitif. D'un autre côté, la guerre insurrectionnelle adopte des processus empiriques et obéit à des objectifs limités. Il propose donc de s'approprier uniquement des procédés tactiques en évitant de reproduire le comportement supposé de l'adversaire. Si la DGR insiste sur l'aspect global des révolutions, avec l'objectif de conquérir le monde, les Brésiliens insistent sur son aspect local, limité et, peut-être, passager.

Malgré le penchant des colonels brésiliens pour le terme de guerre insurrectionnelle, en 1961, le chef de l'état-major de l'armée de terre, le général Cordeiro de Farias promulgue la guerre révolutionnaire comme doctrine officielle de l'état-major brésilien. Cependant, la démission du président de la République, en août 1961, compromet le transfert de la doctrine française vers l'état-major brésilien. À partir de l'entrée en fonction de João Goulart, la guerre révolutionnaire devient un thème très récurrent des études militaires, notamment en liaison avec les milieux civils, à travers l'ESG.

Le mot *révolution* comprend une valeur d'autant plus positive que la trajectoire des officiers cités ci-dessus est marquée par de constantes interventions politiques qu'ils désignaient comme autant de *révolutions*. Se revendiquer ainsi revient à s'aligner sur le mouvement des lieutenants de 1930, lorsqu'une fraction rebelle de l'armée, composée de jeunes officiers, s'était alliée à différents groupes politiques insatisfaits du gouvernement et avait pris le pouvoir. Ainsi, dans les années 60, l'insatisfaction de l'ensemble des groupes sociaux face aux difficultés économiques et à l'instabilité gouvernementale accentue le sentiment d'épuisement du système politique et conforte l'idée d'une nécessaire transformation en profondeur. C'est pourquoi, le projet révolutionnaire permet de s'approprier l'initiative et d'accuser ses adversaires d'immobilisme⁴²⁴.

Modifier le sens premier de la doctrine telle que la souhaitaient les fondateurs du mouvement révolutionnaire, dans sa conception politique et militaire au service de l'idéologie communiste, c'est lui ôter son idée-force. La guerre insurrectionnelle permet d'appliquer des techniques contre-insurrectionnelles et non pas contre-révolutionnaires, dont le sens est péjoratif et laisse l'initiative de l'action politique aux adversaires. L'opération sémantique d'Aurélio de Lira Tavares consiste à techniciser davantage la doctrine, pour la transformer en un ensemble de procédures juridiques, un corpus de lois applicables, sans qu'il soit besoin d'une réflexion

⁴²⁴ Maud Chirio, « Le pouvoir en un mot : les militaires brésiliens et la « révolution » du 31 mars 1964 », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, colloques, 2007, mis en ligne le 12 juin 2007. URL : <http://nuevomundo.revues.org/3887>. Consulté le 3 juin 2011.

approfondie pour distinguer l'ami de l'ennemi. Changer le nom de la doctrine est la première initiative pour se l'approprier.

En 1963, le commandant⁴²⁵ Rubens Mário Jobim traduit le livre du colonel Gabriel Bonnet, *Les Guerres insurrectionnelles et révolutionnaires*, publié en France en 1959. La version brésilienne est commentée et introduite par le colonel Meira Mattos⁴²⁶. Celui-ci ajoute, dès l'introduction, qu'il s'agit d'un « service inestimable rendu à l'élite militaire brésilienne ». Le livre du colonel Bonnet est une œuvre reconnue dans le milieu militaire français. Au Brésil, il fait office de manuel regroupant en un seul volume l'ensemble des articles du même auteur reproduits dans la *Revue Militaire Générale*. Ainsi, avertit Meira Mattos :

Le lecteur de l'œuvre du colonel Bonnet doit renoncer à son esprit impartial car cette œuvre peut parfois choquer le lecteur moins avisé, habitué aux analyses partisans, soit-elles favorables ou défavorables. Son impartialité peut surprendre, parfois, par la véhémence avec laquelle il fait l'éloge des leaders et des chefs du communisme international. Son attitude ne doit pas, cependant, masquer ses convictions authentiquement démocratiques dans le sens occidental de ce mot.

Bonnet dans ce livre traite davantage de l'action révolutionnaire que de l'action contre-révolutionnaire, ainsi la large diffusion de son travail serait aussi pernicieuse qu'utile. Tel n'est pas notre but. L'œuvre de Bonnet s'adresse aux élites. Il montre à travers l'histoire les origines des processus et des techniques d'actions utilisées aujourd'hui dans la Guerre Révolutionnaire. Il analyse profondément les caractéristiques de cette forme moderne de la guerre, de caractère beaucoup plus politique et psychologique que militaire. Sa diffusion dans les cadres d'officiers des Forces Armées et dans notre élite intellectuelle fait valoir un message d'alerte – alerte contre l'insidieuse tactique d'infiltration et de domination communiste matérialisée dans la Guerre Révolutionnaire.

Nous fûmes dans notre Armée, peut-être, des premiers à nous préoccuper des études sur les Guerre Insurrectionnelles et Révolutionnaires. C'est pourquoi nous affrontons les difficultés pionnières des bâtisseurs du champ intellectuel de ces études, nous confrontant à chaque pas aux diverses difficultés pour identifier cette nouvelle forme de guerre : la guérilla⁴²⁷.

Le colonel Meira Mattos ressent le besoin, en 1963, de revendiquer son rôle pionnier, dans l'adaptation de la DGR au Brésil. Son affirmation vaut comme une mise en garde à tous ceux qui ne reconnaissent pas l'importance de cette école de pensée pour la recomposition de l'armée brésilienne, un avertissement adressé à ceux qui ne comprennent pas la force de cette nouvelle doctrine. L'accent est mis sur l'étonnement suscité par cette œuvre dont l'objectif est de comprendre le fonctionnement de l'action politique communiste. Les officiers français admirent leurs adversaires, voire s'identifient à eux et les représentent comme égaux. Cette tendance mimétique à reproduire les modalités d'action politique des adversaires peut donc étonner le lecteur néophyte. À travers une fausse analogie, les auteurs français veulent s'approprier les

⁴²⁵ Le grade de commandant correspond, dans l'armée brésilienne, à celui de major.

⁴²⁶ Gabriel Bonnet, *Guerrilhas revoluções da antiguidade aos nossos dias*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1963.

⁴²⁷ Carlos de Meira Mattos, « Apresentação », Gabriel Bonnet, *Guerrilhas revoluções...*, *op. cit.*

tactiques de leurs adversaires, jugées alors supérieures aux leurs. Il faut retourner les armes des adversaires contre eux-mêmes afin de les empêcher d'agir. Selon lui, il faut reconnaître la force combattante des communistes pour ne pas sous-estimer ses adversaires et déployer des efforts à la hauteur. Une attitude à laquelle l'élite militaire brésilienne refuse de se prêter en raison du farouche anti-communisme qui l'anime.

Les mutations dans les techniques militaires modifient durablement les pratiques de la guerre. Au fur et à mesure, la place exorbitante accordée à la recherche de renseignements entraîne des bouleversements essentiels dans les traditions de l'armée⁴²⁸. L'utilisation du renseignement est réservée à des opérations spéciales. Elle est cependant encouragée par les autorités politiques afin de briser les réseaux militants, tenus pour « solides » et difficiles à repérer. Cette « solidité des arrières », expression devenue célèbre sous la plume de Lacheroy, serait le résultat d'un immense travail psychologique. Celui-ci est la base de la guerre révolutionnaire, où le moral des troupes compte davantage que les moyens mis en œuvre.

Les revues militaires diffusent alors la pensée dominante dans les cercles d'officiers vétérans des guerres coloniales. Elles constituent un véhicule de transmissions des idées beaucoup plus efficace que les conférences ou les stages puisque le lecteur a une plus grande liberté pour interpréter le contenu des messages, en particulier lorsqu'il s'agit de documents visant à l'élaboration d'une doctrine militaire nationale. Par conséquent, afin de connaître la nature de la doctrine française, nous devons étudier les principaux aspects de la doctrine de la guerre révolutionnaire telle qu'elle est appliquée en France, jusqu'en 1960.

⁴²⁸ Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, Gallimard, 2001.

En 1949, dans l'IHEDN, l'exposé du commandant Peyrelongue offre la forme la plus achevée de la guerre psychologique dont la logique implacable est poussée à l'extrême :

La politique est une forme de guerre faite par des combattants occultes qui ne font pas la guerre l'arme à la main... Elle peut prendre les aspects les plus divers : opérations de guérilla en Grèce, terrorisme en Malaisie ou à Hong Kong, opération politique lors du Putsch de Tchécoslovaquie, propagande en Finlande, grèves et sabotages en France et en Italie... il sera bien difficile de définir le point crucial au-delà duquel ces combats préliminaires, que sont une agression politique ou une grève dégénérant en trouble généralisé, deviendront une guerre orthodoxe où les combattants se trouveront l'arme à la main... Amis et ennemis ne se retrouveront plus séparés par une frontière ou par un front, ils seront intimement mêlés. Des combats de guérillas se livreront séparément en plusieurs points du champ de bataille⁴²⁹.

Dès les années 40, la politique devient un prolongement de la guerre, où la frontière ami-ennemi est de moins en moins claire. Selon les observateurs militaires, les communistes trouvent des alliés à l'intérieur de chaque pays, en particulier dans les organisations syndicales. La grève reste alors le principal moyen d'action politique dont l'objectif est de porter un coup d'arrêt à la production industrielle, par extension à l'économie et de conduire le pays à la banqueroute, afin de créer des conditions favorables au renversement du rapport de forces entre patrons et ouvriers. Le discours militaire insiste sur la diversification de la menace communiste qui s'étend à d'autres pays, notamment les pays sous-développés ou encore au stade de colonies. Cependant, ce discours a un objectif politique précis car l'exagération de la menace communiste est une forme rhétorique pour faire accepter l'Alliance Atlantique à l'opinion publique. Pour les élites militaires, la menace est de plus en plus permanente dans l'espace et dans le temps⁴³⁰. L'extrait ci-dessus illustre ainsi l'élément central de la tactique militaire durant la guerre froide : l'arme psychologique.

L'expression *action psychologique* est donc un néologisme créé par des hauts fonctionnaires français mais aussi des officiers supérieurs, responsables de la contre-propagande durant la Seconde Guerre mondiale. Malgré l'ancienneté des opérations de propagande, attestée par l'œuvre du stratège chinois Sun Tzu, dans *L'art de la guerre*, entre le V^e et le I^{er} siècle avant notre ère, l'adjectif *psychologie* n'entre dans le vocabulaire politique et militaire qu'après la Seconde Guerre mondiale, notamment à travers les réflexions de Maurice Mégret, qui l'emploie dans deux

⁴²⁹ *La guerre froide*, commandement Peyrelongue, 1949, SHD, 2T65 et 1S5. Cité dans Paul et Marie Catherine Villatoux, *La République et son armée... op. cit.*, p. 62.

⁴³⁰ Paul et Marie Catherine Villatoux, *La République et son armée... op. cit.*, p. 63.

sens différents. Dans le cadre du décret du 1^{er} avril 1950, portant sur la réorganisation de la défense nationale, l'action psychologique caractérise l'action des états-majors interarmées sur les soldats et les officiers français, pour remonter le moral des cadres. Cependant que les opérations psychologiques surgissent quelques mois plus tard pour illustrer les actions de propagande visant à saper le moral de l'adversaire.

L'élaboration de ces concepts résulte d'un long travail de réflexion sur les causes de la défaite française face à la guérilla vietminh. Elle se base sur l'expérience des officiers prisonniers des camps de redressement vietminh dont le souvenir épouvantable constitue l'épine dorsale d'une nouvelle modalité d'action politique et militaire. Pour contrecarrer la propagande vietminh en Indochine, l'état-major général conseille la création d'un bureau spécialisé dans la guerre psychologique. L'acte fondateur du 5^e Bureau d'action psychologique est inscrit au Journal Officiel du 4 avril 1950. Le nouveau Secrétaire général permanent de la Défense nationale « assiste le président du Conseil, notamment en ce qui concerne la mobilisation, l'économie de guerre, l'action psychologique, la recherche scientifique⁴³¹ ». Cependant, l'action psychologique existe bien avant la guerre d'Indochine. Elle serait une forme passagère de l'information et de la propagande, deux fonctions essentielles du Pouvoir⁴³². La création du 5^e Bureau répondrait au besoin de faire face aux difficultés psychologiques engendrées en France par le réarmement de l'Allemagne, l'implantation de bases et de troupes états-uniennes sur le sol français. Enfin, il s'agit de parer, entre autres, à la progression des États-Unis⁴³³. Par conséquent, l'action psychologique est essentiellement une attribution gouvernementale, inspirée par l'expérience militaire.

La doctrine de la guerre révolutionnaire est la forme la plus aboutie de cet ensemble d'actions et d'opérations militaires, conçues comme autant de réactions à la percée des activités communistes aussi bien en métropole que dans les colonies françaises. Dès 1953, parmi les pionniers de ce nouveau champ disciplinaire, le colonel Jean Nemo publie ses premiers articles sur la guerre révolutionnaire et l'arme psychologique. L'année suivante, le colonel Charles Lacheroy en publie deux autres, respectivement dans la revue du CMISOM (Centre militaire d'information et de spécialisation pour l'outre-mer) et dans la *Revue de Défense Nationale*. Le commandant Jacques Hogard publie un article de synthèse, en 1957, dans la même revue. Ce n'est qu'à partir de 1954, avec la publication de l'ouvrage de Charles Lacheroy sur la guerre révolutionnaire, que la doctrine française se cristallise autour de nouvelles pratiques militaires. Les volumes diffusés par l'ambassade correspondent aux années 1956 et 1957. Or les numéros de décembre 1956 et de février 1957 sont consacrés entièrement à cette nouvelle doctrine de guerre.

⁴³¹ Maurice Mégret, *Fonction et intégration politique de l'Armée*, L. Trotabas (dir.), *La Défense Nationale*, PUF, 1958.

⁴³² *Ibid.*

⁴³³ *Ibid.*

En 1954, la défaite française de Dien Bien Phu crée un sentiment de défiance envers les responsables politiques français. Les officiers attribuent les causes de la défaite, d'une part, à l'absence d'une doctrine adaptée à un champ de bataille fort différent du théâtre européen et, d'autre part, à l'absence de volonté politique dans la poursuite de la guerre, notamment en envoyant le contingent d'appelés. D'aucuns attribuent la défaite française au manque d'assistance états-unienne aux opérations militaires françaises. L'observation et l'analyse des conflits nourrissent les théories militaires sur la stratégie et la géopolitique. Les techniques expérimentées en Indochine sont replacées au cœur des dispositifs militaires par divers penseurs français, dont le plus célèbre demeure le colonel Lacheroy. Selon lui, « en Indochine, au Maroc, en Tunisie, l'Armée Française a été directement aux prises avec des adversaires menant une guerre révolutionnaire. Aussi a-t-elle été amenée à réfléchir sur ce mode de guerre dont elle connaît le danger tant pour la nation que pour le *monde libre*⁴³⁴ ».

Le colonel Charles Lacheroy joue un rôle considérable dans l'élaboration et la propagation au sein des armées des idées nouvelles sur la guerre révolutionnaire, lorsqu'il est nommé directeur du CMISOM, en 1955. La phrase précitée introduit le numéro spécial de la *Revue Militaire d'Information*, paru en 1957. Le nombre d'articles publiés et la bibliographie, vaste et fournie, figurant en annexe de la revue dénotent la grande émulation intellectuelle autour de ce nouveau concept. Il s'agit bien d'une école de pensée.

Charles Lacheroy poursuit et invite tous les officiers « à contribuer à l'élaboration d'une doctrine de lutte adaptée aux conditions de la guerre révolutionnaire. Leur expérience – souvent acquise dans des conditions très sévères – ne doit pas être perdue mais au contraire servir de leçon profitable à tous⁴³⁵. » C'est un appel à théoriser les expériences récentes de l'armée française en Indochine. Il s'agit également d'une invitation à formuler de nouvelles méthodes pour mener à terme la guerre en Algérie. L'armée est en train d'apprendre par ses erreurs, aux dépens de ses hommes.

L'historienne Marie Catherine Villatoux observe que le général Ély, chef major général des forces armées françaises, adresse au ministre de la Défense nationale, Maurice Bourgès Maunoury, l'exposé de motifs sur l'emploi de l'armée psychologique. C'est ainsi que le général Ély définit le règlement de l'arme psychologique, codifié dans le TTA 117 (Texte Toutes Armes) :

Le *monde libre* n'a pas suffisamment pris conscience du développement des études psychosociologiques et des procédés de diffusion qui ont singulièrement accru la puissance et la portée d'une armée aussi terrible, quoique moins sanglante, qui s'attaque au domaine des esprits.

⁴³⁴ Charles Lacheroy, « Avertissement », *Revue militaire d'Information*, Paris, n° 281, février/mars 1957, p. 7.

⁴³⁵ *Ibid.*

Elle permet... de remporter de véritables victoires sans recourir à la violence, ou en la localisant ou en la limitant⁴³⁶.

Un des principaux thèmes de la guerre révolutionnaire est la psychologie du combat. En d'autres termes, les aspects idéologiques, notamment le moral des présumés ennemis, sont considérés essentiels. Selon les stratèges français, c'est une lutte pour nourrir l'espoir. L'exaltation des aspects sociaux de la guerre est liée à la perception de l'ennemi chez les troupes françaises. Ainsi, les officiers français combattant en Indochine admiraient-ils la force et la détermination de leurs adversaires. Cette admiration ne se reproduit pas en Algérie, où les forces adverses sont désignées par le terme très péjoratif de *terroristes*. La force des combattants vietminh provient, selon les théoriciens de la guerre révolutionnaire, « d'un thème psychologique bien conçu, où l'avenir est dépeint sous des couleurs attrayantes, ce qui justifie les sacrifices demandés⁴³⁷. » La fin justifie les moyens pour le combattant vietminh, selon le général Beauffre, responsable du service d'actions psychologiques pendant l'intervention française à Suez. En mettant en avant ces arguments, les officiers français survalorisent la pénétration communiste dans la société vietnamienne. Ce faisant, ils négligent qu'il s'agit avant tout d'un combat national qui trouve dans l'élément étranger la raison d'être de la guerre. C'est une guerre menée contre un ennemi étranger.

Dans son discours sur la guerre révolutionnaire, chez Mao Tsé Tong, Charles Lacheroy attribue au stratège chinois des théories qu'il n'a jamais réellement développées. Selon Gabriel Périès, c'est une stratégie discursive qui envisage la légitimation de son énoncé : il trouve chez l'ennemi communiste les mêmes caractéristiques qu'il a lui-même⁴³⁸. Le combat contre le communisme au Vietnam a une fonction essentielle dans l'élaboration de la doctrine militaire française car il sert à forger une perception de l'ennemi et à légitimer des pratiques jusqu'alors refusées, publiquement du moins, par les autorités militaires. Lorsque le lieutenant-colonel Roger Trinquier (1908 – 2000) élabore sa technique de quadrillage du territoire afin de repérer et d'éliminer les combattants vietminh, il se fonde sur une méthode déjà existante et largement utilisée par la Wehrmacht : la division des territoires urbains en zones et régions. Il en va de même pour les opérations de propagande et de l'emploi de l'arme psychologique. L'innovation consiste à insérer l'arme psychologique dans une stratégie contre-révolutionnaire.

⁴³⁶ TTA 117. *Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*, approuvée par le général d'armée Ély, chef d'état-major général des forces armées le 29 juillet 1957, SHD, I 157. Cité dans Marie-Catherine et Paul Villatoux, *La République et son armée... op. cit.*, p. 399.

⁴³⁷ André Beauffre, *La guerre révolutionnaire : les formes nouvelles de la guerre*, Paris, Fayard, 1972, p. 43.

⁴³⁸ Gabriel Périès, « Construire l'ennemi intérieur », *Cultures & Conflits*, n°43, 2001, pp. 100 – 112.

La guerre révolutionnaire est présentée sous la forme d'un combat politique. Elle permet aux militaires d'exploiter les dimensions politique et psychologique des peuples en fonction d'une géographie sociale. Le contact avec les écrits de Lénine, de Trotski, de Mao T'sé Tong et de Võ Nguyen Giap ouvre aux officiers un nouveau champ de réflexion en introduisant les sciences sociales dans l'étude de la guerre. Il est à supposer que nombre de militaires n'ont pas lu Karl Marx. Par ailleurs, aussi bien des soldats que des officiers ont soutenu des idéaux communistes avant 1945. L'introduction de l'élément humain dans la conduite de la guerre modifie durablement les rapports entre les moyens militaires et les fins politiques. La première réponse des militaires à la guerre révolutionnaire est d'essayer de comprendre son mécanisme. Cette volonté n'émerge dans l'horizon intellectuel militaire qu'après la défaite de Dien Bien Phu. Celle-ci fut une défaite purement militaire où une erreur stratégique conduisit à la perte d'une grande partie de l'effectif français.

Les représentations de l'ennemi légitiment les méthodes de la guerre révolutionnaire et situent le camp ami. En conséquence, les termes désignant les communistes varient en fonction des contextes et de l'objectif de l'exposé : les « matérialistes », les « rouges », les « révolutionnaires ». Ce sont des énoncés basés le plus souvent sur l'opposition entre deux camps. Aux sociétés matérialistes on oppose les sociétés spirituelles, tandis qu'aux révolutionnaires on oppose les conservateurs et au chef de guerre révolutionnaire le chef de guerre traditionnel. À travers un tel procédé, Roger Trinquier parvient à transformer ses théories de la guerre moderne en un énoncé novateur et créateur, alors que le mérite de son étude est justement celui de réunir différents travaux précédents. Pour lui, une nouvelle forme de guerre naît après la Seconde Guerre mondiale, appelée guerre subversive ou guerre révolutionnaire, différente « des guerres du passé en ce sens que la victoire n'est pas attendue uniquement du choc de deux armées sur un champ de bataille⁴³⁹ ». Cette nouvelle forme de guerre comprend un ensemble d'actions de nature politiques, sociales, économiques et psychologiques, dont le but final est « le renversement du pouvoir établi dans un pays et son remplacement par un autre régime⁴⁴⁰ ».

La doctrine française construit l'image de l'ennemi « parfait », correspondant aux craintes et aux moyens de l'armée française. Apparaît au fur et à mesure la figure d'une menace intérieure, disséminée dans la foule et qu'il est impossible de dissocier de la population. Dans la guerre révolutionnaire, l'ennemi est difficile à définir car aucune frontière ne sépare les deux camps. Ainsi, pour Roger Trinquier, « la limite entre amis et ennemis passe au sein même de la nation,

⁴³⁹ Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Paris, Economica, 2008, p. 5.

⁴⁴⁰ *Ibid.*

dans un même village, quelquefois dans une même famille. C'est donc une frontière idéologique, immatérielle, qui doit être impérativement fixée⁴⁴¹ ».

La force des militants nationalistes est de pouvoir se mêler à la population. Ils peuvent ainsi s'éclipser en cas de rafles policières, se fondant dans la foule. C'est aussi leur faiblesse, car ces contacts avec la population forment les premiers maillons d'une chaîne qui permet de remonter jusqu'à eux. Ce raisonnement anime le lieutenant-colonel Trinquier qui met en place, dès février 1957, un quadrillage rigoureux de la ville encourageant la délation : le dispositif de protection urbaine⁴⁴². L'expérience de la *bataille d'Alger* lui a permis de poser les bases précises de la protection de la population, hissée au cœur de la guerre. Ainsi, pour qu'elle échappe à la « menace des organisations ennemies », il propose de la faire entrer « au sein d'une organisation hiérarchisée, englobant l'ensemble des *populations*. Personne n'aura la possibilité de s'y soustraire, afin que chacun puisse répondre aux ordres de ses chefs et participer aux mesures de protection⁴⁴³ ». Le terme *populations* renvoie à la réalité coloniale et désigne l'ensemble des communautés ethniques sous administration français. Cette population devient dès lors l'objectif et l'arme de la guerre révolutionnaire. Objectif puisqu'il s'agit de la conquérir ; arme puisqu'il s'agit de la retourner contre l'adversaire. Cependant, seule l'arme psychologique convient pour convertir la population en une arme de combat efficace contre l'organisation ennemie.

Le dispositif élaboré par Roger Trinquier comprend aussi un important organisme de recherches et d'exploitations de renseignements sur l'organisation ennemie, dont l'action se produit en même temps que l'encadrement de la population, considéré comme élément principal : la mise en place d'un service de renseignements, avec des renseignements en surface et le renseignement-action dont l'objectif est « le pourrissement de l'adversaire ». Ce dernier facteur est particulièrement important car « la meilleure solution pour être bien informé consistera à introduire nos propres agents de renseignement dans l'organisation ennemie et de provoquer ainsi son pourrissement⁴⁴⁴ ».

Dans les colonies, le contrôle des populations s'applique de manière ordinaire et les relations interpersonnelles de pouvoir sont souvent marquées par la violence. En Indochine et en Algérie, la torture est une pratique courante utilisée contre les populations colonisées afin d'obtenir un aveu ou une information mais aussi pour les dissuader de toute tentative de rébellion. Elle se banalise pendant la guerre d'Algérie, comme un problème politique où les victimes sont des ressortissants français. Il s'agit alors d'une pratique policière. Ce n'est que lorsque la police se trouve dans l'incapacité d'élucider les auteurs d'un attentat ou simplement de

⁴⁴¹ *Ibid.* p. 23.

⁴⁴² Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée ... op. cit.*, p. 117.

⁴⁴³ Roger Trinquier, *La guerre moderne, op. cit.*, p. 26.

⁴⁴⁴ *Ibid.*, p. 33.

trouver un mobile d'action, que l'armée est engagée dans le conflit. Plus les renseignements occupent une place centrale dans les pratiques militaires et plus la torture tend à se banaliser. Il s'agit désormais de contrôler les populations et de ruiner les réseaux militants susceptibles de menacer le système politique.

L'élaboration d'une riposte à l'action révolutionnaire passe par deux phases : l'étude de la guerre et l'élaboration d'une action coordonnée. Vétéran d'Indochine, le capitaine Jacques Hogard soutient que la guerre révolutionnaire est une guerre menaçant la société occidentale. Le combat contre cette guerre s'opère par conséquent à tous les niveaux et dans tous les pays où cette menace pèse sur la société.

Selon le général Giap, commandant en chef des troupes vainqueurs de Dien Bien Phu, « l'armée française a perdu la guerre parce qu'elle n'a pas fait assez de politique⁴⁴⁵ ». Faire de la politique équivaut à s'investir psychologiquement davantage dans la population, dans un effort de conquête des esprits. Ce qui importe pour le chef révolutionnaire est de bien évaluer la volonté de lutte indépendamment des moyens.

Selon le capitaine André Souyris, « les vicissitudes de leurs moyens militaires ne se répercutent pas immédiatement sur la population, surtout si celle-ci est contrôlée par une infrastructure.⁴⁴⁶ » L'« infrastructure » suppose une organisation de la population et de l'espace public. L'objectif est de constituer un réseau dense où l'information qui circule est hautement surveillée. André Souyris, spécialiste de la guerre-révolutionnaire, met au point une méthode « d'encadrement des villageois en armes destinée à assurer leur autodéfense afin d'enlever aux rebelles l'appui de la population et mettre à l'abri des représailles les habitants, dispersés sur des distances parfois considérables⁴⁴⁷ ».

Les opérations militaires doivent être soutenues par une action politique forte : l'armée devrait obtenir carte blanche pour agir sur la population. Chaque chef de peloton, de compagnie, de bataillon ou de régiment propose une solution au problème. Cette concurrence de tactiques de guerre conduit à la formation d'une école de pensée qui ne constitue aucunement un ensemble homogène. Les guerres ne sont plus menées seulement pour défendre un territoire mais pour imposer une certaine représentation du monde. Si cette dimension est déjà présente dans les conflits armés antérieurs, ceux qui mènent les guerres comme ceux qui les analysent après 1947-1949 lui accordent une place prééminente.⁴⁴⁸

⁴⁴⁵ Cité dans Raoul Girardet, *Problèmes militaires et stratégies contemporains*, Paris, Dalloz, 1989, p. 90.

⁴⁴⁶ André Souyris, « Les conditions de la parade et de la riposte à la guerre révolutionnaire », *Revue militaire d'Information*, Paris, n° 281, février/mars 1957, p. 93.

⁴⁴⁷ André Souyris, « Un procédé efficace de contre-guérilla : l'auto-défense des populations », *Revue de Défense nationale*, juin 1956, p. 688.

⁴⁴⁸ Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée ... op. cit.*, p. 105.

Selon André Souyris « cet adversaire a mis au point l'art de ne pas déclarer la guerre, ce qui nous empêche d'utiliser à plein l'efficacité de notre matériel ». Il conclut, « le régime démocratique qui est le nôtre [...] ne favorise ni une parade préventive ni une riposte énergique lorsque la guerre révolutionnaire a atteint sa période de violence⁴⁴⁹ ». L'action militaire est limitée par le « régime démocratique qui est le nôtre ». Le régime doit par conséquent s'adapter aux exigences de l'armée. À cette perspective politique de la guerre s'ajoute l'insatisfaction vis-à-vis du régime démocratique, en particulier du gouvernement parlementaire, avec une forte dominante élitiste, caractéristique des officiers coloniaux français. L'énoncé de la doctrine soustrait l'ensemble des éléments caractéristiques du contexte colonial, les neutralise et omet le nom de l'adversaire à combattre pour survaloriser l'ennemi intérieur comme principale menace pour les élites⁴⁵⁰. Cette opération sémantique fait la force de la doctrine française et permet sa transposition quasi sans adaptation à toute institution française ou étrangère, chargée du maintien du système de domination : par exemple, la police, la Justice ou simplement les forces armées. Dans la doctrine française, l'action militaire détermine l'action politique, autrement dit la politique est la poursuite de la guerre par d'autres moyens.

La guerre de l'armée française en Algérie ne serait pas de même nature qu'en Indochine. Afin de lutter contre un ennemi interne qui « maîtrise l'art de ne pas déclarer la guerre », l'armée renforce le pouvoir du 5^e Bureau d'action psychologique, placé sous la direction du colonel Charles Lacheroy. La doctrine française adopte ainsi le nom du mal qu'elle entend combattre : la guerre révolutionnaire. Elle utilise les mêmes moyens que son adversaire : l'alliance étroite entre action politique et action militaire. Des pratiques jusque-là peu répandues au sein de l'armée sont légitimées par une série de lois et de directives internes. Lorsque l'armée française s'engage corps et âme dans la guerre d'Algérie (1954-1962), ses cadres supérieurs sont complètement modifiés et préparés pour affronter l'ennemi intérieur. Les 5^{èmes} Bureaux se spécialisent dans la diffusion de tracts, le contact avec la population, la propagande contre les organisations ennemies. Au fur et à mesure, cet organe spécialisé se mue en un État dans l'armée, constituant une véritable hiérarchie parallèle.

Trois éléments contribuent à modifier les traditions militaires françaises : l'assimilation de différentes représentations de la guerre ; le besoin d'adapter les méthodes à un théâtre d'opérations irrégulier ; l'investissement du champ politique par l'armée. Ces trois éléments sont intrinsèques et résultent d'un changement aussi bien endogène qu'exogène. L'armée s'adapte aux exigences du terrain en adoptant des pratiques policières, notamment l'emploi de la torture comme pratique légitime de recherche de renseignements sur l'organisation ennemie. Elle

⁴⁴⁹ André Souyris, « Les conditions de la parade ..., *op. cit.*, p. 102.

⁴⁵⁰ João Roberto Martins, « Tortura e ideologia... », *op. cit.*

construit un service de commandement et de surveillance assuré par les officiers et les sous-officiers, responsables de la guerre psychologique. La séparation entre politique et militaire est imperceptible dans l'action que mène l'armée.

Le concept de guerre psychologique fait l'objet d'une première analyse dans le cadre des réflexions sur la guerre moderne, au prisme des enseignements tirés de la Seconde Guerre mondiale. Par effet de miroir, voire même par un effet de concurrence mimétique pour la conquête des populations, ce concept se charge de dangereuses analogies, de nouveaux sens qui en modifient sa définition première. Désormais, la guerre psychologique ne désigne plus uniquement l'ensemble des activités destinées à abattre la volonté de résistance d'un ennemi mais comprend aussi celles susceptibles de restaurer le lien entre l'armée et la nation. Sans l'adhésion de la nation, les forces armées perdent leur raison d'être. Pendant ce temps, l'évolution de la situation internationale, avec le renforcement de la lutte idéologique et ses prolongements sur la scène intérieure française et brésilienne, confère une importance démesurée au facteur psychologique dans cette confrontation à dominante idéologique⁴⁵¹. Le conflit armé n'apparaît plus comme une nécessité absolue dans la guerre révolutionnaire. Les officiers français soutiennent avec opiniâtreté et intransigeance leurs idées et imposent leurs modèles de valeurs. La propagande politique ou la guerre psychologique serait dorénavant suffisante pour obtenir à la longue les objectifs stratégiques fixés par l'état-major⁴⁵².

Comme nous le verrons, la doctrine française est l'objet de débats et discussions dans l'ESG de Rio.

⁴⁵¹ Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La république et son armée...* *op. cit.*, p. 44.

⁴⁵² *Discussion consécutive à la synthèse de travail en Comité N° 1*, IHEDN, Section militaire, 27 décembre 1948, 1^{ère} session, IHEDN, 1SM1. Cité par Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La République et son armée...* *op. cit.*, p. 51.

Pour ce qui est de doctrines et autant qu'il ait été possible de suivre cette question, les Forces Armées semblent en être restées à l'étude des mêmes problèmes, jetant cependant un regard et tentant de dégager des idées dans le domaine de la guerre atomique, commençant à s'intéresser aux questions de guerre révolutionnaire. Ce sont sans doute les Écoles d'État-Major de l'Armée et de l'Aéronautique, ainsi que l'École de Guerre Navale, qui sont ici les établissements où s'effectuent les travaux les plus concrets, les plus précis et les mieux dirigés. L'École Supérieure de Guerre, malgré son titre, n'est, en définitive, qu'un vaste séminaire [...] où personne n'a jamais songé à faire procéder à l'étude méthodique d'un thème préparé avec soin⁴⁵³.

L'ESG est un établissement d'enseignement supérieur ouvert aux militaires et aux civils, où se cristallise le débat politique. Son homologue français, l'IHEDN, crée en 1948, se donne pour objectif de suivre les questions militaires au niveau gouvernemental et non pas à celui de l'emploi des armes, pour parler des importants problèmes politiques et des solutions qui leur sont apportées, sur un plan national et international⁴⁵⁴.

La création de l'ESG de Rio, le 20 août 1949, durant la présidence du général Dutra (1946-1951), a été confiée au général Osvaldo Cordeiro de Farias et ancien commandant en chef de la Force expéditionnaire brésilienne, militaire de grand renom auprès des élites. Entre 1948 et 49, le général Cordeiro de Farias consacre l'essentiel de son temps à étudier les différents instituts militaires étrangers et préconise la fondation d'un établissement inspiré en partie de l'Académie nationale de guerre⁴⁵⁵. Cependant, il existe une grande ressemblance entre l'ESG de Rio et l'IHEDN français : ces deux instituts réunissent des militaires et des civiles, dans le but de créer une nouvelle élite capable d'apporter des réponses à l'effondrement des repères politiques et culturels des droites, après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour Henri Lemond :

Elle offre cependant l'avantage de permettre que des relations s'établissent entre chefs militaires d'un certain rang et milieux civils dirigeants ; à ce titre, si elle n'est pas capable de diffuser une doctrine ou de généraliser une méthode, elle permet cependant une certaine osmose dont le Brésil ne peut que bénéficier. Il est hors de doute cependant que ce bénéfice, soit disproportionné avec le coût de l'entretien d'un tel établissement⁴⁵⁶.

⁴⁵³ *Rapport annuel de l'attaché militaire français au Brésil*, Henri Lemond, janvier 1961, SHD, 10T1112*.

⁴⁵⁴ *Notice d'information sur l'IHEDN*, Émile de Curton, 18 mars 1969, AMAE, carton 184.

⁴⁵⁵ Un des premiers auteurs à signaler la filiation directe entre l'ESG de Rio et le NWG est le politologue états-unien, Alfred Stepan, *Os militares na política. Changing patterns in Brazil*, Rio de Janeiro, Artenova, 1975, p. 129.

⁴⁵⁶ *Rapport annuel ...*, *op. cit.*, janvier 1961, SHD, 10T1112*.

L'objectif de l'ESG est précis. Il consiste à promouvoir la rencontre entre élites dirigeantes afin de penser un nouveau modèle de développement pour le Brésil. L'origine socioprofessionnelle des diplômés de l'école révèle sa vocation à réunir les élites : en 1966, sur un total de 1276 lauréats, 599 proviennent des rangs des forces armées, 224 sont des administrateurs de grandes entreprises privées, 200 sont des hauts fonctionnaires, 97 exercent des fonctions d'importance dans les centres d'études et d'autres institutions publiques, 39 occupent un siège au Congrès et 23 sont des juges de la Cour Suprême. Ainsi, un peu plus de la moitié des diplômés n'est pas militaire, soit 646⁴⁵⁷. L'ESG étend donc ses ramifications à d'importants secteurs de l'économie et de la politique nationale en particulier dans la haute administration. Son pouvoir va bien au-delà de celui d'une école supérieure car il s'agit de modifier la nature des relations entre les militaires, les industriels, les magistrats, les universitaires, en particulier dans le spectre politique des droites. Par ailleurs, le politologue états-unien Alfred Stepan souligne qu'aucun dirigeant syndicaliste n'est présent dans les rangs de l'ESG, signifiant une volonté de rupture avec la structure de domination de la dictature de Vargas.

Un certain nombre d'anciens stagiaires de l'ESG de Paris suivent les enseignements de l'ESG de Rio. Par ailleurs, ils y enseignent la doctrine, la stratégie, la sécurité nationale, en mettant à profit leur stage à l'étranger à travers une bibliographie nouvelle⁴⁵⁸. Leur rôle est crucial dans la mise en circulation des idées françaises. Pierre Lallart souligne, en décembre 1963, qu'ils sont « désireux de faire bénéficier leurs camarades de l'enseignement reçu en France » et sollicitent l'autorisation de publier les conférences de l'ESG de Paris traduites en portugais « avec indication du nom de l'auteur soit dans le cadre des Revues Militaires déjà existantes, soit sous forme de brochures destinées à un certain nombre d'officiers des trois Forces Armées⁴⁵⁹ ».

L'état-major français ne partage pas la même sensibilité de l'attaché militaire. Le chef du SDECE écrit à P. Lallart, en 1964 :

Les auteurs des conférences que les officiers Brésiliens anciens stagiaire à l'École Supérieure de Guerre désirent publier, ont été consultés et que, malgré certaines réticences dues principalement à la crainte de voir leur pensée déformée par la traduction ou l'usage que l'on se propose d'en faire, ils ont donné leur accord sous les réserves ci-après : il est à noter que pour la plupart, ces conférenciers ont publié, en librairie, des ouvrages traitant de ces sujets et ils estiment que ce sont ces derniers qui doivent être pris en considération à l'étranger⁴⁶⁰.

⁴⁵⁷ Alfred Stepan, *Os militares na política...*, *op. cit.*, p. 130.

⁴⁵⁸ Général d'armée Alfredo Souto Malan, général d'armée Jurandir de Bizarria Mamede, général d'armée Miguel Cardoso, général de division José Campos de Aragão, général de Brigade Hugo Panasco Alvim.

⁴⁵⁹ *Demanda d'autorisation de publication de documents français*, Note pour l'attaché militaire, état-major de l'armée de terre, 20 avril 1964, SHD, 10T1108*.

⁴⁶⁰ *Ibid.*

Les réticences du ministère français des Armées sont claires : il s'agit d'éviter une assimilation quelconque de la France au développement des études de la guerre révolutionnaire au Brésil. Plus que le contenu des ouvrages, la crainte des auteurs est de voir la pensée militaire française déformée par des interprétations équivoques qui donneraient une nouvelle signification au contenu politique des textes.

Au nombre des disciplines les plus étudiées à l'ESG, on observe la prédominance des questions politiques, la forte présence des thèmes de psychologie sociale, la place centrale occupée par la guerre psychologique, l'importance des questions économiques et des problèmes militaires, en particulier logistiques et de commandement, le rôle joué dans l'étude de l'espionnage et, en dernier, la place mineure accordée à l'étude des doctrines purement militaires. L'ESG traite de nombreuses et importantes affaires en parallèle, avec minutie, afin de comprendre les ressorts de la société brésilienne. Les stagiaires assistent à l'ensemble des enseignements, effectuent des travaux de groupe, des séminaires, de visites dans différentes régions du Brésil et de l'étranger ; la dynamique de groupe est soulignée par le commandement de l'école qui privilégie un travail intensif, condensé en dix mois de stage. À l'instar d'Alfred Stepan, on observe l'étonnante absence d'enseignements directs sur la doctrine de la guerre révolutionnaire, avant 1959, alors que le thème figure dans un nombre significatif de revues et de brochures militaires, dès 1956. Par ailleurs, contrairement à ce qu'indique cet auteur, nous notons des références bibliographiques significatives sur la guerre psychologique et le contrôle d'informations, thèmes centraux de la contre-révolution. Le nombre croissant d'heures d'études consacrées à la sécurité et à la guerre intérieure, en particulier entre 1961 et 1968, révèle l'importance que l'administration de l'école attachait à comprendre les bouleversements politiques nationaux, pendant une période de forte agitation dans les casernes.

L'ESG avait l'ambition claire de réunir une nouvelle élite autour du thème central de la guerre intérieure, afin de maintenir le contrôle des populations et de préserver le *statu quo* des élites économiques. L'ESG était un garde-fou pour le projet de développement économique associé et son rôle fut très important durant le gouvernement Kubitschek. Ainsi, l'institution contribue largement à concilier les intérêts militaires, politiques et économiques autour d'objectifs permanents. De 1955 à 1960, elle joue un rôle central dans l'élaboration des politiques publiques, tandis que les politiques de sécurité sont l'objet de nombreuses synthèses réunissant autour d'un seul thème l'ensemble des enseignements reçus depuis la création de l'école. L'effort de synthèse a pour finalité l'élaboration d'une technologie de contrôle social qui convienne à l'ensemble des élites.

D'avril 1956 à novembre 1958, le général Castelo Branco, ancien stagiaire de l'ESG de Paris, dirige le département d'études de l'ESG de Rio. Pendant trois ans, il fait connaître publiquement ses pensées, ses projets pour le Brésil, en somme, sa *vision du monde*, qu'il présente à un public d'environ 200 stagiaires. Un an après sa prise de fonctions, il soutient que le rôle de l'ESG n'est pas d'élaborer une doctrine militaire, cette fonction revient à l'état-major des forces armées (EMFA), appuyé par chaque chef d'état-major respectif qui l'adapte à son arme correspondante. Le rôle de l'ESG est d'expérimenter les définitions de l'EMFA, à travers des exercices collectifs dont les conclusions peuvent introduire de nouveaux éléments à la doctrine militaire. Il ajoute que « l'organisation pour temps de paix existe pour instruire les soldats à combattre dans le cadre d'un conflit extérieur et, éventuellement et malheureusement, à combattre à l'intérieur des frontières⁴⁶¹ ». Ainsi, « une doctrine militaire forme un corpus de principes tirés d'une théorie ou de diverses théories, adaptées pour répondre aux problèmes militaires d'une nation, pour organiser ses forces et les préparer à la guerre, dans des opérations préalablement examinées⁴⁶² ». Il complète qu'une doctrine militaire ne peut être élaborée qu'à partir d'expériences concrètes, dans un processus pragmatique.

Pendant la période de commandement de l'école par le général Castelo Branco, différentes conférences essaient de s'approprier un vocabulaire spécialisé, alors en vogue dans les discussions stratégiques : guerre civile, guerre totale, guerre psychologique, guerre moderne, guerre coloniale, guerre froide, guerre par procuration. L'expression guerre révolutionnaire n'entre véritablement dans les discours qu'après 1956. Castelo Branco oriente alors les conférences vers des thèmes liés à la guerre froide ou à la guerre révolutionnaire, même si le programme de l'école ne comprend pas de conférences spécifiques sur la guerre révolutionnaire :

- 1954 : *A ideologia comunista*, par Mário Pedrosa, membre du parti communiste, intervenant extérieur ;
- 1955 : *Concepção moderna de guerra. Formas de guerra*, par le lieutenant-colonel Heitor Almeida Herrera, professeur titulaire et membre fondateur de l'ESG de Rio ;
- 1956 : *Concepção e aspectos da guerra moderna*, par le colonel Amangá Liberato de Castro Menezes, professeur titulaire ;
- 1957 : *As doutrinas políticas contemporâneas e suas relações com a segurança nacional*, par Egberto Miranda da Silva, intervenant extérieur ;
- 1957 : *Ideologia e segurança nacional*, par le professeur et académicien Alberto Guerreiro Ramos, intervenant extérieur.

Au-delà des enseignements sur des éléments intrinsèques à la doctrine française, une série de conférences a pour objectif de fournir les bases d'un service national d'informations dont la

⁴⁶¹ *A doutrina militar brasileira*, Humberto de Alencar Castelo Branco., *op. cit.*.

⁴⁶² *Ibid.*

mission serait de préserver la sécurité intérieure. Ainsi, en 1956, le colonel Newton Castelo Branco Tavares prononce la plus importante des conférences sur le sujet, *Técnica do levantamento estratégico*, où il développe la relation entre le contrôle des informations et la sécurité nationale. Cependant, l'auteur ne nomme pas l'ennemi à combattre, se limitant à expliquer les techniques de recherche et d'exploitation des renseignements. Dans ce cadre, les études sur la guerre psychologique renforcent l'aspect technique des opérations militaires ou policières.

En 1958, le docteur Antônio Carlos Pacheco e Silva fait un premier exposé sur la *Guerra psicológica* et introduit de nombreux concepts clés pour l'élaboration d'une doctrine, en ce qui concerne l'usage des informations pour ruiner le moral ennemi. Antônio Carlos Pacheco est un médecin psychiatre de renom national, vétéran de la révolte constitutionnaliste de São Paulo. En 1932, il dirige l'hôpital psychiatrique de São Paulo et introduit au Brésil la thérapie électroconvulsive. Professeur de psychiatrie à l'Université de São Paulo, il fait de nombreux allers-retours vers Paris. Par ailleurs, en 1962, il participe à la création de l'Institut politique d'études sociales, un *think tanks* où se côtoient industriels, hommes d'affaires, magistrats, officiers militaires et intellectuels, afin d'élaborer des projets pour changer le Brésil. Parmi les principales activités de l'Institut de recherches et d'études sociales (IPES – *Instituto de Pesquisas e Estudos Sociais*), la propagande et le *lobbying* politique.

Selon le docteur Pacheco, « l'objectif de la guerre psychologique est de provoquer une véritable névrose expérimentale collective, le trouble social ayant pour conséquence inéluctable le collapsus nerveux des forces ennemies, vaincues sans violence⁴⁶³ ». Il souligne, « dans ce champ, la technique russe est parvenue à des degrés très élevés de perversité et d'inhumanité⁴⁶⁴ ». Le problème central de la guerre psychologique est donc de contrer la science et la technique russes, basées sur « l'orientation de la stratégie communiste, qui confond l'action politique et l'action militaire⁴⁶⁵ ». Ainsi, l'observation de l'ennemi modifie-t-elle radicalement la science et la technologie, non seulement à l'égard des armes et des engins de destruction, mais aussi dans les manières de penser son adversaire.

Les conférences sur la guerre psychologique ont une importance capitale comme le prolongement d'une réflexion sur l'usage des armes et elles intègrent d'autres ressources utilisées dans la guerre révolutionnaire afin de définir le rôle thérapeutique des forces armées. Cette forme de guerre se prévaut d'un arsenal de ressources psychologiques, psychiatriques, philosophiques, neurologiques, anthropologiques et d'innombrables autres champs de la connaissance, obéissant à des normes techniques. Détecter et décrire les formes et les fonctions de chaque organe politique

⁴⁶³ *Guerra psicológica*, Antônio Carlos Pacheco e Silva, 1958, ESG, Cs-15-58.

⁴⁶⁴ *Ibid.*

⁴⁶⁵ *Ibid.*

et social permet au locuteur d'établir une « typologie des maladies du corps social, destinées à transmettre des connaissances et à convaincre un auditoire, ou un lecteur, de la pertinence de son discours⁴⁶⁶ ». Pour l'auteur, c'est une « technique humaine de contrôle social dont l'objectif est d'agir sur l'individu ou sur un groupe d'individus, [...] une technique destinée à conquérir l'adhésion⁴⁶⁷ ». Dans le cadre de la stratégie discursive de la guerre psychologique, la propagande occupe une place centrale « puisqu'elle s'imprègne de tout et déforme tout. On pense, on agit, on réagit en fonction d'elle⁴⁶⁸ ».

L'auteur insiste sur le rôle des officiers « responsables des divisions psychologiques, choisis comme observateurs ou chefs des services d'informations⁴⁶⁹ », ils « ont besoin de connaître la dynamique cérébrale, les instincts, les réflexes conditionnés, la psychanalyse, les mécanismes de défense ». Leur rôle est donc particulièrement important car « pendant et après des opérations militaires, la guerre psychologique est utilisée par des champs antagoniques, soutenue par l'existence de nouveaux engins de guerre⁴⁷⁰ ». Par ailleurs, la polysémie du terme « opérations », qui appartient aussi bien au vocabulaire de l'art militaire qu'à celui de la médecine ou de la chirurgie, autorise la technicité des forces armées en leur conférant une légitimité scientifique. Ainsi, les forces armées constituent un instrument pour la guérison du corps malade, métaphore de la société en guerre.

Antônio Carlos Pacheco utilise une bibliographie très diversifiée pour élaborer ses conférences à l'ESG de Rio. Grâce à ses séjours parisiens, il rencontre des médecins spécialistes en psychologie sociale qui poursuivent les découvertes pavloviennes, en particulier celles du psychiatre russe, exilé à Paris, Serge Tchakhotine. En 1953, son ouvrage, *Le viol des foules par la propagande politique*, exploite de nouvelles techniques de la psychologie sociale, en particulier la destruction de la personnalité, les lavages de cerveaux, la guerre dans la foule. Cette dernière expression est définie par l'auteur comme « l'exploitation des masses pour installer le désordre, l'incompréhension, l'anarchie, dans tous les facteurs de la vie d'un pays⁴⁷¹ ». En utilisant des exemples tirés de l'expérience nazie, l'auteur prolonge sa réflexion pour comprendre la propagande soviétique et son action, dans l'instigation de la guerre révolutionnaire. Antônio Carlos Pacheco fait siennes les conclusions de Tchakhotine, qu'il complète par la lecture d'ouvrages français. Ainsi, la psychologie des foules devient un instrument central pour apaiser la lutte des classes :

⁴⁶⁶ Gabriel Périès, « Du corps au cancer... », *op. cit.*

⁴⁶⁷ *Guerra psicológica*, Antônio Carlos Pacheco. Silva, 1958, *op. cit.*

⁴⁶⁸ *Ibid.*

⁴⁶⁹ *Ibid.*

⁴⁷⁰ *Ibid.*

⁴⁷¹ *Ibid.*

Comme le signale le colonel Bonnet, l'humanité est sérieusement préoccupée par la guerre atomique et les missiles téléguidés. Toutefois, l'éventualité de l'emploi d'armes de destruction massive représente un horizon chaque fois plus lointain car c'est un suicide collectif. Infiniment plus dangereuse, la guerre subversive se développe de façon occulte et clandestine, déclenchée partout et nourrie par les Soviétiques. Seul un pays socialement robuste a des probabilités de résister aux tentations et aux assauts de la guerre révolutionnaire. Un pays socialement malade sera inévitablement exposé aux cohortes de malfaiteurs et à la guerre civile. La patrie est avant tout la paix sociale, la concorde entre les classes, l'union totale entre les Forces Armées et la Nation⁴⁷².

La caractéristique de ces auteurs est d'introduire une bibliographie nouvelle à l'ESG. Leur pouvoir de fédérer les différents groupes anti-communistes fait leur force, plus encore que leur capacité à créer de nouvelles doctrines. De la même façon, les guerres psychologique, révolutionnaire et insurrectionnelle – séduisent rapidement de nombreux industriels, hommes politiques et professeurs, stimulés en grande partie par le travail de traduction des textes français. Les conférences reprennent différentes définitions françaises, sans calquer les concepts directement sur la réalité brésilienne. Au contraire, l'ESG est le lieu d'appropriation par l'élite brésilienne de cette doctrine.

Jusqu'en 1959, la DGR reste limitée à une élite militaire, dans les écoles d'officiers supérieurs (ECEME – École de commandement et d'état-major de l'armée de terre – *Escola de Comando e Estado-Maior do Exército*). Son transfert vers l'ESG marque une étape importante dans la réflexion sur le rôle des forces armées, dans la lutte contre le communisme. Son objectif s'étend bien au-delà d'une réflexion sur toutes les nouvelles formes de guerre⁴⁷³ pour s'inscrire dans un projet d'élaboration d'une doctrine d'État qui se pose en s'opposant et pour s'opposer. Dans ce cadre, la DGR est la forme la plus aboutie de différents modèles politiques, étudiés depuis la création de l'école. Elle répond alors aux multiples questions posées par les dirigeants : d'une part, l'insertion internationale par une alliance anti-communiste ; d'autre part, le rôle d'intégration militaire en Amérique du Sud, en tant que vecteur d'une nouvelle doctrine.

Le colonel Augusto Fragoso est décisif dans la consolidation de cette école de pensée. Il conserve la définition française, qui reste identique quant au fond, même si les termes changent au profit d'expressions porteuses de significations adaptés à l'auditoire brésilien :

La Guerre Révolutionnaire est celle menée par une minorité active soutenue par les masses populaires qui, profitant des contradictions d'un gouvernement, le plus souvent encouragée ou appuyée de l'extérieur, mobilise les esprits par la persuasion ou la terreur, la

⁴⁷² *Ibid.*

⁴⁷³ João Roberto Martins., « Tortura ideologia... », *op. cit.*.

propagande ou les actions de guérilla, autour d'une idée force, cherchant ainsi à renverser le gouvernement et à prendre le pouvoir⁴⁷⁴.

À l'instar des définitions françaises, au Brésil, la guerre révolutionnaire est présentée sous la forme d'un combat politique où l'enjeu est la conquête du pouvoir. Par ailleurs, elle permet aux militaires d'exploiter la psychologie des peuples, en fonction d'une géographie sociale précise. La DGR se trouve donc au cœur du nouvel appareil militaire que l'armée brésilienne entend développer. La conférence d'Augusto Fragoso ouvre une nouvelle période, au cours de laquelle les élites dirigeantes s'approprient pleinement la doctrine française. L'ESG est cet espace d'appropriation, où se constitue le noyau dur des cadres du service national d'information, le SFICI (Service fédéral d'informations et contre-informations). Au fur et à mesure, l'objet central de la doctrine se confond avec celui de la guerre psychologique :

Généralement engagée ou soutenue de l'extérieur, [la guerre révolutionnaire] mobilise les esprits par la persuasion et les contraint à accepter une idée comparable à la Foi, pour se lancer à l'attaque – dans un cadre environnemental bien défini – de l'autorité de droit ou de fait, considérée ou désignée comme un grand obstacle à la victoire de l'idée. Ces faits sont inspirés par deux idées universelles et séduisantes : *l'idée du communisme* et le *Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes*⁴⁷⁵.

Si des éléments sont ajoutés à la première définition, la perception des armes de l'ennemi se consolide comme clé de voûte du nouveau système de pensée. L'ensemble de conférences sur le sujet se base sur le problème de la recherche d'informations sur l'ennemi. L'idée de la guerre révolutionnaire est comparable à la foi religieuse puisqu'elle impose une devise ayant force de loi. Son processus se décompose en cinq phases :

1. Des noyaux secrets se constituent pour l'agitation, la propagande et l'information, basés sur la diffusion de l'idée qui empoisonne les antagonismes et s'oppose aux mesures imprudentes du gouvernement ;
2. Les organisations locales (urbaines et rurales) sont activées pour former des réseaux de surveillance et de résistance passive, animés par des agents de liaison dont la mission est de contraindre les réfractaires. Ces organisations intimident leurs adversaires et désorganisent l'appareil administratif de la société à atteindre ;
3. Les bandes se constituent en groupes de choc ou en milices populaires, prompts à se réunir pour un coup de main et à se disperser rapidement. C'est le moment choisi par les rebelles pour le passage à l'action ;
4. La rébellion surgit et s'efforce de s'étendre pour installer un réseau de bases sécurisées dans tout le pays, en resserrant ses chaînons. Des propagandistes armés surgissent de

⁴⁷⁴ *Introdução ao Estudo da Guerra Revolucionária*, Augusto Fragoso,, 1959, Escola Superior de Guerra (ESG), C-85-59.

⁴⁷⁵ *A guerra revolucionária a conjuntura brasileira*, lieutenant-colonel Theodorico Gahyva, 1959, ESG C-92-59.

toutes parts et dans une savante association de terreur et de persuasion, ils conquièrent les esprits, afin de creuser l'abîme entre le Pouvoir et la population. Tous leurs efforts se concentrent dans des zones déterminées, qu'on cherche alors à libérer, afin d'y installer un gouvernement révolutionnaire ;

5. La lutte entre alors dans sa dernière phase, la période active de la guerre révolutionnaire qui combine des opérations de type classique avec des actions de guérilla, tandis que l'action psychologique continue d'attaquer le moral des troupes adverses déjà mis à mal. La fin n'est pas loin⁴⁷⁶.

L'explication en cinq phases permet de résumer le processus révolutionnaire, afin d'y apporter une riposte tout aussi simple qui passe par deux phases, l'étude et l'action :

La riposte à la guerre révolutionnaire doit être préalablement préparée par un service d'informations adapté et l'organisation de la défense intérieure du territoire. Ces instruments doivent rendre possible, au moment opportun, une réponse immédiate dont l'objectif est d'engager la lutte dans le milieu imposé par l'adversaire, à savoir, la population, mobilisée physiquement et moralement par le gouvernement établi⁴⁷⁷.

La simplification permet la création de nouvelles significations. La réalité coloniale se transpose à la situation brésilienne par le calque de certains termes dont celui de pouvoir : en situation coloniale le terme équivaut à un synonyme de gouvernement français, alors que dans la traduction précédente, il se rapporte à tous les types de pouvoir. Le passage du français au portugais universalise les termes propres à l'armée française qui applique ses techniques aux populations colonisées et non pas aux populations métropolitaines. Par ailleurs, les cinq phases décrivent l'organisation rebelle comme un véritable appareil, doté d'une technologie révolutionnaire. La réponse des forces armées doit s'établir sur le même plan : elles s'approprient les armes de l'adversaire en créant leur propre organisation clandestine de lutte contre-révolutionnaire. Ce faisant, les traducteurs brésiliens rendent possible la création d'une technologie de contrôle social capable de prévenir toutes les situations où le pouvoir serait mis à mal, indépendamment du contexte politique. Il s'agit d'une structure clandestine de recherche et d'exploitation des renseignements. Décidément, l'étude de la guerre révolutionnaire s'insère dans le processus de création d'un service national d'informations.

Si le développement de la guerre révolutionnaire dépend d'une conjoncture interne de montée de revendications populaires, les facteurs internationaux sont tout aussi importants puisqu'ils associent le combat interne à l'expansion de l'idéologie communiste. Dans ce cadre, tous les opposants au régime en vigueur sont assimilés à des communistes ou des *proto-*

⁴⁷⁶ *Ibid.*

⁴⁷⁷ *Introdução ao Estudo da Guerra Revolucionária*, Augusto Fragoso,, 1959, ESG, C-85-59.

communistes. Il existe donc un lien entre la préparation de la nation à la parade contre la guerre révolutionnaire et sa capacité à se procurer les moyens de puissance nécessaires à la préparation de la riposte. La relation entre l'armée et la nation est au cœur de ce système où l'ESG est l'espace d'interaction entre les élites économiques, politiques et militaires, c'est-à-dire le cœur de la nation, selon sa perspective.

La guerre révolutionnaire est la réponse aux problèmes contemporains, en particulier des pays dits développés. Elle convient au Brésil, un pays en passe d'accéder au rang de grande puissance. Tel est du moins le message des doctrinaires :

Le Brésil n'est plus le géant endormi du monde latino-américain. La conjoncture internationale exige une nouvelle prise de conscience de soi et de nouveaux problèmes internationaux. Pour devenir un pays fort, il doit se rendre indépendant, non seulement politiquement mais aussi économiquement. Le Brésil doit donc se procurer le *pouvoir* et la *capacité* indispensables au bien-être de sa population afin de parvenir à un degré suffisant de sécurité qui lui permette une vie libre, souveraine et sans hostilités. Or, les Forces Armées brésiliennes ne sont pas encore organisées pour atteindre une finalité unique dirigée contre l'extérieur et même en possédant comme mission constitutionnelle la défense de la Patrie, pour assurer les pouvoirs constitutionnels, la loi et l'ordre, elles ne peuvent se cantonner aux casernes⁴⁷⁸.

En 1960, les études sur la guerre révolutionnaire prennent une ampleur inégalée auparavant. Chaque intervenant utilise à son gré les concepts définis par la doctrine pour analyser la conjoncture brésilienne. Les concepts développés par des officiers coloniaux français dans la lutte contre les combattants vietminh acquièrent force de loi. Son versant brésilien se tourne davantage vers la guerre psychologique, c'est-à-dire le contrôle des informations et la manipulation des masses. Dès lors, l'information et la contre-information sont au cœur de l'appareil brésilien, orienté vers l'analyse des forces ennemies et le noyautage des groupes et partis politiques de l'opposition, communistes ou simplement « sympathisants ».

Le succès des séminaires, auprès d'un public d'officiers supérieurs⁴⁷⁹, incite le commandement de l'ECEME à créer différentes formations de six mois sur : caractérisation de la guerre révolutionnaire communiste par rapport à la guerre froide, la guerre psychologique et la guerre insurrectionnelle ou subversive⁴⁸⁰. L'emploi récurrent par les conférenciers d'expressions comme « période de transition », « décadence », « incapacité à se défendre » renforce l'idée d'un

⁴⁷⁸ *Ibid.*

⁴⁷⁹ Equipe B: colonels Lindolfo Ferraz Filho, Sylvio Couto Coelho da Frota, lieutenants-colonels Joaquim Ferreira Alves et Walter Pires de Carvalho, Albuquerque. Equipe C: lieutenants-colonels Ivanhoé de Oliveira, Ovídio Abrantes, Gabriel Borges Fortes Evangelho, Rubem Rey,, João Baptista Figueiredo, Fernando da Silva Abrantes et major Mario Ramos de Alencar.

⁴⁸⁰ *Curso de Estado Maior Comando das Forças Armadas*, Avril 1960, ESG,.

épuisement du modèle démocratique. La conclusion implicite des études réalisées à l'ECEME est celle d'une faillite du système démocratique et du besoin d'un coup de force pour se prémunir de la menace communiste.

La guerre psychologique et la guerre révolutionnaire évoluent rapidement et s'étendent à de nombreuses écoles militaires, accompagnées d'une remarquable progression de la bibliographie militaire française. De plus en plus, les écrits politiques français prennent une place très importante dans la composition des séminaires. Les auteurs français les plus consultés en 1961 demeurent les maîtres incontournables de la guerre révolutionnaire en Algérie. La lecture de leurs œuvres est complétée par celle des textes d'intellectuels, d'hommes politiques et de magistrats, à l'instar de Raymond Aron, de Claude Delmas et de Maurice Mégret.

Il s'agit de l'appropriation par différents courants militaires des idées développées en même temps dans les armées alliées. À l'évidence, les officiers brésiliens contribuent à l'insertion de leur armée dans le système de représentation stratégique de la guerre froide. L'imaginaire nourri par la DGR contient l'acte stratégique de nomination des acteurs et des rôles, il constitue le préalable de toute alliance et de toute lutte, selon Alain Joxe ⁴⁸¹. La DGR est l'acte magistral de l'alliance internationale à laquelle s'inscrivent les officiers brésiliens contre le communisme.

La diffusion des articles et revues françaises est parallèle à la mise en place de stages spécialisés sur l'action contre-révolutionnaire. Avant tout autre objectif, les règles et les doctrines militaires visent à construire un ethos militaire qui fonde la particularité des forces armées dans la société. Dans ce cadre, l'IHEDN et l'ESG de Rio ont la double finalité de mettre l'élite des forces armées en relation avec les armées étrangères et de créer un lien d'affiliation avec les dirigeants de leur propre pays.

La doctrine française de la guerre révolutionnaire traduit une manière de voir le monde propre à la guerre froide. Elle engendre une perception paranoïaque de la politique. Issue des guerres coloniales, son message est d'une violence extrême, adapté à des officiers convaincus de leur mission civilisatrice. Entre la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie, grâce à l'intervention du pouvoir politique, la doctrine s'institutionnalise dans les forces armées françaises. Plusieurs écoles et centres de formations ouvrent vers des espaces de création doctrinale. L'ESG de Paris est le lieu d'exportation de la doctrine française. De nombreux officiers latino-américains y côtoient leurs homologues français.

⁴⁸¹ Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion...*, *op. cit.*, p. 20.

Les concepts français parviennent aux Brésiliens par les réseaux de l'ESG de Paris et de l'IHEDN. Pourtant, les transferts de cette doctrine échappent au contrôle de la France. La circulation des ouvrages contribue à répandre les idées françaises et à consolider la bibliographie spécialisée, utilisée dans les nombreuses conférences. Dans ce cadre, l'ESG de Rio constitue le lieu de cristallisation des concepts français, où les différentes élites transforment la doctrine militaire en une doctrine politique.

Nous ne pouvons pas affirmer que la France détient le contrôle sur les applications de sa doctrine. Force est pourtant de reconnaître qu'elle se sert de la notoriété de sa doctrine pour élaborer sa politique d'expansion. La doctrine est alors assortie d'équipements et d'armements spécifiques. Les transferts de la doctrine française sont interrompus à cause des problèmes politiques brésiliens. Dans quelle mesure la doctrine militaire favorise-t-elle le commerce des armes franco-brésilien ?

Chapitre 6 : innovation, enseignement et technologie

La mission militaire concerne avant tout trois objectifs, au carrefour du politique et du militaire : l'instruction, la propagande et l'armement. L'instruction est un moyen de répandre la culture militaire française. Un des résultats de ces transferts est le renforcement de la présence de la France. En effet, l'armée française jouit d'un grand capital de confiance au Brésil, particulièrement en raison de l'héritage de la Mission militaire française ou mission Gamelin (1920-1940). La portée de cet héritage est à nuancer, en raison de l'absence de renouvellement des traditions inventées, dans les années 1940. Si, dans les années 1950, la propagande française renforce l'intérêt pour la culture militaire française elle modifie ainsi la nature. Qu'en est-il de la continuité de la présence française dans la culture militaire brésilienne, entre 1930 et 1950 ?

L'instruction renforce le contact entre les deux armées et met en relation un nombre important d'officiers des deux pays, le plus souvent dans le cadre d'un rapport hiérarchique. Les officiers français exercent une grande force d'attraction sur leurs élèves stagiaires brésiliens. Par ailleurs, l'instruction favorise le choix brésilien pour la technologie française. Même si le choix ne correspond pas uniquement à un choix stratégique puisque des variables économiques et financières sont aussi en jeu, l'instruction française permet aux officiers brésiliens d'étudier dans le détail la doctrine française, en particulier son emploi sur le terrain indochinois et algérien. Les résultats sont très faibles sur le volume de ventes, alors que sur la transmission des systèmes tactiques ils sont plutôt positifs. Dans tous les cas, la vente d'armes demeure un objectif permanent, plein de difficultés en raison de l'ascendant états-unien sur l'armée brésilienne. Contrairement à la période de l'entre-deux-guerres, lorsque l'armée française fournissait l'essentiel de l'équipement militaire brésilien, de 1942 à 1968, le marché brésilien est entièrement dominé par le matériel états-unien. Pour remédier à cette situation, les hommes de la diplomatie française élaborent des stratégies différentes d'une période à l'autre, avec, comme un principe la propagande.

L'ambassade de France met en œuvre des moyens très importants. Le message de propagande s'élabore en accord avec l'exploitation des informations fournies par les correspondants diplomatiques français sur le terrain. Ils apprennent à reconnaître l'armée brésilienne et à mieux orienter leur message. Ainsi, les informations puisées dans les réseaux brésiliens permettent-elles de cibler la population tandis que le contact avec les responsables militaires permet d'examiner les besoins militaires et de déterminer les objectifs de la propagande.

À travers un long travail de prospection des marchés, les attachés français réunissent un ensemble d'informations sur les responsables brésiliens.

Afin d'étendre son influence, l'attaché militaire mobilise tous ses efforts pour diffuser la culture française. Il augmente le nombre des revues diffusées dans les bibliothèques et centres d'études ; il propose des accords d'échanges de stagiaires et des contrats pour le perfectionnement des instructeurs. En 1958, 60% des publications conservées dans la bibliothèque de l'armée de terre émanent d'auteurs français. Le capital culturel franco-brésilien est constamment nourri par les attachés militaires qui l'utilise afin d'entrer en contact avec un nombre chaque fois plus important d'officiers.

L'élaboration d'un capital de confiance

Depuis la divulgation d'une bibliographie spécialisée jusqu'à l'échange de stagiaires et l'envoi d'instructeurs, il existe différentes modalités de propager une culture. Dans tous les cas, il est nécessaire de susciter l'intérêt des interlocuteurs et de conquérir leur confiance. Tâche difficile puisque le prestige de l'armée française est au plus bas. Au-delà de l'image vaincue, jusqu'aux années 60, la France dépend de l'aide états-unienne pour se relever. Une situation difficile dont les répercussions sont très sérieuses sur la politique étrangère. Il revient aux diplomates français de modifier l'image de leur pays à l'étranger à travers un travail de propagande. Jusqu'en 1955, les réunions diplomatiques et les attachés militaires se succèdent sans que soit définie une stratégie d'expansion au Brésil. L'idée de reconquérir des positions Amérique latine s'impose assez tardivement dans le corps diplomatique français, à partir des années 60, symbolisée par la visite du général de Gaulle entre septembre et octobre 1964.

Pour susciter l'intérêt des Brésiliens à l'égard des problèmes stratégiques français, les mesures les plus efficaces concernent la diffusion de revues et de journaux militaires, l'organisation de conférences, la rencontre des dirigeants et la planification des échanges d'officiers. La conquête du marché militaire est donc une opération de longue haleine, à laquelle concourent tous les attachés militaires. Une partie de la mission est de constituer un réseau d'officiers les liant aux représentants militaires brésiliens. Par ailleurs, le contact serré entre groupes industriels et militaires bénéficie différents secteurs économiques, l'expansion de l'industrie d'armement en particulier. En ce sens, « tout effort de propagande et d'expansion dans cette tranche militaire ne peut qu'être profitable à l'action collective, dans la mesure même où il

éveille la curiosité et l'intérêt d'une élite occupant une place importante dans les affaires de son pays⁴⁸² ».

L'allusion aux élites civiles et militaires est omniprésente dans les écrits des attachés militaires et anime l'ensemble de leurs démarches. Ils y perçoivent une voie à exploiter. A l'instar de l'armée française, l'élite militaire brésilienne maintient un lien très fort avec industriels, hommes d'affaires et représentants diplomatiques des pays alliés. Ils ont un réel poids économique et pèsent dans le calcul politique des dirigeants. S'il convient de relever l'importance de cette élite dans la formation d'un réseau capable de fournir des informations utiles à la France, il faut aussi à expliquer quels sont les moyens utilisés par l'attaché militaire, notamment pour conquérir l'intérêt des élites brésiennes. L'effort à entreprendre n'est pas uniquement économique : il implique une démarche de propagande spécialisée.

L'appui des anciens élèves de la mission Gamelin consolide les relations entre instituts supérieurs d'études militaires. Le moule idéologique dans lequel baignent les officiers français est propre aux forces spéciales françaises. Le politique et le militaire sont ainsi inséparables et composent une seule et unique mission : reconquérir une position de force là où la France avait des appuis solides. De plus, leur vision du monde est dominée par l'horizon de la guerre froide et, plus précisément, de la guerre révolutionnaire, où l'action psychologique occupe une très grande place. Il est donc significatif de noter qu'un grand nombre de documents de la période 1956-1959 concerne la propagande française, particulièrement l'effort de diffusion de revues spécialisées.

La plupart des formes d'expression utilisées par la propagande politique sont, en fin de compte, des véhicules pour les symboles. Elles exploitent l'intellect par la répétition des messages. Les expressions utilisées dans les textes français sont conçues comme des représentations instantanément évocatrices d'une idée ou d'une doctrine, elles sont le signe mécanique qui rallie l'homme⁴⁸³. La différence entre l'information et la propagande est moins dans la nature du contenu que dans les objectifs. Dans le jargon militaire, la propagande concerne une action psychologique mettant en œuvre tous les moyens d'information pour propager une doctrine, créer un mouvement d'opinion et susciter une décision. En règle générale, les moyens de l'information sont les revues, les films, les prospectus, les manifestes, les livres, les conférences, les meetings, les réunions, etc. L'effort d'action psychologique ne s'adresse pas seulement à une population menacée par l'avancée communiste, mais aussi à une population dont il s'agit de conquérir l'esprit face à un ennemi non-déclaré. Selon toute vraisemblance il s'agit de l'adversaire états-unien. L'objectif de la propagande est de limiter la capacité de discernement et de prise de

⁴⁸² *Rôle des forces armées françaises dans l'effort de propagande et d'expansion actuellement appliqué sur le Brésil*, André Normand, 1958, SHD, 10T1108*.

⁴⁸³ Serge Tchakhotine, *Le viol des foules...*, *op. cit.*, p. 275.

décision de l'autre. Elle veut convaincre. La propagande a pour objectif de provoquer le succès d'une théorie. Dans le cas spécifique de la doctrine de la guerre révolutionnaire, l'expansion ne va pas sans recommander l'utilisation de nouveaux matériels militaires. À la doctrine exportée par la France correspondent un armement et des techniques spécifiques, acquises dans les stages de formation.

L'expansion de cette doctrine ne va pas sans recommander l'utilisation de nouveaux engins, la stimulation de nouveaux accords d'échanges de stagiaires, voire la conclusion de contrats de prospection scientifique des sols brésiliens. En raison des grandes limitations budgétaires brésiliennes entre 1947-1956 et 1960-1964, les propositions françaises et échanges de vues entre représentants des deux pays ne sont pas suivis d'effets.

La propagande militaire française auprès de l'armée brésilienne prend différentes formes, selon le public auquel elle s'adresse, mais aussi en fonction des ressources disponibles sur place. Dans les écoles militaires supérieures, la démarche des officiers-enseignants passe par trois étapes : la réflexion sur les causes de la défaite française, particulièrement en Indochine ; l'élaboration d'une nouvelle doctrine capable d'affronter les menaces de l'après-guerre ; l'exportation d'un nouveau modèle militaire adapté au contexte de la guerre froide. Par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, le gouvernement français octroie de nombreuses places pour des officiers latino-américains dans les écoles militaires françaises, afin de les gagner à la cause de la France. « L'Armée de Terre, *note André Normand*, envoie chaque année un Officier suivre les cours de notre École supérieure de guerre. Cet Officier, à son retour au Brésil, se voit toujours confier un poste important à l'état-major⁴⁸⁴ ».

Les termes des contrats d'échanges de stagiaires et les objectifs des stages demeurent inchangés par rapport à l'entre-deux-guerres. Ils concernent particulièrement une élite militaire. Le critère de sélection est celui de l'excellence. Seuls bénéficient d'une place à l'ESG de Paris les meilleurs élèves de l'École d'état-major. La formation s'oriente précisément vers l'étude des pouvoirs et des capacités du commandement militaire. Le problème essentiel traité par les commissions d'attribution des places est double, d'une part, il consiste à convaincre les responsables militaires brésiliens de l'intérêt d'un accord avec la France, d'autre part, il envisage de gagner la confiance des officiers brésiliens. Dans sa note introductive de 1948, le colonel Albert Buchalet insiste sur le fait que le capitaine d'infanterie Evaldo Pedruchi est « le premier officier de cette force publique qui se rend en France » depuis 1939⁴⁸⁵. L'objectif de ce stage est de relancer la collaboration militaire franco-brésilienne. Ces échanges militaires ont un « rôle

⁴⁸⁴ *Rôle des forces armées françaises dans l'effort de propagande et d'expansion actuellement appliqué sur le Brésil*, André Normand, 1958, SHD, 10T1108*.

⁴⁸⁵ *Fiche d'orientation sur le Brésil et la Force Publique de l'État de São-Paulo*, Albert Buchalet, novembre 1948, SHD, 10T1108*.

beaucoup plus diplomatique et psychologique de reprise de contacts entre deux armées⁴⁸⁶. » Sur ce point le colonel Buchalet est assez précis et « c'est tout un courant européen qui triomphe par cette désignation. C'est au sein de la Force publique de São Paulo, l'affirmation de l'influence prépondérante du *clan français*, comme on l'appelle là-bas. ». Nous devons avant tout nuancer ces propos. Cette fiche d'orientation est destinée à l'état-major du 2^e Bureau, afin d'orienter les travaux de la commission d'attribution des places. Elle est écrite afin d'attirer l'attention des commandants des écoles militaires françaises sur l'intérêt de motiver des contrats plus étendus avec l'armée brésilienne. De ce fait, il a tout intérêt à majorer la force politique de ce *clan français*.

Il insiste sur l'impact de ces enseignements sur les officiers brésiliens. « En tout état de cause, ne pas hésiter à lui donner beaucoup de règlements, manuels et bibliographies, afin qu'à son retour ici notre influence fasse tache d'huile⁴⁸⁷. » Le premier stagiaire est présenté avec beaucoup d'espoir au ministère des Armées. Le travail à entreprendre doit répondre à une logique de diffusion de la pensée française mais tous ces efforts exigent à la fois un intérêt brésilien et français. En effet, à partir de 1948, Albert Buchalet définit l'objectif des stages d'entraînement en France : « tout stagiaire qui vient en France doit en repartir plus francophile qu'il n'est arrivé et devenir un centre de propagande française dans son milieu. On conçoit donc l'intérêt de lui donner un enseignement professionnel irréprochable⁴⁸⁸ ».

L'accent mis sur l'aspect psychologique des stages prédomine sur les aspects purement militaires. Ces contacts renforcent les réseaux français. Les attachés militaires peuvent alors intervenir auprès d'un nombre chaque fois plus grand d'interlocuteurs et faire face à des problèmes chaque fois plus complexes. La portée des stages est davantage politique que militaire. De plus, les connaissances transmises sont l'aspect le plus significatif du séjour des officiers brésiliens. L'essentiel est de montrer une image idéale de l'armée, appuyée sur une vaste documentation vantant les mérites des technologies françaises. On associe la technologie à une doctrine spécifique. Vis-à-vis de la diplomatie française il est important que l'officier, de retour au Brésil, soit nommé à un poste important pour agir comme un foyer de propagation de la doctrine française.

Le premier stagiaire brésilien arrive à l'ESG de Paris en 1947. Instructeur à l'École de commandement et d'état-major de l'armée de terre (ECEME – *Escola de Comando e Estado Maior do Exército*), Alfredo Souto Malan jouit du prestige de son père, ancien attaché militaire brésilien à Paris. Au lieutenant-colonel Malan, succède le major Jurandir de Bizarria Mamede, également instructeur à l'ECEME. L'objectif des stages est de parfaire la formation supérieure des

⁴⁸⁶ *Ibid.*

⁴⁸⁷ *Ibid.*

⁴⁸⁸ *Ibid.*

instructeurs de l'école de capitaines. Pendant dix ans, le rythme des échanges est faible et seul un stagiaire par promotion rentre à l'ESG de Paris. Lorsqu'en 1958, l'état-major envoie cinq officiers – les majors José Magalhães, Antônio Lopes, Álvaro Monero, Benjamim Funari et José Resende Pereira – la conjoncture est bien différente de l'immédiat après-guerre. L'importante augmentation résulte d'un rapprochement entre les deux armées. À l'instar des précédents stagiaires, le retour au Brésil s'accompagne d'une période d'enseignement plus ou moins longue à l'ESG de Rio de Janeiro. Pour l'ensemble de la période 1948-1972, nous dénombrons 37 officiers stagiaires à l'ESG de Paris, dont les deux-tiers entre 1958 et 1972, avec des interruptions pendant les années 1963-1965. Si le nombre d'officiers détachés en France n'est nullement représentatif du corps des officiers, néanmoins, plus du tiers de ces officiers stagiaires occupent des postes à responsabilité dans l'armée brésilienne, au long de leur carrière. Plus des deux-tiers atteignent le grade de général, un d'entre eux reçoit le commandement de l'ESG de Rio. Parmi eux, trois deviennent même ministres des Armées.

Cette estimation basée sur les données de l'attaché militaire français considère uniquement le corps des stagiaires de l'ESG et ne comptabilise donc pas ceux de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale) dont le nombre semble sensiblement supérieur, d'après Mathieu Rigouste⁴⁸⁹. Toujours est-il que ces chiffres sont bien loin de ceux des stagiaires envoyés dans les écoles militaires états-uniennes : le *National War College*, Fort Bragg ou l'École des Amériques. Nous n'avons pas d'estimations précises en ce domaine et seule l'École des Amériques, destinée à former les forces spéciales, fournit des données. D'après les statistiques établies par la direction de l'école, en 1994, près de 60 000 officiers latino-américains avaient suivi ses stages, depuis 1946, parmi eux 355 Brésiliens⁴⁹⁰. Ce chiffre dérisoire par la nature des enseignements dispensés à l'École des Amériques, avant tout, concernant les forces paramilitaires. Tant la diversification de la formation que la multiplicité des structures d'accueil placent les États-Unis en première position.

Depuis 1949, lorsque le colonel Lima Brayner assume le poste d'attaché militaire brésilien à Paris, l'intérêt pour l'armée française est moindre. En effet, les lieutenants-colonels Malan et João de Almeida Freitas plaident pour un rapprochement avec la France car celle-ci pourrait offrir de nouvelles possibilités à l'enseignement supérieur militaire au Brésil. Si les raisons d'Alfredo Souto Malan sont liées à la carrière de son père, promoteur de la Mission militaire française au Brésil, celles de João de Almeida sont propres à la conjoncture politique : diversifier les fournisseurs brésiliens en doctrine et en matériel. Ils sont rapidement rejoints par le capitaine Tertuliano Potyguara, stagiaire brésilien à l'ESG, en 1951, fils d'un officier brésilien vétéran de la Première

⁴⁸⁹ Entretien avec l'auteur, février 2009.

⁴⁹⁰ Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort...*, *op. cit.*, p. 272.

Guerre mondiale et officier de la Légion d'Honneur. L'engagement familial prend une force incontestable pour favoriser l'évolution de la carrière politique et militaire. De plus, l'ouverture internationale est un couronnement de la carrière.

Dès le début des années 1950, l'attaché militaire français, Albert Buchalet (1946-1952) décrit ce qui peut être entrepris par la France. Dans son rapport de fin de mission, destiné à l'ambassadeur et au nouvel attaché militaire, il propose de :

Mettre sur pied un système régulier d'envoi de conférenciers militaires qui professeraient à l'École d'état-major, à l'École supérieure de guerre, à l'École de guerre navale et à l'École de guerre aérienne. Organiser notre 'propagande culturelle militaire' qui est nulle. Faire effort sur la diffusion de publications militaires et techniques. Organiser la diffusion de bibliographies⁴⁹¹.

En 1952, nous observons un changement dans les formules proposées par la France. Jusqu'alors les officiers établissent des contacts en France avec des officiers supérieurs, des fournisseurs d'équipements militaires et ouvrent des perspectives politiques à leurs carrières militaires. Il semblerait toutefois que l'impact des stages sur la formation des officiers soit moindre. À ce sujet, Gilbert Arvengas, ambassadeur de France au Brésil (1952-1955), écrit au ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault, en juillet 1953 :

L'État-Major de l'armée brésilienne paraît de moins en moins disposé à envoyer des officiers stagiaires à notre ESG. La raison en serait que, faute pour les stagiaires d'être autorisés à suivre les cours de deuxième année, on considère que ce stage présente peu d'intérêt. Il conviendrait en conséquence d'examiner si les officiers stagiaires brésiliens admis à l'ESG ne pourraient pas être autorisés à suivre les cours de deuxième année⁴⁹².

Le colonel Miguel Cardoso, stagiaire en 1953, est le premier à formuler le souhait de suivre les enseignements de deuxième année à l'ESG⁴⁹³. Dès l'année suivante, le lieutenant-colonel José Campos de Aragão est admis en deuxième année sans concours d'entrée. L'intérêt de la deuxième année repose sur l'étude des problèmes de défense contemporains, dont une série de conférences sur les stratégies françaises en Extrême-Orient. À partir de 1954, commence le cycle d'études consacré à la nouvelle doctrine, élaborée dans le feu de l'action par des officiers coloniaux revenus d'Indochine. Les élèves prennent alors connaissance du vif débat sur les stratégies et les

⁴⁹¹ *Rapport de fin de mission* (1946-1953), Albert Buchalet, juin 1953, AMAE, carton 42.

⁴⁹² *Stagiaire brésilien à l'ESG*, Gilbert Arvengas, 11 juillet 1953, AMAE, carton 42.

⁴⁹³ *Lettre du général Tassel au Secrétaire d'État à la Guerre*, 13 mars 1953, AMAE, carton 42.

tactiques contre-révolutionnaires. L'attaché militaire manifeste donc son intérêt à familiariser les officiers brésiliens à l'emploi de l'arme psychologique.

Même modestes, les échanges militaires présentent des résultats positifs pour la diplomatie française. Les anticipations du chef d'état-major sont justes : les quelques officiers désignés pour suivre les formations en France occupent à leur retour des postes de responsabilité. Ils agissent à la fois comme noyau d'officiers favorables à la reprise des relations militaires et comme foyers de propagation de la culture française. Dans un premier temps, les arguments pour la reprise des relations bilatérales demeurent ceux d'un contrepoids à la mainmise états-unienne ; contribuent aussi à resserrer ces liens les relations personnelles.

Des raisons personnelles ou conjoncturelles n'assurent ni la continuité ni l'intensité des échanges. Les échanges restent donc mineurs. D'ailleurs, le *clan français* n'est pas homogène et il concerne des officiers et sous-officiers assez âgés qui ont participé à la révolte constitutionnaliste de São Paulo en 1932. De même qu'il n'existe pas vraiment de groupe de pression capable de défendre les intérêts de la France à l'intérieur de l'armée brésilienne. L'objectif de gagner l'armée brésilienne à la technologie et à la doctrine française reste lointain et ne peut aboutir sans la projection d'un intérêt brésilien sur l'armée française. À partir de 1957, il semblerait que l'intérêt pour l'armée française s'accroisse. Cette année-là, le major Válder Meneses Pais rentre de son fructueux stage de deux ans à l'ESG de Paris. Il rapporte de son séjour parisien une vaste bibliographie sur les méthodes et procédés de la doctrine de la guerre révolutionnaire. En 1957, la conjoncture politique et militaire est alors bien particulière car la DGR est véritablement une doctrine d'État depuis l'attribution des pleins pouvoirs au général Massu, en Algérie.

Les années 1959-1961 sont celles de l'exportation de la doctrine française. La tactique française est définie par le général A. Normand en 1958, il s'agit d'augmenter la distributions d'ouvrages militaires :

Dans le domaine de la diffusion écrite de la pensée française, notre effort est assez sérieux et porte quelques fruits. Nos revues militaires sont très appréciées et de nombreux articles reproduits dans les revues brésiennes. [...] Il y a dix ans, le Poste distribuait 5000 revues et publications militaires et techniques. À la suite la suppression des crédits affectés à cet effet par le Ministère de l'Information, ce chiffre est passé à 250 environ. Si aujourd'hui, il est remonté à 2000, je pense qu'on pourrait faire mieux encore⁴⁹⁴.

Le général poursuit le même raisonnement lors de son rapport de fin de mission. Il oriente ainsi les travaux de son successeur :

⁴⁹⁴ *Rôle des forces armées françaises dans l'effort de propagande et d'expansion actuellement appliqué sur le Brésil*, André Normand, janvier 1958, SHD, 10T1112*.

Il faut multiplier les contacts culturels en diffusant des documents de plus en plus nombreux faisant connaître nos techniques et nos réalisations dans tous les domaines, en maintenant l'envoi de stagiaires dans nos établissements, que ce soit dans le cadre de l'enseignement militaire supérieur ou celui de l'Assistance technique, également en montrant sur place les produits de notre industrie qui répondent aux besoins réels des Brésiliens. Enfin, nous devons profiter de toutes les occasions pour inviter en France des hommes utiles, soit parce qu'ils assument de hautes responsabilités, soit parce qu'ils sont des techniciens avertis. Le passage au Brésil d'unités navales ou autres formations militaires, telles que les promotions d'Écoles, éveille beaucoup d'intérêt et est l'occasion de touchantes manifestations de sympathie⁴⁹⁵.

La diffusion des revues et d'ouvrages connaît des résultats plus probants que l'échange de stagiaires, dont les effets sont perceptibles dans certains cas, mais restent souvent des exceptions. En effet, les ouvrages sont largement utilisés pour élaborer le contenu des séminaires de l'ESG. Il suffit alors d'observer les références bibliographiques pour constater la prédominance des enseignements français. L'intérêt éveillé chez les élites militaires doit aussi avoir des répercussions sur les ventes d'armement. Comme nous le verrons, il s'agit d'une période charnière pour la politique étrangère de la France. Les suggestions du général Normand orientent l'activité française au Brésil vers la vente d'armes en suivant les recommandations du gouvernement.

L'accueil de nombreuses personnalités françaises – chefs d'état-major, commandants de régiments, professeurs, instructeurs, officiers de l'ESG, stagiaires de l'IHEDN, etc. – a des répercussions beaucoup plus fortes lorsqu'elles sont suivies de démonstrations de force de l'armée française. L'impact des symboles de la puissance militaire française mobilise les esprits brésiliens. Durant la mission d'André Normand au Brésil, le nombre de visites d'officiers brésiliens en Europe est relativement important, par rapport aux périodes antérieures, toutefois, ils s'y rendent dans différents cadres, sans forcément intégrer un programme d'échanges.

Entre 1958 et 1962, le nombre de stagiaires en France triple et ce malgré les restrictions budgétaires brésiliennes. Par ailleurs, les visites officielles se poursuivent. Entre le 15 et le 20 août 1959, le général Edgard do Amaral, chef de l'état-major brésilien, se rend à titre privé en France. Quelques jours plus tard, il est officiellement invité à se rendre en Algérie. Cette visite officielle ne laisse aucune trace dans les archives accessibles. Sans doute, le général écoute-t-il les officiers français sur les problèmes affrontés par l'armée dans le conflit algérien.

À partir de 1958, l'éventail des échanges se diversifie même si des coupes budgétaires empêchent la réalisation des projets à l'étude. Dans les activités purement militaires, les

⁴⁹⁵ *Rapport de fin de mission (1956-1959)*, André Normand, 1^{er} août 1959, SHD, 10T1108*.

instructeurs tendent à privilégier le secteur particulier des services spéciaux, par souci d'approfondissement, de maîtrise et de perfection. Les propositions françaises sont multiples et répondent à des logiques de consolidation de la présence française sur le marché d'armement : resserrement des liens commerciaux, renforcement de la propagande culturelle, obtention d'un soutien politique. Sur ce plan, les intérêts français et états-uniens sont concordants. En effet, les dirigeants des deux pays voient d'un bon œil la mise sur pied d'un système d'informations et de contre-informations centralisé. Les nouveaux besoins suscités par ces projets ouvrent certaines possibilités pour les propositions françaises car la France dispose d'un des plus modernes appareils de recherche et d'exploitation de renseignements, le SDECE, comparable à la CIA. Les visites bilatérales des responsables militaires ne sont jamais fortuites et désintéressées, elles répondent donc au besoin d'étendre les réseaux et de renforcer les échanges dans le domaine spécifique des services d'information.

Les relations entre instituts d'études supérieures militaires se poursuivent tout au long des années 60. Dès le début de l'année 1961, l'ambassadeur appuie la demande de l'attaché militaire.

Notre attaché militaire au Brésil vient de faire l'objet d'une démarche officielle de la part du Général Commandant l'École Supérieure de Guerre de Rio en vue d'établir un courant de liaisons et d'échanges entre l'École Supérieure de Rio et l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale de Paris. L'ESG de Rio est un institut national de hautes études, destiné, dans le domaine de la Sécurité Nationale, au développement et à l'affermissement des connaissances nécessaires à l'exercice de fonctions de direction et d'état-major.

Le commandant de l'École suggère : initialement et dès que possible, envoi à l'ESG de Rio d'une notice d'information sur l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale de Paris indiquant le but et l'organisation de cet Institut ainsi que le programme et les méthodes de travail qui y sont suivis. Périodiquement et dans les limites permises par la protection du secret, communication des conférences d'intérêt général, de sujets de travaux individuels ou collectifs avec documentation particulière correspondante, provenant de notre Institut des Hautes Études et du Cours Supérieur Inter-Armées⁴⁹⁶.

La collaboration entre les instituts supérieurs d'études militaires a tendance à se renforcer, dans les années 60. La demande d'échanges et, le cas échéant, d'envoi de documentation, émane du général d'armée José Daudt Fabricio, commandant l'ESG de Rio. Il envisage l'approfondissement des études sur la doctrine de défense française, depuis un contact avec les structures françaises qui s'y consacrent. La demande est reçue par l'état-major français dès 1961 et l'année suivante une note d'information est envoyée à l'ambassade de France. La demande reçoit même l'appui des autorités françaises qui prévoient une visite d'études pour l'IHEDN, à

⁴⁹⁶ *Proposition de liaisons entre établissements d'enseignement militaire supérieurs français et brésiliens*, Jacques Bayens, janvier 1961, AMAE, carton 54.

Rio et à São Paulo. En raison de la dégradation des relations bilatérales, entre 1961 et 1964, la visite est ajournée. Le projet d'échanges ne prendra forme que bien des années plus tard, en octobre 1968. Empressons-nous de dire que l'institut se concentre sur les études relatives à l'arme psychologique et à ses usages dans la guerre anti-subversive.

La perception française est révélatrice de l'état des relations militaires bilatérales. Elles se déroulent sur deux niveaux, l'un officiel et l'autre discret. Le choix des termes révèle l'objectif du locuteur : renforcer l'intérêt de l'état-major français pour cet institut qui réunit militaires, hauts fonctionnaires et industriels. L'ESG⁴⁹⁷ se présente comme un institut civil et militaire consacrée aux études sur la sécurité nationale destiné à former les décideurs et les futurs dirigeants du pays. Les principes fondateurs de l'établissement prévoient un lieu de sociabilité des élites nationales. Outre les enseignants titulaires, l'établissement recourt à de conférenciers extérieurs, professeurs des universités, hauts fonctionnaires ou conférenciers étrangers. D'après l'ambassadeur, il existe une grande ressemblance avec l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale). Celui-ci se donne pour mission de « promouvoir l'esprit de défense dans la société, par la formation annuelle d'auditeurs tenus pour les *cadres de la nation*, susceptibles de propager ces idées dans leurs institutions respectives⁴⁹⁸ ».

S'agit-il de renouer avec un courant de pensée militaire établi par la mission Gamelin ? Pour l'ambassadeur Jacques Bayens (1960-1963), il s'agit « d'étendre les liens entre les armées française et brésiliennes afin de faire bénéficier l'armée brésilienne des doctrines modernes de notre armée et de l'évolution de la pensée militaire française aux plus hauts échelons⁴⁹⁹ ». Effectivement, les liens militaires entre officiers brésiliens et français est notoire, il est un atout que d'autres puissances ne disposent pas. Afin de les valoriser, il est nécessaire de renforcer les contacts avec l'armée brésilienne. Comme le suggère l'extrait de l'étude réalisée par le général Tassel, attaché militaire au Brésil (1952-1955) :

Le séjour en Juillet dernier du Général Carpentier et l'intérêt porté par les milieux militaires brésiliens à ses conférences prouvent que leur intérêt n'a pas diminué pour la pensée militaire française. Nous ne pouvons pas dire que nos échecs aient été dus à un manque de prestige. Nous pourrions peut-être les rattraper. Mais si notre prestige existe, il n'est plus ce qu'il était et, si nous voulons accroître notre influence, il faut le renforcer. On ne pourrait y parvenir que par des contacts plus étendus que ceux auxquels donnent lieu les stages, car ce sont les contacts qui manquent⁵⁰⁰.

⁴⁹⁷ L'ESG est créée en octobre 1948 et placée sous l'autorité de la Présidence de la République, par l'intermédiaire de l'EMFA (état-major des forces armées).

⁴⁹⁸ Mathieu Rigouste, *L'ennemi intérieur...*, *op. cit.*, p 13.

⁴⁹⁹ *Proposition de liaisons entre établissements d'enseignement militaire supérieurs français et brésiliens*, Jacques Bayens, janvier 1961, AMAE, carton 54.

⁵⁰⁰ *Position de la France au Brésil au point de vue de la pensée militaire et du matériel de guerre*, Jean Ducousso-Tassel le 13 décembre 1955, SHD, 14S538*.

Si l'on en croit l'attaché militaire, cité ci-dessus, l'intensité des échanges ne correspond ni aux désirs brésiliens ni aux projets français. Les places offertes aux stagiaires brésiliens sont très spécifiques – nous y reviendrons – et font l'objet d'une longue préparation entre la direction de l'ESG et le cabinet du chef d'État-major des Armées. Les informations fournies par les attachés militaires sont essentielles. La forme donnée aux stages, jusqu'en 1955, ne correspond donc pas exactement aux projets d'expansion française au Brésil. Et selon toute vraisemblance l'information accessible aux officiers brésiliens diffère de celle contenue dans les articles des revues militaires françaises, voire de celle transmise par les conférenciers français invités à l'ESG.

Selon le général Tassel, les stages ont un intérêt réduit dans la formation du réseau. Soit le nombre de stagiaires lui semble trop réduit ou, à l'instar du colonel Cardoso, il pense que le contenu ne correspond pas aux intérêts brésiliens. Dans tous les cas, avant les années 60, l'impact des conférences et des rencontres est plus grand que celui des seuls stages. Par exemple, en 1951, lors de la visite du général Carpentier, commandant en chef du Corps Expéditionnaire français en Extrême-Orient (1949-1950), les conférences donnent lieu à des échanges de vues et des débats sur les problèmes de défense contemporains. Les allusions abondent dans l'ensemble des documents de la diplomatie française mais l'oralité est de rigueur lors d'échanges au contenu confidentiel, voire secret. Les euphémismes renvoient le plus souvent aux applications de la doctrine de la guerre révolutionnaire et aux usages de l'arme psychologique. Toutefois, la politique de dissuasion nucléaire occupe une place mineure dans les discussions.

Les conférences ont un impact sur le public brésilien élargi, contrairement aux stages, dont la répercussion est forte sur un groupe réduit d'officiers. C'est pourquoi les attachés militaires essayent à la fois d'augmenter le nombre des conférenciers et celui des stagiaires, comme en témoigne Henri Lemond, dans sa lettre au général Demetz, chef d'état-major de l'armée française.

L'importance et la chaleur des rapports entre les Armées Brésiliennes et Françaises ne peuvent être amplifiées qu'en accroissant le nombre des stages d'Officiers de l'une dans l'autre de ces armées. C'est [...] sur le plan des doctrines que nous pouvons espérer le plus de résultats, s'ils étaient acquis, seraient le meilleur gage de succès ultérieurs dans les livraisons de matériels.

Actuellement, les stages d'Officiers Brésiliens dans l'Armée française se limitent au détachement annuel d'un Officier Supérieur par promotion de l'École Supérieure de Guerre et, depuis deux ans, d'un Officier à l'École Supérieure d'Intendance. Il paraît ainsi souhaitable, si nous voulons conserver et si possible accroître ici l'influence militaire – donc politique et par conséquent économique – qu'a su nous obtenir l'ancienne Mission militaire française, mais qui va en s'amortissant sans cesse, d'augmenter le nombre des stages d'Officiers Brésiliens en France.

On sait le rôle que jouent les Forces Armées Brésiliennes dans la vie du pays. Issus généralement de la moyenne bourgeoisie, les Officiers Brésiliens des trois Armées disposent d'une influence importante aussi bien sur le plan politique que sur le plan technique. Il semble donc

particulièrement intéressant de jeter les bases d'une coopération technique qui, modeste à ses débuts, pourrait ultérieurement se développer plus largement⁵⁰¹.

Les arguments de chacun changent mais l'objectif demeure le même : augmenter le nombre des stagiaires brésiliens en France. Telle est le principal combat mené par les attachés militaires durant les années 1950. À l'évidence, les résultats probants obtenus par les États-Unis sont dus à la fréquence des stages et au nombre de stagiaires. La proposition extrêmement lucide du colonel Lemond établit un lien évident entre l'exportation de la doctrine et la vente d'armements. Le lien entre l'emploi de l'arme et la doctrine correspondante est typique de la démarche française, sur ce point, assez différente de celle des États-Unis. Ces derniers ont, en effet, une formation militaire à deux vitesses. L'une consacrée aux officiers étrangers et par conséquent limitée à certains problèmes. L'autre est relativement plus complète, destinée uniquement aux officiers états-uniens. Elle traite notamment de la guerre nucléaire.

Les connaissances du contrôle des populations, des usages de l'arme psychologique et des organisations parallèles sont largement utilisés par ces officiers contre leur propre gouvernement. Même si ces technologies stimulent l'action politique, elles ne conditionnent pas les forces armées à agir contre leur gouvernement. Bien au contraire, elles préparent les officiers à affronter un conflit intérieur, propre à la guerre froide : la lutte anti-subversive. C'est l'assimilation du parti au pouvoir, perçu comme une menace pour le statu quo des élites dominantes, qui pousse une fraction des forces armées à se lancer à l'assaut du pouvoir.

Entre 1963 et 1965, une période de troubles politiques internes et externes, le nombre de stagiaires brésiliens envoyés en France diminuent. Inversement, le nombre d'officiers français présents au Brésil augmente. D'après la lecture des archives, nous observons le changement dans la nature des stages. Aux seuls officiers d'état-major envoyés à l'ESG de Paris, s'ajoutent maintenant les officiers des polices militaires. D'une part, ce changement s'explique par l'intérêt des polices dans les pratiques de brigades françaises anti-émeute, dont la réputation a fait le tour du monde. D'autre part, après 1960, l'arme psychologique est proscrite dans l'armée française car jugée dangereuse et menaçante par le pouvoir gaulliste. Sujet tabou dans les forces armées françaises depuis le renversement de la IV^e République, la doctrine de la guerre révolutionnaire est néanmoins appliquée par la gendarmerie française. Si les stages reprennent, après 1966, avec le commandant Luis Carlos Doria, les contacts et l'essentiel des relations militaires se passent désormais au Brésil.

⁵⁰¹ *Fiche à l'attention de Monsieur le Général d'Armée Demetz*, Henri Lemond, le 31 mai 1960, SHD, 14S538*.

Le voyage en France se spécialise et répond dorénavant à des besoins précis, particulièrement en industrie militaire. En d'autres termes, à partir des années 70, la nature du stage est moins politique qu'industrielle. La coopération entre les deux pays évolue dans le sens d'une plus grande coopération dans le domaine de l'informatique militaire et des réacteurs nucléaires. Au demeurant, elle est moins politisée que durant les années 1956-1962. Cependant, cette spécialisation et cette diversification propres au développement de l'armée brésilienne ne sont pas incompatibles avec les aspects plus politiques des formations de l'ESG de Paris. Ainsi « la décision d'admettre un officier brésilien en surnombre à la 80^e Promotion de l'École supérieure de guerre [de Paris] a été très bien accueillie ». Le général Décio Palmeiro Escobar, chef d'État-major, rencontre personnellement le colonel Wartel, attaché militaire français, pour lui exprimer sa satisfaction à l'égard du resserrement des liens entre instituts militaires d'études supérieures⁵⁰².

La période 1964-1968 correspond à la préparation effective de l'appareil répressif du gouvernement. Après les débuts du SFICI (Service fédéral d'information et contre-information), en 1957, et la création du SNI en 1964, les forces armées et certains hommes politiques impliqués dans le coup d'État commencent le travail de mise en place d'un service équivalent à la CIA et comparable au SDECE. C'est pourquoi l'État-major envoie un nombre croissant d'officiers en formation en France et demande, parallèlement, l'envoi au Brésil de spécialistes des services spéciaux. Un des agents de liaison envoyé par Washington, le colonel Paul Aussaresses, prouve que les intérêts états-uniens et français sont relativement solidaires, même s'il existe une concurrence dans le domaine strict de la vente d'armes.

En avril 1968, trois officiers brésiliens partent pour la France. Il s'agit du lieutenant-colonel Nestor Juarez Publio, à l'ESG, d'un lieutenant de la Force Publique de São Paulo qui effectue un stage à l'École d'éducation physique de Fontainebleau et du lieutenant Luiz Alberto Quintero Maciel, de la police militaire de Rio Grande do Sul pour effectuer un stage dans l'École supérieure de gendarmerie de Melun⁵⁰³.

Nous observons une spécialisation croissante des contenus des stages. En 1960, l'essentiel des formations concerne :

- Les Cours de perfectionnement des officiers subalternes base ABC à l'École d'application de l'arme blindée de cavalerie de Saumur, 7 mois ;
- Les Cours de formation des officiers spécialistes de l'arme psychologique à l'École militaire, 20 semaines ;
- Les Cours de formations des officiers de transmissions des corps de troupe à l'École d'application des transmissions de Montargis ;

⁵⁰² *Rapport mensuel de l'attaché militaire*, Jean Wartel, juillet 1966, SHD, 14S534*.

⁵⁰³ *Rapport mensuel de l'attaché militaire*, Jean Wartel, 30 avril 1968, annexe J, SHD, 14S534*.

- Les Cours de formation des officiers techniciens radar, câbles hertziens et télégraphie ;
- Les Cours supérieur de formation des officiers techniciens radar et radio-multiplex à l'École supérieure technique des transmissions Pontoise.

Dix ans plus tard la nature des stages se modifie :

- 4 officiers ingénieurs à CSF (Compagnie générale de télégraphie sans-fil) : deux mois ;
- 2 officiers stagiaires au CERT (Aérospatiale) ;
- 2 officiers à l'ESG de l'Air : dix mois ;
- 3 officiers au Cours supérieur de gendarmerie de Melun : un an ;
- 3 officiers en stage d'information pour la gendarmerie : deux mois ;
- 3 officiers à l'ESG : deux ans
- 2 officiers de plongeur.

Nous remarquons aussi une augmentation très significative du nombre d'officiers brésiliens envoyés en France. Si l'aspect technologique des stages dénote une forte propension à l'étude de l'informatique militaire – aspect développé en profondeur dès 1974 – il est notable que le consortium d'entreprises françaises CSF représente le plus grand fabricant national. En 1968, la fusion des entreprises Thomson-Brandt avec la CSF crée le groupe Thomson-CSF, spécialisé dans les systèmes de radars, mais aussi dans les obus, les missiles téléguidés et la haute technologie militaire. Il est notable que la plupart des stages s'orientent alors vers l'assimilation des technologies pour la production d'armements au Brésil.

Cette évolution est révélatrice des rapports entretenus par les forces armées des deux pays. La mission de l'attaché militaire est dorénavant plus complexe et moins limitée par la seule recherche d'information. En effet, les accords militaires signés successivement de 1969 à 1973 envisagent le développement de la coopération en matière de technologie militaire. Ces changements s'expliquent en grande partie par trois facteurs : une politique étrangère très agressive du Brésil vis-à-vis de ses voisins uruguayens, chiliens, vénézuéliens et argentins ; le refus du sénat états-unien de renouveler les ventes d'armes au Brésil ; la consolidation de l'industrie militaire française après les années de la guerre d'Algérie.

Dès 1959, la mission de l'attaché militaire évolue sensiblement d'un travail de pilotage de l'antenne locale du SDECE à celui de représentant de l'industrie militaire française. Certes, sa mission revêt un fort aspect de vente de matériel, toutefois, comme cela est dit à chaque introduction de rapport, l'implication politique de l'armée brésilienne oblige à agir sur tous les aspects de la vie du pays. La vente d'armes occupe une place moins importante par rapport aux missions de renseignement. Dès lors que les relations s'intensifient et que certaines conditions sont réunies, la France accède au rang de fournisseur d'armes au Brésil. Dans ce cadre, l'attaché militaire acquiert une autonomie plus grande, vis-à-vis de l'ambassadeur et de la diplomatie

conventionnelle, car il dialogue directement avec les responsables des sections d'acquisition de matériel. L'information demeure l'objectif principal, mais il est dorénavant orienté vers la prospection des marchés militaires.

Une mission de concurrence

Les réseaux des attachés militaires servent à obtenir des informations sur la vie politique des forces armées, sur leurs besoins technologiques et sur leurs capacités d'achat, d'utilisation et de fabrication d'armes. Si les contacts servent à faire valoir les intérêts de la France dans la vente d'armes, ils servent aussi à consolider sa position face à ses concurrents. La concurrence entre industriels de l'armement constitue l'une des principales dynamiques de la guerre froide, un moteur pour le développement de l'industrie latino-américaine d'armement. Elle est relativement faible au Brésil, jusqu'en 1967, avec des gouvernements alignés sur la politique étrangère de Washington. Cette étroite alliance comprend de nombreuses exclusivités dans l'économie nationale, de sorte que les États-Unis s'assurent une position de force et un quasi-monopole sur les fournitures industrielles. Dès le milieu des années 50, l'armée brésilienne entreprend un long processus de transformation. L'acquisition de nouveaux matériels de guerre et l'élaboration d'une nouvelle doctrine sont les piliers de ce projet. Les dépenses en matière d'armements sont assez réduites, compte tenu des difficultés budgétaires. Toutefois, dans les années 1960, elles augmentent sensiblement. Au Brésil, le décret n° 154 de 1958 approuve l'accord pour l'établissement d'une mission militaire états-unienne. Les fournitures militaires à destination du Brésil auraient dépassé le tiers des fournitures totales de l'Amérique latine, selon les estimations de Pierre Lallart⁵⁰⁴.

D'un autre côté, le Brésil ne rentre pas dans la catégorie des pays dont les frontières sont des sources potentielles de conflits et où une agression, par surprise, est à craindre. Par conséquent, l'armement n'occupe qu'une place secondaire dans le calcul politique. Les dirigeants brésiliens considèrent leur pays en deuxième ou en troisième position en cas de guerre généralisée. D'après le calcul des attachés militaires, ils disposeraient de délais suffisamment longs pour s'équiper en matériels modernes, le moment venu. Les attachés militaires et leurs informateurs sont très attentifs à l'attitude du gouvernement, notamment lorsque des prévisions alarmistes du Conseil de sécurité nationale (CSN), au début des années 50, conduisent à l'élaboration de plans de stockage d'armes pour l'éventualité d'une attaque soviétique ou d'un

⁵⁰⁴ *Compte rendu annuel*, Pierre Lallart, 1963, SHD, 10T1112*.

soulèvement communiste. En effet, les milieux militaires brésiliens se préoccupent activement du faible développement de l'industrie mécanique nationale. La sidérurgie de base progresse rapidement depuis la construction du complexe industriel de Volta Redonda mais, dans la chaîne de production, un maillon capital manque : les machines-outils, les moteurs. Aussi dans ce contexte, le Brésil vit-il dans la dépendance des États-Unis.

Dans ces circonstances, tant que la France concentre ses efforts militaires en Indochine et en Algérie et que les États-Unis conservent la mainmise sur le marché d'armement, le commerce d'armes franco-brésilien reste paralysé. C'est pourquoi le général Tassel s'interroge sur les faibles ventes françaises :

Pourquoi ne vendons-nous pas de matériel de guerre au Brésil ?

Matériel de l'Armée de Terre : nous sortons un excellent matériel (armement de petit calibre, armes antichars, artillerie, chars), qui peut rivaliser avec celui de n'importe quel autre pays. Mais le budget de l'Armée Brésilienne est presque tout entier consacré à l'entretien de son personnel et du matériel existant. Et puis, surtout c'est une chasse gardée américaine dans laquelle il est, pour le moment, très difficile sinon impossible de pénétrer.

D'ailleurs, ce que désirent, en général, les Brésiliens c'est moins acheter que construire sur place, sous licence⁵⁰⁵.

L'interrogation du général Tassel est pertinente, même s'il justifie les limites de son activité par les difficultés propres au Brésil et non par la politique française. Limitons-nous à souligner ici que l'instabilité des marchés militaires est un problème souvent évoqué par les industriels. L'industrie française d'armement est toute entière tournée vers la reconstitution des forces armées. D'ailleurs, les guerres d'Indochine et d'Algérie exigent d'urgence un armement classique, mobilisant les industries nationales. Aussi la France est-elle préoccupée de la protection de ses forces et de ses bases contre les explosions atomiques.

Malgré des succès ponctuels dans certains domaines, le général Tassel échoue dans sa mission d'équiper les forces armées brésiliennes en matériel français. De 1945 à 1960, la France ne parviendra pas à faire son entrée dans le secteur mécanique ni dans celui de l'armement. En général, observe-t-il, « un des principaux obstacles en matière de fabrications d'armement ou de de matériel spécialisé est l'étroitesse du marché offert par l'armée brésilienne et l'irrégularité des débouchés locaux⁵⁰⁶ ».

L'option brésilienne pour la construction des matériels de guerre sur place demeure l'objectif permanent du gouvernement brésilien. De nombreux cas de figure illustrent cette

⁵⁰⁵ *Position de la France au Brésil du point de vue de la pensée militaire*, Jean Ducousso-Tassel, décembre 1955, SHD, 14S535*.

⁵⁰⁶ *Lettre adressée au Secrétaire Général des Affaires étrangères*, anonyme, 13 septembre 1950, SHD, 14S535*.

politique qui traverse le XX^e siècle : de la construction de la poudrière de Piquete (1909) jusqu'au contrat de la mission française d'aviation (1926) et la mise sur pied d'un complexe sidérurgique à Volta Redonda (1942). Ces initiatives concourent à deux attitudes contradictoires du commandement militaire : recourir aux fournisseurs les moins chers et limiter la variété des équipements. Par conséquent, les questions ayant trait à la politique d'armement ne sont traitées qu'épisodiquement et les affaires sont conclues lentement. Le Brésil reste dans l'orbite des États-Unis moins par calcul politique que par suite d'une situation financière précaire. Devant ce constat, le colonel J. Wartel ne peut que recommander le renforcement de la propagande française :

Prendre conscience de cette situation ne doit d'ailleurs pas nous inciter à l'inaction, bien au contraire ! En attendant des jours meilleurs, il faut nous employer à maintenir et à accroître les relations que nous pouvons avoir avec les divers organismes brésiliens responsables de l'équipement des Armées et faire connaître nos nouveaux matériels, non seulement par la distribution de documentation et le prêt de films, mais encore par des présentations et des démonstrations sur place⁵⁰⁷.

L'activité de l'attaché militaire constitue le pilier de la propagande française, organisée selon des catégories spécifiques. En règle générale, elle concerne la mise en place de conférences, de rencontres et de réunions qui sont autant d'occasions pour exposer le matériel français. L'ultime objectif de la propagande française est de convaincre ses interlocuteurs de l'efficacité militaire de la France, particulièrement dans le combat contre-révolutionnaire. Nous observons pendant la période deux domaines essentiels de l'activité française au Brésil : les besoins en armement où l'on vante alors le mérite des matériels français et la doctrine de la guerre révolutionnaire qui accompagne ces armements⁵⁰⁸. La situation est amenée à se modifier et en quelques années, les ventes françaises au Brésil augmentent. Comme l'atteste le colonel Aussaresses, à son arrivée au Brésil :

Du point de vue militaire, les possibilités des antichars modernes – notamment missiles – telles qu'elles ressortent des derniers engagements – intéressent beaucoup les spécialistes des matériels. Une étude qui ferait ressortir les mérites des engins français aurait certainement une bonne audience. Mais l'équipe gouvernementale qu'on va mettre en place aura peut-être, au départ, des préoccupations plus politiques que militaires⁵⁰⁹.

⁵⁰⁷ *Rapport de l'attaché militaire*, Jean Wartel, mars 1966, SHD, 14S534*.

⁵⁰⁸ Gabriel Périès, « Un modèle d'échange doctrinal franco-argentin : le Plan Conintes 1951-1966 », Renée Fregosi (dir.), *Armées et pouvoirs en Amérique latine*, Paris, IHEAL éditions, 2004, p. 19-41.

⁵⁰⁹ *Rapport de l'attaché militaire*, Paul Aussaresses, décembre 1973, SHD, 14S534*.

La nature de cette mission s'adapte aussi bien aux conjonctures brésiliennes qu'aux circonstances internationales. Elle acquiert un fort aspect mercantile dès lors que la France dispose d'un excédent de production d'armes, comme à l'issue de la guerre d'Algérie. Mais elle devient une mission d'information lorsque le commerce d'armes franco-brésilien décroît.

Sa mission est aussi de coordonner sur le terrain l'ensemble des activités liées aux industries de l'armement et les questions concernant les militaires au Brésil. Leur relation suivie avec l'armée assure une parfaite connaissance des besoins et des possibilités militaires ; la mission de propagande s'insère alors dans une stratégie de reconquête d'une position de force sur le marché national. C'est pourquoi les informations collectées dans ce cadre revêtent une importance particulière pour la planification des opérations de vente d'armes.

D'un autre côté, le renseignement militaire constitue la mission spécifique de l'attaché militaire. Il comprend la structure organisationnelle de l'armée, notamment sa chaîne de commandement et les unités qui la composent, l'implantation géographique de ces unités, leur effectif, leur équipement, leur puissance de feu, leur entraînement, leur efficacité, l'approvisionnement, les tactiques et les stratégies. Par ailleurs, ces données sont complétées par des informations sur les aérodromes, les centres de formation, les ateliers, les usines, les types de matériel. C'est une mission d'espionnage industriel.

L'information reste une étape fondamentale permettant d'identifier la personne à même de faire remonter les requêtes et les propositions aux échelons les plus élevés du gouvernement afin de faire aboutir une affaire. Les problèmes ressentis par J. Tassel sont aussi observés par le général Normand : l'« absence sur place d'un agent commercial de valeur oblige l'attaché militaire à faire le siège des organismes de décision, à se comporter en courtier commercial et, surtout implique de savoir, au bon moment, glisser à bon escient une enveloppe copieusement garnie...⁵¹⁰ ».

Les critiques abondent sur la corruption et sur la lenteur administrative du gouvernement brésilien, dont les Secrétariats et les fonctionnaires peinent à conclure les affaires. Le travail des attachés militaires est difficile en raison de multiples facteurs. Avant tout, le népotisme de certains gouverneurs et généraux ou la préférence envers des partisans est une tendance constante qui accorde des avantages à de nombreuses personnes indépendamment de leur qualité professionnelle. Ils doivent donc établir une relation de confiance avec leurs interlocuteurs brésiliens mais aussi avec leur entourage direct, souvent avec leur famille. Le modèle de ce type de relations est celui entre le général Castelo Branco, chef de l'état-major brésilien (1963-1964), et

⁵¹⁰ *Commande brésilienne de fusils automatiques*, André Normand, 13 octobre 1959, SHD, 14S538*.

le colonel Vernon Walters, attaché militaire des États-Unis au Brésil (1962-1967)⁵¹¹. L'ambassade de France n'a pas toujours bénéficié de la présence d'un officier familiarisé avec la situation brésilienne et capable de faire valoir les intérêts français grâce à de réseaux de connaissance étendus. Ce n'est qu'à partir de 1969 que les relations deviennent confiantes, lors de l'arrivée du lieutenant-colonel Yves Boulnois. Les affaires se règlent donc par des conversations informelles, étrangères aux canaux rigides des voies diplomatiques, administratives ou commerciales⁵¹².

Lorsque la Direction des études et de fabrication d'armements estime que l'armée française s'est reconstituée, les industries françaises se tournent vers l'exportation. La France investit sérieusement le marché d'armements latino-américain. Au Brésil, ce processus est plus discret que dans les pays voisins, notamment l'Argentine. La présence des États-Unis constitue ici le principal facteur de réserve des Français dans leurs manœuvres. Ainsi, les opérations de vente d'armes s'avèrent être des activités d'information auprès des armées brésiliennes, comme le témoigne le général Normand :

Les nombreux témoignages d'intérêt qui me sont donnés ici en ce qui concerne nos matériels et les tentatives des milieux navals brésiliens en vue d'un resserrement des liens avec la Marine Française, méritent d'être suivis avec beaucoup d'attention, car ils peuvent marquer un tournant dans la politique du Brésil dans le domaine de l'équipement⁵¹³.

À partir de 1958, les premières négociations pour la vente d'armes portatives, d'hélicoptères et d'avions, prennent une tournure favorable à la France. Si les raisons de ce changement sont à rechercher dans la nature même de la politique étrangère de la V^e République, il convient de souligner les aspects purement militaires de cette évolution. L'industrie de guerre fabrique de nouveaux engins qui trouvent une application immédiate dans les opérations de lutte contre la guérilla et pour la collecte de renseignements (observations stratégiques). En revanche, l'industrie militaire a besoin de débouchés constants qui assurent la continuité de la chaîne de production.

Pour atteindre ces objectifs, le général Normand exploite les rivalités entre l'armée de terre, la marine et l'aéronautique, dans une action préparée en vue d'obtenir quelque avantage dans la conclusion des affaires. D'un autre côté, l'intérêt brésilien pour les armes et l'équipement

⁵¹¹ Vernon Walters (1917-2002) était un officier de liaison de l'armée états-unienne auprès du Corps Expéditionnaire brésilien, en Italie, pendant la Seconde Guerre mondiale. Depuis 1960, il a servi dans différents pays alliés, comme attaché militaire, notamment en France et en Italie, avant d'être nommé auprès de l'ambassade au Brésil. Il est nommé par le président Richard Nixon (1969-1974) directeur de la CIA, de 1972 à 1976. Il a été à la tête des services de renseignement états-uniens durant les dernières années de la guerre du Vietnam, la chute du président chilien Salvador Allende, le 11 septembre 1973 et, surtout pendant l'affaire du Watergate.

⁵¹² *Lettre adressée au Secrétaire Général des Affaires étrangères*, anonyme, 13 septembre 1950, SHD, 14S535*.

⁵¹³ *Invitation en France de personnalités militaires brésiliennes*, André Normand, février 1959, AMAE, carton 54.

français ouvre une plus grande marge de manœuvre à la mission militaire. Il faut voir dans les démarches de propagande les principales raisons du succès des matériels français. En effet, les chefs des armées brésiliennes manifestent le souhait de s'approprier les technologies dont les mérites sont vantés dans nombre d'articles de revues diffusées au Brésil. Parmi ces nouveaux engins de guerre, l'aviation embarquée et les hélicoptères réclament la création d'un état-major combiné, d'où le besoin d'une entente entre chefs d'états-majors dans la direction des opérations combinées. Les guerres d'Indochine et d'Algérie modifient sensiblement le système de production militaire français. L'industrie d'armement fabrique de nouveaux engins qui trouvent une application immédiate dans les opérations de lutte contre la guérilla et pour les observations stratégiques et la collecte de renseignements.

L'hélicoptère est un cas de figure classique. Les commandants d'unités opérationnelles se querellent pour savoir laquelle des armées doit consacrer son budget à leur acquisition. Jusqu'à la guerre d'Algérie, l'hélicoptère reste une arme de reconnaissance aérienne, utilisée dans certains cas pour le débarquement des troupes ou la livraison de vivres. Lorsque le colonel Bigeard les utilise pour guider d'en haut les troupes de parachutistes au sol, il introduit un important changement dans la conception des opérations combinées. Dès 1956, l'hélicoptère entre dans son âge d'or : les modèles Bell et, plus tard, Alouette 2, sont utilisés pour commander les troupes sur les lieux de combat. Les résultats sont probants. Les succès militaires contre l'Armée de Libération Nationale, en Algérie, renforcent autant la renommée du plus connu des officiers en tenu léopard, que celle du matériel français. Toutefois, la plus grande innovation française provient des officiers de la marine, associés aux opérations terre/air/mer, qui équipent les hélicoptères d'un système de largage de bombes et y installent des fusils mitrailleurs Browning sur les portes des cargos. L'hélicoptère devient alors le symbole de la guerre anti-subversive.

L'intérêt des officiers brésiliens pour ce genre de matériel indique un changement d'échelle dans la conception de la guerre et dans la perception de l'équipement. D'un affrontement lointain cantonné à la lisière des *blocs*, les armées passent à un combat à l'intérieur des frontières nationales contre les agents du *communisme international*. Dans ce combat, l'information est l'arme privilégié, d'où le besoin de disposer des meilleures technologies de surveillance et de contrôle. Ce tournant dans la conduite de la guerre se répercute fortement sur la politique d'armement. En l'espace de quelques années, l'armement de combat contre-insurrectionnel, ou *non-conventionnel*, fait son entrée dans la cour des grands et prend le dessus sur les autres fournitures. Ce changement résulte en partie de longues années de propagande auprès des militaires latino-américains.

À l'instar de ses homologues états-uniens, le général Normand invite le ministre de la Marine, son chef d'état-major et le ministre de l'Aéronautique, à se rendre en France pour assister à des démonstrations de matériels. Ces rencontres et négociations sont des véritables démonstrations de puissance, pendant lesquelles l'armée française met en scène son efficacité dans la répression des guerres insurrectionnelles. Le général confirme « qu'il ne faut pas négliger un tel moyen de propagande⁵¹⁴ ». La même année, l'état-major des armées françaises invite le chef de l'état-major brésilien, le général Edgard do Amaral, « pour être informé des mesures récentes prises pour la réorganisation de notre Défense Nationale. À l'occasion de son séjour, seraient organisées des visites d'établissements industriels et d'installations militaires⁵¹⁵ ».

Le 28 mars 1958, Bernard Hardion, ambassadeur de France au Brésil (1955-1958), signale à Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères :

Une mission comprenant une dizaine d'officiers supérieurs du génie ou de services spécialisés de l'armée brésilienne se rendra en Europe dans le courant d'avril. [...] Parmi ces officiers, cinq⁵¹⁶ s'arrêteront en France [...] pour visiter les Établissements Brandt et Panhard⁵¹⁷.

Les commissions d'études brésiennes en France se rendent dans deux grandes usines de fabrication d'armes légères et de véhicules blindés. Les relations entre l'industrie d'armement et l'État sont étroites, de sorte que l'intérêt des uns se confond avec celui des autres. C'est pourquoi ces entreprises sont relayées au Brésil par l'attaché militaire français qui met en contact fabricants et acheteurs. Les attachés militaires ne sont pas des courtiers au sens propre du terme car ils ne négocient pas. Ils ouvrent les portes du marché d'armement dans leurs pays d'affectation. Ils établissent un certain nombre de contacts importants d'après les renseignements recueillis ; en vertu de leur capacité à voir clair à l'intérieur des armées et de déterminer les besoins matériels, ils sont logiquement contactés par les grandes entreprises d'armement pour organiser des échanges officiels. Les contacts sont au fondement des relations militaires.

⁵¹⁴ *Invitation en France de personnalités militaires brésiennes*, André Normand, février 1959, AMAE, carton 54

⁵¹⁵ *Ibid.*

⁵¹⁶ Les colonels Edgard de Abreu et Moacir Neri Costa, les majors Hélio Coutinho da Costa et Rubens Ferreira do Amaral.

⁵¹⁷ *Mission d'officiers brésiliens en France*, Bernard Hardion, mars 1958, AMAE, carton 54.

Cependant, en raison des crédits insuffisants pour l'acquisition de matériels nouveaux, l'armée brésilienne cherche une solution de compromis. Comme l'indique le chargé d'affaires au Brésil, Jean-Paul Angles, en juillet 1963 :

L'intérêt que manifestent les Forces Aériennes brésiennes pour l'envoi en Europe du Général Ribeiro de Carvalho est naturellement contrarié par l'obstacle financier. La crise qui traverse le Brésil ne lui permet pas de consacrer quelques millions de dollars à l'achat de matériel militaire. Il est probable que le Général Ribeiro de Carvalho parlera des possibilités de paiement par fourniture de café ou minerai de fer ; mais ce genre d'opérations ne présente sans doute qu'un attrait limité pour le ministère des Affaires étrangères⁵¹⁸.

En raison des crédits insuffisants pour l'acquisition de nouveaux engins, le ministre s'oriente vers une solution de rénovation des matériels en service⁵¹⁹. Une situation financière défavorable durant plus de vingt ans ne permet pas l'application d'une véritable politique d'armement. L'étude du budget militaire révèle l'état précaire des finances nationales, où les dépenses sont concentrées sur le personnel, les formations et en dernière instance sur les transferts de technologie. L'évolution du budget révèle des problèmes de planification de l'achat de matériel⁵²⁰. En d'autres termes, seuls les pays pouvant assurer une vente à crédit ou un échange sous forme de marché de compensation peut vendre de l'armement à l'armée brésilienne⁵²¹.

Une activité intense les entraîne dans des rivalités politiques et dans des relations complexes avec les lobbys de l'industrie d'armement. Les affaires peinent à se conclure en raison des intrigues entre groupes de pression qui compromettent pour un temps le succès des négociations. En parlant d'un de ces groupes, J. Wartel observe-t-il :

Le Groupement Permanent de Mobilisation Industrielle (GPMI) ou « Groupe 31 Mars 1964 de l'Industrie Militaire » car les deux vocables sont employés, est composé d'industriels qui se sont donnés pour mission de préparer, en collaboration avec les Forces Armées, des plans de mobilisation industrielle ainsi que le développement d'une industrie spécifiquement brésilienne d'équipements militaires et d'armements⁵²².

⁵¹⁸ *Voyage en France du général Ribeiro de Carvalho*, Jean-Paul Angles, juillet 1963, AMAE, carton 45.

⁵¹⁹ *Rapport mensuel*, Jean Wartel, 30 juin 1968, SHD, 14S534*.

⁵²⁰ Voir annexe 4.

⁵²¹ *Rapport de fin de mission (4 novembre 1973-6 novembre 1975)*, Paul Aussaresses, SHD, 14S535*.

⁵²² *Rapport de l'attaché militaire*, Jean Wartel, juillet 1966, SHD, 14S534*.

Les attachés militaires jouent un rôle de coordination des efforts de l'ambassade dans une démarche de propagande. À l'échelon industriel ils sont relayés par les représentants commerciaux qui établissent le contact entre les installations françaises et les industriels brésiliens. Néanmoins, chaque compagnie a son propre représentant, même si dans certains cas de figure des hommes de main de l'ambassade servent de relais aux groupes d'industriels. M. Jacques Bruhl, expert aéronautique pour la société Bracorep, représente aussi plusieurs sociétés françaises d'aviation, en plus du groupe Schneider, implanté au Brésil depuis 1949.

Dans les branches d'activité de Jacques Bruhl, l'industrie française d'armement est particulièrement performante. Les sorties de matériel de la société Sud-Aviation, en 1956, les hélicoptères Djinn et Alouette 2, consacrés aux observations stratégiques et des avions de reconnaissance rapide Morane Saulnier, assurent le succès de l'aviation française. « Il n'est pas douteux que des productions comme celles du Mystère puis du Mirage, de l'Alouette ou de la Caravelle sont ici, pour notre influence purement militaire, des sources certaines d'avantages⁵²³ ».

Au total, 411 appareils sont fabriqués et livrés de 1954 à 1958, pour l'armée de l'air française et pour l'exportation (110 exemplaires pour l'Inde et 59 pour Israël). Le dernier des 242 Mystère IV A français est livré à l'armée de l'Air le 27 novembre 1958. En 1961, les Mirage 3, successeurs des Mystère, sont mis en service ; ils sont également fabriqués par la Compagnie générale Aéronautique Marcel Dassault. Un consortium d'entreprises françaises est installé à Rio de Janeiro, responsable des ventes au Brésil. Le travail de l'attaché militaire est en liaison avec le GENEMA (Groupement d'exportation de navires et d'engins de mer en acier). Au total, près de 1400 appareils de la famille Mirage III ont été produits, dont environ 950 pour l'exportation. Les hélicoptères Alouette font une grande tournée en Amérique du Sud et aux États-Unis. La production française rencontre son plus vif succès dans l'aviation et l'aéronavale. Pierre Lallart constate cependant « une certaine faiblesse accordée par les autorités françaises aux propositions faites en vue de consolider et développer les positions de la France au Brésil.⁵²⁴ »

Entre 1958 et 1963, Jacques Bruhl assure la promotion du matériel aéronautique français dans les principales démonstrations d'équipements aéronautiques, pour le compte de la société Sud-aviation. Au salon de l'Air de São Paulo, son succès auprès du public brésilien est frappant⁵²⁵. Selon Henri Bayle, chargé d'Affaires de France par intérim, les premières ventes sont conclues avec les sociétés privées brésiliennes, notamment civiles. En effet, l'hélicoptère Djinn, développé par Sud-Aviation (Société nationale de construction aéronautique du Sud-Ouest), est outil militaire d'observation et de liaison, mais il sert également pour des missions

⁵²³ *Compte rendu annuel*, Pierre Lallart, 1963, SHD, 10T1112*.

⁵²⁴ *Rapport de fin de mission*, Pierre Lallart, octobre 1966, SHD, 10T1112*.

⁵²⁵ *Vente d'équipement aéronautiques*, chargé d'affaires Henri Bayle, février 1959, AMAE, carton 54.

d'évacuation sanitaire⁵²⁶. Il est aussi très utilisé à des fins agricoles, équipé de rampes de pulvérisation.

Ces démonstrations apportent souvent des résultats positifs, comme en témoigne le chargé d'affaires de la France au Brésil, Jean-Paul Angles, en juillet 1963 :

Le général Ribeiro de Carvalho a fait savoir au colonel Lallart que, chargé de mission officielle par le gouvernement brésilien en vue d'étudier les possibilités d'achat par le Brésil de matériel aéronautique étranger en matière d'hélicoptères, il souhaitait notamment visiter les usines Sud-aviation. L'aviation brésilienne s'est montrée intéressée par les hélicoptères français présentés en mars à l'occasion de l'exposition aéronautique de São Paulo⁵²⁷.

Les démonstrations de matériel ont généralement lieu lors des rencontres officielles lors du passage des promotions des écoles supérieures militaires, dont les conférences réunissent un grand nombre d'officiers supérieurs. Ces rencontres offrent l'occasion d'échanges et de contacts. Même si les archives diplomatiques ne conservent aucune trace du déroulement de ces visites, nous connaissons leurs fréquences. Elles ne sont pas très nombreuses : treize au total, entre 1957 et 1972. Outre les deux séjours de l'ESG-Aérienne, à São Paulo, en 1957, toutes les autres visites ont lieu entre 1968 et 1972. Ces dates représentent des moments bien distincts de la politique militaire de la France et du Brésil.

Les échanges sont toujours suivis d'envois de stagiaires et de visites symétriques en France. Ainsi, nous observons deux séjours au Brésil du Centre de hautes études de l'armement, du 11 au 18 mai 1969 et du 23 mars au 7 avril 1974. Et deux visites de l'Institut des hautes études de défense nationale, en novembre 1968 et en août 1972. Ces deux think tanks incarnent alors les véhicules de la propagande française. Leur présence réitérée pendant la période des années de plomb (1969-1974) révèle la nature de ces relations : étudier la doctrine et les armes de la contre-guérilla.

⁵²⁶ Une évacuation sanitaire est l'extraction par une unité médicale aérienne, terrestre ou navale d'une personne ayant été blessée au champ de bataille.

⁵²⁷ *Voyage en France du général Ribeiro de Carvalho*, Jean-Paul Angles, juillet 1963, AMAE, carton 45.

Les liens institutionnels se consolident grâce à l'action des attachés militaires. Ces liens vont au-delà des relations humaines et créent des liens entre les forces armées. Les accords et contrats signés par les attachés militaires pendant leur séjour au Brésil ont l'objectif de consolider ces relations. Les instituts militaires d'études supérieures gardent traditionnellement une relation étroite avec leurs homologues latino-américains qui forment de véritables écoles de pensée. Les anciens diplômés des écoles françaises constituent les principaux acteurs de cette nouvelle réflexion.

D'autres variables entrent aussi dans ce calcul qui permettent de comprendre le maintien voire le renforcement des relations bilatérales. Le coup d'État de mars 1964 marque une rupture dans les relations franco-brésiliennes. Nous verrons ensuite comment, face aux nombreuses difficultés affrontées par les deux chancelleries entre 1961 et 1964, les relations franco-brésiliennes se maintiennent, s'éclipsent ou se renforcent.

Chapitre 7 : L'ambassade de France et la *révolution brésilienne*

En 1964, les relations franco-brésiliennes sont au plus bas. Malgré le *modus vivendi* autour de la pêche à la langouste et le début d'un arbitrage dans l'affaire du contentieux financier, les deux gouvernements ne parviennent plus à se faire confiance. Cette détérioration des relations bilatérales est une des principales raisons du basculement de l'ambassade de France du côté de l'opposition et de la position même de la France à l'égard du Brésil.

Les militaires anticommunistes sont les principaux interlocuteurs de l'armée française au Brésil et l'attaché militaire se trouve en contact étroit avec l'opposition, trompant la confiance et la surveillance du gouvernement brésilien. L'ascension de certains officiers brésiliens rend possible le rapprochement entre la France et le noyau conspirateur de la *révolution*. La plupart de ces hommes avaient de nombreux contacts dans les milieux industriels, grâce aux réseaux complexes de l'Institut brésilien d'action démocratique (IBAD – *Instituto Brasileiro de Ação Democrática*) et de l'IPES. Ainsi, la conspiration militaire contre le gouvernement Goulart, en préparation depuis 1961, peut-elle compter sur la participation d'industriels, de magistrats, de hauts fonctionnaires et d'hommes politiques. D'aucuns sont connus des missions états-uniennes, un nombre important étend ses réseaux aux pays européens et certains sont en contact avec la France depuis plusieurs années.

Le principal guide pour retrouver les réseaux français est l'étude du colonel Lallart, basée sur d'importantes informations réunies quelques jours après le coup d'État. Témoin du putsch et de l'épuration qui s'en est suivie, Pierre Lallart décrit la formation des groupes, l'effort de coordination militaire et propose une analyse du soulèvement. Ses connaissances des organisations parallèles, son expérience dans les services spéciaux français et états-uniens et son savoir-faire contre-révolutionnaire donnent à son étude une profondeur remarquable. Son objectif est de démontrer l'importance des relations entre hommes politiques, industriels et officiers dans le déroulement du coup d'État et les profits que la France peut en tirer.

Le contact avec les conspirateurs

La documentation de l'attaché militaire conservée dans les archives du Quai d'Orsay aussi bien que dans celles du Service historique de la Défense est relativement pauvre. En raison du niveau élevé de protection de l'information, nous n'avons accès qu'à certaines sources, tandis que d'autres restent uniquement du registre oral. Par conséquent, nous ne pouvons pas retracer complètement le parcours de Pierre Lallart durant les mois précédant le coup d'État du 31 mars 1964 mais uniquement identifier les personnages et essayer de comprendre leurs relations avec l'armée française. L'attaché militaire construit au fur et à mesure une véritable base de données avant l'heure sur les différents groupes de pression politique mais ces informations sont collectées deux ou trois jours après le putsch. D'ailleurs, il ne rencontre pas de difficultés à identifier les nombreux leaders et à les nommer à Pierre Messmer.

En octobre 1963, Pierre Lallart envoie à Charles Ailleret, chef de l'état-major des armées françaises, une copie de la brochure *Como eles agem* (« comment ils agissent »), qu'il obtient d'un contact privé. Il révèle ainsi en partie ses sources : les militaires de la communauté de sécurité. Ceux-ci forment un corps de spécialistes travaillant dans un espace clos de production et de circulation d'informations, véritable fabrique du discours sécuritaire. Les services d'informations de l'aéronautique, d'où émane la brochure selon Pierre Lallart, justifient l'espionnage et la violence comme moyens de lutter contre l'expansion de l'ennemi communiste. Le document est destiné aux officiers et aux sous-officiers de l'armée de l'air brésilienne afin de leur expliquer de manière claire et directe les formes de l'action des communistes. Tenu secret jusqu'en 1974, lorsque des fuites permettent au journal *O Estado de São Paulo* d'en publier un *fac-similé*⁵²⁸, il servait à expliquer, en particulier, « la priorité accordée [par le parti communiste] à la lutte contre les Forces Armées et l'Église et l'utilisation des Associations Militaires existantes comme voies d'infiltration dans les Forces Armées⁵²⁹ ». Par ailleurs, sur le même bulletin d'information, il observe le travail de préparation d'un programme d'éducation civique et de propagande anti-communiste qu'entreprend une équipe d'officiers de l'armée de terre à la demande d'un groupe de personnalités civiles de São Paulo⁵³⁰. Le résultat de leurs travaux a été diffusé chaque semaine sur les antennes de la radio et de la télévision pauliste.

En pleine effervescence politique au Brésil, en août 1963, les membres distingués de la Légion d'Honneur se regroupent à São Paulo, autour du consul français, Gabriel Rozas et de

⁵²⁸ Carlos Fico., *Como eles agiam. Os subterrâneos da Ditadura Militar: espionagem polícia política*, Rio de Janeiro, Record, 2001, p. 21.

⁵²⁹ *Propagande anti-communiste dans les Forces Armées Brésiliennes*, Pierre Lallart,, 29 octobre 1963, SHD, 10T1112*.

⁵³⁰ *Ibid.*

l'ambassadeur de France, Jean Binoche. Même si cette initiative peut sembler purement protocolaire, elle permet de voir clairement l'utilité de cet Ordre honorifique, où les dignitaires occupent des postes à responsabilité et font eux-mêmes partie de groupes politiques, parfois clandestins. La réunion politique regroupe d'éminents collaborateurs des réseaux de l'Institut politique d'études sociales et se révèle une réunion bien plus importante :

Sous l'instigation de M. Júlio de Mesquita Filho, Directeur du grand journal *O Estado de São Paulo*, se réunissait une assemblée pré-constitutive d'une *Société des Membres de la Légion d'Honneur* proposant la Présidence d'Honneur à l'Ambassadeur et à la Vice-Présidence au Consul Général de São Paulo.

Si l'on ajoute à toutes ces manifestations le fait que nos rapports avec les trois Forces Armées sont marqués de la plus complète cordialité et souvent d'une grande confiance, on a de plus en plus et dans tous les milieux l'impression que le Brésil prend conscience de la nécessité urgente de trouver une solution au contentieux franco-brésilien et de rétablir les conditions d'une coopération accrue avec la France⁵³¹.

Les dignitaires de la Légion d'Honneur sont distingués pour services rendus à la France et donc considérés comme susceptibles d'en rendre de nouveaux. Ils ont généralement une bonne connaissance de la France, de sa langue et de son armée. Les services rendus sont de nature diverses : la conclusion d'affaires favorisant l'industrie française, la promotion de l'enseignement français, l'obtention d'informations, etc. Leur positionnement sur l'échiquier politique brésilien révèle les tendances libérale-conservatrice des interlocuteurs français. De toute évidence, ces officiers occupent des postes à responsabilité, sont souvent très proches du milieu politique, des entrepreneurs et ont aussi des nombreux contacts dans le gouvernement brésilien et à l'étranger. Par ailleurs, ils exercent souvent les fonctions d'instructeur dans l'enseignement militaire supérieur ou dans les services spéciaux.

Pendant la période de septembre 1963 à mars 1964, l'attaché militaire indique plusieurs éléments de grande importance à Charles Ailleret. Surtout, il révèle ses relations avec les milieux de l'opposition la plus radicale. Ses contacts dans les forces armées brésiliennes ne se sont pas détériorés, malgré les mauvaises relations diplomatiques entre la France et le Brésil. Bien au contraire puisque l'arrêt du dialogue officiel renforce les réseaux discrets de l'attaché militaire pour accéder à ses interlocuteurs habituels. Faute d'espérer trouver une audience auprès de leurs dirigeants politiques, ils entretiennent des relations discrètes. Même si l'attaché militaire ne laisse pas transparaître dans sa correspondance des informations sur les conspirations ourdies contre le chef de l'État brésilien, il révèle la menace que représentent certains milieux militaires et

⁵³¹ *Compte rendu mensuel*, Pierre Lallart,, août 1963, SHD, 14S534*.

industriels pour la survie du gouvernement. Dans ce cadre, la brochure envoyée au ministère de la Défense n'est qu'un exemple.

L'attaché militaire rend compte d'une série de demandes d'assistance des forces de police des États de São Paulo et de Minas Gerais. Pour lui, il s'agit de la préparation générale à la contre-insurrection. De ses voyages à São Paulo et Belo Horizonte, il tire des conclusions sur l'état d'alerte des forces de l'ordre et de la radicalisation des discours présidentiels. Dès janvier 1964, le général Franco Pontes, commandant la Force publique de l'État de São Paulo, expose à Pierre Lallart son ambition d'organiser un état-major opérationnel de prévention de troubles politiques et sociaux, mais aussi de créer un service de défense contre la *subversion*. Par ailleurs, le général Pontes demande l'organisation de stages spécialisés en France pour combler le manque de personnel dans le maintien de l'ordre et définit ses centres d'intérêt : la lutte contre la *subversion*, la défense intérieure du territoire, les techniques des opérations de maintien de l'ordre et le mode de coopération des Forces de Gendarmerie et de Police. Les bénéficiaires des stages formeraient le premier corps d'instructeurs pour les classes de perfectionnement des capitaines et des officiers supérieurs de la police militaire de São Paulo⁵³². Pour lui, c'est dans la gendarmerie française et sa garde mobile qu'il pourrait trouver l'expérience et l'enseignement recherchés car elles représentent des modèles grâce à leur expérience de répression aux émeutes et de lutte contre les organisations clandestines⁵³³. À l'évidence, le nouveau corps de police que prépare le gouverneur de l'État de São Paulo s'inspire en grande partie des modèles policières françaises.

Le travail politique et militaire, central dans les opérations offensives contre le FLN (Front algérien de libération nationale) pendant la *bataille d'Alger*, suscite la plus grande admiration du Secrétaire à la Justice de São Paulo, Miguel Reale⁵³⁴. Juriste de renom international, il participe dans sa jeunesse à l'Action intégraliste brésilienne (AIB) où il contribue notamment à consolider la doctrine politique du parti à travers des articles publiés dans ses périodiques et des communications présentées dans les rencontres nationales du parti. Pourtant, après l'interdiction en 1937 de l'AIB, il commence à prendre ses distances avec le mouvement jusqu'à se retirer entièrement de ses rangs. Après la chute de la dictature de Vargas, en octobre 1945, il soutient la candidature au gouvernement de São Paulo d'Ademar de Barros pour le Parti social progressiste (PPS) mais rompt avec celui-ci. Il se retire alors de la vie politique entre 1953 et 1961 pour se consacrer aux tâches intellectuelles, administratives et d'enseignement. Parallèlement à ses activités normales, selon Pierre Lallart, de 1954 à 1961, Miguel Reale parcourt le monde pour étudier les méthodes de résistance au communisme. Depuis le début 1963, il crée une

⁵³² *Demande d'assistance militaire pour la Force Publique de l'état de São Paulo*, Pierre Lallart., 20 mai 1963, SHD, 10T1108*.

⁵³³ *Renseignements sur la Police militaire et les Forces Armées fédérales des États de Minas Gerais et de São Paulo*, Pierre Lallart., 14 janvier 1964, SHD, 10T1108*.

⁵³⁴ *Ibid.*

organisation clandestine paramilitaire selon le principe des hiérarchies parallèles, articulée par quartier et par profession, où les femmes sont chargées de la branche *agitation* et *propagande*. Les groupes sont entraînés à se déplacer et à se regrouper dans la clandestinité⁵³⁵. Miguel Reale joue ensuite un rôle central dans la planification du putsch dans l'État de São Paulo.

Les hiérarchies parallèles sont de véritables contre-sociétés, construites pour ainsi dire à l'envers du schéma de la société d'origine. Les membres encadrés par ces organisations suivent leur leader en raison de ses qualités personnelles, ou parce qu'ils reconnaissent en lui un porte-parole ou un défenseur. Ces hommes partagent ainsi les mêmes intérêts, les mêmes dangers, méprisant les hommes du gouvernement, les intellectuels. Parallèlement, l'obéissance ne va plus à la fonction publique ou politique, elle va uniquement à celui qui l'exerce. Il s'agit toujours de faire naître des passions, de les nourrir, de les canaliser et de les orienter selon certains vecteurs. Dans ce cadre, certaines méthodes et techniques, comme l'utilisation de l'information, ne sont pas interdites et reposent sur un appel à l'inconscient à travers la propagande qui donne lieu à des discussions et à des études approfondies sur la conjoncture nationale, le complot communiste et l'infiltration de la société.

C'est donc à partir de l'entrée en fonctions de João Goulart que Miguel Reale reprend ses activités politiques. Consultant juridique dans la compagnie Light & Power, il intègre, en 1960, le conseil technique de la Fédération du commerce de l'État de São Paulo où il rencontre d'importants activistes de l'IBAD. Fondé en 1959, cet institut a l'objectif de défendre la démocratie, en promouvant les intérêts des associations patronales brésiliennes, à l'instar du Conseil supérieur des classes productrices (CONCLAP – *Conselho Superior das Classes Produtoras*). Dans celle-ci, Augusto Frederico Schmidt s'occupe des études techniques entre l'Europe et le Brésil. Il représente en particulier les compagnies françaises Ciments Lafarge, la Société des gérances et participations financières, la Société Potasse et Produits chimiques, la Société générale maritime, la Fabrique de produits chimiques de Mulhouse, la Société de produits chimiques et des terres rares. João Batista Isnard de Gouveia représente, au sein de l'IPES São Paulo, les compagnies financières et industrielles intercontinentale (COFICO – *Companhia Financeira e Indústria Intercontinental*), Société d'études et participation des entreprises industrielles (SEPES – *Sociedade de Estudos e de Participação Industrial*). Au sein de la Compagnie sud-américaine d'administration et d'études techniques (CONSULTEC), responsable de l'expertise commerciale, João Mello Flores représente la compagnie sidérurgique française Schneider et Cie., établie au

⁵³⁵ *La Révolution Brésilienne*, Pierre Lallart., janvier 1965, SHD, 10T1109*.

Brésil depuis 1946⁵³⁶. Certaines compagnies françaises au Brésil accueillent aussi des officiers français contactés par les services de l'ambassade de France.

Ces organisations associent universitaires, industrielles, hommes politiques et officiers supérieurs dans des associations régionales. Leur but : organiser une action coordonnée contre le gouvernement Goulart, tenu pour responsable des difficultés économiques du pays⁵³⁷.

Pierre Lallart insiste sur l'intense « agitation politique de la droite », qui étend ses « ramifications au Congrès et chez les cadres des Forces Armées ». Elle jouit de l'appui « d'organismes plus ou moins officiels tels que l'IPES, l'IBAD et le tout récent Front Patriotique Civil et Militaire (FCPM) ». Lallart précise que l'IPES est un « organe idéologique vraisemblablement lié à la John Birch Society, se livrant à des études politiques, économiques et sociales⁵³⁸ ». Ces *think tanks*, autour desquelles se créent des doctrines politiques et militaires, constituent des cénacles assez étroits à la recherche d'un écho dans l'opinion publique. La John Birch Society a été fondée en 1958, par Robert Welch, aux États-Unis, pour se consacrer à la restauration et à la conservation de la démocratie dans le cadre de la Constitution des États-Unis. Ses membres se réunissent en raison de leur profonde croyance aux libertés individuelles et au besoin pressenti de limiter les domaines d'activité des gouvernements. Leurs moyens d'actions concernent une grande variété d'outils de propagande : lobbying, diffusion de bibliographie spécialisée, conférences, pétitions et relations avec des groupes de pressions locaux⁵³⁹. Le lien entre cette société états-unienne et les instituts de recherches et d'études sociales reste à prouver, en dépit de leur indéniable ressemblance. Dans les groupes d'études sur la conjoncture, on retrouve notamment des officiers supérieurs, démissionnaires du gouvernement João Goulart, jusqu'alors en activité dans le Service fédéral d'information et de contre-information (SFICI) mais aussi des officiers, conspirateurs historiques en activité.

Les brochures diffusées dans les réseaux d'informations servent de véhicule afin de sensibiliser les principaux clients des services de renseignement. Ces groupes et sociétés couvrent un espace de rencontre et de réflexion où les élites industrielles élaborent les théories mises en application par les membres des réseaux IPES. En revanche, l'IBAD subventionne de nombreuses associations politiques⁵⁴⁰ ainsi que les candidatures conservatrices pour la Chambre des députés. Son créateur et instigateur, l'entrepreneur de São Paulo Ivan Hasslocher, principal actionnaire de l'agence de publicité *Incrementadora de Vendas Promotion*, finance les activités

⁵³⁶ René Armand Dreifuss, 1964..., *op. cit.*, p. 102.

⁵³⁷ *Ibid.*

⁵³⁸ *Compte rendu mensuel*, Pierre Lallart, août 1963, SHD, 14S534*.

⁵³⁹ <http://www.jbs.org/about>, consulté le 8 juin 2011.

⁵⁴⁰ Par exemple : la Campagne féminine pour la démocratie, le Front de la jeunesse pour la démocratie et l'Action démocratique parlementaire.

clandestines des officiers passés à la réserve, après l'entrée en fonctions de João Goulart ⁵⁴¹. Avant tout, l'IBAD et consorts visent à déstabiliser le gouvernement Goulart.

Durant la campagne parlementaire de 1962, les sommes colossales investies dans les candidatures de l'opposition attirent l'attention sur l'IBAD et ses sources de financement. Une commission parlementaire d'enquête s'ouvre afin de déterminer l'origine des fonds de l'institut. En raison de la présence de députés ayant bénéficié de l'aide financière de l'IBAD, la commission d'enquête se solde par un premier échec. Deux mois plus tard, une nouvelle commission établit les sources de financement : Texaco, Shell, Schering, Bayer, General Electric, IBM, Coca-Cola, Souza Cruz, Belgo Mineiro, Herm Holtz & Coty. Elle condamne ses membres pour chantage sur les députés, pression sur le gouvernement et création d'organisations clandestines parallèles aux états-majors des forces armées. L'institut est fermé par décret présidentiel le 20 novembre 1963⁵⁴².

Le tandem IPES-IBAD s'attache à organiser une campagne de désolidarisation, de désyndicalisation et de démobilisation des travailleurs. Il soutient les milieux conservateurs de l'Église et bloque les discussions parlementaires sur les réformes proposées par le gouvernement Goulart. Son objectif ultime est de créer une situation de crise sociale et politique aiguë justifiant l'intervention des forces armées⁵⁴³. Le réseau IPES-IBAD s'appuie sur un certain nombre de détenteurs de la Légion d'Honneur qui sont donc connus aussi bien de l'ambassadeur que de l'attaché militaire. Ces hommes ont pu, à un moment, informer les représentants français de l'évolution des conspirations à São Paulo, où la colonie française est très nombreuse.

Le Front patriotique civil et militaire (FPCM) a été créé par l'amiral Sílvio Heck, en janvier 1963, après la réalisation du plébiscite sur le retour au présidentielisme. Ministre de la Marine de Jânio Quadros, il se distingue avec le maréchal Denys et le général Grüm Moos, ministre de l'Aéronautique, pour son opposition à l'entrée en fonctions de João Goulart. Il participe à tous les complots et, par ses déclarations intempestives fustigeant la politique présidentielle, s'est attiré maintes fois les foudres du gouvernement. En décembre, le périodique *O Correio da Manhã* publie le programme du FPCM qui prêche le regroupement de l'opposition et des militaires pour éviter « la scission horizontale entre le Corps des Officiers et les Syndicats de Sous-Officiers et la rupture avec les USA [sic] qui priverait le Brésil d'une assistance militaire indispensable⁵⁴⁴ ». La propagande du Front n'est donc pas uniquement anti-communiste mais il entretient aussi des relations avec des groupes clandestins qui mènent dans l'anonymat une violente campagne anti-

⁵⁴¹ René Armand Dreifuss,, 1964..., *op. cit.*, p. 107.

⁵⁴² Luis Alberto Moniz Bandeira,, *A presença dos Estados Unidos...*, *op. cit.*, p. 427.

⁵⁴³ René Armand Dreifuss, 1964..., *op. cit.*, p. 281.

⁵⁴⁴ *Compte rendu mensuel*, Pierre Lallart, août 1963, SHD, 14S534*.

communiste⁵⁴⁵. Bien implanté dans le Minas Gerais, à São Paulo et au Paraná, il serait peu représenté dans le District fédéral et dans l'État de Rio de Janeiro. Quant au recrutement, « des fazendeiros avaient organisé, avec leurs ouvriers agricoles, des commandos armés de 10 à 12 hommes⁵⁴⁶ » qui disposeraient d'un armement réduit, de postes radio de fabrication artisanale et de contacts infiltrés dans les syndicats. Silvio Heck dirige alors une des plus importantes organisations clandestines fondées sur le principe des auto-défenses paysannes, concept central dans la guerre contre la guérilla rurale. Autrement dit, d'après la description de Pierre Lallart, l'amiral brésilien est parfaitement au courant des tactiques françaises. Enfin, il contrôlerait 25 à 30% du corps de fusiliers-marins (10 000 hommes) dont la majorité du bataillon Riachuelo stationné à Rio⁵⁴⁷.

L'Armée de Terre était représentée dans le Front Patriotique Civil et Militaire par le Général du cadre de la réserve Bragance. Heck avait aussi des contacts étroits avec le Général Mourão, Commandant la 4^e Division, et Guedes, Commandant la 1^{ère} Division, toutes deux dans le Minas Gerais [...]. Dans les régions de l'intérieur où se trouvent les groupes d'action, le ravitaillement des clandestins doit être organisé à partir des coopératives alimentées par le *Food for Peace Program*. D'après une source proche de l'Amiral Heck, les services américains n'ignoraient pas ce détail⁵⁴⁸.

Si l'attaché militaire semble surestimer l'action des généraux Mourão et Guedes, il observe attentivement l'appui discret donné par les organisations d'assistance états-uniennes et leurs probables relations avec l'ambassade des États-Unis. Nous n'avons aucune trace des échanges entre l'attaché militaire états-unien, le colonel Vernon Walters et Pierre Lallart. Ancien compagnon d'armes du général Castelo Branco durant la campagne d'Italie, chef de l'état-major de l'armée de terre, le colonel Walters arrive au Brésil en 1962. Il d'Italie où il commandait une équipe de trente officiers, peu de temps après son départ de l'ambassade à Paris⁵⁴⁹. Nul doute que les deux hommes s'échangent des informations avant le coup d'État et se rencontrent après le putsch, dans la résidence de Castelo Branco, alors président de la République. Cependant, ils ne semblent pas travailler ensemble pour calculer les probabilités d'un coup d'État organisé par l'entourage du président Goulart. L'analyse de la situation faite quelques mois avant la *révolution*, par Pierre Lallart et plusieurs officiers brésiliens, conclut que « compte tenu des conditions [...], on pouvait réellement craindre de graves troubles urbains et des révoltes paysannes localisées mais [...] une révolution marxiste avait peu de chances d'obtenir une adhésion populaire

⁵⁴⁵ *Ibid.*

⁵⁴⁶ *La Révolution Brésilienne*, Pierre Lallart, janvier 1965, SHD, 10T1109*.

⁵⁴⁷ *Ibid.*

⁵⁴⁸ *Ibid.*

⁵⁴⁹ Élio Gáspari, *As ilusões armadas. A ditadura envergonhada*, São Paulo, Copahnia das Letras, 2002, p. 61.

massive⁵⁵⁰ ». Les activités clandestines visent à miner les bases populaires du régime brésilien. La menace communiste n'est qu'un argument de propagande permettant de justifier l'opposition au gouvernement et de légitimer la lutte pour défendre le *statu quo*.

Le général Olímpio Mourão est reconnu comme l'instigateur du mouvement militaire, lorsqu'il déplace ses troupes de Juíz de Fora vers Petrópolis. La primauté de l'action masque un personnage plus perçu par ses pairs comme un fanfaron que comme un grand soldat. En 1937, il fut l'auteur du *plan Cohen*, un faux devant un complot international judéo-communiste ourdi contre le régime constitutionnaliste de Getúlio Vargas. Celui-ci s'en servit afin de justifier son coup d'État et l'installation de la dictature. En raison de son attitude politique, jugée opportuniste et inconsistante, le général Mourão ne bénéficie pas d'un appui ferme dans les milieux conspirateurs des forces armées. Selon Élio Gáspari, il est tenu à l'écart du complot principal jusqu'aux derniers jours. De plus, ses relations avec le général Carlos Luis Guedes sont très mauvaises et leur nomination conjointe au Minas Gerais révèle la volonté présidentielle d'annuler leur force politique et de miner la cohésion de l'armée de terre dans l'État⁵⁵¹. De son côté, Carlos Luiz Guedes prévoit, avec Magalhães Pinto, gouverneur de Minas Gerais, le soulèvement de l'État. Ils planifient la sécession. D'un autre côté, il existe un réel soutien entre les conspirateurs à Rio de Janeiro et à São Paulo. Les comploteurs de l'ECEME s'appuient sur les réseaux paulistes, en particulier ceux établis autour d'Ademar de Barros et de son Secrétaire à la Justice. Minas, Miguel Reale, est relativement isolé, de plus, les forces établies sur son territoire sont divisées. Dans ce cas, les informations réunies par le SDECE, sur la situation à Belo Horizonte, ne peuvent pas provenir des forces armées mais vraisemblablement des contacts directs avec la Force publique et avec le gouverneur :

La situation devient inquiétante dans le Minas Gerais où les grands propriétaires terriens sont prêts à lutter par tous les moyens, y compris l'emploi des armes, contre l'application de la réforme agraire. Parmi les grands propriétaires se trouvent plusieurs colonels en retraite de la Police Militaire, ce qui explique l'armement important dont disposent les « fazendeiros » et qui comprend même des mitrailleuses lourdes, installées aux points stratégiques⁵⁵².

Le Minas Gerais est un des États les plus riches du Brésil. Les réseaux français y sont bien implantés, en particulier dans les compagnies d'extraction minière ; d'ailleurs, le gouverneur José Magalhães Pinto effectue plusieurs voyages en France où il établit d'important contacts avec les compagnies françaises, notamment dans la prospection d'Uranium. Enfin, il fait preuve

⁵⁵⁰ *La Révolution Brésilienne*, Pierre Lallart, janvier 1965, SHD, 10T1109*.

⁵⁵¹ Élio Gáspari, *Ilusões armadas. A ditadura emvergonhada...*, op. cit., p. 57.

⁵⁵² *Agitation dans le Minas Gerais*, anonyme SDECE, 10 mars 1964, SHD, 10T1111*.

d'hospitalité lorsqu'il propose l'asile à des colons français quittant l'Algérie après l'indépendance en 1962⁵⁵³. Parmi les personnalités les plus notables, Magalhães Pinto accueille l'ancien ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault, alors condamné à perpétuité, en raison des complots ourdis contre le chef d'État français, au sein de l'organe politique de l'Organisation de l'armée secrète (OAS).

L'Itamaraty accueille aussi d'autres Français pied-noir dans le cadre d'un projet de mise en valeur de 5000 hectares de terres agricoles à Várzea da Palma, dans le bassin du São Francisco, élaboré depuis 1961⁵⁵⁴. Toutefois, il refuse de recevoir sept autres demandeurs d'asile, membres notoires de la section *action* de l'OAS, reconduits ainsi vers le Panamá. Au demeurant, les pays latino-américains constituent l'unique possibilité pour ces militants de l'OAS d'échapper à la justice française.

C'est de Lisbonne, où il vit depuis sa condamnation en France, que Georges Bidault demande l'exil. L'ambassade de France à Lisbonne ne s'est pas opposée à son départ mais insiste pour que l'ancien Président du conseil n'aille ni à Rio de Janeiro ni à São Paulo où certains diplomates français lui sont toujours liés. En octobre 1963, il s'exile au Minas Gerais mais son séjour ne dure que quelques mois puisqu'il s'envole rapidement pour São Paulo puis Rio de Janeiro où il rejoint l'importante colonie française de cette ville⁵⁵⁵. Il fait alors des déclarations intempestives sur la situation politique française, s'attirant les foudres des journaux parisiens. Bidault reçoit deux mises en garde de l'Itamaraty en raison de ses engagements sur le sol brésilien. Les craintes de la France se concrétisent. Il entretient des liens suivis avec les fonctionnaires de l'ambassade au Brésil et avec les plus importants chefs d'entreprises françaises installées à São Paulo. Il est fort probable que l'attaché militaire soit en contact avec ces hommes mais, surtout que G. Bidault et P. Lallart soient en contact avec Ademar de Barros. Paris était donc bien renseigné sur l'inquiétude générale des milieux d'affaires brésiliens et, spécialement, des hommes politiques de São Paulo, vis-à-vis de la radicalisation de discours du président Goulart.

Les services d'information de l'ambassade observent que la plupart des organismes cités sont créés pour défendre des intérêts particuliers, le renforcement de partis militaires ou le maintien du *statu quo*. Les groupes de pression sur le gouvernement sont particulièrement nombreux et couvrent un éventail large d'opinions politiques, du centre à l'extrême droite, civils comme militaires. Ces hiérarchies parallèles entretiennent des relations suivies avec les services

⁵⁵³ *Emigração de agricultores europeus da Argélia para o Brasil*, Carlos Alves Souza, 18 juillet 1962, AMRE, Documentação ostensiva, Telegramas da embaixada à secretaria de Estado.

⁵⁵⁴ *Imigração argelina. Gestões do emissário brasileiro*, Everaldo Dayrell de Lyra, 11 septembre 1961, AMRE, Documentação ostensiva, Telegramas da embaixada à secretaria de Estado.

⁵⁵⁵ *Asilo. Georges Bidault*, Raul de Vincenzi, 20 août 1963, AMRE, Documentação ostensiva, Telegramas da embaixada à secretaria de Estado.

d'information de l'armée de terre, à l'instar de Hermann Moraes de Barros, héritier de la famille de Prudente de Moraes, membre de l'oligarchie pauliste, banquier et président de la *Companhia de melboramento do norte do Paraná*. « C'est un homme d'expérience car il a participé à São Paulo à la *révolution* de 1932 avec un corps de 3000 volontaires qui sont rentrés dans l'ombre après la défaite⁵⁵⁶ ». Le général Menna Barreto, ancien chef de la 2^e Section de l'armée de terre, durant les années 30, aurait prêté son assistance à l'organisation des réseaux d'information civils⁵⁵⁷. Pierre Lallart est extrêmement bien renseigné sur les nombreuses conspirations organisées dans les États de São Paulo et de Rio de Janeiro. Il observe alors l'intervention de multiples réseaux sociaux : militaires, hauts fonctionnaires, chefs d'entreprise, hommes politiques, etc. Il ne fait aucun doute que l'ESG et l'ECEME sont les principaux espaces de rencontre des conspirateurs à Rio. À São Paulo, les réseaux militaires semblent moins efficaces.

Triomphalement, le colonel Lallart reconnaît la présence de nombreux officiers diplômés de l'ESG de Paris, ils ont selon lui joué un rôle très important dans l'organisation de la conspiration. Même si un plus grand nombre semble proche du général Castelo Branco, ancien diplômé de l'ESG, c'est moins la formation supérieure que la création d'un groupe qui joue le rôle moteur dans l'action politique. Plus que tout autre facteur de rapprochement, ce sont les voyages en France, les réceptions d'officiers français au Brésil, le rencontres autour des dignitaires de la Légion d'Honneur, qui accroissent le nombre de personnes contactées par l'attaché militaire.

En première ligne, la figure centrale des relations franco-brésiliennes, depuis 1960, le maréchal Odílio Denis, reçoit en privé le cercle de fidèles proches des deux frères Ernesto et Orlando Geisel. Déjà âgé, il ne fait pas partie du groupe des anciens expéditionnaires d'Italie et « ne compte pas que des amis à cause de la rudesse de son caractère ». Il joue dans le déclenchement du putsch un rôle de premier plan : en créant la cellule initiale d'opposition militaire à Goulart⁵⁵⁸. Le maréchal Denis fait le premier pas vers la constitution d'un réseau discret de militaires insatisfaits par l'entrée en fonction du président de la République, à partir de 1961.

Dès 1963, Lallart saisit la diversité des réseaux de conspirateurs en indiquant concrètement qu'il s'agit de généraux nommés aux fonctions ministérielles par Jânio Quadros et mis à l'écart par João Goulart. Ce sont donc des officiers qui ont signé avec la France, en 1961 et à cause de grands rebondissements politiques ont été empêchés de poursuivre le rapprochement. En les appelant à des figures connues au ministère des Armées, Pierre Lallart vise à convaincre ses

⁵⁵⁶ *La Révolution Brésilienne...*, *op. cit.*

⁵⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁵⁸ *Ibid.*

lecteurs de l'intérêt qu'il y avait à d'apporter un soutien militaire au mouvement révolutionnaire, une opportunité unique de reprendre rang au Brésil. Il ne manque pas d'exploiter au profit de la France les contacts établis par Henri Lemond avec Odílio Denis. Pourtant, celui-ci n'est pas le principal instigateur de l'organisation clandestine, dirigée par le général Cordeiro de Farias, « le principal animateur de l'organisation secrète de l'Armée⁵⁵⁹ ».

Côte à côte avec Odílio Denis, Cordeiro de Farias est une des grandes figures politiques et militaires du Brésil. Jeune officier, il a participé aux principales crises et révolutions de la période 1920-1930, au sein du mouvement des lieutenants⁵⁶⁰. « Nationaliste, opposé à la venue de la Mission militaire française, il s'est ensuite rallié à elle pour devenir un de ses ardents défenseurs dès 1934⁵⁶¹ ». À 47 ans, il est nommé premier commandant de l'ESG de Rio. En 1955, il fait son entrée en politique, comme gouverneur élu du Pernambouc. Nommé chef de l'état-major des forces armées, Cordeiro de Farias promeut la doctrine de la guerre révolutionnaire au rang de doctrine officielle des forces armées. Ses projets de modernisation des armées sont brusquement interrompus, en août 1961.

En activité pendant la présidence Goulart, il reste sans commandement et, par conséquent, libre d'agir dans la clandestinité et d'organiser l'opposition militaire. La structure clandestine en question reproduit les modèles de l'organisation, l'OAS en particulier. Ressemblance que l'attaché militaire ne manque de signaler à Pierre Messmer, même si l'inversion de l'adjectif modifie la nature politique de l'organisation, au lieu d'une armée secrète, ils ont une organisation secrète dans l'armée. Dès octobre 1962, Cordeiro de Farias établit les premières bases d'une organisation à prédominance militaire articulée entre un appareil officiel et un clandestin. Son objectif est de « répondre à un besoin d'auto-défense contre l'installation de la *subversion*⁵⁶² » dans les rangs des forces armées. La branche politique est organisée par professions et établit un lien discret avec le Front parlementaire pour la défense de la constitution ; tandis que la branche clandestine est fixée sur un périmètre bien délimité, responsable du renseignement, de la défense intérieure du territoire, de l'encadrement de la population et d'une *cellule action*, partagée en comités motorisés de quatre hommes⁵⁶³. Cela va plus loin :

Lorsqu'il est apparu peu probable de pouvoir atteindre dans la légalité le terme du mandat présidentiel et les élections de fin 65, les conjurés ont progressivement admis l'éventualité de l'action directe, d'une action qui pouvait être soit défensive contre tout

⁵⁵⁹ *Ibid.*

⁵⁶⁰ En 1924, en compagnie notamment de Nelson de Mello, et de Juarez Tavora, il a suivi la colonne Miguel Costa/Prestes.

⁵⁶¹ *La Révolution Brésilienne...*, *op. cit.*

⁵⁶² *Ibid.*

⁵⁶³ *Ibid.*

putsch dont l'extrême-gauche ou le Président prendrait l'initiative, soit offensive en vue de la déposition de M. Goulart ⁵⁶⁴.

Dans ce groupe initial, un seul général, Antônio Guedes Moniz, est diplômé de l'ESG de Paris. En réalité, Pierre Lallart rencontre beaucoup de généraux et ne semble pas contacter directement les jeunes officiers. Pour lui, ce groupe clandestin ne réunirait que de généraux ou des élus politiques et aurait donc besoin de jeunes cadres afin d'entreprendre les actions audacieuses prévues par le commandement secret. C'est ainsi que l'ECEME, sous couvert de ses activités normales, devient la centrale du complot militaire à Rio. « Avec son cadre instructeur et ses 300 officiers stagiaires, elle est un organe de planification et l'État-Major opérationnel clandestin⁵⁶⁵ ». Elle fournit des officiers pour le renforcement des différents états-majors et même des commandos motorisés qui, au lendemain du coup d'État, paralysent toute réaction. L'ECEME « assure la liaison et la coordination avec les organisations civiles et le Congrès par le FNDRC [Front national de défense des réformes et de la constitution] dont elle a conçu les grandes lignes⁵⁶⁶ ».

Il écrit : « un groupe initialement restreint de jeunes officiers, intellectuels et très actifs, semble avoir été la cellule mère du complot principal, l'élément coordinateur des réseaux militaires et l'amorce d'un regroupement des organisations⁵⁶⁷ ». Au fur et à mesure de ses rencontres, Pierre Lallart se rend à l'évidence que d'anciens stagiaires de l'ESG de Paris ont participé au soulèvement militaire, en particulier Válder de Meneses Pais, Hélio Mendes et le lieutenant-colonel Carlos Villela ⁵⁶⁸, affecté au cabinet ministériel du président Goulart. D'un autre côté, un nombre très important d'anciens élèves des écoles supérieures de guerre participe au soulèvement. Surtout ce sont les plus assidus aux enseignements sur la doctrine française. Ainsi les colonels Edison Figueiredo, Sílvio Couto Coelho da Frota, Ariel Paca da Fonseca, les lieutenants-colonels Joao Batista de Figueiredo, Hélio Galdino, Heitor Caracas Linhares, Gabriel Borges Fortes Evangelho, Rubem Rey.

Après quelques rencontres réalisées par l'attaché militaire, il n'existe plus de doute quant à l'importance de l'action des colonels :

Après avoir poussé leurs réseaux parmi les Officiers d'Active et les Officiers de Réserve, 5 ou 6 d'entre eux remontent la hiérarchie et contactent successivement les

⁵⁶⁴ *Ibid.*

⁵⁶⁵ *Ibid.*

⁵⁶⁶ *Ibid.*

⁵⁶⁷ *Ibid.*

⁵⁶⁸ Respectivement, ces officiers ont été stagiaires des 70^e, 73^e, et 74^e promotions de l'ESG de Paris, en 1957, 1960 et 1961.

différents généraux pour leur demander de prendre en main l'outil en cours de préparation et la direction d'une action éventuelle dont ils seraient l'État-Major clandestin. Les premiers à les rejoindre sont ceux qui depuis dix ans forment le *groupe de la Sorbonne* ont affirmé leurs positions politiques à l'ESG de Rio⁵⁶⁹.

Le groupe composé de généraux semble moins actif par rapport à l'activisme des colonels. Instruits, disposant de réseaux très étendus au Congrès national, dans les ministères, parmi les industriels et à l'étranger, leur attitude se caractérise par beaucoup de précautions. L'entrée en lice des colonels détermine le basculement du mouvement vers l'action contre le gouvernement. Pierre Lallart situe le *brain trust* du « complot central » à l'ECEME, commandée alors par un stagiaire de la 50^e promotion de l'ESG de Paris : Jurandyr de Bazarria Mamede.

Parmi les généraux, le nombre très élevé d'anciens diplômés des écoles militaires françaises ne présuppose pas une quelconque conduite politique déviante. La formation militaire semble influencer assez peu sur leurs décisions politiques qui dépendraient davantage d'une culture politique spécifique. Il n'en reste pas moins que dans le groupe des colonels, les anciens stagiaires de l'ESG de Paris ont un comportement politique plus discret, non moins engagé et, le plus souvent, en opposition au gouvernement. Enfin, les officiers de liaison, envoyés dans chaque garnison en remplacement des commandants légalistes, sont aussi issus d'une formation française. Le général Penha Brasil, condisciple du général Castelo Branco dans la 46^e promotion de l'ESG de Paris, est désigné à la 1^{ère} Armée, à Rio de Janeiro ; le général Alfredo Souto Malan, de la 49^e promotion, est affecté au Rio Grande do Sul.

L'année 1963 se termine par la radicalisation des forces armées, de plus en plus associées aux groupes de pression sur le Congrès national. Chaque faux pas du gouvernement est exploité par les conspirateurs afin discréditer le président de la République.

⁵⁶⁹ *Ibid.*

Pierre Lallart utilise le même procédé que son prédécesseur pour convaincre ses supérieurs du ministère des Affaires étrangères de la légitimité des actions contre le gouvernement. Le Brésil concentre suffisamment l'attention de Paris pour que l'attaché militaire français ressente le besoin d'insister sur la dégradation de la politique intérieure. Spécialiste de la contre-insurrection, il est le mieux à même d'analyser les mouvements de contestation de l'ordre. Dès son arrivée au Brésil, il travaille, dans l'ombre et dans la discrétion, ses milieux professionnels. Son regard est donc influencé par un double filtre : ministériel et des services de renseignement.

La campagne de déstabilisation du gouvernement brésilien sert à renforcer l'appui international des conspirateurs mais la participation d'officiers des forces armées à cette campagne ne semble pas si intense que le prétend l'attaché militaire français. D'ailleurs, ses commentaires sur la conspiration semblent influencer assez peu sur l'attitude du chargé d'Affaires de France au Brésil, inquiet pour l'avenir du pays, qu'il soit entre les mains des conspirateurs de droite ou des collaborateurs d'extrême gauche du président Goulart.

La situation dans les forces armées est la plus grande menace pour le gouvernement brésilien car le président surévalue la force des sous-officiers dans l'échelle de commandement, comme en témoigne cette analyse de Pierre Lallart :

La situation au sein des forces armées brésiliennes présente une menace certaine pour l'avenir du gouvernement Goulart. La révolte des sergents qui n'a été le fait que d'une partie de l'extrême gauche militaire, laisse pratiquement intactes les possibilités d'action des sous-officiers nationalistes, qui réclament plus que jamais un *virage à gauche*. La collusion entre ces éléments et la gauche syndicale et politique est prouvée ; elle témoigne de l'influence grandissante de la subversion au Brésil⁵⁷⁰.

Les conséquences de l'affaire de l'inéligibilité des sergents, les sous-officiers mentionnés ci-dessus, sur le moral des forces armées sont gravissimes. Le contexte militaire aggrave donc la situation politique du gouvernement. Le 12 septembre 1963, à Brasília, caporaux, sergents et sous-officiers de l'aéronautique et de la marine se rebellent contre la décision de la Cour suprême électorale d'interdire l'élection des sous-officiers à la Chambre des députés. Cette forte mobilisation politique des sergents commence sous le gouvernement Kubitschek et s'est renforcée particulièrement lors du mouvement de la légalité constitutionnelle, pour assurer

⁵⁷⁰ *Situation au sein des forces armées brésiliennes*, Pierre Lallart,, 25 novembre 1963, SHD, 10T1112*.

l'entrée en fonctions de João Goulart, deux ans auparavant. Le mouvement a pris de l'ampleur lorsque le président décide de faire jouer la carte du soutien populaire. Les sergents qui se veulent les représentants des classes populaires dans une institution militaire très élitiste, adhèrent aux réformes du gouvernement⁵⁷¹. L'appui populaire remet en question la cohésion des forces armées mais les mailles de la hiérarchie militaire retournent le sortilège contre le sorcier : les sergents sont l'objet de sanctions devant le tribunal militaire.

Accusés de *subversion* de la hiérarchie militaire, les sous-officiers sont perçus comme des ennemis intérieurs, une cinquième colonne à l'intérieur de l'armée de terre. Les relations hiérarchiques empirent en raison de la présence de certains généraux classés à gauche dans les cérémonies publiques. Les fondements même de l'édifice militaire semblent atteints par ces manifestations politiques qui transgressent l'ordre établi lorsqu'elles franchissent la frontière hiérarchique⁵⁷². Le président de la république lui-même est accusé d'encourager l'anarchie dans les forces armées. D'ailleurs, la nomination du général Castelo Branco aux fonctions de chef de l'état-major de l'armée de terre ne contribue-t-elle pas à assainir la situation du gouvernement, qui s'isole du haut commandement militaire ? Tenu pour un homme à la réputation legaliste, en particulier depuis qu'il a choisi le camp gouvernemental lors de la Révolution de 1930, Castelo Branco soutient la discipline, l'ordre et le legalisme, avant tout autre valeur. Il ne peut donc rester insensible à l'agitation des sergents et des sous-officiers qui contestent la hiérarchie.

Les documents écrits contre le gouvernement et distribués dans la communauté d'informations suggèrent une lecture pessimiste de la situation intérieure où l'attitude du chef de l'État conduit à l'impasse politique. Leur force tient à la simplicité d'un message qui lie combat international contre la subversion et lutte intérieure contre le pourrissement de la société. Ces documents constituent la base idéologique du réseau discret que coordonnent les membres démissionnaires du SFICI, en particulier Golberi do Couto e Silva. À son départ du SFICI, le lieutenant-colonel Golberi passe à la réserve avec le grade de général et emporte avec lui l'ensemble des fichiers élaborés par ses subordonnés. Il les met à profit dans la création d'une base de données sur les détracteurs aussi bien que sur les défenseurs du gouvernement, dès 1961⁵⁷³.

À l'instar du *Livro Branco sobre a guerra revolucionária no Brasil* (Livre Blanc sur la guerre révolutionnaire au Brésil)⁵⁷⁴, les messages de propagande dénoncent une prétendue compromission du gouvernement avec le parti communiste. Beaucoup d'officiers en service,

⁵⁷¹ Thomas Skidmore, *Politics in Brazil, 1930-1964. An experiment in democracy*, Londres, Oxford University Press, 1969.

⁵⁷² Maud Chirio, *La politique des militaires...*, *op. cit.*, p. 145.

⁵⁷³ Lucas Figueiredo, *O ministério do silêncio...*, *op. cit.*, p. 104.

⁵⁷⁴ Pedro Brasil, *O Livro Branco sobre a Guerra Revolucionária no Brasil*, Oficina Gráfica da Livraria do Globo S.A., Porto Alegre, 1964 (février), p. 20.

jusqu'alors à l'écart des débats sur la guerre révolutionnaire, en prennent connaissance à travers cette véritable guerre de propagande. La retranscription dans la presse du discours prononcé devant la Chambre des députés par Olavo Bilac Pinto, président de l'UDN, le 23 janvier 1964 contribue largement à constituer un front large contre le gouvernement. Ses idées ont un fort impact sur le corps des officiers.

Au premier trimestre de l'année 1964, la propagande anti-subversive devient un enjeu central de la lutte contre le gouvernement. Le colonel Amerino Raposo Filho, commandant d'unité dans la ville d'Uruguayana, dans le Rio Grande do Sul, insiste sur la mobilisation populaire et met en avant le scénario de la guerre révolutionnaire au Brésil. Sous le pseudonyme de Pedro Brasil, il publie collectivement, dans les presses de la librairie *O Globo*, *Le Livre Blanc de la Guerre Révolutionnaire au Brésil*, en février 1964, où il explique les différentes étapes de la guerre révolutionnaire et son état de développement. Ainsi, le document en question justifie-t-il l'entrée en scène des forces armées pour remédier à la défaillance du président de la République. En brandissant la menace communiste, les auteurs du Livre Blanc appellent le « peuple » à refuser le gouvernement, accusé de soutenir de l'intérieur une rébellion anti-démocratique.

Le document propose de nombreuses analogies entre la quatrième phase de la guerre révolutionnaire, où la rébellion se prépare dans la clandestinité pour agir contre le gouvernement et la situation tendue entre le gouvernement et les forces armées à travers l'infiltration communiste parmi les sous-officiers. Pour les activistes de l'IPES, au Rio Grande do Sul, « tout se passe comme si les autorités responsables étaient aveugles⁵⁷⁵ ». Leur avertissement s'adressent à la population en général mais précisément aux classes moyennes considérées alors comme l'enjeu principal de la guerre de propagande. Le Brésil se trouve à un stade avancé de développement de la guerre révolutionnaire, où le gouvernement ne peut faire face à ses adversaires en raison de son incapacité à estimer les menaces qui pèsent sur lui. Il est remarquable que le principal danger pesant sur l'Exécutif provienne de ceux-là même qui brandissent le danger du complot communiste. L'aveuglement des dirigeants politiques résulte d'une déficiente capacité d'analyse de la situation politique, en particulier de la force combattante de l'ennemi. Selon les propagateurs du message anti-communiste, ce manque de clairvoyance est fatal.

L'isolement du président est progressif pendant tout le premier trimestre 1964 où ses discours vindicatifs essaient de renforcer son alliance politique. Malgré la demande de l'état de siège adressée au Congrès national par le député fédéral Leonel Brizola, le virage à gauche du président est timide et ne dépasse pas le cadre des meetings. Il n'existe par ailleurs aucune évidence prouvant l'organisation d'un putsch par le Président. Son attitude conduit vers l'impasse

⁵⁷⁵ Pedro Brasil, *O Livro Branco...*, *op. cit.*, p. 20.

dans le milieu militaire puisqu'il se préoccupe uniquement des régions Sud-Est et Sud, certain de l'importance stratégique de ces circonscriptions. D'ailleurs, son conseiller, le général Assis Brasil peu expérimenté dans le domaine du renseignement, incapable donc de prévoir des actions offensives contre le gouvernement⁵⁷⁶. João Goulart change cinq fois de ministre de la Guerre en seulement deux ans de mandat. Il pratique une politique d'isolement des officiers de l'opposition, exilés dans le commandement de régions éloignées du centre du pouvoir.

Les diplomates français méprisent le chef d'État. La grave carence du pouvoir s'explique en partie par sa personnalité : « d'un niveau de culture médiocre, sans hauteur de vues et sans grand sens de l'intérêt général, le Président Goulart n'est qu'un politicien brésilien extrêmement habile, ce n'est pas un homme d'État⁵⁷⁷ ». Outre son incompétence, J.-P. Angles met en avant les aspects négatifs de sa personnalité, notamment l'orgueil qui le rend « sincèrement désireux de marquer son passage à la présidence par quelques grandes réalisations⁵⁷⁸ ». L'exagération des aspects négatifs de Goulart renforce le besoin de rompre avec le Président.

De toute évidence, en écrivant à Maurice Couve de Murville, le diplomate français Jean-Paul Angles, chargé de la chancellerie depuis le rappel de Jacques Bayens, à la suite de la guerre de la Langouste, ne peut que souhaiter la fin d'un gouvernement peu désireux de négocier. Les représentants français sont convaincus de la véracité des propos tenus par leurs interlocuteurs, alarmés par le prétendu virage à gauche du président de la République. Pris dans le piège de son attaché militaire, qui a les mains libres pour agir sans l'autorité de l'ambassadeur, Angles ne peut discerner le vrai du faux dans la masse d'informations qu'il reçoit.

De son côté, l'ambassadeur brésilien, Raul de Vicenzi, se montre peu enclin à l'idée de prendre l'initiative et rouvrir le dialogue. Il attend, en vain, une lettre officielle du général de Gaulle. Un sentiment d'insatisfaction caractérise les chancelleries brésilienne et française et rend les relations franco-brésiliennes très conflictuelles. Vicenzi déclare au ministre brésilien des Affaires étrangères, Evandro Lins e Silva, que « dans le cadre du régime personnel actuel, il semblerait qu'aucun homme politique ne soit habilité à prévoir avec certitude les réactions du Général⁵⁷⁹ ». La personnalisation du pouvoir fait tout dépendre de l'Élysée. De plus, les relations personnelles du général de Gaulle avec son entourage, en particulier au Quai d'Orsay, crée une situation quasi monarchique, comme l'observe Maurice Vaïsse⁵⁸⁰. Cette impasse se répercute sur l'avis très négatif partagé de part et d'autre, où le problème se situe au niveau des gouvernements.

⁵⁷⁶ Carlos Fico, *O grande irmão : da operação brother sam aos anos de chumbo. O governo dos Estados Unidos a ditadura militar brasileira*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2008, p. 74.

⁵⁷⁷ *Bilan du gouvernement Goulart, un an après le référendum de janvier 1963*, Jean-Paul Angles, 17 janvier 1964, AMAE, carton 126.

⁵⁷⁸ *Ibid.*

⁵⁷⁹ *Relações França-Brasil*, Raul de Vicenzi, 6 mars 1963, AMRE, seção de documentos confidenciais, Telegramas, 1963.

⁵⁸⁰ Maurice Vaïsse, *La puissance ou l'influence...*, *op. cit.*, p. 74.

Le bilan d'une année de présidentielisme au Brésil est plutôt mince puisqu'aucune des mesures proposées par le gouvernement ne semble aboutir, d'autant qu'il se donne des objectifs très ambitieux. Jean-Paul Angles voit João Goulart comme un démagogue, incapable de gouverner. D'une grande véhémence, les discours présidentiels seraient, selon lui, la cause de son isolement politique : vindicatif et travailliste, il s'attire les foudres des secteurs conservateurs du patronat brésilien :

Le discours présidentiel [...] marque la ferme résolution du Brésil de se poser en leader du groupe des pays sous-développés, en soutenant les thèses de ces pays sous leur forme extrême, avec un refus délibéré de tout véritable esprit de négociation. [...] En terminant, le chef de l'État n'a fait qu'une brève allusion aux « réformes » qui sont pourtant depuis deux ans le thème essentiel de son gouvernement⁵⁸¹.

L'orientation de la politique étrangère brésilienne est une cause permanente de désaccords. Goulart se montre disposé à prendre des initiatives en faveur d'un resserrement des liens avec l'Europe mais la pression des entrepreneurs brésiliens et états-uniens limite la portée de ses projets. Au lieu de permettre un rapprochement franco-brésilien, la recherche d'indépendance sur la scène internationale devient la principale cause d'une prise de distance irréversible. João Goulart essaie de renforcer les aspects indépendantistes de l'Itamaraty comme moyen d'apaiser l'insatisfaction des tendances les plus radicales de son entourage. Il vise en particulier le gouverneur de Rio Grande do Sul, Leonel Brizola, qui réclame l'ouverture vers les pays socialistes. Le retournement en faveur des négociations avec le « bloc socialiste » se confirme en décembre 1963. À cette date, le président reçoit de Nikita Khrouchtchev, le secrétaire du PCUS une offre de crédit pour le développement économique et social du Brésil. Le message est intercepté par les services secrets français et Lallart signale alors à Georges Pompidou, Premier ministre, que le Conseil brésilien de sécurité nationale se montre hostile aux offres concernant les livraisons de matériels militaires et les installations industrielles⁵⁸². De toute évidence, Lallart s'obstine à prouver la compromission du gouvernement brésilien avec l'Union soviétique.

Pour Jean-Paul Angles, l'Itamaraty n'a jamais manifesté véritablement l'intention de donner l'impulsion nécessaire aux relations franco-brésiliennes afin de résoudre les problèmes. D'ailleurs, ceux-ci ne semblent pas fondamentaux pour la diplomatie brésilienne, motivée par une logique tiers-mondiste⁵⁸³. Contrairement à l'Itamaraty, depuis la fin 1963, les forces armées sont de plus en plus alarmées par l'orientation politique du président. Ils craignent qu'elle ne refroidisse les

⁵⁸¹ *Un important discours du président Goulart*, Jean-Paul Angles, 20 février 1964, AMAE, carton 126.

⁵⁸² *Brésil-URSS*, Pierre Lallart, 13 février 1964, SHD, 10T1112*.

⁵⁸³ *Le président Goulart, et la France*, Jean-Paul Angles, 17 mars 1964, AMAE, carton 126.

relations avec les États-Unis dont l'aide militaire est indispensable. Les ministres militaires de Goulart trouvent de moins en moins de subordonnés disposés à trouver un compromis avec un gouvernement qu'ils accusent de rompre l'alliance occidentale et de pencher vers l'autre côté du rideau de fer.

Si le virage à gauche du président renforce la position du PTB, d'un autre côté, l'opposition de l'UDN et du PSD au Congrès national affaiblit l'alliance gouvernementale. Le nombre de sièges conquis par ces deux partis montre toute la faiblesse de l'alliance gouvernementale. À cause du manque d'appui parlementaire, le président ne peut réaliser ses réformes. Selon J.-P. Angles l'alliance gouvernementale ne tient que grâce à l'habileté de Goulart à parler au peuple. D'ailleurs, l'orientation socialiste et syndicaliste du président ne fait pas de doute : le gouvernement brésilien est assimilé à un « front populaire », à l'image de son homologue français en 1936. Isolé au Parlement, Goulart s'appuie sur le soutien populaire, renouant avec les grands discours populistes des années 50 :

On parle beaucoup ici depuis quelques semaines d'un [...] regroupement des forces politiques du pays favorables à l'idée de réforme. Ce regroupement a pris le nom de *Front Unique* ou de *Front Ample* et revêt, en fait, l'allure d'un véritable *front populaire*. [...] À l'UDN et au PSD, on retrouve comme toujours deux fractions et les deux partis, en tant que tels, ont du mal à se prononcer. [...] Le seul parti enthousiaste pour le « programme minimum » est le parti communiste. [...] La ligne du parti est sans aucun doute celle de la « voie pacifique » et du « front commun ». Il n'est pas besoin de souligner les oppositions passionnées que suscite, à l'UDN et d'une façon générale dans les milieux conservateurs et traditionnels, l'éventualité d'une rentrée du parti communiste⁵⁸⁴.

La dégradation de la situation politique inquiète l'ensemble des fonctionnaires de l'ambassade de France. Jean-Paul Angles n'éprouve de sympathie particulière ni pour Carlos Lacerda ni pour Ademar de Barros, mais il reconnaît leur capacité à miner le gouvernement Goulart. De plus, la relation très étroite que ces hommes politiques entretiennent avec les groupes d'industriels français les rend incontournables pour toute action de la France au Brésil. La correspondance entre J.-P. Angles et Maurice Couve de Murville révèle une dimension extérieure de la crise. Alors que l'attaché militaire montre à Pierre Messmer une perception plus détaillée de l'équivoque de certains commandants militaires. Cette différence réside dans la nature des relations entretenues par le chargé d'Affaires et par l'attaché militaire. Angles est assez mal renseigné et souvent très alarmé par ses informateurs. D'un autre côté, les réseaux d'informateurs de l'attaché militaire, bien implantés dans de nombreux secteurs de la vie économique de São Paulo et de Rio de Janeiro, lui fournissent des informations sûres. Malgré l'abondance

⁵⁸⁴ *Vers un Front populaire brésilien ?*, Jean-Paul Angles, 28 février 1964, AMAE, carton 126.

d'informations parvenue au Quai d'Orsay, aucune décision n'est prise. L'ambassade de France semble acéphale depuis le départ de l'ambassadeur, elle n'est donc plus qu'un lieu de rencontre d'une certaine opposition politique. Les fonctionnaires de la chancellerie n'ont aucune maîtrise des milliers de dossiers traités simultanément pendant la crise brésilienne.

Dans les principales capitales des États brésiliens, les esprits s'échauffent de plus en plus soit dans les meetings présidentiels soit dans les manifestations publiques de l'opposition. La guerre de propagande prend une grande ampleur pour conquérir le soutien de la population. L'état se resserre autour de la présidence, accusée de manipuler les masses et de s'allier au PCB, alors dans l'illégalité, pour instaurer une république syndicale.

Le 18 mars 1964, J.-P. Angles est plus que jamais alarmé par l'état critique de la situation brésilienne. Il écrit alors à Maurice Couve de Murville que la manifestation en faveur des « réformes de base », organisée le vendredi 13 mars à Rio par les syndicats et le gouvernement, était attendue, annoncée comme un événement de première importance⁵⁸⁵. L'impact du discours du Président est fort sur l'opinion publique mais aussi sur les États-Unis. Alarmé par le discours présidentiel, Lyndon Johnson autorise la création d'une *task force* pour intervenir dans la crise brésilienne. C'est l'opération *Brother Sam*⁵⁸⁶. Le plan d'intervention au Brésil est prévu depuis décembre 1963. Il a été élaboré sous l'administration Kennedy et basé sur une estimation de l'ambassadeur états-unien à Rio de Janeiro, Lincoln Gordon. Il ne prévoyait pas le débarquement de troupes mais faisait peser la menace d'une intervention comme une épée de Damoclès, au-dessus du Président.

Contrairement à son homologue états-unien, l'ambassadeur français demeure dubitatif quant à l'avenir du gouvernement brésilien mais surtout vis-à-vis d'une victoire de l'opposition. Alarmé par la situation, appréhensif à l'égard de l'ambiance de tension et à la guerre des nerfs que mènent le Président et son opposition, J.-P. Angles semble piégé par la propagande de ses propres services d'information. L'opposition à Goulart se concentre en particulier à São Paulo, dans le milieu des affaires, parmi les hauts fonctionnaires et autour de chefs militaires sortis de l'ombre par une série de manifestes et de pronunciamientos. L'opposition anti-communiste se fait aussi visible à travers une série d'attentats contre des organisations assimilées à la gauche ou au communisme⁵⁸⁷. Cette opposition ne semble pas former un groupe homogène, selon le chargé d'Affaires, mais certains groupes manifestent en faveur de la défense de la Constitution et des

⁵⁸⁵ *La manifestation du 13 mars, tournant décisif de la présidence Goulart*, Jean-Paul Angles, 18 mars 1964, AMAE, carton 126.

⁵⁸⁶ Carlos Fico, *O grande irmão...*, *op. cit.*, p. 89.

⁵⁸⁷ Rodrigo Patto Sá Motta, *Em guarda contra o perigo vermelho...*, *op. cit.*, p. 156.

libertés démocratiques. À São Paulo, où une foule de près de 500 000 personnes se réunit dans l'avenue de l'Anhangabaú, avec des banderoles et des cris évoquant la révolte de 1932⁵⁸⁸.

Les manifestations de l'opposition concurrencent et, dans certains cas, supplantent les meetings du gouvernement. La « marche de la famille avec Dieu pour la liberté » a constitué un succès inattendu, « qui éclipse le meeting de M. Goulart qui avait été présenté comme *la plus grande manifestation politique jamais vue au Brésil*⁵⁸⁹. » La Campagne féminine pour la démocratie est la principale instigatrice de cette manifestation de l'opposition. Financée en grande partie par l'IPES, elle est créée en 1962, afin de susciter l'indignation des classes moyennes face à la menace d'expropriation. Plus qu'une opposition isolée, il s'agit d'associations et groupes de pression complices dans l'action contre le gouvernement. J.-P. Angles semblerait ne pas être tenu au courant par l'attaché militaire des nouvelles formations politiques conservatrices. Ses avis largement défavorables sur le président de la République créent une image négative de la situation.

D'après l'attaché militaire, les réseaux jouent un important rôle de noyautage, de propagande, de renseignements et d'infrastructure. En d'autres termes, un grand nombre de groupes politiques et militaires disposent de connaissances élémentaires sur le travail de recherche et d'exploitation des renseignements. Certains prennent une part active au mouvement conspirateur et en liaison avec les polices des États participent à la recherche d'informations sur les militants de gauche et d'extrême gauche.

Ce complexe système de relations sociales et politiques est à l'origine des multiples conspirations conduisant au putsch contre Goulart, dans la nuit du 31 mars 1964. Le discours véhément du Président, au soir du 30 mars, à l'Automobile Club de Rio achève de radicaliser les parties engagées dans cette guerre de propagande. Le discours intervient quelques jours après l'amnistie générale des sous-officiers et fusiliers marins engagés dans le soulèvement de Brasília. L'attitude de Goulart est perçue comme une provocation et le meeting avec les marins, les sous-officiers et les ministres militaires sert de déclencheur. De Minas Gerais part la première colonne rebelle vers l'ancienne capitale. Le prosélytisme des chefs militaires permet de conquérir l'adhésion des régiments jusqu'alors légalistes, stationnés à la frontière des deux États. Ainsi, les contacts, les réseaux et la propagande permettent aux conspirateurs de remporter une victoire sans coup férir.

Le travail de propagande et d'organisation des différents groupes conspirateurs permet la réalisation d'une importante opération de neutralisation du gouvernement Goulart et de ses bases politiques :

⁵⁸⁸ *Marche de la famille avec Dieu pour la liberté*, Jean-Paul Angles,, le 21 mars 1964, AMAE, carton 126.

⁵⁸⁹ *La manifestation du 19 mars à São Paulo*, Jean-Paul Angles,, 24 mars 1964, AMAE, carton 126.

Remarquablement montée, exécutée en deux jours à travers un pays grand comme 17 fois la France, presque sans heurts et pratiquement sans effusion de sang, cette opération semble être techniquement un modèle du genre. Si l'action des groupes de choc semble avoir été très réduite pendant les événements, par contre les réseaux ont joué un rôle assez important de noyautage, de propagande, de renseignement et d'infrastructure. [...] Au lendemain de la Révolution, ils peuvent poser un certain nombre de problèmes à l'Armée, sans doute inquiète de la multiplicité d'organismes dont l'aide lui a été précieuse mais dont le contrôle lui échappe⁵⁹⁰.

Pierre Lallart est témoin oculaire de la victoire du mouvement contre-révolutionnaire qu'il admire et élève au rang de « modèle du genre ». Premier d'une série de coups d'État qui allaient se succéder dans le sous-continent, le putsch brésilien s'apparente en plusieurs points au soulèvement des généraux en France, en 1958. La capacité à organiser des réseaux clandestins et à mettre en échec le « dispositif militaire » du président Goulart fait la force du mouvement. Mené en moins de trois jours, à coups de téléphone entre généraux, de déplacements de troupes, de calculs de rapports de forces, pratiquement sans combat et presque sans effusion de sang, le coup d'État confirme aux yeux des représentants français l'importance jouée par les Forces Armées et les Polices Militaires des États dans la vie politique du pays⁵⁹¹.

Il est aussi conscient du besoin de « recycler » les hommes engagés dans l'opération pour la formation d'un système de renseignement. Spécialiste français du renseignement, il ne manque pas de suggérer des comparaisons avec l'organisation de l'armée secrète. L'opération est vraisemblablement montée et exécutée par les membres de la communauté d'informations qu'il côtoie pendant les mois précédant le coup d'État. En quoi ce réseau peut-il permettre à la France de reprendre une position de force au Brésil est une question qu'il se pose dans les mois suivant la déposition du président.

Les conclusions de l'étude de l'attaché militaire confirment sa proximité avec les milieux militaires compromis dans la conspiration contre João Goulart. Pour lui, les opérations maintenues secrètes jusqu'à leur exécution, répondraient à une insuffisance du pouvoir exécutif. La *révolution* trouve donc une explication dans les faiblesses du président Goulart, en particulier dans sa politique d'alliances politiques. La *révolution*, faite d'une pluralité de complots et d'une multiplicité d'opérations d'information, de noyautage, de propagande et de blocage des réseaux adverses, n'est ni seulement une opération militaire ni uniquement une action politique mais une

⁵⁹⁰ *La Révolution brésilienne d'avril 1964*, Pierre Lallart,, juillet 1964, SHD, 10T1112*.

⁵⁹¹ *Ibid.*

alliance d'opérations civiles et militaires synchronisées et autonomes⁵⁹². Ces circonstances conduisent à certaines autogestions et, surtout à des rivalités. Cependant, l'important appui des classes moyennes permet la reconnaissance interne de la légitimité du mouvement révolutionnaire. Malgré le soutien obtenu grâce à l'action de conquête des esprits, les conspirateurs ont toujours besoin de reconnaissance internationale et de s'assurer l'appui ou du moins la neutralité de leurs voisins américains. La reconnaissance de la part de la France lui permettrait-elle de profiter de la situation pour affirmer sa présence ?

À partir du putsch militaire contre João Goulart, l'opposition parvient aux plus hautes fonctions de l'État. Ce renversement de la situation au Brésil est très favorable à la présence française, qui doit alors s'organiser. *A priori* le renversement de Goulart paraît favorable à la France. Saura-t-elle pourtant en profiter pour réorganiser sa situation ?

⁵⁹² Gláucio Ary Dillon Soares, « Introdução », Gláucio Ary Dillon Soares, Maria Celina D'Araujo, (dir.), *21 anos de regime militar : balanços perspectivas*, Rio de Janeiro, FGV, p. 34.

Les États-Unis sont les premiers à reconnaître la légitimité du gouvernement *révolutionnaire*, tandis que Ranieri Mazzili fait à peine son entrée au palais présidentiel et que João Goulart n'a pas encore quitté le territoire national. La rapidité avec laquelle le Département d'État réagit à la crise brésilienne surprend les diplomates de tous les pays car il signifie un changement considérable dans la politique états-unienne en Amérique latine. En effet, Lyndon Johnson serait intervenu au Brésil sous prétexte d'un basculement du gouvernement Goulart de l'autre côté du rideau de fer. Malgré la discrétion de l'opération *Brother Sam*, l'attitude états-unienne attire des soupçons sur le retour d'un interventionnisme à la Maison Blanche. L'ambassadeur de France à Washington, Hervé Alphan, écrit à Maurice Couve de Murville, le 1^{er} avril :

Le Département d'État, qui a suivi avec attention et inquiétude le déroulement de la crise brésilienne déclenchée par la révolte des sous-officiers de la marine, se montre satisfait et surpris par l'évolution actuelle des événements. Nos interlocuteurs se refusent à exprimer une préférence quelconque à l'égard des divers protagonistes. Ils ne cachent pas cependant que le départ du président Goulart est de nature à entraîner une amélioration profonde des rapports entre les États-Unis et le Brésil⁵⁹³.

La *révolution* ouvre une nouvelle période de relations entre le Brésil et les États-Unis. Le Département d'État reste prudent dans ses déclarations aux partenaires du Pacte Atlantique auxquels il ne cache pas sa satisfaction de voir tomber un gouvernement indésirable depuis deux ans. Le putsch trouve donc une explication dans la logique des rapports entre Brasília et Washington, dans le cadre de la guerre froide mais ne justifie pas la déposition d'un gouvernement constitutionnel. Au cas où l'appui inconditionnel de Washington à Brasília serait révélé, la position des États-Unis pourrait être atteinte, en particulier après le retrait des missiles balistiques de moyenne portée de Turquie. Ainsi, la crise brésilienne propulse le Brésil vers la guerre froide, faisant sauter le verrou sud-américain. En effet, le gouvernement Goulart avait compromis le projet des militaires, consistant à transformer l'armée brésilienne en une armée de guerre froide, c'est-à-dire équipée de forces contre-guérilla.

Les diplomates français traduisent leur incertitude quant à la légalité du nouveau gouvernement. Jean-Paul Angles se montre soucieux de la situation intérieure et son avis favorable au renversement du Président ne masque pas la gravité du problème. La présence de João Goulart sur le territoire brésilien et son refus de donner formellement sa démission

⁵⁹³ Télégramme de l'ambassade à Washington à la Direction d'Amérique, Hervé Alphan, 1^{er} avril 1964, AMAE, carton 127.

complicent le problème constitutionnel pour les dirigeants du soulèvement qui tiennent à invoquer la légalité⁵⁹⁴. J.-P. Angles alerte Paris sur les problèmes constitutionnels du régime : si João Goulart se trouve effectivement sur le territoire national, l'investiture du président de la Chambre des députés, Ranieri Mazzili, ne repose que sur la déclaration de vacance faite par le député Auro Moura Andrade, partisan du renversement du Président⁵⁹⁵. Angles complète, « si fragile que soit la base légale du nouveau gouvernement, on paraît s'en contenter à Brasília⁵⁹⁶ ». Le nouveau régime est donc inconstitutionnel⁵⁹⁷.

Le 2 avril, le message de Johnson à Mazzili est interprété de manière ambiguë. Unanimement, les diplomates français en poste à Washington, à Buenos Aires et dans différents autres capitales américaines, reconnaissent le changement radical de la politique états-unienne à l'égard des gouvernements issus d'un putsch. Ce changement serait l'expression de l'intérêt national de Washington dans ses relations avec les pays latino-américains. Malgré les risques à l'égard d'une grande partie de l'opinion latino-américaine, la rapidité avec laquelle Johnson assure de son appui le nouveau président brésilien s'explique par les relations suivies des milieux d'affaires états-uniens et brésiliens mais aussi par l'appui donné par la CIA et le Pentagone aux militaires brésiliens. Néanmoins, Washington justifie son attitude par les craintes qu'avait suscitées à la Maison Blanche un éventuel glissement du Brésil vers l'extrême gauche.

Le surlendemain, la réaction des nouveaux maîtres s'annonce sévère. Plus de mille arrestations sont opérées, notamment celles du ministre de la Justice, Abelardo Jurema, remis en liberté quelques jours plus tard, de celles de l'Amiral Aragão, du maréchal Osvaldo Alves, de nombreux dirigeants syndicaux, du gouverneur de l'État de Recife, Miguel Arrais, du gouverneur de Sergipe, Seixas Dória.

La presse française accueille bien moins favorablement le putsch contre le président Goulart. Selon l'ambassadeur brésilien en France, Raul de Vincenzi, la grande presse parisienne, dans sa presque unanimité, dénonce le coup d'État comme une aggravation de la crise brésilienne et non pas son dénouement, comme le suggère le diplomate français. Les journaux affirment, poursuit-il, qu'il s'agit d'une régression dans le champ des conquêtes sociales et admettent, en ce sens la possibilité d'instauration au Brésil d'un régime politique très à droite. Ces propos caractérisent l'éditorial du *Monde* du 5 avril 1964, rédigé par Hubert Beuve-Mery, sous le titre « L'ordre contre le progrès »⁵⁹⁸. *Le Figaro* et *Combat* notifient aussi que le ministre des Affaires

⁵⁹⁴ *Télégramme très urgent*, Jean-Paul Angles,, 2 avril 1964, AMAE, carton 127.

⁵⁹⁵ Comme en 1961, en cas de vacance du pouvoir exécutif, le président de la Chambre de députés assume la fonction de chef de l'Exécutif par intérim, en attendant l'élection d'un nouveau Président.

⁵⁹⁶ *Télégramme très urgent*, *op cit*.

⁵⁹⁷ Élio Gáspari,, *A ditadura emvergonhada...*, *op. cit.*, p. 112.

⁵⁹⁸ *Situação política no Brasil. Comentários da imprensa francesa*, Raul de Vincenzi,, 5 avril 1964, AMRE, arquivo histórico, telegramas da embaixada de Paris.

étrangères Maurice Couve de Murville déclare au Parlement que le Brésil n'a pas achevé sa *révolution*, contrairement à d'autres pays d'Amérique latine. Inquiet quant aux déclarations de la presse parisienne, Raul de Vincenzi demande à rencontrer le ministre français des Affaires étrangères.

En l'absence de Maurice Couve de Murville, Louis Joxe assume l'intérim et s'entretient avec l'ambassadeur brésilien. Joxe rassure Vincenzi en ce sens que le gouvernement français s'éloigne des déclarations de la presse. De plus, les informations reçues de Rio diffèrent de celles véhiculées par les journaux parisiens. Il informe l'Itamaraty sur la liberté d'expression de la presse française et, ajoute-t-il, « il est important ne pas confondre le point de vue de la presse avec celui du gouvernement ». Vincenzi commente alors que telle n'a pas été l'attitude du Quai d'Orsay pendant la crise de la langouste lorsque le gouvernement français prenait les déclarations de la presse comme un prétexte pour entrer en conflit avec l'Itamaraty. Définitivement, l'attitude du gouvernement français est très ambiguë. Comme pendant toute la durée de la crise, l'attaché militaire assume des positions politiques qui s'avèrent décisives pour le rétablissement des relations franco-brésiliennes. Le conflit entre Lallart et Angles ne tarde pas à éclater.

Dans tous les cas, le problème de la liberté de la presse est concrètement posé entre les deux gouvernements, dès le lendemain de la chute de Goulart. La question atteint des dimensions sérieuses. Le directeur de l'Agence France presse (AFP) écrit à Jean-Jacques Faust, correspondant de l'AFP à Rio, pour lui demander de maintenir les postes de l'agence au Brésil, d'assurer un service aussi objectif et complet que possible et autant que faire se peut de garantir la sécurité de ses collaborateurs locaux. Enfin, une censure bilatérale s'installe dans l'AFP⁵⁹⁹. Le Quai d'Orsay est tenu au courant de la politique du nouveau gouvernement par son attaché militaire, en contact suivi avec différents groupes militaires. Le 6 avril, un message du colonel Lallart demande à Pierre Messmer d'intervenir auprès du général de Gaulle en vue d'obtenir une déclaration favorable au nouveau gouvernement. Il souhaite un changement radical de la position française, en proposant à Pierre Messmer un virage décisif dans son attitude à l'égard du Brésil :

Je suis personnellement beaucoup moins pessimiste que les correspondants de la presse française sur la situation et son avenir. Ayant surestimé l'organisation de gauche et connaissant mal l'importance et l'esprit des Forces armées ils éprouvent aujourd'hui des difficultés à recréer le climat. À mon avis le nettoyage est techniquement et politiquement incommode, évidemment il a lieu et il y aura des excès et des fautes locales. Mais les contacts pris cette nuit me donnent à penser que l'Armée qui avait déjà proposé à Goulart un appui total pour les réformes nécessaires à condition que les communistes soient écartés, a une vision saine et sociale de son rôle.

Le fait qu'officiers circulent avec coiffe et pistolet dans la poche est un symbole. Castelo Branco que je connais bien est un élément rassurant. En raison de la personnalité du

⁵⁹⁹ *Télégramme à l'adresse du correspondant de l'AFP au Brésil*, Direction des services d'information et de Presse, 6 avril 1964, AMAE, carton 127.

Général Castelo Branco, ses affinités avec la France et ses responsabilités que sa nomination pourrait ouvrir aux plans politiques et militaires, je pense à titre strictement personnel qu'il serait désirable que la France ne tarde pas trop à manifester sa sympathie si elle est effectivement décidée.

Message du chef de l'État serait évidemment de nature à faciliter grandement notre rétablissement ici⁶⁰⁰.

L'attaché militaire redoute que son gouvernement n'utilise l'arme de la non-reconnaissance contre la *révolution brésilienne*, comme réaction logique de la dégradation des relations bilatérales, durant le gouvernement Goulart. La situation au lendemain du coup d'État est très confuse. Pour ce témoin privilégié, il est impératif de persuader Paris de l'erreur d'interprétation de la presse, unanime à condamner le putsch. La France ne peut ignorer les autorités de fait, sous prétexte que les méthodes du nouveau gouvernement sont condamnables. En insistant sur la faible résistance rencontrée par les factieux lors de la déflagration du mouvement conspirateur, il veut convaincre Paris de l'appui général de la population aux putschistes. Pour l'attaché militaire, le moment est venu pour la France de soutenir le nouveau gouvernement afin de se rétablir au Brésil après trois ans de maladresses et enfin occuper le devant de la scène à côté des États-Unis. Ainsi s'explique que le problème de la reconnaissance soit au centre des débats. Pierre Lallart est très soucieux de voir le général de Gaulle reconnaître *de jure* le régime brésilien et donner rapidement son appui aux nouveaux maîtres du pouvoir. La reconnaissance ne devient pas pour autant simple et automatique.

L'attaché militaire et le diplomate ne semblent pas s'accorder sur une ligne de conduite commune. L'inconstitutionnalité du nouveau régime constitue le principal obstacle selon le diplomate. Jean-Paul Angles signale la furie révolutionnaire et la *chasse aux sorcières* comme une menace pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel : « le souci de la légalité s'effaçait devant le déchaînement de la haine aveugle de la *réaction*⁶⁰¹ ». Sans mandat de justice et en-dehors de tout cadre légal, les polices militaires multiplient les perquisitions domiciliaires, les interventions arbitraires et les arrestations dont le nombre, le 6 avril atteint, selon le diplomate français, le chiffre de 5 000 pour l'ensemble du Brésil⁶⁰².

La répression est sauvage et sévère, ponctuée d'humiliations publiques, d'emprisonnements injustifiés, de la rupture de la hiérarchie. Tout d'abord, cette vague répressive conduit les personnes liées d'une façon ou d'une autre au régime déchu à demander asile dans les ambassades des pays latino-américains. Ce déchaînement de violence est aussi la cause d'inquiétudes

⁶⁰⁰ Télégramme de l'ambassade à Rio à la Direction d'Amérique, Pierre Lallart,, 6 avril 1964, AMAE, carton 127.

⁶⁰¹ La répression révolutionnaire au Brésil – 1^{er} au 10 avril 1964, Jean-Paul Angles,, 10 avril 1964, AMAE, carton 127.

⁶⁰² *Ibid.*

gouvernementales en ce qui concerne la reconnaissance internationale du régime brésilien. La violence de la répression met en questions la légitimité du gouvernement issu du putsch.

La légitimité du gouvernement est recherchée à tous les échelons mais tout d'abord vis-à-vis des partenaires internationaux du Brésil. Le nouveau ministre brésilien des Affaires étrangères, Vasco Leitão da Cunha, a défini rapidement la politique étrangère du gouvernement révolutionnaire. Le 7 avril, il écrit aux ambassadeurs étrangers que la *révolution* remet le Brésil sur les chemins de la tradition, dans un mouvement de retour aux sources démocratiques. Il s'agit donc d'une révolution au sens propre : d'un retour au point de départ avant l'avènement de João Goulart :

Le Brésil a toujours été et continuera d'être indépendant, sa politique extérieure a été et sera toujours indépendante. [...] De même que nous adoptons une politique scrupuleuse de non-intervention dans les affaires intérieures d'autres États, nous avons le droit d'exiger d'eux le respect le plus complet de ce principe de base des bonnes relations internationales. Non-intervention et autodétermination sont des principes valables pour tous et non de simples formules destinées à couvrir certaines situations. [...] Sans distinction idéologique, le mot d'ordre est de commercer. Et le Brésil va commercer au vu et au su de tous, sans autres implications ou compromis⁶⁰³.

L'importance particulière attachée à la continuité cache les nouvelles orientations diplomatiques, c'est-à-dire, l'alignement inconditionnel sur l'Alliance Atlantique, en particulier l'ingérence des États-Unis dans les affaires intérieures à travers l'appui aux militaires conspirateurs. La déclaration de Vasco Leitão da Cunha tend donc à ramener le Brésil dans la ligne « traditionnelle de ses alliances », ce qui pourrait à terme signifier l'abandon de la politique indépendante. L'accent mis sur la continuité vise à occulter un brusque revirement diplomatique mais aussi à éviter que l'Itamaraty ne soit touché par la vague d'épuration. Vasco Leitão da Cunha doit assurer la transition vers le nouveau régime ainsi que l'amortissement des effets négatifs du putsch sur les problèmes propres à l'Itamaraty. Avant tout, on attend également de lui le rétablissement des courants d'échanges commerciaux. Le gouvernement veut donc éviter de donner l'impression d'un revirement total de sa politique étrangère.

Le mot d'ordre de la diplomatie brésilienne est le libéralisme car le retour à l'ordre normal passe par le recours aux capitaux internationaux afin de créer un modèle de développement dépendant et associé⁶⁰⁴. Dans ce cadre, une des premières mesures du gouvernement révolutionnaire est de révoquer la loi de taxation sur les transferts de bénéfices des compagnies

⁶⁰³ Nouvelle du ministère des relations extérieures publiée à Rio de Janeiro le 8 avril 1964, Raul de Vincenzi,, 10 avril 1964, AMAE, carton 127.

⁶⁰⁴ Paulo Fagundes Vizentini, *A política externa do regime militar brasileiro : multilateralização, desenvolvimento a construção de uma potência média (1964-1985)*, Porto Alegre, UFRGS, 1998, p. 24.

étrangères établies au Brésil. Par ailleurs, des mesures économiques indemnisent les compagnies expropriées par le gouvernement Goulart, en particulier dans le domaine de l'exploitation minière et de l'énergie électrique. Enfin, le gouvernement ouvre deux fronts d'action pour marquer l'alignement sur l'alliance occidentale : en éliminant les conflits de toute nature entre le Brésil et les pays de l'Alliance Atlantique, en harmonie avec les affinités politiques avec les différents pays ; en élaborant un cadre pour les relations interaméricaines à travers le concept de sécurité collective et d'attachement économique.

Ces orientations insèrent pleinement le Brésil dans l'alliance occidentale, de laquelle il aurait pris ses distances pendant le gouvernement Goulart. Les déclarations de Vasco Leitão da Cunha rassurent donc les partenaires européens sur les intentions du gouvernement révolutionnaire, dans une politique anachronique à l'égard des partenaires européens mais entièrement alignée sur les États-Unis. L'Itamaraty essaie également de renforcer sa présence dans les organes de négociation multilatéraux à l'instar de l'Organisation des États américains, du TIAR et de l'*Alliance pour le progrès*⁶⁰⁵. Enfin, la rupture avec Cuba est annoncée comme une des principales initiatives diplomatiques marquant le virage définitif du Brésil.

Ce n'est qu'après l'annonce des lignes directrices de la politique étrangère que le nouveau gouvernement concentre ses efforts sur la légitimité constitutionnelle. Le commandement suprême de la *révolution*, présidé par le général Costa e Silva, promulgue le 9 avril l'Acte institutionnel qui autorise l'élection indirecte du président de la République, octroie au chef de l'Exécutif le droit de proclamer l'état de siège, de révoquer le mandat des élus et de suspendre pour dix ans les droits politiques des accusés. L'article 8 de l'Acte institutionnel prévoit aussi que les crimes contre l'État ou son patrimoine et l'ordre politique et social ou les actes de guerre révolutionnaire pouvaient désormais être du ressort des enquêtes policières et militaires, présidées par des colonels identifiés plus tard à une *ligne dure*⁶⁰⁶.

Hervé Alphanth écrit alors à Maurice Couve de Murville qu'à Washington les observateurs internationaux regrettent que les généraux brésiliens renoncent à la légalité et s'arrogent le droit de suspendre une partie de la constitution et d'en adopter, à leur profit, l'autre⁶⁰⁷. Le lendemain, 11 avril 1964, la Chambre des députés élit le général Castelo Branco président de la République, ancien chef de l'état-major de l'armée de terre. Personnalité reconnue au-dessus des partis et capable de trouver un consensus dans l'armée. Dans son discours d'investiture, Castelo Branco s'engage dans trois grandes directions : l'épuration dirigée contre les bases politiques et syndicales de Goulart et contre la corruption, par l'application des mesures d'exception prévues par l'acte

⁶⁰⁵ Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *História da política exterior do Brasil*, op. cit., p. 374.

⁶⁰⁶ *Ibid.*

⁶⁰⁷ *Télégramme de Washington*, Hervé Alphanth, 10 avril 1964, AMAE, carton 127.

institutionnel ; la consolidation du pouvoir exécutif fédéral, par des amendements constitutionnels, les actes additionnels ; et les réformes économiques, visant à bloquer l'inflation et à stabiliser le cours du dollar.

Le gouvernement français ne se prononce officiellement qu'après l'élection de Castelo Branco. Le 13 avril, le président de la République française reconnaît le nouveau régime par une lettre personnelle simple et directe. La prudence semble caractériser l'attitude du gouvernement. Jean-Paul Angles rassure Maurice Couve de Murville quant aux risques d'une dictature militaire car « les militaires se suffisent à eux-mêmes et auraient eux-mêmes concocté le fameux Acte Institutionnel ». Pourtant, il reconnaît que « pour gouverner jusqu'à fin 65, il faudra bien qu'ils fassent appel à des civils, ou à des *techniciens*⁶⁰⁸ ». Il est difficile de discerner le sens exact de l'expression *techniciens*, surlignée dans le texte. Sans doute, le terme évoque-t-il les technocrates, experts des finances et de l'économie appelés par le gouvernement afin d'accélérer le développement industriel.

Parallèlement, la répression est une source de problèmes diplomatiques car elle vise plus une épuration très large qu'une action à base de procès et de condamnations. L'aspect essentiel de cette première vague répressive repose sur les arrestations mais plutôt les cassations de mandats législatifs et exécutifs, les suspensions de droits civiques, les mises à la retraite d'office dans l'administration et dans l'armée. Dans cette dernière, selon les mots du diplomate français, l'épuration ne se limite pas aux communistes mais s'étend aux opportunistes, aux profiteurs et aux incapables⁶⁰⁹. La victoire militaire est bien assise et il espère qu'elle n'ouvrira pas, comme en Argentine après la déposition d'Arturo Frondizi, une période troublée, où les putschs succèdent aux coups d'État. À ce moment du régime militaire, on pourrait penser, comme Jean-Paul Angles, que « le nouveau gouvernement brésilien est stable⁶¹⁰ ».

En avril 1964, quatre ans après l'inauguration de Brasília, cinq présidents de la république ont été investis dans la capitale dont trois solennellement ; pendant ces quatre ans, le Brésil a connu trois régimes politiques de natures très différentes qui ont mané avec des équipes ministérielles changeantes des projets antagoniques. Malgré la volonté de l'Itamaraty de marquer la continuité de la politique étrangère et du commandement suprême de la *révolution* d'insister sur le maintien de la constitution, rien ou presque ne prédisposait le Brésil à conserver les mêmes orientations. En ce sens, J.-P. Angles ne fait qu'alerter Paris des risques pour l'image de la France, au cas où le gouvernement se précipite, comme le suggère Lallart.. Même si le réalisme prime sur le nationalisme et que l'assistance étrangère reste une nécessité vitale pour l'économie brésilienne,

⁶⁰⁸ *Lettre au ministre des Affaires étrangères*, Jean-Paul Angles,, 15 avril 1964, AMAE, carton 127.

⁶⁰⁹ *Premier bilan politique de la révolution*, Jean-Paul Angles,, 21 avril 1964, AMAE, carton 127.

⁶¹⁰ *Ibid.*

pour lui, « notre premier travail ici sera de voir, encore une fois, dans quelle direction s'oriente le nouveau régime, sur lequel pour le moment nous ne pouvons rien dire, ou très peu⁶¹¹ ».

Le régime brésilien ne jouit pas d'un grand prestige auprès de ses partenaires latino-américains. Alors que la grande majorité des 64 États avec lesquels le Brésil entretient des relations diplomatiques a reconnu le nouveau gouvernement dès la chute du président Goulart, la plupart des pays d'Amérique latine se sont montrés plutôt réservés, dans l'attente de la confirmation de la continuité démocratique du régime brésilien. Le 15 avril, lors des cérémonies d'investiture du président Castelo Branco, Jean-Paul Angles notait l'absence des représentants de Cuba, du Venezuela, du Mexique, de l'Uruguay, du Chili, du Panamá et de la Bolivie. Ces pays ne reconnaissent le nouveau régime qu'au cas par cas. Le 19 avril, la situation devient d'autant plus critique que l'Université du Chili informe qu'elle est disposée à accueillir les intellectuels brésiliens persécutés dans leur pays, alors même que le gouvernement d'Eduardo Frei reconnaissait la légitimité du nouveau régime. D'ailleurs, le Venezuela, le Mexique et l'Uruguay observent une extrême prudence en attendant qu'un sauf-conduit autorise les Brésiliens réfugiés dans leurs ambassades à quitter le Brésil. Les relations interaméricaines présentent pour le président Castelo Branco un problème particulièrement difficile à résoudre⁶¹².

Dans différents pays, Castelo Branco nomme des représentants diplomatiques pour répondre aux questions des gouvernements partenaires. Le 15 mai, il nomme Carlos Lacerda pour communiquer officiellement les objectifs du nouveau régime aux partenaires européens, lors d'un voyage qui comprend l'Angleterre, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, la France et le Portugal. De l'Italie, Carlos Lacerda écrit aux journaux français *Le Figaro* et *Le Monde* pour expliquer la situation au Brésil, après la publication des articles critiquant le régime militaire quinze jours plus tôt⁶¹³. Il rappelle le rôle de la presse dans l'affaire de la langouste et réclame « le droit d'informer objectivement le peuple français après tant d'informations truquées par des préjugés idéologiques⁶¹⁴ ». Avant son départ pour la France, Carlos Lacerda envoie également une lettre personnelle au général de Gaulle dans laquelle il indique son objectif d'assainir la société brésilienne. Son rôle technique est proche de celui d'un médecin qui traite la société malade. Charles Chambrun remet un extrait de la lettre au *Monde* mais publie aussi ses commentaires où il critique le manque d'incompréhension dans les relations franco-brésiliennes⁶¹⁵. L'imbroglio recommence.

⁶¹¹ *Lettre au ministre ...*, op. cit.

⁶¹² *Les pays latino-américains et le nouveau régime brésilien*, Jean-Paul Angles, 22 avril 1964, AMAE, carton 127.

⁶¹³ *Entrevista do governador Carlos Lacerda*, Raul de Vincenzi, 30 avril 1964, AMRE, Télégrammes confidentiels.

⁶¹⁴ *Telegrama de Lacerda, para Vasco Leitão da Cunha*, Carlos Lacerda, 3 octobre 1964, CPDOC, VLC 64.03.10.

⁶¹⁵ *Relações públicas Brasil-França. Considerações do Presidente do Grupo de amizade França-Brasil no jornal "Le Monde"*, Raul de Vincenzi, 20 mai 1964, AMRE, Telegrammes confidentiels.

Dans une des lettres échangées entre la chancellerie et Paris, J.-P. Angles critique les déclarations de Carlos Lacerda. Ce document parvient à Vasco Leitão da Cunha, à travers les contacts personnels de l'ambassadeur Raul de Vincenzi. Mais la question s'envenime quand de nombreuses personnalités françaises, en visite au Brésil depuis quelques mois ou semaines, rentrent à Paris alarmées par la situation des opposants au régime brésilien. L'idée commence à se faire jour d'une possible annulation du passage par le Brésil du président de la République française.

À l'arrivée de Carlos Lacerda à l'aéroport d'Orly, une manifestation d'étudiants et de professeurs brésiliens empêche le gouverneur de la Guanabara de sortir de l'aéroport. La police parisienne arrive peu de temps après, avant la dispersion des manifestants. La réception du représentant brésilien est d'autant moins réussie qu'il n'est reçu par aucune autorité française. De fait, il ne peut transmettre les dispositions favorables du nouveau régime brésilien envers le gouvernement français⁶¹⁶. Bien au contraire, la visite de Carlos Lacerda suscite une nouvelle « affaire » entre les deux pays, remettant en question le voyage du général de Gaulle au Brésil, prévu pour octobre 1964.

La première initiative de l'Itamaraty et du Quai d'Orsay pour partir sur de nouvelles bases est de changer leurs représentants diplomatiques, en fonction par intérim depuis l'affaire de la langouste. De fait, le 22 juin, Antônio Mendes Viana assume l'ambassade à Paris. Diplômé de l'ESG de Rio, il dirige la légation brésilienne jusqu'en 1965. Antônio Mendes Viana explique le récent malentendu entre les deux pays. Le refus de recevoir le gouverneur de la Guanabara constitue une question personnelle et non pas un nouveau contentieux franco-brésilien, contrairement au refus du gouvernement français d'agréer l'ambassadeur brésilien Vasco Leitão da Cunha, en 1963. Le parallèle est important puisque Vasco Leitão da Cunha est chargé de préparer la visite du général de Gaulle. À Rio de Janeiro, Pierre Sébilleau remplace Jean-Paul Angles et écrit à Maurice Couve de Murville : « le ministre s'est félicité de la normalisation des relations avec le gouvernement français, marquée par la désignation et l'échange d'ambassadeurs entre les deux pays. La visite du général de Gaulle, a-t-il ajouté, aura d'excellents effets, dans l'intérêt des deux pays⁶¹⁷ ».

Les déclarations d'intentions du nouveau ministre brésilien modifient moins la nature des relations bilatérales que la volonté de rompre avec le passé tumultueux des relations franco-brésiliennes depuis trois ans.

⁶¹⁶ *Manifestação popular contra o governador da Guanabara em Paris*, Raul de Vincenzi, 21 mai 1964, AMRE, Telegramas da embaixada em Paris à Secretaria de Estado.

⁶¹⁷ *Déclarations du ministre des Relations extérieures*, Pierre Sébilleau, 8 juillet 1964, AMAE, carton 127.

L'Itamaraty essaie par différents moyens de contrôler les fuites d'information vers la France, en même temps que ses fonctionnaires s'efforcent de défaire tous les malentendus avec l'entourage du général de Gaulle. Ainsi, le véritable débat concerne l'impact de la répression au Brésil sur l'opinion publique française et la possible assimilation du gouvernement français à la dictature brésilienne. Alors que le nombre d'exilés brésiliens en France est encore réduit, les préoccupations de l'Itamaraty se tournent rapidement vers le statut légal de la Maison du Brésil en France. Centre d'accueil des étudiants brésiliens à Paris, elle est un lieu de rencontre des Brésiliens de l'Hexagone⁶¹⁸. La première tentative de fermeture de la Maison du Brésil aboutit au remplacement de son directeur, un mois après le coup d'État. L'ambassade à Paris se transforme de jour en jour en un observatoire de l'activité des Brésiliens en Europe, en particulier après l'installation d'une cellule du Service national d'informations (SNI), en 1966.

Les dispositions favorables de Castelo Branco et de son équipe à une participation européenne même limitée au développement du Brésil suscitent une attitude plus ouverte envers les représentants de la France. Pourtant, l'ouverture diplomatique n'est pas bilatérale et la perspective de la visite du président de la République française en l'Amérique latine inquiète le Quai d'Orsay, soucieux d'assurer une place de choix pour le président français sans pour autant compromettre l'image de la France avec un régime dictatorial. Pour la France, il est indispensable de s'assurer des intentions du gouvernement de Castelo Branco. Du reste, il n'est pas exclu qu'elle apporte son soutien technique au nouveau régime, à l'instar de ce qui s'est faite avec l'Argentine cinq ans plus tôt. Le Quai d'Orsay hésite face à un gouvernement brésilien encore fragile. Mais l'omniprésence militaire renforce les fonctions de l'attaché militaire et c'est l'occasion pour Pierre Lallart de resserrer ses liens avec le cabinet ministériel de Castelo Branco, en particulier à l'égard du général Golberi do Couto e Silva.

⁶¹⁸ *Mudança do diretor da Casa do Brasil na Cidade Universitária*, Raul de Vincenzi., 14 mai 1964, AMRE, Telegramas confidenciais da Embaixada em Paris à Secretaria de Estado.

Les relations militaires franco-brésiliennes sont largement perturbées par des changements d'ordre intérieur. Nous avons vu, d'une part, les nouvelles orientations françaises en matière de défense : Pierre Messmer envoie en Amérique du Sud les militaires démobilisés de la guerre d'Algérie. Leur arrivée au Brésil est progressive et discrète. Accueillis dans les instituts supérieurs militaires, ils sont aussi reçus en tant que réfugiés politiques dans l'État de Minas Gerais et de São Paulo. En l'état actuel de nos recherches, nous ne pouvons conclure en une quelconque participation politique. Pourtant, les conditions sont réunies pour l'application de la guerre révolutionnaire.

Le coup d'État du 31 mars 1964 ouvre une nouvelle période pour les relations franco-brésiliennes. L'ascension d'officiers formés sous les auspices de l'armée française marque une évolution sensible dans les rapports bilatéraux. Les affinités électives entre anti-communistes français et brésiliens sont renforcées par une conjoncture favorable. La France passe l'heure la plus dure de son régime démocratique à greffer sur ses forces armées les techniques qu'elle s'approprie de ses adversaires indochinois, tandis que, dans des conditions très distinctes, le Brésil fait les premiers essais de son SNI en travaillant avec les mêmes techniques auxquelles la France recourt pour récupérer sa puissance d'antan. Le coup d'État du 31 mars 1964, au Brésil, met fin à l'ancien modèle des relations franco-brésiliennes : les terrains d'entente sont diversifiés et les gouvernements sont plus disposés à négocier. Au manque d'entente entre les chefs d'État et à l'incompatibilité des régimes politiques se substitue la convergence de vues sur les problèmes les plus épineux du moment. Le voyage du président de la République française en Amérique latine, entre septembre et octobre 1964, témoigne du nouvel intérêt pour la région où le Brésil attire l'attention par ses promesses de développement. Dès lors, l'outil militaire répond à une logique d'expansion et d'affirmation de la présence française, à un moment où la position du Quai d'Orsay devient de plus en plus inconciliable avec celle des États-Unis.

Dans quelle mesure la France mue par la défense de ses intérêts appuiera-t-elle le nouveau gouvernement issu de la *révolution* ?

Chapitre 8 : La primauté du militaire sur le politique

Entre 1963 et 1965, l'attaché militaire français incarne la continuité dans les relations bilatérales avec la Brésil. Alors qu'un seul attaché militaire coordonne les activités d'information au Brésil, deux ambassadeurs et trois chargés d'Affaires essaient sans succès de diriger les relations politiques. Aussi bien Jean-Paul Angles que Raul de Vincenzi rencontrent beaucoup de difficultés à se familiariser avec les dossiers des différents litiges. La difficulté à traiter avec des gouvernements qu'ils estiment démagogues ou autoritaires cause des pertes irréversibles. C'est donc grâce aux contacts de l'attaché militaire dans l'armée de terre, en particulier parmi les membres du gouvernement révolutionnaire, que les relations bilatérales se rétablissent. À l'évidence, Pierre Messmer et l'Élysée sont mieux informés que le Quai d'Orsay des projets brésiliens. Familier du contexte brésilien, Pierre Lallart fournit les informations les plus fiables sur la situation politique et militaire. L'orientation qu'il donne aux relations militaires, lorsqu'il se rapproche des nouveaux maîtres du pouvoir, influe sensiblement sur les relations bilatérales : il incarne la continuité dans une chancellerie dépassée par les événements. L'expression du colonel Lallart, pour caractériser le rang de l'attaché militaire, un *diplomate en uniforme*, n'est pas une simple figure de style mais bien une réalité politique.

En raison du rôle croissant joué par les forces armées depuis le coup d'État, Pierre Lallart rencontre plus de possibilités de contact et d'information. Sur le point de quitter ses fonctions, il écrit à son successeur qu'il lui semble nécessaire « d'entendre le terme *affaires militaires* dans son sens le plus large, pour répondre aux demandes des Ambassadeurs et participer avec les Services politiques de l'Ambassade à l'estimation de la situation générale du point de vue politico-militaire⁶¹⁹ ». Son rapport d'activités, pour l'année 1964, indique qu'une des principales préoccupations du gouvernement Castelo Branco consiste à renforcer l'autorité du pouvoir exécutif.

Le coup d'État remplace un pouvoir exécutif civil par un exécutif militaire à tendance dictatoriale. Même si les débats sur la nature du régime restent ouverts, il est indéniable qu'un profond changement a lieu dans la façon d'administrer la politique brésilienne. Les changements sont de nature à susciter un rapprochement entre la France et le Brésil, certes modeste à ses débuts mais qui se renforce au fur et à mesure : de 1958 à 1969, la France passe du 14^e au 7^e rang de partenaire commercial du Brésil.

La visite du général de Gaulle au Brésil, entre le 13 et 16 octobre 1964, contribue beaucoup à améliorer les relations jusqu'alors conflictuelles. Pour les ministères, le moment est venu de

⁶¹⁹ *Rapport de fin de mission au Brésil*, Pierre Lallart, 11 août 1966, SHD, 10T1108*.

gommer les conflits antérieurs et les incertitudes du passé pour essayer de repartir sur de nouvelles bases, à travers l'ouverture de négociations officielles pour le règlement des contentieux franco-brésiliens. Malgré les dispositions favorables des deux gouvernements, aucun des deux aspects juridique et pratique du différend en matière de pêche ne trouve de solution rapide. Le problème se trouve moins dans le fond que dans la manière de le résoudre car la ferme attitude de Brasília pour une solution privée, contournant les obstacles juridiques, dirige les négociations vers la résolution des seuls problèmes pratiques. Le contentieux n'est pas une priorité. C'est donc la lenteur à le résoudre qui inquiète la France dont les revenus tirés de la pêche à la langouste sont très importants.

Mais le changement le plus significatif a lieu dans les affaires militaires car les forces armées deviennent des acteurs cruciaux pour l'élaboration d'une relation de confiance avec le pouvoir exécutif. Ainsi, le principal résultat de l'arrivée au pouvoir des militaires est une multiplication des contacts de confiance dans le gouvernement. Le changement est moins dans la position de la France que dans la relation entre les gouvernements. La diplomatie française au Brésil essaie alors de tirer le meilleur parti des retournements des alliances brésiliennes pour renforcer sa présence. Les résultats les plus probants sont uniquement d'ordre technique et indiquent une certaine continuité avec la période antérieure.

Si l'intérêt de la France se concentre sur l'assistance technique et le commerce des armes, néanmoins, un nouvel espace de dialogue se crée autour du contrôle de l'activité des militants brésiliens d'extrême gauche à l'étranger. Les relations entre les chancelleries sont aussi marquées par des retournements en raison de l'arrivée à Paris des militants politiques fuyant la répression. L'outil militaire devient donc indispensable pour nouer des bonnes relations avec Brasília. La France aspire toujours à remplacer les États-Unis dans certains domaines afin de s'affirmer comme le principal pays fournisseur d'assistance militaire au Brésil.

En quoi la nature des relations franco-brésiliennes tend-t-elle à se modifier en raison de la stratégie contre-révolutionnaire des nouveaux maîtres du Brésil ? La visite du général de Gaulle va-t-elle favoriser le nouveau départ des relations bilatérales souhaitées par Paris ?

Les diplomates en uniforme

La fonction d'attaché militaire peut se définir par l'expression de Pierre Lallart⁶²⁰ (1962-1965), *diplomate en uniforme*⁶²¹. Cette expression est formulée en 1965, relativement tard par rapport à la période qui nous intéresse, mais elle convient parfaitement pour caractériser l'attaché militaire dès les premières années de sa mise en place.

À travers les documents de la diplomatie française, nous avons un portrait biaisé des officiers français, avant tout dépeints comme des officiers de liaison, ce que nous verrons dans un premier temps. Leur rôle s'étend au-delà des fonctions d'information auprès des armées alliées puisqu'il s'agit d'officiers à la croisée du politique et du militaire. Les relations nouées avec les groupuscules brésiliens impliqués dans le développement de l'industrie d'armement constituent le second aspect de ce chapitre. Par ailleurs, les officiers français puisent dans des sources brésiliennes les informations qu'ils transmettent à Paris et les personnes interrogées par l'attaché militaire fournissent l'essentiel des informations réunies dans les notes de synthèse, les rapports de situation ou les bilans critiques. Ces récits analytiques constituent un arrêt sur image de l'armée brésilienne à un moment donnée. Ils révèlent le réseau d'où proviennent les informations.

On observe une importante diversification des objectifs en fonction des régimes politiques considérés. Il va de soi que la nature des relations change lorsque le Brésil bascule sous régime autoritaire (1964-1967) et, surtout, sous la dictature (1967-1979). Nous examinerons les termes des instructions présentées aux officiers français et nous en expliciterons les contenus. En suivant la trace de ces informations, nous trouverons les informateurs sans qui l'officier de renseignement est aveugle.

Lorsque la France envoie un officier en mission au Brésil, la décision résulte d'une opération conjointe du ministère des Affaires étrangères et du ministère des Armées. Dans la mesure où l'attaché militaire exerce des fonctions politiques et militaires, tant des facteurs propres aux ministères concernés que des facteurs externes relatifs au contexte brésilien exercent une influence. En revanche, les ministres ne sont pas les seuls acteurs de la décision car les informations fournies par l'ambassadeur et le chef de l'état-major français collaborent à créer l'image de l'environnement, essentielle dans l'opération de prise de décision. La décision répond au *pourquoi* et au *comment*.

⁶²⁰ P. Lallart exerce les fonctions d'attaché militaire français au Brésil pendant le tournant que représente le coup d'État de mars 1964, et il met en pratique une nouvelle coopération franco-brésilienne.

⁶²¹ *Rapport de fin de mission*, Pierre Lallart, 11 août 1966, SHD, 10T1108*. Les documents signalés par un astérisque ont été obtenus grâce à une dérogation à la législation archivistique. Aucune reproduction n'est autorisée et nous devons nous conformer à l'engagement de ne pas publier ou communiquer une quelconque information susceptible de porter atteinte à la sûreté de l'État, à la défense nationale ou à la vie privée des personnes.

La directive générale de l'attaché militaire prévoit le *type* de poste correspondant le mieux à la situation brésilienne. Elle est fondée sur l'explication du rapport final, fourni par chaque chef de poste. Autrement dit les conclusions des attachés militaires pour leur période écoulée d'activité sert de base à la redéfinition des missions militaires. Le *type* se réfère précisément à la nature de la mission. Celle-ci consiste à renseigner le gouvernement français sur la situation au Brésil. Le *poste* est l'équivalent d'un état-major militaire au sein de l'ambassade et agit en fonction de la stratégie générale de la France. Sous la IV^e République, la Direction Amérique limite les attachés militaires au rôle de renseignement sur les pays limitrophes au Brésil et sur l'attitude brésilienne vis-à-vis de ses voisins sud-américains. Nous observons des attitudes divergentes de la part des attachés militaires, en raison de la nature des relations bilatérales qui se modifient en fonction des gouvernements.

Les directives générales destinées aux attachés militaires sont élaborées soit dans le cabinet du Secrétaire général du Quai d'Orsay soit dans le cabinet du ministre des Armées. Dès la nomination de Pierre Messmer au ministère des Armées, en février 1960, l'Élysée affirme ses prérogatives et définit les directives destinées à tous les Secrétariats d'État aux Affaires étrangères. Sous la V^e République, le Quai d'Orsay devient un des outils de la puissance française. Comme le note Maurice Vaisse « la politique étrangère de la France est définie à l'Élysée, [...] à partir 1959, le président de la République exerce de fait le rôle prééminent en matière de politique étrangère⁶²² ». Dans ce cadre, l'attaché militaire doit la définition de ses missions au ministre des Armées, représentant le pouvoir exécutif.

Pendant trente ans, la directive de 1936 a fixé les principales formes d'action dans un ordre de priorités clairement établies : le renseignement militaire, soit l'espionnage industriel ; le renseignement politique, soit l'espionnage politique ; la propagande française auprès des autorités militaires. L'action des services d'informations français est en concurrence directe avec les représentants de l'Allemagne nazie qui commence à négocier les premières livraisons d'armes au Brésil. C'est également la période pendant laquelle l'armée brésilienne se rapproche des États-Unis et abandonne progressivement certaines orientations de l'armée française. Cette directive prend en considération le déclin militaire de la France et agit en conséquence. Le désir de reprendre une position de force sur le marché de l'armement domine l'attitude française. Autant dire que le sentiment de concurrence traverse l'ensemble du texte. Le maintien de cette directive traduit aussi le vif désir de rétablir la situation d'avant la Seconde Guerre mondiale.

Le maintien d'une directive antérieure à la Seconde Guerre mondiale montre que l'attaché militaire est appelé à improviser systématiquement. Sa mission revêt essentiellement un volet de

⁶²² Maurice Vaisse, *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2008, p. 16.

contact et d'information. Il s'agit d'obtenir tous les renseignements possibles sur les questions économiques inhérentes à la défense nationale, sur les thèmes politiques pouvant nuire aux intérêts économiques français, sur l'intensité des échanges militaires. De manière générale, l'attaché militaire dispose de différentes ressources officielles et officieuses et il reconstitue avec son équipe les réseaux d'informateurs.

L'officier de renseignement travaille au sein de l'ambassade mais il réalise des voyages périodiques vers les grandes villes, les lieux stratégiques comme les régions frontalières. Par exemple, les informations sur les industries de São Paulo, sur les élites du Rio Grande do Sul ou sur les bases militaires en Amazonie et sur l'île de Fernando de Noronha sont intéressantes à plusieurs titres. Elles sont très utiles aux ambassadeurs et aux grands industriels français puisqu'elles concernent des aspects aussi variés que la politique, l'économie et la stratégie. Par le biais de l'attaché militaire, ils apprennent les conspirations, les affaires conclues ou à conclure, les hommes fréquentés, haïs, évités, mis à l'écart, voire persécutés à l'étranger. L'attaché militaire établit des pronostics sur la situation brésilienne, qu'il reporte au Secrétaire d'État aux Armées, chef de cabinet du ministre des Armées.

Le premier objectif de la mission militaire est donc d'informer. Pour bien informer, il est nécessaire de bien connaître et donc de mobiliser un réseau social vaste et varié. L'attaché militaire est un exécutant au service de la politique de défense, en même temps qu'un informateur. Bien que des zones d'ombre puissent exister quant aux responsabilités à ses responsabilités, il est en principe directement subordonné à l'ambassadeur. L'attaché militaire peut être appelé uniquement à appuyer les initiatives de l'ambassadeur, inversement celui-ci peut être mis à l'écart par ses propres services d'information. Dans un cas comme dans l'autre, il est en liaison direct avec les services brésiliens d'information étant donc légitime vis-à-vis de l'état-major brésilien.

Le travail de contact est fondé sur des relations plus ou moins officielles avec les chefs d'entreprise, les officiers supérieurs et le milieu politique. Au contact avec les informateurs nationaux s'ajoute celui avec les officiers réservistes, installés provisoirement ou définitivement au Brésil. Installés dans les grandes villes, ils occupent des postes de consultants dans les entreprises ou bien exercent des fonctions de conseillers. Bien qu'ils ne dépendent pas de l'ambassade de France, ils forment une partie essentielle de son entourage. Le terme *mission militaire*, dans son acception diplomatique, traduit l'ensemble des hommes secondant l'attaché militaire. Celui-ci peut compter alors sur des adjoints de service, responsables de l'examen de la presse voire de l'écriture des comptes rendus sur la situation politique. Recrutés dans le SDECE, ils occupent des

postes fictifs afin de masquer leur appartenance aux services spéciaux⁶²³. Les fonctionnaires des consulats français de Belo Horizonte et de Porto Alegre forment les *antennes* du poste et fournissent un nombre important d'informations⁶²⁴. Que le nombre d'agents français soit petit ou grand, l'attaché militaire emploie des agents locaux et des officiers *dormants*⁶²⁵ afin de collecter beaucoup d'informations.

Tout au long de la période, l'attaché est le conseiller militaire de l'ambassadeur français au Brésil. À ce titre, il bénéficie de l'immunité diplomatique. Dépendant à la fois des autorités civiles et militaires, son rôle est directement lié de la politique de défense du gouvernement français. Ses prérogatives varient en fonction de la situation politique du Brésil. En démocratie, il conseille l'ambassadeur sur les questions militaires et rencontre les dirigeants, en fonction de la politique préconisée à Paris et du degré de proximité partagée avec les Brésiliens. En dictature, il est l'œil de l'ambassadeur dans l'ombre des services secrets.

Dans la vision gaulliste, les services de renseignement sont au service de la politique et non ses partenaires. Cette subordination restrictive pour l'action des *services* s'insère dans un contexte spécifique dans lequel le gouvernement a un besoin vital d'informations, en particulier pour récupérer une position de force sur la scène internationale. Il doit alors se prévaloir d'un service de renseignements orienté directement par le pouvoir exécutif. Toute information sur les alliés, amis et adversaires de la France, est précieuse et exploitable au profit de sa grandeur. Le gouvernement compte, pour atteindre ses fins, sur un système de renseignements capable d'avertir, de témoigner et de signaler. À l'observation des unités ennemies s'ajoutent les actions de sabotage, de renseignements et de contre-information. Néanmoins, si l'obtention des informations stratégiques sur l'ennemi peut passer par tous les moyens, y compris la recherche secrète, la même stratégie ne peut s'utiliser à l'égard des pays amis où tout dérapage peut susciter un conflit ou simplement nuire aux relations bilatérales.

Les services de l'attaché militaire se distinguent des autres composantes de l'ambassade par la nature de leurs missions et par les modalités de leur action. Entre 1948 et 1974, les objectifs et les tâches de ces services évoluent rapidement mais leurs méthodes demeurent les mêmes. La recherche d'informations peut se réaliser « au cours d'entretiens particuliers où des interrogatoires de plus en plus serrés peuvent être conduits et même des directives peuvent être données sur les nouveaux renseignements à rechercher⁶²⁶ ». Autrement dit les informations collectés par l'attaché

⁶²³ Paul Aussaresses, *Services Spéciaux...*, *op. cit.*

⁶²⁴ Voir organigramme en annexe 5.

⁶²⁵ Voir organigramme en annexe 6.

⁶²⁶ *Propositions concernant la mobilisation du poste d'Attaché militaire français au Brésil*, Albert Buchalet, décembre 1948, SHD, carton 10T1108*.

militaire ne sont pas seulement d'ordre économique mais aussi politique et exige une attitude sévère vis-à-vis des personnes interrogées.

Les directives de l'attaché militaire en font un conseiller stratégique de l'ambassadeur. La France vit la période intense de guerres coloniales qui n'intéressent que son armée et donc sans objet pour la diplomatie brésilienne. Pour éviter la détérioration des relations franco-brésiliennes, A. Buchalet collecte le maximum d'informations sur les ressortissants français, leur nombre, leurs activités et leur lieu d'activité qu'il transforme en une liste, complétée année après année par chacun des attachés militaires jusqu'en 1960. Les directives du Secrétaire d'État à la Guerre lui conseillent de mobiliser les services secrets et de se concentrer sur leur coordination.

En 1966, les directives de l'attaché militaire sont modifiées sur la base des informations fournies par Pierre Lallart. Ses observations, communiquées dans de nombreux documents de synthèse mais, surtout dans son compte rendu de fin de mission, révèlent certaines évolutions quant à la nature des renseignements à rechercher. Son contact facile avec les militaires états-uniens remonte aux années immédiatement postérieures à la guerre, pendant lesquelles il coopère avec l'OSS (*Office of Strategic Services*) et puis avec la CIA, dans le domaine des transmissions et des chiffres. Anglophone, Pierre Lallart est aussi lusophone. Il est convoqué en raison de sa spécialité : l'infiltration et la coordination des informations. Spécialiste des écoutes, il est un fin connaisseur des réseaux d'information. Son travail permet de faire face à une situation délicate où les relations franco-brésiliennes se dégradent rapidement⁶²⁷. Si on garde à l'esprit ses capacités professionnelles, les remarques ci-dessous acquièrent une signification bien profonde :

Dans la ligne d'une tradition ancienne, peut-être aussi parce qu'il est subordonné directement et essentiellement à la Division de Renseignement de l'État-major des Armées, l'AFA [l'Attaché des Forces Armées] est parfois considéré comme devant être avant tout et à peu près exclusivement un organe de renseignement militaire. Ceci se vérifie plus encore qu'ailleurs dans un pays où la plupart des secteurs de la vie nationale dépendent directement ou indirectement de personnalités militaires. Au Brésil l'AFA est amené à s'intéresser à des domaines aussi variés que le militaire certes, mais aussi le politique, le commercial et même divers aspects du domaine culturel et de la coopération technique.

Cette évolution du rôle de l'AFA exige, peut-être plus qu'autrefois, une adaptation au pays, une intégration complète dans l'Ambassade et l'Officier doit bien souvent s'efforcer de devenir autant que possible un *diplomate en uniforme*. Sa fonction, singulièrement différente des activités militaires normales, prend alors le caractère d'une spécialité requérant une disposition naturelle, un apprentissage parfois difficile, une confirmation par l'expérience. C'est ce qu'ont pleinement réalisé certains pays étrangers lesquels n'hésitent pas à donner

⁶²⁷ L'étendue de la plateforme continentale brésilienne et, par conséquent, les limites des eaux territoriales, deviennent une question cruciale entre 1962-1964, lors de la « guerre de la langouste » opposant la France au Brésil. Le conflit est de nature uniquement diplomatique et concerne les intérêts économiques des langoustiers bretons et brésiliens. Cette affaire se prolonge jusqu'en 1964, quand les chefs d'État des deux pays se rencontrent pour mettre la fin au différend.

une formation très particulière à l'Officier et à l'utiliser plusieurs fois pour de telles missions, y compris dans le même pays si l'occasion ou la nécessité se présentent⁶²⁸.

De quelle évolution s'agit-il ici ?

Le coup d'État du 31 mars 1964 place les militaires sur le devant de la scène : de nombreux militaires occupent alors les fonctions ministérielles les plus importantes et deviennent des interlocuteurs essentiels. La prise du pouvoir par les militaires renforce le contrôle sur les représentations diplomatiques étrangères et rend difficile la collecte d'informations par P. Lallart. Effectivement, à partir de 1964, l'attaché militaire doit dialoguer directement avec le SNI. Pourtant, nous verrons qu'il s'agit aussi d'une évolution propre à la stratégie de la France.

De Gaulle face à « l'interdépendance » militaire brésilienne

Entre le 13 et le 16 octobre 1964, la visite du président de la République française permet d'inscrire le gouvernement du général Castelo Branco dans le concert des nations latino-américaines. Pour un gouvernement encore fragile, le geste de la France permettrait de le légitimer, comme un exemple à suivre par ses alliés. De fait, le gouvernement français veut élargir la présence de son pays en Amérique latine. D'un côté, le Quai d'Orsay, sous l'initiative du chef de l'État, renforce son implantation consulaire, d'un autre, le gouvernement français concède de nouveaux prêts à des pays envisagés comme des verrous de l'économie latino-américaine, à l'image du Mexique. Le général de Gaulle resserre aussi les liens historiques avec des pays où la présence de la colonie française est importante, comme en Argentine. Il s'agit aussi de faire ressortir les idéaux communs entre les républiques latino-américaines et la France. Enfin, à travers les missions d'assistance technique ou les visites des commissions sénatoriales, elle peut offrir des conseils aux États latino-américains⁶²⁹. Le Brésil est le dernier pays visité, de tous les États avec lesquels la France entretient des relations diplomatiques. Il est celui qui pose le plus de problème en Amérique du Sud.

La diplomatie gaulliste essaie de reconquérir un *statu quo ante*, pour ce faire, elle se réfère constamment au passé, dans un fondement d'ordre psychologique plus que politique : il s'agit de remettre la France dans sa position de grande puissance et de lui redonner la grandeur d'autrefois. La rencontre entre présidents est l'occasion de réhabiliter les traditions militaires franco-brésiliennes, occultées par la forte présence militaire états-unienne dans l'armée de terre. Toutes

⁶²⁸ *Rapport de fin de mission*, Pierre Lallart, *op. cit.*

⁶²⁹ Maurice Vaisse, *La puissance ou l'influence ?...*, *op. cit.*, p. 446.

ces tentatives confortent le dessein gaulliste de mettre à l'épreuve le leadership états-unien dans l'alliance occidentale. L'anti-américanisme est alors moins un projet que la conséquence formelle d'un nationalisme.

Avant tout, la France cherche la liberté de mouvement et une moindre dépendance à l'égard de la politique étrangère d'autres États, au détriment de toute impulsion intégratrice. D'où le conflit qui caractérise les relations entre Washington et Paris depuis 1958. Vis-à-vis de l'OTAN, la politique gaulliste s'explique par sa persévérance dans la constitution de la force de frappe : le 14 janvier 1964, les forces aériennes stratégiques sont créées et en octobre les Mirage IV sont armés de la bombe AN-11. La triade arme nucléaire, avion vecteur et avion de projection est opérationnelle en 1966 et à pleine capacité à partir de 1970. La stratégie militaire se lie étroitement à la politique étrangère gaulliste, d'autant que la force de frappe est la garantie de l'indépendance nationale.

Les conflits avec les États-Unis sont antérieurs à la scission au sein de l'OTAN mais ne met pas en cause la participation française à l'alliance occidentale. En mars 1966, le général de Gaulle décide de prendre ses distances vis-à-vis de l'OTAN et de quitter son commandement intégré. Cette décision n'est pas seulement le résultat de l'anti-américanisme du Président, elle est aussi l'aboutissement du projet de réformes. Elle s'explique par la politique de grandeur et d'indépendance nationale, par le dépassement de la logique bipolaire et, aussi, par la création de la force de frappe française. Dans ces circonstances, l'OTAN entrave l'autonomie de décision indispensable à une puissance. Cet esprit d'autonomie et de construction d'une puissance oriente les directives diplomatiques françaises⁶³⁰.

En 1966, le ministère des Armées révisé les orientations pour l'activité française au Brésil, jusqu'alors déterminées par la directive du 15 mars 1936. Le général de Gaulle annonce en mars 1966 qu'il entend retirer la France du Centre Europe, du SHAPE, du comité militaire et du Groupe permanent. Ces états-majors doivent donc quitter Paris. En revanche, il envisage le maintien de la présence française au Conseil atlantique afin de pouvoir garder un certain pouvoir d'influence. Cette décision n'est pas le résultat de l'anti-américanisme français. Elle s'explique plutôt par la volonté d'autonomie stratégique, par la politique de grandeur, par la création de la force de frappe française et l'évolution de la guerre froide⁶³¹. Si l'atténuation de la menace soviétique justifie en grande partie le retrait français, en même temps, en rejetant l'intégration, la France espère favoriser le dépassement de la logique des blocs et la fin de la guerre froide. On retrouve aussi l'opposition entre la conception française et la doctrine McNamara, soit la

⁶³⁰ Maurice Vaisse, « La France et l'OTAN : une histoire », *Politique étrangère*, La Documentation française, vol. 74, n°4, 2009, p.

⁶³¹ Frédéric Bozo, *Deux stratégies pour l'Europe. De Gaulle, les États-Unis et l'Alliance atlantique(1958-1969)*, Paris, Plon/Institut Charles de Gaulle, 1996.

dissuasion immédiate et la riposte flexible⁶³². Le deuxième thème est la volonté d'éviter que la France soit automatiquement entraînée par la politique états-unienne. De manière générale, il s'agit de mettre Washington devant le fait accompli afin de le pousser à accepter la réorganisation souhaitée par Paris ainsi que de mettre fin à l'hégémonie états-unienne au sein de l'Alliance.

À partir de 1968, les relations bilatérales parviennent à un degré d'intelligence jamais atteint auparavant. Cet extrait est révélateur des changements opérés dans les attributions de l'attaché militaire : du renseignement, il passe à la diplomatie. En quatre ans, il passe à la planification technique d'une cellule de coopération avec l'état-major brésilien. La coopération technique est un euphémisme pour caractériser la collaboration avec l'état-major brésilien dans le domaine de la planification des opérations contre-guérilla. Il ne s'agit d'agir mais de conseiller. À l'instar d'un *diplomate en uniforme*, son rôle est davantage politique, c'est-à-dire qu'il s'occupe d'obtenir l'appui brésilien et de décider quels aspects développer dans les relations franco-brésiliennes. Sans doute, la suggestion de modifier l'objectif de la recherche d'informations ne vient-elle pas uniquement de Paris mais surgit aussi sur le terrain.

La France envoie ses meilleurs agents en mission et la question de leur formation spécifique est constamment débattue au ministère des Armées. Comme le rappelle Pierre Lallart, « certains pays étrangers n'hésitent pas à donner une formation très particulière à l'Officier⁶³³ » attaché militaire. Les écoles supérieures militaires brésiliennes permettent de familiariser l'officier aux conditions particulières dans lesquelles s'exécutent leurs missions. Cette formation qu'il souhaite donner aux futurs agents de liaison français concerne les services spéciaux et la coopération technique. Elle offre à l'adjoint de l'attaché militaire la maîtrise de la langue portugaise et l'ouverture vers les problèmes brésiliens. Tel est notamment le choix des États-Unis, de l'Allemagne et de l'Italie, dont les jeunes officiers partent en formation à l'ECEME (École de commandement et d'état-major de l'armée de terre – *Escola de Comando e Estado-Maior do Exército*). Nul, au ministère des Armées français, ne doute des avantages de ce choix pour la multiplication des contacts de confiance au sein de l'armée brésilienne. Néanmoins, cette option comporte un certain nombre de dangers car la situation politique peut s'aggraver ou tourner en défaveur de la France. Lorsque les règles de l'élite militaire débordent sur celles de l'ambassade, l'officier acquiert une trop grande autonomie vis-à-vis de l'ambassadeur. L'officier de renseignement incarné par l'attaché militaire peut ainsi devenir prisonnier des réseaux internes de l'armée brésilienne, victime de ses services de contre-information. Dans un pays où la frontière entre militaire et politique demeure difficile à tracer, le risque à courir est grand. Selon les suggestions de Pierre Lallart, la France doit envoyer un officier capable de sortir et d'entrer dans

⁶³² Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion...*, *op. cit.*, p. 186.

⁶³³ *Rapport de fin de mission*, Pierre Lallart, *op. cit.*

les dépendances militaires et politiques, sans se soucier des contrôles. En attendant qu'elle se donne les moyens financiers et matériels de ces fins, le ministère des Armées désigne un officier capable de s'adapter aux principes militaires brésiliens :

Vous devez vous préoccuper activement du recueil et de la recherche des renseignements d'intérêt militaire relatifs au Brésil ; cette activité constitue votre tâche spécifique [...] mais l'importance stratégique du Brésil dans le cadre latino-américain et le rôle important joué par les Forces Armées dans la vie politique du pays vous amèneront nécessairement à vous intéresser également aux problèmes politiques, économiques, sociaux et religieux dans la mesure où ceux-ci peuvent influencer sur le potentiel et les missions de ces Forces⁶³⁴.

À partir de 1966, en comparaison avec les directives antérieures, la mission de l'attaché militaire prend davantage en considération le contexte latino-américain. La politique étrangère des pays latino-américains est un des principaux thèmes abordés par l'attaché militaire au cours de son séjour. Par ailleurs, l'année 1966 marque à bien des égards un tournant dans la politique étrangère de la France. Nombre de pays du sous-continent tombent sous la coupe des militaires : Paraguay (1954), Bolivie (1964), Argentine (1966). Dans ces cas, la prise de pouvoir par les militaires va de pair avec une politique agressive de réarmement. De fait, entre 1964 et 1978, nous observons l'augmentation constante des dépenses d'armement. Nous verrons que les bénéficiaires de cette politique de réarmement ne sont pas les États-Unis qui fournissent de moins en moins d'armements aux pays sud-américains mais bien l'Angleterre – qui assume une position de force dans le marché d'armement – et la France qui vient à la troisième position, loin derrière.

Il convient de retenir ici qu'au fur et à mesure de l'ascension des militaires aux postes à responsabilité, l'intérêt de la France pour l'Amérique latine s'accroît sans que l'avènement des régimes dictatoriaux n'y fasse obstacle. Cette corrélation forte, entre augmentation de la présence française et militarisation, révèle la détermination du Quai d'Orsay à répondre aux exigences de reconquête d'une position de force, sans s'embarrasser de la question des droits de l'homme. L'extrait du rapport de fin de mission signé par Jean Wartel explique la fonction de conseiller :

Compte tenu de la situation du monde latino-américain où le danger de subversion a un caractère permanent depuis l'avènement du castrisme, il nous est apparu à notre arrivée au Brésil que l'objectif vers lequel nous devons tendre pour remplir au mieux les termes essentiels de notre mission était d'être en mesure d'évaluer, d'une part, la menace du

⁶³⁴ *Directives générales du poste, le chef d'État-Major des Armées*, Charles Ailleret, 6 février 1966, SHD, 10T1109*.

moment – d’ordre intérieur uniquement, selon nous – dont ce pays pouvait être l’objet et, d’autre part, l’aptitude des Forces Armées à y faire face⁶³⁵.

Il s’agit de mettre en œuvre avec les Brésiliens les moyens pour lutter contre la subversion. Autrement dit les conseillers français suggèrent la création de quelques organismes, selon eux les mieux adaptés pour faire face aux menaces intérieures. La grille de lecture de l’attaché militaire est entièrement empreinte des schémas intellectuels de la doctrine de la guerre révolutionnaire dans laquelle la situation intérieure se lie entièrement à la conjoncture internationale. Son interprétation n’est pas fausse mais exagérée. Même si les déclarations des principaux leaders des mouvements de la gauche convergent alors vers le besoin de franchir le pas de la lutte armée, cet objectif reste difficile à atteindre et, au demeurant, assez rhétorique.

La perception de la menace est une variable permettant d’expliquer la politique d’armement qui domine l’horizon latino-américain, à la fin des années 60. Le raidissement de la conjoncture internationale et le changement que cela implique dans les moyens mobilisés par les attachés français, inaugurent une nouvelle phase de la mission militaire. Il s’agit désormais d’équiper les militaires latino-américains pour qu’ils affrontent le *péril subversif*. L’armement et l’information acquièrent dès lors une valeur marchande majeure.

Les directives générales sont à la croisée du politique et du militaire. Par ailleurs, « le désaveu de l’OTAN devait faciliter la disparition des deux blocs et l’avènement d’une société mondiale multipolaire⁶³⁶ ». En effet, la force de dissuasion place la France dans une position avantageuse par rapport aux autres pays de la Communauté européenne, au niveau des puissances membres du Conseil de sécurité des Nations unies. L’image de la France change pour celle d’un pays indépendant et moderne, grâce à la maîtrise de l’arme nucléaire.

Pierre Messmer veut exaucer les vœux du chef de l’État et doter la France de moyens pour défendre ses intérêts particuliers, sans recourir à l’appui d’un pays tiers⁶³⁷. Le nationalisme est le principal mobile de la politique étrangère gaulliste mais il représente aussi un obstacle à l’insertion de la France en Amérique latine. Il existe une réelle disparité d’intérêts stratégiques. La stratégie française est fondée sur l’idée des cercles défensifs dont l’objectif principal est d’assurer la sécurité du territoire national, en séparant le territoire français du reste de l’Europe. D’un autre côté, la politique de défense du gouvernement Castelo Branco est basée sur l’idée des cercles d’interdépendance où le territoire brésilien est intégré à la logique d’affrontement bipolaire et

⁶³⁵ *Rapport de fin de mission*, Jean Wartel,, le 28 août 1968, SHD, 14S535*.

⁶³⁶ *Ibid.* p. 79.

⁶³⁷ *Exposição ao embaixador Antônio Mendes Vianna*, Raul de Vincenzi,, 24 juin 1964, AMRE, Sessão de correspondência especial.

directement dépendant des autres centres de pouvoir mondial. Dans ce cadre, le rappel de la période glorieuse de la France d'avant la défaite, marquant un point fort de la rencontre militaire sur le champ de bataille italien, ne suffit pas à gommer les faibles retombées politiques du projet gaulliste de création d'une troisième force dans la guerre froide. La bipolarité condamne toutes les initiatives de création d'un contre-pouvoir, en particulier au Brésil, après 1964.

Deux mois avant la visite officielle du chef d'État français, le président Castelo Branco brosse un tableau de la politique étrangère de son gouvernement pour les futurs diplomates de l'Institut Rio Branco. Il y prend un engagement formel en faveur de l'appartenance à l'alliance occidentale et de fidélité à la politique de Washington. La politique indépendante du Brésil est celle d'un État souverain, accompagnée d'un certain degré d'interdépendance militaire et économique, afin d'assurer la défense commune et garantir l'entrée de capitaux étrangers. Pour le président brésilien, il convient de favoriser les investissements étrangers, le désarmement, l'anti-colonialisme et l'intégration latino-américaine.

En outre, l'insertion du Brésil dans le cadre des relations prioritaires avec l'Alliance Atlantique ne doit pas empêcher l'élargissement du marché international aux produits brésiliens. L'important parc industriel brésilien manque de débouchés où écouler sa production, d'autant que les pays industrialisés créent de solides barrières protectionnistes. Il est décidé de faire appel à l'Europe occidentale, dans l'intention d'obtenir une aide économique et industrielle ponctuelle, en évitant de s'enfermer dans une relation trop étroite avec Washington. La réaffirmation solennelle de l'attachement du Brésil à l'alliance occidentale n'exclut pas la volonté de maintenir des liens étroits avec l'Europe⁶³⁸.

Depuis l'accession au pouvoir de Castelo Branco, les négociations internationales ont tendance à se dérouler dans un cadre multilatéral, la politique étrangère brésilienne s'orientant vers l'affirmation des intérêts économiques et géopolitiques au sein des organisations internationales : OEA, TIAR, etc. L'intégration aux cercles d'interdépendance suppose donc des limites à la souveraineté nationale, au bénéfice de la sécurité collective et des frontières idéologiques⁶³⁹.

Malgré ses engagements vis-à-vis des États-Unis, Castelo Branco et le général Geisel font le maximum pour que le voyage du général de Gaulle soit un succès et prouvent qu'il n'existe pas d'incompatibilité entre la politique d'alignement sur Washington et l'ouverture vers l'Europe. Bien au contraire, la diplomatie de Castelo Branco engage le Brésil dans la guerre froide mais sort les relations franco-brésiliennes de l'impasse. Alors que la France quitte pleinement la logique d'affrontement bi-polaire, le Brésil y fait son entrée. Et il ne fait pas de doute que cet engagement

⁶³⁸ *Les objectifs de la politique extérieure du Brésil*, Pierre Sebillau, 6 août 1964, AMAE, carton 119.

⁶³⁹ Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *A política exterior do Brasil*, op. cit., p. 375.

demeure indépendant de la politique états-unienne dont la tendance au désengagement est de plus en plus nette. De fait, Washington adopte une doctrine en politique étrangère différente à bien des égards de sa position antérieure. Il délègue à certains États reconnus comme puissances régionales des fonctions majeures pour le maintien des directives politiques. En ce sens, le désengagement progressif des deux supers-puissances dans la guerre froide s'accompagne de la montée en puissance de nouveaux États. Le Brésil peut donc revendiquer une place d'autant plus importante dans le concert des nations que le conflit idéologique se déplace vers les zones périphériques du système bipolaire, c'est-à-dire l'Amérique latine et l'Afrique. L'alignement brésilien ne requiert pas de contrepartie de la part de Washington et il revendique simplement une plus grande liberté d'affirmer l'intérêt de certains groupes sur la scène internationale.

La magnificence de l'accueil réservé au président de la République française est moins un objectif qu'un moyen pour régler le contentieux franco-brésilien mais aussi pour convaincre le gouvernement français d'aider à l'équipement industriel du Brésil, en accroissant la compétitivité de ses industries⁶⁴⁰. Cette visite crée une atmosphère favorable au dialogue mais ne constitue pas une occasion sur les négocier les questions en suspens. Dans le cas de la France, il fallait déterminer le plus rapidement possible les problèmes ralentissant la reprise des négociations bilatérales, afin de proposer une solution globale. Quelques semaines avant la visite officielle, l'Itamaraty envoie une mission extraordinaire à Paris pour ouvrir les négociations vis-à-vis des titres de la compagnie des chemins de fer Vitória-Minas. Ce geste surprend le Quai d'Orsay, en même temps qu'il répond aux attentes des actionnaires des compagnies. Le Brésil peut pareillement figurer comme un des pays à visiter, dans le projet de reprise du dialogue français avec l'Amérique latine⁶⁴¹.

La visite du président français était donc le meilleur moyen pour ouvrir le dialogue entre chefs d'État, ce qui constitue une excellente alternative en cas d'échec de la coopération avec Washington. La visite du chef de l'État français est donc un événement de grande ampleur qui permet de légitimer le gouvernement révolutionnaire sur la scène internationale, renforçant la position du président Castelo Branco à l'égard de ses partenaires latino-américains. Si la visite du chef d'État français ouvre des perspectives pour que Brasília échappe à un face-à-face avec Washington, elle ne répond pas moins aux demandes états-uniennes formulées depuis les années 50 pour que les pays européens fournissent aussi une aide aux pays en voie de développement.

Devant le Congrès national, le président français rappelle le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, renouant avec les principes énoncés par son homologue brésilien. Le dialogue

⁶⁴⁰ *Premier contact avec le gouvernement révolutionnaire*, Édouard de la Chauvinière,, 30 septembre 1964, AMAE, carton 108.

⁶⁴¹ Antônio Carlos Lessa,, « Os vértices marginais... », *op. cit.*.

entre les chancelleries se resserre grâce aux intenses préparatifs d'une visite minutieusement organisée par les services français et brésiliens de sécurité. Castelo Branco désigne pour les négociations des interlocuteurs préoccupés par la détérioration des échanges avec l'Europe. Il se montre conscient de l'aide économique et technique que la France peut apporter au Brésil. Pour le problème de la dette extérieure brésilienne, la France peut contribuer comme elle l'a fait avec le Mexique ; dans le cadre des liens privilégiés que le Marché commun établissent avec l'Afrique, Paris peut jouer un rôle pour détaxer les denrées exportées par le Brésil, notamment le Café et la viande.⁶⁴² Même si la France ne peut apporter des crédits pour le développement du Brésil à la hauteur de son investissement au Mexique (150 millions de dollars), son voyage laisse autant de résultats pratiques que culturels. Les rencontres entre l'attaché militaire et les militaires brésiliens sont les meilleures occasions pour mettre en place l'accord d'assistance technique franco-brésilien. Signé en 1959, il s'étend au domaine militaire grâce à l'action du ministre de la Guerre, Odílio Denis.

En juillet 1964, le général Alfredo Souto Malan est désigné par le ministre de la Guerre, Costa e Silva, pour accompagner, du côté brésilien, l'organisation de la visite du président français. Il serait donc appelé à entretenir des relations étroites avec le colonel Pierre Lallart. Sensible à la tradition militaire française, le général Souto Malan se distingue par ses tentatives de rapprochement de la France : ancien stagiaire de l'ESG de Paris et vice-président de l'association de ses anciens diplômés, il est aussi membre fondateur de l'ESG de Rio de Janeiro. Il invite le colonel Lallart à prononcer une conférence à l'ESG :

Comme vous le rappeliez, Mon Général la France n'oubliera pas non plus la participation du Brésil à la 2^e Guerre Mondiale. L'envoi d'un Corps Expéditionnaire brésilien de plus de 25000 hommes en Italie a prouvé, si besoin était, la solidarité du Brésil et de la France dans la défense des valeurs que nous considérons comme fondamentales. La Division Brésilienne, aux ordres du Général Mascarenhas de Moraes a terminé son long chemin en Italie au val d'Aoste en faisant jonction avec la 27^{ème} Division d'Infanterie Alpine française⁶⁴³.

L'attaché militaire français y remémore la coopération militaire franco-brésilienne, évoque la FEB comme un temps fort entre les troupes des deux nations sur le théâtre européen et rattache ainsi la solidarité franco-brésilienne à la période de la Seconde Guerre mondiale. Le passé des relations franco-brésiennes refait surface dans les discours mais s'éclipse devant le rayonnement de la présence états-unienne. Nul doute que la France veut s'approprier l'héritage

⁶⁴² *Note sur les relations franco-brésiennes*, Direction d'Amérique, 5 janvier 1965, AMAE, carton 112.

⁶⁴³ *Coopération franco-brésilienne*, Pierre Lallart,, juillet 1964, AMAE, carton 54.

de la FEB et revendiquer des liens bien au-delà de la conjoncture politique, à l'instar de la relation entre le colonel Vernon Walters et le maréchal Castelo Branco. Un espace de célébration du passé s'ouvre qui contribue à modifier la mémoire officielle vise à assigner aux relations franco-brésiliennes une épaisseur historique absente des relations avec les États-Unis. Cette instrumentalisation du passé ne semble pas influencer sur l'évolution des relations bilatérales mais elle justifie le rapprochement dans un moment de contestation de la légitimité de pouvoir militaire. La mission Gamelin représente donc un point fort de la coopération militaire. Ainsi, dans le cas du Brésil ce n'est pas le concept de latinité qui fait la force du discours politique français lors de la visite du général, ce sont les allocutions autour de la Mission militaire française. La rencontre entre les deux combattants de la Seconde Guerre mondiale est l'occasion pour les chancelleries « d'affirmer d'anciens liens d'amitié, de compréhension réciproque et de solidarité dans tous les domaines, qui unissent étroitement ces deux grandes nations latines⁶⁴⁴ ». De plus, elle permet au Quai d'Orsay de rappeler qu'il « existe au Brésil une très vieille et très profonde tradition d'amitié avec la France⁶⁴⁵ ». Dans le communiqué franco-brésilien, Pierre Lallart insiste sur « le respect de l'indépendance nationale de chacun, le droit à l'auto-détermination, l'équilibre mondial et la paix⁶⁴⁶ ». La réconciliation de la France et du Brésil a été officiellement scellée par la recomposition des traditions franco-brésiliennes.

Dès le 19 septembre, l'arrivée d'Édouard de la Chauvinière, ambassadeur extraordinaire, permet la révision des relations franco-brésiliennes. Pour le Quai d'Orsay, le fait que les dirigeants militaires du Brésil appartiennent aux milieux traditionnellement francophiles crée une atmosphère propice au dialogue. Il inscrit la visite du chef de l'État français dans la longue durée des rapports bilatéraux, justifiant le rapprochement alors que le Brésil entre dans une dictature. À l'évidence, les diplomates français ne veulent pas rencontrer un dictateur mais un ancien élève de leur ESG. Selon l'ambassadeur de la Chauvinière, le maréchal Castelo Branco « a sans doute un profil volontaire, mais il n'a pas l'allure d'un dictateur⁶⁴⁷ ». Pour l'ambassadeur extraordinaire de la France, « ce n'est pas le goût du pouvoir qui l'a porté à la présidence. C'est plutôt le prestige dont il jouit dans l'armée, notamment par sa participation, en 1944, à la campagne d'Italie dans le Corps expéditionnaire brésilien⁶⁴⁸ ». Le présent vient alors relayer un passé complètement révolu lorsque les derniers officiers brésiliens formés par la mission française prennent leur retraite.

Alfredo Souto Malan a souvent été en liaison avec la diplomatie française. Proche de l'entourage du président Castelo Branco, il rappelle volontiers avec ses camarades « qu'ils sont

⁶⁴⁴ *Communiqué franco-brésilien*, Pierre Lallart,, 22 janvier 1965, AMAE, carton 108.

⁶⁴⁵ *Note sur les relations franco-brésiliennes*, Direction d'Amérique, 5 janvier 1965, AMAE, carton 112.

⁶⁴⁶ *Communiqué franco-brésilien*, *op. cit.*

⁶⁴⁷ *Premier contact avec le gouvernement révolutionnaire*, Édouard de la Chauvinière,, 30 septembre 1964, AMAE, carton 108.

⁶⁴⁸ *Ibid.*

d'anciens élèves de l'ESG de Paris [et] sincèrement favorables à un rapprochement avec la France⁶⁴⁹ ». Proche des milieux *castelistes*, il ouvre l'armée de terre à ses interlocuteurs français et ici aussi, le passé commun fait la force du lien. En 1964, les préparatifs de la visite du président français provoquent le rapprochement de l'ambassade avec des officiers de culture française. Dans ce sens, toutes les activités susceptibles d'entretenir et de développer la présence française sont donc renforcées pendant et après octobre 1964, notamment la coopération militaire franco-brésilienne. L'attaché militaire occupe alors une place centrale dans la diplomatie hexagonale, en liaison avec les services commerciaux, financiers, culturels, nucléaires, de presse et de coopération technique de l'ambassade⁶⁵⁰. Il n'en reste pas moins que « le véritable contentieux qui reste à régler – celui dont on parle peu dans les milieux officiels mais, vu de Rio, a une certaine importance – c'est celui créé et entretenu par une presse française qui depuis la *Révolution* n'a pas ménagé sa mauvaise humeur et sa partialité auxquelles les Brésiliens sont très sensibles⁶⁵¹ ». La dénonciation de la « dictature brésilienne » dans la presse française constitue le principal point de désaccord.

En décembre 1964, une deuxième délégation brésilienne se rend à Paris pour organiser les négociations sur les différends franco-brésiliens, en particulier sur la question de la pêche à la langouste. Le gouvernement brésilien semble mettre un point d'honneur à ne pas rompre les négociations engagées sous la présidence Goulart. C'est particulièrement le cas pour les questions géostratégiques dans lesquelles la France est impliquée. Négociation ne veut pas dire continuité et, dans ce cadre, les commissions de l'armement aéronaval, de l'équipement industriel nucléaire, du litige financier et de la pêche entendent réviser la politique du gouvernement antérieur en profitant de ce contexte favorable.

Après le rappel des traditions franco-brésiliennes, les négociations reprennent pour la question du différend financier. Il est établi que le Crédit Lyonnais rachète les obligations des Sociétés Vitória Minas et São Paulo-Rio Grande, afin de les revendre à un Français non résident au Brésil. Les fonds nécessaires pour indemniser les porteurs de titres de São Paulo-Rio Grande proviennent alors du compte de la Banque du Brésil chez la Banque de France. De sorte qu'en 1966, l'Itamaraty peut considérer le contentieux clôt par la série de visites des commissions d'experts financiers franco-brésiliens. Le règlement de l'affaire de la Langouste se déroule dans une atmosphère tout aussi favorable aux négociations. L'affaire, qui envenimait les relations bilatérales, depuis 1961, est enfin discutée par des commissions *ad-hoc*. Malgré l'avis défavorable du Quai d'Orsay à une résolution échappant au cadre juridique, l'affaire n'est résolue qu'à travers

⁶⁴⁹ *Note sur les relations franco-brésiliennes*, Direction d'Amérique, 5 janvier 1965, AMAE, carton 112.

⁶⁵⁰ *Rapport de fin de mission*, Pierre Lallart, *op. cit.*

⁶⁵¹ *Communiqué franco-brésilien*, *op. cit.*

un accord entre particuliers, prévoyant la location des langoustiers français à la société brésilienne Arfaminto e Comércio de Pesca, pour une durée de cinq ans. L'accord commercial aboutit à la cession à cette société de 15% de la pêche des langoustes. Les limites de la coopération étant rapidement atteintes, c'est un effort de coopération technique à l'échelon gouvernemental qui s'impose⁶⁵².

Ces négociations visent à améliorer l'ambiance dans les chancelleries pour favoriser le règlement d'autres affaires en suspens. La France n'investit pas à perte car elle convoite le développement d'un partenariat technique autour de l'extraction et de l'exploitation de l'uranium brésilien et l'alliance franco-allemande fait la réussite des propositions françaises dans un domaine jusqu'alors réservé aux compagnies états-uniennes. Des scientifiques et d'ingénieurs français participent à la formation des cadres techniques brésiliens et à l'accélération des recherches de développement nucléaire⁶⁵³. Les experts français fouillent le sous-sol brésilien à la recherche de minerais stratégiques depuis deux décennies mais le cadre juridique de l'exploration minière n'est fixé qu'à la fin de la présidence Kubitschek. Dès 1959, des pourparlers sont en cours entre le Conseil national pour l'énergie nucléaire (CNEN – *Conselho Nacional para a Energia Nuclear*) et le Commissariat pour l'énergie atomique (CEA), dirigés respectivement par l'amiral Álvaro Alberto et le général Albert Buchalet, ancien attaché militaire français au Brésil. La nomination d'un attaché pour les questions nucléaires va dans le sens d'un renforcement de la présence française dans ce domaine.

Depuis la fin avril 1962, le projet franco-brésilien est soumis au Conseil de sécurité nationale (CSN) qui l'approuve sans réserve, la coopération se poursuit vivement durant la gestion de João Goulart. Pourtant, après la prise du pouvoir par les militaires, elles stagnent au niveau du CSN. La principale différence par rapport à la période antérieure réside dans le renforcement du pouvoir présidentiel qui réduit l'autonomie du CSN, principal organisme à étudier les questions concernant la coopération industrielle dans les domaines de l'armement et du nucléaire. Depuis l'entrée en fonctions de Castelo Branco, le directeur du Cabinet militaire de la présidence cumule aussi la fonction de Secrétaire général du CSN. Le général Geisel appuie les décisions présidentielles dans les questions stratégiques. Le CSN détient donc le pouvoir de décision et son Secrétaire fait valoir des arguments en faveur de l'usage de l'uranium enrichi au détriment de l'uranium naturel, plus cher et moins d'expérience internationale. Il ouvre les possibilités pour la relance d'un nouveau projet mais compromet les termes de l'accord signé précédemment entre la France et le Brésil⁶⁵⁴.

⁶⁵² *Note sur les relations franco-brésiliennes*, Direction d'Amérique, 5 janvier 1965, AMAE, carton 112.

⁶⁵³ *Communiqué franco-brésilien*, *op. cit.*

⁶⁵⁴ *Entretien avec Monsieur Gindre (Bracorep)*, Louis Peffeu, 19 novembre 1964, AMAE, carton 123.

La visite du Président français et son intérêt marqué pour l'achat des minerais stratégiques ne suffisent pas à convaincre les Brésiliens de la faisabilité des projets français, d'autant que les dépenses prévues dépassent souvent les capacités financières brésiliennes. Selon une note du Quai d'Orsay de décembre 1965, les industriels français auraient eu de bonnes chances de succès si le choix brésilien s'était porté sur une centrale d'assez forte puissance (au-delà de 300 MW). Dans cette gamme, ils étaient en effet susceptibles de présenter des réacteurs de la filière uranium naturel – graphite – gaz carbonique à des prix compétitifs. Pour Paris, les changements politiques ont fait sentir leurs effets mais ils ne sont pas les seuls à intervenir dans la décision : des pressions manifestes des groupes industriels états-uniens et des rivalités avec des sociétés paraétatiques et privées brésiliennes ont abouti à ce qu'aucune décision ne soit prise. Le général Geisel oriente la politique nucléaire vers la construction d'une centrale de faible puissance, remettant à plus tard la réalisation de réacteurs de puissance⁶⁵⁵. Mais la remise en cause des projets de construction d'une usine nucléaire française ne compromettent pas la coopération technique franco-brésilienne. Celle-ci s'intéresse essentiellement à la formation de techniciens, à l'envoi de stagiaires brésiliens en France et d'experts français au Brésil, à l'aide technique en matière de prospection, à l'échange d'informations, à la fourniture du matériel pour la recherche⁶⁵⁶.

Les relations militaires bilatérales prennent un tournant décisif au moment où l'armée de terre devient le principal interlocuteur des relations politiques. Un nombre très important de négociations internationales sont dirigées par des militaires. Le bilan des relations bilatérales pour la Direction Amérique est positif : après cinq ans d'incompréhensions politiques, de retrait de capitaux et de maladresses diplomatiques, les deux pays parviennent à rétablir de liens de confiance. En 1965, le Brésil bénéficie de près de la moitié des crédits d'assistance et de coopération technique français. De plus, l'action culturelle de la France y est intense : environ une quarantaine d'experts travaillent en coopération avec des Brésiliens. Les investissements s'élèvent à environ 200 millions de dollars et intéressent tous les secteurs de l'économie. L'effort du gouvernement gaulliste est particulièrement fort dans la négociation des litiges et reprend les affaires laissées en suspens depuis trois ans. Même si le règlement des différends prend un tournant défavorable pour la France, comme dans la coopération nucléaire, les négociations révèlent des dispositions favorables au gouvernement français.

Dans le domaine spécifique de la coopération militaire, les questions évoluent sensiblement par rapport à la période antérieure. Les relations avec la France sont alors marquées par plus de souplesse et de cordialité. La personnalité de l'attaché militaire, le colonel Pierre Lallart, y est pour

⁶⁵⁵ *Instruction du Département à l'attention de l'Ambassadeur*, Maurice Couve de Murville,, 27 novembre 1965, AMAE, carton 130.

⁶⁵⁶ *Ibid.*

beaucoup car il sait nouer des contacts de confiance avec les militaires au pouvoir. Les relations militaires connaissent un nouvel élan et, après le coup d'État, la coopération dans les domaines de l'information et des armements se renforce. L'acquisition d'une technologie française de pointe dans le domaine contre-insurrectionnel dépasse désormais le cadre de l'aéronautique pour s'étendre à l'armée de terre et à tout un ensemble de nouveaux organismes d'État. La guerre anti-subversive est un objectif parmi d'autres du gouvernement Castelo Branco. Pour l'Élysée, il convient d'exploiter cet intérêt pour les expériences politiques, économiques et sociales de la France depuis 1958⁶⁵⁷.

Le rapprochement (re)commence

En parallèle aux préparatifs de la visite du chef de l'État français, les militaires brésiliens réforment en profondeur leur système défensif. Ils consacrent la guerre révolutionnaire comme principale technologie politique du nouveau régime. D'un autre côté, l'évaluation des besoins militaires permet le renforcement de la présence française dans la fourniture d'armements, jusque-là domaine réservé des États-Unis.

Le retournement de situation n'est réellement possible qu'en raison de l'engagement militaire de Washington au Vietnam. La coopération entre le Brésil et les États-Unis s'exerce par l'intermédiaire de la commission mixte, dont le siège est à Rio de Janeiro et qui comprend environ quarante officiers états-uniens. Elle bénéficie de crédits importants, attribués au titre du programme d'aide militaire et de l'USAID, mais aussi de crédits exceptionnels réservés à des achats de matériels spécifiques. Si en 1966, le Brésil disposait d'environ 85 millions de dollars au titre de l'aide états-unienne à l'Amérique du Sud, en 1967, il ne bénéficie plus que de 8 millions. Enfin, pour 1968, comme tous les autres pays d'Amérique latine, il a reçu moins que toutes les années précédentes, soit 6 millions de dollars. Quoi qu'il en soit, cette aide ne traduit que partiellement l'aide états-unienne au Brésil et nous devons également y ajouter les dons de matériels et les services fournis. Effectivement, le niveau de coopération entre les deux pays est en baisse et cette tendance s'accroît tout au long des années 70⁶⁵⁸. Trois facteurs expliquent la réduction sans précédent de l'aide états-unienne. L'hostilité du Congrès à la course aux armements des pays d'Amérique latine, déjà signalée pour les années précédentes. Puis, la guerre du Vietnam a freiné le développement de la coopération, qui a dû se traduire, surtout par la cession de matériels terrestres et aériens. Sous la présidence de Richard Nixon, la Maison Blanche

⁶⁵⁷ Note sur les relations franco-brésiliennes, Direction d'Amérique, 5 janvier 1965, AMAE, carton 112.

⁶⁵⁸ Sonny Davis, « Brazil-United States military relations in the early post-world war II era », *Diálogos*, Universidade Estadual de Maringá, vol. 6, 2002, p. 13-29.

prévoit la délégation à certains pays jugés cruciaux des fonctions de surveillance régionale et de maintien de la domination états-unienne. Grâce à leur fort taux de croissance économique, ces pays sont chargés de contrôler localement le comportement de leurs voisins vis-à-vis des démocraties populaires⁶⁵⁹. Cette thèse concocte le rôle du Brésil comme *gendarme* sud-américain. Plus les États-Unis délèguent des pouvoirs et moins ils sont présents. Effectivement, la présence états-unienne décline. C'est l'occasion de réaffirmer la vocation impérialiste du Brésil.

Le choix pour la coopération franco-brésilienne dans le domaine de l'industrie d'armement est aussi le résultat de la nouvelle orientation des industries françaises d'armements. Plus agressive sous le régime présidentieliste, elle renforce l'implantation des succursales françaises en Amérique du Sud, au Brésil et en Argentine en particulier. La coopération franco-brésilienne revêt une importance singulière pour le Brésil puisqu'elle permet le montage et la fabrication sur place des technologies françaises. À terme, le gouvernement peut acquérir les licences et en ce sens favoriser l'essor de l'industrie nationale d'armements. L'action de la France est une fois de plus déterminée par l'ampleur du réseau des attachés militaires, dont les contacts dans l'armée de terre sont nombreux, depuis le coup d'État, mais, surtout après la visite du général de Gaulle.

L'important volume d'informations réunies par les services d'information français soulève l'hypothèse d'une forte implantation du SDECE au Brésil, à travers notamment les relations que Pierre Lallart noue avec Golberi do Couto e Silva, directeur du SNI. Le général Golberi est la véritable éminence grise du régime, sa compétence s'étend à tous les domaines. Principal conseiller du président Castelo Branco, son homme de confiance pour dénouer toutes les crises politiques, il est « à la fois le Fouché et le Talleyrand du régime⁶⁶⁰ ». La *révolution brésilienne* n'est pas une mince affaire pour Pierre Lallart, observateur averti des conspirations depuis son départ d'Algérie. La comparaison que P. Lallart établit avec la période révolutionnaire en France et, surtout avec les deux principales figures jacobines, éclaire sa perception du nouveau régime, d'après lui, véritablement révolutionnaire. Joseph Fouché est l'ombre de la Révolution française, responsable d'innombrables exécutions pendant la Terreur, puis chef de police sous l'empire, toujours prêt à des alliances pour sauvegarder l'esprit révolutionnaire. Alors que Charles de Talleyrand, évêque, qui s'est distingué par ses fidélités successives, en faveur du pouvoir et parvint à tirer la France d'affaire lors de l'humiliant Congrès de Vienne. L'interprétation de Pierre Lallart est juste et s'adapte parfaitement au général Golberi, personnage de l'ombre qui incarne les différents visages de la *révolution brésilienne*.

⁶⁵⁹ Matias Spektor, *Equivocal engagement : Kissinger, Silveira and the politics of US-Brazil relations (1969-1983)*, Oxford University, Michaelmas, 2006.

⁶⁶⁰ *Rapport de fin de mission (1962-1965)*, Pierre Lallart, 11 août 1966, SHD, 10T1108*.

Les échanges d'informations entre le Brésil et la France sont effectifs dès octobre 1964. Les conversations entre les chefs de l'État sont la première occasion pour que les responsables des services français et brésiliens procèdent à l'examen de leurs centres d'intérêt respectifs. Derrière la façade diplomatique, les négociations mettent au point une coopération dans le domaine de l'information. Le nombre d'officiers et de sous-officiers français en mission au Brésil augmente quelques mois avant la visite officielle puis reste stable jusqu'au départ du colonel Lallart, en décembre 1965. En juin 1964, Maurice Grimaud, alors directeur Général de la Sureté nationale, organise les services de sécurité de l'ambassade de France afin d'assurer la protection des hôtes illustres. En plus de Louis Blanchi, ancien combattant de l'Algérie détaché au service technique de l'attaché militaire, l'ambassade de France demande aussi des cartes d'identité spéciales pour l'officier Caillaux et le sous-officier Legal, détachés au service de communication⁶⁶¹. La création de ces nouveaux postes diplomatiques pourvus par les militaires vise à sécuriser les déplacements du Président français qui a déjà échappé à neuf attentats perpétrés par l'extrême droite dont une partie a trouvé refuge au Brésil. Son voyage se passe donc dans un contexte particulier. Il renforce la militarisation des relations franco-brésiliennes : les postes créés servent de couverture légale aux officiers de renseignement implantés à l'ambassade de France. À l'instar du SNI dont le rôle est central dans le régime brésilien, les officiers français de renseignement surveillent l'ensemble des activités diplomatiques.

Dans son rapport adressé à Pierre Messmer, l'attaché militaire ajoute :

Les circonstances ont fait que j'entretiens avec le Président lui-même ainsi qu'avec les Généraux Geisel et Golberi, M. Luis Viana et plusieurs officiers de leurs Cabinets, des relations personnelles cordiales que l'Ambassade utilise quelquefois pour des démarches et des contacts officiels⁶⁶².

Les contacts avec le SNI s'insèrent dans la nouvelle norme de la politique étrangère, à l'image de la place que cet organisme occupe dans la politique nationale. Il est indispensable qu'un attaché militaire se mette en rapport avec celui qui, dans le régime, sait et connaît, en principe, tout. Tel est l'attitude des successeurs de Pierre Lallart : ils entrent en contact avec les hommes de l'ombre du régime brésilien. Ces initiatives ne vont pas toujours sans affrontements avec les nombreux courants de droite au Brésil. Ainsi, en 1966, lorsque Jean Wartel prend contact avec le service de renseignement privé du général Costa e Silva, embryon du redoutable Centre d'informations de l'armée de terre (CIE – *Centro de Informações do Exército*), ces relations ne lui

⁶⁶¹ *Note de l'ambassade de France à l'Itamaraty*, Pierre Sébillau, 10 septembre 1964, AMRE, Arquivo histórico, Notas.

⁶⁶² *Rapport annuel de l'attaché militaire pour l'année 1964*, Pierre Lallart, 22 janvier 1965, SHD, 10T1108*.

ouvrent pas les portes du gouvernement. Effectivement, les pourparlers sont engagés pour l'envoi d'un spécialiste reconnu de la guerre révolutionnaire, le lieutenant-colonel Jean Wartel, qui ne parvient pas à percer la barrière du secret autour dans l'entourage du président Castelo Branco. Pourtant, ses contacts dans l'entourage de Costa e Silva se multiplient d'autant plus qu'il est présent à la manifestation militaire à l'aéroport du Galeão, précédant le départ de Costa e Silva à Paris. Il attend donc de l'entrée en fonctions de l'équipe de Costa e Silva un changement important dans les relations bilatérales.

L'expectative se renforce après la visite au Brésil de Jacques Vernant, Secrétaire général du Centre d'études de la politique étrangère. Dans son rapport, adressé à Daniel Jurgensen, directeur d'Amérique, au Quai d'Orsay :

Cet aspect positif que requiert l'action gouvernementale peut-il être donné autrement que par des réformes d'ordre social, voire économique et par une politique extérieure mettant en relief l'indépendance nationale ? J'ai posé cette question au colonel Andreazza que l'on m'avait signalé comme l'un des collaborateurs les plus écoutés du maréchal Costa e Silva. La réponse du colonel Andreazza ne m'a laissé aucun doute sur l'intention de certains membres au moins de l'équipe qui prendra ses fonctions au mois de mars, de donner un caractère plus indépendant à la politique étrangère du Brésil. Tant le colonel Andreazza que le président élu ont insisté sur les raisons que le Brésil avait de conserver et de renforcer son amitié traditionnelle avec la France⁶⁶³.

Les relations avec les services d'informations se renforcent tout au long de l'année 1965, grâce à l'habileté et aux relations de confiance entre Pierre Lallart et les membres du gouvernement Castelo Branco. C'est pourquoi les hommes de main du régime mettent constamment au courant l'attaché militaire sur l'évolution de leur appareil de recherche et d'exploitation de renseignements. Peu de temps après la rencontre entre le président français et brésilien, Pierre Lallart est mis au courant du projet de création d'un « Centre des études du personnel », chargé d'appliquer au domaine militaire la pédagogie moderne, les techniques nouvelles d'éducation et la psychologie⁶⁶⁴. Mais dans l'immédiat le centre ne voit pas le jour aussitôt à cause du manque d'instructeurs et d'expérience pratique en la matière. Comme l'observe Pierre Lallart, le voyage du général commandant l'Académie militaire et du colonel commandant l'École de défense aérienne aux États-Unis, pour un séjour de trois semaines, dans une école militaire texane non identifiée, doit apporter des solutions au problème brésilien⁶⁶⁵. Pourtant, la présence d'instructeurs des forces spéciales états-uniennes n'a toujours pas été

⁶⁶³ *Note sur les relations franco-brésiliennes, op. cit.*

⁶⁶⁴ *Rapport annuel de l'attaché militaire pour l'année 1964*, Pierre Lallart, 22 janvier 1965, SHD, 10T1108*.

⁶⁶⁵ *Rapport mensuel*, Pierre Lallart, mai 1965, SHD, carton 14S534*.

décélée sur le territoire brésilien par l'attaché militaire, dans le but d'enseigner les techniques de guérilla à l'armée de terre et à la force aérienne brésiliennes⁶⁶⁶.

C'est donc à l'ESG de Rio, où se réunissaient les anciens cadres du SFICI, pour s'instruire à la recherche et à l'exploitation d'informations, que sont mises en place les études pour l'approfondissement de la doctrine de la sécurité nationale et pour préparer un certain nombre de civils et de militaires aux responsabilités du renseignement. La création de nouveaux cours traduit le souci du gouvernement de combler deux lacunes très importantes : l'absence d'une véritable doctrine de défense nationale et le manque de spécialistes du renseignement, dont se ressent tout particulièrement le Service national d'information, mis sur pied en juin 1964. Le centre de formation pour les nouveaux cadres du SNI n'ouvre ses portes aux premiers officiers stagiaires qu'en mai 1966. Initialement, pour l'armée de terre, il s'étend aux deux autres armées après que l'état-major des forces sera créé⁶⁶⁷. Il concerne différents types d'enseignement, dont la sélection et l'orientation professionnelle, la technique de l'enseignement, la technique des relations humaines, l'action et la guerre psychologiques, la recherche opérationnelle, etc. Comme l'observe Jean Wartel, le corps enseignant se compose presque exclusivement de civils⁶⁶⁸.

Comme il l'observe : « il y a là un projet à suivre, susceptible de se prêter, comme en Argentine, à une certaine coopération française⁶⁶⁹ ». Dès l'entrée en fonctions d'un régime autoritaire, puis dictatorial, le Brésil devient un laboratoire d'expérimentations politiques. À l'instar de l'Argentine, il utilise de nouvelles méthodes de répression mais, surtout il crée, enfin, les structures nécessaires au développement de son système d'informations. En l'espace de quelques années, comme l'a suggéré Pierre Lallart dans l'extrait ci-dessus, la coopération militaire franco-brésilienne s'accroît soudainement. En 1964, les deux pays élaborent uniquement des projets d'échanges mais à partir de 1969, ils mettent sur pied un programme de transferts de technologies politiques, accompagné de l'assistance sur place. La France assume le rôle que les États-Unis ne peuvent plus assumer.

Malgré les déficiences en matériel, l'instruction militaire évolue rapidement au sein de l'aéronautique et de l'armée de terre. De plus en plus inquiète de la perspective d'exportation de la Révolution cubaine au Brésil, l'armée de terre et l'aéronautique font un effort particulier dans la préparation de la guerre révolutionnaire. Dans leur esprit comme dans leurs méthodes, les forces armées s'adaptent au nouveau type de guerre que les unités ont à affronter dans la guerre préventive, c'est la guerre non-conventionnelle. Un grand effort est fait dans ce domaine à partir de la création du Centre d'opérations en forêt et d'actions commando (COSAC – *Centro de*

⁶⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁶⁷ Lucas Figueiredo, *O ministério do silêncio...*, *op. cit.*, p. 138.

⁶⁶⁸ *Rapport d'activités*, Jean Wartel, mai 1966, SHD, carton 14S534*.

⁶⁶⁹ *Ibid.*

Operações na Selva e de Ações de Comando). Il est chargé d'un grand nombre d'activités liées à la contre-guérilla, en particulier, le montage d'exercices et de manœuvres sur des thèmes de guerre subversive, dans un climat aussi proche que possible de la réalité⁶⁷⁰. Jean Wartel confirme donc les propos de Paul Aussaresses, instructeur français dans ce centre, après 1973. Le COSAC, créé à 60 km de Manaus, en Amazonie, ouvre ses portes en septembre 1966. Les enseignants des premières promotions d'instructeurs suivent le stage de la *Jungle operation training center*, à Fort Sherman, dans la zone du Canal de Panamá⁶⁷¹.

L'effort du gouvernement brésilien se traduit donc par l'intensification des études consacrées à la guerre révolutionnaire, aussi bien dans les écoles de perfectionnement des officiers, que dans celle de l'enseignement supérieur. La longue série d'exercices et de manœuvres anti-guérillas marquent les premières années du régime militaire. Le centre de Manaus devient en l'espace de quelques années l'épicentre de l'apprentissage de la lutte contre-révolutionnaire pour les forces spéciales des armées d'Amérique du Sud, un haut lieu de rencontre pour les élites militaires, membres des services spéciaux chiliens, péruviens, colombiens, vénézuéliens, paraguayens et argentins. Des centres inspirés par celui de Manaus voient également le jour ailleurs, notamment dans l'État de l'Acre, alors qu'un autre est prévu dans le Mato Grosso⁶⁷².

Entre 1964 et 1968, les forces armées brésiliennes font un effort particulier pour s'ajuster à la guerre révolutionnaire, dont le principe central est la défense intérieure du territoire (DIT). Leur tendance est à surestimer l'intervention de la guerre révolutionnaire. Issu directement des séances d'études de l'IHEDN, ce dispositif prend une place centrale dans le nouveau concept de défense nationale développé après le coup d'État du 31 mars 1964. Il exige une instruction militaire particulière, capable de familiariser les officiers avec les opérations de défense intérieure. Conçue pour répondre aussi bien aux agressions de forme révolutionnaire qu'à celles de forme classique, la DIT s'appuie sur un nouvel arsenal. Dans ce cadre, la commission d'études et de sélection de matériel militaire créée au sein du Conseil de sécurité nationale, évalue les besoins de chaque régiment en matière d'équipement de maintien de l'ordre : chars blindés, hélicoptères, avions de surveillance aérienne, etc. Puis, elle fait des propositions de renouvellement de matériel.

Entre 1964 et 1969, les relations militaires franco-brésiliennes prennent un tournant décisif. Les liens militaires concourent alors de façon décisive au rétablissement des relations commerciales. Le rapprochement devient possible grâce aux nouvelles orientations de la politique de défense brésilienne, mais aussi grâce aux contacts que l'attaché militaire noue dans l'armée de terre. Le gouvernement brésilien inaugure ainsi une longue période pour les relations avec la

⁶⁷⁰ Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort...*, op. cit., p. 277.

⁶⁷¹ *Rapport d'activités*, Jean Wartel, juin 1966, SHD, carton 14S534*.

⁶⁷² *Rapport d'activités*, Jean Wartel, juillet 1966, SHD, carton 14S534*.

France, qui s'étend jusqu'à aujourd'hui, où les échanges franco-brésiliens concernent en particulier le matériel de guerre. En 1964, l'application de ce programme ouvre des possibilités de coopération industrielle mais aussi des débouchés pour les matériels militaires français. Le rôle de l'attaché militaire est alors de renseigner les forces brésiliennes sur les réalisations militaires françaises. Il est donc obligé d'accorder une attention particulière à l'expansion commerciale. Effectivement, elle plus complexe jour après jour en face des concurrences étrangères, notamment britannique. Dans ce cadre, les dernières rencontres avec le président de la République, avant le détachement de Pierre Lallart de l'ambassade de France, se déroulent en présence des représentants états-uniens. Washington semble négocier le remplacement de ses fournitures par la France et l'Angleterre.

En septembre 1965, Pierre Lallart rencontre Castelo Branco et Vernon Walters, dans la résidence de Paulo Vianna Castelo Branco. À l'initiative de Quandt de Oliviera, président du Comité national de télécommunications, ils abordent pour la première fois après le putsch l'intérêt d'une industrie aéronautique nationale. Il est alors question de la construction sur place d'avions, d'hélicoptères et d'autres équipements militaires français et états-uniens sous licence, dans la perspective de création d'une industrie brésilienne d'armements. La recherche de plus de pouvoir militaire situe le commerce des armes parmi les priorités du gouvernement. Dans un tête-à-tête avec le président de la république, Pierre Lallart confirme les dispositions très favorables de Pierre Messmer pour la coopération franco-brésilienne dans le domaine de l'armement. Entre décembre 1965 et février 1966, il inaugure la nouvelle période pour les relations militaires franco-brésiliennes. Il transmet les fonctions d'attaché militaire à son successeur, Jean Wartel, pour coordonner les travaux de la commission ministérielle pour l'Armement. Connaissable des réalités brésiliennes et familier des dirigeants du pays, celui-ci est porteur de propositions d'échanges militaires s'insérant directement dans le cadre de la défense intérieure du territoire. Le matériel français rencontre d'importants débouchés dans les forces armées brésiliennes, dont la préférence s'oriente vers le matériel de guerre léger, susceptible d'une livraison rapide, pour une éventuelle construction locale. L'information ne se dément pas.

Quelques mois plus tard, Jean Wartel constate l'augmentation progressive du nombre de matériels automobiles de fabrication nationale dans l'armée de terre et s'inquiète du sort des productions françaises. Dans le même ordre d'idées, l'existence de roquettes balistiques tactiques de fabrication nationale, qu'il juge d'assez mauvaise qualité, après les tests auxquels il assiste, peut diminuer l'intérêt brésilien pour le matériel français. En ce sens, les relations militaires évoluent du simple commerce des armes vers une collaboration plus étroite, dont l'objectif serait de faire du Brésil un industriel de l'armement.

De toute évidence, l'industrie militaire passe au premier plan des préoccupations de la nouvelle équipe ministérielle, soumise néanmoins à un budget contraignant. Le souci d'adapter les forces armées aux missions de contre-guérilla ne se manifeste pas uniquement dans l'armée de terre. La Force aérienne brésilienne (FAB) essaie aussi de se rendre opérationnelle dans la guerre révolutionnaire. La création et la mise en place d'une dizaine d'Escadrilles de reconnaissance et attaque, équipées d'avions T-6 va dans ce sens. Leur nombre doit être augmenté sensiblement dans l'avenir, de façon à en doter toutes les bases d'une certaine importance. Par ailleurs, les exercices combinés avec les deux autres forces sur un thème de guerre anti-subversive permettent l'élaboration progressive d'une doctrine d'emploi de la FAB.

Le Conseil de sécurité nationale étudie également la question de l'armement aéronaval, objet de négociations pour la signature de contrats d'achat de matériel aux industries françaises. Ici comme ailleurs, les négociations n'évoluent pas avec la rapidité attendue par les Français et le transfert de technologies aéronautiques fait l'objet de rigoureuses études d'une commission *ad-hoc*. Pierre Jorelle, administrateur de la Compagnie générale aéronautique Marcel Dassault, met au point la première d'une série de visites d'études en France pour évaluer les qualités techniques et opérationnelles du Mirage III. Il signale que la FAB envisage de renouveler son escadrille avec des équipements français mais aussi de modifier son programme d'entraînement de pilotes de chasse et d'acrobatie. À terme, la FAB souhaite remplacer les anciens Gloster Meteor, achetés dans les années 1950 au Royaume-Uni, par les avions Mirage III, sortis des usines Dassault, en 1956.

Il va de soi que les États-Unis sont les principaux fournisseurs du Brésil en la matière, mais les militaires brésiliens entendent aussi élargir la liste de leurs fournisseurs, pour rompre la dépendance. Ainsi malgré l'accord d'aide militaire entre Washington et Brasília, les forces armées brésiliennes se tournent-elles vers les matériels français. L'appui politique ne se confond pas avec la fourniture d'armes, d'autant que Lyndon Johnson s'engage sérieusement dans la guerre au Vietnam et oriente tous ses efforts vers l'engagement militaire extérieur. Sans doute, la réticence de la part du Sénat des États-Unis à approuver la livraison des matériels aériens au Brésil contribue au revirement dans l'attitude brésilienne. Depuis la visite à Washington du général Costa e Silva, le Sénat états-unien se montre de moins en moins disposé à renouveler l'aide apportée au Brésil. En mars 1968, l'ambassadeur des États-Unis fait part officiellement au président brésilien de la réduction des crédits d'aide militaire accordée pour l'année budgétaire 1968-69⁶⁷³. La diminution de l'aide états-unienne au Brésil se prolonge au fur et à mesure que la

⁶⁷³ Carlos Fico, *O Grande irmão...*, *op. cit.*

guerre du Vietnam s'enlise. Les renversements politiques imprévisibles en 1968 se produisent en peu d'années.

D'un autre côté, l'*Alliance pour le progrès* constitue un moyen de pression de Washington sur le gouvernement brésilien qui reçoit la part la plus importante de l'aide destinée aux pays latino-américains. Jusqu'en 1967, l'*Alliance pour le progrès* couvre la majeure partie des besoins brésiliens, ce qui ne peut manquer de donner à l'industrie états-unienne une place privilégiée sur ce marché⁶⁷⁴. Grâce à l'aide à l'exportation, les compagnies états-uniennes sont en mesure de réduire considérablement le prix de leurs matériels, en particulier en ce qui concerne les engins blindés. Mais la situation de dépendance suscite de nombreuses manifestations publiques de mécontentement. L'étude des matériels français permet l'élaboration de projets concurrents, offrant ainsi un argument aux nationalistes les plus exaltés. Effectivement, la France propose, souvent, de commercialiser les licences de fabrication des matériels militaires. La possibilité de constituer des usines de montage sur place est très alléchante et attirent l'attention des militaires brésiliens, alors en quête d'autonomie stratégique.

En principe, la France pourrait devenir la principale bénéficiaire de cette diminution de l'assistance états-unienne. Pourtant, les dirigeants brésiliens cherchent à diversifier les partenaires pour éviter la dépendance qui les avait entraînés trop loin dans l'engagement avec Washington. De plus, les efforts que la France déploie au Brésil sont souvent de caractère sporadique et l'intérêt qu'elle manifeste pour les forces armées brésiliennes semblent hésiter face aux aléas de la politique intérieure brésilienne mais aussi devant les impératifs de défense français.

La recherche de l'indépendance en matière d'équipement militaire fait partie d'une politique déjà ancienne et la France pense, en 1968, pouvoir en tirer le meilleur parti. Les chances de vendre aux forces armées des matériels qu'elles peuvent obtenir de l'industrie nationale vont aller en s'amenuisant. Cela ne concerne évidemment pas le projet Mirage, mais vaut pour celui de l'AML Panhard. Cependant, tous les espoirs sont permis dans le domaine de la coopération industrielle, d'autant plus que, dans les circonstances actuelles à la concurrence états-unienne n'est pas à craindre ; c'est pourquoi l'attaché militaire reste confiant, en dépit des difficultés financières que rencontre le Brésil et même si les sociétés françaises établies au Brésil ont souvent du mal à accepter le fait de céder leur licence de fabrication aux compagnies brésiliennes.

Si, d'un côté, la succession de Pierre Lallart est compliqué par les péripéties de la succession présidentielle les contacts avec le nouveau gouvernement sont cependant plus faciles. Le fait d'accompagner le général Costa e Silva en France, en janvier 1966 et en décembre 1966, avant son entrée en fonction, permet à Jean Wartel d'avoir un premier contact avec le cercle d'officiers

⁶⁷⁴ *Rapport mensuel*, Jean Wartel, 31 mas 1966, SHD, 14S536*.

entourant le ministre de la Guerre. Il noue des relations de confiance avec le chef de cabinet de Costa e Silva, le colonel David Andreazza qui se démarque par la participation au Service fédéral d'informations et de contre-informations, à côté du colonel João Batista Figueiredo et donc sous le commandement de Golberi do Couto e Silva. Dès octobre 1966, Andreazza se livre à une intense campagne politique en faveur de la candidature de Costa e Silva, qu'il lance officiellement avec le général Jaime Portela.

La visite du général Costa e Silva à Paris est d'une grande importance, d'une part, en raison de l'importance de son caractère militaire qui dépasse l'aspect politique alors même que le général est déjà annoncé comme candidat à la succession présidentielle. C'est une façon de se faire connaître internationalement, d'accroître sa renommée et de combler le manque de réseaux internationaux. S'il fait signaler auprès de Jean Wartel qu'il souhaite réaliser une visite uniquement militaire et touristique, c'est pour se démarquer des visites antérieures et ainsi pouvoir insister sur le rapprochement militaire.

Le colonel Wartel met en garde les services diplomatiques français contre toutes les maladresses à éviter. Il signale entre autres que le général souhaiterait assister à une démonstration des matériels français, notamment les chars AMX 13, AML Panhard et des moyens de transmissions (radios et équipements électroniques)⁶⁷⁵. C'est donc l'occasion de mettre en valeur les productions militaires françaises. Au terme de sa mission, aucun changement n'est observé dans la question du commerce des armes et la vente des chars légers ne se conclue pas. Avant tout, l'ajournement des négociations s'explique par la faiblesse des crédits brésiliens et par le report des voyages d'études en Grande Bretagne et en France des généraux brésiliens pour y assister à des démonstrations du Saladin et de l'AML Panhard.

La concurrence états-unienne pousse l'attaché militaire et ses interlocuteurs dans l'aéronautique à accélérer les procédures d'acquisition des matériels français. Une grande discrétion entoure alors l'affaire⁶⁷⁶. Pourtant, le problème est complexe à cause de la rivalité entre la marine et l'aéronautique. En suspens depuis l'acquisition des porte-avions à l'Angleterre en 1958, le problème entre les deux forces concerne l'autorité sur le commandement des opérations aéronavales, en particulier la propriété des équipements aériens. En 1964, la question se termine entre les mains du général Geisel, dans les bureaux du Conseil de sécurité nationale. Le président Castelo Branco tranche alors en faveur de l'aéronautique et de la création d'une force supersonique brésilienne⁶⁷⁷. Les négociations avec la Compagnie générale aéronautique Marcel Dassault reprennent alors même que la marine brésilienne signe des contrats confidentiels avec

⁶⁷⁵ *Visite en France du ministre de la guerre brésilien*, Jean Binoche,, 5 janvier 1966, AMAE, carton 116.

⁶⁷⁶ *Projets brésiliens d'achat de matériel français*, Jean-Paul Angles,, 5 mai 1964, AMAE, carton 123.

⁶⁷⁷ Maria Celina D'Araujo,, Celso Castro, (dir.), *Ernesto Geisel*, Rio de Janeiro, FGV, 1997, p. 194.

Sud-Aviation pour l'assistance et la remise en état des avions T 28 dont « les cellules avaient été achetés en France et importées clandestinement ». Le gouvernement militaire fait entrer le Brésil dans la course aux armements qui commence en Amérique latine ouvrant alors de grandes opportunités aux compagnies étrangères, en particulier françaises. Mais la lenteur à résoudre l'affaire est proportionnelle aux problèmes que rencontrent les autorités brésiliennes à déjouer la pression états-unienne.

Antônio Mendes Vianna, ambassadeur à Paris, indique à Jean-Daniel Jurgensen, directeur politique du Quai d'Orsay, la possibilité de reprendre les achats d'armes portatives pour les forces publiques, en suspens depuis onze mois, tout comme l'achat d'hélicoptères. Jurgensen écrit alors à l'ambassadeur de France au Brésil : Brasília serait nettement favorable à l'installation d'une succursale de Sud-Aviation à Rio de Janeiro⁶⁷⁸. Les relations aéronautiques sont d'autant plus favorables à la France que Castelo Branco renforce la présence militaire brésilienne à Paris. La nomination d'un attaché de l'air brésilien proche des constructeurs français va dans le sens d'un resserrement des liens aéronautiques. Pour Édouard de la Chauvinière, la nomination du colonel-aviateur Décio Jardim de Mattos aux fonctions d'attaché de l'air brésilien à Paris, en remplacement du colonel Cicero da Silva Pereira, est de nature à favoriser le commerce franco-brésilien.

Armé des meilleures dispositions à l'égard de notre pays, il a eu, en particulier, dans ses fonctions récentes, l'occasion de se prononcer en faveur du matériel aéronautique français, recommandant l'adoption du mystère 20 pour le groupe de transport spécial de la présidence. Le colonel Décio Jardim est d'ailleurs bien connu du général Avenard, directeur de l'Office français d'exportation de matériel aéronautique (OFEMA) et de M. Jorelle, représentant pour le Brésil de L'OFEMA⁶⁷⁹.

Les forces aériennes et la marine brésiliennes sont donc décidées à s'équiper en hélicoptères. Le premier fournisseur à emporter le marché des 50 hélicoptères serait bien placé pour équiper en appareils analogues les forces armées brésiliennes, pendant une longue période. En vendant au Brésil des hélicoptères Alouette III, la France pourrait exercer dans ce domaine une influence non négligeable. Sous cet angle, la coopération technique dépasse le cadre d'une affaire commerciale, pour devenir éminemment politique⁶⁸⁰. Le fait que les représentants se connaissent avant d'assumer les fonctions contribue à une issue favorable à la France. Malgré la différence entre les services d'acquisition d'armement et des Affaires internationales, il existe une

⁶⁷⁸ *Note pour le Secrétaire Général sur les relations franco-brésiliennes*, Deniel Jurgense, 3 février 1965, AMAE, carton 108.

⁶⁷⁹ *Nomination d'un nouvel attaché de l'air à l'ambassade du Brésil en France*, Édouard de la Chauvinière, 19 avril 1965, AMAE, carton 108.

⁶⁸⁰ *Hélicoptères Alouette III*, Jean-Paul Angles,, 7 janvier 1964, AMAE, carton 123.

grande circulation de fonctionnaires, impliquant aussi un transfert de pratiques et l'extension des réseaux à d'autres organes. La circulation de fonctionnaires résulte d'un calcul politique basé sur la fiche professionnelle et biographique établie par les services d'informations, les divisions de sécurité et d'informations de chaque ministère. Si l'affaire stagne c'est moins à cause d'une mainmise états-unienne sur le marché d'armement que d'une situation précaire des finances brésiliennes qui obligent le gouvernement à demander plus de facilités de paiement. Le ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing exprime alors une opinion moins pessimiste sur la situation financière du Brésil et n'exclut pas la reprise des opérations de crédit sur le moyen terme. Cependant, il refuse de céder aux offres brésiliennes d'échange d'armement contre du café⁶⁸¹.

D'ailleurs, la mission d'officiers brésiliens en France, mise en place par Pierre Jorelle, fournit un rapport très favorable au CSN sur les possibilités de l'avion français Mirage III, dans sa version M-5, la moins sophistiquée et la plus facile à implanter et à entretenir. Selon le général de l'Air Bonté, chef de la Direction des affaires internationales du ministère des Armées, le choix du Mirage est confirmé à l'échelon du gouvernement brésilien, qui achèterait vingt appareils. Si le principe de l'achat est acquis, néanmoins, il reste à la France à accepter les conditions de paiement mais surtout de transférer la technologie vers le Brésil, c'est-à-dire à fournir une aide industrielle française à la création et au développement de l'industrie aéronautique brésilienne. Les achats brésiliens à l'industrie aéronautique française ne se conçoivent que dans la perspective d'une série d'autres achats, de grande envergure. Ainsi, si les avions français sont choisis pour remplacer les anciens T-6, ce serait un marché d'environ deux cents appareils. La forme du marché est celle d'une coopération industrielle franco-brésilienne, pour la construction des appareils au Brésil⁶⁸². D'ailleurs, les grandes lignes de cette coopération sont lancées à la suite du voyage du général Bonté, en octobre 1967, pour la création d'une société de droit privée, dans laquelle les Brésiliens apporteraient la majorité des capitaux, tandis que Sud-Aviation, leur apporterait la technique française. Il est donc question de la fabrication de Fouga-Magister et du montage d'hélicoptères Alouette. Le général Bonté demande alors qu'une mission conjointe OFEMA – Dassault – SNECMA se rende au Brésil, tandis que Sud-Aviation étudierait l'éventuelle fabrication ou le montage de matériels français⁶⁸³. Ces deux missions précéderaient la conclusion du marché avec le Brésil. De fait, le général Geisel accélère les négociations pour la modernisation des forces armées brésiliennes. Devant les pressions états-uniennes, dans le cadre

⁶⁸¹ *Vente d'hélicoptères Alouette III au Brésil*, Direction d'Affaires économiques et sociales, 6 août 1965, AMAE, carton 123.

⁶⁸² *Vente d'armements au Brésil*, Daniel Jurgensen, 20 avril 1970, AMAE, carton 125.

⁶⁸³ *Sur les problèmes franco-brésiliens dans le domaine de l'armement*, général de l'air Bonté, 21 septembre 1967, AMAE, carton 124.

de l'accord de coopération signé en 1952, il doit ajourner les projets. L'affaire est reprise en 1972 et finalement, en 1973, l'avion Mirage entre en activités. Les difficultés de signer cette coopération motivent-elles le général Geisel à rompre, en 1977, l'accord de coopération avec les États-Unis ? L'insistance des diplomates français contribue bien à affaiblir la position de Washington.

Dans l'éventail des fabrications terrestres françaises, les productions de la compagnie Panhard et de l'Atelier d'Issy-les-Moulineaux retiennent l'attention de la commission d'études du Conseil de sécurité nationale. D'ailleurs, la présence de Jean Panhard, sa rencontre avec certains responsables militaires brésiliens et ses propositions jouent un rôle déterminant. Le 4 octobre, il rencontre le général Costa e Silva qui l'informe alors de son désir d'étudier les matériels français lors de son prochain voyage en France. En réalité, Costa e Silva discute de l'installation au Brésil d'une usine de fabrication de chars légers, mais réaffirme sa préférence pour le Saladin britannique, équipé de six roues et moins onéreux.

Parallèlement, le directeur de Bracorep, représentant au Brésil des compagnies SOFEMA (Société française de matériels d'armement) et Sud-Aviation, Gabriel Gindre, remet à Albert Buchalet, directeur du commissariat pour l'énergie atomique et directeur, en déplacement en Amérique du Sud, une proposition pour l'achat des chars blindés de treize tonnes, fabriqués dans l'Atelier d'Issy-les-Moulineaux⁶⁸⁴. Ancien attaché militaire français au Brésil, Albert Buchalet conserve ses relations avec les revendeurs et les représentants locaux, en particulier Bracorep, dont il a suivi l'établissement au Brésil à travers le consortium de la compagnie Schneider. Le général Buchalet évolue rapidement au sein du patronat français, entre son départ du Brésil et l'entrée au Commissariat pour l'énergie atomique (CEA). Représentant le patronat français dans le domaine du nucléaire et de l'armement, sa visite est de nature à favoriser les échanges militaires. Le commerce d'armes franco-brésilien ne passe plus uniquement par l'attaché militaire mais aussi par les relations personnelles établies depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, surtout par les contacts avec les courtiers brésiliens. Ces rencontres militaires réunissent un grand nombre de personnes intéressées par l'installation au Brésil de succursales françaises.

Les propositions états-uniennes de chars M-41 sont écartées moins en raison de l'ancienneté des matériels et des difficultés de maintenance que de l'indisposition du Sénat états-unien à voter les crédits d'assistance militaire. Contrairement au commerce d'armes entre Rio et Washington, inscrit dans le cadre de l'assistance militaire, les échanges franco-brésiliens s'insèrent directement dans les relations économiques, négociées entre le Conseil de sécurité nationale et le ministère des Armées français, à travers le ministère des finances. Cependant, la France ne

⁶⁸⁴ *Télégramme secret*, Pierre Lallart, octobre 1965, AMAE, carton 123.

parvient pas à vendre les chars AML Panhard à cause de leur prix élevé. Le Département d'État parvient malgré la pression de certains sénateurs à déjouer le vote défavorable à l'assistance militaire au Brésil et réussit le transfert des M-41.

Dans tous les cas, si des forces centrifuges animent la politique du régime brésilien, dès la Conférence tricontinentale de la Havane, des attentats sporadiques de l'extrême gauche frappent certains symboles du gouvernement militaire. C'est alors que l'attaché militaire, aussi bien que les consuls, observent l'aptitude des forces de l'ordre à prendre en main la situation.

Aux yeux de J. Wartel, l'Amérique latine est pleinement entrée dans la guerre froide ; les menaces du *castrisme* pèsent de plus en plus sur le contexte international. À moins d'un mois de la conférence tricontinentale de la Havane de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS), la directive du 7 février 1966 prend une position défensive contre l'avancée du socialisme dans le sous-continent. Deux ans et demi plus tard, le *castrisme* est annoncé d'entrée comme le principal adversaire des forces armées. Le colonel Wartel fait naturellement la corrélation avec le contexte interne du Brésil. Le lien est si évident aux yeux des lecteurs de l'attaché militaire qu'il se permet l'économie de l'explication. En effet, la guerre révolutionnaire est l'élément permettant de faire la liaison entre la menace extérieure et intérieure. Dans ce système de pensée, les tentatives de détruire les institutions et de renverser l'ordre établi sont soutenues de l'extérieur par une puissance agressive qui finance les organisations, fournit des formations et offre un appui logistique voire militaire aux opérations intérieures. La peur de voir le gouvernement cubain relayer en Amérique latine le rôle que l'Union soviétique a pu jouer en Europe de l'Est hante les dirigeants politiques contemporains. L'objectif de la *subversion* est de nuire au gouvernement et de profiter des troubles politiques afin d'implanter le socialisme ou un autre système politique. Telle est donc l'idéologie dominante au Quai d'Orsay. Malgré l'influence étrangère sur la « menace du moment », la guerre a lieu à l'intérieur des frontières nationales. L'ensemble des responsables de la défense nationale, en particulier le haut commandement de l'armée, semblent convaincus que la mission des forces armées n'est plus seulement d'assurer la défense des frontières puisque nul danger extérieur n'est à craindre mais bien d'être en mesure de faire face à une menace nouvelle venue de l'intérieur.

Si le consul s'inquiète du non-respect des libertés démocratiques, des abus de la répression ou de ses répercussions négatives sur les affaires franco-brésiliennes, l'attaché militaire se soucie avant tout de la capacité militaire de l'armée brésilienne à faire face aux premières vagues d'attentats. Surtout il s'interroge sur la qualité du matériel militaire utilisé dans les opérations de contre-guérilla et sur les besoins à venir de renouvellement du matériel de guerre. Invariablement, la technologie de contrôle social est l'objet de toute l'attention de l'attaché militaire. Jean Wartel,

grâce à son expérience algérienne, sait comment mesurer la force de la répression et donc la capacité de l'armée brésilienne à affronter un conflit révolutionnaire. À l'inverse du colonel Lallart, il observe l'inaptitude des forces armées brésiennes à prendre en main les opérations de recherche et d'exploitation des renseignements, autrement dit, leur manque d'expérience pratique dans la guerre révolutionnaire.

Par ailleurs, il insiste sur les faibles opportunités françaises au Brésil, en particulier après le départ de Lallart et la commission ministérielle pour l'Armement, en janvier 1966. Si l'échec des négociations gèle le commerce franco-brésilien, les véritables raisons du marasme dans les échanges sont à chercher dans les coupes budgétaires et la période d'austérité financière que traverse le Brésil. Il est certain que l'approche de l'élection présidentielle ralentit le dialogue bilatéral, d'autant que J. Wartel se rapproche de la ligne dure.

Lors de son séjour à Paris, pour accompagner Costa e Silva, il note toutes les impressions des Brésiliens à l'égard des armements français. Ainsi, les chars AML et AMX ont des « concurrents étrangers très sérieux et il est probable que ce voyage soit décisif pour le choix du ministre⁶⁸⁵ ». De plus, le transport du ministre et des officiers de sa suite par Mystère 20 et par Alouette III lui permettrait de « communiquer à la Présidence et à son collègue le ministre de l'Aéronautique, des impressions personnelles sur deux matériels dont l'acquisition par le Brésil est à l'étude⁶⁸⁶ ».

Il conclut en faveur des affaires militaires en insistant sur l'intérêt qu'aurait Costa e Silva à visiter les locaux de l'ESG de Paris, « où le Brésil envoie chaque année un officier stagiaire et dont les anciens élèves jouent actuellement, dans la vie politique et militaire du pays, un rôle de premier plan⁶⁸⁷ ». Les contacts dans l'armée de terre permettent de gagner la confiance du général Aurélio de Lira Tavares, en particulier après sa nomination pour remplacer Costa e Silva, après l'élection de celui-ci. À son arrivée au Brésil, le colonel Wartel ne parvient pas à effectuer les visites prévues en Amazonie et doit se rendre aux cérémonies officielles sans pouvoir franchir la barrière du secret entourant l'équipe du président Castelo Branco. La raison en est simple et elle remonte à ses contacts récents avec l'entourage de Costa e Silva, en particulier avec le colonel Andreazza. Dès lors que Costa e Silva est confirmé au pouvoir, en 1967, Wartel noue des contacts solides dans le nouveau cabinet ministériel et effectue individuellement de très nombreuses visites d'unités et d'établissements militaires, en particulier à Manaus. À partir de 1967, il réunit des informations abondantes sur l'armée de terre et l'aéronautique.

⁶⁸⁵ *Ibid.*

⁶⁸⁶ *Ibid.*

⁶⁸⁷ *Ibid.*

Le coup d'État de mars 1964 modifie la nature des relations car il multiplie le nombre d'interlocuteurs. Le saut est autant quantitatif que qualitatif puisque les attachés militaires conseillent directement l'état-major brésilien, à partir de 1970. L'attaché militaire est à la fois un officier de renseignement, au niveau de la coordination des réseaux mais aussi un promoteur du matériel militaire français. Dans un cas comme dans l'autre, il travaille en amont, dans les contacts, avec l'information pour arme. À ce titre, il a une triple mission : assister l'ambassadeur dans le traitement des dossiers sur la défense, promouvoir l'armement français et conseiller l'état-major brésilien.

Les années qui suivent le coup d'État voient les réseaux de l'attaché militaire se multiplier. En quoi la diversification des contacts permet-elle de favoriser le commerce d'armes franco-brésilien ? L'essor d'une nouvelle stratégie brésilienne de défense serait-il à l'origine de ce nouvel intérêt pour l'armement français ?

La défense intérieure du territoire est alors le principal dispositif permettant l'utilisation des technologies comme les hélicoptères, les avions de reconnaissance aérienne, les chars légers et toute la panoplie de la guerre contre-insurrectionnelle. La Maison Blanche exerce une forte pression sur les dirigeants brésiliens pour favoriser les compagnies états-uniennes. Toutefois, le Sénat américain donne des signes de plus en plus clairs d'opposition à la politique de vente d'armes aux dictatures latino-américaines. Le chef du cabinet militaire de Castelo Branco, le général Geisel, n'entend pas laisser le Brésil dans un tête-à-tête avec les États-Unis qui risquerait de lui ôter toute possibilité d'équipement en armes. Dans ce cadre, la diversification des fournisseurs brésiliens bénéficie-elle aux compagnies françaises ?

Le pari français dans l'industrie brésilienne de défense

Le Brésil des gouvernements militaires aussi bien que la France du général de Gaulle cherchent le consensus diplomatique plutôt que l'affrontement politique. Bien que l'accommodement entre les chancelleries esquive toute confrontation, le *modus vivendi* établi entre les deux pays ne prévoit pas le développement de la coopération bilatérale. Comme nombre des collaborateurs de Castelo Branco, ce qui importe aux militaires brésiliens ce sont les solutions trouvées par la V^e République pour régler à la fois le problème des factieux de l'armée de terre et celui de la guerre d'Algérie. Autrement dit, on cherche à établir un mode de gouvernement où le président de la République détienne le pouvoir fort, où les forces armées disposent de cadres expérimentés, équipés en matériels modernes. Le point central de la coopération franco-brésilienne devient en l'espace de trois ans le commerce des armes et l'instruction militaire supérieure, autour du thème de la contre-guérilla. Antônio Carlos Lessa observe justement le marasme des relations commerciales franco-brésiennes, mais il laisse de côté l'évolution du commerce des armes entre les deux pays. La hausse des échanges militaires bénéficie aussi bien du changement d'orientation de l'Itamaraty que des nouvelles directives de la Maison Blanche envers le commerce des armes avec la dictature brésilienne. Effectivement, la France se spécialise dans ce commerce. Cette tendance se confirme à partir de 1973⁶⁸⁸.

Dès le lendemain du coup d'État de mars 1964, nous observons la part de plus en plus grande faite à l'étude de l'armement dans les rapports des attachés militaires. Cela signifie que l'armée brésilienne consacre plus de budget à l'acquisition d'un armement étranger. Aussi l'attaché militaire approfondit-il ses réseaux de collecte d'informations et reçoit des indications précises du ministère des Affaires étrangères. Mais ce changement résulte aussi de l'adoption par l'armée brésilienne d'une posture plus offensive. Cette nouvelle orientation de la politique étrangère du Brésil permet à la France de conclure des commandes de matériel suffisamment importantes pour intéresser ses fabricants.

L'avènement d'un régime dont la posture offensive conduit à s'équiper continuellement en matériel de guerre moderne et opérationnel augmente les besoins militaires. En raison de ces besoins accrus, P. Lallart observe :

[L'attaché militaire] a été amené à consacrer une part très importante de ses activités au renforcement de la coopération franco-brésilienne dans le domaine strictement militaire, mais en liaison avec les services commerciaux, financiers, culturels, nucléaires, de presse et de coopération technique de l'Ambassade. En particulier, devant les possibilités de débouchés pour nos matériels

⁶⁸⁸ Voir annexe 6.

militaires et de coopération industrielle, il s'est vu obligé de donner une attention particulière à une manœuvre d'expansion commerciale difficile en face des concurrences étrangères agressives disposant de représentations commerciales efficaces et de puissants appuis gouvernementaux, diplomatiques et militaires⁶⁸⁹.

Les visites des instituts militaires au Brésil n'ont qu'une portée réduite lorsqu'elles ne sont pas accompagnées de présentation de matériels. Les conférences sont les principales occasions de rencontres entre civils et militaires liés à l'industrie d'armement⁶⁹⁰. Ces « contacts confiants », selon une expression très courante, sont maintenus grâce aux escales d'avions et de bateaux français notamment des Breguet-Atlantic et des Aviso Escorteur, aux missions de présentation de matériel par l'OFEMA (Office français d'exportation de matériel aéronautique), par Marcel Dassault et au départ vers la France de la Commission brésilienne de Réception du Mirage⁶⁹¹. Les démonstrations de matériel, lorsqu'elles concernent un armement de pointe, sont le plus souvent destinées à un public de militaires. C'est le cas de la présentation en 1968, des nageurs de combat, ces troupes amphibies utilisées dans les interventions spéciales au Vietnam.

Si la gestion de l'Itamaraty par Vasco Leitão da Cunha permet l'alignement sur Washington, elle n'apporte pas aux finances brésiliennes le volume nécessaire de capitaux pour son redressement face à la crise économique. De plus, elle ne parvient pas à gommer les conflits avec Washington, malgré l'insistance de Castelo Branco sur ce point. Lors de la réception à Washington, le 15 septembre 1965, du nouveau ministre brésilien des Affaires étrangères, Juracy Magalhães, le chancelier explique la position du gouvernement brésilien. Il souhaite que les pays latino-américains membres de l'Organisation des États américains (OEA) évitent les initiatives susceptibles de conduire à la formation de groupes. Il réitère son engagement pour l'auto-détermination des peuples et le droit pour chaque pays de se donner le régime qui lui convient, à l'exception du régime communiste. Par ailleurs, il reconnaît l'impossibilité d'imposer à quelque pays que ce soit des obligations économiques ne correspondant pas aux conceptions actuelles de souveraineté nationale. Enfin, il rappelle la nécessité de créer une force interaméricaine permanente pour le maintien de la paix⁶⁹². Le renouvellement de l'alignement brésilien n'apporte toujours pas les résultats attendus par les militaires, qui voient dans cette attitude la faiblesse du gouvernement à affirmer les intérêts nationaux dans ses relations internationales.

Témoins des difficultés brésiliennes, les diplomates français constatent l'aggravation de la situation économique jour après jour. Pourtant, Pierre Sébilleau, ambassadeur de France au

⁶⁸⁹ *Rapport de fin de mission*, Pierre lallart, *op. cit.*

⁶⁹⁰ *Rapport de fin de mission (1956-1959)*, André Normand, 1^{er} août 1959, SHD, 10T1108*.

⁶⁹¹ *Rapport de l'attaché militaire*, Yves Boulnois, février 1971, SHD, 14S534*.

⁶⁹² Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *História da política exterior*, *op. cit.*, p. 367.

Brésil, n'y voit pas de menace contre le gouvernement car Castelo Branco « peut être assuré que les États-Unis n'abandonneront pas le seul grand pays d'Amérique du Sud qui leur soit totalement fidèle⁶⁹³ ». Néanmoins, l'affaiblissement du gouvernement à l'intérieur est inéluctable. Le soutien de Washington peut assurer en partie les finances brésiliennes, à travers la négociation des taux d'intérêt du Fonds monétaire international, l'intervention dans la politique intérieure ne peut éviter la collusion du gouvernement avec les forces les plus nationalistes dans les forces armées. De plus, dès 1967, à la faiblesse et à l'engagement à côté de Washington, se substitue l'affirmation du nationalisme comme point cardinal de la politique étrangère.

Depuis la visite du chef d'État français, en octobre 1964, la diplomatie brésilienne essaie de maintenir l'entente politique avec le Quai d'Orsay en évitant les heurts autour du contentieux en voie de négociation à Paris. La recherche du consensus domine d'une telle manière l'attitude des chancelleries que la tendance générale des relations franco-brésiliennes est d'ignorer les difficultés de l'un et de l'autre. Mais cette attitude traduit moins l'engagement dans une alliance d'intérêts que l'indifférence réciproque. Partant, les deux gouvernements semblent s'ignorer plus que se réconcilier. La question des essais nucléaires et celle des limitations aux importations européennes des produits sud-américains sont les causes principales de l'irritation de l'Itamaraty.

Si en Amérique latine la France espère pourvoir compter sur le concours de l'Itamaraty pour faire valoir ses arguments, en Europe, le Brésil réquisitionne le soutien du Quai d'Orsay, pour faire adopter de mesures favorables à l'exportation des produits tropicaux vers la Communauté européenne. Ainsi, le rôle de leader régional que l'Itamaraty entend jouer dans les relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine suscite parfois le mécontentement de l'Élysée. C'est particulièrement le cas des essais nucléaires dans l'océan Pacifique. En tant que signataire du traité de Moscou, le Brésil souhaite la diminution des tensions internationales à travers la limitation de l'accès de nouveaux membres au cercle du nucléaire militaire. Lorsque des explosions expérimentales françaises sensibilisent l'opinion publique colombienne et péruvienne, l'Itamaraty, principal promoteur de la dénucléarisation de l'Amérique latine, partage alors l'inquiétude de ses voisins, en particulier quant aux retombées sur la faune et la flore aquatique de la côte Pacifique. Parallèlement, le ministre brésilien des Affaires étrangères formule le vœu de ne pas interférer dans les affaires intérieures françaises, au cas où son attitude serait interprétée comme une protestation à l'encontre de la France. Soucieux de préserver l'entente franco-brésilienne, l'Itamaraty assume une position difficile à soutenir face à ses partenaires latino-américains car il se prononce sans s'engager.

⁶⁹³ *Télégramme de l'ambassade de France au Brésil*, Pierre Sébillau, 5 juin 1965, AMAE, carton 130.

Dans la question des relations entre le Marché commun et les pays latino-américains, l'attitude brésilienne est toute aussi ambiguë car, à travers son ambassadeur à Paris, l'Itamaraty souhaite devenir l'intermédiaire du groupe latino-américain. Durant sa visite en Amérique latine, le général de Gaulle annonce le rétablissement des relations économiques avec les quatorze pays inscrits dans sa liste de voyage. Deux ans plus tard, les pays attendent une attitude de la France, qui se limite, alors, à l'accroissement de ses investissements au Mexique. Doyen du groupe latino-américain à Paris, l'ambassadeur haïtien saisit Carlos Calero Rodrigues, chargé d'Affaires du Brésil en France, pour qu'il manifeste la déception du groupe devant les faiblesses de l'investissement français⁶⁹⁴. Maurice Couve de Murville limite les ambitions latino-américaines et brésiennes, en refusant la gestion collective des plaintes.

L'ambassadeur brésilien saisit alors l'occasion pour réclamer la consolidation de la coopération avec l'Amérique latine. Dans une note adressée à Carlos Calero, Azeredo da Silveira, Secrétaire Politique de l'Itamaraty, désapprouve l'attitude des chefs des missions diplomatiques, qui doivent agir uniquement en conformité avec la position du Quai d'Orsay. De plus, il juge très imprudent de manifester la déception latino-américaine à travers l'ambassade du Brésil car la fragilité des relations franco-brésiennes peut subir d'importants revers. Ce ne serait donc pas à Paris que le Brésil manifesterait son dépit face aux déboires français, mais à Brasília. La solution trouvée passe donc par l'Itamaraty : Pierre Sébilleau est convoqué par Azeredo da Silveira qui lui exprime sa déception à l'égard du faible investissement français dans les relations avec le Brésil, en particulier après les promesses du Président français⁶⁹⁵.

Même si deux des trois affaires du vieux contentieux financier, datant de plus de vingt ans, viennent d'être réglées, les relations franco-brésiennes sont toujours affectées par le plus grave des problèmes, celui du Banco Hipotecário, dont la résolution par la commission franco-brésilienne est laborieuse. Le dossier du port du Para est en cours de négociation, alors que les problèmes aériens, particulièrement tendus en 1964, ont été réglés de façon satisfaisante par l'établissement d'un pool Air France/Varig et la conclusion d'un nouvel accord aérien⁶⁹⁶. Néanmoins, l'Itamaraty n'entend pas investir autant d'énergie à résoudre des problèmes complexes alors que les relations franco-brésiennes n'apportent que de minces résultats commerciaux.

Depuis août 1967, Jean Binoche insiste sur la faible implantation consulaire au Brésil, « bien légère tant à l'égard des dimensions et des possibilités du pays que par rapport à celles des

⁶⁹⁴ *Relações CEE – América Latina. Organismo Permanente de Consulta*, Carlos Calero, Rodriguez, 4 avril 1966, AMRE, Documentação confidencial, Telegramme de l'ambassade du Brésil à Paris.

⁶⁹⁵ *Relações CEE – América Latina. Organismo permanente de consulta*, Azeredo da Silveira,, 5 avril 1966, AMRE, Documentação confidencial, Note du Secrétaire Politique de l'Itamaraty à l'ambassadeur à Paris.

⁶⁹⁶ *Rapport de fin de mission*, Pierre Lallart,, 11 août 1966, SHD, carton 10T1108*.

principaux pays européens qui disposent de postes plus nombreux ou plus étoffés⁶⁹⁷ ». Pour l'ambassadeur, la présence insuffisante du Quai d'Orsay ne lui donne pas les moyens d'agir directement sur le développement des relations bilatérales et révèle, d'un autre côté, l'intérêt relativement réduit que manifeste le chef de l'État pour le Brésil. Celui-ci est le premier partenaire de la France en Amérique latine tant en ce qui concerne le volume du commerce bilatéral que le montant des investissements directs et le nombre des contrats de fourniture de biens d'équipements. Par ailleurs, de la quatorzième position des partenaires internationaux du Brésil, en 1958, la France passe à la septième position, en 1970. Le solde des échanges est défavorable à la France, depuis 1963. Modestes en 1968, les ventes françaises au Brésil diminuent de 1,5%, en 1969, par contre, les achats progressent de l'ordre de 45% et représentent environ le double des exportations françaises. Le solde des échanges est donc favorable au Brésil : en 1968, les exportations de la France vers le Brésil se sont élevées à 365 millions de francs tandis que les exportations du Brésil en France étaient de 472 millions de francs. Le Brésil exporte essentiellement du café, des minerais métallurgiques, du coton, des fibres textiles et du tabac. Il importe des produits chimiques et des biens d'équipement⁶⁹⁸.

À l'issue de la réunion du 16 janvier 1967, à Paris, entre ministres des Affaires étrangères, Juracy Magalhães, ministre brésilien, signe avec Maurice Couve de Murville un accord de coopération technique et scientifique. Selon Daniel Jurgensen, directeur Amérique au Quai d'Orsay, les conversations se sont déroulées dans une atmosphère de grande cordialité et ont permis de constater la communauté de vues des gouvernements brésiliens et français⁶⁹⁹ ». Malgré l'accord signé à Paris, rien n'est signalé par Costa e Silva dans son allocution présidentielle. L'ambassadeur justifie l'absence notoire de la France à travers les problèmes rencontrés par la commission franco-brésilienne pour régler l'ensemble du contentieux financier. Lors de la première réunion de la Commission mixte franco-brésilien, à Paris, en 1967, les discussions n'aboutissent pas à des conclusions très importantes. D'ailleurs, des limitations aux importations des produits brésiliens sont toujours en vigueur.

Dans son message présidentiel de fin d'année, le président Costa e Silva (1967-1969) retient uniquement les succès d'ordre stratégique et économique. Les nouvelles orientations diplomatiques le démarquent de Castelo Branco. Autrement dit, dès 1967, la coopération franco-brésilienne s'inscrit dans une logique de continuité et ne représente aucune rupture dans la politique de Castelo Branco. Plus encore que la recherche de grandeur, les échanges franco-

⁶⁹⁷ *Implantation consulaire au Brésil*, Jean Binoche,, 9 août 1967, AMAE, carton 108.

⁶⁹⁸ *Note sur les relations franco-brésiliennes*, Daniel Jurgensen,, 18 février 1969, AMAE, carton 112.

⁶⁹⁹ *Ibid.*

brésiliens ne s'inscrivent que dans une perspective ponctuelle, n'apportant pas de changements notables sur la balance commerciale brésilienne.

Cependant, trois ans plus tard, Jurgensen reconnaît dans une réunion de travail au Quai d'Orsay que les négociations étaient alors mises en suspens, en attente de l'avis favorable du gouvernement brésilien sur la vente d'armements⁷⁰⁰. En avril 1970, la rencontre entre l'ambassadeur du Brésil, Olavo Bilac Pinto et le président Georges Pompidou, est une nouvelle occasion pour le rappel de l'ensemble des restrictions aux produits brésiliens. De fait, le principal aspect de la coopération bilatérale est le commerce des armes, le seul à évoluer sensiblement pendant le régime militaire. Conscients des faiblesses de leur commerce avec le Brésil, les Français insistent pour une résolution favorable dans la vente des avions Mirage.

Entre 1968 et 1979, la participation moyenne des pays européens au commerce international du Brésil augmente, tandis que la présence française diminue. Les échanges avec France se situent loin derrière ceux des États-Unis (16,3%) et sont inférieurs à ceux de ses concurrents européens : moins de la moitié des échanges entre le Brésil et l'Allemagne (6,9%), moindres que ceux avec les Pays-Bas (2,9%), l'Italie (2,8%) ou le Royaume-Uni (2,5%)⁷⁰¹. Pourtant, en ce qui concerne le commerce des armes, la France figure en troisième position parmi les principaux fournisseurs d'armement, entre 1956 et 1964. Après le coup d'État du 31 mars 1964, Paris se maintient à la troisième position, loin derrière Washington, néanmoins, il rivalise avec le Royaume-Uni à la deuxième place⁷⁰². Dans le domaine de l'armement, les efforts français ont été couronnés d'un certain succès.

Les chiffres ci-dessus révèlent que, dans le cas des relations franco-brésiliennes, il n'existe pas de corrélation entre l'augmentation du commerce des armes et l'ouverture de marchés civils. La contribution des ventes d'armements à la balance commerciale est très grande. Pour la France, ce commerce permet de se doter des moyens nécessaires pour préserver l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale, tandis que pour le Brésil il s'agit d'une stratégie pour acquérir l'autonomie dans la production d'armements. La dynamique du commerce des armes respecte une rationalité tout autant politique qu'économique. Ainsi, les ventes d'armes sont utilisées par la France pour étendre et consolider ses relations internationales. Le principal argument explicatif pour comprendre la hausse des ventes d'armes françaises au Brésil concerne la distance prise par rapport au Pacte Atlantique. Ce retournement oblige la France à chercher de nouveaux débouchés et, grâce à l'action énergique de ses attachés militaires, les industries françaises

⁷⁰⁰ *Audience accordée par le M. le président de la République à M. Olavo Bilac Pinto, à l'occasion de son départ*, Daniel Jurgensen,, avril 1970, AMAE, carton 112.

⁷⁰¹ Antônio Carlos Lessa,, « Os vértices marginais... », *op. cit.*.

⁷⁰² Voir les annexes basés sur les calculs réalisés par l'auteur depuis les données réunies au *Stockholm International Peace Research Institute*.

d'armement réussissent à s'implanter au Brésil là où Washington occupe une forte position. Mais les réussites sont dues moins aux prix compétitifs proposés par la France qu'à son parti pris de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des États acheteurs. De fait, l'Élysée se garde bien d'assortir les contrats d'armement de clauses restrictives, comme le fait alors la Maison Blanche⁷⁰³.

Depuis la fin des années 50, les grands industriels français manifestent leur intérêt pour les projets d'infrastructure développés au Brésil. En ce sens, la présence française est particulièrement sensible dans le domaine des équipements portuaires, des télécommunications, de l'industrie sidérurgique, de l'industrie mécanique, de l'industrie minière et, surtout le matériel de guerre⁷⁰⁴. Les opérations les plus marquantes réalisées au cours des années 60 sont dans le domaine de l'industrie lourde. La réalisation du complexe pétrochimique de *Petroquímica União* renforce la présence française dans l'industrie chimique et pétrochimique. Trois importantes transactions commerciales renforcent la position française dans le domaine de l'équipement industriel. Tout d'abord, à travers le partenariat entre Light & Power et le pôle industriel Delle – Alsthom. Ensuite, l'acquisition des turbines et alternateurs Alsthom-CGE, pour le barrage d'Agua Vermelha de la Compagnie d'électricité de São Paulo et des turbines Neyrpic, pour le barrage de São Simão. Enfin, le contrat d'ingénierie pour l'étude du métro de Rio de Janeiro, par Sofretu, permet l'extension de la participation française aux domaines ferroviaires. La réalisation du réseau de radar dans le triangle Rio de Janeiro – São Paulo – Brasília, par la compagnie Thomson-CSF, est l'affaire la plus importante conclue entre 1968 et 1974.

Pendant toute la période, l'état-major des armées brésiliennes étudie les projets de création d'un embryon d'industries nationales d'armement. Ce projet d'indépendance dans l'industrie d'armements rejoint celui de construction du Brésil comme puissance régionale. Un objectif lointain, qui passe par un alignement sur la politique étrangère des États-Unis. Toutefois, l'interruption par Washington du programme d'aide militaire au Brésil, en 1968, à la suite du veto du Congrès, favorise le travail de l'attaché militaire français. En 1968, la France conclut les premières ventes des licences de montage pour les hélicoptères français Alouette 2. Les difficultés ne sont pour autant disparues, comme le témoigne J. Wartel :

Le projet établi par Sud-Aviation a été remis au Cabinet du Ministre par le représentant de cette société et l'Attaché des Forces Armées. [...] Nous avons eu l'occasion de signaler l'inactivité à peu près complète du représentant de la firme Panhard, dont l'AML est toujours susceptible d'être acquis par l'Armée de Terre brésilienne pour le rééquipement de ses unités de reconnaissance.

⁷⁰³ Jean Klein, « Commerce des armes et politique : le cas français », *Politique étrangère*, 1976, vol. 41, n. 6, p. 563-586.

⁷⁰⁴ Antônio Carlos Lessa, « Os vértices marginais... », *op. cit.*

Cette inactivité est d'autant plus regrettable que les représentants de la firme anglaise Saladin n'ont jamais cessé, quant à eux, de suivre cette affaire avec la plus grande attention⁷⁰⁵.

Pour réaliser une vente ou faire la démonstration d'un matériel, l'attaché militaire intervient le plus souvent auprès du ministre de la Guerre ou du chef d'état-major, seuls à même de décider de l'allocation du budget pour l'achat d'armes. Il travaille constamment en concurrence avec ses homologues des pays étrangers. D'une part, la concurrence entre fournisseurs de différentes nationalités conduit à la perte du leadership états-unien, sur le marché de l'armement et, d'autre part, dans la création d'un climat de course aux armements.

En décembre 1967, les Brésiliens ont exprimé le désir d'acquérir 16 Mirage 3 et 15 Fouga-Magister et de bénéficier d'une aide technique destinée à favoriser la construction sous licence de 100 à 150 Fouga-Magister, l'assemblage et le montage de Mirage et la mise au point d'un appareil brésilien, le Bandeirante. Ce vaste programme, qui devait simultanément permettre aux Brésiliens de doter leur Armée de l'Air d'appareils immédiatement opérationnels et d'entreprendre le développement d'une industrie aéronautique nationale, a fait l'objet de propositions présentées par le groupe Breguet-Dassault au nom des sociétés françaises intéressées et plusieurs missions d'experts se sont rendues au Brésil en 1968-1969⁷⁰⁶.

Les Français profitent de ces difficultés dans la coopération Brésil – États-Unis pour intensifier les négociations. Si les notes du Quai d'Orsay à l'adresse des fonctionnaires de l'ambassade, ne reprennent pas l'ensemble de l'affaire de la vente des avions de chasse à l'aéronautique brésilienne, c'est bien parce que ses méandres sont bien connus des contemporains avertis. Entre 1967 et 1972, les opérations de vente sont entravées par la pression des États-Unis. L'affaire n'aboutit qu'en raison de la réduction des activités de la Commission Mixte Brésil – États-Unis et du retrait états-unien du marché d'armes brésilien à la suite du veto du Congrès. L'attaché militaire profite donc de cette interruption momentanée de la coopération Brésil – États-Unis pour conclure d'importantes ventes d'équipements aéronautiques.

Le choix définitif d'un appareil est toujours en suspens : le Mirage conserve toutes les faveurs de la FAB, mais le Président de la République, soumis, d'une part, à des fortes pressions américaines et estimant, d'autre part, que la situation intérieure actuelle est propice à l'annonce de l'achat de cet avion dont la nécessité est contestée par une partie de l'opinion, se cantonne dans l'expectative. Aussi les trois groupes de chasse n'ont-ils d'autres perspectives pour le moment que la mise en œuvre des T-33, dont la livraison par les États-Unis est maintenant achevée⁷⁰⁷.

⁷⁰⁵ *Rapport mensuel*, Jean Wartel, mars 1968, SHD, 14S534*.

⁷⁰⁶ *Vente d'armements au Brésil*, Note pour l'ambassadeur de France au Brésil, avril 1970, AMAE, carton 136.

⁷⁰⁷ *Rapport mensuel*, Jean Wartel, 30 avril 1968, SHD, 14S534*.

Toujours sur ses gardes quant aux hésitations brésiliennes, le colonel Wartel insiste sur les difficultés à conclure l'affaire tant que Washington n'est pas dans l'impossibilité de vendre d'armes au Brésil. Les craintes de l'attaché militaire ne sont pas infondées car le Brésil manifeste depuis 1967 l'intention d'acheter des avions de chasse supersoniques et lance un appel d'offres, auquel répondent les États-Uniens avec leur F-5, les Britanniques avec le Lightning, et les Français avec le Mirage. Le président Johnson écrit alors au président Costa e Silva (1967-1969) en arguant que la vente des F-5 aurait des grandes répercussions aux États-Unis et en Amérique latine et demande un ajournement de l'affaire. Malgré les promesses d'achat, J. Wartel observe que la concurrence avec Washington et Londres ne faiblit pas :

Lors de la réunion de la Commission Mixte franco-brésilienne, les délégués brésiliens avaient déclaré que leur pays n'avait pas encore acheté l'avion américain T-37, qu'il s'intéressait toujours au Fouga-Magister et qu'en conséquence, il importait que nous lui fassions d'urgence de nouvelles propositions. Cela était en contradiction absolue avec tous les renseignements que nous avions pu recueillir sur place.

Le Ministre de l'Aéronautique comptait sur l'avion F-5 pour équiper une partie des unités de chasse de la FAB mais, il y a très peu de temps, les Américains lui ont fait savoir que cette cession ne pourrait avoir lieu. C'est alors que son intérêt s'est reporté sur le Mirage et qu'il nous a demandé des précisions concernant les délais dans lesquels il pourrait être livré. Il est hors de doute que le Mirage ne sera finalement retenu que si les Américains maintiennent leur refus de céder le F-5, mais ses chances paraissent sérieuses pour le moment⁷⁰⁸.

La concurrence entre industriels français et britanniques stimule les négociations et conduit progressivement sinon à une baisse des prix du moins à l'adoption d'une solution acceptable par le gouvernement brésilien. Le Secrétaire général avertit : « compte tenu des conditions particulièrement favorables de crédit consenties pour les Mirages et de l'ampleur des commandes que les Brésiliens envisagent de nous passer, une certaine prudence s'impose sur le plan de nos engagements financiers⁷⁰⁹ ». La négociation entre les Brésiliens et les Britanniques se trouve dans l'impasse en raison de la quantité d'appareils commandés. Le gouvernement brésilien renonce à poursuivre les négociations pour l'achat des Lightnings et décide de négocier immédiatement l'achat des appareils français⁷¹⁰. La balance penche alors en faveur du Mirage. La proposition française semble imbattable : 16 Mirage, d'un montant total de 45 millions de dollars, livrables dans un délai de 14 mois, avec un paiement échelonné sur 10 ans à un taux d'intérêt de 6,85%. L'affaire s'accélère lors de la visite à Paris du ministre des Finances brésilien,

⁷⁰⁸ *Rapport mensuel*, Jean Wartel, février 1967, SHD, 14S534*.

⁷⁰⁹ *Vente d'armements au Brésil*, Daniel Jurgensen, avril 1970, AMAE, carton 136.

⁷¹⁰ *Ibid.*

Antônio Delfim Neto. Seuls les exemplaires disponibles en 1967 sont destinés à l'armée de l'air israélienne. L'attaché militaire insiste auprès du Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et obtient le blocage des ventes à Israël⁷¹¹.

Les Mirage ont enfin volé au Brésil ! 2500 mètres de piste sont réalisées sur les 3600 prévues. Une seule barrière est installée. Tous les équipements sont très sommaires. Mais les avions volent et tous les journaux se sont unanimement extasiés. Il est même possible de voir surgir un sentiment ultranationaliste du genre *Brésil ueber alles*, qui permet de comparer la puissance aérienne du Brésil avec celle de l'Argentine.

Aux échelons très supérieurs, on est resté au Gloster Meteor et l'on ignore les problèmes créés par un avion beaucoup plus compliqué. Aux échelons exécutants on est plus inquiet de voir que l'infrastructure ne suit pas, que le Commandement pousse, par publicité, sans prendre toutes les garanties de sécurité⁷¹².

Brésil ueber alles ou « Brésil avant tout » traduit la politique expansionniste et agressive du gouvernement Médici (1969-1974) en Amérique latine. L'aviation de chasse est un des instruments de la puissance brésilienne et celle-ci se mesure par rapport à la puissance argentine.

La crainte d'une menace venant de l'Argentine a conduit le Brésil à acheter nos Mirage en 1973. Sans doute le président Perón donne-t-il quelques gages de sérieux et de sagesse. Pourtant un important dispositif militaire est en place face aux frontières du Sud. Après la mort du Président Argentin, en juillet 1975 la IIIe armée sera renforcée d'une centaine de chars américains⁷¹³.

Les relations bilatérales atteignent leur apogée pendant ces années. L'attaché militaire français n'est certes pas un courtier de Thomson-CSF ni un marchand d'armes au service de Brandt ou du groupe Schneider. Ses relations avec les grandes maisons françaises sont notoires. Nombre d'attachés passent directement au service des patrons de l'industrie d'armement au terme de leur carrière militaire. Dans tous les cas, les diplomates français considèrent la présence de matériels français dans les forces armées latino-américaines comme une victoire nationale. Ils manifestent leur fierté à informer leur hiérarchie sur l'usage des armes françaises dans des opérations militaires.

Dans son rapport de fin de mission, J.-L. Guillot notait :

Avec les agents locaux des firmes travaillant pour les matériels d'armement, dans la plupart des cas ces Agents sont brésiliens, étrangers ou français depuis longtemps expatriés. Le moins qui en soit à dire sur le sujet est que les Attachés doivent rester constamment, à leur égard, sur la

⁷¹¹ Carlos Fico, *O Grande iramão*, op. cit, p. 255.

⁷¹² *Rapport mensuel*, Jean-Louis Guillot, avril 1973, SHD, 14S534*.

⁷¹³ *Rapport de fin de mission* (4 novembre 1973-6 novembre 1975), Paul Aussaresses, SHD, 14S535*.

réserve et même sur leurs gardes. Les bénéficiaires à ramasser n'ont pour cette catégorie ni odeur ni couleur et le seul critère est celui de l'intérêt. Beaucoup de ces Agents travaillent d'ailleurs pour des firmes ou Gouvernements étrangers directement concurrents de nos intérêts propres. Mais ils se vantent d'avoir le bras long auprès des lobbies des armements et, sans doute, ils l'ont. Nous apprécions d'autant plus alors l'armure de l'uniforme et quant à nous nous sommes partis de l'idée qu'il fallait utiliser cette catégorie et non l'inverse.

Mais ceci entraîne à la considération qu'il doit exister une éthique de l'Attaché militaire laquelle, pour une bonne exécution de sa mission, ne doit pas, en aucun cas ou presque, l'amener à descendre de sa personne dans l'arène du commerce d'armements dans leurs significations mercantiles⁷¹⁴.

Contrairement aux courtiers des industries d'armement, l'attaché militaire se situe en amont, auprès des décideurs. Il ne s'agit pas de réaliser le travail d'un marchand d'armes ni de « descendre de sa personne dans l'arène du commerce d'armements ». Pour ces questions considérées avec mépris par le colonel Guillot, il existe des représentants locaux installés dans les principales villes industrielles. L'accentuation du caractère dégradant de l'activité marchande révèle un trait essentiel des attachés militaires : l'argent n'est pas leur métier. Ils s'occupent de mettre en relation les différents intéressés, d'expliquer l'utilité des armes et de susciter l'intérêt des fabricants français. Côte à côte avec les services commerciaux des industries d'armement, les attachés militaires planifient les rencontres au niveau du commandement. L'argent est sale, mais la guerre ne l'est pas.

Dès les années du *miracle brésilien* (1969-1974), les projets de renouvellement de l'arsenal de guerre deviennent une réalité. Avec d'importants achats de matériel aéronautique, terrestre et les premières sorties d'usine de blindés légers et de fusils mitrailleurs, le gouvernement brésilien se dote d'une puissante force armée. D'un autre côté, les négociations avec les Brésiliens tournent à la faveur des Français qui réussissent alors la vente de l'avion de chasse Mirage 3.

D'un autre côté, le budget dont disposent les Forces Armées ne permet pas de renouveler amplement le matériel militaire, son inconstance rend difficile les prévisions et la signature d'accords d'échanges militaires. C'est d'ailleurs le principal problème rencontré par l'armée française. Nul ne doute que la situation change dans les années 1960 et que le « miracle brésilien » permet au gouvernement d'investir lourdement dans la rénovation de l'armement⁷¹⁵.

Dès la conclusion des affaires entre le Brésil et la France, grâce au retrait des États-Unis du marché brésilien, les relations bilatérales s'intensifient. L'aide militaire française se consolide. L'ambassadeur de France note les bonnes relations existant entre les représentants français et les militaires brésiliens ainsi que les résultats fructueux obtenus dans la promotion des matériels

⁷¹⁴ *Rapport de fin de mission de l'AF4*, Jean-Louis Guillot, septembre 1973, SHD, 14S535*.

⁷¹⁵ *Rapport de fin de mission...*, Paul Aussaresses, SHD, 14S535*.

français. Néanmoins, le colonel Aussaresses s'interroge : « la France est-elle appelée à jouer un rôle dans le développement des matériels militaires brésiliens ? Une partie de l'opinion militaire le souhaite. Mais il est peu probable que la concurrence de Washington s'atténue⁷¹⁶. »

Entre 1972 et 1973, la coopération industrielle s'étend enfin à l'aéronautique militaire, par la vente des Mirage III, des Breguet Atlantic et de deux exemplaires d'Airbus. Le projet de vente d'hélicoptères n'aboutit pas à cause des difficultés françaises à accepter le marché de compensation proposé par le gouvernement Médici. Néanmoins, la Commission de coopération économique franco-brésilienne, dont la deuxième réunion n'a lieu que huit ans après la première, se calque sur le modèle de la Commission germano-brésilienne, comprenant des fonctionnaires et des représentants du secteur privé. Sa mise sur pied vise à mieux orienter les relations économiques avec le Brésil.

Comme le reconnaît Daniel Jurgensen, directeur Amérique au Quai d'Orsay :

Pour éviter un tête-à-tête avec un allié trop puissant, le Brésil cherche à resserrer ses relations avec d'autres pays, dont le nôtre. Mais la France ne peut jouer un tel rôle si elle est réduite à ses seules ressources. M. Féquant suggère que les possibilités de coopération franco-allemande en Amérique latine soient examinées de façon régulière comme c'est le cas pour l'Afrique. Favorable à cette proposition, l'ambassadeur souligne que les bénéfices que nous pourrions retirer de notre action au Brésil sont plus que proportionnés à l'importance relative de l'effort accompli, en raison des liens tant culturels qu'affectifs existant entre les deux pays⁷¹⁷.

Les relations économiques entre les deux pays sont donc difficiles. Daniel Jurgensen, dans ses instructions pour François de Laboulaye, son ambassadeur arrivé au Brésil le 13 décembre 1968, explique que l'attitude française doit être empreinte de prudence. Il fait alors allusion à l'ensemble des affaires traitées par les deux pays. Sur le plan intérieur, la relation entre l'attaché militaire et les officiers brésiliens se resserre et le mouvement commencé par Pierre Lallart se renforce. De plus en plus, les questions militaires, en particulier les relations avec les dirigeants militaires du Brésil, prennent une place importante dans la conclusion des grandes questions franco-brésiennes. Des bonnes relations dépendent les bonnes affaires. L'opacité du régime brésilien, où jour après jour le secret entoure un nombre plus grand d'affaires, oblige les diplomates français à nouer des contacts sur place. Par ailleurs, la dispute entre les factions militaires rivales, pour les postes de décision, provoque le changement régulier des détenteurs des portefeuilles importants. Ainsi, concernant la question des échanges nucléaires, le dialogue est souvent brouillé par la difficulté brésilienne à établir une ligne de conduite cohérente avec ses

⁷¹⁶ *Rapport mensuel*, Paul Aussaresses, décembre 1973, SHD, 14S534*.

⁷¹⁷ *Réunion de travail sur le Brésil*, 12 mars 1970, AMAE, carton 114.

finalités et ses possibilités. Mais il faut aussi souligner les contradictions françaises : alors que Paris veut commercialiser ses filières de production gaz-graphite, le gouvernement de Georges Pompidou change d'orientation.

Si Valéry Giscard d'Estaing autorise le prêt de 50 millions de francs, pour favoriser la participation française au projet de développement de la sidérurgie brésilienne, en particulier la Cosipa, l'Usiminas et l'Acesita, il ne peut continuer d'insister sur l'intérêt d'une coopération nucléaire franco-brésilienne. Entamés en 1959, la négociation des accords de coopération nucléaire sont signés en 1963 et se poursuivent sans arrêt pendant toutes les années 60. Dans ce cadre, la coopération scientifique franco-brésilienne se base en partie sur le développement de la filière nucléaire, avec la formation de techniciens, la création de laboratoires de recherche, le transfert de technologies. Deux événements interviennent contre la poursuite de cette coopération : la France abandonne la filière graphite-gaz, qu'elle veut commercialiser au Brésil ; puis, le nouveau ministre de l'énergie nucléaire brésilien juge inappropriée l'attitude de Paris et fait pression à l'intérieur du gouvernement pour changer d'orientation, en abandonnant la filière de l'uranium enrichi, afin de maîtriser tout le processus de fabrication du matériel sur place. Pour Daniel Jurgensen le retournement brésilien est à rapprocher des deux faits car le nouveau ministre n'entend pas suivre une voie que la France a dû abandonner⁷¹⁸.

À partir du milieu des années 60, les diplomaties française et brésilienne donnent des signes de changement par rapport à l'alignement sur Washington. En ce sens, la guerre froide ne représente plus l'idéologie dominante chez les diplomates qui reconnaissent l'affaiblissement du pouvoir de dissuasion des deux super-puissances⁷¹⁹. L'heure est à l'affirmation des intérêts nationaux. Ceux-ci priment sur les alliances idéologiques. La nouvelle perception de l'équilibre des pouvoirs dans la guerre froide conduit la France à s'investir davantage en Amérique du Sud et au Brésil à regarder plus souvent vers la France.

Le gouvernement brésilien a pris une position plus réservée vis-à-vis des problèmes intéressant l'Amérique du Sud et seul s'est affirmé son désir d'un rapprochement assez étroit avec l'Argentine sans aller jusqu'à la création de l'axe Brasília-Buenos Aires⁷²⁰. Avec la France, les rapports ont été très loin d'atteindre le niveau que l'escomptait l'attaché militaire au lendemain de la *révolution*. Cela par souci de la France d'éviter toute compromission hâtive avec la politique de son partenaire.

⁷¹⁸ *Ibid.*

⁷¹⁹ Williams da Silva Gonçalves, Shiguenoli Miyamoto, « Os militares na política externa brasileira : 1964-1984 », *Estudos Históricos*, Rio de Janeiro, vol.6, n. 12, 1993, p. 211-246.

⁷²⁰ Amado Luiz Cervo, Clodoaldo Bueno, *História da política exterior do Brasil*, *op. cit.*, p. 378.

Les relations internationales sont planifiées en fonction des bénéfices concrets qu'elles procurent aux objectifs nationaux. Même si, en chiffres absolus, les relations avec les États-Unis demeurent importantes, elles diminuent par rapport à la période précédente. Cependant, l'apport français est modeste en termes de commerce, de bien d'équipement. Au lendemain de l'entrée en fonction de l'aile la plus nationaliste des officiers de l'armée de terre, la France révises ses priorités au Brésil. La diplomatie française essaie ainsi de trouver des appuis au sein du gouvernement brésilien en évitant de traiter publiquement les questions de la répression et de l'épuration politique. Si elle ne peut concourir au développement des exportations brésiliennes, elle peut néanmoins contribuer militairement, en envoyant des techniciens spécialistes des renseignements.

Chapitre 9 : La bataille du Brésil

La période des gouvernements dictatoriaux (1968-1978) marque un fort contraste avec les précédentes car l'attaché militaire est alors omnipotent. Les contraintes politiques pèsent sur la circulation des informations, pendant les périodes de plus forte répression et provoque le cloisonnement des informations. Comme le suggère le colonel Guillot, à Rio ou à São Paulo, il peut accompagner le déroulement des opérations contre-guérilla. Après le transfert vers Brasília, en 1973, qui conduit à la mise à l'écart des réseaux français, l'attaché militaire collabore étroitement avec le SNI. Il ne participe pas à la collecte d'informations avec les Brésiliens. Pourtant, il contribue à planifier les opérations au niveau le plus élevé. Il met en contact les dirigeants militaires avec les industriels français de l'armement. Un indice de ce degré de collaboration est la quantité et la qualité des informations sur les opérations de contre-guérilla.

En quoi l'attitude de l'ambassade de France, pendant les années de plomb, influence-t-elle directement la politique de la France envers le Brésil ? Autrement dit les diplomates français sont-ils pris en otage par leurs propres services de propagande ?

Paris avait établi une relation de confiance avec l'ancien gouvernement ; d'ailleurs, Pierre Lallart entretient des relations étroites avec les dirigeants brésiliens, en particulier avec les hommes du service d'information. Il a ainsi inauguré une période nouvelle dans les relations bilatérales, un retour vers la complicité, en quelque sorte, similaire à la mission Gamelin des années 20. Cette période se termine brusquement, en 1966, lorsque David Andreazza se rapproche du nouvel attaché militaire, Jean Wartel. Les relations franco-brésiliennes sont gelées jusqu'au départ d'Ernesto Geisel qui évite les relations avec les hommes de Costa e Silva. Comme le reconnaît Wartel, l'entrée en fonctions de Costa e Silva modifie considérablement la donne puisque le rapprochement reprend et, cette fois, les relations se renforcent considérablement. Lorsque Costa e Silva entre en fonction, il incarne le parti nationaliste. S'il en faut une preuve, ce dernier reçoit des mains de Jaime Portela, chef de la Maison militaire du Président, l'ordre de bataille des forces armées après les réformes entreprises par Castelo Branco, afin d'examiner la capacité à faire face aux menaces révolutionnaires.

L'attitude de confiance traduit donc la reconnaissance des militaires brésiliens envers leurs homologues français. De fait, nous verrons que les réformes de l'armée de terre entreprises pendant les premières années du gouvernement militaire et notamment entre 1968 et 1969 sont la consécration de la doctrine de la guerre révolutionnaire proposée par l'armée française. Entre l'apprentissage théorique et l'application pratique, un fossé sépare les Brésiliens des Français. Dès lors se prépare la période la plus sombre de la dictature brésilienne, durant laquelle les forces

armées s'emparent directement des fonctions policières et étendent leur pouvoir sur le Législatif et sur le Judiciaire.

Il est impossible de parler, comme pour l'Argentine, d'une unique bataille des militaires pour conquérir le pouvoir : c'est en plusieurs étapes que la guerre contre-insurrectionnelle se met en œuvre au Brésil. À l'instar de la maxime de Che Guevara à propos de l'Amérique latine, « un, deux, trois Vietnams », les militaires brésiliens vont appliquer « une, deux, trois batailles d'Alger ». Les attachés militaires français participent pleinement à l'adaptation de leur modèle.

« Une révolution à deux détente »

L'attaché militaire Pierre Lallart utilise cette expression métaphorique en 1965 pour illustrer l'effet de la répression qui s'opère en deux temps successifs. Même s'il l'emploie pour qualifier la période initiale de la dictature, au lendemain de la promulgation du deuxième Acte institutionnel et du renforcement du pouvoir exécutif, cette métaphore peut s'appliquer aussi bien à d'autres moments caractérisés par le durcissement de l'appareil répressif.

Les diplomates français sont très attentifs à l'évolution politique du Brésil. Ils en attendent d'importants changements, en particulier au niveau économique, avec l'essor du commerce bilatéral alors très déficitaire. En ce sens, de nombreux documents contemporains montrent la préoccupation des ambassadeurs et des attachés militaires français quant aux répercussions sur la scène internationale du raidissement du régime brésilien : dans quelle mesure les investisseurs français risquent-ils de fuir le Brésil, dans l'hypothèse où le gouvernement transformerait en une dictature nationaliste ?

La *révolution brésilienne* connaît trois phases bien distinctes : la première se caractérise par une stratégie de sécurité intérieure préventive. La seconde voit les efforts du régime concentrés sur la répression. La troisième correspond au relâchement progressif de cette répression. L'ampleur de l'épuration politique et la place des militaires dans l'appareil répressif dépendent des hommes aux postes de commandement. La perspective chronologique qui permet d'analyser la persécution, policière comme judiciaire, est mise en évidence pour la première fois par l'avocat des prisonniers politiques, Heleno Fragoso, dans son livre *Advocacia da Liberdade*, publié en 1984. La première phase s'étend de 1964 à 1968, soit du premier au cinquième Acte institutionnel ; la deuxième période est postérieure au cinquième Acte institutionnel et jusqu'à sa révocation, en 1979 ; enfin,

la troisième correspond aux années 1979 à 1985, pendant lesquelles la loi sur la Sécurité nationale reste en vigueur⁷²¹.

Malgré l'approche de Fragoso qui distingue différents degrés d'intensité dans la répression, il est important de noter que cette répression est présente pendant toute la période. En effet, les organismes créés en 1969 – le Détachement d'opérations intérieures (DOI – *Destacamento de Operações Internas*) et le Centre d'opérations de défense intérieure (CODI – *Centro de Operações de Defesa Interna em particular*) – restent en activité jusqu'à la promulgation de la nouvelle constitution, en 1988. Il existe donc des limites à cette division chronologique même si elle présente l'avantage de distinguer les périodes de plus ou moins grande autonomie entre le pouvoir judiciaire et l'exécutif. D'ailleurs, cette chronologie des actes institutionnels limite l'analyse à la législation d'exception. Par conséquent, elle néglige un élément crucial, la constitution de 1967, la plus autoritaire de toute l'histoire du Brésil républicain, qui n'est révoquée qu'en 1988. C'est pourquoi nous proposons d'observer la mise en place du dispositif du Défense intérieure du territoire (DIT), pour mieux comprendre l'adaptation des technologies politiques françaises aux nouveaux impératifs de la défense brésilienne. Ainsi, la prévention et la répression surgissent-elles comme les deux faces d'un système de sécurité intérieure qui se prolonge jusqu'à aujourd'hui dans la police et les forces armées.

La première détente, pour reprendre l'expression de Pierre Lallart, se produit entre 1964 et 1967, c'est-à-dire à partir du premier Acte institutionnel et jusqu'à la promulgation de la Constitution. Cette phase, qui correspond au gouvernement Castelo Branco, résulte surtout de l'action du général Ernesto Geisel. Dès les premiers mois, après le coup d'État du 31 mars 1964, la répression sévit dans la société brésilienne par la mise en place de lois d'exception. Après quelques années, elles aboutissent à une constitution renforçant le pouvoir exécutif. Progressivement, la *révolution* s'institutionnalise grâce à une activité législative intense créant le véritable appareil répressif qui domine la politique intérieure et extérieure. Si, avant 1969, l'armée ne détient ni les pouvoirs de police ni la primauté sur l'ensemble des activités politiques et sociales, elle n'envisage pas moins de renforcer son ascendant sur la défense intérieure du territoire. La marche vers la dictature s'accompagne de la *légalisation* des activités policières de l'armée, qui s'étend et renforce l'autorité des officiers de l'armée de terre dans les opérations de police. Cependant, la mise en œuvre de la guerre intérieure n'est ni uniforme ni continue.

En matière politique, le gouvernement Castelo Branco (1964-1967) est particulièrement marqué par la suspension des droits constitutionnels et par le renforcement du pouvoir exécutif

⁷²¹ Angela Moreira Domingues da Silva, « Ditadura militar justiça castrense no Brasil: espaço de legitimação política de contradições (1964-1985) », *Revista Militares política*, Rio de Janeiro, Universidade Federal do Rio de Janeiro, n°5, 2009 (<http://www.lemp.historia.ufrj.br/revista/index.html>).

puisqu'il fait voter de nouveaux textes de lois sans toucher directement à la Constitution. Le début de la centralisation politique et administrative accélère certaines prises de décision. Dorénavant, le président et son cabinet étendent leurs prérogatives : ils administrent directement les affaires stratégiques sans en référer au ministère normalement impliqué. De plus, la suprématie des courants conservateurs est assurée par la nomination d'hommes de confiance à des postes-clés, notamment au Conseil de sécurité nationale (CSN).

La réforme du CSN est une des plus importantes mesures dans l'application de la guerre révolutionnaire au Brésil car elle précède une série de réformes et de textes de lois dont le but est de créer l'appareil préventif et répressif. Chargé de réfléchir en amont à la préparation du Brésil à la guerre, le CSN est l'objet de plusieurs réformes qui définissent sa place centrale dans le système national de sécurité. En septembre 1964, dès les premiers mois du mandat de Castelo Branco, les compétences du Conseil sont élargies afin d'embrasser un plus grand nombre de questions concernées par le nouveau concept de défense nationale. Outre les habituelles fonctions consultatives, concernant les choix d'implantation et du type d'industries stratégiques à favoriser et l'examen des problèmes de sécurité nationale, le CSN est chargé des fonctions de planification pour mettre en œuvre la politique nationale de sécurité. Ainsi, il doit orienter la recherche d'informations politiques et industrielles dont sont chargés les services de renseignement : il organise la recherche intérieure aussi bien qu'extérieure. En 1967, grâce à la nouvelle loi sur la sécurité nationale mais aussi à la promulgation d'une constitution fédérale, le CSN devient le principal organisme de conduite de cette politique dont l'objectif est de combattre l'ennemi intérieur. Ses prérogatives sont alors comparables à celle d'un ministère. Et, en 1968, sous Costa e Silva, des prérogatives de super-ministère lui sont conférées, à la fois exécutives et consultatives. Les militaires y détiennent une nette majorité sur les ministres civils, avec 15 voix sur 25.

Par le cumul des fonctions de chef du cabinet militaire de la présidence, de directeur du CSN et de la commission d'études, Geisel a une connaissance fine de l'ensemble des dossiers relatifs à la politique de sécurité nationale. Il est l'homme clé du régime. Même si ses décisions sont directement subordonnées au président de la République, son pouvoir est très étendu. Il doit stimuler et accompagner toutes les activités liées à la sécurité nationale mais aussi étudier, discuter et orienter les décisions du Président relatives à la politique de sécurité. Les autorités civiles dépendent de cet organisme avec lequel elles préparent la défense intérieure du territoire.

Au sein du CSN, la commission d'études tient un rôle central car elle met en relation la politique de sécurité et de défense avec l'installation d'industries appropriées. Dirigée par le Secrétaire général du CSN, le général Ernesto Geisel, entre 1964 et 1967, puis le général Jaime Portela, entre 1967 et 1969, la commission comprend le Secrétaire général de la république, les

chefs d'état-major des forces armées, les directeurs des sections de Sécurité des ministères civils ainsi que les chefs d'état-major de chaque arme. Le général Geisel connaît une ascension politique fulgurante, comme nombre de ses collaborateurs au Conseil de sécurité nationale ou au SNI, avec lesquels il collabore étroitement. Dix ans après son entrée au gouvernement, comme chef de cabinet de la Présidence, il accédera à la magistrature suprême.

Le CSN se consacre alors au changement d'orientation de la stratégie de défense nationale. C'est un véritable repli sur soi qui ne va pas sans rappeler la politique de défense française pendant la guerre d'Algérie : la principale préoccupation du Conseil de sécurité nationale consiste à réorganiser la défense intérieure du territoire en donnant une place de premier plan à l'action préventive et répressive de l'armée. Les forces armées abandonnent la stratégie de contention face à la menace argentine, pour recentrer leur axe principal vers la région Sud-Est, c'est-à-dire, Rio de Janeiro et São Paulo. En même temps, l'armée de terre renforce sa présence dans le Nord-Est, le Nord-Ouest et le Nord. C'est ainsi que les effectifs militaires se déplacent du Sud vers le Nord : les effectifs de la I^{ère} Armée, à Rio de Janeiro et de la IV^e Armée, à Recife, sont renforcés par rapport aux autres régions militaires, tandis que le noyau de division blindée, stationnée à Rio Grande do Sul, est déplacé vers le Mato Grosso, près de la frontière bolivienne. Enfin, la création du Commandement militaire de l'Amazonie, à Belém, étend la présence militaire à des régions jusqu'alors négligées par le pouvoir fédéral. La réorganisation des grandes unités militaires suit la logique d'intégration du territoire, de sécurisation des frontières amazoniennes et de défense intérieure, dans un mouvement inédit de déplacement du centre de gravité des forces armées brésiliennes.

La politique de défense préconisée par le CSN est l'œuvre de son Secrétaire général, Ernesto Geisel. Officier artilleur d'origine allemande, acteur de premier plan du putsch d'avril 1964 et homme de confiance du président Castelo Branco, il est nommé chef du cabinet militaire, avec pour mission d'établir les bases du nouveau régime. Il s'appuie en partie sur la conclusion des débats entre les officiers à l'ESG de Rio de Janeiro, inspirée de la défense nationale française. Comme ailleurs en Amérique latine⁷²², les écoles et les établissements militaires brésiliens développent amplement le concept de la DIT, durant la guerre d'Algérie, car il représente une des principales technologies de la doctrine de la guerre révolutionnaire, directement liée à la sécurité intérieure. Peut-on attribuer l'occurrence de ces concepts, dans les débats internes à l'ESG de Rio, à la présence de stagiaires brésiliens dans les écoles militaires françaises ? Qu'en est-il de la contribution de l'attaché militaire français, le colonel Lallart, spécialiste des missions de maintien de l'ordre en Algérie ? Si nous ne pouvons pas affirmer qu'il contribue à la formulation du

⁷²² L'application du plan Conintes est un exemple d'usage de la Défense intérieure du territoire en Argentine, d'ailleurs, tout le Proceso de Renovación Nacional est une expérience de guerre contre-insurrectionnelle.

nouveau concept de défense brésilien, il n'en reste pas moins qu'immédiatement après le putsch d'avril 1964, la défense intérieure du territoire s'impose comme l'idée force des études de conjoncture, associée au concept de guerre interne.

La réforme de la défense nationale constitue un des principaux instruments d'adaptation de l'armée brésilienne à la guerre révolutionnaire, par l'introduction de la notion de défense intérieure du territoire. Ainsi, en juillet 1964, au lendemain de la création du SNI, le lieutenant-colonel Mário David Andreazza, ancien membre du SFICI, directeur de la Division des affaires doctrinales à l'ESG de Rio, démontre l'importance de la DIT, dans le nouveau dispositif de défense du CSN. L'attachement de la DIT à la notion d'État de siège permet d'établir un lien direct avec la Constitution de 1967 mais, surtout avec la constitution de la V^e République française :

Dans les cas de commotion intestine grave, avec les caractéristiques de Guerre Civile, la Constitution fédérale admet, pour la mise en place de l'État de siège, l'établissement de Zones d'opérations, sous la juridiction et la législation militaires : ces régions sont alors considérées comme de véritables théâtres d'opérations. Les directives de planification de la sécurité intérieure, élaborées par le Secrétaire général du CSN s'adressent, particulièrement, au ministère de la Justice et à l'état-major des forces armées, les organismes directeurs. Ils ont la finalité d'établir les normes pour les actions préventives et répressives à mettre en place dans les situations de perturbation de l'ordre interne. Ces directives doivent contenir les éléments d'orientation pour l'action psychologique⁷²³.

En temps de paix, l'État de siège désigne le régime spécial promulgué par les pouvoirs publics et donnant des pouvoirs renforcés à l'autorité militaire en cas de trouble ou d'insurrection. Selon le général de Gaulle, comme il l'écrit dans ses mémoires, « dans le cas de péril grave, extérieur ou intérieur, la proclamation de l'état de siège peut donner à l'autorité militaire les pouvoirs les plus étendus⁷²⁴ ». Le dispositif de la défense intérieure du territoire est constitué d'un ensemble de normes promulguées par le premier gouvernement de la révolution. De caractère public, ce dispositif encadre formellement les fonctions préventives et répressives des forces armées et se place obstinément au-dessus de la Constitution. Il crée un vide légal qui permet l'élaboration de normes secrètes, à caractère militaire et policier, relatives aux procédures de lutte contre l'ennemi subversif. Ces normes définissent les impératifs opérationnels propres à l'État d'exception et le dispositif clandestin en préparation. En principe, elles doivent répondre aux pratiques terroristes. Pourtant, en pratique il n'en est rien. Elles s'appuient sur une logique d'efficacité et sur les normes spécifiques aux groupes de choc mobilisés lors de la *bataille d'Alger*.

⁷²³ *Segurança interna*, David Andreazza,, Divisão de assuntos doutrinários de coordenação, 1964, ESG, C0764.

⁷²⁴ Charles de Gaulle,, *Mémoires de guerre. L'Appel (1940-1942)*, Paris, Plon, 1954, p. 670.

Pourtant, ces lois ne se basent pas directement sur l'expérience française mais d'abord sur la codification et l'enseignement en « retour d'expérience » tant en Argentine, depuis 1957, qu'aux États-Unis, dès 1961⁷²⁵.

Plus la menace des mouvements de contestation de l'ordre est forte, plus grande est l'extension de l'espace où les militaires s'approprient les fonctions policières. Le territoire national peut ainsi devenir un vaste champ d'opérations militaires, où le représentant élu n'a pas sa place. Pourtant, les problèmes soulevés par le lieutenant-colonel Andreazza ne sont pas d'ordre logistique mais policier lorsqu'il soutient que « le véritable problème de la défense nationale réside dans la mobilisation quasi instantanée de forces capables d'assurer la sécurité du territoire⁷²⁶ ». Il s'agit d'un appel, à l'intérieur de l'ESG de Rio, pour la création des groupes de choc et des compagnies de chasseurs. De plus, le nouveau dispositif réclamé par David Andreazza peut s'adapter facilement à une direction unique pour permettre l'utilisation de différents moyens d'action guidés par un souci d'efficacité. Grâce à l'excellence du renseignement, les militaires seraient capables de prendre l'initiative de l'offensive. Ils peuvent dès lors prévenir et réprimer, c'est-à-dire jouer le rôle jusqu'alors dévolu aux forces de police. Selon le général Geisel, la prédominance des militaires au sein des organismes comme le SNI et le CSN est une conséquence naturelle de la *révolution*. Elle renforce l'autorité du chef de l'État et garantit son contrôle sur la politique nationale de sécurité et de défense. En ce sens, Ernesto Geisel crée les instruments politiques pour réunir les officiers autour du chef de l'État ou mettre à l'écart ceux tenus comme trop dangereux pour leur radicalisme. Nous pouvons ainsi penser qu'il s'agissait d'éviter l'ascension de militaires proches de l'*integralismo*, c'est-à-dire la version brésilienne des fascismes européens.

La recherche d'informations se trouve donc au cœur du système dès juin 1964, à travers la création du SNI. Sa place centrale se renforce après 1968 ; il oriente alors toutes les opérations répressives. De plus, les mesures prises pour instituer des forces spéciales créent les instruments de la défense intérieure du territoire : le Centre d'opérations en forêt et l'École d'informations. Les groupes de choc ainsi créés, autonomes et entraînés pour les missions les plus dangereuses, exécutent les objectifs déterminés par le CSN et le SNI. D'un côté, le service de renseignement collecte, exploite et crée des informations pour orienter les prises de décision de l'Exécutif et du Judiciaire et, de l'autre, le service action agit immédiatement pour neutraliser les ennemis du régime. À l'instar des forces spéciales françaises, les militaires dominent les dispositifs de prévention et de répression. C'est uniquement après la création de l'école d'informations, en

⁷²⁵ Gabriel Périès, « La structure normative des doctrines militaires contre-insurrectionnelles au regard de l'exceptionnalité en France et en Argentine pendant la guerre froide », communication présentée au colloque *Militaires et politique dans une perspective comparatiste*, EHESS, Paris, 13-15 mai 2008.

⁷²⁶ *Segurança interna*, *op. cit.*

1972, que les militaires partagent leurs tâches avec des civils, insufflant ainsi l'esprit de corps parmi les membres de la communauté d'informations.

L'observation de l'évolution des dépenses dans les services de renseignement entre 1967 et 1969 montre une hausse de 49,5%, tandis que la hausse générale des dépenses militaires ne s'élève qu'à 30% environ. La recherche de renseignements est élevée au rang des premières préoccupations du gouvernement militaire. L'infiltration, la délation et la torture sont des méthodes universellement utilisées pour saper le moral de l'ennemi. Le point central de la guerre révolutionnaire est le contrôle des populations ; sans un encadrement rigide et sévère, il est en effet impossible de lutter contre l'ennemi intérieur.

Preuve de l'adaptation de l'armée brésilienne aux méthodes françaises, les services de renseignement sont au cœur de la guerre que les officiers brésiliens les plus exaltés entendent mener dans tout le Brésil. Le gouvernement Castelo Branco crée le SNI qui repose sur un projet de loi entièrement écrit par le général Golberi do Couto e Silva, nommé son premier commandant. Contrairement au SFICI, dépendant du Conseil national de sécurité, le SNI n'est responsable que devant le président de la République. Il appuie l'action des forces armées sur le territoire national et renforce considérablement l'autorité du chef de l'État.

L'attaché militaire informe Pierre Messmer de la création de ce nouvel organisme centralisateur et de nombreux services de renseignements déjà existants dans chaque force. Le recyclage de certaines des figures les plus importantes des réseaux anti-communistes avant le coup d'État représente une étape fondamentale de l'extension du pouvoir révolutionnaire à un nombre jour après jour plus important de collaborateurs⁷²⁷. Les courants les plus radicaux forment alors la première base du service d'informations mais la réticence à intégrer les militaires les plus exaltés conduit à la création d'une école spécialisée de formation des cadres qui dirigent le service national d'information. Plus tard, la ligne dure militaire qui ne s'exprimait qu'en tant que groupe de pression s'identifie à un véritable système de sécurité⁷²⁸.

La situation politique intérieure commence à se dégrader sérieusement à partir de 1965, à cause de la profusion de complots d'extrême droite ourdis contre le chef de l'État et en raison des intrigues du cercle de colonels des Enquêtes militaires de police (IPM – *Inquérito policiais militares*), toujours plus avides d'une épuration politique en profondeur. En même temps que les réelles conspirations contre le gouvernement – comme le complot fomenté par trente guérilleros qui revendiquent l'autorité de l'ex-gouverneur Leonel Brizola – le régime fait face à des menaces imaginaires, uniquement basées sur des rumeurs. L'ambiance d'insécurité est ainsi entretenue par les officiers de la ligne dure mais aussi par le SNI lui-même. Comme le signale Paul Katz, consul

⁷²⁷ *La Révolution brésilienne...*, op. cit.

⁷²⁸ Carlos Fico, *Como eles agiam...*, op. cit., p. 56.

de France à Porto Alegre, à Pierre Sébilleau, ambassadeur, en mai 1965 : « le Gouvernement de l'État et les militaires se plaisent à entretenir une atmosphère d'insécurité afin de mieux pouvoir intervenir à tous moments et grossir ainsi le rôle glorieux qu'ils jouent dans la défense du nouveau régime⁷²⁹ ». Ces moments d'insurrections avortées ou de soulèvement militaire précipité sont autant d'occasions pour que se cristallisent les courants radicaux des forces armées, partisans d'un renforcement de l'emprise des forces armées sur la société.

Face à des réseaux et des partis militaires très distincts voire antagonistes, le chef de l'État doit imposer son autorité. Pressés d'éliminer leurs adversaires depuis plus d'une décennie, ces officiers radicaux désirent prolonger l'état d'exception et étendre encore plus l'épuration⁷³⁰. Les enquêtes militaires de police servent alors de galop d'essai aux officiers partisans de la répression qui rempliront ensuite les bancs du SNI. Les conflits opposant le gouvernement Castelo Branco à la ligne dure sont nombreux et atteignent leur apogée lors de l'élection des gouverneurs des États, en octobre 1965. Parallèlement, la libération de l'ex-gouverneur Miguel Arrais révèle un conflit beaucoup plus important, qui donne une grande visibilité à la ligne dure à travers les IPM.

L'image du gouvernement se trouve gravement affectée, surtout dans l'esprit des officiers les plus radicaux, après la libération du gouverneur du Pernambouc, Miguel Arrais, détenu depuis le coup d'État. Le problème repose sur le partage du pouvoir judiciaire, entre le Tribunal militaire supérieur et la Cour Suprême⁷³¹, ainsi que sur le choix de l'organisme qui doit juger les crimes contre la sécurité nationale. Le 17 avril 1965, le Haut tribunal militaire refuse d'accéder à la demande d'*habeas corpus* mais l'appel est fait à la Suprême Cour fédérale, la plus haute instance judiciaire de l'État. Le 19 avril, elle décide que la justice militaire doit être dessaisie, que la Suprême Cour fédérale est la seule juridiction compétente et que le prévenu doit être immédiatement libéré.

Les accusations des révolutionnaires contre Miguel Arrais sont moins prises en compte que l'argument de la défense selon lequel un gouverneur élu ne saurait être détenu plus d'un an sans porter atteinte au principe d'immunité. Le gouvernement brésilien et les militaires se trouvent dans une impasse car ils ne peuvent pas s'opposer à la décision du pouvoir Judiciaire, malgré la colère des militaires. Castelo Branco est obligé d'ordonner la libération de l'ex-gouverneur, le 21 avril. Pierre Sébilleau saisit aussitôt l'importance de l'affaire : « la mise en liberté de Miguel Arrais entraîne un regain de l'opposition. Or, ce ne sont pas les amis de l'ex-gouverneur, *goularistes* [*sic*] et gauchisants, qui relevaient la tête, mais ses anciens pairs, les trois *Grands* gouverneurs : Lacerda,

⁷²⁹ *Nouveau Complot dans le Rio Grande do Sul*, Paul Katz, 7 mai 1965, AMAE, carton 130.

⁷³⁰ Maud Chirio, *La politique des militaires...*, *op. cit.*, p. 197.

⁷³¹ Le terme de l'institution en portugais est STF – Supremo Tribunal Federal.

Magalhães Pinto et Ademar de Barros⁷³² ». Piliers de l'ancien système déchu, les gouverneurs des trois plus importants États de l'Union font savoir leur détermination à critiquer Castelo Branco : chaque faux pas du gouvernement serait dorénavant suivi de près par l'opposition. Le groupe des colonels responsables de l'enquête policière et militaire à l'encontre de l'ex-gouverneur s'estiment « atteints dans leur morale et dans leur prestige par la décision du chef de l'État⁷³³ ». La scission entre le gouvernement et les militaires de la ligne dure est évidente. Pour Pierre Cardi, « si l'on parle depuis longtemps déjà, de ligne dure, c'était un peu jusqu'à présent, sans savoir de façon très nette ce que recouvrait cette entité que l'on situait à mi-chemin entre le mythe et la réalité⁷³⁴ ». Ainsi, depuis l'affaire Arrais, la ligne dure a pris le visage bien identifié des neuf colonels qui dirigent les IPM.

Le gouvernement se trouve donc affaibli à l'intérieur par la défaite des candidats de l'UDN aux élections d'octobre 1965 et, à l'extérieur, par les déclarations à la presse internationale de Miguel Arrais et des trois gouverneurs. Ce sont autant d'instruments entre les mains de l'opposition conservatrice pour revendiquer le tournant répressif du régime face à la possibilité d'un retour à l'ordre antérieur. Un mois plus tard, Castelo Branco se voit contraint, par les militaires de la communauté de sécurité, réunis autour du ministre de la Guerre, Costa e Silva, de promulguer l'acte institutionnel n° 2, le 27 octobre 1965. Ce second acte de la *révolution brésilienne* est une conséquence de la crise politique et militaire d'octobre 1965, lorsque les élections des gouverneurs des États signalent la défaite du gouvernement face à la coalition d'opposition PTB/PSD. La victoire dans les États de la Guanabara avec Negrão de Lima et au Minas Gerais avec Israel Pinheiro est considérée comme une menace pour la *révolution*. L'acte institutionnel n° 2, voté pour répondre aux exigences du courant le plus radical constitué d'officiers supérieurs, non seulement ne freine pas l'ascension de Costa e Silva parmi les militaires de la ligne dure, mais permet même le renforcement de la communauté de sécurité car tous les crimes contre la sécurité nationale, qu'ils soient commis par des civils ou par des militaires, doivent dorénavant être jugés par le Tribunal militaire supérieur. Enfin, Castelo Branco renforce considérablement le pouvoir exécutif.

Modifiant de nombreux points de la Constitution de 1946, mais permettant en fait d'éviter de la suspendre, l'Acte constitutionnel donne au gouvernement les pleins pouvoirs que l'aile la plus radicale des forces armées réclamait depuis 1964. Il ferme définitivement la porte aux membres des anciens gouvernements et inflige une lourde défaite à Carlos Lacerda. Il consacre l'échec des forces politiques traditionnelles par la suppression de tous les partis et la création de

⁷³² Télégramme de l'ambassade de France au Brésil, Pierre Sébilleau,, 1 er mai 1965, AMAE, carton 130.

⁷³³ *Nouvelles offensives de la ligne dure*, Georges Cardi,, 16 juin 1965, AMAE, carton 130.

⁷³⁴ *Ibid.*

deux nouveaux groupements politiques, l'Alliance rénovatrice nationale (ARENA), parti du gouvernement et le Mouvement démocratique brésilien (MDB), qui réunit l'ensemble des forces de l'opposition. Enfin, l'Acte détermine de manière irrévocable que l'élection d'un nouveau président doit se dérouler au plus tard le 3 octobre 1966 et que l'actuel chef de l'État n'est pas rééligible. Pour l'attaché militaire, il s'agit de la phase la plus radicale d'une « Révolution à deux détente⁷³⁵ ». Il poursuit, dans son rapport à Pierre Messmer : « l'Armée de Terre a maintenant réalisé qu'au-delà de son rôle de *Pouvoir Modérateur* elle s'est haussée au rang de véritable *Pouvoir Militaire* dont on parle maintenant ouvertement presque au même titre que des trois pouvoirs classiques⁷³⁶ ».

L'Acte institutionnel n° 2 statue que seuls les tribunaux militaires sont compétents pour juger les délits commis contre la sécurité nationale et fixe des limites strictes en ce domaine : outre les écrits subversifs, il est désormais interdit de publier ou de divulguer des secrets d'État, des informations relatives aux activités militaires, des documents à caractère secret, de tronquer ou d'altérer la vérité s'il peut en résulter une atteinte au crédit de l'État et des institutions monétaires. Sont également punis les articles de presse jugés offensants à l'égard du chef de l'État et l'apologie des auteurs de crimes contre la sécurité nationale. Tout en assurant l'extension des pouvoirs du président de la république, l'Acte institutionnel (AI) numéro 2 évite une des principales caractéristiques des régimes fascistes : le parti unique.

Il est difficile de déterminer si l'action du gouvernement répond à l'activité de l'extrême gauche, aux attentats prenant pour cible le chef de l'État et ses ministres, ou, au contraire, si elle les précède. Il va de soi que l'action préventive est mise en place avant la vague d'attentats, autrement dit que les officiers du SNI sont au courant de l'activité de l'extrême gauche. Il n'en reste pas moins que des attentats prennent pour cible le gouvernement, depuis la promulgation du deuxième Acte institutionnel, témoignant ainsi de l'inefficacité des organismes de répression. D'ailleurs, il existe une corrélation certaine entre les atteintes au chef de l'État et la Conférence tricontinentale de la Havane. Ainsi, les observateurs les plus avisés, comme Jean Wartel, ne manquent pas de faire l'association entre l'aggravation de la crise politique et la Conférence de la Havane. Tenu informé par le SNI, l'attaché militaire se montre attentif aux liens entre l'éventualité d'une guerre de guérillas au Brésil et l'annonce faite à la Havane d'un renforcement de la guérilla en Amérique Sud. Depuis la Conférence de la Havane, les autorités militaires sont très sensibles à tout ce qui peut justifier les craintes d'une action armée contre le gouvernement.

Les répercussions de la Conférence de la Havane sont très sensibles aussi bien parmi les membres de la communauté d'information que dans la constitution de nouvelles formations

⁷³⁵ *Rapport de fin de mission au Brésil*, Pierre Lallart, 11 août 1966, SHD, 10T1108*.

⁷³⁶ *Ibid.*

révolutionnaires. L'objectif du commandant Ernesto Che Guevara est de faire de la cordillère des Andes une nouvelle Sierra Maestra, même s'il est rapidement déjoué par la CIA et les services spéciaux boliviens, quelques mois à peine après son arrivée. En novembre 1966, parallèlement à l'arrivée de Che Guevara en Bolivie, une douzaine de guérilleros s'installent dans la Serra do Caparaó, à la frontière des États de Minas Gerais et d'Espírito Santo. En majorité anciens officiers expulsés des rangs de l'armée de terre après les grandes purges au lendemain du putsch, ils s'organisent militairement. Capturés par la police militaire de l'État de Minas Gerais, le 3 avril 1967, les maquisards constituent un des groupes armés du Front de libération nationale (FLN). Ils disposent alors d'un armement insuffisant et se trouvent encore au stade de l'entraînement. C'est la preuve que la résolution d'une partie de la gauche de prendre les armes est, aux yeux des militaires les plus intransigeants, l'occasion de pousser le gouvernement à adopter des mesures répressives.

Jean Binoche propose des analyses nuancées de la situation, en rappelant à Maurice Couve de Murville « qu'on ne peut parler de climat de terrorisme au Brésil⁷³⁷ ». Les autorités refusent de déclarer officiellement qu'il s'agit d'actes criminels mais, d'après les sources confidentielles de l'ambassadeur, « il pourrait s'agir du début d'une série d'attentats terroristes destinés à montrer que l'opposition au régime n'a pas disparu⁷³⁸ ». Pourtant, le chargé d'Affaires, Georges Cardé, reconnaît que « si l'inspiration communiste n'est pas niable [...], il semble que les autorités policières leur donnent une importance démesurée⁷³⁹ ». Les affirmations et les déclarations des diplomates français révèlent l'ambiance de tension entretenue par les forces de l'ordre. Pour Jean Binoche, « l'organisation de la lutte antiguérilla était un souci majeur du gouvernement précédent, que partage certainement le Président Costa e Silva⁷⁴⁰ ». Dans une certaine mesure, il s'agit pour lui, comme pour nombre d'ambassadeurs, de déterminer si le Brésil vit ou non sous un régime de terreur et quelles répercussions les choix politiques brésiliens pourraient avoir sur les affaires françaises. La difficulté à évaluer la gravité de la situation est proportionnelle aux efforts des services de propagande brésiliens pour entretenir l'ambiance de terreur.

Pourtant, le chef de l'État s'éloigne jour après jour des voies démocratiques, notamment lorsqu'il promulgue la constitution de 1967, qui modifie considérablement l'équilibre des pouvoirs et instaure le suffrage indirect pour l'élection présidentielle. Par ailleurs, les textes constitutionnels confèrent au gouvernement des pouvoirs étendus en matière de maintien de l'ordre, afin d'assurer le tournant radical du régime qui a fait de la ligne dure son cheval de bataille depuis le putsch. En amont de la constitution, d'anciens militants *intégralistes*, à l'instar du juriste

⁷³⁷ *Action subversive au Brésil*, Jean Binoche,, 10 octobre 1966, AMAE, carton 131.

⁷³⁸ *Attentats terroristes*, Georges Cardé,, 16 janvier 1967, AMAE, carton 132.

⁷³⁹ *Agitation étudiante*, Jean Binoche,, 28 février 1967, AMAE, carton 132.

⁷⁴⁰ AMAE/132 Un groupe de guérilleros se rend dans le Minas Gerais, ambassadeur J. Binoche,, avril 1967.

pauliste Miguel Reale, préparent les termes de la nouvelle constitution avec le concours d'anciens diplômés de l'ESG de Rio. Ils représentent la pression de l'extrême droite sur le président et la perspective d'un ajournement *sine die* du régime démocratique⁷⁴¹. La constitution de 1967 se démarque des précédentes par son autoritarisme, en particulier à travers le renforcement des pouvoirs de l'Union, dans le but d'assurer l'intégration territoriale, autrement dit la centralisation politique. De plus, le texte constitutionnel remplace le concept de sécurité nationale, attaché à l'idée d'agression extérieure, par celui d'ennemi intérieur et il se fonde aussi sur le droit public français pour définir l'état de siège ou le régime d'urgence⁷⁴².

Le Président a donc le droit de décréter l'état de siège en cas de grave perturbation de l'ordre ou de menace de troubles, ce qui entraîne la suspension des droits et des garanties individuels. De plus, le président de la république, après avoir entendu le Conseil de sécurité nationale, pourra prendre d'autres mesures prévues par la loi⁷⁴³ en vue de préserver l'intégrité et l'indépendance du pays, le libre fonctionnement des pouvoirs et l'exercice des institutions, quand ceux-ci se trouvent gravement menacés par la *subversion* ou la corruption. La *carta magna* de la République laisse beaucoup de marge à l'interprétation quant aux mesures légales autorisant, dans certaines conditions, l'État de siège. Ces mesures ne seront jamais modifiées malgré les nombreux amendements constitutionnels. Pourtant, le texte de loi prévoit que le président de la République doit soumettre son acte et sa justification au Congrès national dans les cinq jours après la proclamation. De fait, l'État de siège ne peut être décrété que pour une durée de soixante jours (et prolongé d'autant). La mesure doit être soumise au Congrès, seul compétent, au vote secret des deux tiers de ses membres, pour décider les levées d'immunités parlementaires. Les dispositions de l'article 152, de la Constitution brésilienne reprennent pour ainsi dire à l'identique les dispositions de l'article 16 de la Constitution française de la V^e République, à l'exception du CSN qui remplace, pour le cas brésilien, l'Assemblée nationale.

L'État de siège constitue le fondement de l'action politique des militaires, comme en Algérie, lors du putsch des généraux le 13 mai 1958. Pourtant, l'État de siège n'est appliqué qu'une seule fois en France, entre le 23 avril et le 29 septembre 1961, dans le contexte du putsch d'Alger et de ses conséquences⁷⁴⁴. L'intérêt brésilien pour les questions juridiques françaises est incontestable. Depuis 1960, le projet de coopération technique prévoit des échanges dans le domaine législatif, ce qui nous suggère l'analogie entre les deux *carta magna*. Sans doute, les concepteurs de la constitution brésilienne de 1967 s'inspirent du droit public français, élaboré

⁷⁴¹ Hégio Trindade, « O radicalismo militar em 64 a nova tentação fascista », Maria Celina d'Araujo, Gláucio Ary Dillon Soares (dir.), *21 anos de regime militar, balanço perspectivas*, Rio de Janeiro, FGV, 1994, p. 123-142.

⁷⁴² Mariana Joffily, *No centro da engrenagem...*, *op. cit.*, p. 12.

⁷⁴³ *La nouvelle constitution du Brésil*, Jean Binoche, 1^{er} février 1967, AMAE, carton 132.

⁷⁴⁴ Gabriel Périès, « La structure normative des doctrines militaires... », *op. cit.*

dans le contexte très particulier de la guerre d'Algérie. De plus, lors de ses rencontres avec l'entourage de Castelo Branco, Pierre Lallart insiste sur leur intérêt pour le droit public français et notamment pour les solutions apportés à la France à ses différents problèmes d'ordre intérieur. Pourtant, il serait nécessaire de rechercher dans les archives de la Cour Suprême et de la Chambre des députés afin de trouver des indices plus concrets. L'analogie ne vaut pas preuve mais elle révèle les sources du droit *révolutionnaire*.

La constitution réitère l'extension des pouvoirs du Conseil de sécurité nationale, chargé d'orienter le président de la République dans l'élaboration et la conduite de la politique de sécurité nationale⁷⁴⁵. Le 12 mars 1967, Castelo Branco couronne l'édifice sécuritaire lorsqu'il signe le décret-loi sur la Sécurité nationale. Porte atteinte à la Sécurité nationale toute tentative de s'opposer par quelque moyen que ce soit à la réalisation des objectifs nationaux en matière de politique intérieure et extérieure. L'énumération des délits contre la sécurité, au fil des cinquante-huit articles qui composent la loi, confirme qu'elle est particulièrement rigoureuse envers la presse. D'ailleurs, l'article 14 déclare délictueux le fait de divulguer de fausses nouvelles, tendancieuses ou déformées, qui visent à mettre en péril l'autorité, le crédit ou le prestige du Brésil. Les délits font l'objet de définitions peu précises et la loi s'attaque avec vigueur à la *subversion* de l'ordre économique et social : propagande, presse, radio, manifestations de rue, grèves, distributions de tracts, etc.

Pour Jean Binoche, il ne fait pas de doute :

Ce texte particulièrement rigoureux est immédiatement apparu à l'opinion comme un instrument de dictature qui a suscité les plus vives protestations, notamment de la part de la presse qui peut ainsi se voir du jour au lendemain supprimer toute liberté. La menace est d'autant plus réelle que les Tribunaux militaires sont, de par la loi, compétents pour juger les délits contre la Sécurité nationale⁷⁴⁶.

Le décret marque donc l'augmentation progressive de l'autorité présidentielle, ce qui rapproche un peu plus les méthodes du gouvernement de celles propres à une dictature. Dès l'entrée en fonctions du général Costa e Silva, le maintien de l'ordre devient la priorité du gouvernement. Le spectre de la *subversion* hante les militaires brésiliens qui attendent que le gouvernement change d'attitude. Ils inquiètent davantage l'ambassadeur que la possibilité de voir naître des foyers révolutionnaires :

⁷⁴⁵ Augusto Fragoso, « A doutrina de desenvolvimento segurança : origem – evolução – atualidade », *Segurança desenvolvimento*, Rio de Janeiro, v. 24, n. 1660, 1975, p. 89-109.

⁷⁴⁶ *Décret sur la sécurité nationale*, Jean Binoche, 20 mars 1967, AMAE, carton 132.

Les militaires, notamment les plus proches de la ligne dure, ne cachent pas leur impatience à la fois devant l'action de la subversion qui vient de recevoir des encouragements de La Havane et devant l'inaction gouvernementale. Les critiques se font de plus en plus dures à l'égard de certains ministres, notamment les Chefs des Maisons Civile et Militaire, M. Rondo Pacheco et le Général Portela. [...] Dans ces conditions on a pu annoncer un remaniement ministériel qui consacrerait un durcissement du Gouvernement, voire un tournant du Gouvernement Costa e Silva semblable à celui pris en octobre 1965 par le Maréchal Castelo Branco avec la promulgation de l'Acte institutionnel n° 2. Les milieux militaires ne sous-estiment pas d'autre part les appels à la violence lancés de La Havane par la Conférence de l'OLAS. Cet ensemble de faits crée un climat qui est de moins en moins serein⁷⁴⁷.

À la fin de l'année 1967, l'ambassade de France élabore une importante étude de conjoncture, profitant de l'annonce officielle de la mort de Che Guevara en Bolivie. L'ambassadeur et les services d'information de l'ambassade concourent à l'élaboration de l'étude envoyée à Paris. Avant tout, pour certains militaires, la mort de Che Guevara couronne le succès des *rangers* boliviens, entraînés dans les écoles de la contre-guérilla, dans la zone du canal de Panama. Selon l'estimation des services d'information français :

Le Brésil présente les caractéristiques d'un pays où les thèses révolutionnaires castristes devraient pouvoir se développer avec succès : industrialisation proportionnellement faible, paysannerie très pauvre, structure sociale présentant une inégalité de classes certaine, terrain propice à la guerre subversive, mécontentement étudiant, etc. Or le mouvement de *guérilla* est ici à peine sensible, visible seulement de temps à autre par la découverte de *bandes* d'irréguliers que l'armée liquide facilement, ces *bandes* étant inorganisées, peu nombreuses et peut-être sans convictions profondes.

On ne peut parler au Brésil de terrorisme : l'éclatement sporadique d'une bombe qui semblait viser surtout des Américains de l'*Alliance pour le progrès* reste plus symbolique que dangereux. Le mouvement étudiant, s'il sait montrer son mécontentement, ne dépasse pas le stade des manifestations bruyantes mais prudentes. Enfin, le fait d'une propagande officielle qui ne veut pas déplaire à Washington, ne permettent pas de prévoir qu'un mouvement subversif puisse prendre naissance avec quelque chance de succès dans le Brésil du président Costa e Silva⁷⁴⁸.

Le pronostic des diplomates français ne laisse aucun doute quant à leur impression : il s'agit bien d'une dictature qui contrôle le pays d'une main de fer. Peut-être la raison de l'échec des premiers mouvements de contestation de l'ordre, mal équipés et mal structurés est-elle à chercher dans cette emprise sur la société. Il n'en reste pas moins que le système de suspicion installé au Brésil, avec ses deux dispositifs complémentaires de prévention et de répression, rencontre un succès certain. Cependant, il a l'inconvénient de créer une ambiance d'insécurité, au détriment de

⁷⁴⁷ *Situation politique intérieure*, Jean Binoche,, 14 août 1967, AMAE, carton 132.

⁷⁴⁸ *La « mort » de Che Guevara, et l'opinion brésilienne*, Jean Binoche,, 17 octobre 1967, AMAE, carton 132.

l'image démocratique que le régime souhaite toujours renvoyer. Ainsi que le signalent les diplomates français, la mort de Che Guevara est l'occasion de renforcer le pouvoir des militaires sur l'appareil répressif et d'affirmer son rôle policier. L'image du Brésil est gravement touchée, en particulier aux yeux des diplomates français qui n'encouragent pas le resserrement des liens, même s'ils ne divulguent pas d'informations et tâchent même régulièrement de démentir toute dépêche de presse portant atteinte à la réputation du régime brésilien. Par conséquent, seuls les aspects militaires des relations bilatérales sont véritablement renforcés. En ce sens, ce sont les attachés militaires qui veillent à l'entente franco-brésilienne.

L'attaché militaire représente le type des relations militaires envisagées par la France à l'égard du Brésil. La présence des spécialistes de la guerre anti-subversive au Brésil résulte d'une décision réfléchie du ministre des Armées et des chefs d'état-major. Leurs missions s'insèrent dans le contexte particulier de la coopération entre les militaires français et brésiliens, dans l'assistance au transfert technologique.

Il serait abusif de voir dans la conjoncture politique l'unique facteur d'influence sur les prises de décision. Certes, les attachés sont sélectionnés en fonction de critères déterminés en amont, en réponse aux exigences formulées par les ambassadeurs face aux difficultés sur le terrain. Néanmoins, la perception du passé des relations franco-brésiliennes prend aussi une place importante dans ce cadre. En effet, les décisions ne trouvent pas d'explication dans la définition du contexte mais bien dans le souvenir du succès ou de l'échec des solutions adoptées antérieurement⁷⁴⁹. Les recommandations de J. Wartel, les priorités stratégiques du général de Gaulle et les disponibilités en ressources humaines du 2^e Bureau sont autant de facteurs pris en considération. De manière simplifiée, l'ambassade de France s'appuie sur des informations réunies par J. Wartel et établit un certain profil qu'il envoie aux états-majors. Là, les généraux regardent les fiches personnelles fournies par les services d'information. Ils envoient ensuite l'homme susceptible de remplir au mieux la mission⁷⁵⁰.

Le colonel Wartel suggère la nomination d'officiers anciennement instructeurs des écoles supérieures militaires états-uniennes, brésiliennes ou argentines pour le poste d'attaché militaire au Brésil. Nous avons peu d'informations concrètes sur le colonel Yves Boulnois le premier attaché militaire correspondant à ce critère, qui passe de l'Argentine au Brésil. Pendant que Y. Boulnois se prépare à quitter la mission militaire française auprès de l'état-major brésilien, J.-L. Guillot effectue deux visites au Brésil, entre 1968 et 1971, alors qu'il est membre de l'état-major de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Spécialiste reconnu de la guerre anti-

⁷⁴⁹ Jean Barrea, *Théorie des Relations internationales. De l'idéalisme à la grande stratégie*, Namur, Erasme, 4^e édition, 2002, p. 68.

⁷⁵⁰ Pierre Messmer, entretien avec Marie-Monique Robin, 2003.

subversive, il connaît personnellement des officiers brésiliens diplômés de cet institut. L'IHEDN équivaut à une « société de pensée » ou en anglais *think-tank* et réunit, à ce titre, les *cadres de la nation*. Expression très utilisée à l'époque des faits, elle renvoie à l'idée d'élite, d'une minorité d'individus auxquels s'attache un prestige dû à des qualités politiques, culturelles et méritoires.

Dès 1972, il assume un rôle essentiel dans la formation des officiers brésiliens des forces spéciales. L'instruction porte sur les patrouilles en forêt et l'utilisation de ses ressources. Les élèves viennent d'Argentine, du Chili, du Venezuela et des États-Unis. Ces centres révèlent la grande circulation d'officiers et d'instructeurs en Amérique latine durant les années 60 et 70. D'un autre côté, l'attaché militaire coordonne la propagande française auprès des officiers brésiliens. Par ailleurs, il observe de près les capacités militaires brésiliennes, afin de déterminer les besoins et les défaillances. Enfin, dès lors que le Brésil s'intéresse au matériel militaire français, la mission militaire devient davantage commerciale.

Entre 1968 et 1974, Y. Boulnois et J.-L. Guillot, deux redoutables spécialistes de la guerre anti-subversive, parlent d'une « véritable *bataille d'Alger* » pour caractériser l'action du gouvernement vis-à-vis de l'opposition. Les différents documents consultés, de même que le nombre et la qualité des informations réunies autorisent à émettre un certain nombre d'hypothèses sur le rôle des militaires français. Selon toute vraisemblance, à la lumière d'archives très peu loquaces, il apparaît tout de même qu'ils agissent en guise de conseillers dans la mise en place de la Division d'opérations intérieures.

Entre 1964 et 1968, la doctrine de la guerre révolutionnaire est présente essentiellement au Conseil de sécurité nationale, qui applique à la lettre le concept de défense intérieure du territoire. Sans doute, pouvons-nous déjà analyser la guerre révolutionnaire comme une doctrine d'État, utilisée au plus haut niveau pour planifier la politique de défense nationale. Cependant, entre 1968 et 1974, de nouveaux organismes consacrent la doctrine de la guerre révolutionnaire en tant que technologie répressive, sous la présidence Costa e Silva mais, surtout sous le gouvernement d'Emílio Garrastazú Médici.

La bataille d'Alger à São Paulo

L'application de la doctrine de la guerre révolutionnaire n'est pas uniforme, d'autant plus qu'elle permet une utilisation à la carte des technologies proposées. En effet, la doctrine française n'est pas utilisée comme un bloc monolithique mais plutôt comme un ensemble de dispositifs parmi lesquels l'armée brésilienne sélectionne les plus adaptés aux situations qu'elle affronte. Ainsi, en fonction de la recrudescence de l'opposition, le gouvernement choisit les éléments jugés

utiles pour préparer ses forces : le cloisonnement, les hiérarchies parallèles, la contre-guérilla. Dans ce cadre, les analyses de l'attaché militaire sont remarquables car elles accompagnent l'évolution de la lutte anti-guérilla, en scrutant les principaux aspects de ce combat contre l'opposition. La documentation accessible dans les archives françaises ne permet pas de soulever des hypothèses quant au rôle de conseiller des attachés militaires pendant les années de plomb. Cependant, nous ne pouvons que souligner la ressemblance très frappante entre la contre-guérilla à São Paulo et à Alger. D'un autre côté, les documents consultés attestent de l'augmentation très sensible de la coopération militaire pendant les années 1969-1975. De plus, lorsque le modèle de la *bataille d'Alger* s'étend à tout le pays, l'état-major de l'armée de terre brésilienne fait appel aux conseillers français pour former les nouveaux cadres du dispositif de défense intérieure, le Détachement d'opérations intérieures (DOI).

Pour comprendre les années de plomb, rappelons quelques grandes lignes des mouvements de la gauche armée après le coup d'État du 31 mars 1964. L'instauration du régime militaire suscite une crise très profonde au sein des gauches brésiennes. Les premières enquêtes policières effectuées par les militaires frappent durement les membres du gouvernement en destituant gouverneurs et députés alliés du président Goulart. Malgré l'action répressive menée à l'encontre des syndicalistes et des militants de la gauche radicale, les directives du Parti communiste brésilien (PCB) demeurent inchangées : dans l'immédiat, l'objectif du parti est l'alliance avec la bourgeoisie, sans prétendre à parvenir au pouvoir. De plus, la première réunion du Comité central du PCB n'a lieu que treize mois après le putsch, en 1966. Pour certains militants communistes, le coup d'État de 1964 représente l'échec de la stratégie politique du PCB, fondée sur la transition pacifique du système capitaliste à l'État socialiste. Carlos Marighella, ancien député communiste à l'Assemblée nationale, défend alors une position controversée consistant à reprendre la voie révolutionnaire vers le socialisme. Il n'est pas seul à déclarer l'échec de la voie pacifique face à la dictature et à envisager la guérilla comme unique forme de résistance car de nombreux militants communistes rompent aussi avec le PCB et fondent une myriade d'organisations clandestines, dissidentes du parti communiste. Jusqu'en 1969, environ vingt organisations d'extrême gauche vivent clandestinement au Brésil mais, au total, elles ne réunissent pas plus de 800 militants⁷⁵¹.

En septembre 1965, Carlos Marighella est le seul militant communiste brésilien présent à la Havane lors de la première conférence de l'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité ou Conférence tricontinentale de la Havane) où il affirme l'importance de la lutte armée au Brésil. Après cinq mois de séjour à Cuba, il revient en 1966 profondément influencé par les idées

⁷⁵¹ Lucas Figueiredo, *O ministério do silêncio...*, op. cit, p. 199.

d'Ernesto Guevara et du philosophe français Régis Debray, prêt à transformer la cellule dissidente du parti communiste en une nouvelle organisation aux dimensions nationales. En ce sens, il entame à São Paulo une campagne de diffusion de tracts et de recrutement des cadres dont le résultat se concrétise quelques mois plus tard par le Groupement communiste de São Paulo. Dès 1967, le Groupement commence les opérations pour réunir des fonds (braquages de banques, de trains payeurs, etc.), pour s'équiper en armes (attaques armées de commissariats de police, de garnisons militaires isolées, etc.) et pour se motoriser (vol de voitures, de motocyclettes). Le travail d'organisation continue lors d'un voyage à l'intérieur du Brésil, où Carlos Marighella trouve de nouveaux adeptes et fonde l'Action de libération nationale (ALN).

Ernesto Guevara et Régis Debray envisageaient la guérilla comme un foyer isolé en zone rurale qui centralise l'initiative militaire contre les armées régulières et détient, par ailleurs, la direction unique du processus révolutionnaire. Carlos Marighella a une autre conception : il imagine la coordination de cette tactique de lutte avec d'autres formes de guérilla, lancées en différentes régions du pays, notamment en zone urbaine. De plus, face à l'effervescence du mouvement étudiant, en 1968, il voit dans les grandes métropoles latino-américaines le terrain propice pour installer son théâtre d'opérations. Des grandes villes, il pense allier l'action des guérilleros urbains au mouvement des masses : « c'est au guérillero urbain, écrit-il, qu'il incombe de mener, dans les villes, la guérilla aussi bien que la guerre psychologique. [...] Et c'est dans la guérilla urbaine que se forgera l'alliance armée⁷⁵² ».

La densité du tissu urbain, l'enchevêtrement des rues, l'immensité de la population forment un ensemble géographique particulièrement utile au guérillero qui peut se fondre dans la foule comme un poisson dans l'eau, inspiré des préceptes maoïstes. Dans un pays où la population la plus modeste vit sans papiers d'identité, le militant d'extrême gauche peut se volatiliser très rapidement. De plus, les nombreuses voies d'accès aux villes permettent de s'éclipser juste après les actions. Carlos Marighella et la dissidence communiste choisissent de s'installer dans la grande métropole. São Paulo devient dès lors un terrain de combat comparable à la Casbah d'Alger : impossible à contrôler sans une méthodologie rigoureuse et vigoureuse. L'asymétrie du combat est flagrante : face à l'offensive de la guérilla, la riposte des forces militaires et policières est infiniment plus puissante.

Carlos Marighella soutient le principe de l'offensive. La provocation caractérise ses actions, politiques. L'éclat, l'astuce et l'audace des opérations doivent affaiblir le moral adverse et attirer la sympathie populaire au profit de la guérilla. C'est pourquoi, si les attentats ne font pas de victime, ils entraînent la réaction des forces armées. En faisant exploser des bombes en face des locaux du

⁷⁵² Carlos Marighella, *Manuel du Guérillero urbain*, Paris, éditions Libertalia, 2009, p. 128.

Département d'ordre politique et social (DOPS), l'objectif de Carlos Marighella est de contraindre le gouvernement à riposter de façon brutale, désordonnée, forcément impopulaire. Il entend affaiblir le soutien des militaires dans la population, d'où le besoin de faire le maximum de publicité aux opérations, même les plus minimes. Ainsi, à partir de septembre 1968, se multiplient des raids contre des banques, des casernes, des bâtiments militaires et des immeubles abritant des agents états-uniens à Rio de Janeiro, São Paulo et Belo Horizonte. En effet, la guérilla urbaine se développe dans le triangle industriel : entre septembre 1968 et octobre 1969, près de cent banques sont attaquées, on y inscrit des slogans sur l'expropriation, des groupes autonomes comme l'Avant-garde populaire révolutionnaire (VPR – Vanguarda Popular Revolucionária *Palmares*), le MR8 (Mouvement révolutionnaire du 8 octobre), le PCBr (Aile rouge du PC du Brésil), de tendance maoïste. Parmi eux se trouvent des militaires expulsés de l'armée au lendemain du coup d'État.

Les attentats contre le gouvernement marquent la présidence Costa e Silva (1967-1969). La terreur sévit à São Paulo où des bombes explosent dans différents quartiers, ce qui crée le climat d'insécurité propice au développement de la guérilla urbaine. Le consul de France, Jehan de Latour, s'inquiète des risques de contagion et de prolongement des attentats :

Que va-t-il résulter de ces troubles ? Pour le moment il faut se borner à souligner qu'on est préoccupé à São Paulo du climat de tension qui règne au sein du Gouvernement, des divergences croissantes entre les modérés du parti gouvernemental et, d'autre part, les militaires partisans de la ligne dure, convaincus que la seule méthode pour résoudre la crise actuelle est l'instauration de l'État de siège. À la lumière des derniers événements, l'opinion tend à prévaloir ici que le gouvernement du Maréchal Costa e Silva aura dans doute de plus en plus de mal à se maintenir dans la voie moyenne qu'il a suivie jusqu'à présent⁷⁵³.

Selon Jehan de Latour, le dispositif de sécurité établi à São Paulo est bien trop sommaire face aux risques de prolongement des combats. Il se sent particulièrement en danger puisque les bombes visent le quartier des affaires, le secteur le plus riche de la ville, là où le consulat de France est installé. Par ailleurs, il observe que les investigations menées par les services de police de l'État et fédéraux n'ont pas abouti, renforçant le climat de tension. Pourtant, il éprouve une certaine difficulté à distinguer les attaques de l'opposition de gauche de celles de l'opposition d'extrême droite. En effet, des commandos de la droite militaire, dont le Commando de chasse aux communistes (CCC), organisent des attentats afin de provoquer le raidissement du régime. Pour Jehan de Latour, de l'extrême droite à l'extrême gauche, la tactique est la même : le harcèlement des forces de l'ordre et du gouvernement. En l'espace de quelques mois, le nombre

⁷⁵³ *Terrorisme et agitation sociale à São Paulo*, Jehan de Latour,, juillet 1968, AMAE, carton 133.

d'actions audacieuses augmente avec la séquestration de diplomates, l'assassinat de militaires états-uniens et les combats de rue. En 1970, le SNI enregistre 370 braquages de banques, un chiffre si inhabituellement élevé que les diplomates français sont déroutés et ne savent pas distinguer banditisme classique et action politique⁷⁵⁴. Cette stratégie agressive atteint directement la fierté des dirigeants militaires, mis devant l'incapacité de leurs forces à contrôler la situation, malgré les nombreux services de renseignements.

Aussi bien le consul de France à São Paulo que l'ambassadeur justifient les mesures répressives par l'essor de l'opposition armée. Il n'en demeure pas moins que dans ce climat de guerre civile, il est difficile de déterminer si l'action du gouvernement répond à l'activité de l'extrême gauche, ou au contraire, si elle précède les attentats prenant pour cible le chef de l'État et ses ministres. Dans tous les cas, les partis de gauche, sévèrement touchés par la première vague répressive, reconstituent leurs réseaux dans la clandestinité. Leur retour à l'activité coïncide avec les premières attaques à main armée, en 1967. Ces réactions de l'opposition sont autant d'occasions pour que se consolident à l'intérieur du gouvernement des groupes d'opinion adeptes d'une sévère répression. Le gouvernement se prépare à l'affrontement révolutionnaire dès 1967, lorsque le général Lira Tavares assume le commandement de l'état-major de l'armée de terre et, quelques mois plus tard, les fonctions de ministre de la Guerre. La situation se modifie alors sensiblement.

Brillant élève de la mission Gamelin, Aurélio de Lira Tavares écrit aussi de nombreux ouvrages sur l'histoire de l'armée de terre. Membre du corps enseignant de l'ESG, il participe activement à la conspiration contre João Goulart. Nommé ministre de l'Armée de Terre par Costa e Silva, il prépare le décret présidentiel de juillet 1968, avec le chef du cabinet militaire de la présidence, le général Jaime Portela. Ce décret fait suite aux deux réunions du CSN (Conseil de sécurité nationale) qui instruit les ministères sur la guerre révolutionnaire. Une réponse énergique est très attendue du gouvernement, selon Jean Wartel. Pourtant, ses prévisions concernant une proclamation de l'État de siège ne se vérifient pas. Incontestablement, les deux réunions du CSN en 1968 se traduisent par le durcissement du régime.

En effet, à l'issue de la réunion entre les ministres militaires, le gouvernement élabore un document de grande importance. Signé par le général Lira Tavares, le *Manual de Guerra Revolucionária* est distribué à l'ensemble des ministères et des secrétariats d'État chargés des fonctions de justice ou de police. Dès octobre 1968, l'état-major de l'armée de terre édite plusieurs centaines d'exemplaires destinés à toutes les administrations engagées dans la répression, que ce soit le ministère de la Guerre, de la Marine, de l'Air, le Tribunal militaire

⁷⁵⁴ Lucas Figueiredo, *O Ministério do silêncio...*, *op. cit.*, p. 198.

supérieur, le ministère de la Justice, toutes les grandes divisions de l'armée de terre, ou encore les écoles militaires. Le document explique dans le détail les étapes de préparation à la guerre révolutionnaire, fait écho aux débats à l'ESG de Rio sur la réforme de la police fédérale, sur la centralisation des fichiers de police, sur le besoin de concilier l'action militaire et l'action policière.

Jusqu'en 1969, les organes de la répression sont responsables des interrogatoires, c'est-à-dire de la collecte d'informations. Pour l'intervention, ils s'appuient sur les forces de police fédérale, des États et le DOPS. Ces organes policiers dépendent de l'autorité de chaque État. Mais l'activité de collecte et d'exploitation des renseignements est épaulée par les services secrets de l'armée de terre, de la marine, de l'aéronautique, par la police militaire, par la police fédérale (civile) et par les Divisions de sécurité et d'information (DSI) de chaque ministère. Des sous-sections dans les États et dans les principales villes organisent la recherche et l'exploitation des renseignements localement, mais chacun de ces organismes demeure autonome, bien que des zones de responsabilité puissent être attribuées⁷⁵⁵. L'activité la plus intense s'organise dans les États du Sud-Est, particulièrement dans l'axe Rio-São Paulo-Belo Horizonte, où les mesures de sécurité sont plus rigoureuses. D'un autre côté, au Rio Grande do Sul, la III^e Armée déploie une intense activité sur les régions frontières : embuscades, contrôles routiers, patrouilles, exercices de contre-guérilla sont généralisés. Avant tout, le gouvernement réagit face à la dégradation de la situation à l'intérieur où l'ambiance de guerre civile s'aggrave. Il n'en reste pas moins que la responsabilité de combattre la subversion revient à la société toute entière, selon le ministre de l'Armée de Terre, Lira Tavares. Tel est le message du manuel à usage interne distribué par l'état-major de l'armée de terre aux ministères civils. En effet, le Ministre considère le combat contre la *subversion* comme une guerre totale qui concerne pleinement la société.

Pour l'ambassadeur français, François de Laboulaye, il ne semble guère contestable que le président Costa e Silva cède à l'ultimatum des chefs militaires les plus intransigeants, dont les généraux Syseno Sarmiento, commandant la 1^{ère} Armée, Dutra de Castilho, commandant la Vila Militar, Jaime Portela, chef de la Maison militaire du président et, enfin, Albuquerque Lima, ministre de l'Intérieur. Le général Lira Tavares, ministre de l'Armée de Terre, se révèle « un remarquable conciliateur », selon Yves Boulnois. En effet, le jugement de l'ambassadeur est très juste car « les événements marquent le triomphe de la ligne la plus dure, la plus radicale de la classe militaire, les généraux ayant réussi, pour combien de temps à freiner l'ardeur des Colonels et des Capitaines prêts à se porter aux extrêmes⁷⁵⁶ ». Le 13 décembre 1968, le cinquième Acte institutionnel marque une première riposte militaire au climat de contestation de l'autorité

⁷⁵⁵ Maria Celina d'Araújo, Gláucio Ary Dillon Soares, Celso Castro, (dir.), *Os anos de chumbo...*, *op. cit.*, p. 42 et 91.

⁷⁵⁶ *La crise brésilienne. L'acte institutionnel n°5 et le retour aux sources révolutionnaire*, François de Laboulaye, 17 décembre 1968, AMAE, carton 133.

présidentielle. Il supprime les libertés démocratiques fondamentales, concentre les pouvoirs autour de l'armée de terre et met le Congrès national en congé *sine die*. Néanmoins, il ne crée toujours pas d'organisme d'intervention directe contre la guérilla, de sorte que les opérations continuent sous l'autorité des gouverneurs des États ou des commandants des régions militaires. Le régime progresse davantage vers la dictature que vers la création d'un organisme capable de combattre efficacement la *subversion*. Autrement dit, l'AI-5 pousse surtout vers la radicalisation du pouvoir Exécutif, en réaction aux remontrances du Congrès national.

De fait, ce sont les réactions de l'opposition armée qui poussent à la radicalisation du gouvernement. Les combats armés contre le gouvernement se multiplient dans les trois principales villes industrielles du Brésil. La difficulté à faire face à ces situations très différentes entraîne la création d'organismes dont la spécialité est la traque des guérilleros. Néanmoins, c'est un épisode interne aux forces armées qui stimule le plus le développement des organismes d'information et d'intervention. En janvier 1969, la désertion du capitaine de l'armée de terre Carlos Lamarca inflige le plus grand camouflet aux forces armées. Il quitte le 4^e régiment d'infanterie, à Quintaúna, en emportant avec lui un camion d'armes et de munitions. Son action spectaculaire met en évidence l'inefficacité des services de renseignement de l'armée et la difficulté à exploiter les informations réunies par la police. Pour Yves Boulnois, cet épisode révèle le besoin de disposer d'un organisme capable d'intervenir de manière dynamique et coordonnée dans le combat contre les ennemis du régime militaire. Les différents épisodes révèlent alors le grand laboratoire de contre-insurrection qu'est devenue la dictature brésilienne.

En juin 1969, naît l'opération *Bandeirantes*, conçue en réaction à l'action audacieuse de Carlos Lamarca. C'est le galop d'essai de la nouvelle structure de collecte d'informations et d'actions commando, conçue d'après la doctrine et l'expérience françaises. La coordination des opérations est désormais centralisée dans une agence à commandement unique, fixée à l'état-major de la II^e Armée, disposant d'un état-major mixte où se rencontrent policiers et officiers supérieurs. La coordination des efforts de la police militaire et des forces armées est rendue possible grâce à l'existence de groupes militaires spécialisés dans la traque des guérilleros : les groupes d'opérations commando, qui agissent immédiatement après l'exploitation des informations collectées dans les interrogatoires. Selon Mariana Joffily, il ne s'agit ni d'une militarisation de la police, ni d'un simple accaparement des fonctions policières par les militaires. Sans doute, la création de l'opération *Bandeirantes* marque-t-elle la victoire des militaires paulistes de la ligne dure, d'autant plus favorables à l'exercice des fonctions de police qu'ils sont formés aux techniques françaises de la guerre d'Algérie, que ce soit à Fort Bragg ou à Paris. Autrement

dit, le terrain psychologique propice à l'exercice de la brutalité policière est préparé chez les officiers brésiliens. Il n'en reste pas moins qu'il leur manque la pratique.

La conséquence logique de la collaboration de la police avec l'armée est l'assimilation par les militaires des méthodes brutales de la force publique de l'État de São Paulo. Néanmoins, le contrôle de la police ne forme qu'une des étapes de la réforme militaire. Prévue depuis 1967, elle déplace l'autorité policière des États vers l'état-major de l'armée de terre, en particulier en remplaçant les forces publiques par les polices militaires. Ce n'est donc pas la police qui se déclare inapte à combattre les actions subversives, mais les forces armées qui décident de les remplacer dans le maintien de l'ordre⁷⁵⁷.

À l'instar des groupes de choc durant la guerre d'Indochine, l'opération *bandeirantes* naît sous le signe de la clandestinité, à l'intérieur des services d'information de l'armée de terre, les 2^e Bureaux d'état-major, à l'initiative de la II^e Armée établie à São Paulo. Son armature institutionnelle est secrète, ses agents agissent dans la plus grande discrétion, leurs actions sont couvertes par la rigoureuse censure de la presse qui empêche la diffusion des résultats des enquêtes. Les officiers ainsi que les policiers intégrés au dispositif agissent dans l'illégalité, pour exécuter des opérations criminelles au nom de la défense intérieure du territoire. Dans ce cadre, la similitude avec les déclarations de Paul Aussaresses révèle les origines certaines de l'appareil répressif : instructeur dans l'école d'officiers des forces spéciales de Fort Bragg, il retrouve au Brésil quelques-uns de ses élèves.

Officiellement reconnu en 1970 sous le nom de Détachement d'opérations d'information et, le plus souvent, associé au Centre d'opérations de défense intérieure, reconnu par l'acronyme DOI-CODI, cet organisme projette sur le territoire national l'ensemble du dispositif expérimenté initialement à São Paulo.

Pour les commandants de la II^e Armée, l'opération *Bandeirantes* joue le même rôle pionnier que la *bataille d'Alger*, en mettant en œuvre les méthodes françaises. Pour sa part, le CODI réunit les représentants de toutes les forces policières et militaires de chaque État, pour recueillir leurs besoins en informations dans un rôle comparable à celui du Cinquième bureau d'action psychologique de l'armée française. Le DOI devient alors l'organisme chargé de l'intervention directe. Sa hiérarchie interne et son fonctionnement centralisé aux états-majors des régions militaires permettent de contourner les obstacles institutionnels inhérents aux forces armées. Il est doté d'importants moyens financiers et technologiques et ses activités sont stratégiquement planifiées pour affronter des forces irrégulières. Le CODI se base sur le conseil de défense

⁷⁵⁷ Mariana Joffily, *No centro da engrenagem...*, *op. cit.*, p. 33.

interne créé dans chaque état-major d'armée. Il est chargé de coordonner les efforts d'information pour lutter contre la *subversion* et le terrorisme.

En ce sens, comme le note Yves Boulnois, « bien que placés sous l'autorité des généraux commandants d'armées, les DOI fonctionnent avec la participation des autres forces y compris celles de la police ». Par ailleurs, « les régions militaires, à leur tour, disposent d'un Centre d'opérations de défense interne, véritable Poste de commandement des opérations anti-guérilla⁷⁵⁸ ». Les DOI-CODI ne forment donc qu'un des organismes du dispositif de défense intérieure ; en raison de leur subordination directe à l'Exécutif militaire fédéral, ils se superposent aux autres structures de sécurité intérieure et, de ce fait, jouissent de plus d'autorité⁷⁵⁹. En d'autres termes, il s'agit d'une administration parallèle qui ne répond qu'à l'autorité directe des supérieurs des DOI, passant outre l'autorité hiérarchique traditionnelle des forces armées.

L'enseignement français leur a appris, d'une part, qu'un chef militaire bien informé parvient à maîtriser son adversaire, d'autre part, que la centralisation des informations permet de remédier à de nombreuses difficultés logistiques. L'objectif est répondre aux attaques de l'opposition immédiatement. Pour une efficacité optimale de l'organisme, celui-ci doit être indépendant et agir en parallèle d'autres organes d'information.

La matrice française de l'opération *Bandeirantes* est analysée en quelques lignes par Mariana Joffily. L'auteure indique la ressemblance avec les services Renseignement action protection (RAP), fondés le 1^{er} juin 1956⁷⁶⁰. En effet, Raphaëlle Branche observe que le Centre de coordination interarmées apparaît en Algérie en 1957, une sorte d'armature institutionnelle pour camoufler les RAP. Le service RAP est un dispositif militaire conçu pendant la guerre d'Indochine. Il participe à une réflexion sur l'organisation des services de renseignement. Le service est divisé en trois sections dont dépendent les DOP (Détachements opérationnels de protection)⁷⁶¹. Plus que tout autre organisme, les Détachements consacrent la doctrine de la guerre révolutionnaire en véritable épine dorsale des forces armées brésiliennes pendant les années de plomb. C'est la concrétisation des vœux formulés dès 1964, par David Andreazza.

La documentation ne permet pas de conclure à une quelconque participation française aux opérations. Outre que l'attaché militaire a des rapports étroits avec les commandants des régions militaires et les chefs de police des États, rien ne permet d'affirmer qu'il joue un rôle semblable à celui d'un chef de mission militaire. Nous ne pouvons pas conclure à sa participation ni à ses conseils lors de ces opérations. Cependant, il est vraisemblable que la présence de cet officier n'est pas fortuite, son objectif étant celui d'orienter l'application de la doctrine française au Brésil.

⁷⁵⁸ *Rapport mensuel*, Yves Boulnois, août 1970, SHD, carton 10T1108*.

⁷⁵⁹ Martha Huggins, cité dans Mariana Joffily...

⁷⁶⁰ *Ibidem* p. 69.

⁷⁶¹ Raphaëlle Branche, *La torture...*, *op. cit.*, p. 196.

Vétéran des guerres d'Indochine et d'Algérie, spécialiste reconnu de la guerre anti-subversive, instructeur à l'École de guerre argentine, détaché spécialement à la demande des Brésiliens, Yves Boulnois se rend au Brésil pour renforcer les liens avec la France.

Dans les années 60, la réputation de ces officiers les précède d'autant plus qu'ils circulent entre les pays sud-américains, l'IHEDN et les écoles des forces spéciales états-uniennes. Autrement dit, avant d'arriver au Brésil, ils sont déjà connus des militaires brésiliens, qu'ils rencontrent aux États-Unis, au Panama, en Argentine et, surtout en France. Spécialiste de la guerre révolutionnaire, Yves Boulnois est aussi officier de liaison en Argentine, lorsqu'en 1966 le gouvernement du général Illía engage la deuxième mission française pour l'armée argentine. Après les services rendus au voisin méridional, Yves Boulnois se rend au Brésil comme attaché militaire, fonction qu'il exerce pendant deux ans, durant le mandat de Georges Pompidou, alors que Michel Debré est ministre de la Défense. Son arrivée coïncide avec la radicalisation de la répression, en décembre 1969. Pour lui, en juin 1970, un an après son arrivée, il ne fait pas de doute que « la préparation de toutes les unités de l'armée de terre à la lutte contre la subversion est bien avancée et donne des résultats positifs⁷⁶² ». Dans sa correspondance avec Pierre Messmer, il est particulièrement attentif à l'évolution interne aux forces armées brésiliennes qui adaptent leur articulation et leur équipement aux nécessités du moment : « subissant depuis plusieurs mois un entraînement adéquat, chaque unité est ainsi en mesure, quelle que soit sa mission spécifique, de participer à une opération de guérilla⁷⁶³ ».

Dès lors, il est important de parcourir avec Yves Boulnois le cheminement de l'ambassade de France vers la coopération avec les Brésiliens. Le seul lien possible qui permettrait de confirmer la rencontre entre Yves Boulnois et Adyr Fiúza de Castro est le CODI de Rio de Janeiro. Pour ce faire, nous devons nous interroger sur les problèmes de sécurité concernant l'ambassade de France.

Malgré les observations sur la qualité de nouveaux instruments de lutte contre la *subversion*, Yves Boulnois observe que la situation échappe au contrôle des autorités brésiliennes. François de Laboulaye renforce cette perception, où les ministres militaires « se trouvent pris en défaut dans le domaine dont ils s'étaient précisément portés garants, c'est-à-dire l'ordre public et la sécurité nationale ». Ses conclusions sur l'affaire de l'enlèvement de Charles Elbrick, son collègue états-unien, sont singulières : « la subversion a indéniablement prouvé qu'elle pouvait agir impunément n'importe où, n'importe quand et contre n'importe qui [...ainsi...] cet incident

⁷⁶² *Rapport mensuel*, Yves Boulnois,, 8 juillet 1970, SHD, carton 14S534*.

⁷⁶³ *Ibid.*

fortuit ne manquera-t-il pas, selon toute vraisemblance, d'accélérer et de raidir sensiblement l'évolution politique de ce pays⁷⁶⁴ ».

Pourtant, la préoccupation principale des diplomates français concerne à bien des égards leur propre sécurité puisque le corps diplomatique est visé comme cible des nouvelles opérations spectaculaires des guérilleros. À la suite de la libération d'Elbrick, le Secrétaire général, Hervé Alphand, s'inquiète des menaces qui pèsent sur l'ambassadeur de France. François de Laboulaye arrive au Brésil en compagnie de Joseph Schmid et de gardes du corps. Rien de plus normal dans une situation de guerre subversive, si ce n'est la relation prévue entre ces hommes et les services d'information :

Le gouvernement brésilien, a indiqué M. de Paranaguá [Secrétaire Politique], a pris toutes les mesures nécessaires à la protection des ambassadeurs étrangers et les a encore renforcées en ce qui concerne le représentant de la France, dès qu'il a eu connaissance des menaces plus précises pesant sur M. de Laboulaye. Il sera, d'autre part, heureux d'accueillir à Rio de Janeiro un spécialiste français de la protection des personnes, il ne manquera pas de ménager à ce fonctionnaire français des contacts avec les services brésiliens compétents et plus particulièrement avec l'Organisation d'Information et de Sécurité, qui a déjà été avertie de sa prochaine arrivée⁷⁶⁵.

L'avis de l'ambassadeur français sur la situation au Brésil n'est pas aussi optimiste que celle de son attaché militaire. En 1970, l'ambassadeur François de Laboulaye envoie à Maurice Schumann une étude bien documentée sur le régime militaire qu'il caractérise alors de *fascisme tropical*. Il s'interroge sur la nature du tournant politique dans l'armée brésilienne après le cinquième Acte institutionnel. Celui-ci institue la fermeture du Congrès national et l'accession à la magistrature suprême de militaires et d'hommes politiques effectivement très nationalistes. Comme en témoigne l'analyse des diplomates français, les différentes phases de la dictature brésilienne sont définies en fonction du degré d'intensité qui caractérise la répression politique.

Le concept de fascisme ne s'applique pas au Brésil, comme dans le cas chilien, à cause de la singulière combinaison entre les pouvoirs exécutifs de la dictature et les institutions libérales de la démocratie, dont le Judiciaire et la Chambre des députés (jusqu'en décembre 1968). Pourtant, la question de savoir si le régime brésilien est fasciste ou non perturbe les diplomates accrédités au Brésil, notamment les Français, qui s'interrogent sur les limites à faire respecter pour un rapprochement bilatéral.

Rien ne permet de comparer la situation au Brésil avec celle de la mission française en Argentine, où le colonel Bentesque reçoit des lettres de menace, pendant les opérations anti-

⁷⁶⁴ *Enlèvement de l'ambassadeur nord-américain*, François de Laboulaye, 10 septembre 1969, AMAE, carton 135.

⁷⁶⁵ *Audience accordée par le Secrétaire Général au chargé d'Affaires au Brésil*, D. de Favtski, 21 juillet 1970, AMAE, carton 110.

guérilla menées par le gouvernement d'Arturo Frondizi. Cependant, le SDECE intercepte deux lettres de menace et ses contacts avec le SNI permettent à l'attaché militaire de déceler les fausses rumeurs. Côte à côte avec le SDECE, « le CODI de la 1^{ère} Région militaire vient d'être chargé de la protection des missions diplomatiques se trouvant à Rio de Janeiro⁷⁶⁶ ». Sans conteste, le CODI est le moment où Yves Boulnois rencontre les principaux commandants de la 1^{ère} Région militaire, réunissant les représentants du SNI, des services d'information de l'armée de terre, de la marine et de l'aéronautique. Comme conséquence logique de ces échanges, les contacts de l'ambassade de France avec les membres de la communauté d'informations brésilienne se resserrent. Nous ne disposons pas de liste des officiers du SDECE détachés au Brésil. Néanmoins l'attaché militaire accueille deux officiers de réserve et voit le nombre d'attachés adjoints augmenter progressivement. L'allègement du travail de rédaction des dépêches, ainsi que la présence à l'ambassade, assurée par ses adjoints, donnent plus de mobilité à Yves Boulnois.

Avant l'officialisation, en septembre 1970, de l'opération *Bandeirantes*, Yves Boulnois suit de près l'évolution des opérations anti-subversives, particulièrement celles menées à l'encontre de Carlos Lamarca. Son style ainsi que ses analyses montrent à quel point il s'intéresse aux méthodes utilisées par les Brésiliens. Plus qu'un observateur, il critique l'adaptation de la technologie française. C'est pourquoi il s'intéresse aux failles dans les opérations, aux difficultés et, surtout aux besoins matériels. Les détails de l'opération anti-guérilla *Registro* confirment ce que nous avançons. Commencée à la fin du mois d'avril 1970, l'opération est conduite contre le camp d'entraînement de la VRP, à São Paulo. Elle prend rapidement de grandes dimensions, se poursuit pendant un mois et occupe toute l'attention de l'attaché militaire. Il s'agit d'une des applications du dispositif du DOI, l'organisme d'intervention placé depuis sa création sous l'autorité du général Canavarro Pereira. Yves Boulnois le décrit ainsi, en mai 1970 :

L'opération, placée sous la responsabilité du Général Canavarro Perreira, Chef de la II^e Armée (PC à São Paulo) avait donc pour but de nettoyer la région comprise entre la vallée de la rivière Ribeiro et la mer, où la subversion avait fait une zone de refuge et y possédait notamment un camp d'entraînement bien aménagé. [...] Des unités de l'Armée de Terre exécutèrent de nombreux bouclages et ratissages dans le quadrilatère formé par les villes de Cananéia, Eldorado Paulista, Registro et Iguapé (soit environ 2500km²) tandis que l'aviation bombardait à l'explosif et au napalm les zones les moins accessibles et appuyait les troupes au sol au moyen d'hélicoptères armés. L'opération est virtuellement terminée bien que la zone soit maintenue sous surveillance terrestre et aérienne avec la participation d'éléments de la 5^e Région militaire (PC Curitiba). Les principales difficultés rencontrées par les forces de l'ordre furent de trois ordres : le terrain fort bien choisi par les rebelles, l'action adverse convenablement dirigée et exécutée, l'absence de documents d'identité pour beaucoup d'habitants parmi lesquels pouvaient se réfugier des guérilleros. Une quinzaine au moins d'éléments importants de la VPR (Vanguardia Popular Revolucionária) et peut-être

⁷⁶⁶ *Rapport mensuel*, Yves Boulnois,, août 1970, SHD, carton 10T1108*.

même l'ex-Capitaine Lamarca, déserteur en Janvier 1969, qui vraisemblablement avait pris le commandement de cette action locale, se serait finalement échappé⁷⁶⁷.

Le scénario décrit est fidèle à la guerre révolutionnaire et rappelle indéniablement les guerres d'Indochine, d'Algérie et du Vietnam. Bouclages, ratissages, bombardement à l'explosif et au napalm des zones les moins accessibles, appui des troupes au sol au moyen d'hélicoptères armés : tous les éléments des opérations d'anti-guérilla pratiquées par l'armée française mais aussi par l'armée états-unienne sont présents. La tactique des actions de contre-guérilla montre, pour l'attaché militaire, l'efficacité des opérations combinées entre l'aviation et l'infanterie.

Yves Boulnois analyse de nombreuses opérations de contre-guérilla différentes. La documentation ne permet pas d'affirmer s'il oriente ces actions en planifiant la stratégie de défense intérieure avec le chef de l'état-major, Antônio Carlos da Silva Murici. On sait néanmoins qu'il est le principal interlocuteur de l'attaché militaire, avec lequel il échange des informations. Néanmoins, ni le Service historique de la défense ni les Archives du ministère des Affaires étrangères ne recueillent des documents éclairant l'action d'Yves Boulnois au Brésil. C'est pourquoi nous ne pouvons qu'émettre l'hypothèse d'une collaboration étroite avec le général Murici.

Bien informé sur la situation, Yves Boulnois accompagne le mouvement, sans doute à côté des militaires de même rang, les colonels responsables des opérations tactiques. Ainsi, plus que tout autre militaire français auparavant, il observe en témoin privilégié les épisodes les plus rudes de la lutte anti-subversive. Il n'en est pas moins vrai qu'il a pu conseiller les officiers supérieurs, de même rang, sous le commandement du général Canavarro, en particulier le major Brillhante Ustra. Ainsi, il accompagne l'adaptation des forces armées brésiliennes aux opérations de contre-guérilla. Comme il le souligne en juin 1971 :

La préparation de toutes les unités de l'Armée de Terre à la lutte contre la subversion, en exécution d'un arrêté ministériel du début de cette année, est maintenant bien avancée et commence à donner des résultats positifs. Adaptant son articulation et son équipement aux nécessités du moment et subissant depuis plusieurs mois un entraînement adéquat, chaque unité est ainsi en mesure, quelle que soit sa mission spécifique, de participer à une opération de guérilla⁷⁶⁸.

Deux ans après la création des DOI, Jean-Louis Guillot écrit que « la lutte contre le terrorisme urbain a été très dure et très efficace (liquidation des chefs et principalement de

⁷⁶⁷ *Rapport mensuel*, Yves Boulnois, juin 1970, SHD, carton 10T1112*.

⁷⁶⁸ *Rapport mensuel*, Yves Boulnois, mai 1970, SHD, carton 10T1108*.

Marighella et Lamarca)⁷⁶⁹ ». Comme l'observe Paul Aussaresses, créateur, en France, du 11^e Choc, le groupe d'intervention du Service de documentation étrangère et de contre-espionnage : « le chef du SNI (formule brésilienne comparable au SDECE, à la CIA et, un peu, à la GESTAPO) le général de division d'active Figueiredo [...] s'est fait remarquer dans les opérations de maintien de l'ordre après 1968 – très dures – dans l'état de São Paul⁷⁷⁰ ». La formule de l'attaché militaire français n'a rien de brillant car tous les organismes cités en exemple possèdent une branche action redoutable, alors que le SNI n'est qu'un organisme de recherche et d'exploitation de renseignements. En ce sens, il ne dispose pas de moyens d'intervention directe, même si, dans certains cas, ses agents ont pu intervenir immédiatement après l'analyse des informations. Si le SNI peut, de fait, prévenir la *subversion*, il n'a cependant aucun moyen de combattre la lutte armée. C'est ainsi que les nouveaux maîtres du Planalto entendent faire évoluer l'appareil répressif, autrement dit en lui donnant de nouvelles structures d'intervention directe.

Des changements dans la nature des relations franco-brésiliennes se produisent pendant la présidence Médici, en raison de la recrudescence des opérations de contre-guérilla, avec l'essor des groupes de choc. La situation commence à se modifier entre juillet et novembre 1970 avec la nomination du président Médici. Alfredo Souto Malan, ami de la France, est alors nommé chef de l'état-major de l'armée de terre, tandis que Moacyr Barcellos Potyguara devient chef du cabinet du ministre de l'Armée de Terre. Enfin, Aurélio Lira Tavares, ancien membre du triumvirat militaire, est nommé ambassadeur à Paris. C'est ainsi que s'amorce un tournant important : les relations avec la France s'étendent désormais à de nombreux domaines. Entre 1970 et 1973, le nombre de visites officielles augmente considérablement : Martial Valin, André Beaufre, Alain de Boissieu, Alfredo Souto Malan, Augusto Fragoso. De plus, les visites donnent lieu à des rencontres entre les stagiaires de l'ESG de Rio et de Paris, à une visite de l'IHEDN. Entre 1971 et 1973, quinze officiers brésiliens partent pour un stage en France, dans un établissement d'enseignement militaire supérieur. Enfin, quatre décorations à la Légion d'honneur sont décernées dans l'armée de terre, quatre dans la marine et treize dans l'armée de l'air. Jamais l'attaché militaire ne développe autant l'action de la France auprès de l'armée brésilienne. Les relations sont alors très étroites.

Le contexte politique y occupe une place importante car l'attitude plus agressive du Brésil peut être bénéfique pour les intérêts des industriels français de l'armement. Le rôle de l'attaché militaire est d'enregistrer l'émergence des mouvements socialistes, de calculer leurs ressources humaines, leurs capacités militaires et de comptabiliser ce que coûte la réaction militaire. L'équation politique, coûts humains multipliés par les matériels employés, permet de mesurer la

⁷⁶⁹ *Rapport mensuel*, Jean-Louis Guillot, janvier 1972, SHD, carton 10T1112*.

⁷⁷⁰ *Ibid.*

menace. Les attachés militaires essayent donc de déterminer l'aptitude des forces armées à mener des opérations de maintien de l'ordre et de contre-guérilla. Ils examinent la compétence de l'ensemble de l'institution en évaluant les capacités du sommet de la pyramide hiérarchique jusqu'aux officiers. Ils évaluent aussi la qualité de l'équipement, de l'organisation logistique et de l'entraînement des unités afin de saisir toute opportunité d'équiper les forces armées brésiliennes en armement français. Telle est une de ses missions : « évaluer la menace du moment et l'aptitude des Forces Armées à y faire face⁷⁷¹ ».

Le 6 décembre 1971, la directive générale détermine de façon plus succincte et directe l'objectif de la recherche de renseignement. La coopération technique est déjà en place et bat son plein. L'attaché militaire doit suivre de près :

Les problèmes généraux de défense et en particulier les solutions adoptées par le Brésil en ce domaine ; l'évolution de sa position au sein du groupe latino-américain et à l'égard du concept inter-américain de défense ; l'évolution des potentiels militaires ; les rapports avec les Forces Armées étrangères et en particulier avec celles des EUA ; les activités des mouvements subversifs et l'aptitude des Forces Armées brésiliennes à y faire face ; l'attitude des Forces Armées à l'égard du régime⁷⁷².

En plus des aspects spécifiques de la recherche de renseignement militaire – « l'évolution des potentiels militaires » ou les capacités brésiliennes à acheter et à assimiler le matériel français –, nous observons une évolution des objectifs même des recherches d'informations. L'idée d'observer « les activités des mouvements subversifs et l'aptitude des Forces Armées brésiliennes à y faire face », suggérée ci-dessus par le colonel Wartel, oriente entièrement la nouvelle directive. Il s'agit d'une évolution importante. Toutefois, on y introduit les politiques de la défense brésilienne et le « concept de défense inter-américaine ». En plus de ses solides réseaux au sein des groupuscules militaires proche de la ligne dure⁷⁷³, le colonel Wartel bénéficie d'un accès libre aux dépendances de l'armée brésilienne. Selon ses observations, l'armée brésilienne joue un rôle très actif en Amérique latine : commandement des forces inter-américaines de paix en République dominicaine (1965), relations étroites avec les services spéciaux argentins et uruguayens (1970), mission militaire permanente au Paraguay (depuis 1952), etc. Les exemples sont multiples et, selon l'attaché militaire, ils traduisent l'attitude énergique liée au nouveau concept de défense, celui de la guerre révolutionnaire. Celui-ci se fonde sur l'intervention directe

⁷⁷¹ *Rapport de fin de mission*, Jean Wartel, *op. cit.*

⁷⁷² *Directive générale pour l'AFE près l'Ambassade de France à Rio de Janeiro*, le 6 décembre 1971, SHD, 10T1109*.

⁷⁷³ Durant la dictature brésilienne, la ligne dure est l'appellation d'un groupe militaire, auquel participent parfois des civils, qui prône une profonde épuration du milieu politique. Il désigne aussi les neuf colonels responsables des enquêtes militaires de police (IPM – *Inquérito Policial Militar*), à partir de 1965.

dans les gouvernements à forte instabilité politique et sur la coopération entre services spéciaux. Vraisemblablement, le gouvernement brésilien soutient les pays amis dans la préparation de leurs forces armées. Les expressions utilisées sont significatives dans le langage militaire. En outre, elles expriment une grande proximité entre l'armée brésilienne et son partenaire états-unien. À l'attaché militaire de connaître les détails de cette coopération *intime* et d'en tirer le meilleur parti.

La période 1971-1973 est très singulière à cet égard, comme le montre Jean-Louis Guillot :

La place tenue par l'Attaché des Forces Armées, comme conseiller militaire de l'Ambassadeur, déborde largement, dans le cas du Brésil, ce qu'elle pourrait se limiter à être dans un pays où la classe militaire n'est pas la classe dirigeante. À cet égard la connaissance des Forces Armées brésiliennes se soude étroitement à la connaissance du régime, de la vie politique, de l'opinion publique. Cette imbrication étroite des Forces Armées à la vie de la nation brésilienne pousse donc naturellement l'Attaché des Forces Armées à ne rien méconnaître de tous les facteurs, positifs ou négatifs, agissants ou contrariants, de cette vie sous tous ses aspects économiques, sociaux et sociologiques, culturels et scientifiques. Nous avons donc considéré notre mission dans son ubiquité et sa diversité comme étant globale, indivisible en ses finalités et, à ce titre, notre place fut indiscutablement celle de l'un des collaborateurs immédiats de l'Ambassadeur de France et d'un Conseiller de défense au plein sens du mot⁷⁷⁴.

La mise à nu de la place prépondérante de l'outil militaire dans les relations bilatérales témoigne d'une union d'intérêts entre l'ambassadeur et l'attaché militaire. Eu égard à ses prédécesseurs, le colonel Guillot fait montre d'une grande liberté d'expression. Dans la ligne de son prédécesseur, il noue des contacts solides au sein de l'armée brésilienne et va bien plus loin puisqu'il conseille directement le chef de l'état-major. En effet, J.-L. Guillot circule librement dans les dépendances de l'armée brésilienne et bénéficie d'un réel climat de confiance. Néanmoins, il justifie ses méthodes, son implication dans les forces armées et ses relations au sein du gouvernement, par le besoin d'assurer les relations bilatérales, à tous les niveaux. À l'instar des militaires brésiliens, omniprésents dans l'administration des affaires de l'État, l'attaché militaire se doit d'être polyvalent. La faculté de donner l'impression d'être partout à la fois et la rapidité étonnante pour maîtriser l'espace considéré résultent d'une équation entre les besoins de la France en informations et la conjoncture de prédominance militaire dans la vie politique brésilienne.

S'il est évident que l'escalade de la répression réclame des méthodes nouvelles pour la réalisation des missions d'information, d'après l'extrait ci-dessus, l'attaché militaire puise ses sources dans les réseaux brésiliens. Dans un cas comme dans l'autre, la situation semble atteindre un degré de connivence jusqu'alors inégalé. Ce rapprochement découle des activités incessantes

⁷⁷⁴ *Rapport de fin de mission*, Jean-Louis Guillot, octobre 1971 – novembre 1973, SHD, 14S535*.

de l'attaché des forces armées (AFA) pour connaître « les facteurs positifs ou négatifs, agissants ou contrariants⁷⁷⁵ ». Le Brésil cherche dans l'exemple français les moyens pour utiliser les services spéciaux et interroge l'attaché militaire en ce sens. Le choix d'hommes familiarisés avec le contexte de la guerre révolutionnaire permet aux responsables militaires de consulter des conseillers de défense de très haute qualité.

Dans le cas brésilien, l'AFA se considère comme un organe de renseignement militaire et un conseil de défense. Cet état des choses se vérifie surtout après le coup d'État de mars 1964 puisque la plupart des secteurs de la vie nationale basculent directement ou indirectement sous l'autorité de personnalités militaires. Dans ce climat d'hégémonie militaire, l'officier attaché à l'ambassade de France, à Rio de Janeiro, doit-il inspirer le respect à ses interlocuteurs par son expérience de la lutte contre-révolutionnaire. Il devient dès lors un diplomate susceptible d'intervenir dans les aspects de la vie diplomatique : militaire, politique, commercial, culturel et technique. En plus de l'ascendant de l'AFA sur les autres représentants diplomatiques, les directives générales citées en exemple indiquent que le renseignement est *de facto* à la base de tout le travail de la mission militaire. En effet, la valeur intrinsèque des informations sur l'armée brésilienne justifie tous les efforts.

Le rôle de l'attaché militaire est plus que jamais sur le devant de la scène, d'où sa plus grande importance vis-à-vis des autres composantes de la diplomatie. Par ailleurs, la totale réorganisation des réseaux français à la suite du coup d'État de mars 1964 puis au lendemain du déménagement de l'ambassade à Brasília (1972) est un changement aussi brutal que l'ascension au pouvoir des francophiles. Selon J.-L. Guillot, sa mission a été difficile à cause de multiples facteurs, en particulier :

L'un des principaux éléments concrets de notre Mission a été le transfert du Poste de Rio de Janeiro à Brasília. La capitale fédérale de Brasília, dans sa conception même de centre politique et administratif du Brésil au niveau fédéral, dans son isolement du reste du pays, dans ses structures sociales encore élémentaires liées à trois éléments de population : les hauts fonctionnaires, les diplomates, les ouvriers de la construction, impose un style de vie bien particulier. [...] Ce faisant les rapports humains diffèrent et pour tout dire ils sont pauvres et limités. Il s'ensuit que l'implantation du Poste à Brasília a bien entendu modifié sensiblement la conception même du rôle de l'Attaché des Forces Armées en réduisant d'une façon radicale son champ d'observation et sa sphère de contacts. Les possibilités d'investigation personnelle se sont réduites et raréfiées. Le métier de l'attaché militaire au Brésil ne sera désormais plus le même de ce qu'il avait pu être jusque-là à Rio de Janeiro. En conséquence de nouvelles méthodes d'action s'imposent⁷⁷⁶.

⁷⁷⁵ *Rapport de fin de mission*, Jean-Louis Guillot, *op. cit.*

⁷⁷⁶ *Ibid.*

Le travail de l'attaché militaire à l'ambassade de France n'est plus le même, telle est la conclusion du colonel Guillot : il ne peut plus compter sur « les possibilités d'investigation personnelle » ; de plus, sa sphère de contacts se réduit aux seuls décideurs et aux conseillers du président de la République. Malgré les rapports établis jusqu'alors, dans toutes les sections des forces armées, tout semble recommencer. C'est donc un complet renouveau des réseaux. Ce changement augmente la difficulté d'obtenir des informations. Par conséquent, pour rendre le chef des services spéciaux brésiliens sensible aux requêtes de l'attaché militaire, il faut à l'ambassade de France un spécialiste des services spéciaux familier des officiers brésiliens. Seule une personne connaissant les agents du Service national d'informations peut être rapidement en relation privilégiée avec les homologues brésiliens. L'importance des services spéciaux est d'autant plus grande que le Conseil de sécurité nationale dispose d'un droit de regard sur toutes les affaires courantes du pays, son Secrétaire général devient alors un interlocuteur privilégié. Au sein de ce super-ministre, pour reprendre les mots de l'ambassadeur, dominé quasi entièrement par des ministres militaires, l'attaché militaire noue ses principaux contacts. Jusqu'à la création du SNI, en juin 1964, les chefs des services secrets ne sont pas des interlocuteurs centraux, aucune correspondance antérieure ne les évoque. Dans un pays où les militaires occupent les postes de décision, l'attaché militaire est en contact direct avec les services d'information. Les officiers français semblent légitimes pour dialoguer avec les Brésiliens.

L'état-major français opte pour l'envoi d'un spécialiste reconnu par ses pairs brésiliens, le colonel Paul Aussaresses. Son affectation en mission au Brésil répond au besoin d'intensifier les contacts avec le SNI. Sa renommée dans les services spéciaux alliés fait de lui l'homme le mieux à même de résoudre les problèmes de la France, c'est-à-dire l'accès à l'entourage présidentiel après l'accession au pouvoir du général Ernesto Geisel. Nommé colonel en 1966, il est affecté à la section française de l'état-major de l'OTAN. Ancien instructeur à l'École de forces spéciales de Fort Bragg⁷⁷⁷, entre 1963 et 1966, il est donc familiarisé avec un public d'officiers supérieurs brésiliens, latino-américains et nord-américains⁷⁷⁸.

Ces observations s'appliquent exclusivement à la période postérieure au coup d'État du 31 mars 1964. Avant la prise du pouvoir par les militaires, le gouvernement brésilien ne disposait pas d'un appareil de recherche et d'exploitation d'informations efficace et opérationnel, selon l'historien Lucas Figueiredo⁷⁷⁹. Même si les premières initiatives en vue de la création du SNI se situent entre 1955 et 1959, l'auteur estime alors qu'il est équivoque de parler de services secrets brésiliens. Durant ces années, les forces armées s'équipent en technologies d'espionnage. Le

⁷⁷⁷ Situé en Caroline du Nord, Fort Bragg est une base militaires et aussi le quartier général des forces spéciales de l'armée états-unienne qui y entraîne ses unités commandos.

⁷⁷⁸ Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort...*, *op. cit.*, p. 275.

⁷⁷⁹ Lucas Figueiredo, *Ministério do silêncio...*, *op. cit.*

principal instigateur de ce développement n'est autre que le Pentagone. Par l'intermédiaire de l'école de Fort Bragg, il accueille régulièrement des officiers latino-américains, instruits alors aux techniques de collecte et d'exploitation d'informations. Internationalement reconnue, l'école engage aussi des instructeurs étrangers dont le colonel Paul Aussaresses, vétérans des guerres d'Indochine et d'Algérie⁷⁸⁰. La circulation d'officiers-élèves et d'officiers-instructeurs est très grande dans ces écoles de formations spécialisées en raison de la pénurie en ressources humaines. C'est donc un lieu de rencontre de l'élite militaire où l'on discute des prérogatives des services spéciaux, des besoins d'informations, des différents modèles existants et, surtout des méthodes de lutte contre les organisations terroristes. Le terme terroriste désigne alors l'ennemi communiste.

En 1972, à l'occasion du transfert de l'ambassade de France à Brasília, le colonel Guillot fait le bilan des réseaux d'informateurs dans la communauté française, désignée par le terme de *colonie française*. Il déplore la situation à Brasília par contraste avec Rio et São Paulo qui bénéficient d'un réseau plus serré :

À Brasília la Colonie française est réduite à quelques unités. C'est évidemment beaucoup plus difficile d'agir ainsi à partir de Brasília et c'est dommage pour l'intérêt de ces échanges dans l'exécution de notre mission. [...] Mais la coupure la plus regrettable s'est faite avec les associations et en ce qui concerne le Poste Militaire, avec les deux groupes d'Anciens Combattants, celui de Rio et celui de São Paulo⁷⁸¹.

Plus le réseau est étendu plus l'attaché militaire est capable de faire face à des multiples problèmes. Si, pour des raisons politiques, les activités de l'attaché militaire sont paralysées, il lui faut une voie parallèle pour faire valoir ses arguments.

Entre 1948 et 1952, pendant laquelle Albert Buchalet prévoit même des interrogatoires musclés. Dans d'autres périodes, l'attaché militaire n'exécute pas lui-même des opérations de recherche d'informations⁷⁸². Dans tous les cas, il exploite les renseignements fournis par les informateurs. Si ce dernier aspect peut sembler déplacé dans le cadre d'une mission diplomatique, néanmoins, dans la conjoncture brésilienne et, étant donné la reconnaissance dont jouissent les Français, l'attaché militaire a souvent la possibilité d'assister à l'exploitation des informations. Il est à noter que le colonel Buchalet envisage la possibilité de mener des interrogatoires « serrés » dans les différentes antennes des services spéciaux français au Brésil. Il est difficile de savoir si le

⁷⁸⁰ *Ibid.* p. 250.

⁷⁸¹ *Ibid.*

⁷⁸² *Propositions concernant la mobilisation du poste..., op. cit.*

fait d'envisager des interrogatoires implique leur pratique. Dans tous les cas, l'attaché militaire pouvait coordonner lui-même des opérations de recherche d'informations utiles au gouvernement français.

Deux moments bien distincts sont à identifier.

Avant la création du SNI, en juin 1964, *faire du renseignement* se résumait au travail personnel de l'attaché. Il coordonnait l'activité des officiers français réservistes au Brésil, centralisait les informations et les entretiens au niveau de l'ambassade et rassemblait les informations provenant des différents Secrétariats et organismes dans lesquels travaillaient officiellement les agents français. Par ailleurs, il coordonnait le travail de classement et de rédaction des bulletins d'informations expédiés à l'antenne parisienne. Enfin, il rencontrait personnellement les hautes personnalités militaires et les responsables politiques brésiliens⁷⁸³. Le dialogue franc avec les officiers du SNI change brutalement la façon d'agir de l'attaché militaire qui protège davantage ses sources et met en place une politique secrète.

En 1972, l'attaché militaire croit enfin accomplir la tâche, tant demandée par les Brésiliens : rétablir le courant d'échanges avec la France, rompu depuis la Seconde Guerre mondiale, de manière à en revenir à la période de la mission Gamelin. Sans doute, l'argument de la reprise des relations militaires interrompues n'est-il qu'un artifice du langage militaire pour approcher les officiers français. La volonté d'engager une nouvelle mission française est bien réelle. La nature de cette mission demeurerait inchangée. Elle concernerait toujours l'instruction militaire supérieure, mais elle reposerait dorénavant sur la contre-guérilla. Autrement dit, en 1972, Jean-Louis Guillot conclut la principale affaire entre les armées françaises et brésiliennes depuis les années 20 ; il met au point la Mission militaire française pour le Centre d'opérations dans la jungle et d'actions commando.

Invité par le ministre français de la Défense, Michel Debré, Alfredo Souto Malan se rend en France pour un séjour d'une semaine, accompagné de Pierre Lallart et d'Yves Boulnois. La visite donne lieu à de multiples échanges, notamment lorsqu'il s'agit d'acheter du matériel aéronautique, dont le Mirage III. De plus, elle permet de fixer les objectifs de prochains échanges. Parmi les membres de l'équipe accompagnatrice, du côté brésilien, le colonel Araripe propose d'élargir le projet d'échange aux forces spéciales, à travers le COSAC (Centre d'opérations en forêt et d'action commando). Les discussions autour des échanges entre les services secrets ont lieu à Paris, pour la première fois. Un an plus tard, l'affaire se conclue par la visite de Jean-Louis Guillot à Manaus où il rencontre le colonel Bossaire, chef du commandement français de la Guyane, en compagnie du colonel Araripe, afin de négocier un échange. Pour l'attaché militaire,

⁷⁸³ L'expression « officiers français réservistes au Brésil » désigne l'ensemble des officiers *dormants*, parfois membres des services spéciaux français, mais le plus souvent en mission pour une entreprise française.

tout en reconnaissant que l'intérêt des Brésiliens est double, l'objectif est d'arrêter une position ferme à propos des stages prévus. D'un côté, celui fixé lors de la visite en avril-mai 1972, afin « d'entretenir et de développer avec l'Armée brésilienne la possibilité d'un courant d'échanges militaires culturels qui remonte à l'œuvre de la Mission militaire française. Il s'agit d'un intérêt politique évident. Le programme Amazonie y répond de façon partielle mais intégrante⁷⁸⁴ ». D'un autre côté, celui d'un « échange limité entre cette projection de la France sur le continent sud-américain qu'est la Guyane et le Commandement Militaire de l'Amazonie. Cet intérêt est complémentaire de l'intérêt général et ne saurait lui être opposé⁷⁸⁵ ».

L'échange se consolide lors de la visite du chef de l'état-major des Armées françaises, le général de Boissieu. Le colonel Guillot note dans son rapport :

À São Paulo la découverte de la puissance industrielle enfouie dans l'enchevêtrement de l'immense agglomération pauliste, ce fut essentiellement avec la bouillante mais discutable personnalité du Général Humberto Souza de Mello, commandant de 2^e armée, le thème du maintien de l'ordre et le problème de la confrontation des antagonismes irréductibles, la répression et la subversion. Les Forces Armées, y compris sa célèbre police militaire de São Paulo, qui détiennent les pouvoirs de police, ont certainement le contrôle quasi absolu de la situation, mais d'une certaine façon elles sont aussi comme assiégées au sein d'un tissu urbain particulièrement perméable aux actions terroristes. *C'est une véritable bataille d'Alger*. Le Général Humberto de Souza Mello n'a d'ailleurs pas manqué de parler du Général Massu. Les abus de la répression qu'il a un certain temps couverts au point de friser il n'y a pas si longtemps sa propre révocation, font l'objet, dit-il de toute son attention et de son énergie à les réprimer, mais la menace est si dangereusement latente qu'on ne saurait hésiter sur le choix des moyens, tout en contrôlant les limites⁷⁸⁶.

Jean-Louis Guillot rencontre une ambiance bien différente en raison de l'évolution sensible de la lutte politique interne. L'analogie explicite avec la *bataille d'Alger* est révélatrice d'un état d'esprit général, d'une répression à outrance et d'un contrôle strict des populations. Cela montre la réussite de l'adaptation des technologies françaises aux forces armées brésiliennes. L'innovation semble être la collaboration des attachés militaires avec les écoles de formation à la contre-guérilla. Le colonel Aussaresses, instructeur à l'école des forces spéciales de Fort Bragg, explique ouvertement son rôle d'officier de liaison à Manaus et celui d'instructeur au Centre d'opérations en forêt et d'actions commando. Pourtant, il est vraisemblable que le lieutenant-colonel Yves Boulnois, auteur de nombreux manuels de lutte anti-subversive, ainsi que le colonel Jean-Louis Guillot, enseignant à l'IHEDN et membre de son état-major, instruisent aussi les forces spéciales brésiliennes. Leur rôle dépasse celui de l'instruction des troupes, comme dans le cas de J.-L.

⁷⁸⁴ *Échanges militaires avec le Brésil. Stages en Amazonie*, Jean-Louis Guillot, 23 novembre 1972, AMAE, carton 184.

⁷⁸⁵ *Ibid.*

⁷⁸⁶ *Rapport sur la visite du général de Boissieu, chef de l'État-Major des Armées au Brésil*, Jean-Louis Guillot, 17 mai 1972, AMAE, carton 184, c'est moi qui souligné.

Guillot qui collabore très étroitement avec le chef de l'état-major de l'armée de terre, Alfredo Souto Malan, dans la planification de la défense nationale, entre 1971 et 1973.

Il est indéniable que la France accompagne les expérimentations de la contre-guérilla à partir de 1969, notamment dans l'État de São Paulo. Sans doute, les officiers français ne participent pas aux opérations, mais ils sont présents en tant que conseillers auprès de l'état-major brésilien. La coopération s'accroît à partir de 1970, lorsque le général Alfredo Souto Malan devient le chef de l'état-major de l'armée de terre brésilienne. J.-L. Guillot intègre alors directement l'état-major brésilien « comme un conseiller de défense au plein sens de ce mot⁷⁸⁷ ». Enfin, la coopération entre les armées se renforce en 1971, lorsque l'entraînement aux armements français commence. La commission de réception des avions de combat Mirage 3 envoie de nombreux stagiaires en France ; ainsi, les échanges militaires atteignent-ils des chiffres inégalés, même pendant la période de la mission militaire française.

Guillot organise le suivi du dossier des officiers stagiaires et a donc une connaissance précise de ces hommes qu'il est en mesure de retrouver. Pendant ses années de permanence au Brésil, nous observons l'augmentation très sensible de stagiaires brésiliens en France. Les transferts de technologie exigent des autorités françaises et brésiliennes la mise en place d'un protocole de sécurité afin de protéger les informations secrètes échangées. Les négociations autour de cet accord se poursuivent tout au long des années 70. Elles révèlent des intérêts bien plus politiques qu'industriels. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

Les échanges d'informations secrètes

En 1973, avant le départ de l'ambassadeur Lira Tavares de Paris, les gouvernements brésiliens et français s'entretiennent pour la première fois officiellement au sujet de l'échange d'informations secrètes. Sans doute, les débats au sein de la chancellerie sont-ils antérieurs à cette date, en raison des visites fréquentes des officiers du SNI et de nombreux autres militaires. Avant tout, la proposition officielle répond au besoin de confidentialité et de secret autour de la vente des avions Mirage III. En effet, en 1971, l'aéronautique brésilienne achète treize exemplaires de l'avion supersonique à la Compagnie générale Marcel Dassault. Le transfert de technologie exige alors la plus grande attention de la part des autorités brésiliennes pour garder la supériorité sur ses voisins et rivaux.

Cependant, c'est aussi en 1973 que commence la campagne internationale du Front brésilien d'information (FBI), campagne à but informatif et politique, afin de dénoncer les abus

⁷⁸⁷ *Rapport de fin de mission*, J.-L. Guillot, *op. cit.*

de la répression au Brésil. Le lancement de la campagne est directement lié au renversement du président Allende, le 11 septembre de la même année. Effectivement, lorsque le général Pinochet prend le pouvoir, l'armée chilienne procède à une série d'arrestations massives et les nombreux Brésiliens exilés à Santiago sont expulsés de force du pays. Cet événement doit être rapproché de la volonté d'échanger des informations avec la France car le gouvernement brésilien partage des informations secrètes, à caractère politique, avec ses voisins sud-américains depuis 1968, en raison notamment de la présence d'exilés politiques. L'arrivée massive des bannis, à partir de 1969, stimule l'extension des réseaux d'information de l'armée brésilienne jusqu'en Europe.

Dans les mois qui suivent le putsch de mars 1964, la première vague d'exilés politiques quitte le Brésil en direction des pays latino-américains ; ils fuient la répression. Dès 1965, diplomates et attachés militaires manifestent leur intérêt à observer les exilés et leurs trajectoires politiques. Ils entendent voir conciliés les problèmes de l'émigration vers la France et ceux de l'image du Brésil à l'étranger. Autrement dit la diffamation du régime serait le résultat de l'action internationale de nombreux exilés qui attaqueraient le régime brésilien sans raison légitime. En ce sens, la surveillance des personnes en France est souhaitée non pas comme une extension des pouvoirs du SNI, mais comme un combat pour préserver l'image du pays.

Avec la France, l'échange de renseignements devient impératif à cause de l'exil de Miguel Arrais à Alger. Les militaires brésiliens ne peuvent laisser partir impunément le seul opposant capable de trouver une tribune internationale. En effet, ses diatribes contre le régime trouvent toujours un écho dans le journal *Le Monde*, ce qui met en péril la crédibilité brésilienne. Principal adversaire politique des militaires, il représente l'opposition internationale au régime des généraux. Depuis Alger, il coordonne l'activité des Brésiliens en exil à travers le FBI (Front brésilien d'informations), créé en 1972. Organe de lutte contre la dictature, il diffuse des informations à l'étranger à propos de la lutte interne au Brésil. Pour les militaires, il est impératif de contrôler l'activité d'Arrais, ex-gouverneur du Pernambouc.

À partir de 1969, le flux d'exilés brésiliens augmente considérablement, au point que certains auteurs évoquent alors une *diaspora brésilienne*. Les évaluations les plus exactes, comme celle de Maud Chirio, proposent le chiffre de 10 000 pour dénombrer les Brésiliens établis en France pendant toute la durée du gouvernement des militaires⁷⁸⁸. L'exil brésilien devient jour après jour un problème politique plus important ; plus le nombre d'exilés brésiliens augmente, plus il s'accroît. D'une part, le flux vers la France augmente à la suite des premières opérations audacieuses des guérilleros, qui exigent la libération de prisonniers politiques en échange des

⁷⁸⁸ Maud Chirio, « Les exilés brésiliens et la police française : un exemple de contrôle politique dans un pays d'accueil », Idelette Muzart-Fonseca, Denis Rolland (dir.), *L'exil brésilien en France. Histoire et imaginaire*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 145-158.

ambassadeurs séquestrés. Partis en exil, ils rejoignent en grande partie les pays frontaliers du Brésil, mais aussi la France qui bénéficie dans l'opinion publique d'une image assez favorable. À la suite de la libération des 44 prisonniers politiques échangés contre l'ambassadeur allemand, Enfried von Hollenben, en juin 1970, ces militants de l'extrême gauche partent pour Alger, où ils rencontrent alors Miguel Arrais. Enfin, lorsque le gouvernement Allende tombe, le 11 septembre 1973, à la suite du coup d'État militaire qui porte au pouvoir Augusto Pinochet, les exilés brésiliens à Santiago partent en direction du Mexique et, plus tard, de la France.

L'exposé de Paul Aussaresses durant la réunion consulaire insiste sur le fait qu'au-delà des frontières :

Les exilés restent prêts à reprendre la lutte. Beaucoup sont en Argentine, d'où ils évoluent, en liaison parfois avec les Tupamaros Uruguayens, ou leurs homologues du Paraguay. Les responsables brésiliens de la sécurité entretiennent des contacts très étroits avec les Gouvernements autoritaires de l'Uruguay et du Paraguay. Imaginaire ou non le danger qui apparaît au sud du Brésil renforcera l'influence des forces armées⁷⁸⁹.

L'arrivée des groupes de militants révolutionnaires inquiète aussi bien le Quai d'Orsay que l'Itamaraty. La hantise de voir les bannis du gouvernement brésilien se réfugier en France provoque la mobilisation des services d'informations français et brésiliens, aussi bien du Centre d'informations de l'extérieur que du SDECE. Les dirigeants brésiliens craignent le regroupement des exilés autour de Miguel Arrais, rassemblement qui leur permettrait de mener une campagne internationale de diffamation aux dépens du Brésil. Par ailleurs, en Algérie, le renforcement du contrôle policier sur les exilés motive le départ des 40 bannis accueillis par le gouvernement Boumediene ; ils choisissent Paris.

Les ambassadeurs consacrent une grande partie de leur travail à analyser la presse européenne, afin de prévenir la dénonciation de la répression pratiquée par le régime brésilien telle qu'elle est décrite par les quotidiens. Alarmés par les retombées négatives inévitables de certains articles, ils essaient autant que faire se peut de contrôler les fuites d'informations et de maîtriser le déplacement des journalistes et des hommes politiques entre la France et le Brésil. Néanmoins, à partir de 1965, une nouvelle catégorie de personnes va circuler entre le Brésil et l'espace méditerranéen : les bannis du régime. Certains sont concernés par des enquêtes militaires de police et donc obligés de quitter le pays, à la suite de leur libération par *habeas corpus*. Ces personnes demandent l'asile à l'ambassade des pays latino-américains mais aussi à l'ambassade de France. L'impact de l'exil politique dans les relations franco-brésiliennes est indéniable, en

⁷⁸⁹ *Exposé de l'attaché militaire sur le rôle politique de l'armée brésilienne*, Paul Aussaresses,, 23 juin 1975, AMAE, carton 184.

particulier durant les années de plomb (1968-1974). Si les archives ne permettent pas à l'heure actuelle d'établir l'existence d'une communauté d'informations transatlantique, elles permettent de croiser certains éléments et de soulever plusieurs hypothèses. Ainsi, l'arrivée en France d'un nombre important d'exilés brésiliens accroît l'intérêt pour une coopération politique et policière entre les deux pays.

Depuis le coup d'État, la communauté brésilienne d'information étend ses ramifications à l'Alliance atlantique, permettant au service national d'information de déployer ses antennes jusqu'en Europe. En Amérique du Sud, la CIA coopère avec le SNI pour surveiller les exilés brésiliens en Uruguay, en particulier les proches de l'ex-président João Goulart et de son gendre Leonel Brizola⁷⁹⁰. En France, la DST (Division de sûreté du territoire) occupe une place centrale dans la filature des Brésiliens exilés en France⁷⁹¹. Le contrôle que l'État français essaie d'exercer sur les exilés est cependant très incomplet. Les fonctionnaires chargés d'étudier les dossiers méconnaissent la vie politique brésilienne. De plus, ils ignorent à peu près tout de l'organisation politique de la communauté exilée. Les échanges de renseignement sont généralement tenus secrets, c'est pourquoi ils manquent de lois cadres. De fait, il faut d'abord trouver un intérêt commun pour que des accords d'échange et de protection d'informations soient signés ; il faut ensuite mettre en place un organisme à même de collecter les renseignements. Enfin, Paris ne partage pas entièrement l'intérêt que trouve le gouvernement brésilien à contrôler le déplacement, dans le bassin méditerranéen, de personnalités politiques chassées par le régime. Ce n'est véritablement qu'après les événements de l'année 1968 en France et au Brésil que le gouvernement de Georges Pompidou décide d'échanger les premières informations avec les officiers du SNI. En effet, des demandes sont faites à la DST de fournir des informations sur Miguel Arrais et, sans doute, des demandes analogues sont faites vis-à-vis des autres exilés d'envergure internationale, comme Apôlonio de Carvalho, par exemple.

Les réseaux du SNI s'internationalisent moins par idéologie que par pragmatisme car les militaires de la communauté d'information suivent la trace, à l'étranger, des hommes politiques qu'ils entendent combattre. En 1966, la première cellule du SNI s'installe à l'ambassade du Brésil à Paris, qui loue un immeuble à cet effet, occupé initialement par le colonel Figueiredo. Cette première étape ne signifie pas qu'il y ait un échange d'informations avec la France car dans un premier temps le SNI cherche uniquement à informer l'agence centrale des déplacements d'hommes politiques exilés en France. D'ailleurs, l'Itamaraty ne conserve pas beaucoup de registres pour cette période mais nous savons que l'arrivée de l'ambassadeur Olavo Bilac Pinto

⁷⁹⁰ Élio Gáspari, *A ditadura envergonhada...*, *op. cit.*, p. 182.

⁷⁹¹ Maud Chirio, « Les exilés brésiliens et la police française : un exemple de contrôle politique dans un pays d'accueil », Idelette Muzart-Fonseca, dos Santos, Denis Rolland et *alii*, *L'exil brésilien en France. Histoire et Imaginaire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 145-158.

renforce la présence de *révolutionnaires* brésiliens à Paris. Bilac Pinto est particulièrement proche des réseaux militaires de l'ESG de Rio dont il a suivi les enseignements en 1958. Partisan d'une révolution dure, il partage l'avis des officiers les plus exaltés en ce qu'il soutient l'épuration en profondeur de la vie politique brésilienne. Bilac Pinto laisse un seul registre accessible sur le passage du colonel João Batista Figueiredo, dans lequel il informe le Secrétaire d'État à propos de l'extension du séjour parisien du bras droit de Golberi, en compagnie de l'attaché militaire, le colonel Antônio Carlos de Andrada Serpa. Dans les principales capitales du bassin méditerranéen, le colonel Figueiredo installe des antennes du SNI, de Lisbonne à Tel-Aviv en passant par Alger⁷⁹².

La volonté d'étendre encore le domaine de l'échange d'informations à caractère politique est abordée officiellement en juin 1968, lors de la VIII^e conférence qui réunit les chefs d'état-major des armées américaines, à Rio de Janeiro. Le chef d'état-major de l'armée de terre, Alfredo de Lira Tavares, préside alors la réunion, dont les thèmes concernent l'instruction contre la guerre révolutionnaire, la coopération des armées américaines dans la sécurisation des frontières, les mesures de nature à rendre plus vivante et plus étroite l'entente entre les armées⁷⁹³. L'attitude brésilienne est une réaction militaire à l'internationalisation de la lutte anti-subversive. En raison du nombre croissant d'exilés brésiliens dans les pays voisins ainsi que de la difficulté à contrôler les frontières, l'armée brésilienne entend collaborer directement avec les états-majors américains. La collaboration avec l'Argentine n'est pas continue, en revanche, elle l'est beaucoup plus avec le Paraguay et l'Uruguay, eux-mêmes sous la dictature du général Stroessner (1954-1989) et de Juan Maria Bordaberry (1973-1984), respectivement. Progressivement, l'intérêt pour l'échange d'informations s'étend aux pays européens. En effet, les attachés militaires des pays avec lesquels le Brésil a des relations suivies sont sélectionnés parmi les officiers appartenant au Service national d'information.

La documentation consultée aux Archives nationales sur la période postérieure à 1966 atteste d'un sérieux intérêt pour la menace communiste. La libération de Miguel Arrais et son départ pour l'Algérie expliquent ce fort intérêt pour l'activité des Brésiliens à l'étranger et les préoccupations quant à la diffamation du régime. De nombreuses ambassades et consulats s'orientent vers la surveillance de l'activité des exilés brésiliens. L'attitude hostile s'accroît particulièrement vis-à-vis de l'Algérie où les attaques contre le gouvernement brésilien sont très virulentes. En assumant pleinement sa fonction d'observatoire international de l'évolution du communisme, l'Itamaraty collecte d'importantes informations constituant une riche base de données. En effet, entre 1966 et 1975, les rapports confidentiels du Centre d'information de

⁷⁹² Élio Gáspari, *As Ilusões armadas. A ditadura envergonhada*, op. cit., p. 167.

⁷⁹³ *Rapport mensuel*, Jean Wartel, 30 juin 1968, SHD, carton 14S534*.

l'extérieur indiquent que les agents du SNI à l'ambassade du Brésil en France portent toute leur attention sur la menace non-violente des personnalités politiques en Europe. Ces personnalités dérangeantes organisent les premiers groupes de pression pour dénoncer les gouvernements militaires, au nom de la démocratie et des droits de l'homme. D'autre part, la recherche dans les archives militaires françaises fait surgir des aspects inattendus qui n'ont pu être approfondis. Par exemple, la poursuite des militants de l'opposition et, surtout la signature de l'accord cadre pour l'échange d'informations secrètes, en 1975. Cet accord conduit à l'hypothèse de la coopération entre les services de police et de la création d'un fichier commun. À l'intensification des échanges répond l'augmentation du degré de protection de l'information partagée.

Profondément francophile, Lira Tavares est imprégné des valeurs contre-révolutionnaires. L'ambassadeur brésilien demande au gouvernement français de contribuer au contrôle de l'activité des exilés en France. Il stimule ainsi le contact entre les services de police franco-brésiliens :

L'ex-gouverneur Miguel Arrais est difficilement localisable. En dépit des ordres donnés à la Division Territoriale française d'éviter son activité directe en France, il n'est plus retourné à Paris. Arrais portait toujours le passeport diplomatique algérien, dans ses déplacements, le DST avait reçu l'ordre de le conduire, à la première opportunité, au Quai d'Orsay, pour expliquer la raison de sa mission diplomatique sur le territoire français.⁷⁹⁴

Ce document est le seul pouvant attester des relations entre les services d'information brésilien et français. Il se trouve aux Archives nationales, à Brasília. Il ne fait aucun doute que la DST reçoit de nombreuses autres demandes de renseignement sur Miguel Arrais qui fait l'objet d'une filature permanente des services français. Averti par les services algériens d'information sur les demandes brésiliennes à la France et sur la filature de la DST, Miguel Arrais évite de se rendre à Paris pendant la deuxième moitié des années 70. La guerre entre les services secrets prend alors une très grande ampleur.

La perspective de contrôler le déplacement de certains exilés, plus visibles que d'autres, conduit ainsi à l'élaboration d'un traité d'échange d'informations secrètes. Les études juridiques commencent effectivement en 1973. Signé quatre ans plus tard, sous la présidence du général Figueiredo, le traité renforce considérablement les échanges d'informations.

Le présent protocole constitue le règlement de sécurité commun aux différents accords de coopération *comportant* communication d'informations à caractère secret conclus

⁷⁹⁴ *Propaganda contra o Brasil na França*, Centro de informações do exterior, 22 janvier 1973, Arquivo Nacional, carton DSI-MRE.

entre le gouvernement brésilien et le gouvernement français. Des annexes secrètes où seront notamment définis pour chacune des deux parties contractantes les éléments secrets à protéger qu'elle communique, ainsi que les informations pouvant conduire à la connaissance de ces secrets, seront jointes aux accords particuliers relatifs aux différents domaines de coopération. La protection que les deux parties contractantes s'engagent à assurer par le présent protocole de sécurité s'étend à l'ensemble des informations à caractère secret communiqués ou *produits* pendant toute la durée de l'accord de coopération, y compris celle des contrats et sous-contrats passés en vertu de ces accords. Les annexes de sécurité pourront être complétées *en conséquence* en cours d'exécution des accords. *De même* elles seront modifiées : lors de la découverte ou de la production d'informations que l'une des deux parties contractantes estime devoir être tenues secrètes ; lorsque le pays qui en est l'origine signifie qu'une information a perdu son caractère secret et n'a plus à bénéficier d'une protection particulière⁷⁹⁵.

Les négociations pour ratifier le protocole de sécurité sont très longues, en raison du refus brésilien de publier au Journal officiel l'acte signé par le président Ernesto Geisel. Ce refus permet de ne pas appliquer le traité, jusqu'en 1977, lorsque la commission d'amnistie instaure la loi sur la protection d'informations. Enfin, il est difficile de connaître les applications de ce protocole. Dans tous les cas, il définit le statut et établit un régime d'échanges réguliers d'informations. Après l'approbation du protocole de sécurité franco-brésilien, l'accès aux informations devient pratiquement impossible. Côté brésilien, seules les Archives nationales conservent la documentation, très fragmentée. Côté français, les documents sont protégés par le secret.

⁷⁹⁵ *Protocole de sécurité franco-brésilien*, Conselho de segurança nacional, Arquivo Nacional, carton DSI-MRE.

L'anti-communisme se manifeste dans les armées françaises et brésiliennes depuis les années 30. Dénoncé comme une pathologie du corps social, il évolue rapidement au sein des forces armées et devient, trente ans plus tard, un des principaux arguments pour justifier le putsch contre le gouvernement Goulart. Certes, il ne constitue qu'un des aspects de la doctrine de la guerre révolutionnaire, mais crée un espace de dialogue entre militaires français et brésiliens. Pour les nouveaux exégètes de l'ESG, le Kremlin tire les ficelles d'agents infiltrés entièrement dévoués à sa cause et qui assurent la domination soviétique sur le monde.

Durant les années 60, les relations franco-brésiliennes bénéficient des changements politiques intérieurs. En moins de six ans, tous les différends financiers, politiques et commerciaux sont résolus. Parvenus au pouvoir par un coup d'État civil et militaire, les nouveaux dirigeants brésiliens sont davantage intéressés à diversifier leurs fournisseurs qu'à resserrer les liens avec Washington. Le Brésil parvient ainsi à des solutions satisfaisantes en matière économique, ce qui favorise le rapprochement avec les Français.

L'importance de l'attaché militaire augmente en raison de sa capacité à intervenir directement auprès des dirigeants militaires. Le contact facile renforce son rôle dans les relations bilatérales qui deviennent alors secrètes. Le saut quantitatif est impressionnant. Cette situation inédite rend possible un rapprochement sans précédent, entre 1969 et 1974. Il n'est pas uniquement le résultat de l'attitude brésilienne puisque le général de Gaulle ouvre sa diplomatie vers l'Amérique latine dès 1964.

Les rivalités entre Brasília et Washington sont un facteur essentiel de ce rapprochement. Alors que la Maison Blanche s'engage dans la guerre du Vietnam et impose de nombreuses restrictions à ses investissements en Amérique latine, la France décide de ne plus suivre les positions états-uniennes. Par ailleurs, la violence de la répression brésilienne encourage pareillement la décision du Sénat états-unien de limiter le commerce des armes avec Brasília. À partir de 1969, l'assistance militaire états-unienne diminue et la courbe décline durant toute la décennie suivante, jusqu'à se tarir complètement en 1977. La France bénéficie largement de cette évolution et passe de la 3^e position parmi les principaux exportateurs d'armement à la 2^e position, derrière l'Angleterre.

Le rapprochement franco-brésilien peut être expliqué de multiples manières et nous avons choisi d'évoquer les affinités entre les militaires brésiliens et français. Nous sommes alors arrivés à la conclusion qu'un des principaux facteurs de rapprochement est l'identification réciproque. Le coup d'État civil et militaire du 31 mars 1964 est un modèle du genre appelé à jouer un grand rôle en Amérique du Sud.

Conclusion

Tout au long de notre thèse, nous avons essayé de saisir les enjeux complexes des relations militaires franco-brésiliennes ainsi que les stratégies mises en œuvre par Paris pour élargir son partenariat avec l'armée brésilienne. Cette recherche s'est construite à l'appui de sources françaises et brésiliennes dont la spécificité est la difficulté à accéder aux informations. Si nous n'avons rencontré pas de difficultés à les réunir, nous n'avons pas pu les exploiter entièrement, en raison des grandes lacunes. Effectivement, la connaissance des services secrets comprend de nombreux espaces d'ombres que nous n'avons pas fini d'éclairer à travers des archives à peine ouvertes.

À partir de 1958, la France se construit un espace politique et militaire au Brésil, alors même que l'idée convenue donne à penser que l'Amérique du Sud est la chasse gardée des États-Unis. Nous avons donc essayé de déconstruire cette mainmise de Washington sur le Brésil, en montrant l'élaboration du partenariat stratégique franco-brésilien. En dépit de la disproportion des moyens mis en œuvre, la France parvient à s'imposer par une voie qui lui est propre : celle de la culture militaire. Les attitudes françaises à l'égard de la présence états-unienne sont diverses et nous avons observé des moments de plus forte concurrence mais aussi des périodes de coopération. Il ne fait pas de doute que la place de la France est fonction de celle des États-Unis. La grande réussite de la France est d'avoir mis à profit l'effacement des États-Unis à cause de la guerre du Vietnam.

L'intérêt français pour le Brésil est de même très variable. À l'indifférence réciproque qui caractérise ces relations pendant la IV^e République, suit une période de plus forte présence des techniciens français au Brésil. Effectivement, les promesses du développement économique associé attirent l'attention des Français qui cherchent à s'associer aux grands travaux d'aménagement du pays. C'est à ce moment que les relations basculent. Le partenariat est bloqué en raison de l'incompréhension des présidents français et brésiliens. Ce n'est qu'à partir du retour aux fonctions d'hommes partageant une même vision du monde que ces relations reprennent.

La conquête de telles positions par la France est le résultat d'un long travail auprès de l'armée brésilienne consistant à interpeller les élites militaires et industrielles. D'après nos premières observations, la conquête des esprits s'appuie sur le thème fort de la guerre révolutionnaire. Le mouvement de transfert est comparable à une véritable propagande puisqu'il est planifié comme un moyen de conquête des élites. Dans ce travail d'affirmation de la culture militaire, la France fait une utilisation intensive comme attachés militaires des anciens des guerres

coloniales. Il existe donc une forte corrélation entre la fin des guerres coloniales et l'exportation des technologies françaises.

Le transfert de la doctrine de la guerre révolutionnaire, élaborée à l'ESG de Paris au moment de la guerre d'Indochine, constitue le principal atout de la France. L'enseignement des Français modifie la perception que les militaires brésiliens ont de leur rôle. La doctrine de la guerre révolutionnaire n'arrive pas d'un bloc à l'ESG de Rio de Janeiro, les multiples détours par l'IHEDN ainsi que par les revues diversifient les sources. Par ailleurs, traduire c'est trahir : la transposition des termes du français au portugais s'accompagne de la distorsion des concepts. L'armée française devient malgré elle le modèle des dictatures de sécurité nationale en Amérique du Sud.

Le savoir-faire français en matière de maintien de l'ordre est internationalement reconnu et même Washington recommande l'importation de la doctrine française. Celle-ci est assortie d'une technologie bien précise qui fait toute la particularité de la France puisqu'elle n'offre pas seulement des procédés techniques. Il s'agit de toute évidence de commercialiser un modèle de développement industriel, fondé sur les fournitures militaires, autrement dit basé sur une économie de guerre. La particularité de cette dernière est de n'avoir jamais été déclarée. Dans une certaine mesure, nous pouvons affirmer que la doctrine de la guerre révolutionnaire sert les intérêts de la France. Ainsi, la conquête des esprits est directement liée au commerce des armes.

Le pari sur l'autonomie stratégique brésilienne est gagné lorsque le gouvernement militaire promeut le premier parc industriel consacré à la production d'armements. Les dirigeants brésiliens conçoivent la doctrine française comme un moyen de légitimer le développement du complexe militaro-industriel. L'analyse des discours a montré que la guerre révolutionnaire est une miniaturisation de la guerre froide. La France offre un modèle correspondant aux attentes brésiliennes. Les licences de fabrication vendues par la France constituent alors un nouveau champ de recherches qui permettrait de mesurer précisément la place des attachés militaires dans ces affaires. Le rôle des officiers de renseignement n'est pas mince puisqu'ils fournissent d'importantes analyses qui orientent la politique française. Ils sont les véritables acteurs du rapprochement. Pourtant, les décideurs sont à Paris, dans les ministères qui orientent l'expansion française en Amérique latine.

À maintes reprises les documents mettent clairement en évidence les multiples visages de la diplomatie française. Tout d'abord, nous soulignons la duplicité vis-à-vis de Washington, tantôt perçu comme un partenaire et tantôt comme un adversaire. Puis l'attitude ambiguë de Paris à l'égard du gouvernement brésilien, en ouvrant de négociations avec l'opposition aussi bien qu'avec les technocrates du régime. Viennent ensuite les complicités durant la dictature

brésilienne où la France accueille de nombreux exilés politiques, en même temps qu'elle échange des informations avec le gouvernement brésilien. En dix ans, la diplomatie française remporte plus de victoires que pendant toute la période des vingt années qui précèdent. S'ouvre alors une nouvelle page de l'histoire du Brésil, où la France est une nouvelle fois un partenaire stratégique, pièce fondamentale de sa stratégie de puissance. Il n'en reste pas moins qu'elle n'est pas la seule bénéficiaire, ce qui soulève la question des autres partenaires de Brasília.

Ces attirances avérées sont vraisemblablement bien au-delà des seuls cerces militaires et, dans un certain nombre des cas, il apparaît que les diplomates en poste au Brésil partagent peu ou prou les sympathies politiques du régime prétorien. Toutefois, nous sommes bien conscients de n'avoir mis en évidence que la partie émergée de l'iceberg. Pour autant que l'accès aux archives demain soient facilité, il n'est pas douteux ces duplicités longtemps tenues secrètes émergeront au grand jour. Il vaudrait, sans doute, aussi la peine de s'interroger sur le fait de savoir si, face à d'autres dictatures de sécurité nationale, la diplomatie française a procédé à l'identique ? C'est dire qu'un immense chantier reste encore ouvert aux chercheurs.

Index

A

Acheson, Dean, 132
 Ailleret, Charles, 300, 301, 347, 427
 Air France, 215, 226, 378
 Alfonsín, Raul, 69
 Allard, Jacques, 158
 Almeida Freitas, João de, 277
 Alphand, Hervé, 325, 331, 416, 426
 Alsthom, 380
 Alves de Souza, Carlos, 166, 168, 169, 214, 222, 223, 431
 Alves, Osvino, 221, 326
 Alvim, Hugo Panasco, 97, 192, 204, 205, 206, 260, 453
 Amaral, Edgardo do Amaral, 280, 293
 Andreazza, David, 360, 366, 372, 389, 394, 395, 415, 432
 Angles, Jean-Paul, 222, 223, 294, 296, 317, 318, 319, 320, 321, 325, 326, 327, 329, 331, 332, 333, 334, 337, 367, 368, 423, 424, 425, 426, 462
 Aragão, Candido, 260, 278, 326
 Arbentz, Jacobo, 37
 Aron, Raymond, 26, 45, 46, 47, 99, 269
 Arrais, Miguel, 8, 220, 326, 397, 398, 429, 430, 431, 432, 433, 434
 Arvengas, Gilbert, 140, 184, 277, 423, 462
 Assis Brasil, Argemiro, 240, 317
 Auriol, Vincent, 150, 151, 423
 Aussaresses, Paul, 22, 104, 105, 108, 111, 112, 113, 179, 186, 239, 285, 289, 294, 342, 362, 384, 385, 414, 419, 424, 425, 428, 430, 427, 428, 429, 452, 462

B

Banco Hipotecário, 377
 Banque du Brésil, 194, 354
 Banque Hypothécaire de Minas Gerais, 81
 Barros, Ademar de, 224, 302, 308, 309, 320, 398
 Bayens, Jacques, 165, 168, 194, 195, 196, 197, 198, 206, 212, 213, 216, 217, 218, 219, 223, 225, 242, 281, 282, 317, 423, 424, 431, 462
 Bayer, 305
 Bayle, Henri, 296, 424
 Beaufre, André, 97, 252, 420
 Belgo Mineiro, 305
 Benkhedda, Youssef, 167, 168, 219
 Berenguer, Alfred, 163
 Beuve-Mery, Hubert, 327
 Bidault, Georges, 277, 308, 309, 432
 Bigeard, Marcel, 114, 292
 Bilac Pinto, Olavo, 316, 379, 432, 425
 Binoche, Jean, 226, 301, 366, 378, 401, 402, 403, 404, 424, 425, 426, 462
 Blanchi, Louis, 359
 Bodet, Pierre, 121, 144, 149, 152, 153, 154, 423, 424
 Boissieu, Alain de, 152, 153, 154, 420, 427, 455, 482
 Bonaparte, Napoléon, 91, 431
 Bonnet, Gabriel, 235, 246, 247, 265, 456
 Bordaberry, Juan Maria, 433
 Bouhayed, Fatih, 159, 164

Boulnois, Yves, 291, 375, 405, 406, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 426, 428, 427, 428, 462
 Bourguès Maunoury, Maurice, 251
 Bracorep, 182, 295, 355, 370, 425
 Branche, Raphaëlle, 111, 112, 119, 186, 247, 254, 256, 415
 Brayner, Floriano de Lima, 276, 455
 Brilhante Ustra, Carlos Alberto, 419
 Brizola, Leonel, 189, 212, 317, 318, 397, 431, 457
 Bruhl, Jacques, 295
 Buchalet, Albert, 103, 108, 120, 122, 128, 129, 131, 135, 136, 137, 141, 226, 236, 237, 243, 274, 275, 277, 342, 343, 355, 370, 425, 426, 423, 424, 427, 452, 462

C

Café Filho, João, 145, 462
 Calero Rodrigues, Carlos, 377, 431
 Câmara, Helder, 167
 Carbonnel, Éric de, 170, 423
 Cardi, Pierre, 398, 401, 426
 Cardoso, Fernando Henrique, 40, 41, 68
 Cardoso, Miguel, 260, 278
 Carpentier, Marcel, 134, 135, 136, 137, 138, 140, 282, 283, 423
 Carrière, Carron de, 200
 Carvalho, Apôlonio de, 159, 432
 Castelo Branco, Humberto de Alencar, 22, 38, 97, 192, 206, 230, 241, 242, 262, 290, 307, 310, 313, 315, 328, 331, 332, 333, 335, 337, 344, 349, 350, 351, 352, 353, 355, 356, 358, 360, 363, 367, 372, 373, 374, 375, 376, 379, 389, 391, 392, 393, 396, 397, 398, 399, 402, 403, 404, 432, 453, 454, 462
 Castro Menezes, Amangá Liberato de, 263
 Castro, Celso, 56, 57, 58, 367, 411
 Castro, Fidel, 18
 Castro, Paulo de, 156, 158, 159, 160, 161, 163, 171
 Chambrun, Charles, 333
 Chenelière, François Ernoul de la, 125, 126, 127, 129, 429
 Churchill, Winston, 25, 102
 Clark, Mark, 35, 456
 Clausewitz, Carl von, 46, 90, 98
 Coelho, Serzedelo, 170
 COFICO (*Companhia Financeira e Indústria Intercontinental*), 304
 Comblin, Joseph, 22, 58, 59, 60
 Compagnie de Chemin de fer São Paulo-Rio Grande, 81
 Compagnie générale aéronautique Marcel Dassault, 13, 224, 295, 364, 367, 369, 375, 381, 429, 448
 Compagnon, Olivier, i, 42, 43
 Companhia Port of Pará, 81, 139, 217, 223
 Comte, Auguste, 41
 Conseil national du Pétrole, 194
 Cordeiro de Farias, Olvaldo, 188, 245, 259, 310, 311, 455
 Costa e Silva, Artur da, 38, 331, 351, 359, 360, 365, 366, 369, 372, 378, 379, 382, 389, 392, 399, 401, 403, 404, 406, 409, 410, 412, 453, 454, 455, 457, 462
 Costa, Ruy José da, 171, 230, 293

Couve de Murville, Maurice, 197, 198, 203, 213, 317, 320, 325, 327, 331, 334, 356, 377, 378, 401, 426
CSF Eletrônica do Brasil, 181
Cunha, Vasco Leitão da, 194, 226, 329, 330, 333, 334, 375, 432

D

D'Araujo, Maria-Celina, 56, 323, 367
Dantas, João, 194, 214, 216, 217, 218, 219
Daudt Fabricio, José, 281
Debray, Régis, 408
Debré, Michel, 160, 415, 426
Dejean, Maurice, 30
Delmas, Claude, 269
Demetz, André, 198, 199, 200, 202, 203, 283, 429
Denis, Odílio, 35, 40, 41, 42, 145, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 195, 196, 197, 198, 200, 202, 212, 213, 306, 310, 311, 351, 430, 431, 424, 435, 436, 438, 439, 446, 454, 456, 471
Dinges, John, 67, 68
Doise, Jean, 47, 48
Domingos, Manuel, 12, 50, 51
Dreifuss, René Armand, 53, 54, 65, 304, 305
Duroselle, Jean-Baptiste, 28, 29, 30, 31, 46, 47, 86, 88, 94, 95, 97
Dutra, Eurico Gaspar, 35, 94, 96, 131, 208, 229, 230, 231, 259, 412, 462

E

Elbrick, Charles, 416
Ély, Paul, 203, 251, 252
Escobar, Décio Palmeiro, 284

F

Faure, Edgard, 136
Faust, Jean-Jacques, 327
Fico, Carlos, 38, 300, 317, 321, 365, 383, 397
Figueiredo, Edson, 312
Figueiredo, João Batista, 188, 189, 208, 230, 269, 312, 315, 361, 366, 407, 410, 419, 425, 432, 434, 431, 442
Fiúza de Castro, Álvaro, 141, 154, 416
Foch, Ferdinand, 88, 90
Fonseca, Ariel Paca da, 312
Fontaine, André, 25
Fontoura, João Neves da, 135, 139, 432
Fortes Evangelho, Gabriel Borges, 269, 312
Fouché, Joseph, 358
Foucher, Pierre, 222, 223, 423
Fragoso, Augusto, 240, 244, 266, 267, 403, 420, 432
Fragoso, Heleno, 390
Frei, Eduardo, 333
Frondizi, Arturo, 207, 332, 417
Frota, Sílvia Coelho da, 269, 312
Funari, Benjamin, 239, 276

G

Galdino, Hélio, 312
Gallula, David, 235
Gamelin, Maurice, 11, 86, 88, 91, 95, 431

Gáspari, Élio, 57, 307, 308, 326, 431, 432
Gaulle, Charles de Gaulle, 13, 20, 30, 32, 33, 57, 71, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 106, 111, 113, 114, 115, 119, 122, 123, 156, 158, 159, 162, 168, 185, 195, 272, 317, 318, 327, 328, 333, 334, 338, 344, 345, 346, 350, 358, 374, 377, 394, 395, 405, 436, 452, 455, 478
Geisel, Ernesto, 39, 57, 188, 189, 310, 350, 355, 359, 367, 369, 373, 389, 391, 392, 393, 395, 424, 435, 442, 444, 454, 462
GENEMA (Groupement d'exportation de navires et d'engins de mer en acier), 181, 295
General Electric, 305
Générale aéronautique Marcel Dassault, 181
Gindre, Gabriel, 355, 370, 425
Giraud, Claude, 72, 76, 100, 101, 102, 103, 434, 452
Giraud, Henri, 102
Giscard d'Estaing, Valéry, 368, 386
Goethe, Johann Wolfgang von, 16
Góis Monteiro, Pedro Aurélio, 89, 92, 94, 453
Gordon, Lincoln, 321, 457
Goulart, João, 18, 67, 83, 148, 189, 191, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 223, 224, 226, 231, 245, 299, 303, 304, 305, 306, 307, 309, 310, 311, 312, 314, 315, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 354, 355, 407, 410, 431, 436, 425, 453, 454, 455, 456, 457, 462
Grand D'Esnon, Henri, 200
Grimaud, Maurice, 359
Grosser, Pierre, 27
Guedes, Carlos Luis, 240, 306, 307, 308
Guevara, Ernesto Che, 208, 211, 221, 390, 400, 404, 405, 408, 426
Guillaumat, Pierre, 113, 117
Guillot, Jean-Louis, 383, 384, 389, 406, 419, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 427, 428, 429, 462

H

Hardion, Bernard, 144, 149, 150, 151, 157, 161, 162, 203, 293, 423, 424, 431, 462
Heck, Sílvia, 193, 212, 306
Herm Holtz & Coty, 305
Herrera, Heitor Almeida, 262
Hilton, Stanley, 52
Hitler, Adolf, 95, 104
Hobsbawm, Éric, 25
Hogard, Jacques, 244, 250, 255, 441
Hollenben, Enfried von, 430
Hotchkiss-Brandt, 182
Huntington, Samuel, 52
Huntziger, Charles, 95, 96

I

IBAD (Institut brésilien d'action démocratique), 303
IBM, 305
Isnard de Gouveia, João Batista, 303

J

Janowitz, Morris, 61
Jardim de Mattos, Décio, 367
Jobim, Rubens Mário, 246

Joffily, Mariana, 63, 64, 402, 413, 414, 415
 Joffre, Joseph, 86, 88, 98
 John Birch Society, 304
 Johnson, Lyndon, 321, 325, 326, 365, 382
 Jorelle, Pierre, 364, 368
 Jouhaud, Edmond, 158
 Joxe, Alain, 28, 32, 132, 133, 177, 180, 269, 346
 Julião, Francisco, 190, 208
 Jurgensen, Daniel, 360, 367, 369, 378, 379, 383, 386, 387, 424, 425

K

Katz, Paul, 397, 426
 Kennedy, John Fitzgerald, 32, 198, 207, 321
 Khrouchtchev, Nikita, 27, 29, 147, 178, 319
 Klinger, Berthold, 93
 Kubitschek, Juscelino, 17, 147, 148, 150, 151, 155, 161, 166, 170, 178, 182, 183, 188, 193, 213, 261, 315, 355, 423, 454, 456

L

Laboulaye, François de, 386, 412, 416, 417, 426, 427, 462
 Lacerda, Carlos, 320, 333, 334, 398, 399, 431, 432
 Lacheroy, Charles, 109, 110, 247, 250, 251, 252, 256
 Lallart, Pierre, 101, 102, 113, 220, 221, 222, 224, 225, 232, 244, 245, 260, 287, 295, 296, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 306, 307, 309, 310, 312, 313, 314, 319, 322, 327, 328, 332, 335, 337, 339, 343, 344, 346, 347, 351, 352, 353, 356, 358, 359, 360, 361, 363, 366, 370, 371, 374, 378, 386, 389, 390, 391, 394, 399, 402, 426, 424, 425, 426, 427, 428, 454, 455, 456, 462, 478
 Lamarca, Carlos, 412, 413, 418, 419
 Latour, Jehan de, 409, 410, 426
 Lattre de Tassigny, Jean de, 103, 124, 143
 Leão de Moura, Paulo, 194
 Leclerc, Philippe, 119
 Lemond, Henri, 164, 166, 167, 168, 170, 171, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 196, 197, 200, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 210, 211, 241, 259, 283, 310, 424, 428, 429, 454, 462, 471
 Lemos, Renato, 9
 Lénine, 244, 253
 Lessa, Antônio Carlos, 8, 12, 40, 44, 73, 81, 82, 127, 140, 143, 151, 166, 220, 351, 374, 379, 380, 438
 Light & Power, 303, 380
 Lima, Albuquerque, 412
 Linhares, Heitor Caracas, 312
 Lins e Silva, Evandro, 318
 Lira Tavares, Aurélio de, 39, 245, 246, 372, 410, 411, 412, 420, 429, 433, 434
 Littré, Émile, 41
 Lopes, Antônio, 239, 276
 Lott, Henrique Baptista Duffles Teixeira, 97, 147, 154, 171, 172, 186, 187, 188, 189, 192, 206, 453, 454, 456
 Lula da Silva, Luis Inácio, 11, 68, 208, 446
 Lyautey, Hubert, 90, 92, 98, 429

M

Macedo Soares, João, 150, 151, 153, 155, 166, 175, 432
 Magalhães Pinto, José, 308, 398

Magalhães, João Batista, 97
 Magalhães, José, 239, 276, 308
 Malan d'Angrogne, Alfredo, 86
 Malraux, André, 161, 162, 423
 Mamede, Jurandir de Bizarria, 260, 276, 313, 453, 455, 456
 Marighella, Carlos, 407, 408, 409, 419
 Marin, Richard, 9, 10, 40
 Maritain, Jacques, 42, 43, 435
 Martins, João Roberto, 9, 11, 22, 62, 63, 65, 240, 256, 266, 438
 Marx, Karl, 253
 Massu, Jacques, 111, 112, 113, 158, 278, 427, 452
 Matra, 13, 182
 Mazzili, Ranieri, 325, 326
 McCann, Franck, 34, 35, 37, 82, 96, 124
 Médici, Emílio Garrastazú, 39, 406
 Medleg-Rodrigues, Georgette, 12, 40, 43, 71, 122, 124, 435, 438
 Mégret, Maurice, 250, 269
 Meira Mattos, Carlos de, 155, 171, 245, 246, 247
 Mello, Fernando Sabóia Bandeira de, 40, 97
 Mello, Humberto de Souza, 97, 230, 240, 304, 311, 427, 456, 457
 Mendes Viana, Antônio, 165, 334, 431
 Mendes Vianna, Antônio, 157, 349, 367, 431
 Mendes, Hélio, 312
 Menna Barreto, João de Deus, 93, 309
 Mesquita Filho, Júlio de, 301
 Messmer, Pierre, 18, 20, 111, 185, 186, 191, 195, 196, 198, 203, 221, 300, 311, 320, 327, 328, 336, 337, 340, 349, 359, 363, 396, 399, 405, 416
 Minh, Hô Chi, 118
 mission Gamelin, 11, 12, 51, 52, 84, 85, 86, 87, 89, 92, 93, 95, 97, 98, 129, 187, 192, 205, 222, 226, 227, 231, 241, 242, 271, 273, 277, 282, 283, 311, 352, 389, 410, 426, 427, 450, 452, 453
 Mollet, Guy, 113, 148, 154, 158
 Monero, Álvaro, 276
 Moniz Bandeira, Luiz Alberto, 35, 36, 37, 38, 132, 175, 179, 182, 305
 Moniz, Antônio Guedes, 312
 Monroe, James, 41
 Montel, Pierre, 136, 137, 151
 Moos, Gabriel Grüm, 193, 212, 306
 Morlane, Jacques, 105
 Mourão Filho, Olímpio, 306, 307, 457

N

Nasser, Gamal, 154
 Nixon, Richard, 150, 290, 357
 Noël, Pol, 88, 90, 95, 96
 Nord-aviation, 181
 Normand, André, 153, 170, 171, 178, 180, 181, 183, 241, 243, 273, 274, 279, 280, 290, 291, 292, 293, 375, 424, 427, 428, 429, 462
 Nunn, Frederick, 51, 52

O

OFEMA (Office français d'exportation de matériel aéronautique), 182, 368, 369, 375, 450

P

Pacheco, Antônio Carlos, 263, 264, 265, 403
 Pais, Válder Meneses, 278, 312, 457
 Paiva, Paulo Campos, 240
 Panhard, 293, 366, 369, 370, 381
 Parodi, Alexandre, 131, 135, 139, 141, 142, 144, 148, 424
 Paula Cidade, Francisco de, 89, 90
 Pedruchi, Evaldo, 274
 Penha Brasil, Nestor, 97, 313
 Périès, Gabriel, 8, 21, 22, 61, 62, 64, 65, 199, 207, 229, 252, 264, 289, 395, 402
 Perón, Juan, 176, 198, 384
 Pessoa, José, 93
 Petrobrás, 188, 194
 Pflimlin, Pierre, 157, 158
 Pineau, Christian, 144
 Pinochet, Augusto, 68, 429, 430, 446
 Pompidou, Georges, 319, 379, 386, 415, 432
 Pont à Mousson, 81
 Portela, Jaime, 366, 389, 393, 403, 411, 412
 Prestes, Luis Carlos, 127, 229, 230, 311
 Publio, Nestor Juarez, 285

Q

Quadros, Jânio, 148, 188, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 197, 207, 210, 211, 212, 214, 215, 217, 227, 306, 310, 424, 454, 462
 Quandt de Oliveira, Euclides, 363
 Quintero Maciel, Luiz Alberto, 285

R

Raposo Filho, Amerino, 316
 Raynaud, Paul, 142
 Reale, Miguel, 302, 303, 308, 401
 Rebuffel, Gabriel, 152, 154
 Renouvin, Pierre, 24, 43, 435
 Resende Pereira, José, 276
 Rey, Rubem, 269, 312
 Rhône-Poulenc, 81, 123
 Robin, Marie-Monique, 8, 9, 21, 22, 62, 66, 105, 109, 177, 179, 186, 199, 276, 362, 405, 424
 Ronze, Raymond, 124
 Roosevelt, Franklin Delano, 25, 34, 98, 102, 124
 Rouquié, Alain, 12, 49, 50, 51, 55, 149, 180, 230

S

Salan, Raoul, 158
 Sapir, Jacques, 27, 28, 435
 Sarkozy, Nicolas, 11
 Sarney, José, 68
 Sartre, Jean-Paul, 156, 161, 163
 Schering, 305
 Schmid, Joseph, 416
 Schneider S.A., 81, 123, 152, 182, 295, 304, 370, 384, 453
 Schumann, Maurice, 158, 417
 Sébilleau, Pierre, 334, 376, 377, 397, 398, 426, 462
 SEPES – *Sociedade de Estudos e de Participação Industrial*, 304

Shell, 305

Silva Pereira, Cícero da, 368
 Silva, Golberi do Couto e, 57, 59, 130, 176, 188, 208, 213, 315, 335, 358, 359, 366, 396, 432, 491
 Silveira, Azeredo, 206, 377, 431
 Silveira, Paulo, 159
 Simca do Brasil, 81
 Siqueira, Válder Mesquita de, 240
 SOFEMA (Société française de matériels d'armement), 370
 Souto Malan, Alfredo, 86, 240, 260, 276, 277, 313, 351, 353, 420, 426, 428, 455, 456
 Soutou, Georges-Henri, 26, 147
 Souyris, André, 255, 256
 Stroessner, Alfredo, 433
 Sud-Aviation, 367, 369, 370, 381
 Sud-Aviation (Société nationale de construction aéronautique du Sud-Ouest), 182, 224, 225, 295, 296
 Suzano, Pedro Paulo de Araújo, 221, 222

T

Talleyrand, Charles de, 358
 Tassel, Jean Ducouso, 120, 141, 144, 153, 237, 278, 282, 287, 288, 290, 423, 424, 429, 462
 Tavares, Newton de Castelo Branco, 240, 263
 Távora, Juarez, 188, 230, 456
 Tchakhotine, Serge, 231, 264, 265, 273
 Texaco, 305
 Thomson-CSF, 181, 286, 381, 384, 452
 Tong, Mao Tsé, 62, 244, 252, 253
 Trinquier, Roger, 112, 113, 253, 254
 Trotski, Léon, 244, 253
 Truman, Harry, 36
 Tzu, Sun, 249

V

Vaïsse, Maurice, 21, 31, 32, 33, 47, 48, 120, 133, 161, 166, 185, 318, 340, 344, 345
 Valade, Chadebec de la, 88, 95
 Valéry-Radot, Louis Pasteur, 124
 Valin, Martial, 420
 Vargas, Getúlio, 12, 92, 93, 94, 95, 98, 127, 134, 135, 139, 142, 147, 188, 189, 191, 192, 213, 214, 216, 229, 230, 231, 260, 302, 307, 438, 442, 449, 453, 454, 462
 Vernant, Jacques, 360
 Villatoux, Marie-Catherine, 118, 196, 249, 251, 252, 257
 Villela, Carlos, 312
 Vincenzi, Raul de, 309, 317, 326, 327, 329, 333, 334, 335, 337, 349, 426, 431, 432
 Vizontini, Paulo Fagundes, 38, 134, 137, 145, 151, 183, 194, 215, 330

W

Wall, Irwin, 31, 143, 144, 149, 165
 Walters, Vernon, 38, 290, 307, 352, 363
 Wartel, Jean, 114, 284, 285, 288, 289, 294, 348, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 371, 372, 381, 382, 383, 389, 400, 405, 411, 421, 433, 428, 429, 455, 462
 Welch, Robert, 304

Sources et bibliographie

Sources

1- Archives françaises

Archives du Ministère des Affaires étrangères (Quai d'Orsay)

Série Amérique, sous-série Brésil, collection 1952-1963

42 : relations franco-brésiliennes

Lettre du général de corps d'armée Carpentier au ministre de la Défense nationale et le secrétaire Général permanent de la Défense nationale, Marcel Carpentier, 4 novembre 1952.

Lettre du général de brigade Jean Ducousso-Tassel au secrétaire d'État à la Guerre, 13 mars 1953.

Rapport de fin de mission (1946-1953), Albert Buchalet, juin 1953.

Stagiaire brésilien à l'ESG, Gilbert Arvengas, 11 juillet 1953.

Rapport de fin de mission : évolution du Brésil – position de la France au Brésil, Gilbert Arvengas, 10 novembre 1953. *Mission du président Auriol*, Bernard Hardion, 7 février 1956.

Entrevue accordée par le Président Vincent Auriol au journal brésilien Ultima Hora, Bernard Hardion, 17 février 1956.

43 : relations franco-brésiliennes

Le Brésil et la politique de coopération franco-brésilienne, 15 avril 1960.

44 : relations franco-brésiliennes

Reprise de conversations franco-brésiliennes au sujet de la défense de l'Atlantique Sud et de l'axe stratégique Dakar-Natal, général Bodet, 20 février 1956.

À la recherche d'un interlocuteur valable, Jacques Bayens, 14 juin 1961.

Relations franco-brésiliennes, chargé d'Affaires de France au Brésil, Jean Crapinet, 21 mars 1962.

Note pour le ministre des Affaires étrangères : Relations franco-brésiliennes, Éric de Carbonnel, 23 mars 1962.

Évolution du Brésil à l'égard de ses amis traditionnels, Jacques Bayens, 14 juin 1962.

45 : relations franco-brésiliennes

Considérations de la presse brésilienne sur les événements de France et d'Algérie, Bernard Hardion, 31 mai 1958.

Conversation entre M. Malraux avec M. Kubitschek et M. Schmidt, Bernard Hardion, 15 septembre 1959.

La reprise des contacts franco-brésiliens vue de Rio, chargé d'Affaires de France au Brésil, Jean Paul Angles, avril 1963.

Visite officielle d'Adémar de Barros au gouvernement français, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, mai 1963.

Relations franco-brésiliennes, chargé de la Chancellerie, Pierre Foucher, 9 mai 1963.

Télégramme à l'arrivée de Rio de Janeiro, Jean Paul Angles, le 10 mai 1963.

Voyage en Europe du général d'armée de l'Air Ribeiro de Carvalho, Jean Paul Angles, juillet 1963.

54 : défense nationale

Notes pour le ministre. Conversations franco-brésiliennes au sujet de la défense de l'Atlantique Sud, Paris, 7 août 1951.

Rapport de fin de mission de l'attaché militaire français au Brésil, Albert Buchalet, 15 juin 1953.

Défense de l'Atlantique Sud, Direction d'Amérique, Alexandre Parodi, 31 octobre 1953.

Mission du général Bodet, Bernard Hardion, 24 février 1956.

Conversations que doit avoir le Général Bodet avec les autorités militaires brésiliennes sur la défense de l'Atlantique Sud, Jean Ducouso-Tassel, 24 février 1956.

Reprise des conversations de caractère militaire à Rio, Jean Tassel, 8 mars 1956.

Mission d'officiers brésiliens en France, Bernard Hardion, mars 1958.

Vente d'équipement aéronautiques, chargé d'affaires Henri Bayle, février 1959.

Invitation en France de personnalités militaires brésiliennes, André Normand, février 1959.

Proposition de liaisons entre établissements d'enseignement militaire supérieurs français et brésiliens, Jacques Bayens, janvier 1961.

Entretien du maréchal Denys avec le colonel Lemond, Jacques Bayens, mars 1961.

Entretien de Jânio Quadros avec Jacques Bayens, Jacques Bayens, 27 avril 1961.

Défense Nationale et Forces Armées du Brésil, Henri Lemond, 16 août 1961.

Entretien avec le Maréchal Denys, Jacques Bayens, 20 septembre 1961.

71 : contentieux franco-brésilien

Note sur l'expansion économique française au Brésil, Jean Claude Morel, 5 octobre 1959.

Affaires en instance sur le Brésil, Frédéric Peter, 12 juillet 1961.

Collection 1964-1970

108 : ambassade de France au Brésil

Premier contact avec le gouvernement révolutionnaire, Édouard de la Chauvinière, 30 septembre 1964.

Communiqué franco-brésilien, Pierre Lallart, 22 janvier 1965.

Note pour le secrétaire Général sur les relations franco-brésiliennes, chef de cabinet de Jurgensen, 3 février 1965.

Nomination d'un nouvel attaché de l'air à l'ambassade du Brésil en France, Édouard de la Chauvinière, 19 avril 1965.

Implantation consulaire au Brésil, Jean Binoche, 9 août 1967.

110 : ambassade de France au Brésil

Audience accordé par le secrétaire Général au chargé d'Affaires au Brésil, D. de Favtski, 21 juillet 1970.

112 : ambassadeurs brésiliens en France

Note sur les relations franco-brésiliennes, Direction d'Amérique, 5 janvier 1965.

Note sur les relations franco-brésiliennes, Daniel Jurgensen, 18 février 1969.

Réunion de travail sur le Brésil, 12 mars 1970.

Audience accordée par le M. le président de la République à M. Olavo Bilac Pinto à l'occasion de son départ, Daniel Jurgensen, avril 1970.

116 : Visite de personnalités brésiliennes en France

Visite en France du ministre de la guerre brésilien, Jean Binoche, 5 janvier 1966.

119 : politique extérieure

Les objectifs de la politique extérieure du Brésil, Pierre Sebilleau, 6 août 1964.

123 : défense nationale Brésilienne

Hélicoptères Alouette III, Jean-Paul Angles, 7 janvier 1964.

Projets brésiliens d'achat de matériel français, Jean-Paul Angles, 5 mai 1964.

Coopération franco-brésilienne, Pierre Lallart, juillet 1964.

Entretien avec Monsieur Gindre (Bracorep), Louis Peffeu, 19 novembre 1964.

Vente d'hélicoptères Alouette III au Brésil, Direction d'Affaires économiques et sociales, 6 août 1965.

Télégramme secret, Pierre Lallart, octobre 1965.

124 : défense nationale Brésilienne

Sur les problèmes franco-brésiliennes dans le domaine de l'armement, général de l'air Bonté, 21 septembre 1967.

125 : défense nationale Brésilienne

Vente d'armements au Brésil, Daniel Jurgensen, 20 avril 1970.

126 Politique Intérieure

Un important discours du président Goulart, Jean-Paul Angles, 20 février 1964.

Vers un Front populaire brésilien ?, Jean-Paul Angles, 28 février 1964.

Le président Goulart et la France, Jean-Paul Angles, 17 mars 1964.

La manifestation du 13 mars, tournant décisif de la présidence Goulart, Jean-Paul Angles, 18 mars 1964.

Marche de la famille avec Dieu pour la liberté, Jean-Paul Angles, le 21 mars 1964.

La manifestation du 19 mars à São Paulo, Jean-Paul Angles, 24 mars 1964.

127 Coup d'Etat du 1er Avril

Télégramme très urgent, Jean-Paul Angles, 3 avril 1964.

Télégramme à l'adresse du correspondant de l'AFP au Brésil, Direction des services d'information et de Presse, 6 avril 1964.

Télégramme de l'ambassade à Rio à la Direction d'Amérique, Pierre Lallart, 6 avril 1964.

La répression révolutionnaire au Brésil – 1^{er} au 10 avril 1964, Jean-Paul Angles, 10 avril 1964.

Nouvelle du ministère des relations extérieures publiée à Rio de Janeiro le 8 avril 1964, Raul de Vincenzi, 10 avril 1964.

Télégramme de Washington, Hervé Alphand, 10 avril 1964.

Lettre au ministre des Affaires étrangères, Jean-Paul Angles, 15 avril 1964.

Premier bilan politique de la révolution, Jean-Paul Angles, 21 avril 1964.

Les pays latino-américains et le nouveau régime brésilien, Jean-Paul Angles, 22 avril 1964.

Déclarations du ministre des Relations extérieures, Pierre Sébilleau, 8 juillet 1964.

130 Politique intérieure

Télégramme de l'ambassade de France au Brésil, Pierre Sébilleau, 1^{er} mai 1965.

Nouveau Complot dans le Rio Grande do Sul, Paul Katz, 7 mai 1965.

Télégramme de l'ambassade de France au Brésil, Pierre Sébilleau, 5 juin 1965.

Nouvelles offensives de la ligne dure, Georges Cardi, 16 juin 1965.

Instruction du Département à l'attention de l'Ambassadeur, Maurice Couve de Murville, 27 novembre 1965.

131 : Politique intérieure

Action subversive au Brésil, Jean Binoche, 10 octobre 1966.

132 : Politique intérieure

Attentats terroristes, Georges Cardi, 16 janvier 1967.

La nouvelle constitution du Brésil, Jean Binoche, 1^{er} février 1967.

Agitation étudiante, Jean Binoche, 28 février 1967.

Décret sur la sécurité nationale, Jean Binoche, 20 mars 1967.

Un groupe de guérilleros se rend dans le Minas Gerais, ambassadeur J. Binoche, avril 1967.

Situation politique intérieure, Jean Binoche, 14 août 1967.

La « mort » de Che Guevara et l'opinion brésilienne, Jean Binoche, 17 octobre 1967.

133 : Situation intérieure

Terrorisme et agitation sociale à São Paulo, Jehan de Latour, juillet 1968.

La crise brésilienne. L'acte institutionnel n°5 et le retour aux sources révolutionnaire, François de Laboulaye, 17 décembre 1968.

135 : politique intérieure

Enlèvement de l'ambassadeur nord-américain, François de Laboulaye, 10 septembre 1969.

136 Durcissement du régime

Vente d'armements au Brésil, Note pour l'ambassadeur de France au Brésil, avril 1970.

Collection 1970-1974

184 Défense Nationale brésilienne, armement, coopération militaire

Notice d'information sur l'IHEDN, Émile de Curton, 18 mars 1969.

Rapport sur la visite du général de Boissieu chef de l'État-Major des Armées au Brésil, Jean-Louis Guillot, 17 mai 1972.

Échanges militaires avec le Brésil. Stages en Amazonie, Jean-Louis Guillot, 23 novembre 1972.

Exposé de l'attaché militaire sur le rôle politique de l'armée brésilienne, Paul Aussaresses, 23 juin 1975.

1.2. Service Historique de la Défense

Série T : 2^e Bureau de l'armée de terre (SDECE)

Sous-série 10 : Amériques

10T1108 Rapports de fin de mission au Brésil

Fiche d'orientation sur le Brésil et la Force Publique de l'État de São-Paulo, Albert Buchalet, novembre 1948.

Rôle des forces armées françaises dans l'effort de propagande et d'expansion actuellement appliqué sur le Brésil, André Normand, 1958.

Rapport de fin de mission (1956-1959), André Normand, 1^{er} août 1959.

Demande d'assistance militaire pour la Force Publique de l'état de São Paulo, Pierre Lallart, 20 mai 1963.

Renseignements sur la Police militaire et les Forces Armées fédérales des États de Minas Gerais et de São Paulo, Pierre Lallart, 14 janvier 1964.

Demande d'autorisation de publication de documents français, Note pour l'attaché militaire, état-major de l'armée de terre, 20 avril 1964.

Rapport annuel de l'attaché militaire pour l'année 1964, Pierre Lallart, 22 janvier 1965.

Rapport de fin de mission, Pierre Lallart, 11 août 1966

Rapport mensuel, Yves Boulnois, août 1970.

10T1109 Études sur l'armée brésilienne

Propositions concernant la mobilisation du poste d'Attaché militaire au Brésil, Albert Buchalet, 18 décembre 1948

Directives générales du poste, le chef d'État-Major des Armées, Charles Ailleret, 6 février 1966.

Directive générale pour l'attaché militaire français au Brésil, capitaine de vaisseau Lambert, chef de la division de renseignement, 7 février 1966.

Directive générale pour l'AFA près l'Ambassade de France à Rio de Janeiro, le 6 décembre 1971.

10T1110 Études sur l'armée brésilienne

Accords militaires USA-Brésil – Ile Fernando de Noronha, André Normand, 4 novembre 1958.

10T1111 Bulletins du SDECE sur le Brésil

La politique intérieure du Brésil et les Forces Armées, Henri Lemond, 12 février 1960.

Coopération technique avec l'Armée Brésilienne, Henri Lemond, 31 mai 1960.

Agitation dans le Minas Gerais, anonyme SDECE, 10 mars 1964.

10T1112 Comptes rendus mensuels

Compte rendu mensuel, Henri Lemond, octobre 1960.

Compte rendu mensuel, Henri Lemond, novembre 1960.

Compte rendu annuel, Henri Lemond, janvier 1961.

Compte rendu annuel, Pierre Lallart, 1963.

Propagande anti-communiste dans les Forces Armées Brésiliennes, Pierre, 29 octobre 1963.

Situation au sein des forces armées brésiliennes, Pierre Lallart, 25 novembre 1963, SHD.

Les Forces Armées Brésiliennes et leurs Relations avec les Forces Armées Françaises, Pierre Lallart, 1963.

Brésil-URSS, Pierre Lallart, 13 février 1964.

La Révolution brésilienne d'avril 1964, Pierre Lallart, juillet 1964.

Rapport de fin de mission, colonel Pierre Lallart, octobre 1966.

La Révolution Brésilienne d'Avril 1964, Pierre Lallart, mai 1964.

Rapport mensuel, Yves Boulnois, juin 1970.

Rapport mensuel, Jean-Louis Guillot, janvier 1972.

14S534 Comptes rendus mensuels

Compte rendu mensuel (décembre 62 à mai 63), Pierre Lallart, juin 1963.

Compte rendu mensuel de l'attaché militaire au Brésil, Pierre Lallart, août 1963.

Rapport mensuel, Pierre Lallart, mai 1965.

Rapport de l'attaché militaire, Jean Wartel, mars 1966.

Rapport d'activités, Jean Wartel, mai 1966.

Rapport d'activités, Jean Wartel, juin 1966.

Rapport d'activités, Jean Wartel, juillet 1966.

Rapport mensuel, Jean Wartel février 1967.

Rapport mensuel, Jean Wartel, 30 juin 1968.

Rapport mensuel, Jean Wartel, mars 1968.
Rapport mensuel de l'attaché militaire, Jean Wartel, 30 avril 1968, annexe J.
Rapport mensuel, Jean Wartel, 30 juin 1968.
Rapport mensuel, Yves Boulnois, 8 juillet 1970.
Rapport de l'attaché militaire, Yves Boulnois, février 1971.
Rapport mensuel, Jean-Louis Guillot, avril 1973.
Rapport de l'attaché militaire, Paul Aussaresses, décembre 1973*.

14S535 Rapports de fin de mission/ Rapports mensuels

Lettre adressée au secrétaire Général des Affaires étrangères, anonyme, 13 septembre 1950.
Position de la France au Brésil du point de vue de la pensée militaire, Jean Ducouso-Tassel, décembre 1955.
Commande brésilienne de fusils automatiques, André Normand, 13 octobre 1959.
Rapport de fin de mission, Jean Wartel, le 28 août 1968.
Rapport de fin de mission de l'AF4, Jean-Louis Guillot, septembre 1973.
Rapport de fin de mission, Paul Aussaresses, 4 novembre 1973-6 novembre 1975, p. B-4-1.

14S536 Comptes rendus de la situation politique

Rapport mensuel, Jean Wartel, 31 mars 1966.

14S537 Études sur l'Armée brésilienne

Opinion d'un militaire brésilien sur la guerre révolutionnaire, André Normand, 16 mai 1958.
Lutte de tendance dans l'Armée Brésilienne, Henri Lemond, 28 janvier 1960.

14S538 Relations diplomatiques/ Études économiques sur l'Armée brésilienne

Note sur la conférence régionale de Rio de Janeiro, colonel de la Chenelière, 30 juillet 1947.
Lettre adressée au secrétaire Général des Affaires étrangères, anonyme, 13 septembre 1950
Fiche à l'attention de Monsieur le Général d'Armée Demetz, Henri Lemond, le 31 mai 1960.

10T1103 Relations inter-américaines

Note sur la conférence de Buenos Aires, sans nom, 1956.
Manœuvres inter-américaines, Henri Lemond, 9 février 1960.
Actions conjuguées des États-Unis et des Pays Sud-Américains pour les prochaines manœuvres internationales, Roger Fournier, 3 mars 1960.
Réunion Commandants en Chef des Armées d'Amérique du Sud, Roger Fournier, ambassade de France au Pérou, 23 mars 1961.

10T1106 Documentation de l'attaché militaire français à Buenos Aires

Compte rendu du Général, Chef d'État-Major de l'Armée, relatif à son voyage en Argentine, André Demetz, 26 mai 1960

1.3. Ouvrages, périodiques et sitographie

Ouvrages

DREIFUSS René Armand, *1964 : a conquista do Estado. Ação política, poder e golpe de classe*, Petrópolis, Editora Vozes, 1981.
GAULLE Charles de, *Mémoires de guerre. L'Appel (1940-1942)*, Paris, Plon, 1954.
LYAUTEY Hubert, *La fonction coloniale de l'armée*, Paris, Plon, 1900.
ROBIN Marie-Monique, *Escadrons de la mort : l'école française*, Paris, La Découverte, 2004.

Assemblée nationale

(<http://www.assemblee-nationale.fr/12/documents/index-propositions.asp>)

Assemblée Nationale, document n° 1060, le 10 septembre 2003.

Assemblée Nationale, document n° 1295, le 16 décembre 2003.

Organisation des Nations unies

(<http://www.un.org/fr/documents/garesolution.shtml>)

Déclaration sur l'Octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, dans Résolutions adoptées par l'Assemblée générale au cours de sa quinzième session, Organisation des Nations unies, 20 septembre 1960.

Sénat

(<http://www.senat.fr/leg/index.html>)

Séance ordinaire 2007-2008

Rapport fait au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale sur le projet de loi relatif aux archives, document n° 146.

Réaffirmer le principe d'autonomie des assemblées parlementaires garant d'une meilleure accessibilité de leurs archives.

Périodiques

El Moudjahid

(La collection d'*El Moudjahid* a pu être consultée grâce à Guy Pervillé)

La mission du GPRA au Brésil, *El Moudjahid*, réédition de Belgrade, 1962, t. 3, p. 341-342.

Déclaration exclusive du colonel da Cruz commandant le contingent brésilien des forces des Nations Unies, juin 1959, *El Moudjahid*, réédition de Belgrade, 1962, t. 2, p. 372.

Brésil d'aujourd'hui, *El Moudjahid*, réédition de Belgrade, 1962, t. 3, p. 652-653.

2. Archives brésiliennes

2.1. Arquivo histórico do Exército

K-18-1 Missão militar francesa

Missão Militar Francesa, Arquivo Histórico do Exército.

Maurice Gamelin, *La stratégie de Napoléon*, Rio de Janeiro, Imprensa militar, Estado-Maior do Exército, 1921.

Velentin Benício da Silva, *A função social do Oficial*, Rio de Janeiro, Biblioteca do Exército, 1938.

A Defesa Nacional

A Defesa Nacional, 1923.

2.2. Arquivo do Ministério das Relações Exteriores

Seção de correspondência especial

Projeto de declaração conjunta França-Brasil, Álvaro Teixeira Soares, avril 1954.

Relações França-Brasil, Raul de Vicenzi, 6 mars 1963, télégramme.

Entrevista do governador Carlos Lacerda, Raul de Vincenzi, 30 avril 1964, télégramme.

Mudança do diretor da Casa do Brasil na Cidade Universitária, Raul de Vincenzi, 14 mai 1964, télégramme.

Relações públicas Brasil-França. Considerações do Presidente do Grupo de amizade França-Brasil no jornal "Le Monde", Raul de Vincenzi, 20 mai 1964, télégramme.

Manifestação popular contra o governador da Guanabara em Paris, Raul de Vincenzi, 21 mai 1964, télégramme.

Exposição ao embaixador Antônio Mendes Vianna, Raul de Vincenzi, 24 juin 1964, note.

Relações CEE – América Latina. Organismo Permanente de Consulta, Carlos Calero Rodriguez, 4 avril 1966, télégramme.

Relações CEE – América Latina. Organismo permanente de consulta, Azeredo da Silveira, 5 avril 1966, note.

Arquivo histórico

A questão argelina. Conferência no Clube Sírio-Libanês, Antônio Mendes Viana, 2 août 1957, télégrammes.

Demande d'adhésion du GPRA à la Convention de Genève, Jacques Bayens, 1 août 1960, note.

XV Assembléia-Geral. Questão da Argélia, Carlos Alves de Souza, 10 octobre 1960, télégramme.

Plebiscito na França e na Argélia, Carlos Alves de Souza, 7 janvier 1961, télégramme.

Situação política no Brasil. Comentários da imprensa francesa, Raul de Vincenzi, 5 avril 1964, télégramme.

Note de l'ambassade de France à l'Itamaraty, Pierre Sébillau, 10 septembre 1964, note.

Documentação ostensiva

Relatório militar nº 5, Carlos Maximiliano de Figueiredo, juin 1956.

Accord de coopération technique administrative, Bernard Hardion, 6 octobre 1959.

Imigração argelina. Gestões do emissário brasileiro, Everaldo Dayrell de Lima, 11 septembre 1961.

Emigração de agricultores europeus da Argélia para o Brasil, Carlos Alves e Souza, 18 juillet 1962.

Asilo. Georges Bidault, Raul de Vincenzi, 20 août 1963.

2.3. Arquivo Nacional

Série : CIEEx

Propaganda contra o Brasil na França, Centro de informations do exterior, 22 janvier 1973.

Série : CSN

Protocole de sécurité franco-brésilien, Conselho de segurança nacional.

2.4. Escola Superior de Guerra

Doutrina militar brasileira, Humberto de Alencar Castelo Branco, 1957, C₂ 15 57.

A estratégia psico-social, colonel Ito Justino da Matta Garcia, 1959, C-19-59.

Introdução ao Estudo da Guerra Revolucionária, Augusto Fragoso, 1959, C-85-59.

A guerra revolucionária e a conjuntura brasileira, lieutenant-colonel Theodorico Gahyva, 1959, C-92-59.

Segurança interna, David Andreazza, Divisão de assuntos doutrinários e de coordenação, 1964, C0764.

2.5. Divers

CPDOC

Témoignages

Gustavo Moraes Rego Reis, *Gustavo Moraes Rego Reis (depoimento, 1992)*, Rio de Janeiro, CPDOC, 2005. 144 p. Dat. P. 13.

Série : Vasco Leitão da Cunha

Telegrama de Lacerda para Vasco Leitão da Cunha, Carlos Lacerda, 3 octobre 1964, VLC 64.03.10.

Center for Research Library

(<http://brazil.crl.edu/bsd>)

Relatório anual, annexe B-7, Raul Fernandes, 1949.

Relatório anual do ministro das Relações Exteriores, João Neves da Fontoura, 1951.

Relatório anual, José Carlos de Macedo Soares, 1956.

Relatório anual, José Macedo Soares, 1957.

Ouvrages

Brasil : nunca mais. Um relato para a história, Petrópolis, Vozes, 1985, 20e édition.

Bibliographie

1. Outils méthodologiques et historiographiques

ABREU Alzira Alves de (dir.), *Dicionário histórico-biográfico brasileiro, pós-30*, Rio de Janeiro, CPDOC, 2001, CD-Room.

ALMEIDA Paulo Alberto de, EAKIN Marshall C., BARBOSA Rubens Antônio (dir.), *O Brasil dos brasilianistas: um guia dos estudos sobre o Brasil nos Estados Unidos, 1945-2000*, São Paulo, Paz e Terra, 2002.

BECKER Jean-Jacques, BERSTEIN Serge, « L'anticommunisme en France et l'histoire », *Vingtième Siècle – Revue d'Histoire*, n° 15, 1987.

BERSTEIN Serge, « L'historien et la culture politique », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1992, n. 35, p. 67-77.

DUCLERT Vincent, « Le secret en politique au risque des archives ? Les archives au risque du secret en politique. Une histoire archivistique française », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2000, vol. 58, n. 58, p. 9-27.

FINER Samuel E., *The man on the horseback. The role of the military in politics*, Londres, Pall Mall Press, 1962.

GIRARDET Raoul, *La société militaire de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 1998.

_____, *La crise militaire française, 1945-1962 : aspects sociologiques et idéologiques*, Paris, Armand Colin, 1964.

_____, « Problèmes militaires contemporains : état des lieux », *Revue française de science politique*, 1960, vol. 10, n. 2, p. 395-418.

GIRAUD Claude, *Du secret. Contribution à une sociologie de l'autorité et de l'engagement*, Paris, L'Harmattan, 2005.

JOANA Jean, « Le pouvoir des militaires : entre pluralisme limité et démocratie », communication au Colloque international *Penser la démocratie. Autour de l'œuvre de Juan Linz*, Université de Montpellier 1, 7-9 septembre 2006. Disponible sur internet à l'adresse : www.afsp.msh-paris.fr/activite/2006/collinz06/txtlinz/joana.pdf (dernière consultation : juin 2011).

_____, « La 'condition militaire' inventions et réinventions d'une catégorie publique », *Revue française de science politique*, 2002, vol. 52, n. 4, p. 449-467.

LAURENT Sébastien, « Pour une histoire de l'état : le secret, l'information politique et le renseignement », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2004, n. 83, p. 173-184.

OBERT Caroline, « Transparence et secret l'accès aux archives contemporaines », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1996, n. 52, p. 126-128.

RODRIGUES Georgette Medleg, « Arquivos, anistia política e justiça de transição no Brasil: onde os nexos? », *Revista Anistia política e justiça de transição*, Brasília, Ministério da Justiça, n° 1, 2009, pp. 136-152.

SAPIR Jacques, *Feu sur le système soviétique ? Permanences politiques, mirages économiques, enjeux stratégiques*, Paris, La Découverte, 1992.

2. Histoire générale des relations internationales

ARON Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962.

_____, *Les sociétés modernes*, Paris, Gallimard, 2006.

BEAUFRE André, *La guerre révolutionnaire : les formes nouvelles de la guerre*, Paris, Fayard, 1972.

COMPAGNON Olivier, « L'Euro-Amérique en question. Comment penser les échanges culturels entre l'Europe et l'Amérique latine », *Nuevo Mundo – Mundos Nuevos* (Paris), fév. 2009.

_____, « Influences, modèles, transferts culturels ? Les mots pour le dire », *América. Cahiers du CRICCAL* (Paris), n°33, 2005, p. 11-20.

_____, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud. Le modèle malgré lui*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2003.

_____, « L'influence de Jacques Maritain en Amérique latine. Contribution à l'étude des échanges intellectuels internationaux », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 11, 2001.

DOISE Jean, VAÏSSE Maurice, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire (1871 – 1991)*, Paris, Seuil, 1992 (1987).

DUBOSCLARD Alain, « Rupture et acculturation ? La nouvelle donne culturelle des relations transatlantiques (années 1940) », ROLLAND Denis (dir.). *Histoire culturelle des relations internationales. Carrefour méthodologique*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 143 – 187.

DUROSELLE Jean-Baptiste, KASPI André, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2002, 13^e édition, tome 2,

DUROSELLE Jean-Baptiste, *Tout empire périra. Théorie des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981.

_____, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979.

_____, *La France et les États-Unis des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1976.

GÉRÉ François, WIDEMANN Thierry (dir.), *La guerre totale*, Paris, Economica, 2001.

GRPSSER Pierre, *Les temps de la guerre froide. Réflexions sur l'histoire de la guerre froide et sur les causes de sa fin*, Bruxelles, éditions Complexe, 1994.

HARTLYN Jonathan, LARS Schoultz, VARAS Augusto (dir.), *The United States and Latin American in the 1990s: Beyond the Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1992.

HOBBSBAWM Eric, *L'âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, éditions Complexe, 1999.

JOXE Alain, *L'empire du chaos. Les républiques face à la domination américaine l'après-guerre froide*, Paris, La Découverte, 2002.

_____, *Le cycle de la dissuasion (1945 – 1989). Essai de stratégie critique*, Paris, La Découverte, 1990.

KYLE Keith, « La Grande-Bretagne, la France et la crise de Suez », *Histoire, économie et société*, Paris, Armand Colin, n. 13, 1994, p. 79-100.

LACROIX Annie, *Les Protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington : du débarquement à l'indépendance : Maroc et Tunisie 1942-1956*, Paris, L'Harmattan, 1988.

MANERO Edgardo A., *L'autre, le même et le bestiaire. Les représentations stratégiques du nationalisme argentin : ruptures et continuités le désordre global*, Paris, L'Harmattan, 2002.

RENOUVIN Pierre. *Histoire des Relations internationales*, Paris, Librairie Hachette, 1952 (livre premier).

ROLLAND Denis (dir.), *Histoire culturelle des relations internationales. Carrefour méthodologique*, Paris, L'Harmattan, 2004.

ROSOUX Valérie-Barbara, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales. Le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie, de 1962 à nos jours*, Bruxelles, Emile Bruylant, 2001.

SOUTOU Georges-Henri, *La guerre de cinquante ans, les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.

VAÏSSE Maurice, *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Arthème Fayard, 2009.

_____, « La France et l'OTAN : une histoire », *Politique étrangère*, La Documentation française, vol. 74, n°4, 2009.

_____, *Les Relations internationales depuis 1945*, Armand Colin, Paris, 9^e édition, 2004.

_____, *La Grandeur. La politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998.

WALL Irwin, *Les États-Unis et la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, Soleb, 2004.

_____, *L'influence américaine sur la politique française, 1945-1954*, Paris, Balland, 1989.

ZORGBIBE Charles, *Histoire de l'Otan*, Bruxelles, Complexe, 2002.

3. Le Brésil dans les relations internationales

ALMEIDA Paulo Roberto, *Relações internacionais e política externa do Brasil : história e sociologia da diplomacia brasileira*, Porto Alegre, éd. UFRGS, 2004.

ALVES Vagner Camilo, *O Brasil e a Segunda Guerra mundial. História de um envolvimento forçado*, São Paulo, Edições Loyla, 2002.

ANDRADE Ana Maria Ribeiro de, « Conflitos políticos no caminho da autonomie nuclear brasileira », communication présentée au XXIV Simpósio nacional de história (Brésil), Unisinos, São Leopoldo (Brésil), 2007. Accessible sur l'adresse : <http://snh2007.anpuh.org/recursos/content/anais/Ana%20Maria%20Ribeiro%20de%20Andrade.pdf> (consulté pour la dernière fois le 4 juillet 2011).

BARBOSA Rubens Antonio, EAKIN Marshal C., ALMEIDA Paulo Roberto (dir.), *O Brasil dos brasilianistas. Um guia dos estudos sobre o Brasil nos Estados-Unidos (1945 – 2000)*, São Paulo, Paz e Terra, 2002.

BENNASSAR Bartolomé, MARIN Richard, *Histoire du Brésil*, Fayard, 2000.

BURNS Bradford, *The Unwritten Alliance : Rio Branco and Brazilian-American Relations*, New York, Columbia University Press, 1966.

CARDOSO Fernando Henrique, FALETTO Enzo. *Dépendance et développement en Amérique Latine*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978.

CARELLI Mario, *Cultures croisées. Histoire des échanges culturels entre la France et le Brésil, de la découverte aux Temps Modernes*, Paris, Nathan, 1993.

CERVO Amado Luiz, « Relações internacionais do Brasil », CERVO Amado Luiz (dir.), *O desafio internacional: a política exterior do Brasil de 1930 a nossos dias*, Brasília, Editora da Universidade de Brasília, 1994, p. 9-59.

CERVO Amado Luiz, BUENO Clodoaldo, *História da política exterior do Brasil*, Brasília, Editora Universidade de Brasília, 2008 (1992), p. 310.

COMPAGNON Olivier, DROULERS Martine (dir.), « Le Brésil et la France au XXe siècle », *Cahiers des Amériques latines*, n°48-49, 2005/1 et 2, p. 17-106

COSTA E SILVA Alberto da, « Quem fomos nós no século XX : as grandes interpretações do Brasil », MOTA Carlos (dir.). *Viagem incompleta: a experiência brasileira (1500 – 2000)*, São Paulo, SENAC, 2000, p. 17 – 43.

D'ARAUJO Maria Celina, « Le Brésil entre l'Europe et les Etats-Unis : l'exemple du journal de Vargas », ROLLAND Denis. *Le Brésil et le monde. Pour une histoire des relations internationales des*

puissances émergentes, Paris, coll. Recherches Amériques Latines série Brésil, éd. L'Harmattan, 1998, p. 59 – 105.

ENDERS Armelle, *Histoire du Brésil*, Complexe, 1997.

FICO Carlos, « O Brasil no contexto da guerra fria : democracia, subdesenvolvimento e ideologia do planejamento (1945 – 1964) », MOTA Carlos (dir.) *Viagem incompleta: a experiência brasileira (1500 – 2000)*, São Paulo, éd. SENAC S.P., 2000, p. 163 – 185.

FAUSTO Boris (dir.), *Historia Geral da sociedade brasileira*, Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 1996, tome II vol 3, et tome III, vol. 2 et 3, 6ème éd.

FAUSTO Boris, DEVOTO Fernando, *Brasil e Argentina. Um ensaio de história comparada (1850 – 2002)*, São Paulo, Editora 34, 2004.

GARROT Emmanuel, « Un regard sur l'historiographie de la politique extérieure brésilienne », ROLLAND Denis (dir.), *Le Brésil et le monde. Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Paris, éd. L'Harmattan, 1998, pp. 227 -248.

LESSA Antonio Carlos, « É o Brasil um país sério ? A história da mais longa anedota da política exterior do Brasil », Estevão Chaves de Rezende Martins (dir.), *Relações internacionais: visões do Brasil e da América Latina*, Brasília, Universidade de Brasília éd., 2003, p. 187-223.

_____, « Os vértices marginais das vocações universais: as relações entre a França e o Brasil de 1945 a nossos dias », *Revista brasileira de política internacional*, n. 43, 2000, p. 28-58.

_____, « A guerra da lagosta e outras guerras: conflito e cooperação nas relações França-Brasil (1960-1964) », *Cena Internacional*, n° 1, 1999, p. 109-121.

LESSA Antonio Carlos, PENNA Pio, « O Itamaraty e a África: as origens da política africana do Brasil », *Estudos históricos*, Rio de Janeiro, n°39, 2007, p. 57-81.

MEDLEG-RODRIGUES Georgette, *Les attitudes françaises face à l'influence des États-Unis au Brésil (1944-1960)*, thèse d'histoire, Université de Paris 4, 1998.

McCANN Franck, « Le Brésil et les Etats-Unis : des relations complexes à l'épreuve du long terme, XIXème – XXème siècles », ROLLAND, SAIVA, CERVO, *Le Brésil et le monde. Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Paris, éd. L'Harmattan, 1998, pp. 25 – 59.

MONIZ BANDEIRA Luiz Alberto, *A presença dos Estados-Unidos no Brasil*, Rio de Janeiro, éd. Civilização Brasileira, 1973.

_____, *Conflito e integração na América do Sul. Brasil, Argentina e Estados Unidos (Da tríplice Aliança ao Mercosul)*, Rio de Janeiro, Revan, 2^e édition, 2003.

MOURA Gerson, *Autonomia na dependência : a política externa brasileira de 1935 à 1942*, Rio de Janeiro, éd. Nova Fronteira, 1980.

MUZART-FONSECA Idelette, ROLLAND Denis (dir.), *Le Brésil des gouvernements militaires et l'exil : 1964-1985*. Paris, L'Harmattan, 2008.

_____, *L'exil brésilien en France. Histoire et imaginaire*. Paris, L'Harmattan, 2008.

PRADO Maria Ligia, « Davi e Golias : as relações entre Brasil e Estados Unidos no século XX », MOTA Carlos (dir.) *Viagem incompleta: a experiência brasileira (1500 – 2000)*, São Paulo, éd. SENAC S.P., 2000, p. 319 – 349.

RAMPINELLI Waldir José, *As duas faces da moeda. As contribuições de JK e Gilberto Freyre ao colonialismo português*, Florianópolis, Editora da UFSC, 2004.

ROLLAND Denis, « Brésil-Europe : comment peut-on parler de modèles? », *Les modèles européens au Brésil*, Paris, PUPS, 2003.

_____, *La crise du modèle français : Marianne et l'Amérique Latine : Culture politique et identité*, Rennes, PUR, 2000.

_____, *Le Brésil et le monde. Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Paris, coll. Recherches Amériques Latines série Brésil, éd. L'Harmattan, 1998.

ROUQUIÉ Alain, *Le Brésil au XXI^{ème} siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2006.

SALLUM Jr Brasílio, « A condição periférica do Brasil nos quadros do capitalismo mundial », MOTA Carlos (dir.) *Viagem incompleta: a experiência brasileira (1500 – 2000)*, São Paulo, éd. SENAC S.P., 2000, p. 405 – 439.

SARAIVA José Flávio Sombra, *O lugar da África: a dimensão atlântica da política exterior do Brasil*, Brasília, éd. UnB, 1996.

_____, « La politique étrangère brésilienne de la Guerre froide à la 'globalisation' », ROLLAND Denis. *Le Brésil et le monde. Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Paris, coll. Recherches Amériques Latines série Brésil, éd. L'Harmattan, 1998, p. 179 – 199.

SPEKTOR Matias, *Equivocal engagement : Kissinger, Silveira and the politics of US-Brazil relations (1969-1983)*, Thèse de relations internationales, Orford University, Michaelmas, 2006.

TOLLEFSON Scott, « Relações internacionais », BARBOSA Rubens Antonio, EAKIN Marshal C., ALMEIDA Paulo Roberto (Dir.). *O Brasil dos brasilianistas. Um guia dos estudos sobre o Brasil nos Estados-Unidos (1945 – 2000)*, São Paulo, Paz e Terra, 2002, pp. 319 – 341.

VIZENTINI Paulo Fagundes, *A política externa do regime militar brasileiro: multilateralização, desenvolvimento e construção de uma potência média (1964 – 1985)*, Porto Alegre, éd. UFRGS, 1998.

_____, *Relações Exteriores do Brasil (1945 – 1964). O nacionalismo e a política externa independente*, Petrópolis, Editora Vozes, 2004.

4. Militaires et politique

AGERON Charles-Robert, « Les guerres d'Indochine et d'Algérie au miroir de la 'guerre révolutionnaire' », AGERON Charles-Robert et MICHEL Marc (dir.), *L'ère des décolonisations*, Paris, 1995.

BRANCHE Raphaëlle, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Gallimard, 2001.

BUSTAMANTE Fernando, *Consideraciones sobre algunos factores relevantes en la profesionalización militar en cuatro países latinoamericanos*, Santiago de Chili, FLASCO, Documentos de trabajo, 1992.

COMBLIN Pe. Joseph, *Le pouvoir militaire en Amérique Latine. L'idéologie de la Sécurité Nationale*, Paris, Jean-Pierre Delarge éditeur, 1977.

FAGET Rodolfo Garrie, *Organismos militares interamericanos*. Buenos Aires, éd. Depalma, 1968.

FREGOSI Renée (dir.), *Armées et pouvoirs en Amérique latine*, Paris, IHEAL éditions, 2004.

GEZE François, « Armée et nation en Algérie: l'irrémissible divorce ? » *Hérodote*, éd. Paris, La Découverte, 2005, n° 116, p. 175-205.

JANOWITZ Morris, « Military Institutions and Citizenship in Western Societies », *Armed Forces and Society*, v. 2, n. 2, 1976, p. 185-204.

_____, « Toward a redefinition of military strategy in international relations », *World Politics*, vol. 26, n. 4, 1974, p. 473-508.

_____, *The professional soldier. A social and political portrait*, Glencoe, Free Press, 1960.

_____, « Changing patterns of organizational authority: the military establishment », *Administrative Science quarterly*, vol. 3, n. 4, 1959, p. 473-193.

JOHNSON J. J., « Os militares latino-americanos como políticos », LIEUWEN, Edwin e outros. *Militarismo e Política na América Latina*. Rio de Janeiro: Zahar, 1964.

LACOSTE Yves, « La géopolitique des rapports de l'armée et de la Nation », *Hérodote*, éd. La Découverte, Paris, 2005, n° 116, p. 5-22.

LIEUWEN Edwin, « Militarismo e política na América Latina », _____. e outros. *Militarismo e Política na América Latina*. Rio de Janeiro: Zahar, 1964, pp. 7-37.

MERCHET Jean-Dominique, « Les transformations de l'armée française », *Hérodote*, éd. La Découverte, Paris, 2005, n° 116, p. 63-82.

PAHLAVI Pierre Cyril, *La guerre révolutionnaire de l'armée française en Algérie (1954 – 1961). Entre esprit de conquête et conquête des esprits*, Paris, L'Harmattan, 2004.

PÉRIÈS Gabriel, « La structure normative des doctrines militaires contre-insurrectionnelles au regard de l'exceptionnalité en France et en Argentine pendant la guerre froide », communication

présentée au colloque *Militaires et politique dans une perspective comparatiste*, EHESS, Paris, 13-15 mai 2008.

_____, « Construire l'ennemi intérieur », *Cultures & Conflits*, n°43, 2001, pp. 100 – 112.

_____, « La guerre totale dans le discours doctrinal du colonel Baufre, entre modernité et révolution », GÉRÉ François, WIDEMANN Thierry. *La guerre totale*, Paris, ed. Economica, 2001, p. 91-117.

_____, *De l'action militaire à l'action politique. Impulsion, codification et application de la 'guerre révolutionnaire' au sein de l'armée française*, thèse de doctorat d'Histoire, Université Paris 1, 1999.

PERVILLE Guy, « Le terrorisme urbain dans la guerre d'Algérie », JAUFFRET Jean-Charles, VAÏSSE Maurice (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, actes du colloque tenu à Montpellier, CEHD, 2000.

_____, « L'insertion internationale du FLN algérien (1954-1962) », *Relations internationales*, Genève, n. 31, 1982, p. 373-386.

_____, « Guerre étrangère et guerre civile en Algérie (1954-1962) », *Relations Internationales*, Genève, n. 14, 1978, p. 171-196.

_____, « La guerre subversive en Algérie : la théorie et les faits », *Relations Internationales*, Genève, n. 3, 1975, p. 171-194.

PYE L. W., « Os exércitos e o processo de modernização política », LIEUWEN, Edwin e outros. *Militarismo e Política na América Latina*. Rio de Janeiro: Zahar, 1964.

ROUQUIÉ Alain, *L'État militaire en Amérique Latine*, Paris, éd. du Seuil, 1982.

STEPAN Alfred, « As prerrogativas militares nos regimes pós-autoritários: Brasil, Argentina, Uruguai e Espanha », STEPAN, Alfred (dir.). *Democratizando o Brasil*. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1988, pp. 521-562.

STORA Benjamin, *Imaginaires de guerre*, Paris, éd. La Découverte, 2004 (1997).

THIEBLEMONT André (dir), *Cultures et logiques militaires*, Paris, 1999.

VILLATOUX Marie-Catherine, « Hogard et Némé. Deux théoriciens de la guerre révolutionnaire », *Revue historique des armées*, n°232, 2003.

_____, *La Guerre et l'action psychologique en France (1945 – 1960)*, thèse de doctorat d'histoire, université Paris 1 - Panthéon - Sorbonne, 2002.

_____, « Recueil et exploitation du renseignement aérien dans la lutte antiguérilla pendant la guerre d'Algérie », VILLATOUX Marie-Catherine (dir.), *Recueil et exploitation du renseignement*, Paris, 1999.

5. Militaires et politique au Brésil

ADERALDO Vanda Maria Costa, *ESG - Um estudo de currículos e programas*. Rio de Janeiro: IUPERJ, 1978.

D'ARAUJO Maria Celina, CASTRO Celso (dir.), Ernesto Geisel, Rio de Janeiro, FGV, 1998.

D'ARAUJO Maria Celina, SOARES Gláucio Ary Dillon (dir.), *21 anos de regime militar : balanços e perspectivas*, Rio de Janeiro, FGV, 1994.

BARROS Alexandre, *The Brazilian Military: Professional Socialization, Political Performance and State Building*, thèse de doctorat de science politique, Université de Chicago, 1978.

BURNS Bradford, *The Unwritten Alliance : Rio Branco and Brazilian-American Relations*, New York, Columbia University Press, 1966

ALVES Maria Helena Moreira, *Estado e oposição no Brasil (1964-1984)*. Petrópolis: Vozes, 1984.

CARVALHO José Murilo (de), « Forças Armadas e política, 1930-1945 », *Seminário Internacional sobre a Revolução de 30*, Brasília, éd. Universidade de Brasília, 1983.

_____, « As Forças Armadas na Primeira República: o poder desestabilizador », FAUSTO B. (dir.). *História Geral da Civilização Brasileira*. T. III. O Brasil Republicano. v. 2. Sociedade e instituições (1889-1930). São Paulo: Difel, 1977, pp. 181-234.

_____, « Vargas e os militares: o aprendiz de feiticeiro », D'ARAÚJO, Maria-Celina (dir.). *As Instituições da Era Vargas*. Rio de Janeiro, éd. FGV, 1999, p. 55-81.

CARVALHO Aloysio, « Geisel, Figueiredo e a liberalização do regime autoritário », *Dados – revista de ciências sociais*, Rio de Janeiro, vo. 48, n° 1, 2005, p. 115-147.

CASTELLO BRANCO Carlos, *Os militares no poder de 1964 ao AI-5*, Rio de Janeiro, Editora Nova Fronteira, 2007 (1977).

CASTRO Celso, « A origem social dos militares », RAPOSO Eduardo (dir.). *1964, 30 anos depois*. Rio de Janeiro, Agir, 1994, p. 199-203.

_____, « Military and politics in Brazil (1964 – 2000) », University of Oxford, Centre for Brazilian Studies, working papers, 2000.

CASTRO Celso, IZECKSON Vitor, KRAAY Hendrik (dir.), *Nova História militar brasileira*, Rio de Janeiro, FGV, 2004.

COELHO Edmundo Campos, *Em busca de identidade: o Exército e a política na sociedade*, Rio de Janeiro, Forense-Universitária, 1976.

DAVIS Sonny, *A Brotherhood of Arms. Brazil-United States Military Relations, 1945-1977*, Niwot, 1996.

_____, « Brazil-United States military relations in the early post-world war II era », *Diálogos*, Universidade Estadual de Maringá, vol. 6, 2002, p. 13-29.

DOMINGOS Manuel, « L'influence étrangère et la formation de groupes et tendances au sein de l'armée brésilienne (1889-1930) », ROUQUIÉ Alain. (dir.). *Les partis militaires au Brésil*, Paris, PFNSP, 1981, p. 43-70.

_____, « A disputa pela missão que mudou o Exército », *Estudos de História*, Franca, v. 8, n° 1, 2001.

DREIFUSS René Armand, *1964 : a conquista do Estado. Ação política, poder e golpe de classe*, Petrópolis, Editora Vozes, 1981.

FAUCHER Philippe. *Le Brésil des militaires: l'État et la structure du pouvoir dans un régime autoritaire*, Montreal, Presses de l'Université de Montréal, 1981.

LINZ Juan, « Regimes autoritários », PINHEIRO Paulo Sérgio (dir.). *O Estado autoritário e os movimentos populares*. Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1980.

LEMOES Renato, « Poder Judiciário e poder militar (1964 – 69) », CASTRO Celso et *alli.* (dir.). *Nova História militar brasileira*, Rio de Janeiro, éd. FGV, 2004, p. 409-439.

MACEDO Ubiratan Borges (de), « A Escola Superior de Guerra, sua ideologia e trânsito para a democracia », *Política e estratégia*, v. 6, 1988, p. 215-221.

MANOR Paul, « La *Cruzada Democrática*, un groupe de pression de la droite libérale dans l'armée brésilienne », 192-1962 », *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, 1979, n° 244 – 245, p. 437 – 457.

MARTINS João Robert, « Tortura e ideologia: os militares brasileiros e a doutrina da guerre révolutionnaire (1959-1974) », texte préparé pour la présentation de la conférence de « Latin American Studies Association », San Juan, Porto Rico, 2006.

_____, « State and Regime in Post-64 Brazil: Bureaucratic Authoritarianism or Military Dictatorship? » CODATO Adriano Nervo (ed.). *Political Transition and Democratic Consolidation: Studies on Contemporary Brazil*. New York, Nova Science Publishers, Inc., 2005.

_____, « A educação dos golpistas: cultura militar, influência francesa e golpe de 1964 », communication présentée au congrès « The culture of dictatorship », University of Maryland, USA, 2004.

MORAIS João Quartim (de), « O argumento da força », OLIVEIRA, E. R. de e outros. *As Forças Armadas no Brasil*. Rio de Janeiro: Espaço e Tempo, 1987, pp. 11-56.

NAYROLLES Danielle, *La Mission Militaire Française à Sao-Paulo, 1905-1913, ou Mission Balagny*, mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université Paris I, 1969.

OLIVEIRA Eliézer Rizzo, « Conflits politiques et décisions sous la présidence du général Geisel (1974-1979) », ROUQUIÉ Alain (dir.), *Les partis militaires au Brésil*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1980, p. 105-114.

_____, « A Doutrina de Segurança Nacional : pensamento político e debate estratégico », *Militares: pensamento e ação política*, Campinas, Papirus, 1987, p. 62 – 88.

_____, *De Geisel a Collor: forças armadas, transição e democracia*. Campinas (SP): Papirus, 1994.

PEIXOTO Antônio Carlos, « Armée et politique au Brésil », ROUQUIÉ Alain (dir.). *Les partis militaires au Brésil*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques 1980, p. 25-41.

_____, « Le Clube militar et les affrontements au sein des forces armées (1945-1964) », ROUQUIÉ Alain (dir.). *Les partis militaires au Brésil*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1980, p.65-81.

PRESTES Anita Leocádia, *Tenentismo pós-30: continuidade ou ruptura?*, Rio de Janeiro Paz e Terra, 1997.

PROST Catherine, *L'armée brésilienne. Organisation et rôle géopolitique de 1500 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2003.

ROUQUIÉ Alain (dir.), *Les partis militaires au Brésil*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1980.

_____, « Les processus politiques des partis militaires au Brésil », *Les partis militaires au Brésil*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1980, p. 9-20.

RESENDE-SANTOS João, « The origins of security cooperation in the southern cone », *Latin American politics and society*, University of Miami press, 2005, p. 89-125.

SERBIN Kenneth, *Diálogos na sombra. Bispos e militares, tortura e justice social na ditadura*, São Paulo, Companhia das Letras, 2001.

SMALLMAN Sawn, « The official story : the violent censorship of brazilian veterans », 1945-1954, *Hispanic American Historical Review*, Duke University Press, 1998, p. 229-259.

_____, « A profissionalização da violência extralegal das Forças Armadas no Brasil », CASTRO Celso (dir.) *Nova História militar brasileira*, Rio de Janeiro, FGV, 2004, p. 389-409.

SODRÉ Nelson Werneck, *A História Militar do Brasil*. 3^a ed. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 1979 (1968).

STEPAN Alfred. *Rethinking military politics: Brazil and the Southern Cone*. Princeton, Princeton University Press, 1988.

_____, *Os militares: da abertura à nova república*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1986.

_____, *Os militares na política. Changing pattenrs in Brazil*, Rio de Janeiro, Artenova, 1975.

_____, « The new professionalism of internal warfare and military role expansion », STEPAN, Alfred (dir.). *Authoritarian Brazil. Origins, policies, and future*, New Haven, Yale University Press, 1973, p. 47-68.

6. Espionnage et contre-espionnage

ALBERTELLI Sébastien, « Le BCRA, service de renseignement de la France libre » *Revue historique des armées*, n. 247, 2007, mis en ligne le 01 août 2008. URL : <http://rha.revues.org//index1783.html>. Consulté le 12 juin 2010., 1

AUSSARESSSES Paul, *Pour la France, services spéciaux 1942-1954*, Paris, Éditions du Rocher, 2001,

BAEHREL Sylvaine, *Alibi 1940-1944. Histoire d'un réseau de renseignement pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Edition Jean-Michel Place, 1994.

BERNARD Jean-Yves. *La genèse de l'expédition franco-britannique de 1956 en Égypte*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

BRANCHE Raphaëlle. « La lutte contre le terrorisme urbain », JAUFFRET Jean-Charles, VAÏSSE Maurice (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, actes du colloque tenu à Montpellier, CEHD, 2000.

COGAN Charles. « L'attitude des États-Unis à l'égard de la guerre d'Indochine », VAÏSSE Maurice (dir.). *L'armée française dans la guerre d'Indochine (1946-1954) : adaptation ou inadaptation*, Bruxelles, éditions Complexe, 2000, p. 51-88., 5

D'ARAUJO Maria Celina, CASTRO Celso, SOARES Glaucio (dir.), *Os anos de Chumbo: a memória militar sobre a repressão*, Rio de Janeiro, Relume – Dumara, 1994.

DINGES John. *Les années Condor. Comment Pinochet et ses allies ont propagé le terrorisme sur trois continents*, Paris, éd. La Découverte, 2005.

FAURE Justine. « De la guerre psychologique à la diplomatie culturelle : les Etats-Unis et l'Europe centrale (années 1950) », ROLLAND Denis (dir.). *Histoire culturelle des relations internationales. Carrefour méthodologique*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 187 – 205.

FAURE Claude, « Bref historique des services de renseignement et de sécurité français contemporains » *Revue historique des armées*, 247, 2007, [En ligne], mis en ligne le 01 août 2008. URL : <http://rha.revues.org//index1843.html>. Consulté le 16 juin 2010.

FICO Carlos. *O Grande irmão. Da operação Brother Sam aos anos de chumbo : o governo dos Estados Unidos e a ditadura militar brasileira*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2009.

_____, *Como eles agiam. Os subterrâneos da ditadura militar: espionagem e polícia política*, Rio de Janeiro, Record, 2001.

FIGUEIREDO Lucas, *Ministério do silêncio. A história do serviço secreto brasileiro de Washington Luiz à Lula (1927-2005)*, Rio de Janeiro, Record, 2005.

FORCADE Olivier, FREMEAUX Jacques, SOUTOU Georges-Henri (dir.), *L'exploitation du renseignement*, Paris, Economica, 1999.

KAUFFER Rémi, *OAS : Histoire d'une guerre franco-française*, Paris, éd. du Seuil, 2002.

JOFFILY Mariana, *No centro da engrenagem. Os interrogatórios na Operação Bandeirante e no DOI de São Paulo (1969-1975)*, thèse de doctorat d'histoire, Universidade de São Paulo, São Paulo, 2008.

MAZZEI Daniel H., « La misión militar francesa en la Escuela Superior de Guerre y los origenes de la guerra sucia », *Revista de Ciencias Sociales*, Buenos Aires, n° 13, 2002, pp. 105 – 137.

MOTTA Rodrigo Patto Sá, *Em guarda contra o perido vermelho : o anticomunismo no Brasil (1917-1964)*, São Paulo, Perspectiva, FAPESP, 2002.

NOULENS Thierry, « Les unités à cheval en Algérie, 1954-1962 » *Revue historique des armées*, 249, 2007, [En ligne], mis en ligne le 15 juillet 2008. URL : <http://rha.revues.org//index1003.html>. Consulté le 12 juin 2010., 2

PÉRIÈS Gabriel, « Un modèle d'échange doctrinal franco-argentin : le plan CONINTES 1951-1966 », Renée Fregosi (dir.), *Armées et pouvoirs en Amérique latine*, Paris, IHEAL, 2004, p. 19-41.

PORCH Douglas, *Histoire des services secrets français. 2 De la Guerre d'Indochine au Raymbow Warrior*, Paris, Albin Michel, 1997.

ROBIN Marie-Monique, *Escadrons de la mort, l'école française*, Paris, éd. La Découverte, 2004.

RIGOUSTE Mathieu, *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, Paris, La Découverte, 2009.

_____, *Les marchands de peur. La bande à Bauer et l'idéologie sécuritaire*, Paris, Libertalia, 2011, p. 32., 6

ROMOP Maria, « Le Ve bureau », JAUFFRET Jean-Charles, VAÏSSE Maurice (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, actes du colloque tenu à Montpellier, CEHD, 2000.

SMALLMAN Sawn, « Military terror and silence in Brazil, 1910 – 1945 », *Revue Canadienne des Études Latino-américaines et Caraïbes*, Ottawa, vol. 24, n° 47, 1999, p. 5 – 27.

WARUSFEL Bertrand, « Le cadre juridique et institutionnel des services de renseignement en France », LACOSTE P. (dir.), *Approches françaises du renseignement, y a-t-il une « culture nationale »*, Paris, Fondation pour les Études de Défense, 1997, pages 13-28.

_____, *Contre-espionnage et protection du secret. Histoire, droit et organisation de la sécurité nationale en France*, Paris, Charles Lavauzelle, 2000.

Sigles et abréviations utilisées

AEF : Afrique équatoriale française.

AFA : Attaché des forces armées.

AFP : Agence France presse.

AHEx : Archive historique de l'armée de terre – *Arquivo Histórico do Exército*.

AI : Acte institutionnel.

AIB : Action intégraliste brésilienne – *Ação Integralista Brasileira*.

ALIBI : Allô Londres! Ici *Big Island*.

ALN : Armée de libération nationale.

ALN : Action de libération nationale – *Ação de Libertação Nacional*.

AMAE : Archives du ministère des Affaires étrangères.

AMRE : Archive du ministère des Relations extérieures – *Arquivo do Ministério das Relações Exteriores*.

AMx : Ateliers de construction d'Issy-les-Moulineaux.

ANF : Afrique du Nord française.

AOF : Afrique occidentale française.

ARENA : Alliance rénovatrice nationale – *Aliança Renovadora Nacional*.

BCRA : Bureau central de renseignement et d'action.

CED : Communauté européenne de défense.

CEE : Communauté économique européenne.

CIA : Agence centrale d'informations – *Central Intelligence Agency*.

CIE : Centre d'informations de l'armée de terre – *Centro de Informações do Exército*.

CIPCG : Centre d'instruction et de préparation à la contre-guérilla.

CGA : Compagnie générale aéronautique Marcel Dassault.

CNRA : Conseil national de la Révolution algérienne.

CNEN : Conseil national pour l'énergie nucléaire – *Conselho Nacional para a Energia Nuclear*.

CEA : Commissariat pour l'énergie atomique.

CODI : Centre d'opérations de défense intérieure – *Centro de Operações de Defesa Interna*.

COFICO : compagnies financières et industrielles intercontinentale – *Companhia Financeira e Indústria Intercontinental*.

CONSULTEC : Compagnie sud-américaine d'administration et d'études techniques.

CONINTES: Conmoción interna del Estado.

COSAC: Centre d'opérations en forêt et d'actions commando – *Centro de Operações na Selva e de Ações de Comando*.

CPDOC : Centro de Pesquisa e Documentação sobre o Brasil contemporâneo.

CRL : Bibliothèque du centre de recherche – *Center for Research library*.

CSN : Conseil de sécurité nationale.

CSF : Compagnie générale de télégraphie sans-fil.

DGER : Direction générale d'études et recherches.

DGR : Doctrine de la guerre révolutionnaire.

DGRSS : Direction générale des services spéciaux.

DGSE : Direction général de sécurité extérieure.

DIT : Défense intérieure du territoire.

DOI : Détachement d'opérations intérieures – *Destacamento de Operações Internas*.

DOPS : Département d'Ordre Politique et Social – *Departamento de Ordem Política e Social*.

DPU : Dispositif de protection urbaine.

DSI : Division de sûreté et informations.

DST : Division de sureté du territoire.

ECEME : École de commandement et d'état-major de l'armée de terre – *Escola de Comando e Estado-Maior do Exército*.

EMFA : État-major des forces armées.

ESG : École supérieure de guerre.

ESI : École supérieure d'informations.

FAB : Force aérienne brésilienne – *Força Aérea Brasileira*.

FBI : Front brésilien d'informations – *Frente Brasileira de Informações*.

FCPM : Front Patriotique Civil et Militaire – *Frente Patriótica Civil e Militar*.

FEB : Force Expéditionnaire brésilienne - *Força Expedicionária Brasileira*.

FGV : Fundação Getúlio Vargas.

FLN : Front de libération nationale.

FMI : Fonds monétaire internationale.

GENEMA : Groupement d'exportation de navires et d'engins de mer en acier.

GPRA : Gouvernement provisoire de la République algérienne.

IHEDN : Institut de hautes études de défense nationale.

IBAD : Institut brésilien d'action démocratique – *Instituto Brasileiro de Ação democrática*.

IPES : Institut de recherches et d'études sociales – *Instituto de Pesquisas e Estudos Sociais*.

IPM : Enquêtes policières et militaires – *Inquéritos policiais e militares*.

MDB : Mouvement démocratique brésilien – *Movimento Democrático Brasileiro*.

MMF : Mission militaire française ou mission Gamelin.

MRE : Ministère des Relations extérieures – *Ministério das Relações Exteriores* ou Itamaraty.

OAS : Organisation de l'armée secrète.

OEA : Organisation des États américains.

OID : Organisation inter-américaine de défense.

OLAS : Organisation latino-américaine de solidarité.

ONU : Organisation des Nations unies.

OFEMA : Office français d'exportation de matériel aéronautique.

OPA : Opération pan-américaine.

ORA : Organisation de résistance de l'armée.

OSS : Bureau de services stratégiques – *Office of Strategic Service*

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

PCF : Parti communiste français.

PCB : Parti communiste brésilien – *Partido Comunista Brasileiro*.

PCUS : Parti communiste de l'Union soviétique.

PFNSP : Presses de la fondation nationale de science politique.

PRP : Parti de la représentation populaire – *Partido da Representação popular*.

PSD : Parti social-démocratique – *Partido Social Democrático*.

PTB : Parti travailliste brésilien – *Partido Trabalhista Brasileiro*.

RAU : Républiques arabes unies.

RDA : République démocratique d'Allemagne.

SDECE : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.

SEPES : Société d'études et participation des entreprises industrielles – *Sociedade de Estudos e de Participação Industrial*.

SFICI : Service fédéral d'informations et de contre-informations – *Serviço Federal de Informações e de Contra-Informações*.

SHAPE : Grand quartier général des forces alliées en Europe – *Supreme Headquarters Allied Power in Europe*.

SHD : Service historique de la Défense.

SIPRI : *Stockholm International Peace Research Institute*.

SNI : Service national d'informations – *Serviço Nacional de Informações*.

SOE : service exécutif d'opérations spéciales – *Special Operations Executive*.

TIAR : Traité inter-américain d'assistance réciproque.

UDN : Union démocratique nationale – *União Democrática Nacional*.

UNE : Union nationale des étudiants – *União Nacional dos Estudantes*.

UNEF : Force d'urgence des Nations unies – *United Nations Emergency Force*.

Vietminh : Front pour la libération du Vietnam.

ZSAC : Zones stratégique d'Afrique Centrale.

Annexes

Notices biographiques

Aussaresses, Paul

Officier parachutiste, il quitte l'armée d'armistice en 1940, pour s'engager dans les services secrets alliés. Il part en Espagne, où il exécute ses premières missions. Envoyé en Écosse, il subit alors un entraînement sévère, orientée vers les actions commando et intègre les unités spéciales Jedburgh. Il se fait parachuter d'abord dans le Sud-Ouest de la France, où il fournit des armes à la résistance, ensuite derrière les lignes allemandes pour espionner les troupes ennemies. Après 1945, il est désigné pour créer le 11^e bataillon de Choc du SDECE. Il est ensuite envoyé en mission spéciale en Indochine, puis en Algérie, où il combat violemment l'armée de libération nationale, à Philippeville. En 1957, il désigné par le général Massu à son état-major, établi dans la 10^e région militaire, située à Alger. Aussaresses se fait alors remarquer dans la lutte sévère contre le FLN, en particulier durant la bataille d'Alger. Muté d'Algérie à la démission de Jacques Massu de son poste de commandement de Corps d'Armée, en 1960, il est envoyé en mission de liaison aux États-Unis. Il enseigne alors les méthodes de la guerre révolutionnaire à l'école des forces spéciales de fort Bragg. En 1966, il est nommé auprès du commandement intégré de l'OTAN, jusqu'à son départ pour le Brésil, en 1973. Comme attaché militaire, il assure la coopération avec l'état-major brésilien ainsi que de nombreuses ventes d'armement français. Même s'il ne participe pas à la planification des opérations de contre-guérilla, il est tenu constamment informé. À son départ du Brésil, il entre chez Thomson-CSF.

Buchalet, Albert (1911-1987)

Albert Buchalet est issu de l'arme d'ingénierie. Capitaine, il quitte l'armée dès le lendemain de l'armistice pour continuer la guerre. Bien qu'il ne suive pas l'appel du général Charles de Gaulle, il se met au service de la Résistance. Quelques mois à peine après son entrée en clandestinité, il se fait arrêter par les autorités allemandes qui l'envoient en déportation. Évadé de son Oflag, en 1941, il participe alors à de nombreuses opérations commandos en territoire sous administration allemande. Il est responsable de l'exfiltration des officiers de la résistance capturés par les nazis. Il est capturé et s'évade plusieurs fois. Son parcours est particulièrement héroïque et fait de lui un spécialiste de la clandestinité, connaisseur des prisons politiques du III Reich et, surtout informé sur les résistants capturés. Sa dernière évasion le conduit en Algérie, en 1943, et dans la 1^{ère} Armée du général Giraud. Breveté parachutiste la même année, Albert Buchalet fait comme nombre d'officiers français son entrée dans le service action de la DGSS (Direction générale des services spéciaux). Il se fait larguer d'un avion au-dessus de la Provence, comme des centaines d'autres officiers de choc, en août 1944, au commandement de l'unité spéciale de parachutistes. À la fin de la guerre, Albert Buchalet est assimilé à la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et peu de temps après au SDECE. Envoyé comme attaché militaire au Brésil, en 1946, il organise les réseaux français. Tout d'abord, en renouant le contact avec d'anciens élèves de la mission Gamelin, à laquelle son père a participé, comme chef des enseignements sur l'intendance.

Son retour en France est marqué par l'engagement en Algérie où il commande un groupe d'opérations de choc. Nommé ensuite directeur des applications militaires au Commissariat à l'énergie atomique où il est à la tête du bureau des études générales, embryon de la future branche du CEA chargée des études et fabrications d'armes

nucléaires. Grâce à ses réseaux de connaissances civiles et militaires, il joue un rôle clé dans la mise au point de la première bombe nucléaire française. À partir de 1958, il est conseiller technique auprès du président du CEA. Auditeur à l'IHEDN à partir de 1959, il quitte l'armée en 1960 pour devenir adjoint à la gérance de Schneider et Cie puis, à partir de 1966, son administrateur. De 1961 à 1970, il est président de la société française de matériels d'armement.

Castelo Branco, Humberto de Alencar (1897-1967)

Humberto de Alencar Castelo Branco, né en 1897, proche collaborateur de la Mission militaire française dans les années 1930, lorsqu'il obtient le diplôme de l'École d'état-major, et est nommé assistant des enseignements militaires. En raison de son succès, dans l'École d'état-major, il est admis à l'ESG de Paris dans la promotion 1937-1939, à côté de Hugo Panasco Alvim et de Henrique Teixeira Lott. Envoyé quelques années plus tard à fort Leavenworth, dans le Kansas, aux États-Unis, il y suit une formation d'état-major, afin de coordonner et planifier l'action de la 1^{ère} Division d'Infanterie expéditionnaire. Tant sa formation aux États-Unis que son expérience dans la Force Expéditionnaire Brésilienne (FEB), marquent profondément sa carrière. Parallèlement à fonctions dans l'état-major, il poursuit sa carrière dans l'enseignement militaire supérieur et s'investit aussi dans les luttes politiques au sein de l'armée. Il se démarque alors dans l'opposition au président Getúlio Vargas (1950-1954), comme membre du groupe libéral conservateur la *Cruzada Democrática*. En 1954, il assume le commandement de l'École d'état-major, où fait adopter un nouveau règlement et une série de mesures internes, dont la modification du nom de l'école, désormais École de commandement et d'état-major de l'armée de terre (*Escola de Comando e de Estado-Maior do Exército* – ECEME). Il gravit les principales fonctions du haut commandement militaire, jusqu'à celui de chef d'état-major de l'armée de terre (*Estado-Maior do Exército* – EME), en 1963. Au courant des regroupements des officiers, mais à l'écart de la conspiration, c'est en février 1964 qu'il accepte de prendre la tête du mouvement, à la demande expresse du colonel Bizzarria Mamede. Il forme alors avec bon nombre d'officiers de sa génération un état-major clandestin, qui coordonne les opérations à l'encontre du gouvernement Goulart. Ce groupe se compose de l'alliance entre les officiers de l'École supérieure de guerre de Rio, la *sorbonne*, les officiers et les industriels de l'Institut de Recherches et Études Sociales (*Instituto de Pesquisas e Estudos Sociais* – IPES) et le chef de l'EME.

Costa e Silva, Artur da (1899-1969)

Aspirant à officier d'infanterie en 1921, il s'implique dans la vague de soulèvements militaires qui traverse le Brésil jusqu'en 1930. Costa e Silva s'engage ensuite dans la répression à la Révolte constitutionnaliste, en 1932. Durant les années 30, après l'obtention du diplôme de l'École d'état-major de l'armée de terre, il entre à l'état-major du général Góis Monteiro. Quand le gouvernement brésilien déclare la guerre à l'Axe, en 1942, il est responsable de l'organisation de l'unité blindé qui combattrait en Italie. En vue de la préparation de la Force Expéditionnaire brésilienne, il suit un stage de formation à Fort Knox, aux États-Unis. Pourtant, il n'intègre pas lui-même le contingent brésilien. Promu à général en 1952, il ne prend pas partie aux disputes politiques internes à l'armée de terre, et maintient un comportement légaliste durant le putsch du général Lott afin d'assurer l'entrée en fonctions de Juscelino Kubitschek, en 1955. À partir de 1962, il est nommé à un poste de commandement sans importance, et s'engage dans la conspiration contre le président João Goulart. Chef du Commandement suprême de la révolution, pourtant, il cède la place à la présidence de la République au général Castelo Branco.

Nomme ministre de la Guerre par ce dernier, Costa e Silva devient un des personnages centraux du régime. En l'espace de quelques années, son entourage et lui-même entretiennent des relations avec l'attaché militaire français. Élu président de la République par un collège électoral, en 1967, il est connu pour avoir promulgué l'Acte institutionnel n°5, en décembre 1968. Durant son gouvernement, les relations avec la France prennent un tournant décisif, en faveur d'un resserrement des liens militaires.

Denis, Odílio (1892-1985)

Odílio Denis, né en 1892, d'origine suisse, descendant direct d'un officier vaudois de la grande armée napoléonienne, est une personnalité bien connue des militaires français, reconnu comme un ami indéfectible de la France. Homme de confiance de Vargas, il atteint l'âge de la retraite en 1958. Mais aussitôt rappelé à l'activité par un décret d'exception, il prend le commandement de la 1^{ère} Armée et reçoit du président Jânio Quadros (janvier 1961 – août 1961) le portefeuille de la Guerre. D'après le colonel Lallart, il serait déçu et aigri par le dénouement de la crise de septembre 1961 et la prise de pouvoir de Goulart, il se retire alors définitivement de la vie publique mais continue à recevoir en privé un cercle de fidèles dont les deux frères Ernesto et Orlando Geisel. Le colonel Lemond le rencontre en privé deux fois, lorsqu'il occupe le portefeuille de la Guerre, pour des conversations à bâtons rompus.

Lemond, Henri (1910- ?)

Henri Lemond arrive au Brésil directement de l'état-major des forces opérationnelles à Tlemcen, en Algérie, où, avec le grade de lieutenant-colonel, il travaille dans le commandement des opérations psychologiques. Il est donc un des protagonistes de l'effroyable massacre de 1957, lorsque les forces françaises répriment sévèrement les travailleurs locaux accusés de complicité avec les insurgés du Front de libération nationale. L'analyse de la conjoncture est à l'image des exercices théoriques réalisés dans les états-majors français en Algérie, où les officiers évaluent la capacité de résistance de la population. Son langage ne cache ni ses préjugés ni son endoctrinement. Sa présence au Brésil représente une avancée considérable dans les relations militaires franco-brésiliennes.

Lallart, Pierre (1919-2009)

En 1939, il rejoint Saumur comme jeune officier du Train. Il ne participe pas la bataille de France, mais rejoint le centre d'organisation automobile, près de Paris. Affecté dans l'armée d'armistice, il est affecté à Tarbes, auprès de la 17^e compagnie du train. Il devient alors un agent double au service de la résistance, participant notamment dans le renseignement, où il devient le chef du réseau Sud-Ouest d'Alibi, dès décembre 1942. Comme officier de renseignement, il est détaché auprès de l'armée états-unienne et participe dans les combats en Lorraine, en Allemagne et jusqu'en Autriche, où il est le premier officier français à pénétrer le camp de Manthausen. En 1945, il est instructeur à l'École d'application du Train, plus tard, il est muté en Allemagne. Il connaît ensuite de nombreuses missions en France, en Grande-Bretagne, puis en Algérie, en 1960, où il prend le commandement du 585^e bataillon de marche du train. En 1962, il est nommé attaché militaire au Brésil, où il noue d'importants contacts afin d'assurer le commerce des armes franco-brésiliennes. À ce titre, il se distingue par son rôle dans la conclusion des ventes des avions Mirage pour la FAB (Force aérienne brésilienne).

Malan Alfredo Souto (1908-1982)

Alfredo Souto Malan, né en 1908, est sans aucun doute l'officier le plus proche de l'ambassade de France. Fils de l'attaché militaire brésilien qui, en 1919, négocie la venue de la MMF, il fait ses études en France, au lycée Janson de Sailly (1917 – 1920). En 1932, il participe à la répression militaire du soulèvement sécessionniste de São Paulo. Entre 1943 et 1945, il est adjoint de l'attaché militaire brésilien à Washington, et membre de la délégation brésilienne à San Francisco, pour établir les bases de l'Organisation des Nations unies (ONU). Professeur de tactique à l'École d'état-major, à son retour au Brésil, en 1945, il quitte deux ans plus tard ce poste, pour suivre à Paris suivre le stage à l'ESG de Paris (1947-1949), avec Bizarria Mamede. Il y collabore avec le corps enseignant, et prend en contact, pour la première fois, avec le débat autour des usages de l'arme psychologique. Après son séjour à Paris, où il noue des relations étroites avec l'attaché militaire brésilien à Paris, le général Lima Brayner, il intègre le corps enseignant de l'ESG de Rio. De 1952 à 1962, il occupe différents postes dans l'enseignement militaire supérieur, et devient rapidement un des spécialistes reconnus de la culture militaire française, laquelle il contribue à adapter aux écoles militaires brésiliennes. Sous-chef de l'état-major des armées, il se montre très favorable au mouvement d'opposition au président João Goulart et prend une part active dans l'organisation de l'état-major clandestin, basé dans l'ECEME. Il sert alors d'officier de liaison avec les garnisons du sud du pays. En octobre 1964, à l'occasion de la visite officielle du général de Gaulle, il est nommé par le ministre de la Guerre, le général Costa e Silva, pour accompagner le président français durant son séjour brésilien. Il établit des relations étroites avec l'attaché militaire français, le colonel Lallart. Dans l'optique de restructurer l'état-major général de l'armée de terre, il transmet en 1967, au colonel Wartel, un document très détaillé sur l'organisation de l'armée brésilienne. Dès janvier 1971, il est nommé chef de l'état-major de l'armée de terre et organise la visite, au Brésil, du général de Boissieu, son homologue français.

Mamede, Jurandyr de Bizarria (1906-1998)

Jurandyr de Bizarria Mamede, né en 1906, est un des principaux porte-parole des jeunes officiers de sa génération. Stagiaire de la promotion 1948/1949 de l'ESG de Paris, selon le colonel Pierre Lallart, il semble se rapprocher, en France, avec « les milieux assez progressistes ». À son retour au Brésil, le général Cordeiro de Farias, commandant de l'ESG de Rio, le nomme membre permanent du corps enseignant de cette école. En février 1954, il lance avec Sisen Sarmento, Alfredo Souto Malan, Ednardo d'Avila Mello et Euler Bentes Monteiro, le manifeste des Colonels, contre la candidature de Juscelino Kubitschek à la présidence de la République. Très actif, il suit une trajectoire très politisée, il s'engage alors dans les conspirations les plus diverses. Selon l'appréciation du colonel Lallart, il devient foncièrement anti-communiste, sans abandonner son intérêt pour les problèmes sociaux. Nommé commandant de l'ECEME en 1961, il y établit l'état-major clandestin de la révolution qui, à Rio de Janeiro, travaille en doublure de l'état-major de l'armée. Populaire parmi les jeunes officiers, Bizarria Mamede est très lié aux anciens de la Force Expéditionnaire Brésilienne (FEB), dont il fait partie.

Meira Matos, Carlos de (1913-2007)

Officier d'infanterie, membre de l'état-major de la Force Expéditionnaire brésilienne, il fait la liaison avec le IV^e Corps d'armée états-unien, commandé par le général Mark Clark. De retour au Brésil, en 1945, il obtient le diplôme de l'École d'état-major de l'armée de terre, établissement dans lequel il enseigne jusqu'en 1959. Pendant ces années, il traduit de nombreux ouvrages français sur la guerre révolutionnaire, en particulier les ouvrages de Gabriel Bonnet. Chef des services de renseignement de l'armée de terre de 1961 à 1962, il est ensuite nommé à la tête du bataillon de Chasseurs dans l'État du Mato Grosso. Au commandement de ce bataillon, il participe à la conspiration qui dépose le président João Goulart, le 31 mars 1964. En mai 1965, il intègre le contingent brésilien dans la Force inter-américaine de paix, créé par l'OEA, et engage plusieurs combats contre le leader révolutionnaire Francisco Caamaño. De retour au Brésil, il enseigne à l'ESG. Président de la Commission spéciale du ministère de l'Éducation et de la Culture, 1968, il examine des solutions pour le problème étudiant. Durant ses activités dans la commission ministérielle, il est désigné inspecteur général des polices militaires.

Mello, Humberto de Souza (1908-1974)

Officier d'infanterie, il intègre le bataillon de Chasseurs, à Salvador. Dès le début de la Révolution d'octobre 1930, il adhère aux forces révolutionnaires du Nord de la République, sous le commandement de Juarez Távora. Instructeur-chef de la police militaire et commandant de la garde civile de l'État de Bahia, il est démis de ses fonctions à la suite du coup d'État de l'État Nouveau, en novembre 1937. Il ne participe pas à la Force Expéditionnaire brésilienne. Entre 1945 et 1955, Sousa Mello est instructeur à l'EME (École d'état-major de l'armée de terre). Il est ensuite désigné assistant du général Odílio Denis, et, après le putsch du maréchal Lott afin d'assurer l'entrée en fonctions de Juscelino Kubitschek (1956-1961), il intègre le CSN. De juin à décembre 1958, parallèlement à ses activités, il participe activement à la préparation du cycle d'études à l'ESG consacré à l'information et à la contre-information. À partir de décembre, il est nommé chef du SFICI et puis attaché militaire auprès de l'ambassade du Brésil en Argentine. De retour au Brésil, il s'implique dans la conspiration qui dépose le président João Goulart (1961-1964). Promu général, il est nommé chef de la division d'infanterie en juillet 1964, où il dirige le groupe de travail sur l'action psychologique, au Rio Grande do Sul. En 1967, il assume la direction du département d'études de l'ESG et oriente les enseignements en faveur de la doctrine de la guerre révolutionnaire. Après la promulgation de l'AI-5, le président Costa e Silva nomme le général Mello chef de la Commission générale d'enquêtes militaires de police (IPM). Et en 1971, il est désigné pour le commandement de la II^e Armée, située à São Paulo. Alors que la capitale pauliste connaît la recrudescence de la guérilla urbaine, il encourage la création du DOI-CODI, et mène d'une main de fer la guerre contre les organisations clandestines armées. En 1974, il est nommé chef de l'EMFA.

Murici, Antonio Carlos da Silva

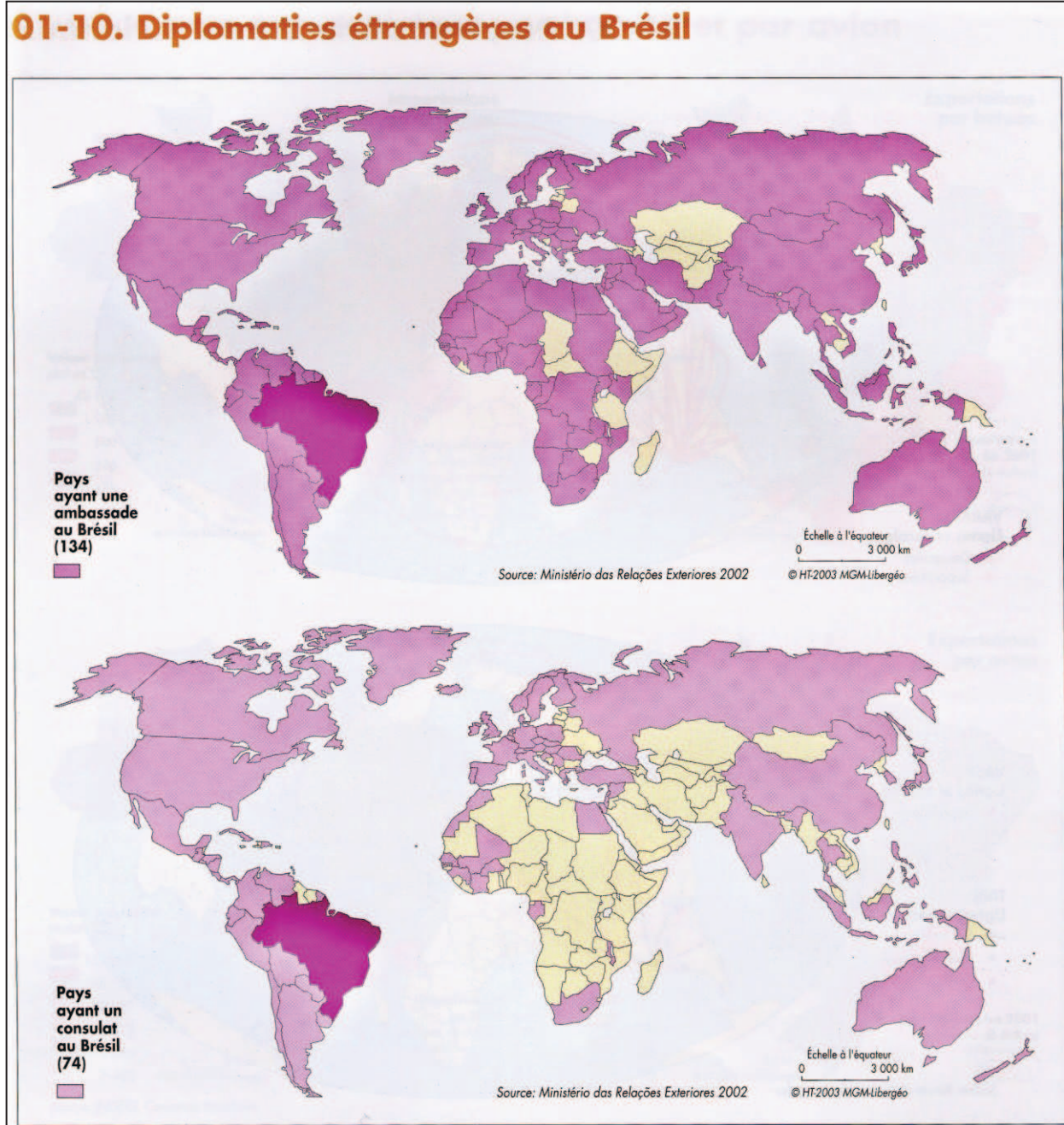
Antonio Carlos da Silva Murici, né en 1906, commandant la 7^{ème} Infanterie Divisionnaire, dans le Nord-est, est profondément anti-communiste. Reconnu comme un grand spécialiste de la doctrine de la guerre révolutionnaire, il se forme en autodidacte, d'après une bibliographie française. En raison d'une de ses conférences, à l'Institut Historique et Géographique de Recife, par lesquelles il dénonce la *subversion marxiste* dans les forces armées et dans le pays, il fait l'objet de virulentes attaques de Leonel Brizola, gouverneur de l'État de Rio Grande do Sul, gendre du président Goulart (1961-1964). Proche collaborateur de l'ambassadeur états-unien, Lincoln Gordon, le général Murici travaille

activement dans la planification du mouvement destiné à destituer le président Goulart. En décembre 1963, appelé par le général Olímpio Mourão pour commander la Colonne Tiradentes, des forces du Minas Gerais, il est l'un des principaux acteurs du coup d'État à Rio de Janeiro.

Pais, Valter Meneses (1911-1992)

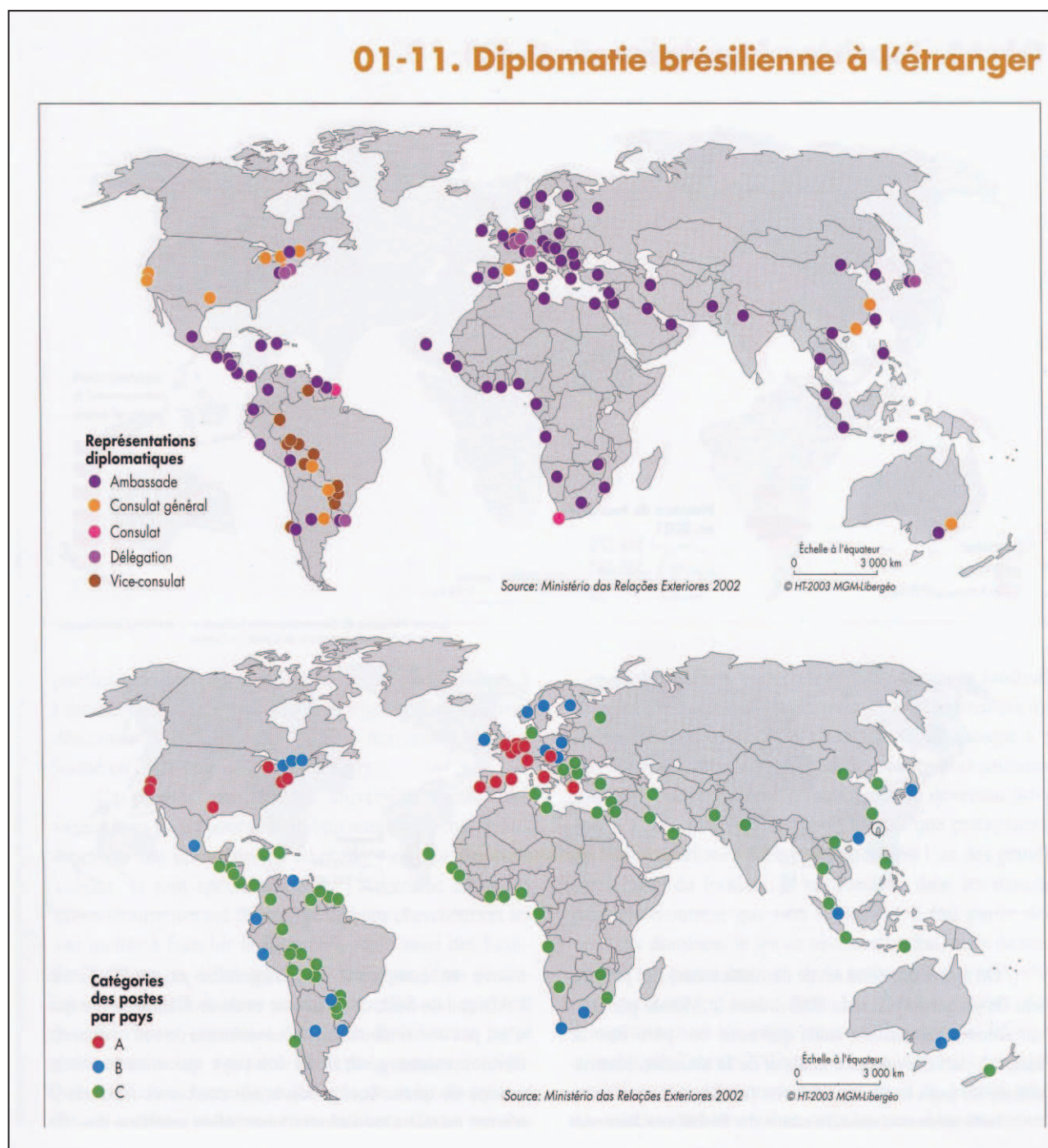
Valter Meneses Pais, officier d'infanterie, participe à la campagne d'Italie en tant que capitaine, de retour au Brésil il obtient le diplôme de l'École d'état-major. En 1956, désigné pour suivre la formation de l'École supérieure de guerre de Paris, il y séjourne deux ans, pendant lesquels il suit de près les débats sur les usages de la doctrine de la guerre révolutionnaire, dans le conflit d'Algérie, et témoigne, à Paris, du putsch des généraux d'Alger, le 13 mai 1958. Dans le commandement du 2^{ème} Régiment d'Infanterie, à Rio de Janeiro, en 1961, il s'oppose à la prise de fonctions du président João Goulart, et participe activement à la coordination des activités du mouvement d'opposition à celui-ci. Sa participation dans les opérations militaires du coup d'État de mars 1964 est décisive. Jusqu'en 1968, il est le chef du 2^{ème} Bureau brésilien.

1. diplomaties étrangères au Brésil (2002)



Source : MELLO Neli Aparecida de, Théry Hervé. *Atlas du Brésil*. CNRS, GDR Libergéo – La Documentation française, 2003.

2. Diplomatie brésilienne à l'étranger (2002)



Source : MELLO Neli Aparecida de, Théry Hervé. *Atlas du Brésil*. CNRS, GDR Libergéo – La Documentation française, 2003.

3. Carte administrative du Brésil, États et régions (2003)



Source : MARIN Richard, *Les mots du Brésil*, PUM, 2011.

4. Le déploiement spatial de l'armée brésilienne

Source : MELLO Neli Aparecida de, THÉRY Hervé. *Atlas du Brésil*, CNRS, GDR Libergéo – La Documentation française, 2003.



Effectif total en 1968 : 159200 hommes dont 11550 officiers

Réparti de la façon suivante :

1 ^{ère} armée (Rio de Janeiro) :	65.540 h
2 ^{ème} armée (São Paulo) :	23270 h
3 ^{ème} armée (Porto Alegre) :	49000 h
4 ^{ème} armée (Recife) :	20190 h
Commandement militaire de l'Amazonie :	5870 h

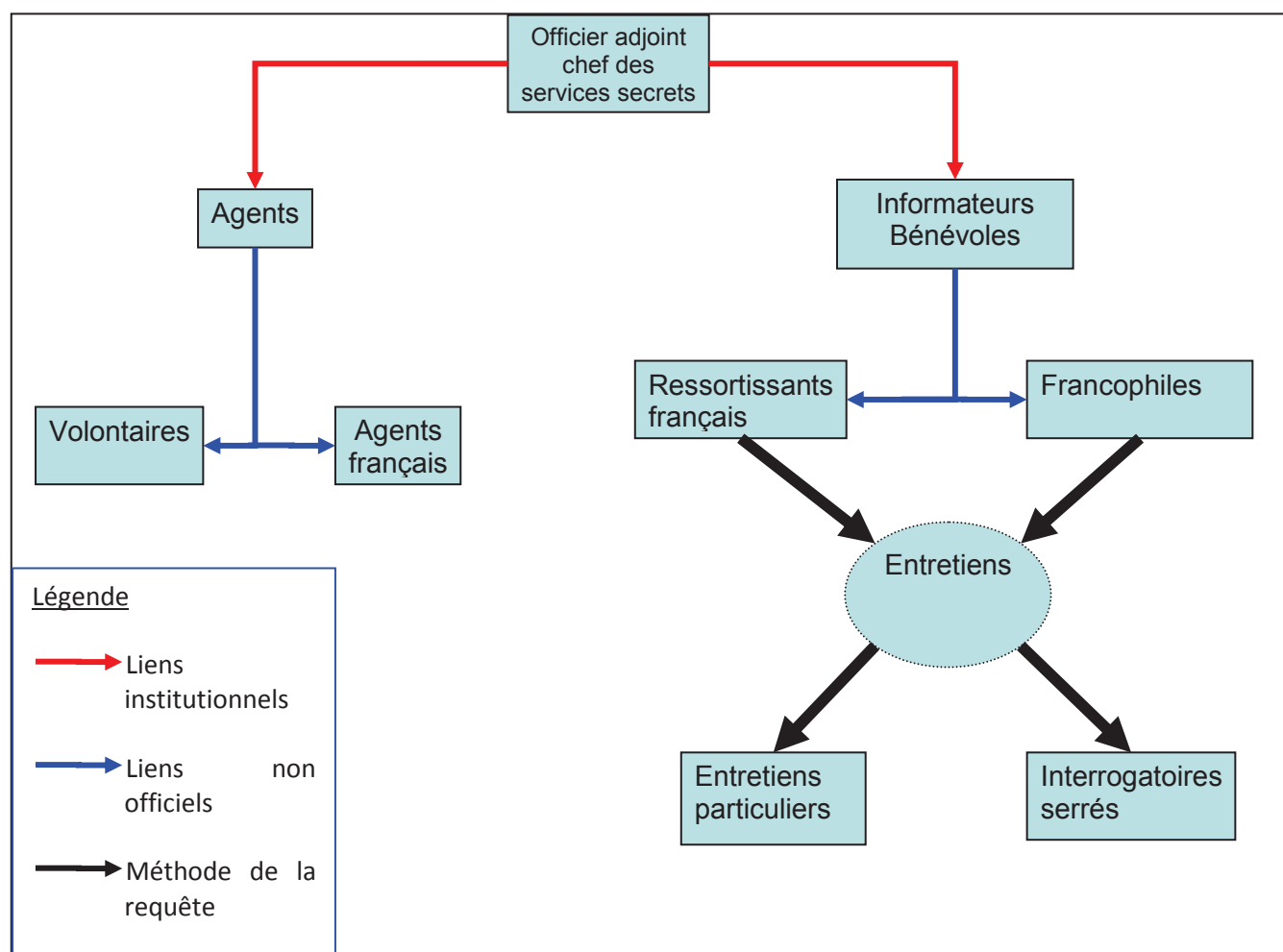
5. Tableau de correspondance entre les régimes politiques brésiliens et les diplomates français en poste au Brésil

Régime	Démocratique					
Année	1946-1951	1951-1954	1954-1955	1956-1961	1961	1961-1964
Président	Eurico Dutra	Getúlio Vargas	Café Filho	J. Kubistchek	Jânio Quadros	João Goulart
Ambassadeur	Hubert Guérin	Gilberts Arvengas	Bernard Hardion		Jacques Bayens	Jean-Paul Angles
Attaché militaire	Henri Michel	Albert Buchalet	Jean Tassel	André Normand	Henri Lemond	Pierre Lallart

Régime	Autoritaire			Dictatorial			
Année	1964-1967			1968-1969	1969	1970-1973	1974-1978
Président	Castelo Branco			Costa e Silva	Junte militaire	Garrastazú Médici	Ernesto Geisel
Ambassadeur	J.P. Angles	Pierre Sébilleau	Jean Binoche	François de Laboulaye		Michel Legendre	
Attaché militaire	Pierre Lallart			Jean Wartel	Yves Boulnois	Jean Louis Guillot	Paul Aussaresses

Annexe 7 : Organigramme des sources de renseignements des services secrets français au Brésil (1946 – 1972).

6. Organigramme des sources de renseignements des services secrets français au Brésil (1946 – 1972).



7. Importation d'armement par le Brésil

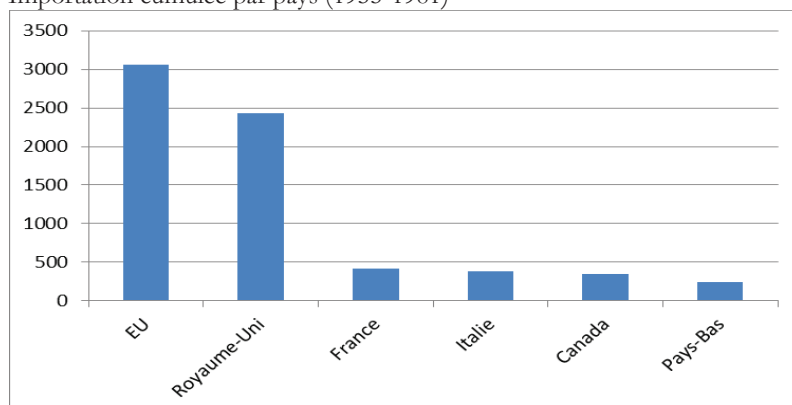
En millions de dollars

	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
EU	248	0	28	8	40	11	87	127	120	65	209	36	78	22	145	52
Royaume-Uni	176	0	123	126	0	0	0	1	0	124	0	17	34	0	3	4
France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45	9	0	6	0	0	0
Italie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0	0	0	0	0
Pays-Bas	0	0	0	0	200	4	5	5	6	6	0	0	0	0	0	0
Total	424	0	151	134	240	15	92	133	126	240	230	53	118	22	148	56

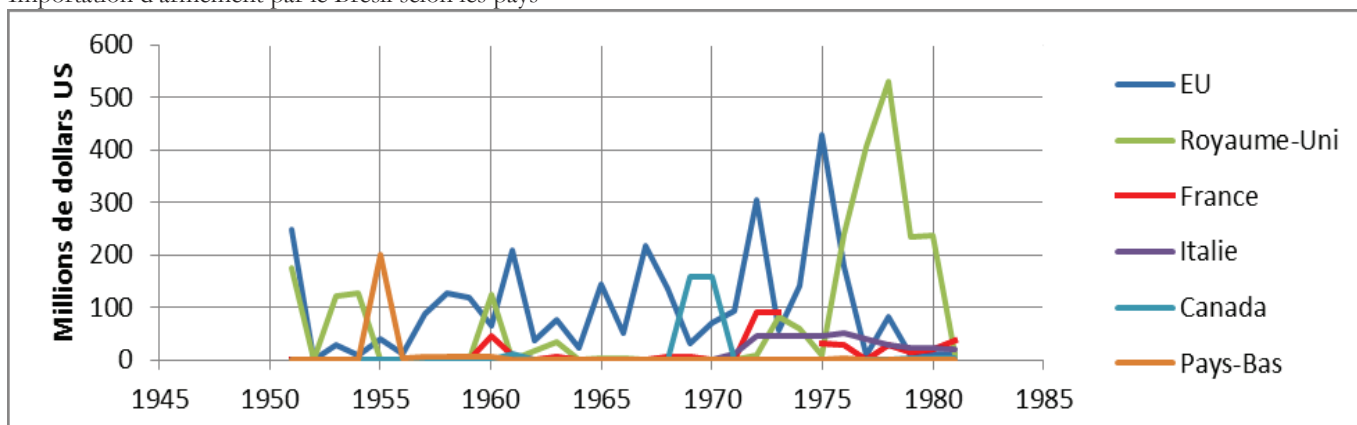
	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Total
EU	218	136	31	72	95	304	58	142	429	177	9	83	10	11	11	1276
Royaume-Uni	0	0	3	0	2	8	83	59	8	239	407	531	235	236	9	608
France	0	5	7	0	0	91	91		33	29	0	30	15	19	36	60
Italie	0	0	0	0	12	47	47	47	47	52	40	28	23	23	19	0
Canada	0	0	159	159	0	0	0	0	0	0	0	2	4	4	4	12
Pays-Bas	0	0	0	0	2	2	0	0	0	3	1	2	1	1	0	226
Total	218	141	200	231	111	452	279	248	517	500	457	676	288	294	79	2182

Source : Stockholm International Peace Research Institute Arms Transfers Database.

Importation cumulée par pays (1955-1981)



Importation d'armement par le Brésil selon les pays

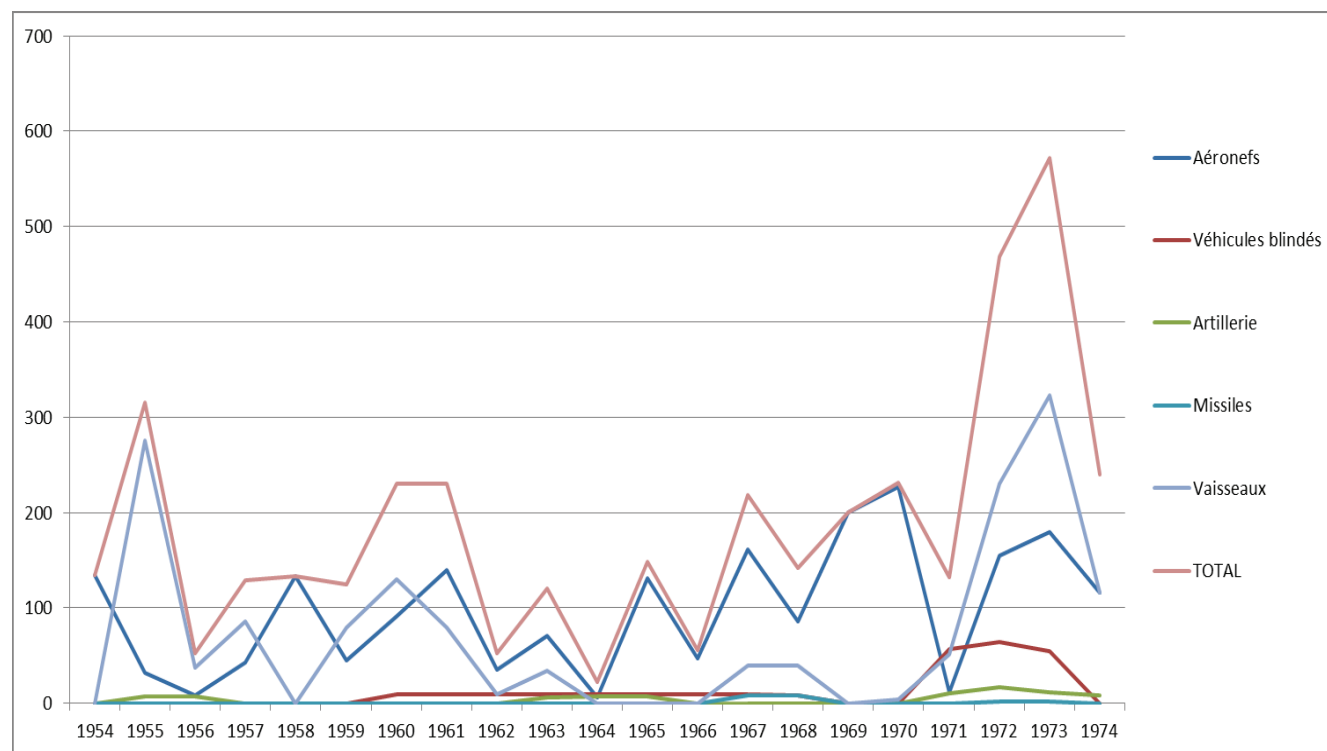


8. Type d'armements importés par le Brésil (en millions de dollars US)

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	Tot.
Aéro.	134	32	8	43	133	45	91	140	35	71	6	131	47	161	86	200	227	12	155	180	116	2053
Chars	0	0	0	0	0	0	9	10	9	9	9	10	9	9	8	0	0	57	64	55	0	258
Art.	0	7	7	0	0	0	0	0	0	6	7	7	0	0	0	0	0	11	17	12	8	82
Missil.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	8	0	0	0	2	2	0	20
Vais.	0	276	38	86	0	80	130	80	9	34	0	0	0	40	40	0	4	52	230	323	116	1538
Total	134	315	53	129	133	125	230	230	53	120	22	148	56	218	142	200	231	132	468	572	240	3951

Source : *Stockholm International Peace Research Institute Arms Transfers Database.*

Graphique : type d'armements importés par le Brésil (en millions de dollars US)



9. Importations brésiliennes d'armements français par type (1961-2005)

Exprimé par type d'équipement

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	Total
MS-760	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30
Hélicoptère Fennec & Puma	0	0	12	0	0	0	0	0	0	0	12
CM-170 Magister	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	7
Mirage 3E & 2000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Matra	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Radar aérien	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exocet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Porte avions Clemenceau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	30	0	12	0	0	0	0	7	0	0	49

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	Total
MS-760	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hélicoptère Fennec & Puma	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	6
CM-170 Magister	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mirage 3E & 2000	0	0	16	0	0	0	0	0	3	0	19
Matra	0	0	30	0	0	0	0	0	0	0	30
Radar aérien	0	0	20	0	0	0	0	0	0	0	20
Exocet	0	0	0	0	20	0	0	0	0	0	20
Porte avions Clemenceau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	66	0	20	0	0	6	3	0	95

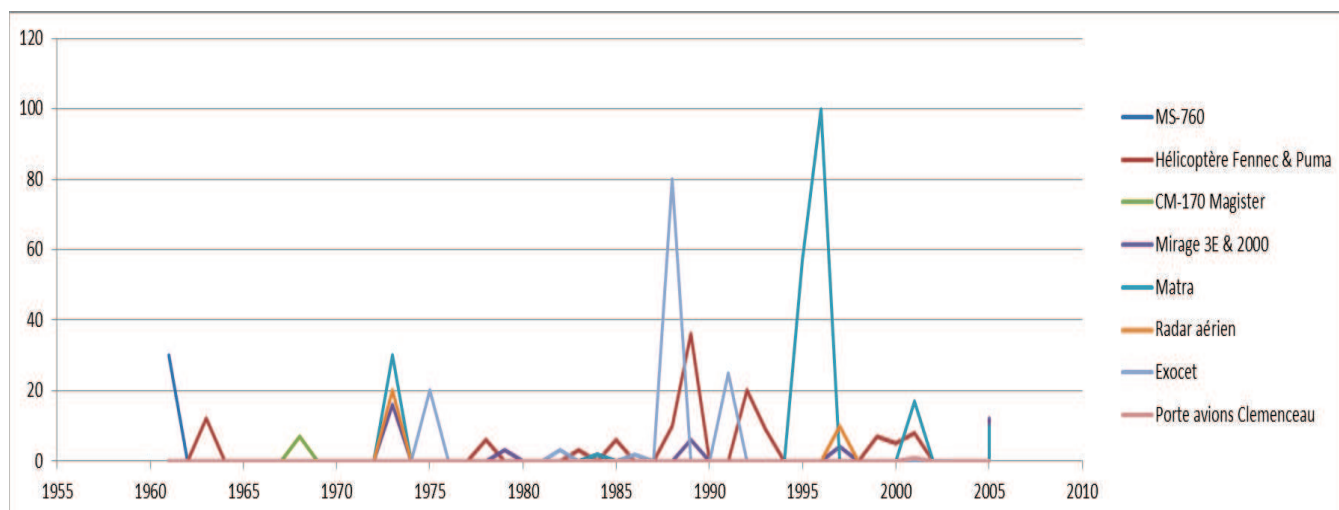
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	Total
MS-760	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hélicoptère Fennec & Puma	0	0	3	0	6	0	0	10	36	0	55
CM-170 Magister	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mirage 3E & 2000	0	0	0	2	0	0	0	0	6	0	8
Matra	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2
Radar aérien	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exocet	0	3	0	0	0	2	0	80	0	0	85
Porte avions Clemenceau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	3	3	4	6	2	0	90	42	0	150

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	Total
MS-760	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hélicoptère Fennec & Puma	0	20	9	0	0	0	0	0	7	5	41
CM-170 Magister	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mirage 3E & 2000	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	4
Matra	0	0	0	0	57	100	0	0	0	0	157
Radar aérien	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0	10
Exocet	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25
Porte avions Clemenceau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	25	20	9	0	57	100	14	0	7	5	237

	2001	2002	2003	2004	2005	2005	Total	Total
MS-760	0	0	0	0	0	0	0	0
Hélicoptère Fennec & Puma	8	0	0	0	0	0	8	8
CM-170 Magister	0	0	0	0	0	0	0	0
Mirage 3E & 2000	0	0	0	0	0	12	12	24
Matra	17	0	0	0	0	10	27	37
Radar aérien	0	0	0	0	0	0	0	0
Exocet	0	0	0	0	0	0	0	0
Porte avions Clemenceau	1	0	0	0	0	0	1	1
	26					22	70	70
Total								601

Source : *Stockholm International Peace Research Institute Arms Transfers Database.*

Graphique : importation brésiliennes d'armements français par type (1960-2005)



10. Les dépenses de la défense nationale au Brésil (1960 et 1968-1969)

Budget national 170 millions de Cruzeiros

Dépenses de la Défense nationale		
Armée	Dépenses (Cruzeiros)	%
Aéronautique	11,748 millions	26,7
Terre	21,516 millions	48,9
Marine	10,768 millions	24,47
Total	44,032 millions	100

Tableau n° 2 : Dépenses de l'armée (1968)

Armée	Dépenses 1968 (Cruzeiros Novos)	Budget 1969 (Cruzeiros Novos)
Terre	1.433 ⁷⁹⁶ millions	1092 millions
Marine	727 millions	532 millions
Aéronautique	784 millions	631 millions
Total	2944 millions	2255 millions

Tableau n° 3 : Dépenses nationales (1968)

Total dépenses nationales : 6 milliards de Cruzeiros Novos (NCr)

Dépenses totales (%)	
Éducation	14,1 (846 millions)
Santé	7,39 (443 millions)
Défense et Sécurité	29,47 (1768 millions)
Armée	49,06 (2944 millions)
Total	100 (6051 millions)

⁷⁹⁶ La monnaie et les valeurs sont données à titre indicatif. Comme le Brésil a modifié à 7 reprises sa monnaie, il est difficile d'établir une correspondance avec l'euro.

11. Dépenses militaires en achat et fabrication de matériel de guerre

Valeurs exprimées en Cruzeiros Novos (1967 – 1968).

	1967	1968
Fabrication, remise en état et acquisition de matériels	6 454 000	18 000 000
Rééquipement en matériel de transmission		6 000 000
Rééquipement en matériel du Génie	3 750 600	5 000 000
Rééquipement de l'armée de terre	4 366 500	18 000 000
Cartographie du territoire		654 000
Rééquipement du matériel motomécanisé		19 000 000
Accord d'Assistance Militaire Brésil-États-Unis		5 191 000
Recherche et développement		640 000
Développement de missiles et fusées		100 000
Appareillage de navigation fluviale		935 000
Remise en état du réseau radio fixe		15 000 000
TOTAL	14 571 100	88 520 000

Source : compte-rendu mensuel de l'attaché militaire français au Brésil, novembre 1969, 10T1108, SHD.

12. Dépenses brésilienne de la défense Nationale (1967 – 1968)

Tableau n° 1 : Dépenses nationales en *Cruzeiros Novos* (NCr)

Budget fédéral	1967	1968
Recettes de l'Union	6 683 843 736 NCr	13 590 786 113 NCr
Dépenses de l'Union	6 943 197 538	13 590 786 113

Tableau n° 2 : Dépenses Défense Nationale en *Cruzeiros Novos* (NCr)

	1967	%	1968	%
Conseil de Sécurité Nationale	207 400	0,01	338 852	0,014
Service National d'Informations (SNI)	1 028 584	0,07	3 044 804	0,13
Etat-major des forces armées	12 618 216	0,88	18 839 202	0,83
Ecole Supérieure de Guerre	453 784	0,03	645 992	0,08
Ministère de l'Armée	643 684 436	44,96	1 090 431 000	47,89
Ministère de la Marine	353 675 000	24,7	532 590 077	23,39
Ministère de l'Aéronautique	419 974 504	29,34	631 151 818	27,72
Total	1 431 441 924	100	2 276 741 745	100

Source : compte-rendu mensuel de l'attaché militaire français au Brésil, novembre 1969, 10T1108, SHD.

13. Entretien d'Odílio Denis avec Henri Lemond, 22 mars 1961.

AMAE, série Amérique, sous-série Brésil, années 1952-1963, carton 54.

AMBASSADE DE FRANCE
AT 10000

15-6-1

AMBASSADE DE FRANCE
AU BRÉSIL
N° 277AM

AMÉRIQUE
25 MARS 1961
Rio de Janeiro, le 22 mars 1961
S E C R E T

M. Jacques BAËYENS, Ambassadeur de France au Brésil
à Son Excellence Monsieur Maurice COUVE DE MURVILLE
Ministre des Affaires Etrangères
DIRECTION D'AMÉRIQUE

*M. Rodriguez
→ Washington
→ DE
fait le 5/4/61*

a/s: Entretien du Maréchal DENYS
avec le Colonel LÉMOND.-

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint au Département un compte-rendu d'une conversation que le Maréchal Denys a eue avec notre Attaché Militaire, Naval et de l'Air. C'est sur la demande du Ministre de la Guerre que le Colonel Lémond lui a rendu visite à son domicile dans la soirée du 19 mars. Il est plus que probable que si cet officier général a agi de la sorte, c'est sur instruction du Président qu'il venait de voir à Brasilia. Les propos qu'il a tenus ont certainement pour but de rassurer les Occidentaux sur la politique extérieure du Brésil, mais il faut cependant noter que les militaires sont parfaitement d'accord pour prendre à l'égard des États-Unis une attitude aussi indépendante que possible.

En tous les cas ce compte-rendu présente un très grand intérêt et c'est pour cela que j'ai cru nécessaire de le faire tenir sans retard au Département./.

P.J.: 1

J. Nay

AMBASSADE DE FRANCE

AU BRESIL

L'attaché Militaire-Naval et de l'Air

RIO DE JANEIRO le 21 mars 1961

n° 61/3

- COMPTE RENDU de RENSEIGNEMENTS -

CHAPITRE : 13

ARTICLE : 131

OBJET : Orientation générale de la politique extérieure brésilienne et des Forces Armées Brésiliennes.

I - Profitant d'un bref séjour à RIO DE JANEIRO, le Maréchal DENYS, Ministre de la Guerre, a fait téléphoner, dans la soirée du 18 Mars au domicile de l'Attaché Militaire, Naval et de l'Air Français et fait savoir à ce dernier que, n'ayant pas eu, depuis un certain temps, l'occasion d'une conversation personnelle, il aimerait le rencontrer dans la journée du lendemain, de façon aussi discrète que possible. Rendez-vous fut pris immédiatement et l'entretien eut lieu, dans un absolu tête-à-tête, à la résidence de RIO du Maréchal, le Dimanche 19 Mars, de 18 h 00 à 19 h 15.

II - Ce serait mal connaître le Maréchal DENYS que de croire que celui-ci, dès l'arrivée de l'Attaché Militaire Français, lui indique le but précis de l'entretien souhaité. En fait, le Ministre de la Guerre parla d'abord de la pluie et du beau temps, montra quelques souvenirs personnels et quelques pièces de sa collection napoléonienne. Le temps s'écoulant à ces amabilités, l'Attaché Militaire Français comprit que le Maréchal attendait manifestement d'être interrogé, ce qui fut fait dès qu'une ouverture dans la conversation le permit.-

Des propos échangés, il convient de retenir les idées suivantes :

.../...

1 - Politique Extérieure du Gouvernement Janio QUADROS

Il n'y a pas à craindre de cette politique extérieure qu'elle rompe ses liens traditionnels avec l'Occident. Il y aurait un accord formel sur ce point entre le nouveau Président et "Les Forces Armées". Le Président QUADROS serait décidé à pratiquer une politique générale "du centre droit" qui ne permette "ni la montée des gauches (Parti Travailleiste Brésilien)", "ni la prédominance de la droite (Union Démocratique Nationale) qui ne veut travailler qu'au bénéfice d'une certaine caste et, par conséquent, conduire aveuglément à des troubles sociaux". Il s'ensuit que cette politique amènera, sur le plan intérieur, à des mesures impopulaires, car des sacrifices seront imposés aux Brésiliens. Il est donc nécessaire de compenser cette politique intérieure "conservatrice" par une politique extérieure donnant quelques satisfactions aux tenants des idées de gauche.

Il était, d'autre part, devenu nécessaire de "secouer les Etats-Unis" dont le Brésil n'était devenu qu'un "satellite". A ce sujet, le Maréchal prend l'exemple de l'Argentine qui, n'ayant pas participé, aux côtés des Etats-Unis, à la 2ème Guerre Mondiale, ayant su dire "NON", en plusieurs circonstances à WASHINGTON, aurait cependant, selon lui, obtenu beaucoup plus, de la grande Fédération Nord-Américaine, que le Brésil.-

Par des questions posées à l'Attaché Militaire sur l'Europe, sa situation économique et financière, il semble également que le Gouvernement Brésilien serait fort désireux d'une aide européenne.

.../...

La Marine est parfaitement d'accord avec l'armée et les idées précédentes.

L'Aéronautique ne trouve, pour le moment, sous la direction d'une "équipe d'extrême droite". Mais cette "équipe"

Relativement à CUBA, le Maréchal indique qu'il était hors de question que le Brésil accepte de s'associer, à l'instigation des Etats-Unis, à une politique de coercition dirigée contre LA HAVANE. A fortiori, l'hypothèse de la participation du Brésil à une intervention militaire doit être rejetée. Il en sera ainsi tant que Fidel CASTRO ne tentera pas "d'exporter" sa propre révolution en Amérique Latine ; toute tentative de sa part de propagation de sa doctrine dans le contingent américain pourrait alors placer le Gouvernement Brésilien devant un choix difficile.

L'Afrique intéresse beaucoup le Brésil, qui cherchera à y prendre une place grandissante. Ce désir est justifié par le "capital africain" contenu dans la formation de la Nation Brésilienne, aussi par le souci d'aboutir à des accords économiques avec des pays ayant sensiblement les mêmes productions naturelles, mais surtout, selon le Maréchal - et c'était peut-être alors le militaire qui parlait seul - par la nécessité de disposer, sur le continent voisin, d'une "couverture" (diplomatique et de renseignement) capable d'éviter au Brésil une surprise, face à la poussée communiste en Afrique Centrale.

2 - Orientation actuelle des Forces Armées Brésiliennes

L'Armée est, comme le Gouvernement, "du centre droit". Elle veut que la pacification des esprits, obtenue dans son sein, se poursuive. Elle comprend la nécessité d'une politique étrangère brésilienne plus indépendante. Mais elle ne tolérera pas - et l'Eglise (qui, selon le Maréchal, aurait beaucoup fait pour l'élection de Mr Jânio QUADROS) est d'accord avec elle sur ce point - que les gauches, et à fortiori les communistes, prennent le pouvoir.

La Marine est parfaitement d'accord avec l'Armée sur les idées précédentes.

L'Aéronautique ne trouve, pour le moment, sous la direction d'une "équipe d'extrême droite". Mais cette "équipe"

ne disposerait pas de "troupes bien nombreuses". Enfin, "si cela était nécessaire, il ya dans l'Aéronautique, suffisamment de cadres de remplacement, pour, rapidement, changer tous les principaux responsables".

3 - Coopération militaire avec la France

Le Maréchal répète ce qu'il avait déjà dit à l'Attaché Militaire : à savoir qu'il pense que le seul pays qui soit actuellement capable d'apporter des "idées nouvelles" à l'Armée Brésilienne, c'est l'Armée Française. Mais, a-t-il ajouté cette fois-ci, "il y a aussi l'Allemagne ...". Il est convaincu qu'en cas de conflit avec l'Union Soviétique ce seront, en définitive, l'Allemagne et une fois de plus la France, qui assureront l'essentiel de la défense immédiate. Il met en doute l'emploi instantané de la représaille atomique par WASHINGTON, dans l'hypothèse d'une attaque en Europe, "tant que les Etats-Unis ne seront pas directement menacés".

Le Maréchal avait donc fermé le projet de détacher cette année, plusieurs Officiers stagiaires en France. Mais la nécessité d'économies financières est venue s'opposer à la réalisation de ce dessein. Cependant, le Président QUADROS lui aurait demandé des économies "pendant cette année", et, en compensation, promis de se montrer plus généreux en 1962. "Nous essaierons donc d'augmenter le nombre de nos stagiaires en France en 1962".

III - De cet entretien, rapporté aussi fidèlement que possible, il semble que l'on puisse tirer les conclusions suivantes :

- 1 - Existence d'un "accord entre le Président QUADROS et les "Forces Armées" sur la ligne générale de la politique brésilienne. Ce fait ne serait ni nouveau, ni surprenant. Il reste à se demander cependant si cet accord sera toujours fidèlement observé par le Pouvoir Exécutif. Dans la négative, des incidents sérieux pourraient en découler.

.../...

- 2 - Données de base de la politique extérieure brésilienne.
Elles confirment ce qui commençait à se percevoir ici.
- 3 - Appel voilé à une aide financière européenne. Il semble que ce sont là, en définitive, l'essentiel de l'objet de l'entretien provoqué. Cet appel ferait partie d'un plan général mis en oeuvre par le Gouvernement QUADROS, et dont l'Attaché Financier de cette Ambassade a déjà été, évidemment le premier, l'objet. On cherche manifestement à nous rassurer sur les buts réellement poursuivis par la nouvelle politique étrangère brésilienne, à nous expliquer qu'elle ne prélude par à un "renversement des alliances" et que, justement, le maintien dans l'alliance postule une aide immédiate en argent frais.
- 4 - L'attitude à l'égard de CUBA est à prendre à la fois comme faisant partie des mesures destinées à "secouer" WASHINGTON et, en même temps, comme l'expression du sentiment réel de solidarité à l'égard d'un autre pays latino-américain venant de s'affranchir de la tutelle nord-américaine.
- 5 - L'intérêt croissant porté à l'Afrique avait déjà été maintes fois signalé. Il se trouve ici confirmé. On retiendra cependant la notion de "couverture stratégique" indiquée par le Maréchal.
- 6 - De l'orientation actuelle des grands responsables dans les Forces Armées, on retiendra surtout les indications données sur l'Aéronautique : extrémisme de droite de l'équipe qui la dirige, absence de prolongements importants de cette équipe dans le sein même de la F.A.B. possibilité d'un remplacement soudain de l'équipe dirigeante.

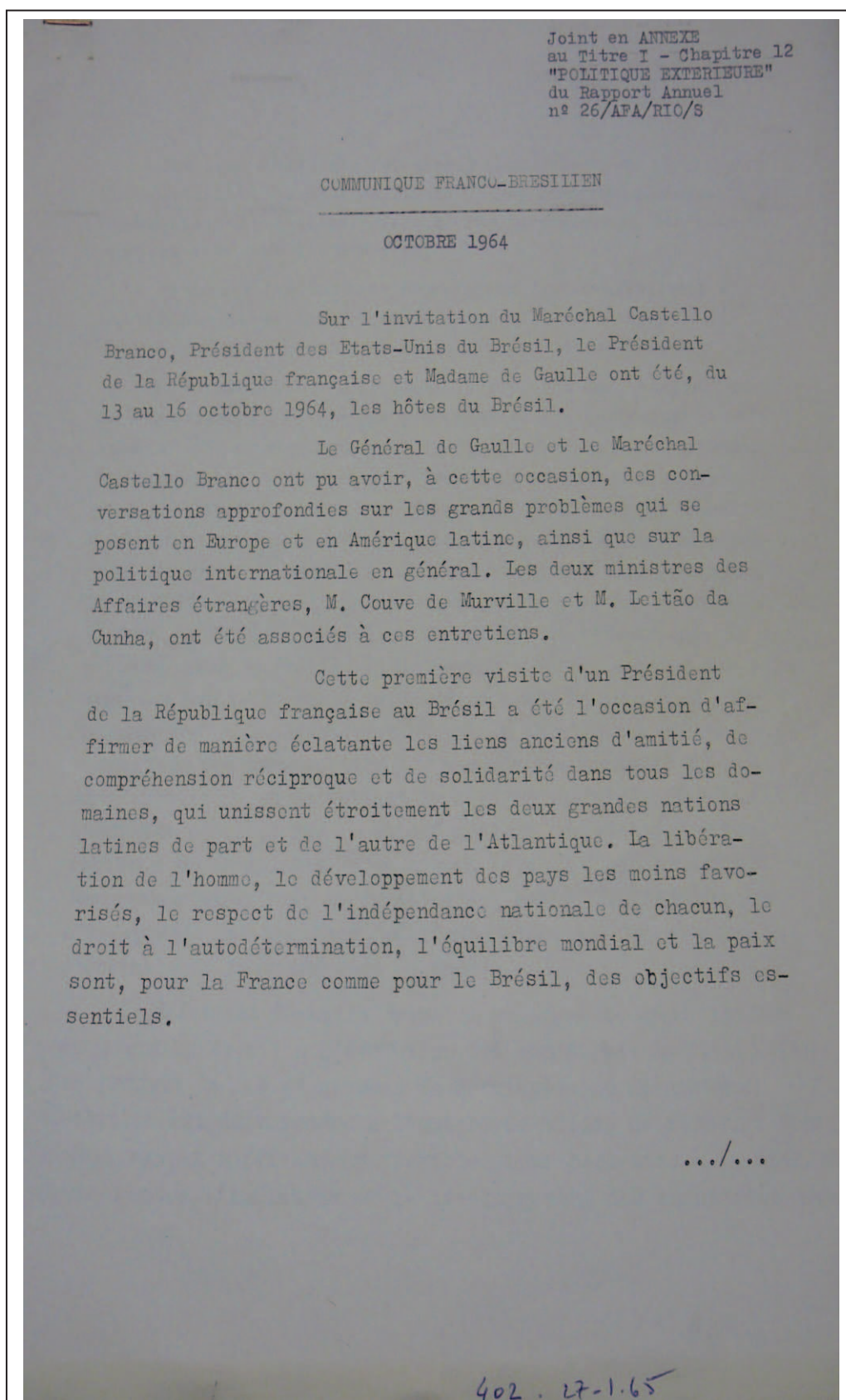
On peut, à ce sujet, se demander dans quelle mesure le Maréchal DENYS ne serait pas, lui-même, la cible d'attaques menées par les nouveaux grands responsables de l'Aéronautique...

.../...

7 - Les propos tenus sur la Coopération militaire souhaitée avec la France n'ont rien appris de nouveau. Ils ont confirmé ce qui a été indiqué depuis plusieurs mois, à savoir que l'amplification de cette coopération dépendait uniquement de disponibilités financières. On relèvera cependant une idée nouvelle : celle que le Haut-Commandement de l'Armée Brésilienne estime également possible d'engager avec la R.F.A. une coopération militaire fructueuse. -

14. Communiqué de Pierre Lallart à la suite de la visite du général de Gaulle

AMAE, série Amérique, sous-série Brésil, années 1964-1970, carton 119.



Les deux Présidents ont marqué leur volonté de développer la coopération franco-brésilienne et ont reconnu la nécessité d'organiser à cet effet, entre leurs gouvernements, des conversations dans tous les domaines.

Un examen des échanges commerciaux franco-brésiliens a montré que ceux-ci pouvaient et devaient être développés. Divers moyens de parvenir à cette fin ont été envisagés.

Le Président Castello Branco a souligné que, compte tenu de l'importance des revenus provenant de l'exportation du café comme source de capitaux pour le financement du développement économique non seulement du Brésil mais de nombreux autres pays d'Amérique latine et d'Afrique, le Brésil et la France devraient unir leurs efforts afin de parvenir à une organisation effective du marché international du café qui garantirait la stabilisation et l'accroissement graduel de ces revenus. Le Général de Gaulle a marqué qu'il appréciait l'importance de ce problème pour le Brésil. Il a rappelé à cette occasion les idées exposées par la France à la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement, et en particulier celles qui concernent une organisation des marchés des produits de base. Il s'agit, tout en permettant le développement régulier des quantités écoulées sur le marché mondial, de stabiliser les recettes de l'exportation au niveau le plus élevé possible. Les conséquences pour le Brésil d'une telle organisation ont été évoquées par les deux Présidents ainsi que les résultats d'ensemble de la conférence de Genève.

Le Président Castello Branco a souligné le grand intérêt que prend le Brésil à l'évolution des conditions de financement des projets et des programmes de développement économique, évolution qui doit tendre à l'octroi de délais de remboursement plus longs et suffisamment flexibles pour permettre à la fois la lutte contre l'inflation et le développement des industries locales

.../...

La culture constitue naturellement un terrain d'élection pour la coopération franco-brésilienne. L'importance de l'effort déjà accompli est considérable, mais en outre les échanges entre les deux pays en matière d'enseignement secondaire et supérieur sont en voie de substantiel accroissement.

Les deux Présidents ont noté avec satisfaction que la coopération technique entre la France et le Brésil avait pris également un grand développement. Il a été décidé d'étendre les travaux de l'équipe franco-brésilienne d'experts chargés d'étudier la mise en valeur du Val Jaguaribe au sein de la Surintendance pour le développement du nord-est brésilien. Il a été procédé à l'examen de la question d'un Accord Général de Coopération Technique, de l'élargissement de l'accord de Coopération Administrative signé en 1959.

Le Président Castello Branco a exprimé la satisfaction éprouvée par le Gouvernement brésilien au sujet de la coopération fructueuse qui s'est établie entre la France et le Brésil dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et qui devra être élargie. La possibilité a été examinée d'une participation de savants et d'ingénieurs français à la formation des cadres techniques brésiliens et à l'accélération des recherches et des programmes de développement nucléaire au Brésil, en particulier en ce qui concerne la production d'électricité.

Il a été pris acte avec satisfaction de la solution qu'a récemment trouvée à Paris l'ancien contentieux financier franco-brésilien concernant la nationalisation des chemins de fer de São Paulo - Rio Grande et Vitoria - Minas. Dans le même esprit, les deux gouvernements espèrent aboutir le plus rapidement possible à des résultats pleinement satisfaisants en ce qui concerne les autres questions encore pendantes entre la France et le Brésil.

Le Général de Gaulle et le Maréchal Castello Branco se sont félicités du caractère amical et positif de leurs entretiens. Ils sont convaincus que l'impulsion qui a été ainsi donnée aux relations entre la France et le Brésil conduira à des progrès rapides et durables dans l'intérêt commun des deux pays et servira la cause de la vieille amitié franco-brésilienne, à de la sécurité internationale et de la paix./.

15. Visite du général de Boissieu, 15 mai 1972, AMAE, carton 184.

15-6-1
Rio de Janeiro, le 15 mai 1972.

AMBASSADE DE FRANCE
AU BRÉSIL

N° 831 /AM

Paul FOUCHET
Ambassadeur de France au Brésil

à
Son Excellence Monsieur Maurice SCHUMANN
Ministre des Affaires Etrangères
- Direction des Affaires Politiques -
- Amérique -

A. J. 1

17 MAI 1972

a.s. : Visite du Général de BOISSIEU.

Invité du Chef de l'Etat-Major de l'Armée, le Général SOUTO MALAN, le Général de BOISSIEU a fait au Brésil une visite officielle du 24 avril au 3 mai 1972. Le Département voudra bien trouver ci-joint le compte-rendu détaillé de cette visite établie par le Colonel GUILLOT, Attaché des Forces Armées de cette Ambassade.

Cette visite m'a donné l'occasion, au cours d'une réception organisée à l'Ambassade à Brasilia, de remettre au Général SOUTO MALAN la Commanderie de la Légion d'Honneur en présence de nombreux généraux brésiliens et de plusieurs Ambassadeurs, dont ceux des Etats-Unis, de

Communiqué à :

- CM
- SGE
- M. Boidvaix, Conseiller technique au Cabinet de M. DEBRÉ

.../...

Grande-Bretagne et d'Allemagne notamment. A la veille de sa retraite, cet officier, tout pètri de notre culture et de nos idées, a vivement apprécié ce geste de reconnaissance du Gouvernement français pour tous les services qu'il a rendus à la cause de l'amitié entre les deux Pays.

J'ai tenu, en outre, au cours d'un dîner quelques jours plus tard, à présenter à notre compatriote quelques unes des personnalités civiles qui étaient à Brasilia : parlementaires, hauts fonctionnaires, diplomates de l'Itamaraty.

A Rio, c'est l'Attaché des Forces Armées qui, au cours d'un brillant cocktail, a facilité les contacts dans l'ancienne capitale et a ainsi fourni l'occasion au visiteur de remettre diverses décorations françaises à des officiers brésiliens.

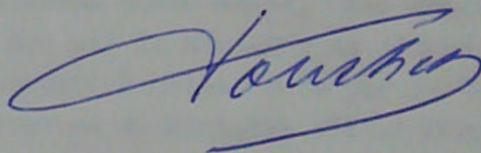
Le sens de la modération joint à la parfaite courtoisie du Général lui a permis de faire comprendre discrètement mais utilement à certains de ses interlocuteurs que si nous ne pouvions qu'admirer l'effort que le Brésil consacre à son armée, nous éprouvions plus de réticences à la voir utiliser, dans un domaine qu'elle aurait intérêt à laisser à la police, certaines méthodes que nous ne saurions approuver.

Deux résultats concrets me semblent résulter de cette visite : le Général de BOISSIEU a pu juger de l'importance pour le maintien de nos liens avec les meilleurs éléments de l'Armée brésilienne, de leur offrir chaque année un ou deux stages à notre Ecole de Guerre. C'est là, me semble-t-il, un point essentiel si nous ne

.../...

voulons pas laisser d'effriter peu à peu l'important capital de sympathie que nous a valu dans ce pays la présence de notre mission militaire de 1920 à 1940.

Par ailleurs, notre Chef d'Etat-Major, qui a pu admirer sur place le travail que font en Amazonie les bataillons du génie, a demandé à son hôte si des officiers français pouvaient faire un ou deux stages de courte durée pour étudier auprès de ces unités leur méthode de travail. Rien ne pouvait mieux flatter l'amour propre brésilien : aussi convient-il de donner suite à ce projet qui a été aussitôt accepté./.



CONFIDENTIEL DEFENSE

le 12 Mai 1972

AMBASSADE DE FRANCE
AU BRÉSIL

L'ATTACHÉ des FORCES ARMÉES

/4/ /72/BRE/FA/CD

COMPTE RENDU

du Colonel GUILLOT, Attaché des Forces Armées

à S.Exc. Monsieur l'Ambassadeur de France

à propos du voyage au Brésil du Général d'Armée de BOISSIEU

Chef d'Etat-Major de l'Armée (24 Avril - 3 Mai 1972)

Le Général Alain de BOISSIEU, Chef d'Etat-Major de l'Armée, a séjourné au Brésil du 24 Avril au 3 Mai, suivant le programme rappelé ci-joint en annexe.-

Sur l'invitation du Gouvernement brésilien formulée par le Général Alfredo SOUTO MALAN, Chef d'Etat-Major de l'Armée brésilienne, et non par le Ministre de l'Armée, le Général GEISEL, cette visite répondait à celle faite par le Général MALAN en Juin 1971, sur l'invitation du Ministre d'Etat Chargé de la Défense Nationale.-

Les difficultés rencontrées pour déterminer de part et d'autre les dates du séjour ont finalement entraîné le fait que le Général MALAN - qui atteignait la limite d'âge de son grade le 25 Mars - a usé de la clause légale lui permettant de rester en fonction 45 jours au delà de cette limite, avec l'accord du Président MEDICI et du Général GEISEL. Aucune raison de service ou politique n'imposant par ailleurs - semble-t-il - cette mesure, il faut y voir un geste significatif de la part des hôtes brésiliens, à la fois de courtoisie et de politique. Il n'est pas certain que toute autre personnalité militaire que le Général de BOISSIEU eut bénéficié, en des circonstances identiques, des mêmes égards. C'est d'ailleurs sous le signe d'une attention toute particulière jusque dans les détails que s'est déroulé le programme prévu, sans aucune défaillance ni la moindre fausse note.-

A l'exception près néanmoins, et c'est considérable, que le Général GEISEL, Ministre de l'Armée, n'a pas reçu le Général de BOISSIEU. En dépit des programmes très chargés des uns et des

CONFIDENTIEL DEFENSE

.../

CONFIDENTIEL DEFENSE

- 2 -

.../

autres, de difficultés personnelles du côté du Ministre, et de l'interférence des cérémonies données en l'honneur du Chef de l'Etat portugais, l'absence d'effort pour réaliser les conditions d'une audience ou d'une simple entrevue a voulu exprimer une position délibérée. On ne doit pas s'arrêter sur l'hypothèse, d'ailleurs inexacte, d'une rivalité GEISEL-MALAN. Les deux hommes se connaissent de toujours et s'estiment. Plus vraisemblable mais peu convaincante serait l'idée que le Général GEISEL ait désiré s'effacer et laisser au Général MALAN tout l'honneur de la visite. Plus probablement doit-on discerner dans cette attitude l'effet de la susceptibilité bien connue du Général GEISEL et de sa déception alors qu'il devait espérer l'annonce en cette occasion d'une haute distinction française qu'il attend depuis longtemps. Ce point n'avait été ni négligé ni sous-estimé par l'Attaché des Forces Armées, lequel, le 1er Décembre 1971, en accord avec l'Ambassadeur de LABOULAYE, adressait à la Défense Nationale une proposition pour le grade de Grand Officier dans l'Ordre National du Mérite en faveur du Général GEISEL.-

Cette question, regrettable en soi, n'a pas pesé sur la qualité des visites du Général de BOISSIEU et, si l'hommage qui lui était dû a fait défaut à la tête, du moins n'a-t-il pas manqué en tous lieux et en toutes circonstances tant de la part des autorités chargées de l'accueil que de celle de tous les participants et exécutants, jusque dans les rangs les plus modestes de la hiérarchie. C'est à PORTO VELHO (Rondônia) une Compagnie de jeunes recrues du Bataillon des Frontières qui chante LA MARSEILLAISE, ou encore dans cette même région un vieux Major récitant les Adieux de FONTAINEBLEAU "en hommage à un Général français".-

Le programme était ainsi fait qu'il a permis au Général de BOISSIEU de voir le Brésil sous les aspects les plus divers, dans la variété de ses types de paysages et de populations, dans les contrastes de son développement et de son sous-développement, dans l'ampleur de ses ambitions et réalisations industrielles, à SÃO PAULO ou à JUPIÁ, comme dans la modestie et la sincérité des efforts locaux qui évoquent, en Amazonie, le labeur obscur mais si humain des postes d'affaires indigènes et des administrateurs français en Afrique.-

Il a également permis aux autorités brésiliennes - en ramenant par deux fois le Général à BRASILIA - de bien souligner le rôle désormais dévolu à la Capitale fédérale.-

CONFIDENTIEL DEFENSE

.../

L'accompagnement de la presse a été très suivi, fourni et favorable. Fidèle en cela à sa conception qu'elle a de ses rapports avec une presse et une information dont elle connaît par ailleurs les limites puisqu'elle les fixe elle-même, l'Armée brésilienne ouvre largement et même insolitement pour un témoin français les portes de ses casernes, de ses bureaux et de ses salles de conférences, aux photographes et reporters. Le résultat, bénéfique en ce qui concerne les répercussions de la visite du Général de BOISSIEU sur le grand public, en a été que tout le programme a fait l'objet d'une ample "couverture", y compris avec le texte, presque in extenso, de sa conférence devant l'Etat-Major à BRASILIA. Mais du même coup, les louanges, que ne pouvait moins faire que de décerner ouvertement le Chef d'Etat-Major de l'Armée française envers l'Armée brésilienne, a aussi largement profité à celle-ci. On se donne un satisfecit par personne interposée. La pratique en est ici courante. Au demeurant, le sentiment qu'a recueilli le Général de BOISSIEU de ce qu'il a pu voir, avec l'oeil du connaisseur, des unités, formations et écoles des Forces Armées brésilienne - les aviateurs participant aux détachements d'honneur sur les aérodromes -, est sur un plan professionnel, excellent, quant à la cohésion, la discipline, la tenue, la forme physique, de la troupe.-

Les Brésiliens ont encore beaucoup gardé de l'empreinte militaire française de la période 1920-1940, et ils y ont ajouté le drill, l'allure dégagée, l'efficacité, l'organisation, une certaine manière d'être et de se comporter, des Américains. Il s'ensuit une certaine raideur, mais sans rigueur excessive, dans un système de rapports humains qui paraît souple et bien adapté au caractère brésilien. Il est certain que la hiérarchie n'est pas prête d'oublier les leçons de l'insubordination et de l'infiltration communiste dans les armées des années d'avant 1964. Les qualités d'ordre que l'on détecte actuellement répondent naturellement aux missions de sécurité interne et de lutte anti-guerillas, mais ne traduisent pas nécessairement la valeur opérationnelle et l'aptitude de l'Armée brésilienne à affronter un conflit sur ses frontières, hypothèse d'emploi qui reste il est vrai secondaire dans les plans actuels.-

Dans les grandes lignes, les thèmes principaux qui sont apparus au long du périple du Général de BOISSIEU auront été les suivants :

.../

- à SÃO PAULO, dans la découverte de la puissance industrielle enfouie dans l'enchevêtrement de l'immense agglomération SÃO PAULO-ABC, ce fut essentiellement, avec la bouillante mais discutable personnalité du Général HUMBERTO DE SOUSA MELLO, Commandant de la IIème Armée, le thème du maintien de l'ordre, et le problème de la confrontation des antagonismes irréductibles, la répression et la subversion. Les Forces Armées, y compris la célèbre Police Militaire de l'Etat de SÃO PAULO, qui détiennent les pouvoirs de police, ont certainement le contrôle quasi absolu de la situation, mais d'une certaine façon, elles sont aussi comme assiégées, au sein d'un tissu urbain particulièrement perméable aux actions terroristes. C'est une bataille d'Alger. Le Général H. DE SOUSA MELLO n'a d'ailleurs pas manqué de parler du Général MASSU. Les abus de la répression qu'il a un certain moment couverts au point de friser il n'y a pas longtemps sa propre révocation, font l'objet, dit-il de toute son attention et de son énergie à les réprimer; mais la menace est si dangereusement latente qu'on ne saurait hésiter sur le choix des moyens, tout en contrôlant les limites. Il semble que le Général de BOISSIEU ait réussi à exercer une influence personnelle apaisante. Le Général SOUSA MELLO a déclaré qu'il demandait instamment au Gouvernement Fédéral les moyens de faire améliorer les conditions matérielles des prisons qui sont très vétustes.-

- en Amazonie, soit dans le territoire d'Acre Rondônia à PORTO VELHO, soit à MANAUS siège du Commandement Militaire de l'Amazonie (CMA), du Commandement de la 12ème Région Militaire et du 2º Groupement du Génie de Construction, l'après travail de construction des routes qui vont quadriller le territoire amazonien, incombe principalement à 5 Bataillons du Génie (5º, 6º, 7º, 8º et 9º) cependant qu'un grand effort d'encadrement et de formation des populations "indigènes", indiens et caboclos, est entrepris par toutes les unités de l'Armée qui y sont éparpillées. A PORTO VELHO, la présentation du 5º Bataillon du Génie par le Colonel NORONHA - qui sort de l'Ecole Supérieure de Guerre de PARIS - aura été extraordinaire de qualité, de simplicité, de sincérité et d'efficacité. Les difficultés n'ont pas été passées sous silence. Elles sont inhérentes à la faiblesse des moyens et des ressources pour une tâche immense. Mais la valeur des hommes engagés dans ce combat élémentaire et leur enthousiasme dans la mission pénètrent tout voyageur objectif. Il en a été de même, à un échelon supérieur donc déjà plus détaché de la contingence et en somme moins "pris", à MANAUS. La visite au Centre des Opérations en forêt vierge (C.O.S.A.C.), dont le but principal est de former les chefs de petites unités et les combattants aux opérations dans un milieu particulier - tout comme un centre d'opérations en montagne en France par exemple - a montré combien le Commandement brésilien ne sous-estime pas la nécessité d'envisager une hypothèse de cette nature.-

CONFIDENTIEL DEFENSE

- 5 -

.../

Par analogie avec ce que le Commandement militaire français a entrepris en Guyane, et aux Antilles, avec le service militaire adapté, le Général de BOISSIEU a examiné l'intérêt qu'il y aurait à faire participer de jeunes Officiers des troupes de Marine et du Génie à des stages renouvelables, d'une part au COSAC, d'autre part dans le Bataillon de Construction du Génie d'Amazonie. Cette idée, devrait pouvoir rapidement prendre corps. Les Brésiliens s'y sont montrés extrêmement sensibles. C'est également une excellente façon de pénétrer la psychologie et les problèmes interaméricains puisque le Centre reçoit des stagiaires des autres pays latino-américains, dont nous oublions trop souvent que nous sommes par la Guyane, avec une frontière sur le Brésil.-

- à BRASILIA, le noeud du problème - si l'on passe sur l'intérêt pour le grand cavalier qu'est le Général de BOISSIEU, d'avoir visité les escadrons à cheval du Régiment des Dragons de l'Indépendance (1^{er} Régiment des Gardes) - a été sa conférence devant tout ce que la Capitale compte d'Officiers Généraux et Supérieurs, avec les représentants de l'Air et de la Marine au plus haut niveau, puisque les Chefs d'Etats-Majors étaient présents, sur le sujet "la France et sa Défense". Un point intéressant à relever est qu'en prononçant lentement et clairement son texte, pourtant ardu sur un sujet abstrait, le Général de BOISSIEU a pu sans traduction simultanée (des textes traduits ayant été distribués avant la conférence, mais non utilisés pendant) se faire bien comprendre des auditeurs. Il y a en cela une leçon d'échange et de communication, entre deux langues cousines mais différentes, parfaitement valable et digne d'être exploitée. L'auditoire ne pouvait qu'être touché par l'évocation du rôle tenu par la Mission Militaire française. Sur le fond, c'est l'aspect de l'adhésion populaire sous la forme du service militaire obligatoire, pendant de l'élection directe du Chef de l'Etat, comme facteurs indispensables de l'effet de dissuasion, en terme de stratégie nucléaire et de politique de défense pour une puissance militaire moyenne mais dotée d'armements nucléaires, qui a retenu toute l'attention et tout l'intérêt de l'auditoire. Pour les militaires brésiliens en effet il est clair que le Brésil doit rapidement devenir une puissance nucléaire et se doter de l'armement correspondant. C'est une question de possibilités et de délais mais sur le principe la question n'est plus discutée dans les Etats-Majors.-

.../

CONFIDENTIEL DEFENSE

CONFIDENTIEL DEFENSE

- 6 -

.../

- enfin à RIO, et où le Général FROTA Commandant p.i. la 1^{re} Armée était l'hôte du Général de BOISSIEU, l'accent s'est porté sur le souvenir, toujours vivant et fécond, de l'oeuvre de la Mission Militaire française et de ses Officiers - les GAMELIN, HUNTZIGER, de ROUGEMONT, BEAUDOIN, CARPENTIER, NOEL, CHADEBEC de LAVALADE etc..., avec les visites faites à l'Ecole d'Etat-Major et de Commandement (ECEME) et à l'Académie Militaire des "AGULHAS NEGRAS", à RESENDE (AMAN). La qualité de ces Ecoles témoigne toujours de l'influence extraordinaire laissée par la Mission, et la validité du souvenir reste gravée dans les méthodes d'instruction et de formation, dans les uniformes, dans les salles d'honneur, dans les bibliothèques. Il existe là un capital d'amitié dont on a peine à soupçonner la richesse et la chaleur. Le Général de BOISSIEU, à bien des égards, ne pouvait que s'y montrer sensible, et son émotion sincère a vivement impressionné et touché tous les Officiers brésiliens présents.-

Si l'heure n'est plus à instruire ou à "conseiller" l'Armée Brésilienne, - et le terme de Conseillers devrait être du reste définitivement banni en l'espèce - le fait de continuer à ouvrir nos écoles et nos centres de l'enseignement militaire supérieur à des stagiaires brésiliens présente un caractère politique et culturel de la plus haute importance. C'est le courant de la pensée et de la compréhension entre "professionnels" qui tisse les meilleurs liens politiques, autant que les intérêts, et tout en définitive se rejoint. C'est un fait aussi que les Officiers brésiliens, tel le Général SOUTO MALAN, qui sont passés par la formation française, sont des "humanistes", et par eux l'influence française peut tempérer parfois les duretés et les excès du milieu sud-américain. C'est encore le courant de l'information si capital, entre le Brésil, qui devient le géant de l'Amérique du Sud, et la France et par elle avec l'Europe, qu'il faut maintenir et développer si l'on ne veut pas que cette information soit exclusivement d'origine nord-américaine. C'est dans cette conception d'ensemble que s'est située, en définitive, la partie du voyage à RIO et c'est aussi la meilleure conclusion que l'on puisse retirer de l'effet de la visite au Brésil du Général de BOISSIEU, par delà la haute qualité des impressions personnelles que le Chef d'Etat-Major de l'Armée aura laissées derrière lui.-

CONFIDENTIEL DEFENSE



15. Visite de l'ambassadeur Paul Fouchet à Golberi do Couto e Silva.

AMAE, série Amérique, sous-série Brésil, années 1971-1975, carton 176.

15-4-1 AM

AMBASSADE DE FRANCE
AU BRÉSIL
FF/EG
N° 701/AM

AMÉRIQUE
[24 MAI 1974]

Brasilia, le 15 mai 1974.

Paul FOUCHET
Ambassadeur de France au Brésil

à

Son Excellence Monsieur Michel JOBERT
Ministre des Affaires Etrangères
- Direction des Affaires Politiques
Amérique

a/s. Visite au Général Golbery do Couto e Silva.-

J'ai rendu, le 10 mai, pour la première fois, visite au Général Golbery do Couto e Silva.

Le Département sait le rôle essentiel que cette personnalité joue actuellement dans l'orientation du Gouvernement Geisel.

Après avoir franchi, de 1927 à 1956, les différents échelons de la hiérarchie militaire jusqu'au grade de Colonel, il quitte momentanément l'Armée et devient Président de la Société "Dow Chemical" avant de devenir le principal collaborateur du Président désigné. Il avait été Professeur à l'Ecole Supérieure de Guerre, ce qui lui a donné l'occasion de réfléchir aux problèmes politiques. Il a publié différents livres dont l'un, la "Géopolitique du Brésil", reçoit un bon accueil des spécialistes bien qu'il soit, à vrai dire, assez confus. Il y soutient des idées d'orientation plutôt libérale.

Il est maintenant le Chef de la Maison Civile du Président, avec rang de Ministre d'Etat. Son rôle dans la définition de la politique actuelle semble de tout premier plan.

communiqué à :
DG

..../.....

Comme j'évoquais avec lui au début de notre conversation les difficultés économiques que connaît le Brésil du fait de l'inflation croissante et de la très brutale hausse des prix, le Général - songeant sans doute à un accroissement des réserves monétaires qui s'est manifesté en avril - m'a dit qu'à son avis, l'inflation était maintenant contrôlée, que la hausse des prix devait rapidement se ralentir et que les plus graves problèmes que devait affronter le Gouvernement étaient d'ordre politique.

Il souligna alors avec insistance qu'il n'était pas sain pour un pays de vivre trop longtemps dans un régime d'exception. Ce n'est pas en vain que la situation portugaise éveille ici tant d'intérêt ! Il s'agira donc maintenant d'institutionnaliser la Révolution en permettant aux différents organes de l'Etat de fonctionner normalement. Le Parlement doit pouvoir remplir son rôle et retrouver l'autorité qui lui revient. De son côté, la Justice doit fonctionner plus librement. Cette évolution, de toute évidence, ne peut que se faire très progressivement et dépendra de la conjoncture générale dans le pays. Mon interlocuteur estime que l'année 1974 sera une année de remise en ordre de l'équilibre économique et pense que ce n'est que lorsque celui-ci sera rétabli que la libéralisation du régime pourrait être entreprise. Comme je lui demandais s'il estimait que l'opération pourrait être menée à bien pendant les quatre ans de la Présidence d'Ernesto Geisel, il m'a répondu qu'il l'espérait mais que, encore une fois, cela dépendrait de la réaction des Brésiliens à la libéralisation progressive du régime.

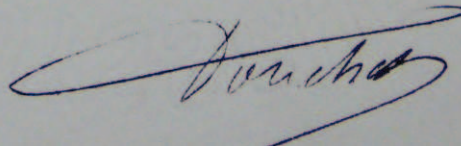
Nous avons ensuite abordé les problèmes plus spécifiquement franco-brésiliens. J'ai évoqué avec le Chef de la Maison Civile les difficultés que nous posait, quant à l'enseignement du français, la réforme scolaire. Il a reconnu que la situation actuelle n'était pas très satisfaisante et que le Gouvernement devait se préoccuper d'améliorer l'enseignement des langues dans le secondaire en permettant plus largement aux élèves de choisir le français. Il a spontanément appelé mon attention sur le fait que le prix excessif du livre français au Brésil constituait certainement un sérieux obstacle pour tous ceux qui s'intéressaient à notre culture.

..../.....

Lui-même, m'a-t-il dit, bien qu'il ne parle pas couramment le français, le lit volontiers mais hésite souvent à acquérir des ouvrages français qui l'intéressent à cause de leur prix. Je lui ai expliqué que c'était là une de nos préoccupations majeures et lui ai décrit rapidement les efforts que nous faisons pour tenter d'améliorer la situation sur ce point.

Abordant ensuite le problème de notre coopération dans les domaines de la technique la plus avancée, j'ai fait part au Général Golbery des possibilités qu'ouvrait, à mon avis, le domaine nucléaire et, éventuellement, le domaine spatial. En ce qui concerne le premier, le Général m'a confirmé, après beaucoup d'autres, l'intérêt que le Gouvernement brésilien attachait à ne pas rester trop strictement dépendant des Etats-Unis et qu'il serait intéressé à un développement de coopération entre nos deux pays.

Cet entretien s'est déroulé sur un ton particulièrement amical et je pense que le Général Golbery apprécierait volontiers un accroissement des rapports entre la France et le Brésil./.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. de la Roche', written in a cursive style.